

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°11 • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Les députés explorent un site naturel exceptionnel

Protéger, étudier, promouvoir un site naturel situé à Niederanven: ce sont les missions que l'Amicale de l'Aarnesch s'est données. Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar et des députés de la Commission du Développement durable viennent de visiter la zone naturelle d'une étendue totale de 75 ha. Ils ont trouvé un endroit paisible qui, à quelques centaines de mètres du centre de Niederanven, permet d'oublier le stress quotidien.

Le lieu-dit «Aarnesch» a été classé réserve naturelle en 1988 et figure parmi les premières zones protégées du Luxembourg. Le président de l'Amicale, le député Raymond Weydert a souligné que le site se distin-

gue par sa faune et sa flore exceptionnelles. Parmi les 171 espèces de plantes figurent 23 espèces d'orchidées. Les députés ont pu en admirer quelques-unes se trouvant encore en floraison.

Le site doit être géré pour que la nature n'y reprenne pas le dessus, comme l'a expliqué M. Francis Anen de l'Administration des Eaux et Forêts. L'Aarnesch comprend 29 ha de pelouses sèches, des forêts et des bocages. Les jeunes pins doivent être arrachés pour éviter l'expansion de la forêt. Le pâturage intensif fait aussi partie des mesures de gestion. Vu que les orchidées n'ont pas encore terminé leur floraison, les moutons n'ont pas été présents sur le site.

Le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance de sites naturels comme l'Aarnesch.

Les réserves de prairies sèches sont rares et méritent que l'homme en prenne soin, a estimé M. Laurent Mosar qui a remercié les bénévoles de l'Amicale pour leur engagement et leur travail. De tels endroits en pleine nature permettent aussi de retrouver le calme, après une journée remplie, a conclu le Président.

Aarnesch est le point de départ ou de passage de sentiers pédagogiques ou auto-pédestres. Les représentants de l'Amicale ont rappelé que le site est ouvert à toutes les personnes qui aiment et respectent la nature.



Le Président de la Chambre des Députés et des membres de la Commission du Développement durable lors de la visite de la zone naturelle.

Sebes: 50 ans au service de l'eau potable

Le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (Sebes) fêtera bientôt ses 50 ans d'existence. Institué par la loi du 31 juillet 1962 en tant que syndicat communal avec participation de l'État, le Sebes renforce depuis 1969 l'alimentation en eau potable du pays à partir du lac du barrage d'Esch-sur-Sûre au point qu'au-

jourd'hui, 80% des ménages luxembourgeois reçoivent de l'eau du Sebes dès qu'ils ouvrent leurs robinets.

Ensemble avec leurs confrères belges et néerlandais des commissions «Développement durable» et «Affaires économiques, Agriculture et

Pêche» du Parlement Benelux (Conseil interparlementaire consultatif de Benelux), des députés luxembourgeois ont saisi, le 29 juin passé, l'occasion pour jeter un œil sur cette belle réussite. Visitant la station d'Esch-sur-Sûre du Sebes, les élus ont tout appris sur son histoire, son réseau d'adduction long de 175 kilo-

33^e séance jeudi 14 juin 2012
34^e séance mardi 26 juin 2012



Les membres de la Commission de la Culture lors de leur visite de l'exposition.

«Bauhärepräis»: qualité et originalité récompensées

Alors que le logement au Luxembourg ne cesse d'interpeller les élus à travers sa pénurie, son coût, son efficacité énergétique et son interdépendance avec bien d'autres politiques (transports, circulation, aménagement du territoire, etc.), les députés de la commission compétente de la Chambre ont pu se faire une idée de quoi il sera fait demain. Sur invitation de l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils (OAI), ils ont visité le 7 juillet l'exposition des 224 réalisations proposées dans le cadre de l'attribution de la 4^e édition du «Bauhärepräis».

Placé sous le Haut Patronage de S.A.R. le Grand-Duc, le «Bauhärepräis», organisé par l'OAI, est décerné tous les quatre ans à des maîtres d'ouvrage privés ou publics qui, au travers d'un projet abouti, sont parvenus à faire valoir une architecture et/ou une ingénierie de qualité. Il distingue des réalisations dans lesquelles le couple «maître d'ouvrage/concepteur» s'est exprimé

de manière particulièrement fructueuse. En cette année 2012, parmi les 224 présentations soumises au jury, 23 lauréats sont ressortis dont 18 avec mention.

L'exposition au Ratskeller du Cercle-Cité a fait constater aux députés que le cru 2012 du «Bauhärepräis» ne fait pas la part belle aux projets trop ostentatoires, mais honore davantage des réalisations qui améliorent la qualité de vie, comme celles qui accueillent des personnes à mobilité réduite ou encore des maisons écologiques. C'est ainsi que la collaboration entre les maîtres d'ouvrage et les concepteurs, un choix architectural contemporain et rigoureux et le respect de la nature environnante sont mis en avant. De l'exposition émerge une préférence marquée pour des solutions créatives et intelligentes qui imprimeront sans aucun doute de leur sceau la construction des logements de demain.



Des membres du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux au cours de leur visite du Sebes.

DANS CE NUMÉRO

Concept de mobilité et du tram	p. 422
Mécanisme européen de stabilité	p. 436
Rapport d'activité du Médiateur	p. 446
Sommaire des séances publiques n ^{os} 33-34	p. 456
Sommaire des questions parlementaires	p. Q120



Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar lors de sa visite des structures de l'a.s.b.l. «Tricentenaire».

M. Laurent Mosar en visite au Tricentenaire

Début juillet, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a profité de l'occasion pour aller visiter deux structures de l'a.s.b.l. «Tricentenaire». Il s'est d'abord rendu à la résidence «Nico Kremer» à Heisdorf en compagnie notamment du Député-Maire, M. Jean-Pierre Klein, du Président du Tricentenaire, M. Mathias Schiltz et des responsables de la résidence. 38 adultes en situation de handicap physique y sont hébergés. M. Mosar a ensuite pu se

faire une idée concrète d'une structure pilote à Walferdange qui accueille depuis septembre 2011 cinq jeunes en situation de handicap avec troubles envahissants du développement.

Créé en 1978, le Tricentenaire gère actuellement 88 lits dans quatre services d'hébergement (Walferdange, Heisdorf (2), Prettingen), trois services d'activités de jour de 66 places (Walferdange, Heisdorf et Bissen), un

réseau d'aide et de soins spécialisé (360 clients), un centre de formation pour neuf stagiaires, une société coopérative (32 emplois pour travailleurs en situation de handicap), ainsi qu'un service de voyage spécialisé et, en cogestion, la Tridoc (11 salariés dont deux en situation de handicap).

Plus de 250 salariés et bénévoles sont au service des personnes en situation de handicap et de leurs familles.

La Chambre des Députés reçoit le Président du Parlement wallon



Le Président du Parlement wallon, M. Patrick Dupriez (au milieu), a rencontré le Président de la Chambre des Députés ainsi qu'une importante délégation de députés.

36.000 frontaliers belges font tous les jours le trajet de leur domicile wallon vers le Luxembourg pour y travailler. Il fut donc beaucoup question de mobilité et de moyens de transport au cours des entretiens que le Président du Parlement wallon, M. Patrick Dupriez, a eues le 6 juillet passé avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et une importante délégation de députés.

M. Mosar a estimé que les citoyens européens voient surtout les aspects pratiques de l'Union. Il s'est montré convaincu de l'importance de contacts permanents et réguliers au niveau parlementaire pour contribuer à trouver des solutions aux problèmes quotidiens des citoyens. Il a rappelé l'idée d'organiser, au niveau de la Grande Région, une conférence

interparlementaire sur la mobilité. Avec le Président Laurent Mosar, M. Dupriez a notamment évoqué les efforts consentis pour identifier les priorités d'investissement dans le réseau ferroviaire. Dans ce contexte, le Président du Parlement wallon a estimé qu'il faut veiller au désenclavement des régions.

Avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre et la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI), M. Dupriez a évoqué ensuite les procédures d'admission pour étrangers dans les établissements universitaires belges. Le système du tirage au sort, actuellement en discussion, est fortement contesté parce qu'il ne se base pas

sur des critères objectifs. M. Dupriez a expliqué que la Belgique a dû instaurer des limitations d'accès par manque de place et qu'un système de quotas est à l'étude.

Interpellé sur la décision de la Belgique de vouloir sortir du nucléaire, le Président du Parlement wallon a expliqué que les conséquences qui en résultent pour la Wallonie sont encore difficiles à appréhender. La Wallonie a cependant l'intention de produire à terme 30% de ses propres besoins en énergie avec des méthodes alternatives. Finalement, les députés et le Président du Parlement wallon se sont encore penchés sur le processus de désindustrialisation rampante qui, dans le sillage de la crise et de la mondialisation, se poursuit à l'heure qu'il est en Wallonie et au Luxembourg.

Visite au CHNP à Ettelbruck

Le milieu neuropsychiatrique est en pleine mutation. Créé en 1855 sous forme d'hospice, le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) est devenu hôpital en 1974 et organisme public à gestion séparée dès 1998. Il propose aujourd'hui des traitements pour quelque 460 personnes sur trois sites. Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar et les membres de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre ont pu, le 19 juin passé, s'informer sur les réformes envisagées dans le domaine de la psychiatrie et de la réhabilitation.

Le CHNP offre des suivis psychiatriques et des réhabilitations concernant l'alcoolisme, les toxicomanies, la psychiatrie juvénile, la psychiatrie générale et la psychiatrie médico-légale ayant trait à l'évaluation de personnes potentiellement dangereuses pour la société. Le Gouverne-

nement a récemment proposé de reloger les irresponsables pénaux, condamnés sur base de l'article 71 du Code pénal, dans une nouvelle unité fermée, non pas auprès du CHNP, mais dans l'enceinte du Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL). L'unité serait soumise à la seule autorité du Ministre de la Santé et du CHNP et dirigée par un médecin.

L'échange de vues avec les responsables a aussi porté sur les 70 à 80 patients de longue durée, les besoins infrastructurels qui permettraient d'offrir davantage de traitements de réhabilitation et la réaffectation du bâtiment «building» suite à la construction d'un nouvel immeuble pour les besoins du CHNP. Le Centre hospitalier souhaite davantage devenir un lieu de vie pour les centaines de patients qui ont besoin d'un suivi psychiatrique.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar et les membres de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale se sont informés sur les réformes projetées.

Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

Les droits de l'Homme au centre des débats

Quelque 300 parlementaires issus de plus de 50 États ont participé à la 21^e Session annuelle de l'Assemblée Parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) du 5 au 9 juillet 2012 à Monaco.

Les débats ont porté essentiellement sur les droits de l'Homme et la sécurité en Europe, en Asie centrale et en Amérique du Nord. Des cas spécifiques ont été débattus, dont la détention assortie de mauvais traitements de l'ex-première ministre de l'Ukraine, Mme Ioulia Timochenko, et l'affaire Sergei Magnitsky, avocat russe qui a été indûment arrêté pour des motifs d'ordre politique, torturé et tué dans une prison russe le 16 novembre 2009. Deux résolutions votées en séance plénière revendiquent une meilleure participation des femmes sur un pied d'égalité au processus de décision de l'OSCE ainsi que la parité des sexes et le respect des minorités dans la région de l'OSCE.

Les parlementaires ont en outre voté trois résolutions majeures rela-

tives au renforcement de l'État de droit et des libertés fondamentales, à l'arbitrage entre austérité et relance comme modes de régulation de l'économie mondiale, et à l'actualisation du Document de Vienne qui régit la transparence au sein des armées des pays membres.

Le Forum Méditerranéen inclus dans le programme de la session annuelle portait notamment sur la situation en Libye, avec la participation entre autres du Vice-Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la Libye Mohamed Abdelaziz et le porte-parole de l'Alliance démocratique de Libye, Khaled Ghellali. Les défis évoqués par ces deux représentants sont l'organisation des élections libres et équitables en Libye qui se sont déroulées le 7 juillet et doivent mener à l'institution d'un Congrès national et à la mise en place d'un gouvernement transitoire, d'une part, et le maintien de la sécurité interne, de l'autre, des tensions se présentant surtout au sud du pays. Des efforts doivent être faits dans les domaines de la justice, de l'éducation, de l'emploi et de la santé.



La Chambre des Députés était représentée par Mme Viviane Loschetter et M. Raymond Weydert.

Dudelange, future cité de la photographie



Les membres de la Commission de la Culture ensemble avec la Ministre de la Culture lors de leur visite du chantier du château d'eau et de la station de pompage.

Insuffler une nouvelle vie à d'anciens sites sidérurgiques en déshérence n'est pas chose aisée. Alors que la ville d'Esch-sur-Alzette est en train de gagner ce pari avec la reconversion des anciennes friches de Belval en cité universitaire et scientifique, sa consœur dudelangeoise essaie de lui emboîter le pas avec la transformation de l'ancien laminoir et des bassins de refroidissement en cité de l'art photographique.

Reconnaissant les lieux le 25 juin en compagnie de la Ministre de la Culture Octavie Modert, les députés de la commission parlementaire compétente ont pu se rendre compte de la bonne avancée des travaux qui, une fois terminés, devraient mener tout droit à l'inauguration d'un espace flambant neuf dédié entièrement à la photographie. C'est en effet à la rentrée - plus précisément à

partir du 29 septembre - que le Centre national de l'audiovisuel (CNA) entend livrer aux autorités et au grand public deux galeries d'exposition aménagées au sein d'un décor insolite - un château d'eau (Waasertuerm) et une station de pompage (Pomhouse).

Le château d'eau, avec sa galerie circulaire, accueillera de manière permanente la Collection «The Bitter Years 1935-1941» réalisée en 1962 par Edward Steichen témoignant de sa vision de l'Amérique rurale durant la Grande Dépression suite au krach boursier de 1929. La station de pompage, quant à elle, servira d'endroit dédié à la photographie contemporaine et verra des expositions temporaires s'y succéder. La première d'entre elles sera consacrée à l'œuvre de l'artiste britannique contemporain Stephen Gill et proposera une ré-

flexion poétique sur la ville de Dudelange et sa région en mutation. Pour 2013, une exposition sur un reportage photographique intitulé «Via PanAm» - impressions d'un voyage itinérant empruntant le Pan-American Highway du Chili jusqu'à l'Alaska - est d'ores et déjà programmée.

Œuvre d'une association entre les bureaux Kaell Architecte et l'Atelier d'Architecture et de Design Jim Clemes, la reconversion du château d'eau, de la station de pompage et de tout le site les entourant en espace muséal a été initiée et financée par le Service des Sites et Monuments du Ministère de la Culture. Elle est censée donner une nouvelle vie à des vestiges remarquables du passé sidérurgique luxembourgeois, témoigner de l'histoire industrielle de Dudelange en particulier et de celle de tout le sud du pays en général.

Rencontre avec le corps diplomatique



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés et MM. Ben Fayot et Gilles Roth entourés de membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg.

Le 30 juin 2012 a eu lieu la 3^e rencontre informelle et amicale entre la Chambre des Députés et les membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg.

Afin d'approfondir les bonnes relations que le Parlement entretient avec les ambassadeurs en poste à Luxembourg, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent

Mosar avait pris l'initiative d'organiser une telle rencontre annuelle une première fois en 2010.

Au programme de l'édition 2012 figurait une promenade dans le village de Mamer au cours de laquelle le Président de l'a.s.b.l. «Mamer Geschichte», M. Ralph Letsch a donné les explications historiques.

M. Mosar était accompagné du

Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Ben Fayot, du Député-Maire de la Commune de Mamer, M. Gilles Roth, du Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen et des deux Secrétaires généraux adjoints, Mme Isabelle Barra et M. Benoît Reiter.

Moins de frontières pour plus de sécurité

Il ne faut pas plus de frontières pour améliorer la sécurité des habitants de la Grande Région. Telle était la conclusion de la réunion de la Commission «Sécurité intérieure, Protection civile et Services de Secours» du Conseil parlementaire interrégional qui s'est réunie, le 22 juin dernier, au Brême d'Or (Goldene Bremm), à la frontière franco-allemande, pour s'informer des dernières évolutions de la coopération transfrontalière des services de police et de la réforme de la zone Schengen.

Les membres de la Commission se sont notamment intéressés à la coopération de la police fédérale allemande et de la police aux frontières française pour constater que la co-

opération transfrontalière peut être bien plus efficace que les contrôles unilatéraux.

Les parlementaires de la Grande Région ont également débattu des enjeux européens actuels concernant les frontières intérieures de l'espace Schengen en concluant qu'aucun État membre de l'UE ne devrait faire cavalier seul pour la gestion de ses frontières. En particulier dans la Grande Région, il est indispensable de trouver un juste équilibre entre la possibilité d'effectuer des contrôles et la libre circulation transfrontalière des citoyens.

La Chambre des Députés a été représentée par M. Roger Negri.



M. Roger Negri (deuxième de gauche) ensemble avec d'autres participants à la réunion du CPI.

Première pétition par voie électronique

Elle fut seule à signer le courrier, mais elle a néanmoins pris l'initiative de contacter la Chambre des Députés et d'exprimer ses préoccupations. Mme Claudine Penen est ainsi devenue la première citoyenne du Luxembourg à déposer une pétition par voie électronique. La pétition qu'elle a initiée figure maintenant au rôle des travaux de la Commission des Pétitions. Le 27 juin 2012, la pétitionnaire a été reçue par les députés pour faire part de ses doléances.

«Je ne suis qu'une simple grand-mère», a expliqué Claudine Penen, «mais je vous prie de prendre des mesures contre l'utilisation de pesticides, engrais et autres produits chimiques qui tuent l'humanité». Mme Penen est également d'avis que les agriculteurs perdent leur savoir-faire et qu'il faut enseigner aux jeunes les alternatives d'une agriculture industrielle, hautement intensive pour qu'ils puissent faire un choix.

Après un échange de vues avec la pétitionnaire, les députés ont décidé:

- d'interroger le(s) ministre(s) compétents sur la marge de manœuvre du Gouvernement relatif à une restriction ou une interdiction de produits chimiques;

- d'analyser les possibilités de soutenir davantage l'agriculture biologique

- et de s'informer sur le nombre d'heures dédiées dans les écoles et institutions spécialisées à l'enseignement d'aspects liés à l'agriculture biologique.



Mme Claudine Penen, première citoyenne à déposer une pétition par voie électronique.

3^e partie de session 2012 de l'APCE:

Éloge pour la Tunisie, blâme pour l'UE

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe estime que la Tunisie «se trouve bien engagée sur le chemin des réformes», même s'il lui reste à relever un certain nombre de défis.

Dans une résolution sur la base d'un rapport de la députée luxembourgeoise Anne Brasseur, adoptée à l'issue d'un débat avec la participation de M. Mustapha Ben Jaâfar, Président de l'Assemblée constituante tunisienne, l'APCE a encouragé toutes les forces politiques et civiles du pays à «continuer à contribuer positivement à la transition démocratique en veillant à préserver la stabilité politique».

Les parlementaires ont félicité la Tunisie pour l'élection libre et bien organisée de son Assemblée nationale constituante - une première démocratique parmi les peuples du Printemps arabe - et espèrent que la future Constitution répondra aux attentes des Tunisiens et consacra les valeurs universelles des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'État de droit.

L'Assemblée s'est engagée à continuer d'offrir son assistance pratique aux Tunisiens, à encouragé l'Assemblée nationale constituante à demander le statut de partenaire pour la



Mme Lydie Err, membre sortant de l'Assemblée, reçoit des mains du Président de l'APCE, M. Jean-Claude Mignon, la médaille et le diplôme de membre honoraire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

démocratie et a décidé de continuer à suivre attentivement les développements dans le pays.

UE et droits de l'Homme

Dans un débat d'actualité sur les institutions européennes et les droits de l'Homme en Europe, Mme Anne Brasseur a estimé que «la création ré-

cente d'un poste de représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme peut conduire à un chevauchement inutile d'activités déjà menées par le Conseil de l'Europe». Elle regrette que «l'annonce officielle du nouveau poste ne mentionne aucunement le Conseil de l'Europe» ce qui serait en contradiction manifeste avec une note de 2007, élaborée d'un commun accord avec l'UE, selon laquelle le Conseil de l'Europe devrait rester «la référence» pour les normes en matière de droits de l'Homme. «En période de restrictions budgétaires rigoureuses, la création d'un tel poste se justifie-t-elle réellement?», a demandé Mme Brasseur.

En marge de la troisième partie de session de 2012 qui s'est tenue à Strasbourg du 25 au 29 juin 2012, Mme Lydie Err - membre de l'Assemblée jusqu'à son assermentation comme Médiatrice du Grand-Duché - a reçu des mains du Président de l'APCE, M. Jean-Claude Mignon, la médaille et le diplôme de membre honoraire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour ses nombreux mérites pour le Conseil de l'Europe, notamment dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que dans la lutte contre les discriminations.

Réforme de la PAC

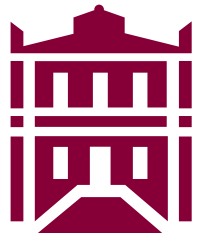
La réunion interparlementaire du 25 juin 2012 à Bruxelles, à laquelle se sont rendus les députés MM. Roger Negri et Fernand Etgen, a été l'occasion pour le Parlement européen (PE) et les parlements nationaux de débattre de la réforme de la Politique agricole commune (PAC). Selon le Président de la Commission agriculture du PE, M. Paolo De Castro, ce type de réunion contribuera à la légitimité démocratique de la nouvelle politique commune, qui relève, depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, du processus de codécision mettant le Parlement et le Conseil sur un pied d'égalité.

La nécessité d'une politique agricole plus verte et plus durable est une opinion partagée par la majorité des parlementaires. De nombreux parlementaires nationaux ont néanmoins tenu à souligner qu'il fallait davantage réduire la bureaucratie et qu'il était impératif, dans le cadre des mesures de verdissement proposées, de tenir compte des spécificités nationales et régionales. Plusieurs députés, plus particulièrement des nouveaux États membres, ont appelé à mettre fin à la répartition actuelle très inégale des paiements directs, basée sur des références historiques, qui désavantage les agriculteurs de certains pays. M. Roger Negri a déclaré que la part des surfaces agricoles à réserver comme surface à

haute valeur écologique, à savoir 7%, lui semblait exagérée et que les critères y relatifs devraient être davantage précisés.

Pour rappel, la Chambre des Députés a adopté en décembre un avis motivé et plusieurs avis politiques sur le paquet législatif de réforme de la PAC, qui ont été transmis aux institutions européennes. Dans un de ses avis, la Chambre a, entre autres, mis en garde contre les conséquences négatives de mesures de verdissement du premier pilier tant sur les programmes agro-environnementaux du deuxième pilier que sur les exploitants qui les mettent en œuvre. La Chambre est d'avis que le système actuel permettant aux agriculteurs d'assurer leur revenu en participant sur une base volontaire à des régimes honorant des pratiques agricoles écologiques bien définies est un système plus simple et plus efficace qu'un régime basé sur la pure contrainte.

Eu égard au secteur viticole luxembourgeois, la Chambre avait également insisté pour que le régime des droits des plantations soit prolongé. Quant à la suppression prévue pour 2015 des quotas laitiers, la Chambre juge crucial que le dispositif soit complété par des mesures permettant d'assurer aux États membres un «atterrissage en douceur».



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°11 • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Produits liés à la défense

6292 - Projet de loi relatif aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne

Le projet de loi n°6292 a pour objet de transposer la directive 2009/43/CE simplifiant les conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne.

Le marché de la défense dans l'Union européenne est actuellement fragmenté en vingt-sept régimes nationaux distincts d'octroi de licences.

La directive 2009/43/CE vise à faciliter la circulation des produits liés à la défense dans l'Union européenne. Pour ce faire, elle simplifie et harmonise les procédures nationales d'octroi des

licences en favorisant un système plus rationnel de licences générales et globales, dans lequel l'octroi des licences les plus contraignantes - les licences individuelles - deviendra exceptionnel. À la différence d'autres États membres, la future loi de transposition du Luxembourg prévoit une durée de validité limitée de ces licences individuelles, limitation non prévue par la directive et jugée superfétatoire par le Conseil d'État, mais considérée comme pertinente par la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire du fait qu'elle permettra d'exclure dès le départ un certain nombre d'abus ou de risques.

La loi en projet a fait l'objet d'une série d'amendements parlementaires et a été adoptée par la commission lors de sa réunion du 24 mai 2012. L'entrée en vigueur prévue par le dispositif est le 30 juin 2012.

Changement d'administration

6299 - Proposition de loi modifiant

- la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration,

- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État

La présente proposition de loi constitue la suite logique du nouveau statut et du nouveau régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés adoptés le 13 juillet 2011 (voir Mémorial A n°193 du 9 septembre 2011).

L'objet principal de la proposition de loi est de permettre aux fonctionnaires de la Chambre de bénéficier du changement d'administration.

Bien entendu, il permettra également à la Chambre de recruter des fonctionnaires venant d'autres administrations. Accessoirement, le texte sous rubrique modifie la loi sur les pensions des fonctionnaires de l'État.

La proposition de loi initiale avait encore proposé d'introduire une incompatibilité entre la qualité de fonctionnaire de la Chambre et le mandat de député. Le Conseil d'État estime que le texte de cet article peut être abandonné, puisqu'il est superfétatoire en présence de celui figurant dès à présent à l'article 129 (1) de la loi électorale, texte qui ne laisse pas l'ombre d'un doute que la qualité de «fonctionnaire, employé ou ouvrier exerçant un emploi rémunéré par l'État» est incompatible avec le mandat de député. La commission partage l'analyse de la Haute Corporation et supprime dès lors l'article 3 de la proposition de loi.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 31.05.2011

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

01.12.2011 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

26.01.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État

08.02.2012 Finalisation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

19.04.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

24.05.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2012

Loi du 28 juin 2012

Mémorial A, n°129, p. 1630

Dépôt par MM. François Bausch, Xavier Bettel, Lucien Lux, Laurent Mosar et Lucien Thiel, Députés, le 27.06.2011

Rapporteur: M. Fernand Boden

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative (Président: M. Norbert Hauptert):

06.03.2012 Désignation d'un rapporteur

Examen de la proposition de loi et des avis y relatifs

Adoption d'un amendement

05.06.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Pétitions(Président: M. Camille Gira):

06.03.2012 Désignation d'un rapporteur

Examen de la proposition de loi et des avis y relatifs

Adoption d'un amendement

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

05.06.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2012





Stockage de CO₂

6302 - Projet de loi

a) relative au stockage géologique du dioxyde de carbone

b) modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

c) modifiant la loi du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale

Le projet de loi a pour objet de transposer la directive 2009/31/CE du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil, les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil. Cette directive établit un cadre juridique pour le stockage géologique du CO₂, afin de contribuer à la lutte contre le changement climatique. Le stockage géologique du CO₂ est une technologie consistant à capter le dioxyde de carbone émis par les installations industrielles, à le transporter vers un site de stockage et à l'injecter dans une formation géologique souterraine adaptée en vue de son stockage permanent.

L'article 4 de la directive à transposer prévoit que les États membres conservent le droit de

ne pas autoriser le stockage sur tout ou partie de leur territoire. Dans ce contexte, la Commission du Développement durable a décidé à l'unanimité que le stockage géologique du CO₂ doit être interdit au Luxembourg pour les raisons suivantes:

- parce que le potentiel de stockage est inexistant dans notre pays, notamment pour des raisons géologiques et hydrogéologiques, le territoire luxembourgeois se trouvant en dehors des principaux bassins sédimentaires susceptibles d'abriter des réservoirs propices au stockage du CO₂;

- afin de respecter le principe de précaution et parce que les risques et l'impact environnemental du stockage géologique du CO₂ ne peuvent actuellement pas être correctement évalués.

Pour ce faire, la Commission a décidé de ne pas se limiter au vote d'une loi consistant à interdire purement et simplement le stockage de CO₂ sur le territoire luxembourgeois, mais au contraire propose le vote d'une loi plus exhaustive, dans le but d'assurer une transposition fidèle et complète de la directive 2009/31/CE, en intercalant dans le texte de la loi un article visant à interdire expressément le stockage de dioxyde de carbone dans le pays, en se basant sur l'article 4 de la directive.

Mécanisme européen de stabilité I

6334 - Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro

La mise en place du MES au Luxembourg nécessite trois projets de loi:

- le projet de loi n°6334 portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro;

- le projet de loi n°6405 portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles;

- le projet de loi n°6406 relative à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité.

Le projet de loi n°6334 a pour objet de modifier le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne¹ (TFUE) en ajoutant à l'article 136 un troisième paragraphe. Cette disposition doit permettre aux États membres dont la monnaie est l'euro d'instituer un dispositif permanent de soutien financier, dénommé mécanisme européen de stabilité (MES).

En réponse à la crise de la dette souveraine, les chefs d'État et de gouvernement ont convenu en octobre 2010 qu'il était nécessaire que les États membres établissent un mécanisme permanent de gestion de crise pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble.

Afin de permettre la mise en place d'un tel mécanisme, le Conseil européen du 17 décembre 2010 a décidé de modifier l'article 136 du TFUE en vue de la création d'une base juridique ap-

propriée pour ce mécanisme européen d'assistance financière.

Le nouveau mécanisme européen de stabilité remplacera les arrangements temporaires qui s'appliquent actuellement dans le cadre du mécanisme européen de stabilisation financière (le MESF permet d'accorder un prêt ou une ligne de crédit, dans une limite de 60 milliards d'euros correspondant à la marge en crédits de paiement disponible sous le plafond des ressources propres) et du Fonds européen de stabilité financière (le FESF est doté d'une capacité de prêt de 440 milliards euros, garantie par les États signataires à hauteur de leur part dans le capital libéré de la Banque centrale européenne). Ces instruments ont été établis pour une durée limitée de trois ans et continueront à s'appliquer jusqu'en juin 2013.

Le Conseil européen des 24 et 25 mars 2011 a formellement adopté la décision modifiant l'article 136 du TFUE en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro. Cette décision a été adoptée conformément à la procédure de révision simplifiée visée à l'article 48, paragraphe 6, du traité sur l'Union européenne. Il s'agit de la première fois qu'il est fait usage de cette faculté de modification selon la procédure de révision dite simplifiée du Traité, sans convocation et tenue d'une conférence intergouvernementale.

Selon le Conseil européen des 24 et 25 mars 2011, les États membres devraient accomplir leurs procédures nationales d'approbation d'ici la fin de l'année 2012 afin de permettre l'entrée en vigueur du traité modifié le 1^{er} janvier 2013.

Le traité portant création du MES a été approuvé par le Conseil européen des 23 et 24 juin 2011 et signé à Bruxelles le 11 juillet 2011 par les plénipotentiaires des États membres dont la monnaie est l'euro.

La pression des marchés financiers et l'ampleur des besoins de financement croissants de certains États membres ont obligé les États membres à prévoir la libération accélérée du capital du MES, à introduire un mécanisme de décision à la majorité qualifiée, à revenir sur l'effet de levier proposé et à accélérer d'une année la création du MES, qui devrait désormais entrer en vigueur en juillet 2012, soit douze mois plus tôt que l'échéance initiale.

¹ Loi du 3 juillet 2008 portant approbation du Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, des Protocoles, de l'Annexe et de l'Acte final de la Conférence intergouvernementale, signés à Lisbonne, le 13 décembre 2007

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 01.07.2011

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

19.07.2011 Désignation d'un rapporteur

18.01.2012 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

20.03.2012 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

21.05.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

06.06.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2012

Prospectus pour valeurs mobilières

6319 - Projet de loi:

- portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé;

- portant modification de la loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières;

- portant modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé

L'objet du projet de loi sous examen consiste à transposer en droit luxembourgeois la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue d'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de trans-

parence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé (ci-après la «directive»).

Le projet de loi est subdivisé en trois chapitres:

Le chapitre 1^{er} concerne les amendements à la loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières, le chapitre 2 précise les amendements à la loi relative aux obligations de transparence et le chapitre 3 reprend des dispositions générales.

La directive de 2003 avait procédé à l'harmonisation des règles relatives au prospectus qui doit être mis à disposition du public en cas d'offre au public ou d'admission à la négociation de valeurs mobilières sur un marché réglementé dans l'Union européenne. Elle a été transposée en droit luxembourgeois par la loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières.

La directive de 2003 ayant été soumise à une procédure de révision dans le but d'une simplification en vue d'une réduction des charges administratives relatives avant tout aux prospectus pour valeurs mobilières, la nouvelle directive vise ces objectifs tout en conduisant à un renforcement de la compétitivité internationale de l'Union européenne en la matière. Il s'agit avant tout de faciliter l'accès au marché de capitaux pour les petites et moyennes entreprises de l'Espace économique européen, d'améliorer la clarté juridique et l'efficacité du régime de prospectus, tout en garantissant la protection des investisseurs par la mise à disposition d'informations suffisantes qui répondent aux besoins des investisseurs de détail.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 12.08.2011

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

19.06.2012 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

22.06.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.06.2012

Loi du 3 juillet 2012

Mémorial A, n°136, p. 1725

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.09.2011

Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

20.03.2012 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

22.06.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.06.2012

Loi du 3 juillet 2012

Mémorial A, n°135, p. 1706

Mécanisme européen de stabilité II

6405 - Projet de loi portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles

La mise en place du MES au Luxembourg nécessite trois projets de loi:

- le projet de loi n°6334 portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro;

- le projet de loi n°6405 portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles;

- le projet de loi n°6406 relative à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité.

Le projet de loi n°6405 a pour objet d'approuver le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles. Le mécanisme européen de stabilité (MES) remplacera l'actuel accord concernant le fonds européen de stabilité financière (FESF) ainsi que le mécanisme européen de stabilité financière (MESF), conçus en tant que double dispositif

européen en 2010 pour garantir la stabilité de la zone euro.

Le MES est un instrument intergouvernemental de droit international public basé au Luxembourg. Tous les États membres dont la monnaie est l'euro sont membres du MES et tout État adhérent à la zone euro peut devenir membre du MES.

Le MES a pour but de mobiliser des ressources financières et de fournir, sous une stricte conditionnalité, un soutien à la stabilité de ses membres qui connaissent ou risquent de connaître de graves problèmes de financement, si cela est indispensable pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble. À cette fin, il est autorisé à lever des fonds en émettant des instruments financiers ou en concluant des accords ou des arrangements financiers avec ses membres, des institutions financières ou d'autres tiers.

Le MES repose sur une structure de capital propre, souscrit par les États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro. Afin d'assurer une capacité de prêt combiné du FESF et du MES à hauteur de 500 milliards d'euros et une notation maximale AAA pour le MES, le capital social de base autorisé du MES sera fixé à 700 milliards d'euros. Il se compose pour 80 milliards d'euros de parts libérées et de 620 milliards d'euros de parts sujettes à appel.



La clé de contribution utilisée pour financer ce capital est celle déterminant les souscriptions des banques centrales nationales des membres du MES au capital de la BCE. Il y a lieu de noter qu'un ajustement est opéré pour tenir compte de la situation particulière des États membres qui ont récemment adhéré à la zone euro (Estonie, Slovaquie, Slovaquie, Malte, Chypre).

En vertu de cette clé de contribution, la part du Luxembourg dans le capital du MES s'élève à 0,2504% du capital social autorisé.

La capital autorisé du MES est de 700 milliards d'euros, divisée en 7.000.000 parts à 100.000

euros dont 17.528 seront souscrits par le Luxembourg. La participation du Luxembourg au capital du MES s'élève donc à 1.752.800.000 euros. Le montant de cette participation est composé de 200.320.000 euros à titre de parts libérées et de 1.552.480.000 euros à titre de parts sujettes à appel (capital autorisé non-libéré).

Le capital libéré sera versé en 5 tranches (à 40,064 millions d'euros dans le cas du Luxembourg). Le versement de la première tranche est prévu en juillet 2012, la seconde en octobre 2012, deux tranches sont programmées en 2013 et la dernière en 2014.

6 janvier 1995 afin d'introduire dans la législation sanitaire luxembourgeoise la notion de grossiste-répartiteur. Cette notion est reprise de la législation de pays limitrophes: le grossiste-répartiteur est un grossiste «pleinement assorti», c'est-à-dire qu'il est habilité à distribuer tous les médicaments couverts par une autorisation de mise sur le marché.

La distinction que le projet de loi établit ainsi entre le grossiste-répartiteur et les autres grossistes habilités seulement à distribuer certains de ces médicaments est nécessaire précisément pour l'introduction de l'obligation de service public qui ne peut raisonnablement être imposée qu'au seul grossiste disposant d'une large gamme de médicaments commercialisés au pays. Les détenteurs d'une autorisation de dis-

tribuer en gros pour leur part sont tenus d'assurer un approvisionnement continu des médicaments effectivement mis sur le marché par eux.

Le projet définit également le contenu et le champ d'application de l'obligation de service public, ceci en particulier en ce qui concerne la gestion du stock et la participation à un tour de garde.

Par ailleurs, le projet de loi gouvernemental propose la modification des articles 7 et 13 de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments, notamment afin de compléter les obligations faites aux titulaires d'une autorisation de mise sur le marché des médicaments.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.03.2012

Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

20.03.2012 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

22.06.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.06.2012

Loi du 3 juillet 2012

Mémorial A, n°135, p. 1709

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 11.10.2011

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

20.10.2011 Désignation d'un rapporteur

19.04.2012 Désignation d'un nouveau rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements

14.06.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.06.2012

Mécanisme européen de stabilité III

6406 - Projet de loi relative

(1) à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité;

(2) à certaines immunités du mécanisme européen de stabilité et de la banque européenne d'investissement

et

(3) modifiant la loi modifiée du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro

La mise en place du MES au Luxembourg nécessite trois projets de loi:

- le projet de loi n°6334 portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro;

- le projet de loi n°6405 portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles;

- le projet de loi n°6406 relative à la participa-

tion de l'État au mécanisme européen de stabilité.

L'objet du projet de loi n°6406 est, en premier lieu, de donner effet au traité instituant le mécanisme européen de stabilité (traité MES) en précisant le montant de la participation du Luxembourg au capital du MES.

Le capital autorisé du MES est de 700 milliards d'euros, divisée en 7.000.000 parts à 100.000 euros dont 17.528 seront souscrits par le Luxembourg. La participation du Luxembourg au capital du MES s'élève à 1.752.800.000 euros. Le montant de cette participation est composé de 200.320.000 euros à titre de parts libérées et de 1.552.480.000 euros à titre de parts sujettes à appel (capital autorisé non-libéré).

Ces montants découlent du calcul de la clé de répartition des contributions nationales au capital de la BCE; la quote-part du Luxembourg s'élevant à 0,2504% du capital social autorisé.

En deuxième lieu, le projet de loi vise à conférer au MES l'immunité de juridiction et d'exécution.

En troisième lieu, le projet de loi vise à apporter certaines modifications à la loi modifiée du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.03.2012

Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

20.03.2012 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

19.06.2012 Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État

22.06.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.06.2012

Loi du 3 juillet 2012

Mémorial A, n°135, p. 1724

Distribution en gros de médicaments

6342 - Projet de loi modifiant 1. la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments; 2. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Le projet de loi a pour objet de compléter la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments et certaines dispositions de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments.

La loi précitée du 6 janvier 1995 énonce un certain nombre d'obligations auxquelles se

trouve soumis le titulaire d'une autorisation de distribuer en gros des médicaments. L'obligation d'assurer un approvisionnement approprié des personnes habilitées à délivrer des médicaments au public et aux patients hospitalisés, notamment les pharmacies ouvertes au public et les pharmacies hospitalières, n'y figure pas.

Il y a lieu à présent de compléter la législation nationale dans le sens d'une obligation d'approvisionnement à charge tant des grossistes établis au pays que des grossistes desservant le pays depuis un pays membre de l'Union européenne. À noter que cette façon de procéder est conforme aux directives européennes régissant la matière.

Le projet de loi gouvernemental prévoit la modification de l'article 3 de la loi précitée du

Trafic illicite de migrants

6343 - Projet de loi portant:

1) approbation du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, signé à Palerme, le 12 décembre 2000, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000

2) modification du Code pénal

3) modification du Code d'instruction criminelle

4) modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

a. L'approbation d'un instrument universel et contraignant pour combattre un phénomène multiforme

Le projet de loi a pour objet d'approuver le Protocole du 12 décembre 2000 contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer (ci-après le Protocole), additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée², adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 2000 et entrée en vigueur le 29 septembre 2003 (ci-après la Convention).

La Convention a été adoptée au Luxembourg par une loi du 18 décembre 2007³. L'objet de la Convention est de promouvoir la coopération afin de prévenir et de combattre plus efficacement la criminalité transnationale organisée⁴. La Convention constitue le premier instrument juridiquement contraignant des Nations Unies dans ce domaine.

À part du Protocole dont l'approbation fait l'objet du présent projet de loi, la Convention a été complétée par deux autres protocoles additionnels, le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants⁵ et le Protocole

contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions⁶.

Le projet de loi s'inscrit ainsi dans une série d'efforts internationaux et communautaires⁷ visant à prévenir et combattre la criminalité transnationale organisée dont le trafic illicite de migrants constitue une composante.

L'envergure des activités de trafic illicite de migrants est très difficile à évaluer. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), «[...] les chiffres globaux disponibles sur la traite des personnes et sur la migration irrégulière en général continuent d'être approximatifs. Des chiffres plus précis, tels ceux qui concernent les interceptions aux frontières, les passeurs traduits en justice ou les victimes assistées dans différents programmes, ne représentent qu'un échantillonnage très fragmentaire et ne sont que très rarement statistiquement significatifs. Faute d'un chiffre total, la représentativité de ces exemples ne peut être vérifiée comme il se doit. [...]»⁸.

Cette appréciation est par ailleurs confirmée par Europol selon laquelle l'infraction de trafic illégal de migrants est souvent cachée sous le libellé d'autres infractions telles la prostitution, l'immigration illégale ou encore l'emploi irrégulier de travailleurs étrangers et le trafic de main-d'œuvre étrangère⁹.

En 2011, l'Agence européenne Frontex a même constaté un recul du nombre de détections de facilitateurs à l'immigration illégale. Toutefois, elle attribue cette évolution à un changement des méthodes du trafic des migrants qui consisterait désormais moins dans l'accompagnement physique des migrants que dans l'utilisation de faux documents d'identité ou dans l'abus et le détournement des moyens juri-

⁶ Protocole du 31 mai 2001. La Commission européenne a signé ce protocole le 16 janvier 2002. La directive 2008/51/CE tient compte de cet engagement international en modifiant certaines dispositions de la directive 91/477/CEE du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes. Le Luxembourg a transposé la directive 2008/51/CE par l'adoption de la loi du 3 août 2011 portant: - transposition de la directive 2008/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de détention d'armes, et - modification de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions, Mémorial A, n°175, 12 août 2011, page 2964.

⁷ Les décisions 2006/616/CE et 2006/617/CE du Conseil du 24 juillet 2006 portent conclusion, au nom de la Communauté européenne, du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (dénommé ci-après le Protocole).

⁸ Organisation internationale pour les migrations, Nouveaux défis; <http://www.iom.int/jahia/jahia/about-migration/developing-migration-policy/new-challenges/lang/fr>

⁹ Voir Europol, Knowledge product, Trafficking in Human beings in the European Union, 1^{er} septembre 2011, pages 3 à 4.

² Appelée la «Convention de Palerme».

³ Loi du 18 décembre 2007 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (ci-après la Convention), adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000, Mémorial A, n°242, 28 décembre 2007, page 4409.

⁴ Article 1^{er} de la Convention.

⁵ Approuvé par la loi du 13 mars 2009 relative à la traite des êtres humains, (1) portant approbation: a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir le trafic des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie le 16 mai 2005; (2) modifiant le Code pénal; et (3) modifiant le Code d'instruction criminelle, Mémorial A, n°51, 20 mars 2009, page 672.



diques en vue de faciliter l'immigration illégale¹⁰.

Les auteurs du projet de loi rappellent, en se fondant sur une fiche pratique d'Interpol¹¹, que «[...] le trafic des migrants est devenu l'activité préférentielle d'un nombre croissant d'organisations internationales, qui montrent un zèle accru et se servent de techniques très sophistiquées pour déplacer des nombres de personnes toujours plus importants avec des gains toujours croissants»¹².

Pour répondre à cette évolution, les auteurs du Protocole proposent dès lors de fournir «[...] un instrument juridique universel qui porte sur tous les aspects du trafic illicite de migrants et d'autres questions connexes»¹³.

b. Des nouveaux moyens juridiques contre le trafic illicite de migrants

Tout comme la Convention, le Protocole est le premier instrument universel portant sur le trafic de migrants par les groupes criminels organisés. Il s'agit avant tout d'un instrument de droit pénal, mais qui comprend également des mesures de prévention et de coopération.

Le Protocole définit le trafic illicite de migrants comme «[...] le fait d'assurer, afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel, l'entrée illégale dans un État partie d'une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent de cet État»¹⁴.

Le Protocole s'applique lorsque les infractions qu'il prévoit sont de nature transnationale et lorsqu'un groupe criminel organisé y est impliqué¹⁵.

Le Protocole oblige les États à introduire dans leur législation pénale les infractions intentionnelles suivantes:

- le trafic illicite de migrants tel que défini par le Protocole;

- les actes qui ont été commis afin de permettre le trafic illicite de migrants, tels la fabrication d'un document de voyage ou d'identité frauduleux ou le fait de procurer, de fournir ou de posséder un tel document;

- le fait de permettre, par le recours aux moyens prémentionnés ou par tout autre moyen illégal, à une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent, de demeurer dans l'État concerné, sans satisfaire aux conditions nécessaires au séjour légal dans ledit État¹⁶.

À cela s'ajoute que le Protocole demande l'incrimination de la tentative et de la complicité des infractions prémentionnées¹⁷. Le fait d'organiser la commission de telles infractions ou de donner des instructions à d'autres personnes pour qu'elles les commettent doit également être incriminé.

Enfin, le Protocole prévoit des circonstances aggravantes lorsque ces infractions sont de nature à mettre en danger ou risquent de mettre en danger la vie ou la sécurité des migrants concernés; ou lorsqu'elles impliquent le traitement inhumain ou dégradant et/ou l'exploitation de ces migrants.

En revanche, le Protocole n'a pas pour objet de sanctionner les migrants en tant que tels, cette question étant laissée à l'appréciation des États parties¹⁸, à moins que les migrants ne se livrent eux-mêmes au trafic. À cette fin, une clause spécifique a été introduite qui prévoit que «[L]es migrants ne deviennent pas passibles de poursuites pénales en vertu du présent Protocole du fait qu'ils ont été l'objet des actes énoncés à son article 6»¹⁹.

Une autre innovation importante du Protocole est qu'il consacre pour la première fois l'engagement des États à reprendre leurs nationaux et résidents permanents qui ont fait l'objet du trafic²⁰.

Les États membres sont par ailleurs tenus de prendre des mesures de protection et d'assistance aux migrants²¹.

Le Protocole comprend encore des mesures de prévention²² ainsi que des mesures de coopération reposant sur l'entraide judiciaire internationale notamment au niveau de l'échange d'informations²³. Le Protocole encourage par ailleurs la formation des agents des services d'immigration et d'autres agents compétents ainsi que la coopération technique entre les États parties et les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et les autres organisations ou membres de la société civile impliqués²⁴.

Enfin, le Protocole prévoit des sanctions à l'encontre des transporteurs commerciaux²⁵ et des mesures garantissant la qualité et le contrôle des documents de voyage²⁶.

c. Une adaptation du droit luxembourgeois limitée aux dispositions de droit pénal matériel

Une deuxième partie du Protocole prévoit le trafic illicite de migrants par mer. Pour des raisons géographiques évidentes, le Luxembourg est moins concerné par ces dispositions. Toutefois est-il que le Grand-duché possède un pavillon maritime sous lequel 210 navires sont enregistrés²⁷. Selon les auteurs du projet de loi, le risque de voir ces bateaux, qui sont essentiellement des navires de plaisance, impliqués dans des activités de trafic illicite de migrants est marginal²⁸.

Pour ce qui est des autres dispositions du Protocole, les auteurs du projet de loi rappellent que le droit luxembourgeois satisfait déjà à l'heure actuelle à de nombreuses exigences du Protocole qui sont contenues dans le Code pénal telles la tentative de crime ou de délit prévue aux articles 51 à 53. La participation de plusieurs personnes au même crime ou délit ainsi que le fait de donner des instructions en vue de les commettre sont incriminés par les articles 66 à 69 du Code pénal. Les articles 198 et suivants du Code pénal incriminent le faux et l'usage de faux.

La loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation et l'immigration²⁹ et plus particulièrement son article 143 incrimine l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers. Cette disposition est abrogée et réintégré dans le nouvel article 382-4 du Code pénal relatif au trafic illicite des migrants.

Le projet de loi se limite dès lors à transposer en droit national les dispositions de droit pénal matériel telles qu'elles résultent de l'article 6 du Protocole.

À cet effet, le projet loi introduit un nouveau chapitre VI-II intitulé «Du trafic illicite des migrants» dans le Titre VII du Livre II du Code pénal.

Ce chapitre est complété par deux nouvelles incriminations. L'article 382-4 nouveau incrimine le trafic illicite de migrants ainsi que la tentative de cette infraction.

Un nouvel article 382-5 érige en circonstance aggravante le trafic illicite de migrants qui délibérément ou par négligence a mis en danger la vie des migrants ou qui a donné lieu à un traitement inhumain ou dégradant.

L'infraction de trafic illicite de migrants est intégrée dans l'article 506-1 du Code pénal relatif à l'infraction de blanchiment.

Enfin, l'article 48-7 du Code d'instruction criminelle est complété par une référence à l'infraction de trafic illicite de migrants permettant ainsi de procéder à un prélèvement de cellules humaines aux fins d'établissement d'un profil ADN sur chaque personne qui a été condamnée, par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée, pour trafic illicite de migrants à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus lourde.

¹⁰ Voir Frontex, FRAN Quarterly, Issue 4, octobre-décembre 2011, page 23.

¹¹ Fiche pratique Interpol, Référence COM/FS/2008-07/THB-01, Interpol, Lyon, 2008.

¹² Projet de loi n°6343, exposé des motifs, (doc. parl. n°6343), page 3.

¹³ Préambule du Protocole.

¹⁴ Article 3 du Protocole.

¹⁵ Article 4. du Protocole.

¹⁶ Idem., article 6, paragraphe (1).

¹⁷ Idem., article 6, paragraphe (2).

¹⁸ Idem., article 6, paragraphe (4).

¹⁹ Idem., article 5.

²⁰ Idem., article 18.

²¹ Idem., article 16.

²² Idem., article 15.

²³ Idem., article 10.

²⁴ Article 14 du Protocole.

²⁵ Idem., article 11.

²⁶ Idem., articles 12 et 13.

²⁷ Chiffre publié par Cluster maritime luxembourgeois; <http://www.cluster-maritime.lu/cms/content/le-secteur-maritime-au-luxembourg>.

²⁸ Projet de loi n°6343, commentaire des articles du Protocole, (doc. parl. n°6343), page 6.

²⁹ Texte coordonné, Mémorial A, n°80, 26 avril 2012, page 873.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 12.10.2011

Rapporteuse: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

21.03.2012 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

14.03.2012 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

21.03.2012 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02.05.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

06.06.2012 Continuation de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2012

«Stater Kolléisch»

6385 - Projet de loi relatif à la rénovation de l'Athénée de Luxembourg

Le projet de loi 6385 a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la rénovation de l'Athénée de Luxembourg. Selon le devis estimatif, le coût total arrondi des travaux de rénovation s'élève à la somme de 89.000.000 euros à la valeur 696,95 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} avril 2011. Il s'ensuit que l'autorisation du projet de construction par la voie législative s'impose donc, étant donné que le seuil fixé à l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État est dépassé.

L'Athénée de Luxembourg, en tant qu'établissement d'enseignement, trouve ses origines dans le Collège ouvert en 1603 à Luxembourg par les Jésuites. En 1964, l'école quitte les vieux bâtiments de l'ancien collège pour s'établir dans un nouveau bâtiment, situé à la périphérie ouest de la ville de Luxembourg, qu'elle occupe encore de nos jours. Le bâtiment de 1964 avait été conçu pour accueillir 800 élèves, encadrés par 80 enseignants. Il comptait 40 salles de classe et 16 salles de classe spécialisées. Au fil des années, le nombre des élèves est passé à 1500 et celui des enseignants à 200. Pour faire face à cet accroissement considérable de la population scolaire, de nouvelles salles de classe

et des salles spéciales ont été aménagées dans un pavillon érigé en annexe de l'école dans la cour, dans une partie des préaux couverts, ainsi que dans des espaces libres et dans des espaces scolaires existants, réaménagés pour les besoins.

Les installations de 1964, devenues vétustes, nécessitent une rénovation en profondeur et de grande envergure. Celle-ci offre l'occasion d'améliorer en même temps le rendement énergétique des installations et de créer des infrastructures scolaires répondant à la fois aux normes de sécurité, aux exigences administratives, didactiques et pédagogiques, tout en gardant du potentiel pour faire face aux besoins futurs de l'enseignement et de l'éducation.

Selon l'exposé des motifs, l'Athénée pourra accueillir après sa rénovation entre 1350 et 1450 élèves. Le programme de construction prévoit la réalisation de 60 salles de classe. Il prévoit encore la réalisation de 28 salles spéciales pour les besoins de l'enseignement des sciences, de l'éducation artistique, de l'éducation musicale ainsi qu'une salle audiovisuelle. À côté des structures d'enseignement proprement dites, le programme de construction prévoit la réalisation des structures pour l'administration et pour l'accueil, divers locaux spéciaux ainsi que des aménagements extérieurs.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 25.01.2012

Rapporteur: M. Fernand Boden

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

08.02.2012 Désignation d'un rapporteur

06.06.2012 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2012

Bois et produits dérivés

6411 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°995/2010 du Parlement Européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché

Le projet de loi a pour objet d'assurer l'exécution du règlement (UE) n°995/2010 du Parlement Européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché.

Ce règlement européen poursuit l'objectif de lutte contre l'exploitation illégale des forêts et le commerce qui y est associé. Il s'applique uniquement aux opérateurs mettant du bois et des produits dérivés sur le marché intérieur pour la première fois, à l'exclusion du bois et des produits dérivés usagés ou recyclés.

Le règlement met en place un système de diligence raisonnable s'adressant aux opérateurs

concernés et visant à leur permettre de s'assurer que le bois issu d'une récolte illégale ou des produits dérivés de ce bois ne soient pas mis sur le marché intérieur. Ce système comporte trois éléments inhérents à la gestion du risque: l'accès à l'information, l'évaluation du risque et l'atténuation du risque identifié.

Le rôle des autorités nationales compétentes consiste à vérifier que les opérateurs se conforment effectivement aux obligations établies dans ledit règlement, notamment par des procédures de contrôles officiels. À cette fin, et si besoin est, lesdites autorités doivent pouvoir exiger des opérateurs qu'ils adoptent des mesures correctives et peuvent, pour les petits opérateurs, apporter une assistance technique ou faciliter l'échange d'informations.

Le projet de loi vise à identifier les autorités compétentes pour l'exécution du règlement européen, à préciser les organes chargés de la recherche et de la constatation des infractions aux dispositions dudit règlement ainsi que leurs pouvoirs et prérogatives de contrôle, et à fixer les sanctions pénales y relatives.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 13.03.2012

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

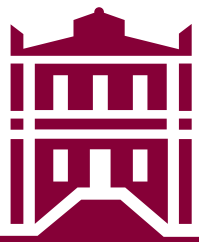
Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

20.03.2012 Désignation d'un rapporteur

21.05.2012 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

06.06.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2012



Sommaire

- Constitution d'un Comité de discipline
 - M. le Président
- Résolution de M. André Bauler relative à l'exploration par la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports de la possibilité de la mise en place d'un projet pilote d'une école fondamentale bilingue offrant une alphabétisation en français et en allemand
 - Exposé: M. André Bauler
 - Discussion générale: M. Ben Fayot, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany, M. Ben Fayot, M. Serge Urbany, M. Claude Adam, M. André Bauler
 - Vote sur la résolution (adoptée)
- 6385 - Projet de loi relatif à la rénovation de l'Athénée de Luxembourg
 - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Fernand Boden
 - Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Ben Fayot, Mme Josée Lorsché, M. Jacques-Yves Henkes
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (Mme Anne Brasseur pose une question)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Débat de consultation au sujet du concept de mobilité et du tram dans la ville de Luxembourg
 - Exposé: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Débat: M. Serge Wilmes (dépôt d'une motion), M. Xavier Bettel (M. Claude Wiseler répond), M. Roger Negri, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen (répond à M. Marc Angel, M. Serge Urbany, M. Claude Wiseler et M. François Bausch), M. Serge Urbany, M. Marc Angel (M. Fernand Kartheiser pose une question)
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouve M. Claude Wiseler, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Neen, Här President.

► **Une voix.**- Très bien!

1. Constitution d'un Comité de discipline

► **M. le Président.**- Ier mir zum eigentlechen Ordre du jour kommen, evaküiere mer fir d'Éischt nach eng administrativ Ugeleeënheet. Wéi de Statut vun de Chambersfonctionnairen et a sengem Artikel 53 virgesäit, muss d'Chamber e Comité de discipline vu véier Membere designéieren, dee fir d'Instruction disciplinaire zoustänneg ass.

Wat d'Kompositioun vun deem Comité de discipline ugeet, si folgend Deputéierte proposéiert ginn: den Här Norbert Hauptert, den Här Jean-Pierre Klein, d'Madame Anne Brasseur an déi Häre Claude Adam a Serge Urbany.

Ass d'Chamber mat dëser Zesummesetzung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Resolutioun vum Här André Bauler, déi d'Commission de l'Éducation nationale beoptragt, e Pilotprojet iwwert d'Afféiere vun enger zweesproocheger École fondamentale ze erschaffen. Här Bauler, Dir hutt elo d'Wuert als Auteur vun där Resolutioun.

2. Résolution de M. André Bauler relative à l'exploration par la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports de la possibilité de la mise en place d'un projet pilote d'une école fondamentale bilingue offrant une alphabétisation en français et en allemand

Exposé

► **M. André Bauler (DP), auteur.**- Merci, Här President. Wéi scho virun zwee Deeg gesot, hat

ech dës Resolutioun déposéiert, fir d'Chamber ze bidden, ze decidéieren, d'Éducationnkommissioun ze chargéieren mat der Exploratioun vun der Méiglechkeet iwwer e Projet pilote am Kontext vun der École fondamentale bilingue ze diskutéieren, sech mat deem Dossier eng Kéier ze befaassen, deen eng Alphabétisatioun am Franséischen an am Däitsche virgesäit.

► **M. le Président.**- Ech hu gesinn als Wuertmeldung den Här Fayot.

Discussion générale

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Jo, Här President, ech wëll soen, als President vun der Commission de l'Éducation nationale fannen ech et net normal, dass en Deputéierten eng Resolutioun mécht iwwert dee Sujet. Et hätt och einfach an der Kommissioun kënnen gefrot ginn, dass mer dat solle maachen, dann hätte mer dat gemaach.

Merci.

► **M. le Président.**- Dann huet d'Wuert gefrot den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, ech soen...

(Interruption)

Ech soen dem Här Bauler villmools Merci fir deen Text hei. Mir hunn natierlech als ADR näischt dergéint, datt esou eng Exploratioun gemaach gëtt. Dat kann och an der Kommissioun gemaach ginn, dat ass eng ganz gutt Saach. Wann awer elo deen Text hei zur Ofstëmmung kënn, wäerte mir eis enthalen, well mer mengen, dat ass einfach dee falsche Wee.

Mir sinn net fir eng Lëtzebuurger Schoul, wou Leit op verschidde Manéiere vunenee getrennt ginn, op sproochlecher Basis oder op enger anerer Basis. Mir hätte gär eng Lëtzebuurger Schoul kohärent an integrativ fir all hir Schüler, wou se sech kenneléieren an net niewenteneen existéieren an anere Schoultypen.

Duerfir, wann Dir de Vote elo hei wëllt virhuelen, wäerte mir eis enthalen.

Merci.

► **M. le Président.**- Den Här Urbany huet d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Jo, ech muss soen, ech sinn och net d'accord mat där Richtung do, well ech se och fir eng falsch Richtung halen. Ech fannen, dass et e Wee wier, deen d'Gesellschaft géif splécken. D'Schoul, grad d'Primärschoul ass nach déi Plaz an der Gesellschaft, wou d'Leit alleguerten zesumme sinn.

Et werft iwwerengs och eng ganz Partie aner Problemer op. Dat ass déi, dass vill vun deenen auslännesche Kanner hei eigentlech guer net vu franséischer Mammesprooch sinn, mä ganz dacks Portugisesch hir Mammesprooch ass an et fir déi och keng Verbesserung bréngt, wa géif eng Alphabétisatioun op Franséisch geschéien.

Also, ech sinn net d'accord iwwerhaupt mat der Richtung, an déi dat Ganz do geet. Eng École pilote heescht jo ëmmer, dass soll gekuckt ginn, ob dat op d'ganz Schoul herno ausgezehnt gëtt, an ech fannen, dass et e falsche Wee ass.

Ech wäert duerfir och souguer géint déi Resolutioun hei stëmmen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Nach eng Kéier den Här Fayot.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Jo, Här President, just fir et kloerzemaachen: Wa mir d'accord sinn, dass een an der Kommissioun soll doriwver schwätzen, wëllt dat net préjugéieren, dass mer mat deem Wee d'accord sinn. Ech mengen, mir sinn d'accord, fir eppes ze studéieren, mä dat implizéiert net onsen Accord zu enger Proposition.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Nach eng Kéier den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech wëll nach derbäifügen, ech hunn och d'Positioun vum CLAE, dat heescht der Daachorganisatioun vun den auslänneschen Organisatiounen zu Lëtzebuerg, nogekuckt, déi guer net fir dee Wee do sinn!

Déi si fir eng zwar adaptéiert Alphabétisatioun op Däitsch, dat heescht Däitsch fir Ausländer ze léieren. Et ginn och nach aner Saache proposéiert, wéi zum Beispill d'Alphabétisatioun op Lëtzebuergesch carrément ze maachen. Do sinn och Sproochwëssenschaftler, déi do esou Iddi verbreedden.

Also, ech fannen et wierklech dee falsche Wee.

► **M. le Président.**- Nach den Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Jo, Merci, Här President. Mir ënnerstëtzen als gréng Fraktioun déi Resolutioun. Emol éischters muss ee kucken, wat hei steet. Hei steet jo effektiv dran, fir iwwert déi Problematik do ze diskutéieren, fir ze kucken, ob dat e gangbare Wee ass. Mir mengen, datt mer eng Situatioun hu bei eis am Land mat méi wéi 50% vun de Kanner, déi eng aner Sprooch als éischt Sprooch hu wéi d'Lëtzebuergesch, datt et bal eis Pflicht ass, eng Noutwendegkeet ass, fir iwwer esou eng Alphabétisatioun an zwou Sproochen nozedenken.

An alleguerten déi Leit, déi mengen, mat esou engem Wee géif een d'Gesellschaft splécken, déi vergiessen, datt mer am Fong geholl scho laang eis Gesellschaft gespléckt hunn.

Kommt, mer gi kucken, wéi et an eise Schoulen ausgesäit; kommt, mer gi kucken, wéi eng Nationalitéit méi staark an engem Enseignement technique préparatoire, spréch modulaire vertruete sinn, wéi eng méi staark an engem Enseignement secondaire vertruete sinn! An ech fannen, datt et eis Pflicht ass, fir doriwver nozedenken.

Duerfir wäerte mir als gréng Fraktioun déi Motioun ënnerstëtzen.

Merci.

► **M. le Président.**- Nach eng Kéier den Här Bauler.

► **M. André Bauler (DP), auteur.**- Merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier kuerz drop agoen an ënnersträchen, datt grad dese Modell just dat net wëllt, wat den Här Urbany ënner anerem och gesot huet, nämlech segregéieren. E wëllt d'Schüler zesummeféieren, andeems e grad déi Schüler mat romanophonem, lusophonem Hannergrond méi fréi an d'Däitsch eraféiert wéi bis ewell an doduerjer mat méi Liichtegkeet mat deene Lëtzebuurger Schüler zesummebréngt.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci. Ech géif proposéieren, mir géifen à main levée iwwert déi Resolutioun ofstëmmen.

Vote sur la résolution

Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat schéngt mer kloer ze sinn. Domadder wär déi Resolutioun ugeholl. Domadder ass dann och dese Punkt ofgeschloss.

Mir fänken dann elo u mam Projet de loi 6385 iwwert d'Renovatioun vum Kolléisch. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Brasseur, den Här Fayot an d'Madame Lorsché. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Fernand Boden. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.**- Oh!

(Interruption)

3. 6385 - Projet de loi relatif à la rénovation de l'Athénée de Luxembourg

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Fernand Boden (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolléeginnen a Kolléegen, den Athénée, besser bekannt ënnert dem Numm Kolléisch, ass déi eelste Sekundarschoul hei am Land. Si geet zréck op de faméise Collège des jésuites, dee 1603 vun de Jesuite gegrennt gouf. Den 1. Oktober 1603 huet nämlech dese Jesuitekolléisch seng Dieren an der Ënneschtgaass vis-à-vis vum Stater Gemengenhaus opgemaach. Laang Zäit war de Kolléisch dat eenzegt Sekundarschoulgebai am deemolegen Herzogtum Lëtzebuerg an huet en exzellente Ruff genoss.

Am Laf vun de Joren a jee nom politesche Regime, deen eist Land grad regéiert huet, huet de Kolléisch säin offiziellen Numm oft misse changéieren, ass awer ëmmer senger Bildungsaufgab trei bliwwen.

Nom Wiener Kongress vun 1817, wou d'Groussherzogtum Lëtzebuerg dem hollännesche Kinnek à titre personnel zouerkannt gouf, ass de Kolléisch zum Athénée royal ginn an zënterhier ass en, mat Ausnahm vun den Nazi-regimesjoren, offiziell ëmmer en Athénée bliwwen.

D'Joer 1964 war fir den Athénée de Luxembourg, wéi de Kolléisch zënter dem 30. Juni 1945 offiziell heescht, e markant Joer, well e seng Lokaler an der Ënneschtgaass verlooss huet, fir sech a ganz moderne Gebailechkeeten um Geeseknäppchen an der Peripherie vun der Stad néierzeloossen.

Fir de Jos Groben - sou huet en emol geschriwwen - verwandelt sech den Athénée domat zum modernsten a luxuriéiste Schoulgebai am Grand-Duché mat groussen an helle Säll, mat gutt équipéierte Laboratoiren, mat ultramoderne Sportsinstallatiounen - ganz einfach zu enger Infrastruktur, mat där sech keen anere Lycée moosse kann.

Den neien Athénée vun 1964 war gebaut ginn, fir 800 Schüler opzehuelen. En hat 40 Klassen a 16 Spezialsäll, derniewent och eng Kantine an eng Kichen. Am Laf vun der Zäit ass d'Schülerzuel awer vun 800 op 1.500 geklomm, genau sou wéi d'Unzuel vun Léierpersonal, déi vun 80 op 200 eropgaangen ass. Et hu misse permanent zousätzlech Schoulraimlechkeete geschafe ginn. Et ass e Pavillon bäigebaut ginn, aner Espace sinn ausgebaut ginn, fir den dréngendste Besoin gerecht ze ginn. Dat huet natierlech deem ganze Schoulbetrib net profitéiert.

Wann een déi aktuell Situatioun vum Athénée analyséiert, stellt ee fest, datt sech um Campus Geeseknäppchen, deen 1964 nach quasi onbebaut war, an Tëschenzäit nach fénnef aner Schoulen néiergelooss hunn. Dee ganze Campus zielt haut iwwer 5.000 Schüler, a verschidden Infrastrukture ginn zesumme benotzt, wéi zum Beispill d'Kogeneratiounszentral, d'Schwämm, d'Busquaien, de Forum, an deem sech eng Schoulkantine befënnt, an eng ganz Rei vu Formatiounssäll.

Den Athénée selwer, dee bitt ausschlieslech den Enseignement classique u fir en Total vun 1.477 Schüler, déi op 64 Klassen opgedeelt sinn. D'Zuel vun de Klassen ass 58 an déi vun de Spezialsäll 24.



Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo e puer Wuert zu deem, wat mer haut solle stëmmen. De Projet de loi ass de 25. Januar 2012 vum Minister vun der Nohaltegkeet an den Infrastrukturen, dem Claude Wiseler, déposéiert ginn, an de Statsrot huet säin Avis den 8. Mee dozou ofginn. Bei deemem Projet de loi geet et drëms, der Regierung d'Autorisatioun ze ginn, fir den Athénée de Luxembourg ze renovéieren. An dës Renovatiounsaarbechten dierfen de Käschtpunkt vun 89 Milliounen Euro net iwwerschneiden.

D'Renovatioun vum Athénée gëtt am Kader vun de bestehende Gebaier gemaach. D'Gebai huet nämlech eng histoiresch an eng kulturell Valeur. Et ass en typescht Gebai aus de 60er Joren. Duerfir soll déi bestehend Gesamtstruktur vum Gebai bäibehale bleiwen.

D'Renovatioun verlaangt awer gréisser Ëmbauearbechten. D'Elektrescht, d'Waasser, d'Heizung, d'Fënsteren an d'Isolatioun mussen ersat ginn, wat och verschidden Upassunge vun der Struktur vum Gebai mat sech bréngt.

Als Resultat soll eng ganz renovéiert Konstruktioun entsto, innerhalb vun der aktueller Gebaistruktur. D'Erausfuhrerung vun der Renovatioun ass also, d'Struktur vun de bestehende Gebaielechkeeten a vu charakteristeschen Elementer, wéi zum Beispill den zentrale Préau, deen dat zentraalt Gebai prägt mat sengem Mosaik an dem Buedembelag, esou vill wéi méiglech Bäizebehalen an esou weéng wéi méiglech Ofraappaarbechten anzeplangen.

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, noze-lauschteren, wann ech gelift!

► **M. Fernand Boden (CSV), rapporteur.** - De Konstruktionsprogramm ass op eng Schülerzuel vun 1.350 bis 1.450 ausgeriicht. Hie begräift d'Schafung vu 60 Klassen: 17 grousser fir 30 Persounen, 37 mëtteler fir 27 Persounen, fënnf klenger fir 18 Persounen, an eng Salle polyvalente fir 36 Persounen, an och 29 Spezialsäll. Des Weideren ass d'Realisatioun vu Strukturen fir d'Administratioun a fir den Accueil vu verschiddene Speziallokalen an och vun Ausenanlage virgesinn.

D'Administrationsstrukturen ëmfaassen d'Direktiounsbüroen, d'Sekretariat, de SPOS, Archiven, Réunionsäll fir d'Direktioun an d'Léierpersonal an eng Rei vun zousätzleche Lokaler. D'Empfangsstrukturen begreifen den iwwerdecktene Préau, de Festsall, d'Cafeteria, d'Bibliothék, d'Mediathék, Säll fir de Schülercomité an d'Schülerzeitung, d'Loge, Vestiaires an eng Infirmerie. D'Speziallokalen ëmfaassen technesch Lokaler, Sanitäranlagen, Lokaler fir Véloen, Dreckschächten, Atelieren, Archiven, fir den Athénée a fir de Stat. Als Ausenanlage si virgesinn: e Parvis, e Schoulhaff, e Point de vente restauration, Parkplazen a Gréngflächen.

Dir gesitt, et ass e ganz vastë Programm. Ech wëll awer derbäifügen, datt d'Renovatioun net concernéiert: de banneschten Deel, den Ënneraum vun dem grouse Festsall an och net de Sportskomplex, déi scho virun enger Rei vu Jore renovéiert gi sinn.

Während der Renovatiounszäit ginn déi schoulesch Aktivitéite ganz an eng temporär Struktur an der direkter Ëmgégend transféiert, fir dee ganze Schoulbetrib net ze stéieren. Aus Käschtrénn an och aus Zäitgrénn soll d'Renovatioun vun de Gebaier vum Athénée nämlech global an Ugrëff geholl ginn. D'Käschte vun deser temporärer Struktur, déi mer dann iwwerens 2009 hei am Haus am Kader vun de grands Projets d'infrastructure autoriséiert haten, belafe sech op 32 Milliounen Euro.

Dat ass en héije Käschtpunkt, mä dës Käschten erkläre sech doduerjer, datt et eng héichwärtig an energiespuersam, prefabrizéiert Struktur ass, déi och nach bei anere Schoulchiantieren um Campus Geesseknäppchen wäert gebraucht ginn. Dës provisoirescht Gebai ass ronn 14.550 m² grouss a bitt Plaz fir 49 Klassen, 22 Spezialsäll, Locaux de service, Pausenhaff an e Préau. Dir gesitt, et ass eng grouss temporär Struktur, déi, wéi gesot, nach soll méi wéi eemol benotzt ginn.

D'Aarbechten an deser temporärer Struktur sinn och gutt virukomm, esou datt een dervun ausgoe kann, datt een nach virun der Schoulreentrée 2012/2013 plënnere kann.

Déi aktuell Gebaier weisen, wéi scho gesot, grouss Lacunen op, souwuel wat d'Hygiène ubelaangt wéi och d'Feiersécherheet. D'neiwent hunn d'Gebaier Isolatiounsproblemer a keng effikass Energienotzung. Déi véier Fligelen vum Gebai gi renovéiert.

De Südfliigel gëtt ganz opgemaach zur Säit vum Stadion mat der Schafung vun engem Rez-de-jardin, dee vun natierlechem Licht profitéiere kann. Dat erméiglecht dann och de Sécherheetsdengschter den Zougang zu deem Fligel.

D'Südfassad vum Nordfligel gëtt verännert a gesäit d'Schafung vun engem geraimegen engleschen Haff vir. Dat erméiglecht, e groussen Deel vum Gebai, deen deels oder ganz am Buedem läit, ze dégageieren an nei Klassenäll ze erschléisse mat enger natierlecher Beliichtung.

Am Ënnere vun dësen zwee Fligelen, Süd an Nord, kënn et zu enger Neiandeelung vun de Klassenäll, déi méi Raum kréien an och vill méi hell ginn.

Am Zentralgebai sinn de Rez-de-chaussée an den éischte Stack virun allem fir d'Administratioun a fir den Accueil reservéiert, mä déi aktuell Dispositioun vum zentrale Gebai erméiglecht Leit mat ageschränkter Mobilitéit keen direkten Accès zum Nord- a Südfliigel. Dës soll elo duerch de Bau vun zwee neie Lifter geännert ginn. An duerch d'Suppressioun vun de Gradins an den Auditorië vum zweete Stack sollen och zousätzlech Klassenäll do geschafe ginn an och Spezialsäll. Dofir soll och den Décrochement vun der Dall vum drëtten Stack verschwannen.

Eent vun den Ziler vum Renovatiounsprojet ass et och, den Energieverbrauch an de Gebaier ze senken, e gudd Raumklima ze schafen an och eng agréabel Ambiance fir d'Schüler a fir d'Léierpersonal. D'thermesch Leeschtunge fir den Athénée sollen ëm 45% erfogsat ginn, 15% vun de Besoinen an elektrischer Energie sollen duerch d'Installatioun vu 550 m² Fotovoltaik-Panneauen op den Diecher gedeckt ginn, wat et erméigleche géif, 43 Tonnen CO₂ pro Joer ze spueren.

D'Gebaier gi gehézt vun der Kogenerationszentral vum Campus Geesseknäppchen iwwer en urbanen Heizungsréseau. Dës erméiglecht eng rationell Notzung vun der primärer Energie an eng Verréngerung vun de Verloschteren.

De Statsrot huet näischt um Text vum Gesetzesprojet auszesetzen. Hie weist a sengem Avis drop hin, datt am Plan directeur sectoriel «Lycées» den Athénée an der Kategorie vu Lycéeën opgefouert gëtt, deenen hir Lokalisatioun keng sensibel Vergréisserung vum Schoulgebai erméiglecht, deenen hir Capacitéit scho provisoiresch vergréissert ginn ass, duerch Pavilonen, a fir déi eng stänneg Vergréisserung aus pädagogesche Grënn net rotsam ass, well se soss ze grouse géife ginn.

D'Nohaltegkeetskommissioun war eestëmmege mat dem Projet averstanen. An ech bieden lech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, deem Gesetzesprojet Är Zoustëmmung ze ginn, fir datt d'Renovatioun vum Athénée de Luxembourg méiglechst séier an Ugrëff ka geholl ginn. De Minister ass prett, fir am September mat de Virbereedungsarbechte vun der Renovatioun unzefänken. An doriwwer wäert sech net nëmme den Direkter vum Kolléisch, deen drop gehalen huet, deser Debatt bäzewinnen, freeën, mä all d'Frënn vum Athenäum wäerten dat begreissen.

Ech wëll dann och direkt den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem wichtege Projet ginn. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An e Merci un de Rapporteur. Als éischt Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Damm, Dir Hären, fënnf Minutte Riedezäit, fir iwwer en Investissement vun 89 Milliounen ze schwätzen; fënnf Minutte Riedezäit, fir iwwer eng vénéral Institutitioun ze schwätzen, déi elo 409 Joer al ass, geet am Fong net due! An ech hätt mer gewünscht, dass mer méi eng breet Debatt hei hätte kënnen féieren.

De Rapporteur, den honorabelen Här Boden, huet awer a sengem schrëftleche Rapport an och elo grad a senger mëndlecher Duerleeung e Raccourci vun der Geschicht gemaach vu 400 Joer Kolléisch, an all déi, déi interesséiert sinn, déi géif ech drop verweisen, déi fënnf Bänn, déi fir de 400. Anniversaire erauskommen, sech anzekucken. Do sti wierklech immens wäertvoll Informatiounen, net nëmme iwwer de Kolléisch, mä och iwwer d'Evolutioun vu Lëtzebuerg dran.

Well et nëmme fënnf Minutte sinn, wëll ech just eng lwwerleeung hei uféieren, an zwar déi vun deem transitoireschen oder provisoiresche Gebai. Dat ass opgeriicht ginn an enger Zäit vu 14 Méint an et kascht 32 Milliounen.

Dofir muss ee sech froen, ob dat net e Wee wier, dee mer an Zukunft kéinte goen, fir der Pénurie vun de Schoulgebai méi séier no-

zekommen. Well wann een dat Gebai kuckt, da gesäit dat wierklech gutt aus vu bausen, mat Ausnahm - an do maachen ech eng Klammer, iwwer de Goût léisst sech bekanntlech streiden -, am Moment gëtt bausen eng Fassad, eng ganz faarweg Fassad ubruecht. Dat gesäit aus wéi Plastik - ech ginn dervun aus, dass et kee Plastik ass. Et ass esou faarweg, dass ech mech wierklech froen, ob dat passt.

Jo, de Campus Geesseknäppchen huet e bësse Faarf verdéngt, dat ass vläicht richtig, mä et gesäit aus, wéi wann do eng Spillschoul doheem wier, an net, wéi wann et e Campus fir Lycéeën wier. D'Schüler, déi hunn och schonn en Numm fonnt fir dat, déi nennen dat entweder Legoland oder Smarties. Ech géif nach derbäifügen, well et esou faarweg ass, dass een dat och kéint Lollipop nennen.

Mä ech wollt zrëckkommen op déi provisoiresch Struktur, fir de Minister ze froen, ob en net envisagéiert, esou Projeten an d'A ze faassen, fir weider Gebaier opzeriichten. Et gëtt ons gesot, dass d'Durée vun deem Gebai ongeféier op 20 Joer geschat wier. Menger Meinung no kéint dat och nach méi laang halen, an et wier gutt, wann een da méi bëlleeg u Gebaier drukéim.

Well ech wëll drun erënneren, dat lescht Gebai, wat mer gestëmmt hunn, ass Jonglënster mat engem Käschtpunkt vun iwwer 100 Milliounen Euro. Allerdéngs ass do d'Sportsinfrastruktur och derbäi, déi hei jo net nei gebraucht gëtt.

Dofir géif ech de Minister bidden, dass en eng Kéier an d'Kommissioun kënn an der Chamber, fir dass mer driwwer diskutéieren, wéi déi nächst Projete kéinte realiséiert ginn a firwat een net op dese Wee kéint goen.

De Kolléisch elo brauch no méi wéi 50 Joer eng Renovatioun, dat ass normal. Eng Renovatioun, déi sech opdrängt, mä ech wollt awer eng Fro stellen zur Bauzäit.

D'provisoirescht Gebai ass a 14 Méint opgeriicht ginn. Ech ka mer net virstellen, dass een et fäerdegbréngt, de Kolléisch ze renovéieren a 14 Méint. Mä et géif mech interesséieren, well deemools d'Bauzäit, déi huet siwe Joer gedauert, an dat wor eng enorm Diskussioun op der Place publique, well et esou laang gedauert huet a well et och, souwäit meng Erënnerung richtig ass, do zu kräftegen Dépassementer koom.

Dofir, wéi laang ass d'Bauzäit?

An da géif ech ofschléissend soen, dass ech den Accord vun der DP-Fraktioun selbstverständlech zu deemem Projet bréngen an nach derbäisoen, no 50 Joer brauch eben esou e Gebai - an heiansdo net nëmme e Gebai - méi wéi e Facelifting.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Brasseur. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech sinn net an der Commission des Travaux publics oder wéi dat haut heescht, mä et interesséiert mech, wat hei am neie Kolléisch geschitt, e Gebai, an deem ech iwwer 20 Joer vu menger professioneller Carrière hanneru mech geluecht hunn. An et interesséiert mech och, well ech awer eng gewësse Mémoire hunn, well ech dat aalt Gebai nach kann hunn an der Ënneschtgaass an dunn an dat neit Gebai komm sinn an effektiv, wéi de Rapporteur a sengem exzellente Rapport gesot huet, vun engem däischteren, enken, héichgebauten an tarabiscotéierten ale Kolléisch, dee vläicht e puer honnert Joer al war, mä awer net méi ganz funktionsfäeg, an e grousst, modernt, lumineust Gebai komm sinn.

Ech wëll och soen, dass dat Gebai - et gëtt hei gesot, et ass en Témoignage vun der Architektur vun de 60er Joren -, dat Gebai ass an de 50er Joren ugefaang gi gebaut ze ginn, an Dir wësst, wann Der d'Geschicht kuckt, dass schonn an den 30er Joren driwwer nogeduecht ginn ass, fir en neie Kolléisch ze bauen. An dat erënnert jo och un déi Durée, déi mer ganz oft zu Lëtzebuerg brauchen, fir Gebaier opzeriichten.

Déi Renovatioun vun deem Kolléisch soll jo 89 Milliounen kaschten, si soll an dräi Joer iwwer d'Bühn goen. De Choix architectural war jo fir net ofzerappen, mä fir dat Gebai a senger Struktur ze erhalen, well et eben en Témoignage architectural ass. Et sollen eng Partie Saachen erhale gi wéi d'Mosaiken. Ech froen de Minister, wéi vill dass bannen am Gebai erhale gëtt.

Well ech erënnere mech, dass do ganz schéi Boiserie waren, Holzaarbechten, déi och zu där Neiheet vun deem Gebai gehéiert hunn, an et sinn och vläicht nach aner Elementer vun Architecture d'intérieur, déi do ze erhale sinn. Do

wollt ech froen, vu dass dat Gebai jo awer lagement sollt entkernt ginn, wéi dat ka geschéien, fir dat ze erhalen, wat architektonesch fir déi Jore bannen am Gebai interessant ass.

Déi Renovatioun ass sécher noutwendeg, an ech kann lech soen, scho vum éischten Dag un, wéi dat Gebai opgemaach gi war, wéi dat beluecht gi war, wär et scho renovatiounsbedürftig gewiescht. Well ech erënneren drun, dass dat fir d'Éischt war an engem grouse Bau zu Lëtzebuerg, wou et esou grouss Fënsteren ginn ass, déi och nach en plus no Westen ausgeriicht waren, a wann ee weess, dass vu Westen de Wand an de Ree kënn, dann huet ee sech net gewonnert, wann ee moies an d'Schoul koom, dass do grouss Flaquen an de Klassenäll waren, an dass dann och déi vill Rideauen, déi mer virun d'Fënsteren gemaach hunn, fir de Gebaier Schiet ze ginn, den Zëmmere Schiet ze ginn, dass déi och oft futti gerappt waren.

An da wëll ech och drun erënneren - et ass einfach e Point d'histoire -, dass och déi schéi modern Mosaiken, déi deemools an d'Gäng gemaach gi sinn, an déi schéi grouss, riseg Gäng dragemaach gi sinn, dass déi sech och no e puer Woche scho bombéiert hunn - vläicht war de Béton nach net dréchen, wéi déi dropgeluecht gi sinn? Wat ëmmer do geschitt ass, dat sinn e puer Beispiller vun all deene Saachen, déi do net geklappt hunn, wou op där anerer Säit awer effektiv dat en agréabelt Gebai war, wou vill Plaz war a wou och d'Schüler an d'Proffe sech wuelgefëllt hunn.

Ech wollt nach eppes soen zum Emplacement vun deem Kolléisch. Gewéinlech ware jo d'Lycéeën an der Stad um Lampertsberg implantiert, well och do lues a lues d'Proffe gewunnt hunn, well déi sech Haiser do gebaut hunn, an dofir ware se da beim Lycée de Garçons, si ware beim spéidere Lycée Robert-Schuman - Meedercherslycée - a bei der Handwierkerschoul.

Et ass haut nach, fannen ech, eng wichteg Fro, wéi d'Implantatioun vun de Lycéeën an der Stad soll geschéien. Dat geschitt schleppend. Mir hunn also e Campus, eng Aart Campus um Lampertsberg, wou mer menger Usicht no ze vill Gebaier hunn, déi mer musse lues a lues do ewechzéien.

Mir hunn de Campus um Geesseknäppchen; dat war eigentlech net als Campus virgesinn. Et war einfach, well eng Schoul do war. An do waren Terraine ronderëm, an do sinn aner Schoulen dohinner gebaut ginn. Dat war also keng grouss, wäitsichteg Iddi vun den deemolege Regierungen. Et war einfach eppes, wat sech esou ugebueden huet a wat da geschitt ass.

Haut ass et natierlech interessant, dass dee Campus besteet, well et interessant Synergie gëtt. An do wollt ech just froen - et ass mer gesot ginn an der Kommissioun, dass eng grouss Bibliothék, eng nei Bibliothék fir de Kolléisch kënn, déi och accessibel no bausen ass -, ob dat net och eng Méiglechkeet wär, eng weider Synergie ze maachen um Plang vun der Bibliothék oder vun der Mediathék fir all déi Schoulen, déi op deem Terrain do sinn.

Ech wollt och nach eng weider Fro stellen, Här President, iwwer de Parking. Mir wësse jo, dass haut an d'Lycéeën net nëmme Professere mat Autoe kommen, mä och vill Schüler. Mir hunn elo e Parking, deen no beim Alima ass. Mir hunn uewen e Parking bei der ECG, dee jo och héchstwahrscheinlech gemeinsam gebraucht gëtt. Hei beim Kolléisch sollen 18 Parkplaze komme fir d'Direktioun an déi Leit ronderëm.

Ass gekuckt ginn, ob dat, wat do als Parkméiglechkeet ass an deem Quartier fir déi Schoulen, ob dat duerget? Sécher wëlle mer jo d'Schüler an d'Proffen och op den Transport collectif kréien, mä nach weess een, dass déi Quartiere ronderëm riskéieren, zougéparkt ze ginn, wa mer net e bësse virsuergen.

Ech wollt och nach just eng lescht Fro stellen, Här President. Dat ass iwwer dat provisoirescht Gebai, d'Madame Brasseur huet doriwwer geschwat, dat ass op 25 Joer ugeluecht. Mir wëlle jo elo dräi Joer fir de Kolléisch gebrauchen, fir deen ze erneieren, an dann duerno ass och gesot ginn, dass de Lycée Michel-Rodange soll erneiert ginn, an dann hu mer héchstwahrscheinlech siwen, aacht Joer hannerun ons, da bleiwen awer nach eng Partie Joren.

Ass geduecht, fir spéider eventuell dee Bâtiment provisoire fir e ganze Lycée, en neie Lycée op där Plaz ze installéieren? Oder wéi gesäit d'Regierung dat vir?

Dat gesot, Här President, géif ech den Accord vun der LSAP fir dese wichtege Projet bréngen an ech hoffen, dass mer schnell virukommen, dass mer dat effektiv an dräi Joer fäerdeg kréien.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. Als nächste Riednerin ass d'Madame Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.



► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Schoulgebaier, wat an engem desolaten Zustand ass, wat net behënnertegerecht ass, wat aus allen Néit platzt an d'Energie nëmmen esou verschleiert duerch seng feelend Isolatioun, muss noutgedronge sanéiert, renovéiert ausgebaut oder nei gebaut ginn.

Dese Projet de loi leeft insgesamt drop eraus, déi Mësstänn ze behiewen, fir d'Zukunft vum Kolléisch ofzesécheren, a fénnt och doudséchere d'Ennerstëtzung vun der grénger Fraktioun.

E Merci wëll ech och dem Här Boden ausdrécke fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport, deen nieft den techneschen Detailer och interessant Informatiounen iwwert déi geschichtlech a kulturell Entwécklung vum Kolléisch geliwwert huet.

Wat een am Rapport awer nach gewuer gëtt a wat hellhöreg mécht, ass natierlech de Käschtepunkt vun de geplangten oder schonn entaméierten Aarbechten an der Tëschestruktur. Eng Investitioun vun 90 Milliounen Euro fir d'Renovatioun vun engem Gebai, mat zousätzlechen 32 Milliounen Euro fir d'Installatioun vun enger temporärer Struktur, ass keng „mince affaire“, wéi e Journalist sech am „Quotidiens“ ausgedréckt huet, mä en décke Batz Geld.

Virun allem ass et en décke Batz Geld am Verglach zu ähnelche Schoulprojeten, déi am Ausland, wéi beispillsweis zu München, realiséiert gi sinn an den Informatiounen vum „Lëtzebuerger Land“ no oft en Drëttel manner kaschten oder souguer nëmmen hallef esou deier ginn, wéi d'Sanéierung vum Athenäum.

Wéi laang eis Ekonomie esou luxuriéis Bauprojeten nach verkraft, ouni dass se op d'Käschte vun de sozialen Errungenschaften ginn, ass fir eis eng berechtigt Fro. Domat wëll ech op kee Fall d'Investissementer, déi hei am Beräich vun Energie gemaach ginn, a Fro stellen, well se sech schlussendlech nohalte bezuelt maachen.

Eng Remarque, déi sech doraus ergëtt, bezitt sech op d'Käschten-Notzen-Analys, déi virun allem a Krisenzäiten néideg ass, fir d'Ausgaben engem méiglechst héijen Notzen zouzeféieren. Wahrscheinlech huet och hatt eng déif gräifend Analys erginn, dass en Neibau eng méi sënnavoll Alternativ zu der Renovatioun duergestallt hätt. En Neibau wär nämlech kaum méi déier ginn, hatt méi Fräiheet an der Andeelung vun de Raimlechkeeten erlaabt an hatt dorivwer eraus och méi eng héich Notzung vun erneierbaren Energien erméiglecht.

Well den zoustännege Ministère, déi Responsable vu Sites et Monuments an d'Schouldirektioun awer drop gehalen hunn, der historischer Bedeutung vum Gebai, als wäertvolle Patrimoine vun der Stad Lëtzebuerg, Rechnung ze droen, ass déi, ech muss soen, och méi kalbliddeg Optioun vun engem Neibau net a Fro komm. Wahrscheinlech huet bei där Décisioun och eng gewëssen Nostalgie bei eenzelnen Exstudenten aus dem Kolléisch matgespillt, déi sech net nëmmen un d'Léieren an deem Gebai erënneren, mä och u flott Erlebnissen, a sech nach haut mat hirer Schoul identifizéieren. Beispiller hu mer hei méi, mengen ech.

(Interruption)

Ech war net derbäi.

Léif Kollegeginnen a Kollegeen, ouni d'Geschicht wëllen ze vergiessen an och mat all Respekt fir d'Décisioun, déi al Bausubstanz, trotz hire Mängel, esou wäit wéi méiglech ze erhalen, woe mir awer ze behaupten, dass d'50er a 60er Joren alles anescht ware wéi eng architektonesche Blütezäit.

► **Une voix.** - Dat ass net wouer!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ob d'Gebai vun neie Kolléisch an d'Kategorie vun de schützenswäerte Bauwierker klasséiert ka ginn oder éischter vläicht en typescht Produkt ass vun enger méi ongeschlaffener Architektur aus de 60er Joren, ass net onëmstridden a stellt d'Fro vum Neibau enner anert Licht. Natierlech mat der Erhaltung vun de wäertvollen Elementer, déi bannen an der Schoul ze fanne sinn. Natierlech och mam „Datzemich“, dee weiderhin seng Plaz bei all Gebai verdéngt, dat Kolléisch heescht.

Eng fundamental Diskussioun iwwert de Wäert respektiv de Sënn vun der Erhaltung vun der Architektur wär an eisen Aen net vu Muttwëll gewiescht, trotz der Nostalgie, déi un deem Gebai hängk.

Léif Kollegeginnen a Kollegeen, erlaabt mer zum Schluss nach eng Remarque iwwert d'Innenarchitektur, déi dem jeeweilegen Typ vun Enseignement muss ugepasst ginn an dernieft och e groussen Afloss op d'Zesummeliewen, op d'Wuelbefannen an op de Léierprozess an der Schoul huet.

Am Text vum Projet de loi stinn eng ganz Rei Informatiounen iwwert d'Verdeelung an d'Zuel vun de Klassenäll an iwwert d'Fächer, déi an de jeeweilege Raim wäerten enseignéiert ginn.

Wat aus dem Text vum Projet de loi net ervirgeet, ass, ob den Enseignement technique an déi geplangten Infrastruktur wäert integréiert ginn oder net. Mir wäere frou, vun der Regierung gewuer ze ginn, wou des Diskussioun drun ass an ob un e gemëschten Enseignement fir des Schoul geduecht gëtt.

Souwuel aus pädagogesche wéi och aus sozialen a kulturelle Grënn géif déi gréng Fraktioun dese wichtige Schrëtt a Richtung Gesamtschoul fir all eis Kanner begreissen. Allerdéngs mussen dann d'Raimlechkeeten och esou geplangt sinn an openeen ofgestëmmt ginn, dass déi zwee Type vun Enseignement harmonesch matenee fonctionnéiere kënnen, ouni dass ee vun hinnen de Kierzeren zitt.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Lorsché. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Och vun onser Säit aus dem Rapporteur, dem Här Boden, e grouse Merci, deen haut a ganz kuerzer Zäit e Projet de loi analyséiert huet, eng Konstruktioun analyséiert huet, wou et awer ëm 89 Milliounen Euro geet, an dat geschat op den 1. Abrëll 2011. Ech huelen un, dass ee Joer méi spéit dee Montant do schonn e gutt Stéck an d'Luucht gaangen ass, esou dass mer haut eng wichteg Décisioun huelen.

Dat anert, wat ee muss festhalen, dass den Athénée eng Traditioun huet. Vu 1603 u besteet den Athénée. E wor fir d'Éischt am Stadkär, dann ass en op Märel komm an en ass permanent gewuess.

D'Resultater vun de Schüler si ganz gutt, mä et gesäit een, dass sech awer mat der Zäit eng Problematik agestallt huet, dass, dass d'Zuel vun de Schüler, déi do ass, déi ass steteg geklommen. An dat ass net gutt, well wann ze vill Schüler do sinn, huet dat och negativ Auswirkungen.

Duerfir begreisse mer, dass déi Schülerzuel, déi elo besteet vun 1.500, dass déi soll geméis dem neie Projet téschent 1.350 an 1.450 leien. Dat heescht, dass mer also net op eng Augmentatioun vun der Schülerzuel am Athénée higinn, mä op eng Reduktioun oder weinstens eng Stabiliséierung, wat mer positiv fannen.

Déi aner Saach, Här Minister, do wollt ech der Regierung soen, dass mir der Meenung sinn, dass et soll op jidde Fall net an d'Richtung Gesamtschoul goen. Dat heescht, dass mer net sollten och nach derniewent en Technikum hunn, mä dass et sollt wierklech esou bleiwe wéi et ass, dass heescht, e Kolléisch, deen do ass fir den Enseignement secondaire.

Dat gesot, kënnen mer natierlech mat deem Gesetzesprojet hei d'accord sinn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegekeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeems ech selbstverständlech der Kommissioun an dem Fernand Boden villmools Merci soe fir dee Rapport, dee se hei gemaach hunn, deen eis och erlaabt huet, mat deem Dossier hei schnell virunzekommen. An domat wëll ech weiderfueren, andeems ech soen: „Schnell“ ass fir eis e wesentlecht Element an deem Dossier gewiescht, well ganz einfach eise Programm ganz enk ass.

Ech mengen, d'Madame Brasseur huet virdu gefrot, wéi et elo géif weidergoen, wéi déi Bauzäit do wär. Mir hunn effektiv do eng ganz Rei Décisiounen a Choixen an deem hei Dossier geholl op Basis vun den Zäithorizonten, déi sech stellen.

Dat Éischt, dat war: Wéi gi mer dee ganzen Dossier un, well normalerweis wär et bei der Renovatioun vun engem Gebai jo esou gewiescht, dass een dat an Etappe gemaach hätt, Fligel pro Fligel frëschgemaach hätt, an dee Moment och net hätt missen e provisoirescht Gebai bauen, sou wéi mer et haut maachen.

Mä mir hunn awer net deen do Choix geholl. Mir hunn en anere Choix geholl, well mer zu Wolz, zu Dikrech an anere Gebaier, wou mer déi do Expéienz gemaach haten, net onbedéngt déi allerbescht Expéienz haten. Dir kënnt lech vläicht erënneren un déi Diskussiounen, déi mer ronderëm de Kaméidi an d'Sécherheet am Wolzer Lycée haten, wou mer zwar keen anere Choix haten; mir hu missen an esou Etappen am Gebai selwer fueren.

An dunn hu mer gesot, wa mer eng aner Léisung hunn, dann huele mer wierklech eng aner Léisung. An déi aner Léisung, déi mer elo geholl hunn - en neit provisoirescht Gebai bauen, fir de Kolléisch an enger Etapp ze renovéieren -, déi huet dann och eng Rei Avantagen.

Deen éischten Avantage, dat ass, dass mer kënnen nu wierklech schaffen, andeems mer d'Gebai eidel hunn, net brauchen ëm d'Sécherheet eis ze bekëmmern, net all eenzel Fligel mussen oftrennen an dee Moment och méi bëlleg kënnen d'Renovatioun maachen, wéi wa mer op deen anere System hätte kënnen goen. Dat heescht, d'Schüler sinn och méi getrennt, se hunn och manner Kaméidi an deene Strukturen, déi se hunn.

Dann huet et natierlech haaptsächlech den Avantage, dass mer massiv Zäit spueren. Hätte mer et nämlech anescht gemaach a wäeren an dräi Etappe gefuer, dann hätt jiddwereng vun deenen Etappen - well de Kolléisch ass jo grouss, och wann een en an dräi Drëttel deelt, ass en nach ëmmer grouss -, jiddwer Phas hätt dräi Joer gebraucht. Dat heescht, Dir hätt dräi mol dräi plus dann dat, wat an der Métt do nach fräibleift: bal zéng Joer gebaut, eier Der fäerdeg gewiescht wäert. Zéng Joer Bauzäit! An do hu mer gesot, dass kënnen mer net maachen, mir hunn eng aner Méiglechkeet, also huele mer elo de Wee op déi aner Méiglechkeet, fir de Provisoire.

An zéng Joer Bauzäit, do kënnt Der lech och virstellen, wat do de Präis gewiescht wär. Dee wär wesentlech méi héich gewiescht, eleng och scho weinst der Zäit, wéi dat, wat mer elo maachen. Duerfir de Choix, fir dat hei am Provisoireschen ze bauen.

Wéi ass elo d'Bauzäit - dat war Är Fro -, wéi ass elo d'Bauzäit vun dem ganze Gebai? Mir schätzen et op dräi Joer an. De Kolléisch, wéi e gebaut ginn ass, hutt Der gesot, dass ware siwe Joer. Hei ass d'Renovatioun, d'Bauzäit op dräi Joer. Déi Häre vun Bâtiment public soe mer, '15, '16 kéint een anzéien. Déi soen awer hannendrun - déi léif Virsichtsmoosnam, déi ech gär hunn -, dass wär awer „très ambitieux“.

Mä ech soen lech an hinnen, dass et och très ambitieux war, am September kënnen unzefänken, vu dass mer de leschte Juli ugefaangen hunn, dee Provisoire dohinzekréien, an dass et och ambitieus ass, dass mer am September 1.400 Schüler - 1.400 Schüler! - an e provisoirescht Gebai erakréien. Zwielf Méint Bauzäit, déi mer duerfir gebraucht hunn, och dat war ambitieus, an dat geet awer, well den nächste 15. September fänkt déi Schoul do un. An ech invitéiere wierklech d'Chamber, dat Gebai do eng Kéier kucken ze goen, wann d'Schüler bis dra sinn, well et ass wierklech flott.

Et ass wierklech flott an et ass no alle Qualitéite vun dem Energiespuere perfekt, an et kann ee weisen, wat mer do gemaach hunn. Ech hunn och weder vun Enseignanté nach vun de Schüler nach vun der Direktioun eng Klo driwwer kritt, an ech ginn och dovunner aus, dass mer och keng kréien, wa se bis dra sinn.

Dat heescht, dee Pari, dee packe mer, an ech ginn dovunner aus, dass mer deen aneren och packen.

Elo kann een awer, Madame Brasseur, schwätzen, ob déi Faarwe schéi sinn oder net, wéi elo déi glesien Dekoratiounsplacke gemaach gi sinn. Mä ech hunn...

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Ass et Glas oder wat ass et?

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech weess net, wat d'Matière ass, mä et ass eng modern Matière an et si modern Faarwen. Mä ech hunn interessanter fonnt, wéi am Fong d'Beschreibung vum Här Fayot gemaach ginn ass, dee léif seet: „Dat aalt Gebai, dat war gro, tarabiscotéiert, an du si mer...“ - mä hie war Franséischproff, duerfir déi schéi Wieder: „tarabiscotéiert“, „...an du si mer an e lumineusé Kolléisch erakomm.“

An no deem „lumineusé Kolléisch“, dee mer dann elo nach méi lumineuse frëschmaachen, gi mer dann awer an e wierklech...

► **Une voix.** - Colourful!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - „...„Smarties-Gebai“, wéi Dir sot, an e Gebai mat ville Faarwen, wat awer flott ass. Ech muss soen, ech war et kucken, et war nach net fäerdeg, wéi ech et kucke war. Ech fannen et frëndlech, ech fannen et op an ech fannen et fir e provisoiresche Bau wierklech eppes Agréabeles. Kommt et kucken - des goûts et des couleurs...“, wësst Der, jiddwereen huet eng aner Meenung -, ech fannen et flott, Dir fannt et elo manner flott.

Mä wichteg ass, dass mer et allen zwee bannendran agréabel fannen an dass gutt sech Schoul dran hale léisst, an do si mer eis absolut eens op deem, wat mer do wëlle soen. Dat ass

dat Éischt, déi éischt Remarque, déi ech wollt maachen.

Da kommen nach eng Rei Saachen hannendrun, déi gefrot gi sinn, wat den Emplacement vun de Lycéeen ugeet. Et ass richtig, dass déi Zäit, wéi déi hei Gebaier - um Lampertsbiere scho méi laang, duerno um Geeseknäppchen - gebaut gi sinn, déi Notioun vun Urbanismus, déi mer haut kennen, vu Stadtplanung, nach guer net esou war, wéi se haut ass. Et ass wierklech, dass et aus dem Zoufall entwéckelt ginn ass op där do Plaz.

Ech muss awer och soen, dass ech et e glécklechen Zoufall en fin de compte als Schlussfolgerung fannen, well et huet awer d'Stad sengerzäit an eng Richtung entwéckelt, déi, wär de Kolléisch net dohinner komm, sécher ganz anescht gelaf wär. An de Fait, dass mer haut do kënnen e ganze Campus erëmfannen, soen ech als Transportresponsabelen, als Transportminister, ass dann awer eng gutt Saach, well et eis ganz vill Synergie maache léisst, wéi Der richtig gesot hutt, mä haaptsächlech, well et eis och erlaabt, den Transport ganz anescht ze organiséieren.

Synergien, déi mussen awer och d'Schoule wëllen. Mir hunn elo vu Bibliothéike geschwat, Här Fayot, Dir hutt dat och gefrot: Sinn do nach aner Synergie méiglech? Ech kann dat net wëssen. Ech wëll se och net opdrängen de Schoulen. D'Schoule mussen kucken, wat un deem Campus als Synergie gewollt ass, méiglech ass, an als Travaux publics si mir selbstverständlech bereet, op esou Synergien anzegoen.

De Forum, deen um Geeseknäppchen steet, ass jo zum Beispill ee Beispill vun esou enger Synergie, wou eppes zesumme gemaach ginn ass, an och déi grouss Sportsinfrastrukturen, déi grouss Piscine am Kolléisch, déi och nach anescht benotzt gëtt.

Vun de Parkinge wëll ech och nach d'Remarque maachen, dass mer jo do ëmmer momentan dohinner ginn, fir ze kucken, wa mer Gebaier bauen, wat dann d'Opdeelung bei de Parkingen ass, an ëmmer probéieren, esou eng Zort „modal split“ och an de Parkingen ze reflektéieren. 75% vun den Enseignantén, déi do sinn, sollen dann och mam anere Personal eng Plaz, eng Parkplaz kënnen kréien. Mir hunn do eng ganz sérvant Method, fir dass kee Gebai defavoriséiert gëtt par rapport zu engem aneren.

Mä elo dierf een awer net bei deenen 18 Parkplazen, déi hei dra sinn, einfach soen, de Kolléisch huet just 18 Parkplazen. Et si jo nach eng ganz Rei Parking-souterrainen ënnert dem Geeseknäppchen, dat wäere mer alleguer, an déi kënnen och gebraucht gi selbstverständlech vun alle Schoulgebaier, sou dass awer do Parkraum genuch ass.

Ech wëll awer do virdu warnen, fir bei Schoulgebaier hinzugeen an ze soen: Mir wëllen och elo sämtleche Schüler Parkinge bauen. Well maache mer dat, dann zéie mer awer wierklech de Verkéier, den Individualverkéier massiv dohinner un. Dat heescht, do bass ëmmer an deem Dilemma do: Wéi vill solls de maachen a wéi vill solls de net maachen? Ech mengen, dass mer probéiert hunn, hei um ganze Geeseknäppchen en uerdentlechen Équiliber ze fannen.

Da war och nach d'Fro: Soll dat do duerno e Lycée définitif ginn op där Plaz? Sécherlech soll emol dat provisoirescht Gebai eng Rei Joren déngen, bis mer op deem ganze Geeseknäppchen dann erëm den Tour gemaach hunn, fir déi Renovatiounsaarbechten an all Gebai gemaach ze hunn. Wat duerno dohinnerkënn, dat weess ech net, dass ass dann a 15 oder an 20 Joer, dass mussen dann op Basis vun der Evolutioun vun eise Land an de Besoinen, déi sech da stellen, déi Leit decidéieren, déi dee Moment do sinn.

Ech soe just haut: Déi Méiglechkeet ass selbstverständlech do. Mä d'Décisioun vun deser Regierung ass nach net geholl fir dat, wat a 15 oder 20 Joer soll geschéien.

Der Madame Lorsché wéilt ech awer och e puer Saache soen. Also Dir wësst, dass mir de Kolléisch jo ganz sympathesch ass an dass ech effektiv heiansdo Nostalgie spieren, wann ech dorunner denken. Mä ech muss lech awer och soen, wéi mer iwwert dee Bau hei am Ministère fir d'Éischt geschwat hunn, war ech deen Éischten, dee gesot huet: Kommt, mer huelen d'ganz Gebai ewech! Well et ass net un der Architektur, wou ech nostalgesch war, an et ass net do, wou mäi Souvenir hänke bliwwen ass.

Mä ech sinn du vun den Architekten, vun de Leit vum Bâtiment public, vun de Leit vu baus-

sen awer iwwerzeegt ginn, datt de Kolléisch en Zäitzeie wär an datt ee sollt mat relativer Virsiicht dorunner erugeen. Ech hunn dat och agesinn, ech hunn dat och verstanen an ech war och mat deem Wee d'accord. Et ass och sécherlech net méi deier wéi en neit Gebai gewiescht wär. Mä ech soen lech awer och: Hätte mer et ofgerappt, da froen ech mech awer, wat Der gesot hätt. Well Dir sidd awer normalerweis déi Fraktioun, déi eis dauernd drop opmierksam mécht, op d'Erhaltung vun dem historesche Patrimoine.

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Merci!

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Voilà, mä Dir hutt elo just de Contraire gemaach, duerfir soen ech...

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Merci! Merci, Här Minister.

(Interruptions diverses)

Dat éiert lech, dat anzegesinn.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech akzeptéieren déi Diskussioun ganz gär, mä hätte mer de Contraire gemaach, dann hätte mer déi Géigendiskussioun gemaach. Am Prinzip geet et mer ëmmer esou, egal wat ech maachen...

(Interruptions diverses)

► **Une voix**.- Et ass Nokrichsarchitektur.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Mä mir sinn eis awer grosso modo eens, datt mer hei e Choix geholl hunn, dee richtig war, well et ass réellement en Zäitzeie vun där enger Époque. Elo kann een déi Architektur aus de 50er oder 60er Jore schéi fannen oder net schéi fannen, mä formell gesinn ass et wierklech en Zäitzeien aus deem, wat do war.

Dann ass zum Schluss nach d'Fro, ob do e geméschten Enseignement kënn oder net. Dat muss Der d'Éducation nationale froen. Meng Informatioun ass, datt de Lycée classique do weidergefouert gëtt. Mä déi Diskussioun, iwwer wat fir een Typ d'Enseignement a wat fir eng Gebaier dat gemaach gëtt, dat dërft Der net den Travaux-publics-Minister froen, dat muss Der den Éducationminister froen, fir do d'Explicatiounen an d'Antworten ze kréien. Dir hutt de Programm gesinn, esou wéi mer en elo bauen. Dat ass en ähnleche Programm wéi en actuellement an dem classesche Lycée Athenäum war.

► **M. le Président**.- D'Madame Brasseur géif nach gären dem Här Minister eng Fro stellen, huelen ech un.

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Denkt Dir drun, fir och op anere Plazen, fir där Pénurie méi séier nozokommen, op déi provisoersch Bauweis zrëckzegräifen, well mer hei e komplett Schoulgebai fir 1.400 Schüler fir 32 Milliounen - ouni Sportsinfrastruktur allerdéngs, muss een derbäisoen - opgeriicht kruten? Ass dat net ee Wee, an deen ee ka goen? A sollt mer ons net eng Kéier domat an der Kommissioun mat den Experten driwwer ënnerhalen?

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech hat vergiess, lech op déi Fro ze äntworten. Mä et war eng vun deene wichtegste Froen, déi effektiv gestallt gi sinn. An d'Äntwert ass: jo, ganz kloer jo! Fir mech sinn dat do keng Containere, keng provisoersch Struktur, déi einfach just fir zwee, dräi Joer Passage do ass, an duerfir wär ech och frou, wann am September d'Kommissioun oder d'Chamber eng Kéier géif kucke goen, datt se kéint selwer feststellen, datt mer et hei mat ganz gudder an héijer Qualitéit ze dinn hunn. An et géif mech iwwerhaupt net stéieren, ech sinn éischer favorabel, fir esou Saachen ze maachen.

Et muss een awer wëssen, datt een duerfir e relativ platten Terrain muss hunn, fir am Fäerdegbau ze schaffen. An et muss ee wëssen, datt een och net all Type vu Schoul, wann et grouss Atelier an Ähnlech sinn, kann een et net an deem do Typ maachen, do muss een dann e classesche Bau maachen. Mä eng Mix-Struktur fir e ganz Gebai dann hinzekréien ass duerch aus eppes, wat mer an der Zukunft kënn maachen. Et geet méi schnell, et spuert eis Suen an do si mer op darselwechter Linn.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Minister. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6385 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6385 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Christine Doerner), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf);*

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als nächste Punkt hu mer eng Konsultationsdebatt iwwer e Mobilitéitskonzept an den Tram an der Stad. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wilmes, Bettel, Negri, Bausch an Angel. Elo kritt fir d'Alleréisch den Nohaltegkeitsminister, den Här Claude Wiseler, d'Wuert. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

4. Débat de consultation au sujet du concept de mobilité et du tram dans la ville de Luxembourg

Exposé

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt mer de Mëtteg déi Konsultationsdebatt hei kënnen an der Chamber féieren, well fir mech ass et en extrem wichtige Debatt, well et ëm dat Konzept vu Mobilitéit hei am ganze Land geet an en particulier den Tram an der Stad Lëtzebuerg.

Dir wësst, datt zu engem Deel dee Ministère, deen ech dierf elo féieren, esou zesummegesat ginn ass, wéi en zesummen elo ass, mat deene verschiddeenen Departementer, fir eis ze erlaben, eng Mobilitéitspolitik ze maachen, déi global ass, wou mer all déi verschidde Sparten, ob dat individual, öffentlechen Transport, Mobilitéit douce, ob dat Schinn oder Strooss ass, zesummen an enger Hand hunn, fir domat eppes Konkretes a Coordinéiertes ze maachen.

An dat, wat Der hei als Konzept hutt - wat awer baséiert op deem, wat meng Virgänger gemaach hunn, den Här Lux, den Här Grethen, déi jo och schon an hire Beräicher déi Etüde gemaach hunn an deene leschte Joren -, baséiert op deenen Etüden. Mir hunn net alles nei erfonden, mir hu wierklech probéiert, et esou zesummesetzen, datt et zesummegräift.

Firwat wollt ech déi Konsultationsdebatt hei an der Chamber? Mä well et elo Zäit ass, mat der Mobilitéit durable, där Strategie, a mat dem Tram-Projet och bei d'Leit ze goen. Mir wëllen eng Rei Explikatiounen no bause ginn, mir wëlle mat de Leit schwätzen, mir wëllen déi Projeten explizéieren, well et ass wichtig, datt och dobaussen d'Leit informéiert sinn.

Et ass vill geschwat ginn, et ass vill gesot ginn, net ëmmer alles war richtig, an duerfir géife mir gär déi Explikatiounen ginn. Eier mer awer erausginn, Explikatiounen ginn - an dat maache mer zesumme mat der Stad Lëtzebuerg -, ass et wesentlech, datt d'Chamber an och de Stater Gemengerot d'Informatiounen hunn an eis den „Go“ kënn ginn, well ech brauch d'Ënnerstëtzung esou large wéi méiglech vun deene politeschen Instanzen, fir ze wëssen, datt mer awer och eppes am Réck hunn, eier mer mat de Leit dobaussen schwätzen.

Mir hunn - an ech fänke ganz oft Rieden domadder un - hei zu Lëtzebuerg kee Mobilitéitsproblem, ausser moies an ausser owes. Mä dann hu mer e seriöse Mobilitéitsproblem, well dann, Dir kennt et, si Stauen op eisen Haaptachsen. Wou kënn déi Evolutioun do hier?

An ech si ganz kuerz dodran. Mä, wann ee kuckt, wéi eis ekonomesch Evolutioun an deene leschte Jore gaangen ass, da gesäit een, datt mer an deene leschte 15 Joer an der Moyenne 10.000 nei Aarbechtsplazen d'Joer geschaf hunn. Dovun sinn zwee Drëttel, 6.600 ronn, vu Leit besat ginn, déi net zu Lëtzebuerg gewunnt hunn.

Firwat ass dat fir d'Mobilitéit wichtig?

Mä ganz einfach, well déi Leit, déi nei op eis Aarbechtsplazen all Joer an deene leschte 15 Joer komm sinn, dee wäitste Wee ze goen hatten, dee se konnte goen, dat heescht iwwer d'Grenzen eraus duerch eist ganz Land gefuer sinn, fir op hir Aarbechtsplaz kënnen ze fueren. Eng enorm Evolutioun, déi mer op eise Infrastrukturreseau, ob dat elo öffentlechen Transport oder Individualtransport ass, net an deem Mooss verdaut hunn, wéi et gutt gewiescht wär.

Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg - an eleng déi Zuel, déi ass wichtig, datt ee se weess -, mir hunn hei zu Lëtzebuerg 3.800 Emploien op 1.000 aktiv Awunner an der Stad Lëtzebuerg. 3.800 op 1.000! Wann een dat vergläicht mat enger Stad wéi Frankfurt, a Frankfurt ass jo keng Stad, wou net vill Aarbechtsplaz sinn, do ass den Taux 1.350 op 1.000. Just fir lech ze weisen, wat also e ganz spezifesch Problem vun der Stad Lëtzebuerg ass, deen een an deem Mooss kaum an anere Stied erëmfindt.

Mir hunn och probéiert, an deem ganze Konzept d'Mobilitéit douce méi eranzebréngen, well ech einfach wollt, datt och de Vélosverkéier an de Foussgängerverkéier eng Part entière géife gi vun engem Mobilitéitskonzept, well do Potenzialitéit sinn. Dir hutt op Ärem Écran, respektiv kënn Der et do huelen, eng Rei Sliden ausgedeele kritt, an ee vun deene Sliden, dee weist lech déi Opdeelung. Mir hunn eng Opdeelung gemaach, wéi de Verkéier an eise Land leeft. Mir hu ronn 1,66 Milliounen Trajets motorisés den Dag, 1,66 Milliounen zu Lëtzebuerg all Dag vun Trajeten!

Wann Der elo déi Kaart hei kuckt, da gesitt Der, wéi déi sech opdeelen. Mir hunn d'Land an e puer Regiounen opgedeelt, a wat do opfällt, dat ass, datt de Verkéier intern op deene Regiounen e Verkéier ass, deen zu 48,5% intern zu der Regioun ass. Wat heescht dat?

Mä dat heescht ganz einfach, datt déi Mobilitéit, déi op ganz enkem Raum geschitt, eng Mobilitéit ass, déi immens präsent zu Lëtzebuerg ass. Dat heescht, datt eis douce Mobilitéit, Vélosverkéier a Foussgängerverkéier, enormt Potenzial huet hei zu Lëtzebuerg. Haut si mer bei 13% vun eise Weeër, déi iwwer Mobilitéit douce gemaach ginn. Kopenhagen - do reent et och -, déi hu 50% Mobilitéit douce, mir hunn der 13, grousst Potenzial nach do, an duerfir wollt ech déi Mobilitéit douce ganz an d'Konzept mat erabréngen.

Eppes anescht Particulieres, wat Der do gesitt, dat ass, datt de Frontaliersverkéier 31,6... 31,4% vun eise Verkéier ausmécht. 31,4% vum gesamte Verkéier hei zu Lëtzebuerg all Dag ass just Frontaliersverkéier! Och fir déi Zuel eng Kéier ze soen. An do gesitt Der, wou eis Prioritéit sinn, well et ass op deenen Achsen, wou mer och Schwierigkeeten hunn. An duerfir gesitt Der, wou mer musse schaffen.

Wann Der en anere Slide kuckt hannendrun, do gesitt Der fir mech zwou wesentlech Kaarten. Déi eng Kaart op där rietser Säit... an ech gesinn, datt se op den Écranen no bausen ageschalt sinn, esou datt jiddwieren dat ka suivéieren. Dat ass d'ailleurs och eng Première hei an der Chamber, datt mer dat maachen, an ech soen der ganzer Technik an der Regie Merci fir déi Efforten, déi se amgang sinn ze maachen.

Dir gesitt do zwou Kaarten. Déi éischt Kaart, dat ass op der rietser Säit déi vun dem Individualverkéier. Et ass do - dat, wat déck gezechent ass -, wou mer all Dag op eisen Autobunnen haaptsächlech Stauen hunn. Do hu mer d'Stauen: Autobunnen, déi aus Frankräich, Däitschland, der Belsch kommen. Dir wësst et, mä hei ass et op der Kaart nach eng Kéier no-gewisen. Wann Der dann op déi léns Kaart kuckt, dat ass déiselwech Kaart, mä just hei ass den öffentlechen Transport drop agezechent. An dat, wat déck faarweg ass, dat ass, wou d'Capacitéit vum öffentlechen Transport total ausgenotzt sinn.

Wann Der elo déi zwou Kaarte matenee vergläicht, da gesitt Der, datt mer bal op deene selwechte Strecken zu deeneselwechten Zäite sief dat Stauen, sief dat net genuch Capacitéit hunn. Fir déi Leit, déi mir dann elo einfach soen, wéi ech dat dauernd héieren, et wär dach esou einfach: Wann s de keng Staue méi op der

Autobunn wëlls, mä da kuck, datt d'Leit op den öffentlechen Transport iwwerklammen!

Dat mag vläicht an der Theorie richtig sinn, mä et ass awer ganz sécher net an der Praxis richtig, well ganz einfach mer moies an owes kee Ménsch méi an den öffentlechen Transport erakréien, well eis Zich, well eis Busse strubbelvoll si moies an owes. An ech kann net einfach en Transfert vun der Strooss op den öffentlechen Transport maachen, well mer keng Plaz méi zu deenen Zäiten dran hunn. An ech muss et awer maachen.

Duerfir bleift nëmme d'Léisung, datt mer investéieren an den öffentlechen Transport an datt mer eis déi noutwendeg Capacitéit ginn.

Dat zum Prinzip. Mä och wa mer den öffentlechen Transport verduebelen an deenen nächsten zéng, fofzeng Joer, wa mer d'Quantitéit verduebelen, rechne mer, och wa mer hei zu Lëtzebuerg nëmme méi e luest Wuesstum géife kennen, datt eise motoriséierten Transport awer ëmmer nach bis zu 15% wäert an d'Luucht goen, trotz Verduebelung vun all dem öffentlechen Transport, mat all deene Problemer vun NO_x, vun CO₂, vun Ëmweltverschmutzung, déi mer hei an der Stad Lëtzebuerg notament kennen, déi mer domadder kréien an déi mer net wëlle kréien. Also muss een déi Efforten do maachen.

Mir wëllen haut zu engem „modal split“ kommen, wat en „modal split“ ass, dee 75/25 öffentlechen Transport zu Individualverkéier ass. Mä ech géif et awer gär anescht iwwersetzen. Wann Der op Ärem Bild déi ënnescht Rei gesitt, da gesitt Der, datt mer an Zukunft wëllen en „modal split“ errechen, wou 25% vun dem Verkéier iwwer d'Mobilitéit douce leeft, 19% iwwer den öffentleche Verkéier a 56 iwwer den Individualverkéier. Dat ass datselwech wéi den „modal split“ 25/75, wann ech just de motoriséierte Verkéier kucken, mä just, datt hei d'Mobilitéit douce an dem Konzept nach bäigerechent ass. Dat ass eis Zilsetzung. Op déi Zilsetzung schaffe mer.

Fir d'Mobilitéit douce ze vergréisseren, muss mer och vill Efforté maachen, notament fir d'Réseau vun der Stad Lëtzebuerg an d'Réseau vun anere Gemenge mat deenen nationale Vélosréseauen, déi mer kennen, ze verbanen, fir do och en Netz ze hunn, wat kohärent, wat logesch, wat sénnvoll ass a wat sech iwwer d'ganz Land erstreckt.

E puer Wuert dann iwwer eisen öffentlechen Transport. Do kënn mer och net alles maachen. Mir muss méi Quantitéit, mir muss méi Capacitéit hunn. Mä mir mussen, well mer net illimitéiert Suemëtellen hunn, an déi nu wierklech och begrenzt sinn, Choixen huelen a mir mussen dat Wichtigst maachen. Mir mussen och eise Réseau esou organiséieren, datt mer keng Verduebelung maachen. An ech soen do ganz kloer, datt op deene grouss Linnen d'Eisebunn, dat schinnegebont Mettel, dat ass, wat eis Épine dorsale, eist Réckgrat vun eise öffentlechen Transport muss sinn do, wou mer schnell vill Capacitéit, vill Leit mussen vun engem Uert op deen anere méi wäit Strecken transportéieren.

Op deem Schema, wat Der virun lech hutt, do gesitt Der, wou mer - an dat ass am Rouden - déi grouss Zuchstrecke mussen ausbauen, fir eis méi Capacitéit drop ze ginn. An am Gréngen, dat ass d'Busstreck. An Zukunft muss de Bus Zouféierer zu dem Zuch nach ëmmer méi ginn. A mir däreifen e just dann haaptsächlech do asetzen, wou haut keen Zuch fiert a wou och an Zukunft mer net mam Zuch hikommen. Dat ass dat wesentlech Prinzip, wat ee muss gesinn.

Da vläicht awer och nach e puer Zuelen, fir lech déi ze nennen. Mir hunn an deene leschte Jore wesentlech geschafft, fir och eis Capacitéiten ze erweideren. Elo gëtt jo heiansdo eng Kritik gesot: „Dir investéiert vill, mä d'Leit wëllen net drop goen. D'Leit huelen den öffentlechen Transport net.“ Mä ech soen do och nach eng Kéier: Tëschent 2005 an 2010 hu mer un nationale Schinneverkéier 25% méi Leit transportéiert. Eng Augmentatioun vu 25%!

A wann ech am Frontaliersberäich kucken, dann ass dat a fënnf Joer eng Augmentatioun vu 37% vun dem Verkéier. Iwwerall do - iwwerall do! -, wou mer Capacitéit bäigesat hunn, a meng Virgänger kënnen dat och bejoen, iwwerall do, wou mer Capacitéit bäigesat hunn, si se direkt, immédiatement genotzt ginn. Déi hei Taxe weisen, datt déi Capacitéiten, déi mer bäigesat hunn, gefrot sinn. D'Offer, déi gemaach gëtt, gëtt direkt benotzt. Déi Sue sinn also gutt a richtig investéiert.

Datselwech gëllt fir de Bus. Tëschent 2006 an 2010, innerhalb vu véier Joer, ass den RGTR-Gebrauch ëm 37% an d'Luucht gaangen, den AVL-Gebrauch - d'Stater Bussen also - ëm 17% an den TICE ëm 15%. Wou mer Capacitéit bäigesat hunn, si se immédiatement, direkt gebraucht ginn. Déi Investissementer wäert gutt gemaach, si gutt gemaach.



Mir mussen et awer esou organisieren, och de Bus muer, well mer net méi kënnen an Zukunft vun all klenger Gemeng op all Plaz vun der Stad Lëtzebuerg fueren, wou geschaff gëtt, datt mer de Bus och esou reorganisieren an deenen nächste Joren, datt en u sech op groussen Zentralplaz sammelt an da mat groussen Strecken op d'Aarbechtsplazen eroffiert. Eng Zort Spannennetz iwwert d'ganz Land maachen, wou d'Emsteigen - leider, mä et ass awer esou - méi zu enger Normalitéit gëtt. Mä da mussen mer et esou organisieren, datt et einfach a fei geet. De Bus muss Zoubringer zum Zuch an Zoubringer zu groussen Buslinien an Zukunft ginn, sou wéi et um Schema hei agezeechent ass.

A wa mer dann zentral an d'Stad Lëtzebuerg fueren, well do awer déi meeschten Aarbechtsplaz sinn, dann ass et natierlech och a mengen Ae ganz kloer, datt dat nëmme ka funktionéieren, wa mer op deene Stroossen - an et sinn der néng, déi an d'Stad Lëtzebuerg ginn, et ass keng méi an et ass keng manner -, wa mer op all vun deene Stroossen dem öffentlechen Transport d'Prioritéit kënnen ginn.

Mir brauche Busspuren op deenen néng Entréeën vun der Stad Lëtzebuerg, vläicht net duerch d'ganz Strooss, vläicht net iwwerall, mä iwwerall do, wou Stau ass an iwwerall do, wou de Bus muss méi schnell virkommen a wou mer e mussen prioritiséieren par rapport zum Individualverkéier. Well et ass eréischt dann, wou d'Leit alleguer iwwerzeegt sinn, datt se kënnen domadder dorëmmer ëmklammen. An dat ass dat wesentlech Element. Duerfir hu mer och eis ganz Strategie esou ausgerichtet, datt dat, wat an Zukunft gebaut gëtt, deenen do Prinzipien entsprecht.

Vläicht ee Wuert iwwert dat, wat mer wëllen an dem Beräich baue vun dem Schinnebau, wou do eis Prioritéit sinn. Dir hutt déi Kaarte virdu gesinn. Wou hu mer Enkpäss op der Schinn? Mä mir hu se an deem Beräich, deen aus Däitschland, Frankräich an der Belsch hierkennt op deene Strecken, wou mer net d'Leit alleguer packen. Duerfir ass et ganz kloer, datt déi Prioritéiten am Schinnebau sinn, och eis méi Capacitéit op deene Strecken ze ginn. Dat ass déi Prioritéit, déi mer momentan hunn.

A wa mer soen, datt mer d'Streck vu Klengbeten, elo den Eurocap-Rail mussen erneieren, dann ass et aus deem Grond. A wa mer zu Péiteng d'Verduebelung amgaange si bis 2013 fäerdeg ze maachen, dann ass et aus deem Grond. A wa mer gesot hunn, datt Beetebuerg zwee mol zwee, dat heescht e Véiergleis brauch an deenen nächste Joren, dann ass et genau aus deem Grond. Mir brauchen do méi Capacitéit. Et mussen méi Zich fueren. Mir mussen méi Leit do kënnen mathuelen.

A wa mer bereit waren oder wa mer wëllen déi Duebelgleisegkeet vun der Sandweiler Streck maachen a wa mer och bereit waren, souguer zu l'gel an Däitschland d'Duebelgleisegkeet deelweis matzefinanzieren, dann ass et evident, aus wat fir engem Grond et war: Well mer mussen d'Ponctualitéit, d'Capacitéit op deenen do Strecke maachen.

An dobäi hu mer missen och eng Rei Saachen net bauen, well mir kënnen eis haut net méi alles erlaben. De Finanzminister seet mer mat Recht, an ech ënnerstëtzen en dodran, datt eben och eng Rei Projeten da mussen net oder méi spéit gemaach ginn. Mir bauen elo keng Escher Streck, well mer net 1,6 Milliarden hunn, fir se ze bauen. Mir bauen elo déi Streck op de Kierchberg momentan net, well mer déi 1,2 Milliarden net hunn, déi se géif kaschten,...

(Interruption)

...wa mer se elo géife bauen.

Déi Streck op de Kierchberg, Här Gibéryen, déi Zuchstreck Findel/Kierchberg zréck baue mer elo net, well mer déi Suen net momentan hunn. Mir hunn do aner Solutiounen gesicht, wéi mer déi Froe kënnen an de Grëff kréien. Do kommen ech duerno nach drop zréck.

Datselwecht gëllt am Stroossebau. Wann Der déi Kaarte vum Stroossebau kuckt, da gesitt Der, datt mer eis konzentréieren op dat, wat ronderëm d'Stad Lëtzebuerg, op dat, wat ronderëm Belval an op dat, wat ronderëm d'Nordstad geschitt, well do wichteg Entwécklungspôle sinn, déi an deenen nächste Jore mussen geschéien. An dann déi grouss Tracen, déi mussen mer och kucken, selbsterständlech d'Nordstrooss a wat doriwwer erausgeet, iwwert d'Nordstad erausfiert, den Norde mat unzabannen, wat och eng wichteg Achs ass, an aner wichteg Achse mussen fir d'Zukunft esou gemaach ginn, datt se och deene Strategien entsprechen, déi mer fir d'Entwécklung vun eise Land hunn.

En anert Schema, wat fir mech och wesentlech ass - an ech kommen do elo méi op den Tram eriwuer -, dat ass dat ronderëm d'Stad, wou Entwécklung an deenen nächste Jore wäert stattfannen. Dir gesitt do e Schema, wat weist,

wou Entwécklung geschitt. An der Mëtt déi zwee brong Felder, dat sinn d'Gare an d'Alstad. Do si massiv Aarbechtsplazen haut. Do kommen der elo net méi bäi, mä déi bleiwen awer do. Et ass do d'Häerz vun der Stad Lëtzebuerg. Et ass do, wou geschaff gëtt, elo schonn.

Do, wou elo Entwécklung geschitt, dat ass uewen. Dat sinn déi gestraift Gebidder. Dat ass op där enger Säit de Kierchberg: 20.000 bis 25.000 Aarbechtsplazen haut, 45.000 bis 50.000 an zéng, föfzeng Joer. An Dir wësst, wat mer haut scho fir Froen a fir Problemer do hunn. Wann déi Entwécklung esou geschitt, wéi mer gär hätten, datt se geschitt, da kënnen mer, da mussen mer eppes maachen.

Da mussen mer kucken, déi Mobilitéit do anescht ze organisieren um Kierchberg an nuedrun um Findel, vun deem ganz oft net geschwat gëtt. Mä gitt emol eng Kéier kucken, wat um Findel fir Pläng sinn, wat do haut scho gebaut gëtt, e puer dausend Aarbechtsplazen en construction an en planification haut. Dat gëtt dat nächst Entwécklungsgebitt an der Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg. Mir mussen den öffentlechen Transport effikass dohinner kréien, fir weiderzecommen.

An dann ënnen op der Kaart déi zwee blo Gebidder, wat dann de Ban de Gasperich ass, dat hutt Dir schonn an der Chamber hei gestëmmt, fir datt et soll ugefaange gebaut ze ginn. An dann déi ganz Hollerecher an Zéissenger Terrainen, wou dann an der Etapp drop och nach d'Stad-Lëtzebuerg Entwécklung geschitt. Et ass dohinner, wou mer mam öffentlechen Transport mussen kommen.

A wa mer dann iwwert den Tram schwätzen, gëtt mer jo heiansdo gesot: „Firwat en Tram? Deen ass net flexibel. Hätte mer net besser, e Bus oder deen Tram op Rieder ze bauen, dee méi einfach ze déplacéieren wär?“ - Mä kuckt lech déi Kaart do un! Dir gesitt, wou d'Entwécklung geschitt. Déi Entwécklung geschitt do an néierens anescht. Ech muss den öffentlechen Transport dohinner kréien, an néierens anescht.

Ech brauch en op deene Plazen, wou Dausende Leit schaffen. Ech brauch en néierens anescht. Ech brauch déi Flexibilitéit net, well do d'Leit schaffen. Ech déplacéieren de Kierchberg net vun haut op muer. Deen ass do an dee bleift och do. An ech muss mam Tram dohinner fueren an néierens anescht. Sou datt et am Fong kloer ass, firwat ech dat wëll op deenen dote Plaze maachen.

Deen Tram-Projet geet genau dohinner, wou geschaff gëtt, an erlaabt eis, déi Verdeelung vun Dausende Leit all Dag effikass op deenen do Plazen ze maachen. Duerfir brauche mer den Tram. Duerfir brauche mer net onbedéngt eppes méi Flexibele, well et kloer ass, wou mer hi wëlle mat deem Transportmëttel a well et kloer ass, wat mer domadder wëllen errechen.

E puer Wuert iwwert d'Stad Lëtzebuerg an déi gesamt Verkéiersstrategie. A wann ech hei schwätzen, da wëll ech net esou prétentieux sinn, ze soen, ech schwätzen am Nimm vun der Stad Lëtzebuerg - well dat d'äerf ech net, Här Burgermeeschter -, mä ech wëll lech awer och kloer soen, datt mer an deene leschte Joren extrem vill an extrem positiv Kontakter mat der Stad Lëtzebuerg a mat all deene Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg haten, well de Stat setzt kee Mobilitéitskonzept ëm hei an der Stad, hei am Zentrum, ouni mat de Gemengen dat ofgeschwat ze hunn. An ech soen och wierklech Merci fir all déi Kollaboratioun, déi mer konnten hunn.

Mä kuckt lech eng Kéier de Schema vun der Stad Lëtzebuerg un, esou wéi d'Busser haut do dranner fueren! Dir hutt haut e stäreförmegt System. Op der lénker Säit vun Ärem Schema gesitt Der dat. Fuert Der haut an d'Stad oder fuert Der haut gär an e Quartier an der Peripherie vun der Stad, kommt Dir zum Beispill aus der Belsch an Dir wëllt op de Ban de Gasperich fueren, da muss Der duerch den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg fueren. Da muss Der duerch d'Haaptachsen - Boulevard Royal, Nei Avenue - fueren, well all Bus duerch deen do Zentrum fiert. A mir packen et einfach net méi do. Mir mussen also et total anescht organisieren.

Schematesch gesitt Der dat op der rietser Säit, wéi mer et wëllen organisieren. An Zukunft sollen d'Bussen, d'RGTR-Busse guer net méi duerch d'Stad fueren, mä sollen un der Peripherie vun der Stad gebremst ginn. D'Leit sollen op deene schwaarze Punkten um Schema d'Méiglechkeet zum Emsteigen hunn an da mat engem effikass Mëttel ze fueren, fir kënnen weiderzecommen.

An do sinn zwou Méiglechkeete virgesinn. Um Gielen op Ärem Plang gesitt Der déi Méiglechkeet, déi eis erlaabt, datt déi Busse guer net méi an d'Stad eraufueren, mä an d'Peripherie fueren an dee Moment laanscht d'Stad kommen, fir vun engem Peripheriequartier an deen

anere vun der Stad ze kommen, also den Zentrum ze vermeiden.

Do brauche mer en effikass Bussystem, dee schnell ass, deen effikass ass, deen och déi genügend Capacitéit huet, fir dat do ze maachen. A fir dee mussen mer de Stroosseréseau iwwerkucken a mussen mer och eise Busréseau domat iwwerkucken. Dat si mer amgaangen ze maachen.

Dann an der Mëtt vun der Stad, dee Bloen, dat ass den Tram. Firwat dann do en Tram? Mä well mer och do eng Capacitéit brauchen, déi eis duergeet an de Spëttestonnen. An e Bussystem, ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck, egal wéi en ass, egal wéi performant en ass, hätt net déi Capacitéit, déi mer einfach do brauchen, fir d'Leit an der Peripherie opzefänken a fir se effikass duerch d'Stad an enger Feinverdeelung op hir Aarbechtsplaz ze féieren. An dat ass d'Zilsetzung.

Wann Der dee Schema do nokuckt, da gesitt Der datselwecht, awer vläicht e wéineg méi prezis agedeelt. Dir gesitt do, wou mer wëllen an der Peripherie, sief dat den Individualverkéier mat Park & Riden, sief dat de Busverkéier, bremsen, fir en op en aneren öffentleche Verkéier, deen effikass ass, dee schnell ass, dee performant ass, eriwuerzekeréien.

Dat ass souwuel op der LuxExpo wéi um Héienhaff wéi ënnert der Rouder Bréck wéi op der Place de l'Étoile wéi op der Cloche d'Or wéi zu Bouneweg respektiv um Houwald, um Ban de Gasperich. Iwwerall do sinn Emsteigeplaze méiglech ze maachen, fir duerno effikass a schnell weiderzecommen. Ouni dat komme mer an där do Politik net weider.

Dann déi Diskussioun, déi an deene leschte Méint iwwert den Arrêt Pont Rouge war. Firwat hu mer déi gefouert? Mä well mer d'Kierchberger Streck ewechgelooss hunn an déi Gare op dem Kierchberg aus enger ganzer Rei Grënn net kënnen bauen an duerfir en Ersatz gesicht hunn. A mir hunn a mengen Aen en Ersatz fonnt, deen extrem gutt ass an extrem effikass ass.

Wann Der eng Kéier kuckt, wéi dat ausgesäit: Mir komme mat enger bestehender Zuchstreck ënnert der Rouder Bréck un. Mir hunn dann en effikass Mëttel, fir erop op de Kierchberg ze kommen. Do kënnen mer bis zu dausend Leit a fënnf bis sechs Minutten eroptransportéieren. Firwat dausend Leit? Mä well mer déi brauchen. Do komme moies an owes sechs Zich aus där enger Richtung, sechs Zich aus där anerer Richtung un, heiansdo zwee zur selwechter Zäit. Wa mer da bis zu dausend Leit innerhalb vun e puer Minutten do eraushuelen, da mussen mer se effikass eropkréien a mir mussen se och effikass douewe weiderkréien.

Hu mer da keen Tram a mussen mer dat alles mat Busse maachen, da kënnen Der lech virstellen, wa mer déi Leit innerhalb vu fënnf Minutten wëlle weiderkréien, wéi vill Busse mer dann uewe mussen stoen hunn. Dann ass d'hallef Bréck voll, fir déi dausend Leit weiderzekeréien. Hu mer do keen effikass Mëttel, fonctionnéiert dee System net, kréie mer déi Distributioun net gemaach a maache mer souguer dee ganze System net ongeféierlech, well mer net schnell a well mer net effikass genuch sinn. Duerfir ass et wesentlech, datt mer héich Capacitéitsméiglechkeeten eis ginn.

Awer och de Stroosseréseau muss iwwerkuckt ginn. Ech sinn nämlech ganz fest dovunner iwwerzeegt, datt dee ganze Boulevard de Merl a Boulevard de Cessange, déi mer elo bauen, wesentlech an där ganzer Planificatioun hei sinn.

Kuckt emol, wéi vill Leit haut duerch den Zentrum vun der Stad fueren, duerch de Boulevard Royal an duerch d'Nei Avenue fueren! An da muss ee sech iwwerleeën: Wéi vill vun deene Leit fueren dann op d'Gare a wëllen do stoe bleiwen? A wéi vill vun deene Leit huele just déi do Strooss, fir den Autobunnréseau hannendrun ze sichen? An da gesitt Der, datt d'Proportion vun deenen, déi Transitverkéier do maachen, déi also guer net wëllen duerch d'Stad fueren, enorm héich ass. Si wëllen net duerch d'Stad fueren a mir wëlle guer net, datt se drafueren. Mä mir kënnen et awer nëmme vermeiden, wa mer eng aner Méiglechkeet ginn, fir déi Weeër méi effikass och do ze fueren.

An duerfir, déi Peripheriestroosse Boulevard de Merl a Boulevard de Cessange sinn immens wichteg. Datselwecht gëllt en fin de compte fir de Contournement vun Hesper/Alzeng, dee mer mussen bauen, fir déi Uertschaften, wann de Ban de Gasperich gebaut gëtt, ze entlaaschten. Och wesentlech!

Dat erlaabt eis och, dee ganze Peripheriebusverkéier effikass lafen ze loossen. Well dat gi Stroossen, wou den Auto zwou Spuren huet, eng fir déi eng Richtung, eng fir déi aner Richtung, a wou den öffentlechen Transport och nach Spuren huet, wou mer also kënnen effikass mat esou engem Mëttel an der Peripherie vun der Stad ronderëmfueren.

Mir sinn d'ailleurs elo schonn amgaang, vun deem do Stéck de Rond-point Helfent ëmzebauen. Dir kennt vläicht dee Chantier. Deen ass elo schonn amgaang, gemaach ze ginn.

Dat do erlaabt eis och - et ce n'est pas la moindre des choses -, déi ganz Entwécklungsgebidder zu Zéisseng vun der Stad Lëtzebuerg emol entwécklungsfäeg ze maachen. Well stellt lech vir, alles, wat do nach kann a muss gebaut ginn an deenen nächste Joren, wär just eenzeg an eleng duerch d'Escher Strooss ufuerbar! Dat wär iwwerhaupt net méiglech! Dat heescht, dee Stroosseréseau erlaabt eis och nach, d'Entwécklung vun der Stad Lëtzebuerg weiderzeféieren. An duerfir brauche mer en onbedéngt nuedrun deem öffentlechen Transport, dee mer hunn.

Dee Parking System muss komplettéiert ginn duerch ee ganze Réseau vu Park & Riden, déi eis mussen erlaben kënnen, d'Leit vum Individualverkéier op den öffentlechen Transport eriwuerzekeréien. De Bus an den Zuch kann net jiddweree viru jiddwer Haus ewechhuelen. Mir mussen de Leit d'Méiglechkeet ginn, op den öffentlechen Transport ze komme vun doheem aus. Duerfir brauche mer Park-and-Ride-Systemer.

Dee Schema, deen Der hutt, weist, datt mer ufänken, souguer am Ausland -Däitschland, Frankräich, Belsch -, déi d'ailleurs dat froen, datt scho bei hinne Park & Ridé gemaach ginn, fir d'Leit esou fréi wéi méiglech ewechzehuelen a se, ier si iwwerhaupt an eist Land kommen, schonn op den öffentlechen Transport ze kréien.

Eng éischt Linn vu Park & Ridé ronderëm d'Grenz, de Parking Belval, deen amgaangen ass gebaut ze ginn, ass do dat bescht Beispill, en neie Park & Ride nuedrun der neier Gare zu Belval, fir d'Leit direkt eriwuerzekeréien; eng zweet Linn ronn zéng Kilometer ronderëm d'Stad, an dann eng ganz Rei vu Peripherieopfang-Park & Ridé ronderëm d'Stad Lëtzebuerg selwer, wéi de Bouillon, wéi dat, wat mer um Héienhaff wëlle maache fir déi Leit, déi aus Däitschland kommen, aus dem Oste kommen, wéi dat, wat mer wëlle maache bei der LuxExpo fir déi Leit, déi d'Nordstrooss huelen, op der Cloche d'Or fir déi Leit, déi aus Frankräich kommen, de Parking Bouillon fir déi, déi aus der Belsch oder aus Frankräich kommen.

Dir gesitt, datt dat schéi propper ronderëm d'Stad opgedeelt ass, fir deen Opfang esou ze maachen iwwerall do, wou d'Leit da kënnen op den Tram an/oder op de Bus, mä haaptsächlech op den Tram ëmklammen. Soss fonctionnéiert dee ganze System net.

An da gesitt Der och nach schematesch op där Kaart all déi Park & Riden, déi an den Norden eropginn - och speziell fir déi Leit, déi aus dem Norde sinn heibannen, sief dat gesot -, iwwerall do, wou d'A7, d'Nordstrooss kräizt sech mat der Nordstreck. Et gëtt e Park & Ride gemaach, well mer deen Emstieg mussen maachen. Ob dat elo Ettelbréck ass, ob dat Miersch ass, wou schonn esou Saache stinn, ob dat Colmer-Berg, Luerenzweiler ass oder ob et duerno d'LuxExpo ass, iwwerall do muss deen Emstieg kënnen gemaach ginn, fir effikass hei kënnen ze schaffen.

Eppes anescht ganz kuerz, wat ech elo net laang erläutere. Mir brauchen och en uerdentleche Parkraum-Management. Et kann net sinn, datt d'Gemenge sech Konkurrenz maachen, wien den Entreprisé méi Parkplaz gëtt. Mir brauchen e Parkraum-Management ronderëm d'Stad, deen effikass ass. Ech si ganz frou, datt déi eenzel Gemengen och elo bereit sinn, do matzemaachen. Dat brauche mer awer net nëmme ronderëm d'Stad Lëtzebuerg, dat brauche mer och am Südraum ronderëm d'Gemeng Esch, datt do net och Konkurrenz entsteet. An dat brauche mer och ronderëm d'Nordstad. Iwwerall do, wou mer Entwécklung an deenen nächste Jore wëllen.

A selbsterständlech brauche mer och - mä vu datt d'Zäit esou schnell eriwuerleeft, schwätzen ech net vill dovun - en elektronesch System, fir dat Ganz ze leeden. Wichteg ass, datt d'Leit d'Informatiounen kréien. Mir hunn haut scho fir déi, déi eng Zort Smartphone hunn, mobilitéit.lu, wat Der kennt op Ärem Smartphone kréien; déi meeschgtelueden Applikatioun hei zu Lëtzebuerg oder eng vun deene meeschgteluedenen am Joer 2011.

Dir kennt do aklappen. Wann Der wëllt vu Stroossen op Walfer fueren, da kritt Der Ären Itinéraire, wat fir ee Bus Der muss fir wéini huelen. Wéini muss Der emsteigen? Alles dat kritt Der elektronesch innerhalb vu fënnf Sekonnen op Ären Telefon.



Den Nodeel ass, datt et momentan nach net live ass, mä datt et am Fong d'Horairé sinn esou wéi se um Pabeier stinn. An Zukunft wëlle mer dat och live maachen. D'Stad Lëtzebuerg huet do e ganz flotte System entwéckelt, op dee mer jalous sinn. An duerfir wëlle mer deen nomaachen, dee System. Dir kennt deen, wou d'Tableau bei de grouse Stationne vun der Stad Lëtzebuerg stinn a wou och de Minutage ofgezielt gëtt, datt Der genau wësst, a wéi vill Minutten de Bus wäert kommen.

Dat erlaabt déi Informatiounen weiderzeginn. Dat erlaabt och de ganze Réseau live ze kontrolléieren op engem Schierm, deen d'Opérateuren dovunner hu respektiv deen och souguer kann de Leit zur Verfügung gestallt ginn. Mir maachen elo datselwecht.

D'nächst Joer wäert Der dat beim Zuch hunn. Op deenen Haaptgaré wäert Der esou e System hunn, esou een Informatiounssystem. A mir sinn amgaangen - d'Ausschreiwung ass scho gemaach -, dat och bei deenen eenzelne Busfirmen ze maachen. Mir schaffe mat iwwer 30 Busfirmen, fir den RGTR ze organiséieren. Duerfir ass dat liicht méi komplizéiert. Mä et wäert och beim ganzen RGTR kommen, datselwecht. A selbstverständlech ass dat Ganz kompatibel mat dem System vun der Stad Lëtzebuerg, datt Der op engem Réseau sämtlech Informatiounen kennt kréien.

Dat kascht dann eppes. Mä ech mengen, datt d'Informatioun wesentlech ass fir d'Vertrauen, dat de Bierger an den öffentliche Transport huet. Si mer capabel, Informatioun, déi sécher ass, live weiderzeginn, dann ass et vill méi einfach, fir den Tram oder de Bus oder wat och ëmmer vum öffentliche Transport ze huelen, well s de kanns dra vertrauen.

Mir hunn an der Stad Lëtzebuerg gesicht, wat fir ee Moyaen am sennvollste wär. Ech si keen, deen elo seet: „En Tram muss et sinn, well et en Tram ass.“ Ech wëll dat och eng Kéier kloer soen. Hätt ech nämlech e Bussystem kënnen hei opriichten, dat wär méi schnell gaangen a mir wäere vläicht virun de Wahlen 2014 fäerdeg gewiescht an ech kéint dat op meng Visitékaart schreiwen. Sou! Mä esou ass et awer net. Esou einfach sinn d'Saachen net. Mir hunn alles versicht, wat ze maachen ass.

Éischt Solutioun, dat wär jo näischt ze maachen. Wat vill Leit d'ailleurs wëllen: „Maacht näischt, et geet jo gutt.“ Ech soen: „Et geet net gutt.“ Mir hunn haut eng ganz Rei Problemer. A wann Der lech denkt, wat déi Evolutioun, déi mer an deenen nächste Joren hoffentlech wäerte kennen an der Stad Lëtzebuerg respektiv ronderëm an der Peripherie, wäert sinn, da geet guer näischt méi, wa mer näischt maachen. An duerfir ass de Status quo keng Solutioun gewiescht. An duerfir muss mer eng aner fannen.

Mir hunn dann natierlech och analyséiert, wat déi aner Systemer waren. Den Train-Tram-BTB-System hu mer analyséiert, nach eng Kéier. Mä ech hunn lech viru gesot, eise ganze Réseau vum Zuch ass elo schon iwwerlaf. Ech hu quasisent op verschiddene Strecken guer keng Sillone méi fräi. Géif ech elo och nach op déi Strecken, déi schon an totaler oder déi scho bal an Iwwercapacitéit sinn, ee ganzen Tramsréseau oder en Train-Trams-Réseau mat dropsetzen, da géif iwwerhaapt näischt méi goen.

Ech hunn d'Plaz net, fir et drop ze maachen. A géif déi klengste Panne virkommen, da wäeren de ganze Stater Réseau an de ganzen nationalen Zuchréseau blockéiert. Viru 15 Joer war dat liicht anescht, well mer nach net esou vill am öffentliche Transport haten. Du konnt een déi Reflexioun nach féieren. Mä haut ass dat awer definitiv keng Solutioun méi.

Mir hunn natierlech och de Citytunnel gekuckt. An ech hunn lech do am Kader vum Här Henckes senger Proposition de loi iwwert de Citytunnel, fir e Referendum driwwer ze maachen, e ganzen Dossier erageschéckt mat der Argumentatioun, firwat mer mengen, datt dat keng ubruechte Solutioun wär.

Aus technesche Grënn: Mir kënnen nëmmen all esou 1.000 oder 1.200 Meter en Arrêt maachen. Dat geet net duer fir den Transport. Dat geet net duer fir d'Mobilitéit, well et kloer bewisen ass, datt déi Arrête mussen méi no hanerene sinn: aus Käschtegrënn, aus Entretien-grënn, aus Grënn, Dir kennt se all liesen do-riwwer. Mä mir hunn lech probéiert nu wierklech keng polemesch, mä eng korrekt Analys dovunner maachen.

(Interruption)

Dir... Jo, ech fänken elo net mat der Polemik un. Mir hunn dat probéiert korrekt ze analyséieren. Mir mengen, dat wär richtig. Dir liest

et, da schwätze mer driwwer an da probéiere mer dat korrekt mateneen ze diskutéieren. Mä mir mengen awer, et wär richtig, well mer déi Analys wierklech probéiert hu seriö ze maachen.

Dann hu mer och dee Bus à haut niveau de service analyséiert, dee jo zu Metz gemaach gëtt. Mech hätt et wierklech interesséiert, hätte mer esou eppes kënnen maachen. Mä ech soen lech awer den Ennerscheid vu Metz a vu Lëtzebuerg respektiv vun Nantes, wou se och esou eppes hunn: Metz huet 150.000 Awunner. Da seet een: „Dat ass méi wéi Lëtzebuerg, also misst dee System jo och zu Lëtzebuerg duergoen.“

Mä Metz huet 80.000 Aarbechtsplazen. Lëtzebuerg huet 90.000 Awunner - also manner wéi Metz -, mä huet awer 150.000 Aarbechtsplazen. Metz huet der 80.000. An do gesitt Der de ganzen Ennerscheid. An do gesitt Der déi ganz Fro, déi sech hei an der Stad Lëtzebuerg stellt: 90.000 Awunner, 150.000 Aarbechtsplazen. Mir hunn aner Besoinen! Eis Mobilitéitsbesoiné sinn totalement à l'opposé. A mir mussen deene Rechnung droen.

Metz, an enger Kadenz vu véier Minutten, wëll ronn 1.400 Voyageure pro Stonn a pro Direktioun mat hirem System féieren. Dat bréngt se och domat fäerdeg. Dat geet och do. Mir brauchen awer hei an der Stad an enger Kadenz vu fënnf Minutten Tram 5.500 Voyageuren d'Stonn an d'Direktioun. 1.400, 5.500. Den Ennerscheid véier, fënnf Minutten hëlleft eis elo net vill, ass net e groussen Ennerscheid. Mä 1.400 a 5.500.

A well mer déi Capacitéit vu 5.500 brauchen, geet deen anere System hei zu Lëtzebuerg net, obwuel en op anere Plazen duerchaus appropriéiert war. Nantes huet 283.000 Awunner, 166.000 Aarbechtsplazen, huet dräi Tramslinien an eng Bus-à-haut-niveau-s-Linn. Just fir lech mat deenen Zuelen ze soen, wat dann do d'Opdeelung ass.

Duerfir, dee System, dee brauche mer vläicht an Zukunft an eise Peripherie-Buslinien, wou mer eng gréisser Capacitéit brauchen. Dat weess ech nach net, dat muss mer gesinn. Mä do géif et dann och Sënn maachen, wär en och logesch. An do sinn ech och direkt derfir, fir en do ze maachen.

Mä awer am Zentrum brauche mer aner Capacitéiten, mussen mer méi schnell eran- an erausklamme kënnen, wat déi grouss Diere vun engem Tram eis erlaben, wat manner geféierlech ass, well et méi schnell geet, well et méi effikass ass. An duerfir si mer zu deenen heite Konklusione komm, datt den Tram wierklech dat Mëttel ass, wat mir hei an der Stad als Transportmëttel brauchen.

Déi Linn vum Tram, déi vun der LuxExpo bis op d'Gare geet - ech wëll dat och ganz kloer soen -, kann a mengen Aen, därer a mengen Aen nëmmen eng alleréischte Etapp sinn. Dat ass absolut evident. Dir hutt hei se am Schema virun lech leie mat deene ganz villen Ausstiegsmöglichkeeten, déi mer do virgesinn an déi fir eis wichteg sinn, datt jiddwereen och ganz schnell op senger Aarbechtsplaz ka sinn.

Mä et kann nëmmen eng Etapp sinn. A si huet och nëmme Sënn - an ech soen dat ganz kloer - an deem ganze Mobilitéitsschema, wat ech lech bis elo virgestallt hunn. En Tram ouni dat Mobilitéitskonzept, wat ech lech elo virgestallt hunn, huet iwwerhaapt kee Sënn, brauche mer net ze bauen. An ech soen awer och: Dat Mobilitéitskonzept ouni Tram huet kee Sënn. Dat Ganzt gehéiert zesummen, well et logesch a well et effikass ass.

An der Stad Lëtzebuerg muss deen Tram dann esou gebaut ginn, datt mer zwou Pistë vun der Gare duerch d'Nei Avenue iwwert d'Al Bréck laanscht den Hamilius, duerno lénks ofbéierend op d'Avenue Emile Reuter bis op d'Stäreplaz féierend, duerno hannert der Stäreplaz weider laanscht den Nikloskierfecht a laanscht d'Fouerplaz erop bis bei den Neien Theater, virum Neien Theater laanscht fuerbar an da lénks op d'Rout Bréck iwwerbéierend, an da riicht op déi Trace, déi elo scho fäerdeg ass - am Stroossenetz gesäit ee se relativ gutt -, bis op d'LuxExpo. Dir hutt den Tracé hei virun lech. En ass ganz kloer.

Wéi gesäit dat dann am Stroosseraum aus? Mä am Stroosseraum sinn dat natierlech reservéiert Plazen. Et ass ganz kloer a mengen Aen, datt den Tracé vum Tram nëmme kann en Tracé sinn, wou just den Tram drop fiert. Loosse mer do och nach aner Saachen drop fueren, ob dat Busse sinn, ob dat aner Autoe sinn, ob dat Véloe sinn oder wien och ëmmer, dann huele mer eis d'Effikasitéit vum Tram ewech. E muss eenzeg an eleng reservéiert si fir den Tram, fir datt en och esou ass, wéi mer e gär hätten.

Mir hunn eng ganz Etüd gemaach, wéi d'Insertioun an d'Stadbild kéint uerdentlech gemaach ginn, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg. A wann Der kuckt - mir hunn hei deen een oder deen anere Slide, deen lech dat weist -, hei ass

de Slide vu virum Neien Theater, wou Der gesitt, wéi uerdentlech, wéi korrekt dat einfach, schéin, propper ofgetrennt an d'Stadbild erapast a souguer dem Stadbild e gewëssene Rächtum gëtt a souguer dem Stadbild am Fong e positiven Aspekt ka ginn, esou wéi dat d'ailleurs bei deene meeschte Stied ass, wou en Tram zousätzlech dran integréiert ginn ass. Also do en extrem positiven Apport.

Wat de Centre de remisage ugeet, an esou ee brauche mer, och do ass et geplangt de Centre de remisage ze baue bei der LuxExpo, douewen hannert dem grouse Rond-point bei der LuxExpo, well mer do Plaz hunn. Do si mer zwar um Rand respektiv deelweis an engem Natura-2000-Gebitt. Mir hunn duerfir probéiert, dee Centre de remisage esou kleng wéi méiglech ze schrumpfen. Mir hunn elo quasisent zwee Drëttel vun deem, wat initialement geplangt war, ewechgeholl.

Mir sinn elo op engem Konzept, wat relativ sennvoll ass, esou wéi et momentan geplangt ass, wat och, a mengen Aen, hannert dem Rond-point Serra net stéiert an dem Bild a wesentlech a gutt an effikass ka gemaach ginn. 8.000 m² vun Toiture végétalisée ginn do gemaach, 2.000 m² vu Panneaux voltaïques kënnen mat do operéiert ginn. Dat heescht, mir probéieren och e Projet ze maachen, deen ekologesch dat Ganzt ka begleeden, duerfir ass et wichteg fir eis.

An natierlech, no där éischter Etapp, muss deen Tram weidergefouert ginn. D'Gares périphériques, ech hunn et erkläert, datt ass am Konzept wesentlech. D'Leit mussen... Här Buergermeeschter, ech wëll dat nach eng Kéier kloer an däitlech soen, well mer do eng Diskussioun haten: Déi Gares périphériques ronderëm d'Stad Lëtzebuerg, déi mussen kommen, fir d'Leit uerdentlech kënnen op den Tram eriwierze kréien, soss mécht dee System absolut kee Sënn. A mir setzen eis voll derfir an. Ech wollt dat nach eng Kéier kloer hei betounen.

Mä déi éischt Linn tëschent LuxExpo a Gare, do muss a mengen Aen direkt hannendrun eng Linn bis op de Findel kommen, well et einfach logesch ass, fir datt déi Peripherie-Gare um Héienhaff och kann uerdentlech fonctionnéieren, datt mer d'Leit aus Däitschland do kënnen opfänken, aus dem Oste vum Land do kënnen opfänken an op den öffentliche Transport mat eriwierfueren.

Dann an enger Etapp hannendrun, déi Extenssioun op den Houwald, wann de Ban de Gasperich gebaut gëtt - an ech hoffen, datt en esou schnell wéi méiglech ufänkt -, da muss och déi Extenssioun bis op den Houwald direkt do hannendrukomen. A schlussendlech eng Extenssioun bis op den Cents, pardon, net bis op den Cents, bis op Zéisseng a bis op Holle-rech erof. Déi awer nëmme ka gebaut ginn, wann den Hollerecher Quartier mat ëmgebaut gëtt, well et soll duerch eng nei Stroosseféierung am Hollerecher Quartier kënnen erof bis bei de Geesseknäppchen féieren.

Wat ass de Kalenner vun deem Projet? Mä ech wollt wierklech elo kuerzfristeg an der Chamber des Diskussioun féieren, well mer mengen, datt et elo Zäit ass, déi öffentlech Diskussioun unzefänken. Mir fänken déi elo un a mir wëlle se an deem Joer nach ofschléissen, fir da kënnen de Projet de loi am Joer 2013 hei ze déposéieren, fir datt e kann am Joer 2013 och hei an der Chamber hoffentlech da gestëmmt ginn, an datt mer eis kënnen fäerdeg maachen, fir de Bauprojet 2014 unzefänken.

E Bauprojet, deen dräi Joer Zäit brauch, 2017 hoffentlech, wann alles riichtleift, kann ofgeschloss ginn. An do hannendrun dann déi nächst Extenssioun vum Findel ka gesat ginn, un där mer awer elo scho schaffen, respektiv un deenen nächsten Extenssiounen hannendru gekuckt ginn.

Natierlecherweis muss mer eng Rei Prozedure maachen. Ech hunn lech vun där öffentlecher Prozedur, déi EIE-Prozedur scho geschwat, dat ass déi, wou mer och mussen bei de Publikum eraus. D'Stad Lëtzebuerg an de Stat wëllen dat an deenen nächste Méint gemeinsam maachen. Mir brauchen natierlech eng Prozedur iwwert d'Incidences environnementales an d'Evaluatioun dorobber, notamment well mer de Centre de remisage an, respektiv no bei en Natura-Gebitt setzen, muss dat alles gekuckt ginn, korrekt gekuckt ginn, no Gesetzer gekuckt ginn, muss dat kompenséiert ginn. Dat ass absolut evident.

Mir wäerten eis do, wéi an anere Projeten - no der Diskussioun vu gëschter soen ech et haut nach eng Kéier -, wéi an anere Projeten un all déi gesetzlech Prozedure ganz enk halen. Mir mussen d'Etüd vu Faune, Flore an Habitat maachen. Et ass iwwerhaapt keng Diskussioun. Alles dat ass d'ailleurs schon amgaang gemaach ze ginn.

Äntwerten op déi Froen, déi an der leschter Motioun vun 2006 stoungen - well dat, wat

haut gemaach gëtt, ass jo eng Äntwert dorobber -, si schon zu engem ganz groussen Deel elo mat deenen Explikatiounen, déi ech ginn hunn, och domadder ginn.

Éischt Fro, déi gestallt gi war, dat war déi: Wéi ass d'Influenz op de Bussystem? Mä mir wëlle ganz einfach d'Busse grosso modo aus der Stad eraushalen, wat den RGTR-Bus ugeet, fir se op effikass Mëttelen ëmklammen ze loosseren. An dat entlaascht déi Stad jo enorm vu Bussen. Mä just dat kënnen mer awer net maachen, éier mer en Tram, also en effikass Mëttel mat der noutwendeger Capacitéit hunn. Et ass eréischt dann, wou et geet. Dat heescht, fir et elo ze froen, datt ass gutt a gutt gefrot, mä dann hu mer d'Leit an der Peripherie stoen. An da mussen mer se awer nach erakréien. An duerfir geet et nëmme, wa mer den Tram hunn. Mä da geet et awer an da muss et goen, well soss huet dat Ganzt kee Sënn!

An d'städtesch Bussen - déi dann awer och nach mussen fueren, well dat ass jo e Verkéiersmëttel, wat intern zur Stad ass, do muss ee vun engem Quartier kënnen evidenterweis an deen anere kommen -, déi, an d'Stad Lëtzebuerg huet do vill Efforté gemaach, mussen och verluucht kënnen ginn. Déi brauchen déi Zentralachsen, wou den Tram fiert, net méi ze benotzen. Mir mussen aner Achse fueren, an ech ginn do net op d'Detailer an, well dat elo ze laang (veuillez lire: ze wäit) géif féieren.

Mä do ass mat der Stad Lëtzebuerg vill geschafft ginn, fir déi Réseauen openeen ofzestëmme. An dat gëtt och eppes, wat extrem effikass a mengen Aen ass a wat net nëmmen deene Leit, déi vu baussen an d'Stad erakommen, mä och deem ganz groussen Deel vun de Stater Leit e besseren öffentliche Transport an deenen nächste Jore wäert ubidden an notamment hinnen d'Méiglechkeet ginn, méi schnell, och wa se vläicht eng Kéier mussen ëmklammen, méi schnell vun engem Punkt op deen aneren ze kommen.

D'Reorganisatioun vun der Infrastructure routièr hunn ech lech schon erkläert. Op d'Planificatioun vum Axe central sinn ech och schonn agaangen.

Dee véierte Punkt wëll ech awer och nach maachen, quitte datt meng Zäit ofgelaf ass, Här President, mä ech kommen zum Schluss. De véierte Punkt, dat ass de Käschtepunkt, iwwert dee jo vill och geschwat gouf an deene leschte Méint oder och an deene leschte Joren. A mir wollten deen och eng Kéier kloer dohinnerleeën, datt mer wëssen, vu wat mer hei schwätzen.

Déi éischt Phas, dat heescht de Bau tëschent der Gare an der LuxExpo, gëtt haut ageschat - a mir sinn haut am Niveau APS, APD, schonn engem relativ wäit fortgeschrittenen Elaboratiounsplang - op 315 Milliounen, Valeur 2011, dat heescht heutig Valeur ageschat.

315 Milliounen Euro, dat si vill Suen, mä et sinn awer net déi Zommen, déi ëmmer an d'Welt gesat ginn. Dat hei, dat sinn zwee respektiv, deemno wéi een et rechent, dräi Schoulgebaier. Et ass an der Nähe vun enger Europaschoul, et ass d'Halschent vun enger Nordstrooss, et ass an der Präislag vun enger Liaison Micheville.

A wann een dann nach zwou Saachen dozou weess... et muss ee wëssen, datt dat hei d'Tramslinn ass, wa se gebaut gëtt, 151 Milliounen, schätze mer déi an, dat ass am Fong de Bau. An dann ass et de Centre de remisage mat 82 Milliounen. An dem Matériel roulant, wat e Material ass, wat ronn 30 Ramen huet. Dat heescht 15 duebeler respektiv 30 eenzel Ramen huet, wat mer brauchen, fir op deem Réseau ze fueren. Et ass am Fong de fäerdeg Tram, mat sämtlichem Material, mam Tramsschapp, Clé en main fir ze fueren. Et ass dat, wat 315 Milliounen Euro kascht.

An dovunner hu mer eng Opdeelung gemaach. An déi Opdeelung, déi op jidde Fall elo de Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg an d'Regierung mateneen ofgemaach hunn, ass déi: zwee Drëttel fir de Stat an een Drëttel fir d'Stad Lëtzebuerg opzekommen. Dat heescht, fir de Stat - dat ass jo déi Partie, déi dann hei d'Chamber concernéiert - sinn dat kuerz iwwer 200 Milliounen, wat déi éischt Phas géif kaschten. Just fir lech déi Proportioun ze soen.

Dat heescht, mir si wäit ewech vun deenen astronomeschen Zommen, déi alt heiansdo an d'Welt gesat ginn, fir Angscht virun deem Projet ze maachen. Dee kascht 200 Milliounen. An et si ganz oft Mëtteger schonn, déi mir hei an deem leschte Mount matenee verbruecht hunn, wou mer dat Duebelt innerhalb vun enger Stonn gestëmmt hunn. Just fir d'Saachen an de Proportiounen och eng Kéier do ze halen.

Déi Opdeelung - déi kennt Der, hunn ech lech elo gesot -, een Drëttel. Mä ech wëll awer och elo ganz kloer Wäin bis zum Schluss erausschëdden. Ech hu gesot, dat do ass déi éischt Etapp. Da gëtt jo heiansdo hannendru gesot:



Mä Dir sot eis net alles! Déi zweet Etapp kascht och eppes.

Déi zweet Etapp, déi bis op de Findel, déi schätze mer op 76,5 Milliounen an, mat enger Échéance de réalisation, déi dann am Joer 2020 oder eppes driwwer läit. Och fir ze gesinn, wéi wäit déi Datume sinn. 76,5 Milliounen mam Material. 60 Milliounen de Bau, 15 Milliounen ronn d'Material. Dat ass dat, wat déi zweet Etapp kascht.

Wann ech dann alles wëll zesummerechnen an ech maachen déi zweet Extensiounen, dat heescht, ech fuere bis op den Houwald an ech fuere och nach bis op Zéisseng erof, dat heescht, alles, wat mer elo an all deenen Etappen, déi mer haut virgesinn hunn, wëlle maachen, wa mer dat alles gemaach hunn, da si mer bei engem Präis vu 568 Milliounen. Mä da si mer 2030, fir och op den Zäithorizont ze kucken, wéi déi Répartition financière dat Ganzt do mécht, wa mer déi dräi Etappen hannerdru ginn.

An elo hunn ech dat do schonn e puermol gesot mat deem Datum 2030. An da fänkt dat un, wat ech geduecht hat, wat eréischt géif an dräi Joer ufänken. Well an dräi Joer soen ech lech ganz kloer, déi Diskussioun, déi mer dann hunn, wann den Tram bis ugefaangen ass, respektiv an e puer Joer, wann e fiert, dann ass keng Diskussioun méi géint den Tram, mä da geet d'Diskussioun u vun all deene Quartieren an der Stad an deene Gemenge ronderëm, déi soen: Wéini kréie mir en dann? Mir brauchen en och, well et e wesentlech Mëttel ass fir d'Entwécklung vun enger Stad, vun engem urbane Raum, fir déi ekonomesch, mä awer och d'Bauentwécklung do ze ënnerstëtzen.

An déi Diskussioun, déi huet scho virun zwee Deeg ugefaangen, wéi ech dee Projet virgestallt hunn an de Chamberskommissionen an anzwousch anescht, wou d'Nopeschgemenge gesot hunn: Mä mir brauchen en och an zwar wesentlech méi schnell wéi 2030. An elo kommen ech schonn an d'Situatioun, wou et net schnell genuch geet!

Am Fong sinn ech frou driwwer. Am Fong sinn ech frou driwwer, well et einfach beweist, datt mer eng modern Mobilitéit an deenen nächste Jore brauchen an datt mer hei op engem Wee sinn, deen zukunftsweisend ass an deen d'Entwécklung vun der Stad, dem Zentrum vum Land, mat deem ganze Mobilitéitskonzept, evidenterweis vum ganze Land fir déi nächst Jorzénge wäert prägen an eis e Risesprong wäert weiderbréngen. Ech hoffe just, datt ech esou schnell wéi méiglech déi éischt Schinn ka leeën, well dorops kënt et mer un.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Als éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, virun 48 Joer do stoungen Dausende vu Leit vun Eech iwwer Beggen bis d'Stad erop laanscht d'Stroossen, an dat net, fir enger Vëloscourse nozekucken, mä engem aneren Transportmëttel, dat se op sengem leschte Wee onbedéngt begleede wollten, an zwar den Tram!

Ronn 90 Joer laang stoung hien am Dénsgcht vun der Stad Lëtzebuerg. Fir d'Éischt 1874, wéi en nach vu Päerd gezu ginn ass. An dunn, vun 1908 un, mat Hëllef vum Elektreschen. Um Héichpunkt vu senger Carrière sinn et am Ganzen 48 Tramswagone ginn, déi op 14 verschidde Linnen déi eenzel Quartiere matenee verbonnen hunn.

Am Laf vu senger Liewenszäit ass den Tram mat ronn 370 Milliounen Passagéier ronn 57 Milliounen Kilometer wäit gefuer. Dat sinn impressionnant Zuele fir déi deemoleg Zäit. Zuelen, déi och erklären, wéisou datt d'Stater dach awer d'ëscht öffentlecht Transportmëttel an hiert Häerz geschloss hunn an et sech net huele gelooss hunn, him op sengem leschten Aarbechtsdag, dem 5. September 1964, déi lescht Eier ze erweisen.

Den Dag vum leschten Tram, dat war dann och deemools e richteg Volleksfest; dunn huet nämlech d'Tramsmusek gespillt a Folkloretruppen hunn do gedantz. Den Tram war ebe fir d'Stad Lëtzebuerg méi wéi just nëmmen e Verkéiersmëttel. Den Tram war, wéi den Historiker Gilbert Trausch geschriwwen huet, „ee Symbol fir eng modern an ambitiéis Stad“. Allerdéngs ass Modernitéit jo e relative Begrëff: Wat et haut ass, kann et muer scho laang net méi sinn!

An esou ass et och dem Tram gaangen. Am 19. Jorhonnert war hien zesumme mat der Eisebunn eent vun de Symboler vun der industrieller Revolutioun. Op eemol sinn duerch si Dis-

tanze ganz kuerz ginn. Esou kuerz, datt souguer d'Awunner vun engem Land, déi sech soss ni gesinn hunn, beienee komm sinn. Huet eng Rees an der Zäit deeglaang gedauert, esou ass et elo innerhalb vun e puer Stonne gaangen.

D'Aart a Weis, fir sech ze bewegen, ass doduerjer komplett op d'Kopp gehäit ginn. Nei Méiglechkeeten, nei Besoinë sinn entstanen. D'Wirtschaft ass doduerjer staark gewuess. Ëmmer méi Mënsche si bäikommt. Mënschen, déi vum Land dunn an d'Stied gezu sinn, well do elo d'Aarbecht war an deenen neien industrielle Produktiounssiten, de Fabrëcken, déi bei eis am Land am Süden a ronderëm d'Haaptstad entstanen sinn.

An d'Eisebunn, déi ass zur Stäip vun deem Zäitalter ginn. Si konnt déi nei Produiten a grouse Quantitéite séier iwwer laang a kuerz Distanzen transportéieren. A si ass domadder méi bëlleg gewiescht wéi de Stroosentransport. Ee Virdeel, deen net ze schloe war. An duerfir kann een och besser verstoën, wéisou datt hei zu Lëtzebuerg op eemol Schinne wéi Champignon gewuess sinn. 544 Kilometer dovun am ganze Land géint dem Enn vum 19. Jorhonnert.

Een Deel dovunner waren och déi beléifte Schmuelpureisebunnen, am Volleksmond jo mat esou Nimm wéi „Jangli“ an „Charly“ genannt, an eben och den Tram. Bëid haten d'Roll vum Personentransport iwwerholl. Deen éischten Tram, fir säin Deel, deen huet d'Leit vun der Gare an d'Uewerstad bruecht. Firwat? Well déi Stater Gare huet missen aus militäresche Grënn e bësse méi ewech vun der Festungsmauer gebaut ginn. No an no huet awer dunn den Tram och déi aner Quartiere vun der Stad Lëtzebuerg, déi nom Schläife vun de Stater Festungsmaueren entstanen sinn, matenee verbonnen.

Am Ufank vum 20. Jorhonnert, do hat also d'Stad Lëtzebuerg, geneesou wéi d'ganz Land, ee performante Verkéiersréseau op d'Bee gestallt. Ee Réseau, deen aus Honnerte vu Schinnen an awer och Honnerte vu Stroossen, Kilometer vu Stroosse bestanen huet. Dominéiert hunn hei awer ganz kloer d'Schinnen, ob Eisebunn oder Tram. Si stoungen nämlech fir d'Bewegungsfreiheet par excellence! An dat nach bis nom Zweete Weltkrich, wou Europa nees opgebaut ginn ass an dunn och en neit Zäitalter ugefaangen huet mat engem anere staarke Wirtschaftswuesstum.

Een Zäitalter, wat du lues awer sécher vun engem neien, engem aneren Transportmëttel sollt dominéiert ginn, dat dem Mënsch eng nach méi grouss flexibel, individuell Bewegungsfreiheet sollt ginn, an zwar den Auto an all senge Formen. Sinn et virun dem Zweete Weltkrich hei zu Lëtzebuerg 7.000 Autoe ginn, esou waren et der schonn 20 Joer duerno ronn 47.000!

Géint esou eng Entwécklung a Konkurrenz, do haten Eisebunn an Tram séier keng Chance méi. Mat hinne konnt een zwar reesen, mä et konnt een awer net iwwerall hinkommen an et huet ee sech missen u fix Zäiten halen. Mam Auto awer sinn et praktesch keng Grenze méi ginn. Mat him koum een zu jiddwer Zäit an all Ecke vum Land. An et war deemools eben och nëmmen eng logesch Konsequenz, datt de Schinneréseau zrëck- an dee vun de Stroossen ausgebaut ginn ass. Iwwerall ass Plaz gemaach ginn, fir datt eben de fräie Bierger fräi Bunn hat mat sengem Auto. Eng Zukunft, déi ganz Grousses versprach huet!

Mä en halleft Jorhonnert duerno, do kënnen mer awer alleguete feststellen, wat aus deem Versprieche vun där individueller Bewegungsfreiheet ouni Grenzen, déi eis den Auto jo sollt bréngen, ginn ass. Si ass zwar zum Deel Realitéit ginn, mä eng vun där batterer Zort. Well ons eenzel Fräiheet, fir ons ze bewegen, huet nämlech no an no zu enger kollektiver Mobilitéit gefouert. An esou ass hautdésdags an de Spëtzenzäiten déi fräi Bunn fir de fräie Bierger allze dacks eng gespaarte Bunn fir den agepaarte Bierger.

Wéi konnt et dozou kommen? Eh bien, wéi esou dacks ass hei een Affer vu sengem eegene Succès ginn. Duerch dee staarke Wirtschaftswuesstum hu mer méi Leit gebraucht. An déi sinn ëmmer méi Auto gefuer, well se meeschens net méi do wunnen, wou se och schaffen a sech all Dag also mussen hin an hier bewegen, haaptsächlech aus dem Land an aus der Grenzregioun bis an d'Südregioun, an d'Nord- an an d'Haaptstad. A well de Wuelstand jo och praktesch jiddwerengem erlaabt, fir sech kënnen een Auto ze leeschten, ze kafen an duerfir och Plaz gemaach ginn ass fir den Auto am öffentleche Raum, gëtt deen och benotzt.

Elong hei zu Lëtzebuerg kommen hautdésdags op eng Bevölkerung vu 512.000 Awunner ronn 337.000 Privatautoen. Domadder huet onst Land deen héchste Motorisatiounstaux aus der ganzer Europäescher Unioun! D'Resultat do-

vunner ass, datt d'Zuel vun de motorisierte Bewegungen hei zu Lëtzebuerg explodéiert ass. Mir kommen haut, Awunner a Frontalieren zesummen, an de Minister huet et elo grad gesot, op 1,66 Milliounen där Bewegungen den Dag!

Verschlëmmert gëtt dat Ganzt, well sech déi meescht vun deene Bewegungen, wéi ech viru jo scho gesot hunn, op dräi geographesch Punkte konzentréieren: de Süde vum Land, de Raum Ettelbréck/Dikrech an d'Haaptstad mat hirer Agglomeratioun. Dobäi dréit des lescht déi Haaptlaascht. Dat schéngt och normal fir eng Haaptstad vun engem Land ze sinn. Dat ass och praktesch an allen anere Länner esou.

An engems awer muss ee betounen, datt déi Stad Lëtzebuerg an deene leschte Joren eng exzeptionell Entwécklung matgemaach huet. Hir Awunnerzuel ass déi leschten zéng Joer vun 78.000 op elo scho 97.000 Awunner gewuess. An déi Tendenz geet nach weider erop. Dobäi kommen all Dag iwwer 100.000 Leit aus dem Land an der Grenzregioun bäi, natierlech fir hei ze schaffen, well 40% vun allen Aarbechtsplazen am Land an der Haaptstad sinn. Am Ganze sinn dat der 150.000.

Domadder huet d'Stad, an dat huet de Minister Wiseler och scho grad betount, méi Aarbechtsplaze wéi Awunner am aktive Liewensalter. Op 1.000 Aktiver kommen 3.800 Aarbechtsplazen. Eng Situatioun, déi souguer an Europa aussergewöhnlech ass. Duerfir ass och d'Stad Lëtzebuerg déi europäesch Stad, déi am séiersten an am meeschte wüsst.

Et versteet een also deemno och, wéisou dee ganze Stroossen- a Schinneréseau op d'Haaptstad ausgeriicht ginn ass. Wéi ee Stärféiere se aus alle Richtungen d'Leit eran. An dat ass der Stad an domadder och dem Land säi gréisste Problem ginn, d'Konzentratioun op d'Haaptstad, an hei nees op ganz genee zwee Verkéierspunkten, de Centre Hamilius an d'Stater Gare. Hei kommen all Dag Zéngtausende vu Leit eran, fir ze schaffen a fir dann nees vun do aus sech ze verdeelen op déi Plazen, wou se da schaffen. An dat ass dann haaptsächlech an der Uewerstad, op der Gare, zu Hollerech, Zéisseng, Gaasperech an och um Kierchbierg.

Dës Quartieren, dat sinn déi Haaptentwécklungsplaze vun der Stad Lëtzebuerg. Duerch si leeft dann och dee gréissten Deel vun de Bewegungen. Bewegungen, déi wéinst der aktueller Organisatioun vum Verkéier de ganze Réseau a Spëtzenzäiten hoffnungslos iwwerlaaschten. Dat géllt souwuel fir den Autos- wéi och fir de Bus- an den Zuchverkéier. Weder deen individuellen nach dee kollektiven Transport kommen zu deenen Zäiten nach hannerzeg a vijenzeg. A well dem Land säin Haaptverkéierspunkt blockéiert ass, ass de Rescht vum Land et dann natierlech och.

Här President, dat ass de Kader, an deem mer ons bei allen Debatten iwwert den Transport hei am Land beweegen mussen oder, besser gesot, net méi beweegen. Dës ganz quokeleg Situatioun stellt onst Land virun enorm Erausforderungen. Erausforderungen, bei deene viles vun deene richtegen Décisiounen ofhänkt, déi mer haut a muer an der Transportpolitik mussen huelen.

Zum Beispill, ob mer et fäerdegbréngen, och an Zukunft nach kompetitiv kënnen ze sinn, wa mer trotz dacks klengen, kuerze Strecken all Dag stonnelaang am Stau stinn. Kënnen mer nach Aarbechtsplazen erhalen a schafen, wann den Accès dozou net méi garantéiert ass? Kënnen mer eise Kanner nach eng schéi Landschaft, eng intakt Natur an e gesond Ëmfeld hannerloossen, wann d'Loft duerch de motorisierten Individualtrafic ëmmer méi knaschteg gëtt?

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Kënnen mer eise Bierger och an Zukunft e gläichen Accès zu der Aarbecht an zu Dénsgchtleeschunge bidden an domadder d'sozial Kohäsioun vum Land garantéieren?

Dat si Froen, déi mer alleguete kennen an op déi mer och schonn zënter Jore versichen eng Äntwert ze fannen. Mat Projeten ewéi dem IVL, dem BTB oder mobilitéit.lu, fir nëmmen déi ze nennen. Projeten, déi zum Deel ëmgesat gi sinn, wéi den IVL, oder am Fall vun BTB awer nees am Tirang verschwonne sinn.

Si hunn allerdéngs all de Mérite, ëmmer méi kloergemaach ze hunn, datt, wann een de Verkéiersproblem an de Grëff wëllt kréien, da muss konsequent op den öffentlechen Transport, an hei virun allem op d'Schinn gesat ginn. Gläichzäitg dierfen awer och all déi aner Forme vu Bewegung, also souwuel d'Zefoussgoen ewéi mam Auto oder mam Vélo fuere, net op der Säit gelooss ginn. An et dierf sech net just eben op d'Stad Lëtzebuerg konzentréiert ginn, mä och op de Rescht vum Land an d'Groussregioun.

Dat alles ass nëmme méiglech mat engem globalen a kohärenten Mobilitéitskonzept. Ee Konzept, dat déi eenzel Komponente vun der mënschlecher Mobilitéit beieneekritt an optimal versicht, matenee ze koordinéieren. An op dee Wee ze goen, do hat jo och d'Chamber d'Regierung an där Motiou 2006 zum Schinneréseau invitéiert.

Eng wichteg Motiou, déi vun der CSV, der LSAP, der DP an deene Grénge gedroe ginn ass an déi der Regierung deemools un d'Häerz geluecht huet: ëm d'Joer 2020 um Niveau vum Land 25% öffentlechen a 50%..., 75% individuellen Transport ze hunn, an um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg souguer 50/50.

Op der Achs Nordstad-Stad Lëtzebuerg, Beetebuerg-Esch/Uelzech, den öffentlechen Transport, hu mer hei haaptsächlech d'Eisebunn ze stäerken a Peripheriegaré ronderëm d'Stad ze bauen, fir datt d'Leit eben direkt mam Zuch kënnen op hir Aarbecht kommen.

De Projet vun engem Tram an der Stad Lëtzebuerg ze preziséieren, ze verdéieren an an deem Kontext genee ze erklären och, wéi den Tram mat dem Autobunnsréseau..., mat dem Autobusréseau koordinéiert ka ginn a wéi den Autosverkéier dann och méi organisiert ginn. An doriwwer eraus soll och gekläert ginn, wéi deen Tracé genee verleeft, wat d'Modalitéite vum Bau, vum Betrib a vun der Finanzéierung sinn a wéi d'Zesummenaarbecht vum Stat an der Stad soll ausgesinn.

An da schliesslech, wa sech op eng Léisung sollt géeneegt gi fir d'Stad Lëtzebuerg, déi och an de sektoriellen Transportplang anzuschreien, fir datt se e festen Deel vun engem Konzept gëtt, dat wäit eben iwwert d'Grenze vun der Stad erausgeet.

Elo si mer sechs Joer méi spéit. An där Zäit ass och konkret un dese Punkte geschafft ginn, mä awer net nëmmen. Si si souguer ausgebaut ginn a sinn elo Deel vun engem méi grouse Ganzen, dat sech „MoDu“ nennt. Wat sech hannert deser Ofkierzung verstoppt, dat huet de Minister Wiseler och hei elo grad erklärt. Et ass eng nohalte global Mobilitéitsstrategie fir dat ganz Land an d'Grenzregioun, d'Äntwert ebe vun der Regierung op d'Verkéiersproblemer vu Land a Stad.

A well den Här Minister elo grad jo och dat am Detail gemaach huet, wéilt ech mech op déi grouss Prinzipie vun där Strategie konzentréieren, wéi mir dozou stinn, a kucken, wat mer vun där Motiou vun 2006 mat agebaut hunn.

Den éischte Prinzip vum MoDu ass déi verschidden Elementer vun der Landesplanung an hire Programme directeur ze respektéieren an ze verënerlechen. Dat begrësse mer als CSV ganz kloer. Nëmme mat Prinzipie vun der Landesplanung ëmsetze kënnen mer méi eng kompakt Urbaniséierung kréien, déi Wunnen, Schafen a Liewen nees versicht zesummen ze bréngen. Nëmme da kréie mer déi ganz Mobilitéit kadréiert a Bewegungen optimiséiert.

Eng Mobilitéit, déi aus verschiddene Forme besteet a wou MoDu sech zum Zil setzt, eng Ketten draus ze maachen, wou ee Stéck schéin an dat anert gräift, dat bedeit dann och, datt ebe keng Form vu Bewegung méi géint déi aner ausgespillt gëtt, datt jiddwereng hir richteg Plaz kritt, fir herno kënnen e Ganzt ze bilden. Dës integrativ a komplementär Approche ass eng Léier, déi aus de Feeler vun der Vergaangenheet gezu ginn ass. An zu där Mobilitéitskette gehéiert eben déi douce genee ewéi déi motoriséiert. Bëid wäerten nämlech an Zukunft nach weider wuessen. Duerfir kënt et hei besonnesch op dee richtegen Équiliber un.

An hei fanne mer als CSV, datt d'Regierung mat MoDu dat och gelongen ass, well den „modal split“ 25/75 ass jo, dee mer festgehalen eng Kéier hunn hei, e feste Bestanddeel an Zil vum MoDu a soll erreecht ginn, andeems virun allem déi douce Mobilitéit an den öffentlechen Transport als Alternativ zum Auto ugebuede ginn.

Dat bedeit, datt ech den Auto eréischt dann huele soll, wann et keng aner, keng besser Méiglechkeet gëtt. An och dann am beschten nëmmen esou wäit bis ech kann op een öffentlecht Transportmëttel ëmklammen. A wa guer näischt aneschters geet, da soll ech och kënnen awer mam Auto weiderkommen an duerfir kënnen eng Plaz fannen.

Dese Prinzip ass fir ons de richtige Wee. Allerdéngs setzt e massiv Investitiounen an déi ganz Verkéiersinfrastruktur an eng gutt Gestiou dovunner viraus. Dat soll jo och geschéien. MoDu gesäit duerfir eng Hällewull vu Projekte vir, déi vun neie Schinnen, Expressbusser, Bus- a Vëlosspuren iwwer Emlamplattformen, Park & Ridé bis zu Contournementé geet.

Besonnench wichteg ass hei fir d'CSV, datt déi eenzel Infrastrukture gutt eng op déi aner ofgestëmmt ginn, wéi bei engem Museksinstrument, fir datt herno och en harmonesche Klang derbäi kann erauskommen. Ech muss kënnen an Zukunft mat deenen eenzelnen Transportmëttel méi séier weiderkommen, a wann ech ëmklamme soll, dann däerf ech derbäi keng Zäit verléieren.

MoDu versicht dat ëmzesetzen, andeems déi ganz Form vu Mobilitéit eben net méi a Form vun engem Stär, mä a Form vun engem Netz strukturiert gëtt, an et heescht jo u sech och Verkéiersnetz an net Verkéiersstär.

Fir dee richtegen Timing vun allen Transportmëttelen, déi sech an deem Netz do bewegen, an eng prezis Informatioun vun Passagéier ze garantéieren, soll och en telematische System agefouert ginn.

Bleift, datt och an esou engem Réseau déi gréisste Laascht vun enger zolitter öffentlecher Transportinfrastruktur gedroe muss ginn. An do bleiwe mer der Meinung, datt dëst nëmme geet, wa konsequent an eng Eisebunn mat grousser Capacitéit investéiert gëtt, besonnench och an den Ausbau vun där hirer Haaptachs, déi jo vun Norden no Süde geet. Well ouni e staarkt Häerz kann d'Blutt och net bis an déi eenzel Odere kommen.

Gëtt MoDu där Erausforderung gerecht? Jo, wann ee kuckt, wat fir eng Projekte sollen ëmgesat ginn - an de Minister huet hei schon eng Partie gesot, ech wëll just eng puer nach eng Kéier eraushiewen: Mir maachen déi Streck jo..., et ass virgesinn, d'Streck Péiteng-Stad weider fäerdeg op zwee Gleisen auszubauen. An da kënnt virun allem op där wichtegster Streck, wou de meeschten Trafic driwwergeet, nämlech tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg, der franséischer Grenz, nach e Gleis derbäi.

A fir d'Leit wann nëmme méiglech direkt respektiv esou no wéi méiglech bei hir Aarbechtsplaz mam Zuch ze bréngen, ouni mussen duerch déi Stater Gare ze fueren, soll dann och de Bau an Ausbau vu verschiddenen Arrëten an der Peripherie vun der Stad virgesi ginn: um Houwald an am Beräich Zéisseng-Hollerech an ënnert der Rouder Bréck.

Genee dat hu mir jo och an eiser Motioung gefuerdert gehat 2006. Deemoos waren allerdéngs nach richteg Garé virgesinn, elo ginn et éischter Arrëten. Eng Entwécklung, déi mer awer als CSV mat Bléck op d'Finanzsituatioun um Land begrëissen, well déi geplangten Arrëten däitlech jo manner kaschten an awer hiren Zweck erfëllen.

Dat géllt besonnench fir den Arrêt, deen nei bäikommen ass, deen ënnert der Rouder Bréck, an dee jo d'Gare an déi Streck fir mam Zuch op de Kierchbiereg ersetzt, well deen neien Arrêt do, deen erlaabt et nämlech, souwuel déi Leit, déi aus dem Norde wéi och déi, déi aus dem Süde kommen eben esou séier wéi méiglech kënnen op de Kierchbiereg ze bréngen, ouni mussen iwwert d'Zentralgare ze fueren.

An der ganzer Stad verdeelt sollen dann d'Leit vun de Busser an haaptsächlech eben dem Tram ginn. Ee kruziale Projet fir déi ganz Mobilitéitsketten. Ee Projet, wou d'Chamber 2006 d'Regierung gefrot huet, en ze preziséieren, an dat ass jo zënter deem och geschitt. D'Resultat dovunner an dee konkrete Projet krute mer elo grad hei och nach eng Kéier virgestallt.

Fir d'CSV war a bleift et wichteg, datt egal wéi ee gréissert Transportmëttel sengen Haaptaufgaben och gerecht gëtt. Dat heescht, mat enger héijer Capacitéit an engem héije Minutentakt d'Haaptverkéiersachs vun der Stad Lëtzebuerg ze entlaaschten a mat den Entwécklungspôle vun der Stad ze verbannen.

Ee reng interurbant Transportmëttel, also eent, datt eleng een Deel vun städtesche Réseau ass, huet fir ons ni Sënn gemaach oder, anescht gesot, een Tram reng fir d'Stadt oder fir d'Stater hätt keng Plus-value, well dee villen Trafic jo vun de Stater an deene villen zéngtausend Leit, déi all Dag heihinnerkommen aus dem Land an der Groussregioun, verursaacht gëtt.

Dowéinst kann och nëmme eng Léisung, déi een Deel vun engem Konzept ass, datt fir d'ganz Land an d'Groussregioun géllt, och wierklech effikass sinn. Duerfir hu mer als CSV ëmmer drop gehalen, datt den Tram iwwert d'Peripheriegare an de Schinneréseau uebonne gëtt, fir kënnen dann d'Feinverdeelung herno ze iwwerhuelen. An datt dee ganze Busréseau, och vun der Stad Lëtzebuerg, an den RGTR an den Tram ugepasst ginn. Duerfir hale mer och drop, datt eben hei souwuel d'Stadt Lëtzebuerg wéi de Stat d'Finanzéierung an d'Ëmsetzung zu gerechten Deeler zesummen iwwerhuele mussen.

MoDu dréit dese Fuerderunge Rechnung. De Projet vun dem Tram, ewéi en an där Strategie festgehale ginn ass, gesäit e puer Phase vir. An enger éischter, déi ab 2014 kéint ëmgesat ginn, soll den Tram da vum Kierchbiereg bis op d'Gare fueren. An op deem ganzen Trajet gëtt et da Méiglechkeeten, fir op de Bus oder den Zuch ëmzeklammen, sief dat bei der LuxExpo, der Rouder Bréck, der Stäreplaz, dem Centre Hamilius oder der Gare.

Dëst setzt natierlech och eng komplett Reorganisatioun vun dem städtesche Busréseau voraus. An hei ass dann och d'Gemeng gefuerdert, fir déi Hällewull u Linnen, déi dank dem Tram net méi duerch d'Nei Avenue da musse fueren, esou ëmzeleeden, datt se d'Leit an déi eenzel Quartiere bréngen an awer och aus den eenzelne Quartiere mat dem Tram an Zuch kënnen verbannen. An zwar esou, datt dobäi keng Zäit verluer geet.

Och d'Stadt muss eben ewech - an dat ass scho gesot ginn - vun deem Stäresystem hin zu engem System a Form vun engem Netz, mä doduerjer bidde sech jo awer och da ganz nei, interessant Verbindungen tëschent de Quartieren, ouni nees mussen duerch den Zentrum ze fueren. An deem Kontext kann och dovunner profitéiert ginn, mat Hëllef och vun deenen neie Contournementsstroossen an der Stad eng Zort „circle line“ op d'Been ze stellen.

Direkt nodeems den éischten Tronçon gebaut ass, soll den Tram da vum Kierchbiereg op de Findel goen. Och dat begrëisse mer als CSV absolut, well et net nëmme d'Attraktivitéit vum Findel, vum Flughafen eropsetzt, mä och déi ganz Aktivitéitszon, déi do amgaang ass ze entstoën, mat hiren Dausende vun Aarbechtsplazen, esou séier wéi méiglech da kann un den öffentlechen Transport uschlëssen.

Fir d'CSV sinn awer och d'Perspektiven, déi d'MoDu bitt, fir an enger zweeter an drëtter Phas de Süden a Südweste vun der Stad mam Tram ze desservéieren, wichteg. Hei solle jo geneesou och erëm gross nei Quartiere mat Dausende vun Awunner an Aarbechtsplazen hikommen, an déi géllt et och direkt un den öffentlechen Transport ze kréien, andeems den Tram dohinnefert, do, wou jo och dann Zucharrëten um Houwald an zu Zéisseng-Hollerech wäerte gebaut ginn.

Konkret soll awer elo emol nom Plang vun der Regierung tëschent 2014 an 2017 deen zentralen Tronçon gebaut ginn. Dee ganze Chantier géif ronn 315 Milliounen Euro kaschten, wovun dann de Stat zwee Drëttel an d'Stadt Lëtzebuerg een Drëttel géifen iwwerhuelen. Op dës Opdeelung hu sech béid jo emol am Prinzip geeenegt, vu datt den Tram een Deel vun enger Gesamtstrategie ass, déi souwuel d'Land ewéi d'Stadt betrëfft.

Et ass duerfir fir d'CSV wichteg, datt och hei d'Stadt Lëtzebuerg hire finanzielle Bäitrag leescht a weider zu deem steet, wat ofgemaach ginn ass. Well et ass jo och esou, datt nach Käschten derbäikommen, déi net direkt eppes mam Tram ze dinn hunn, mä déi awer..., vun deenen och d'Stadt Lëtzebuerg ka profitéieren, wéi zum Beispill d'Erneuerung vu Gas, Elektriesch an dem Waasser an der Neier Avenue.

Da kënnt och nach derbäi d'Renovatioun vun der Neier Bréck, déi mer jo zum Deel och hei scho gestëmmt hunn an déi onofhängeg vum Tram muss komplett jo frësch gemaach ginn. An zu gudder Lescht däerf een och net vergiesse, datt mer jo och nach vun der Stad Lëtzebuerg de Projet vum Centre Hamilius hunn, dee soll gebaut ginn. Just, wéini deen definitiv wäert ufänken, dee Chantier, ass nach net 100%eg gewosst.

Dat Ganzt gëtt also een enorme Chantier. Ee Chantier, dee jo d'Haaptsuerg vu ville Leit, dorënner de Geschäftsleit an de Restaurateuren aus der Stad Lëtzebuerg ass. Eng Suerg, déi mer als CSV absolut kënnen verstoen. Duerfir ass et och fir ons décisiv, datt all déi Chantieren optimal gëreiert ginn. Dozou gehéiert eng regelméisseg Transparenz, Informatioun vun der Öffentlechkeet an alle Betreffenen, eng intelligent provisoersch Verkéiersplanung sougutt wéi eng Kooperatioun, gutt Kooperatioun tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg. De Groupement d'intérêt économique Luxtram huet jo och scho mat deser Aufgab ugefaangen a sech mat deenen, déi dovunner betraff sinn, zesumme gesat.

Dës Zesummenaarbecht ass e wichteg Element fir d'Gelänge an d'Akzeptanz vun deene Projeten. An engems ass et gradesou gutt, datt all déi Projeten zesumme gemaach ginn, well esou méi Zäit ka gespuert ginn, wéi wa se een nom anere géife gemaach ginn.

Här President, gelänge kann déi ganz Mobilitéitsstrategie an engems nëmme, wann hir eenzel Projeten och e festen Deel vum Plan sectoriel «Transports» ginn an domadder och e reglementaresche Charakter a Kader kréien, an natierlech, wann all betreffen Acteure sech bei

der Planung an Ëmsetzung vun deene Projeten ennerene koordinéieren. Och dat ass am Projet vun der Regierung virgesinn.

Ënnert dem Stréch stelle mer deemno als CSV fest, datt d'gesamt Mobilitéitsstrategie MoDu déi eenzel Punkte vun der Motioung vun 2006 integréiert a preziséiert huet a souguer ausgebaut.

Ginn déi eenzel Elementer vun där Strategie dann elo och nach een nom aneren ëmgesat, da kënnen mer et fäerdegbréngen, datt d'Mobilitéit hei am Land nees hire richteg Sënn kritt, nämlech eng wierklech Bewegungsfreiheet vun allen Awunner.

D'CSV-Fraktioun wëllt jiddefalls hiren Deel derzou bäidroen. Duerfir ennerstëtze mer déi ganz Strategie MoDu, hir Objektiv a Projeten. An an deem Sënn deposéieren ech zum Schluss vu menger Ried och eng Motioung, déi zesummen ennerstëtzt gëtt vun der LSAP, der DP an déi gréng, a wou mer d'Regierung invitéieren, eng Mobilitéitspolitik ze maachen, déi konform zu der Strategie MoDu ass; dës Strategie ze konkretiséieren an déi eenzel Elementer dovunner ëmzesetzen; op Basis dovunner de Plan sectoriel «Transports» fäerdeg ze maachen, fir deem Ganzen dann och ee reglementaresche Kader ze ginn; op Basis vun der Étude d'évaluation d'incidences d'Öffentlechkeet ze informéieren an ze consultéieren; d'technesch Studien iwwert de Bau vum Tram a vum Centre de remisage fäerdeg ze maachen, fir datt ee Gesetzesprojekt kann deposéiert ginn; a mat de Virbereedungsarbechte weiderzemaachen, fir datt de Projet ausgeschriwwen an duerno och ëmgesat ka ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'accord de coalition annexé à la déclaration gouvernementale du 29 juillet 2009 dispose que «La mobilité représente une condition essentielle à l'organisation sociale et au développement économique. Afin de garantir une mobilité durable, préservatrice de l'environnement humain et naturel et créatrice de nouveaux emplois, il importe d'atteindre à l'horizon 2020 l'objectif d'un partage modal d'au moins 25% en faveur des transports en commun. Une priorité doit ainsi être réservée au développement des transports en commun et notamment des chemins de fer. (...) Le Gouvernement définira à cet effet une stratégie de mobilité combinée qui mise sur la complémentarité entre route et rail, entre transport individuel et transport en commun.»;

- considérant que l'accord de coalition arrête par ailleurs que «le Gouvernement attribuera-t-il une priorité à la mise en place d'un tram léger dans la ville de Luxembourg qui permettra de relier le Centre-Ville aux gares périphériques de Cessange et de Howald, à la Gare centrale ainsi qu'au plateau de Kirchberg. En vue de sa mise en œuvre, le Gouvernement dotera l'organisme Luxtram des compétences et des moyens nécessaires pour réaliser et le cas échéant exploiter le tram ainsi que pour étudier des extensions futures. Les missions couvriront les étapes allant de la planification au niveau du projet d'exécution jusqu'à la construction, y compris l'acquisition du matériel roulant ainsi que la gestion et l'exploitation même des lignes. Le Gouvernement entend à cette fin mener à bon port les négociations entre l'État et la Ville de Luxembourg pour déterminer notamment la clé de répartition des coûts du projet.»;

- considérant la situation socio-économique du Grand-Duché de Luxembourg, qui s'est caractérisée par une croissance économique respectivement démographique très forte accompagnée d'une augmentation géographiquement très déséquilibrée du nombre d'emplois qui conduit à un développement très important des besoins en mobilité;

- considérant que cette tendance a entraîné une situation en matière de mobilité qui a atteint ses limites, surtout aux heures de pointe sur le réseau routier et ferroviaire, qui impacte négativement la qualité de vie, l'environnement et l'économie;

- considérant que l'objectif politique est de définir une stratégie en matière de mobilité qui tienne compte des principes du développement durable tout en assurant une bonne accessibilité tant interne qu'externe au pays, indépendamment qu'il s'agit là d'un élément fondamental pour rester compétitif d'un point de vue économique;

- considérant les concepts élaborés au cours des dernières années et notamment le concept de l'IVL, l'étude «Luxtraffic» ainsi que les stratégies «mobilité.lu» et «Mobilité 2020» qui ont servi de référence à l'élaboration de la «Stratégie globale pour une mobilité durable»;

- considérant que la «Stratégie globale pour une mobilité durable - pour les résidents et les frontaliers», appelée «MoDu», présente une approche intégrative permettant de donner une réponse à ces défis tout en mettant en œuvre les principes du Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) et de l'IVL;

- considérant que la stratégie «MoDu» est complémentaire au projet de plan directeur sectoriel «Transports» (PST), qui, de son côté, décrit de manière détaillée les différents projets et mesures nécessitant un cadre réglementaire;

- considérant que la stratégie «MoDu» a revu certains projets d'infrastructures depuis leur présentation officielle, sur base de nouvelles réflexions, afin de diminuer les coûts, tout en maintenant le principe d'accorder la priorité aux projets en relation avec les transports en commun;

- considérant que la stratégie «MoDu» constitue finalement un cadre de référence intégratif pour l'aménagement du territoire, la planification de la mobilité et des infrastructures, et permet également de sensibiliser les acteurs concernés à différents niveaux, tels l'État, les communes et les citoyens, aux enjeux d'une mobilité durable à moyen et à long terme;

- considérant que les conclusions du groupe de travail dénommé «extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg» institué en juin 2005 sur initiative du Ministre des Transports et du Collège des Bourgmestre et Échevins de la Ville de Luxembourg, qui ont été présentées le 3 mars 2006, ont désigné le projet du tram comme le plus avantageux parmi les huit scénarios analysés par le groupe de travail;

- considérant qu'à la suite des conclusions du groupe de travail, la Chambre des Députés, dans la motion adoptée par celle-ci le 6 avril 2006 suite au «débat de consultation sur l'extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général», a confirmé le projet du tram léger tout en invitant le Gouvernement à approfondir le projet et à fournir une réponse à un certain nombre de questions soulevées;

- considérant que le groupement d'intérêt économique GIE LUXTRAM, créé en juin 2007 à parts égales par l'État et la Ville de Luxembourg et en charge de la planification d'un tram dans la ville de Luxembourg et plus précisément entre la LuxExpo et la nouvelle gare périphérique de Cessange en passant par le Glacis, la place de l'Étoile, le Centre Hamilius et la place devant la Gare centrale, a depuis lors poursuivi la mise en œuvre du projet;

- considérant que le tram constitue un maillon essentiel de la Stratégie globale pour une mobilité durable - pour les résidents et les frontaliers, appelée «MoDu», qui a été approuvée le 17 février 2012 par le Conseil de Gouvernement et publiée le 19 avril 2012, et que le tram constituera l'artère principale dans le concept de la chaîne de mobilité, introduit par la stratégie «MoDu», pour relier les différents pôles de développement de la ville de Luxembourg; il permettra de désengorger le goulot d'étranglement dans les transports en commun sur l'axe central de la ville de Luxembourg tout en répondant à l'accroissement des flux de voyageurs vers et dans la ville à moyen et à long terme;

- considérant que le projet actuel, dont la mise en service est prévue pour 2017, correspond à une première étape du projet global et va de la LuxExpo à la Gare centrale sur une longueur de 7,5 km, le tracé s'appuyant sur une desserte optimisée de la ville et de ses points stratégiques;

- considérant que le projet du tram comprend également la construction d'un centre de remisage et de maintenance (CRM), où sont remisées et entretenues les rames de tramway et qui se trouve à l'est du rond-point Serra, respectivement au nord de la bretelle autoroutière connectant le Kirchberg à l'autoroute A1, et l'acquisition du matériel roulant, dont la circulation est prévue en unité double pour répondre aux besoins en heure de pointe;

- considérant que la mise en place du tram s'accompagne d'un renouvellement et d'une déviation des réseaux urbains (électricité, gaz, eau, eaux usées) situés sous la plateforme du tram, d'un réaménagement de la voirie, d'une restructuration du réseau routier et d'une requalification de l'espace urbain;

- considérant qu'une première extension prioritaire réalisée à l'horizon 2020 est le prolongement vers l'Aérogare afin de relier l'Aéroport et le Findel et que des extensions vers d'autres quartiers de la ville de Luxembourg en plein développement sont prévues, à savoir le Ban de Gaspey et la Porte de Hollerich où des zones d'échanges et gares périphériques sont prévues;

- considérant que le coût de construction de la 1^{ère} ligne de tram entre la Gare centrale et LuxExpo, comprenant le centre de remisage et de maintenance ainsi que l'acquisition du matériel roulant, est estimé à environ 315 mio € HTVA, valeur d'octobre 2011, et comprenant l'ensemble des travaux et des fournitures nécessaires à sa réalisation et son exploitation;

- considérant l'accord entre le Gouvernement et le Collège échevinal de la Ville de Luxembourg de financer le projet d'après une clé de répartition de 2/3 des coûts à charge de l'État et de 1/3 des coûts à charge de la Ville de Luxembourg, ces dé-



penses comprenant les coûts de construction, de fonctionnement et d'exploitation du projet;

invite le Gouvernement en ce qui concerne la mobilité

- à continuer de mener une politique de mobilité conformément à la nouvelle stratégie nationale de mobilité «MoDu» favorisant les transports en commun, la mobilité douce et l'utilisation alternative de la voiture, pour garantir que l'offre en mobilité durable évolue au même rythme que et en symbiose avec le développement économique et urbain de notre territoire et en tenant compte des principes du développement durable;

- à entamer les démarches nécessaires pour concrétiser et mettre en œuvre les différents volets de la stratégie nationale de mobilité «MoDu»;

- à finaliser, sur base de cette stratégie cohérente, le projet du plan directeur sectoriel «Transports» pour donner le cadre réglementaire à ces mesures;

et invite le Gouvernement en ce qui concerne le tram

- à lancer la consultation du public, basée sur une étude d'évaluation des incidences (EIE) de l'infrastructure sur l'environnement naturel, suivant la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement;

- à finaliser les études techniques détaillées relatives au tracé et à l'insertion du tram de même que l'implantation du centre de remisage et de maintenance (CRM) en vue de déposer un projet de loi d'autorisation et de financement pour la 1^{ère} ligne de tram;

- à continuer les travaux préparatoires pour une mise en adjudication du projet.

(s.) Serge Wilmes, François Bausch, Xavier Bettel, Fernand Boden, Roger Negri.

Här President, wann all dës Punkte respektéiert ginn, da wäert geschwënn hei am Land nees d'Aart a Weis fir sech ze bewegen op d'Kopp gehäit ginn. Da kréien och ganz besonnesch nees d'Eisebunn an den Tram d'Chance fir méi ze si wéi just Verkéiersmëttelen. Si kënnen dann erëm zum Symbol vun engem modernen, ambitiëse Stat ginn, deen d'Wäiche fir seng Zukunft richtig gestallt huet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wilmes. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Härren, ech wëll direkt soen, déi, déi elo gemengt hunn, hei, den Här Bettel, dass deen elo de groussen...

► **Une voix.** - Star!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - ...Fanatiker ass vum Tram, wor e virdrun dergéint, wor e virdun derfir, muss ech lech soen, dass ech laang eng ganz bedeckten Haltung hat. An dat och am Schäfferot, wou den Här Helminge déi lescht Joren och d'Iddi vum Tram mam Här Wiseler verteidegt huet, hunn ech net gesot, ech wier dergéint, ech wier derfir, ech hat ëmmer meng Douten. Ass et wierklech néideg? Ass et net ze deier? Muss dat sinn? Ass dat wierklech déi eenzeg Léisung?

Ech stinn dozou.

(Interruption)

Ech stinn dozou. An ech wor net eleng där Meenung, well, ob dat op eise Säiten ass, wou den Här Helminge heiansdo staark ze kämpfen hat, oder ech ganz frou sinn, dass den Här Wilmes, dee mat esou enger Ried selbstverständlech misst haut am Stater Gemengerot setzen,...

(Hilarité)

...och seng Fraktioun iwwerzeegt kritt huet, well dat och net evident war. An ech ka mech erënneren zu Positione vun deem engen a vun deem anere vun der CSV-Fraktioun an der Gemeng, déi éischter och a meng Richtung gang sinn. An ech si frou, Här Wiseler, dass Dir et fäerdegbruecht hutt, haut wierklech mech net eleng, mä och eng Rëtsch vun anere Leit ze iwwerzeege vun der Wichtigkeet vum Tram.

An ech gesinn haut d'Dokter Mergen op dëser Säit, ech gesinn d'Madame Polfer op dëser Säit, ech gesinn eng Rëtsch vu Leit hei, déi vläicht nach déi eng oder déi aner Frou hunn, an ech kommen och duerno a menger Ried nach drop zrëck, mä déi awer der Meenung sinn, dass mer déi richtig Richtung déi lescht Joren entaméiert hunn an haut déi richtig Entscheidung ze treffen hunn.

Här President, mir sinn eis och eens - verschidde Leit, déi soen, ech hu Kolleegen hei aus anere Bezirker, déi soen: „Dat do ass just eppes fir d' Stad.“ Neen! Also deen, dee mir seet, dass den Tram just fir d' Stad ass, deen huet nach ëmmer näischt verstan.

Well den Tram, dee vun der Gare duerno op de Kierchberg geet, duerno op d'Gares périphériques an duerno nach weider op de Findel, ass geduecht fir e ganze Mobilitéitsplang, esou wéi den Här Wiseler et virdrun erkläert huet, fir d'ganz Land. An net nëmme fir d'Land. Och fir all déi Dausenden an Dausende vu Frontalieren, déi all Dag an d' Stad schaffe kommen, déi haut am Stau sëtzen a bestëmmt net, fir d'Loftqualitéit vun eise Leit ze préservéieren.

(Interruption)

Och - fir der Madame Dall'Agnol eng Freed ze maachen -, och fir Diddeleng.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Merci, Här Bettel!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Den Tram ass, wéi gesot, an engem Konzept, esou wéi Dir e MoDu genannt hutt, eng vun den Épines dorsales vun där Transportpolitik, déi duerno och an der Stad ka sinn. An, wéi gesot, an Dir hutt et och gesot, Här Minister, an do kann ech lech nëmme recht ginn, haut den RGTR ass e Problem.

Wien hat nach net eng Kräizung, déi zougesat ginn ass vun engem RGTRs Bus, ob dat Boulevard Royal, Place de Paris ass, wou dann d'Busse en hannert deem anere stinn? Si stinn. Si stinn an da kucke se just nach iwwert d'rout Luucht ze kommen an da sti se nach weider op där anerer Säit.

Dat heescht, dass mir Demandeur...

(Interruption)

Wat gelift?

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Heiansdo steet zwar och e Stater Bus derbäi, Här Bettel!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Neen. Mä et sinn awer méi RGTRs Bussen, Här Minister.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Mä et ass awer... Am Prinzip hutt Der recht.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Wësst Der, déi Bussen, kommt, mir sinn eis eens, déi Bussen, déi vu Stadbriedemes op Dikrech fueren - ech weess zwar net, ob et déi Streck gëtt -,...

(Hilarité et interruption)

...firwat mussen déi op d'Gare, bei d'Kathedral an da bei d'Charly's Gare? Firwat mussen déi dat? Déi kënnen dach och derlaanschtfueren, fir deen een do vläicht eranzecklammen an deen aneren erauszecklammen. Kommt, mir sinn eis eens, dass déi net musse ratsch duerch d' Stad, fir vun der Gare bis bei d'Charly's Gare ze fueren!

► **Une voix.** - Och net bei d'Charly's Gare.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - An entschëllegt, wann ech elo Stadbriedemes an Dikrech zitëiert hunn, mä et stinn ëmmer esou ganz exotesch Destinatiounen...

(Interruption)

...vun där enger op déi aner.

Dat heescht, dass duerch den Tram d'RGTRs Bussen och an der Stad verschwannen, ass eng riseg Plus-value op jidde Fall fir de Verkéier, och an der Stad. A firwat ech dat soen, dat ass net nëmme fir de Verkéier, mä och fir d'Loftqualitéit!

Ech hunn hei d'Wärter, Här President, vun de Stickoxiden an der Stad. Mir hu Wärter, Här President, déi bis op 59, 60 - frot mech net, wat dat ass, mä esou, wéi déi Wärter hei stinn op där Skala -, bis op 60 eropginn, wou eng normal Moyenne eng Valeur wier vu 40. Déi gi souguer erop bis 67 tëschtent der Place de Paris an der Place de la Gare, déi si gemooss ginn. Dat heescht, eis Valeuren, d'Loftqualitéit ass schlecht, schlecht! Ech insistéieren: Si ass net mëttelméisseg, si ass schlecht!

A wann een dat dote kuckt - an ech hunn dat do net gemaach, dat ass e Rapport, deen zesummekënn vum Ministère du Développement durable -, da gesitt Der op jidde Fall, dass se schlecht sinn. Si si llicht erofgaangen op 59 an 58, dat läit och un zum Beispill Bussen, déi haut méi ëmweltfrëndlech sinn an an déi d' Stad Lëtzebuerg och investéiert huet. Mä et geet net duer, et geet net duer!

Mir hunn och d'Autobusse gezielt tëschtent der Avenue de la Gare, op der Porte-Neuve, Boulevard Royal, a mir kommen do zum Beispill: Place de la Gare op 26.419 Autoen den Dag, an dat geet erof bis d'Avenue de la Liberté op 18.800, dann nees Place de Bruxelles bis d'Avenue Monterey 23.898, an d'Avenue de la Porte-Neuve bei 19.724 Autobussen, déi den Dag fueren. An esou, wéi schon de Kolleg Wilmes et gesot huet, komme mer op 1,66 Milliounen motoriséiert Trajeten den Dag um Gebitt vum Land - ah neen, pardon, un Gebitt vun der..., dach, um Gebitt vum Land ass déi Zuel.

An dovunner sinn 31,4% Mobilitéit och vu Frontalieren, dat soll een och net vergiessen, déi vu baussen erakommen. Den Här Minister huet eis och Zuele ginn, déi net onwichtig sinn: Dir hutt zum Beispill zu Frankfurt 1.350 Aarbechte fir 1.000 Awunner; Dir hutt am Moment bei eis 3.800 Aarbechte fir 1.000 Awunner. Dat heescht, d'Zuel vun de Leit, déi schaffe kommen an d' Stad, ass selbstverständlech vill méi héich wéi dat an deenen anere Grousstied ass.

Dat heescht, mir brauchen en neie System, well d'ekonomesch Wirtschaft, d'demografesch Evolution och vun eisem Land bréngen et mat sech, dass mer, wa mer näischt maachen, e Stau kréien, wou eng Kéier guer näischt méi geet, dat heescht, e pure Chaos.

Éischt Saach, déi een da muss maachen: Gëtt et da keng Alternativ? Ech mengen, den Här Minister huet se eng no där anerer zitëiert: iwwert déi farfalu Iddi vum ADR, deen an der Stad jo e Referendum wollt organiséieren iwwert den Tram - Resultat: ee Sëtz vu 27...

(Hilarité)

Déi aner Parteie stoungen zum Tram, et huet kee gesot: Neen zum Tram. Et wor just eng Partei, dat wor „Neen zum Tram“, ech sot et, ee Sëtz vu 27. Déi aner Parteien, déi eng hu gesot, bon, eis gréng Kolleegen: „Den Tram, selbstverständlech muss e gemaach ginn.“ Mir hunn net gesot, mir si géint den Tram, mir hunn och fonnt, esou eppes sollt gemaach ginn. Bei deenen anere Parteien, bei verschiddeenen: Déi rout Partei huet och näischt géint den Tram gesot. Bei Ärer Partei, Här Minister, wor et net esou kloer: Wore se derfir, wore se dergéint? Wann d'Madame Mergen Buergermeeschtesch gëtt, gëtt e gebaut, gëtt en net gebaut?

Ech si frou, an ech soen et nach eng Kéier, Här Minister, dass Der et fäerdegbruecht hutt, dass mer haut zesumme mengen, dass dat doten déi richtig Léisung wier. Dir hutt nach anerer, et ass vu Bus-Bunn geschwat ginn. Dat Éischt, wat ech gesot hunn: „Ech wëll elo emol keng Etüd méi, ob mer en Tram brauchen oder net!“ Firwat? Well et wor eng Diskussioun, déi erauskomm ass, wou eng Kéier de Finanzminister gesot huet, e wësst net, ob den Tram kéint gebaut ginn, an et ass emol fir mech eppes sécher: keng Etüd méi, fir ze wësse jo oder neen, oder mir maachen en oder mir maachen en net.

An ech wor frou, well direkt drop hate mer eng Sitzung zesumme mam Här Statsminister, mat lech, mam Här Frieden, wou mer eens woren: Jo, mir maachen et a mir waarden net nach eng Kéier 20 oder 25 Joer, ob mer e wëlle maachen oder net.

De Circuit, Här President, muss ee soen, geet elo vun der Gare bis bei d'LuxExpo. Selbstverständlech ass dat net eisen Dramzenario. Eise Wonsch wier selbstverständlech gewiescht, dass ee kéint soen hei duerno, d'Gare-périphérique sinn do, et geet bis op de Findel. Mä et muss een iergendzwoch ufänken, an de Minister huet sech och engagéiert, dass elo déi éischt Phas vun der Gare bis d'LuxExpo ass, an dann, dass direkt duerno déi aner mat de Gare-périphériques nokommen. Dat soll e Ganz sinn! Well wann et ass, fir duerno vun der Gare bis an d' Stad ze fueren, bréngt et guer näischt.

Dat heescht, dofir, wann een dat als Argument huet, gëtt et awer och ee klengt Géigenargument, wou ee ka soen: Dach, dat bréngt schon eppes, well mer am Fond schon déi éischt Gare-périphérique oder en Accueilspunkt ënnert der Rouder Bréck kréien. Dat gëtt nämlech d'Méiglechkeet, fir all déi Leit, déi op d'Gare kommen - an déi haut da vun zum Beispill aus dem Norde vum Land laanscht Luerenzweiler fueren, laanscht d'Rout Bréck, ënnert d'Rout Bréck, weider bis op d'Gare, an dann duerno de Bus huelen, fir nees zrëck an d' Stad an dann op d'Rout Bréck, iwwert d'Rout Bréck op de Kierchberg fueren -, fir se direkt vun der Gare aus weider mam Zuch bis bei d'Rout Bréck ze bréngen an do also ënnert der Rouder Bréck mam Funiculaire do eropzekommen.

Dat heescht, mir bréngen et fäerdeg, doduerjer schon Dausenden an Dausenden an Dausende vu Leit ze évitieren, déi am Moment bis op d'Gare fueren, fir duerno nees op de Kierchberg ze kommen. Doduerch, kéint ee soen, ass do schon déi éischt kleng Gare-périph... - et ass keng Périphérie, et ass eng „Semi-périphérie“ - ënnert der Rouder Bréck. Mä et ass awer schon deen éischte Punkt, dee mer hunn.

Mir wäerte gesinn, dass mer doduerch et fäerdegbréngen, scho manner Verkéier och ze kréie vun der Gare bis op de Kierchberg, an dat beweist och duerno, dass déi aner Gare-périphériques och wichtig sinn, well et ass net jiddwereen, dee mam Zuch kënn. Dir hutt och eng ganz Rëtsch vu Leit, déi jo mam Auto kommen - an dowéinst sinn déi Structure-d'accueilen - um Héienhaff, zu Zéisseng an op deenen anere Plazen - immens wichtig, wou mer et da

fäerdegbréngen, d'Leit ausserhalb vun der Stad ze empfänken an dann dohinner ze kréien.

Selbstverständlech ass och dee ganze Prinzip vum Park & Ride ëmmer méi wäit, well de But ass net, dass een d'Leit direkt un d'Grenz vun der Stad bréngt, mä méi wäit ewech ufänkt, souguer bei de Grenzen, a vun do aus den Transport organiséiert. Mä wéi gesot, d'Gare-périphérique sinn an deem Text (veuillez lire: Kontext) e wichtegt Konzept, fir dass d'Leit op jidde Fall net all zesummen op déiselwecht Plaz kommen.

Well wat hutt Der haut? Haut hutt Der d'Leit, déi alleguerten tëschtent hallwer aacht an néng Auer op der Gare centrale ukommen an do kucken, an e Bus ze kommen, well ganz oft ass e voll, a waarden dann, op den nächste Bus ze kommen, an do ass dann den Défilé, dee klengen Train-train do vun de Bussen, déi dann d'Avenue de la Liberté eropfueren.

Dat heescht, de Circuit ass scho wichtig, mä wéi gesot, d'Engagement hei ass, dass et am Moment déi éischt Phas ass an dass direkt den Engagement awer geholl gëtt, dass, soubal mer déi éischt Phas hunn, déi zweet Phas drükent.

Dann zum Coût: Jo, et ass deier. Mä et ass nach ëmmer méi bëlleg wéi dat, wat geplangt wor, den éischte Projet. Dofir, Här Minister, kann ech lech félicitéieren, dass Der deen éischte Projet fale gelooss hutt an op deen dote Projet komm sidd. Well wann ech da gesot kréien: Jo, mat deem éischte Projet wieren d'Leit dann direkt vläicht op de Findel komm! Haut komme se da bis op d'Gare, bis op eng Gare-périphérique, an do, wa se op der Gare ukommen, da gi se eriwuer oder si huelen den Zuch bis ënnert d'Rout Bréck, an dann ënnert der Rouder Bréck kréie se direkt den Tram fir op de Findel. Mä dat kascht duerno, wann et definitiv fäerdeg ass, vill, vill méi bëlleg, dat heiten, wéi dat anert! An ech mengen, dass och d'Konzeptioun besser ass.

Mir hunn eis engagéiert, an ech mengen, an der Motioun steet et och, dass d'Käschten een Drëttel/zwee Drëttel sinn. Do an deen Drëttel an dann zwee Drëttel do an där Rechnung, déi mer haut hunn, falen och d'Käschte fir den Tram, ob dat d'Infrastruktur sinn, d'Material, Gas, alles wat muss gemaach gi vun Aarbechten, d'Urbanisatioun, déi Käschte si geduecht ze deelen.

Ech muss och soen, dass dat och ganz wichtig ass, dass béid Parteie sech do och eens gi sinn iwwert den Drëttel an zwee Drëttel. An ech muss soen, dass dat eppes wor, wou een hatt kënnen soen, elo drécke mer den Aarm: Wéi vill bezils du, wéi vill bezuele mir? Ech mengen, dass deen een Drëttel/zwee Drëttel schon eng richtig Léisung wor, well et jo e Globaalt ass.

Ech muss lech soen, dass awer verschidde Leit a menger Fraktioun hei an och Kolleegen aus dem Gemengerot soen: Jo, en Drëttel vu wéi vill? Mir hunn haut eng Enveloppe, déi do ass, a wat wichtig ass, selbstverständlech, dat ass, dass de Minister e Garant ass, dass deen Drëttel net duerno eng halfe Millioun gëtt, well dat Ganz eng Milliard fënnelhonnert géif kaschten, dat heescht, deen ale Projet.

Dat heescht, et ass selbstverständlech en Engagement, deen och budgétiséiert muss gi vum Här Finanzschäfte vun der Gemeng Lëtzebuerg an och dann duerch de Budget bei eis am Gemengerot muss gestëmmt ginn, wou mer awer och wëssen, a wéi eng Richtung mer ginn. Dowéinst si mer frou, dass mer haut eng Zuel hunn, op déi mer eis kënnen baséieren fir déi nächst Joren, a mir hoffen da selbstverständlech, dass déi och kann agehale ginn.

Mä déi Zesummenaarbecht steet! All déi Leit, déi mengen, et wier keng Zesummenaarbecht: Deen dote Projet ass ausgeschafft ginn an engem Groupe de travail, am Luxtram, zesumme mat de Beamte vun der Gemeng Lëtzebuerg, zesumme mat de Beamten aus dem Ministère, zesumme mam GIE. Dat heescht, dat hei ass elo net einfach esou eng Kéier moies een, deen erwächt ass an dee gesot huet: Elo ass den Tracé esou. Dat hei ass gekuckt ginn, och vum Point de vue Transport. Mir hu geschlechter nach vum Minister ganz genau erkläert kritt: wéi eng Strooss, wéi et geet, wéi ee kéint weidergoen.

Do sinn och nach Punkten, déi musse gekläert ginn. Zum Beispill an der Gemeng Lëtzebuerg: Et si Leit, déi sech froen, ob en Tunnel ënnert der Avenue de la Liberté net opportu wier. Mir hunn duerch d'Beamte gesot kritt, dass et... Also ënnert der Avenue de la Liberté, ob een en Tunnel net kéint maache vun der Paräisser Plaz bis op d'Gare, do si verschidde Leit, déi dat préconiséieren. Ech mengen, et si Spezialisten,

déi zur Konklusioun komm sinn, dass dat net richteg wier, dass et net gutt wier. Am Ufank sinn Argumenter gesot ginn: Et geet net, et ass technesch net méiglech, du krute mer gesot, et wier awer méiglech.

Dat si Saachen, déi een da muss elo nach déi nächst Woche kënnen just diskutéieren, a wierklech, fir eng Exclusion complète ze maachen, fir ze soen: Et geet net mat engem Tunnel! An dat ass immens wichteg op jidde Fall, net dass en Doute kéint bestoe bleiwen, dass verschidde Leit mengen, déi doten hu fundamental gesot: „Et gétt keen Tunnel, dofir dierf et keen Tunnel ginn.“ Ech mengen, et ass wichteg, mat Argumenter ze soen, et ass technesch, et ass urbanistesches, et ass finanziell, et ass transportméisseg, dass et einfach net méiglech ass, esou en Tunnel kënnen ze bauen.

Mä dat sinn déi Saachen, déi mer all nach mussen kucken, an ech mengen, ech sinn och frou - dat muss net an enger Motioun stoen -, do ass d'Vertrauensrelatioun grouss genuch, fir ze wëssen, dass een do ka Vertrauen hunn.

Här President, da kënt nach ee wichtige Punkt, dat ass den Délai, dat ass och d'Informatioun. Selbstverständlech si mir eis bewosst, dass dat e Chantier ass, dee laang dauert. Et ass e Chantier, dee penibel gétt. Penibel einfach, well et e grouse Chantier ass. Mä e muss gemaach ginn. An den Här Minister huet et gesot: Jo, mir hätten aner Léisunge kënnen fannen, déi vill méi rapid gaange wieren, déi net esou deier kascht hätten. An dann hätte mer 2014, virum Juni, dann hätte mer nach am Mee e Bändchen duerchgeschnidden, allen zwee, den Här Wiseler an ech, a gesot: „Kuckt hei, dat hu mir färdigbruecht fir lech.“

Mä dat wier dat Falscht gewiescht. Dat wier net dat gewiescht, wat fir dës Stad, fir dës Region, fir dës Land dat Richteg gewiescht wier. Dofir iwwerhuele mer léiwer d'Verantwortung vun engem korrektem System, dee gebraucht gétt, deen utile ass an deen - an ech soen et nach eng Kéier - finanziell méi bëlleg ass wéi dat, wat geplangt wor.

D'Délaien: Wat wichteg ass, ass d'Informatioun. Mir wäerten elo déi nächst Woche mat de Leit zesummekommen, mir wäerten och d'Geschäftsleit mussen virun allem och abannen, d'Geschäfte. Wann Der de Leit sot: „Kommt net an d'Stad, well et ass e riseg Chantier“, da kënt keen. Et muss een d'Leit informéieren, wou et net geet, et muss een de Leit Alternative ginn, fir dass se an d'Stad kommen an dass se dann och rapid duerch d'Stad kommen an dass se och eng Parkplaz fannen.

Här President, ech muss lech soen, dass et vill méi einfach ass ze soen: Elo maache mer emol e Sondage, da kucke mer, ob d'Leit fir oder géint den Tram sinn, a wann eng Majoritéit géint den Tram ass, da si mer all géint den Tram, a wann eng Majoritéit fir den Tram ass, si mer fir den Tram. Ech hunn lech et virdrun als Introduktioun gesot, ech wor net e groussen, ferventen Défenseur vum Tram, dee gesot huet, et muss een Tram kommen, egal wéi.

Mä ech sinn awer deen, dee mat Argumenter, mat Zuelen, mat Loftwäerter, mat einfach de Perspektiven och, déi mer hu fir eist Land, zur Konklusioun komm ass, dass den Tram muss gebaut ginn. An och, wa verschidde Leit mengen: „Xavier, dat doten ass politesch, do verléiers de vläicht Stëmmen!“, och wann ech Stëmme verléieren, ass et mer egal, wann ech mengen, dass et am Intérêt vun eise Bierger ass.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Här Minister Merci soe fir déi flott Presentatioun vun sengem Mobilitéitskonzept. Als LSAP setze mir eis wederhin derfir an, dass d'Ëmsetze vun engem Gesamtkonzept fir d'Mobilitéit, bei deem den öffentliche Transport stark ausgebaut gétt a wou den Zuch an den Tram op den Haaptachsen eng wesentlech Roll spillen, och a Krisenzäite besonnesch Prioritéit behält.

Mir sinn iwwerzeugt, dass d'Mobilitéit e wichtige Facteur fir eise Wirtschaftsstanduert ass an dass de Stëllstand op eise Stroossen zu de Spëtzenzäiten en Hindernis fir déi zukünftige Entwécklung ass. Investitiounen an deemem Beräich maachen deemno grad a Krisenzäite Sënn,

virun allem wa mer probéieren, nieft der Austeritéitspolitik, déi vu ville gefuerdert gétt, och eng Politik ze maachen, déi de Wuesstem ënnerstëtzt an eis Chancë fir d'Zukunft verbessert. Dat géllt ëmsou méi, wann dee Wuesstem soll esou ausgeriicht ginn, dass en net zu Laaschte vun der Ëmwelt an den natierleche Ressourcen vun eisem Land geet.

(**Mme Lydie Polfer prend la présidence.**)

Investitiounen an den öffentliche Transport an d'Verleëe vun engem Deel vum Transport vun der Strooss op d'Schinn ënnerstëtzen eis Ziler am Ëmwelt- an am Klimaschutz. Den Transport huet jo bekanntlech e groussen Uendeel un eiser CO₂-Bilanz, déi jo am Kader vum Kyoto-Protokoll riskéiert, eis ëmmer méi deier ze ginn.

Wa mer haut d'Analys vun eiser Verkéierssituation maachen, gesi mer, dass d'Problemer nach ëmmer déiselwech sinn. D'Situatioun huet sech héchstens verschäerft, wéi den Här Minister eis virdrun duergeluecht huet, a mécht eng Ëmsetzung vun de Projeten ëmmer méi dréngend.

Mir hunn haut iwwer 150.000 Frontalieren, déi all Dag an eist Land eran- an erausfueren. Et besteet do deemno dréngenden Handlungsbedarf, an et kann een nëmme bedauern, dass mer net méi schnell virukommen. Mir gesi quasi all Dag, dass den Individualverkéier u seng Capacitéite stéisst, a bei deem klengste Problem steet de ganze Verkéier op eisen Autobunnen, mat alle Nationalstroossen, Nieweweëer a Schläichweëer.

Mir wëssen also, dass mer onbedéngt den öffentliche Transport ausbaue mussen, wa mer eist Zil vun engem „modal split“ vu 25/75 wederhi wëllen errechen a wa mer wierklech wëllen escht maachen, dass mer manner CO₂-Emissiounen an d'Loft blose wëllen, méi effiziente Klimaschutz bedreiwe wëllen, kuerz gesot, wa mer dat, wat mer virgëscht hei an der Chamber iwwer „Rio+20“ gesot hunn, tant soit peu escht mengen. Ech erënneren drun, dass d'CO₂-Emissiounen zu méi wéi 50% aus dem Transportsektor kommen.

Fir eis Mobilitéit am Sënn vum Klimaschutz ze erhalen an ze förderen, mussen mer op fënnf Gebidder schaffen, an zwar a folgender Top-down-Strategie: am öffentliche Transport: éischtens d'Eisebunn, zweetens den Tram, drëtens de Bus; an der Mobilitéit douce: véiertens dann de Vélo a fënneftens mussen mer de Rescht ze Fouss goen. Zu der Mobilitéit douce mam Vélo an ze Fouss wär och vill ze soen, mä dat ass sécherlech haut net den Haaptobjekt vun eisem Débat de consultation.

Fänke mer mat der Eisebunn un. Do sinn déi groussen Infrastrukturprojeten um Lafen. Ech erënneren un de Bau vun der Zweegeleegkeet vun der Streck vu Péiteng op Lëtzebuerg, de Bau vum zweete Viaduc op der Polfermillen, déi gestëmmt Projete vun der Gare périphérique um Houwald, déi deelweis gestëmmt Projete vun der Klengbettener Streck am Kader vum Eurocap-Rail, déi Etüden, déi lafen iwwer déi nei Streck vu Beetebuerg op Lëtzebuerg, an eng ganz Partie anerer. Mä déi elo opzezielen, dat wëll ech elo hei net, well dat si Projeten, déi ech elo opgezielt hu si ganz sécher déi, déi wäerten hëllefen, d'Produktivitéit vum Eisebunnréseau ze verbesseren.

Elo ass mer just opgefall, Här Minister, an Ärer Presentatioun op der Sait 15, dass an der Nordstad vun Ettelbréck d'Verbinding Ettelbréck-Dikrech do net méi agezeechent ass. Ech huelen un, dass dat wahrscheinlech en Oubli ass, oder heescht dat vläicht eppes anescht? Dat wollt ech lech vläicht froen.

Am Gesamtkonzept vun engem globalen öffentliche Transport muss d'Eisebunn d'Réckgrat duerstellen an do verstärkt ginn, wou déi meeschte Leit matfueren. Tangentiell dozou mussen dann d'Bussen d'Feinverdeelung maachen. An der Stad kann een all Dag an der Neier Avenue gesinn, dass d'Stad op der Achs vun der Gare bis op de Kierchbiere mat Bussen iwwersaturéiert ass. A genau dofir mussen mir do op méi e performant Transportmëttel zréckgräifen, wéi den Tram.

Eng Tramsvoiture huet eng Capacitéit vun 225 Leit, an accoupléiert, also zwou Tramsrammen, wéi se am Prinzip fueren, huele se an engem Saz 450 Leit beieneen op a brauche just ee Chauffeur. Iwwregens sinn dat déi Capacitéiten, ëm déi 400-450 Leit, zimlech exakt déi Capacitéiten, déi ee brauch, wann en Zuch an der Stad ukënn, fir dass déi Leit, déi wederfueren, am schnellste kënnen via noen Interface Zuch-Tram, also eng onkomplizéiert Ëmsteigeméiglechkeet, wederbefördert ginn. E Gelenkbus transportéiert dogéint nëmmen ëm déi 150 Leit.

chonn eleng déi puer Zuele weisen, firwat mer an der Stad op den Haaptachse méi e perfor-

manten Transportsystem brauche wéi déi aktuell Bussen. An do bitt sech den Tram als déi effizienteste Léisung einfach un, mat méi Capacitéiten a méi schnell. Dofir brauche mir och kee Metro, well mer do net déi néideg Masse critique hunn an dat Ganz nach vill méi deier géif ginn.

De Busréseau muss tangentiell, oder wéi et och heescht „polyzentresch“ ronderëm d'Haaptachsen vum Tram organiséiert ginn. Dat heescht, dass mer d'Bussen, déi Richtung Stad Lëtzebuerg fueren, an der Peripherie op den Tram ëmklamme loosse, wéi op der Place de l'Étoile, op der Gare périphérique Houwald, op der Gare Hollerech, op der Gare Dummeldeng an esou weider. Selbstverständlech sollen all déi Leit, déi aus engem Quartier an een anere fueren, mat de Bussen net méi duerch d'Stad, mä ronderëm gefouert ginn. Dofir sinn och déi verschidden tangentiell Stroossen mat Busspuren a béide Richtunge jo a Planung.

Madame Presidentin, de 6. Abrëll 2006 hu mir hei am Haus eng Motioun gestëmmt, wou d'Chamber d'Regierung engersäits opfuerdert, d'Zuchstreck, déi d'Nordstad, d'Stad Lëtzebuerg an Esch/Uelzecht matenee verbënnt, als Réckgrat vum öffentliche Transport ze entwéckelen, zesumme mat de Gare-périphériques um Kierchbiere, um Houwald, zu Dummeldeng an zu Zéisseng, an anerersäits de Projet vun engem Tram duerch d'Stad Lëtzebuerg virunzudreiwen.

Domat kommen ech dann op den zweeten Deel vun eisem Débat de consultation vun de Mëtten, dem Tram an der Stad, ze schwätzen. Ënner anerem stoung an der virgenannter Motioun zum Tram des Weideren, dass d'Chamber d'Regierung sënngeméis opfuerdert:

- e Projet vun engem Tram léger zesumme mat der Stad Lëtzebuerg op d'Been ze stellen en cohabitation mat dem bestehende Busréseau AVL/RGTR, deen de Besoinë vun deene verschiddene Quartieren aus der Stad entsprécht;

- dann d'Modalitéite vum Bau, der Exploitatioun a vum Financement vun engem Tram léger ze clarifiéieren;

- an als Lescht: d'Konzeptioun vum Tram esou auszeleeën, dass den Tram d'Haaptreckgrat an der Stad am Kader vun engem globalen, nationale Gesamtkonzept vum öffentliche Transport duerstellt.

Den Débat, dee mer haut féieren, steet an der Kontinuitéit vun den Debate vum deemools a retracéiert d'Evolution vun deene Projeten, zu deenen d'Chamber deemools hire politeschen Accord de principe ginn huet.

Vum Konzept hier gétt et e puer Ännerungen, mä um Gesamtkonzept huet sech net vill geännert. Gréisstendeels erhale bliwwen ass d'Konzept „mobil 2020“, duerch deen ënner anerem d'Gare centrale vun der Stad Lëtzebuerg sollt duerch d'Gare-périphérique ronderëm entlaascht ginn an en Tram duerch d'Stad soll fueren.

Geännert ginn ass:

- ënnert der Rouder Bréck ass en Halt bäikom;

- d'Gare périphérique Zéisseng ass ewechgefall, awer zu Hollerech gétt en neie Quai gebaut, fir d'Klengbettener Streck och kënnen bei de sougenannten Assurances sociales ze desservéieren;

- den Zuch fiert net virdrun, wéi geplangt, iwwer Hamm, de Findel op de Kierchbiere;

- bei der LuxExpo um Kierchbiere gétt deemno keng Gare périphérique gebaut, an den Tram soll weidergefouert gi bis op de Flughafen.

Déi éischt Etag als Maillot principal vum Tram gesäit jo den Tracé vun der Gare duerch d'Nei Avenue iwwer d'Place de l'Étoile, Glacis, Richtung Kierchbiere bis hin zu der LuxExpo vir. Dësen Tronçon bleift par rapport zur Motioun vun 2006 onverännert. Dofir ënnerstëtze mir ohne Wenn und Aber de Minister, fir seng Aarbechten zu engem entspreche Projete de loi esou séier wéi méiglech zu Enn ze bréngen, fir dass mir nach an dëser Legislaturperiod a Saachen Tram Neel mat Käpp maache kënnen.

Ob elo den Tram vun der LuxExpo op de Flughafen fiert oder awer den Zuch direkt vun der Gare iwwer Hamm, Findel, Flughafen bis zur LuxExpo um Kierchbiere spéider fiert, wéi mir et als LSAP als déi besser Léisung ugesinn, well virun allem déi vill Leit aus dem Süde vun eisem Land, inklusiv de meeschte Frontalieren, méi effizient a méi schnell à destination gefouert gi wäeren, amplaz mat hinnen all Dag e Sightseeing duerch d'ganz Stad mam Tram ze maachen an do grouss Capacitéiten um Tram ewechzehuelen. Dat ass elo hei de Mëtten net d'Fro.

An och, well mer eis als LSAP absolut bewosst sinn, wëll ech hei ganz kloer soen, dass den Invest vun 315 Milliounen Euro fir den Tram vun der Gare Lëtzebuerg bis zur LuxExpo an dese Krisenzäiten esou schonn e ganz héijen Invest ass. A mir huelen och hei an deem Sënn eis voll Responsabilitéit, am Sënn vun deenen Investisements, déi absolut néideg sinn, duerchezéien, fir och, wéi gesot, domat d'Ekonomie mat unzekuerbelen an Aarbechtsplazen ze schafen.

Zum finanzielle Volet krute mir vum Här Minister gesot, dass de Stat d'Käschten zu zwee Drëttel an d'Gemeng Lëtzebuerg deen aneren Drëttel iwwerhëlt. Hei wollt ech den Här Minister froen, ob dese Finanzaccord definitiv formaliséiert ass. Un d'Finanzfro direkt gekoppelt ass jo dann och d'Fro vun der Exploitatioun, well d'Exploitatioun an d'Entretienskäschte permanent Fraisë generéieren par rapport zu de Frais d'installation vun den Transinfrastrukturen.

Wie stellt den Exploitant? De Stat oder d'Gemeng Lëtzebuerg? Awéiväit spillt do eventuell d'CFL eng Roll? Ech wär frou, wann de Minister eis dorop eng Partie Äntwerte kéint ginn.

(**Interruption**)

Merci.

Madame Presidentin, als Konklusioun zum Débat de consultation vun haut wëlle mer als LSAP nach eemol ënnersträichen, dass et elo wichteg ass, dass mer endlech virukommen a Saachen Tram. Kloer ass, dass esou e Projet sech iwwer laang Joren zitt an e Etappe muss realiséiert ginn. Kloer ass och, dass Etüde vill Zäit brauchen, well et selbstverständlech bei esou engem Projet eng ganz Rei technesch Problemer gétt, fir déi Léisunge mussen gesicht ginn.

Positiv ass, dass mer e politesche Konsens tëschent dem Stat an der Gemeng hunn, mä virun allem och um nationale Plang hei an der Chamber, well den Tram ass kee Stater Projet. Et ass d'Häerzstéck vun engem nationale Projet, deen ouni den Tram an der Stad net ka funktionéieren, well d'Bussen einfach net méi déi néideg Capacitéiten hunn.

Nodeems dass mer esou vill Joren un deemem an anere Konzepter an deemem Sënn geschafft hunn, dränge mer als LSAP drop, dass elo geschwé mat der konkreter Ëmsetzung ugefaang ka ginn. De Minister huet eis an Aussicht gestallt, dass mam Bau vum Tram am Joer 2014 ugefaang ka ginn.

Mir sinn elo 2012. Dat heescht, dass et an deenen nächste Méint misst méiglech ginn, dass ganz konkret Froen zur technescher Realisatioun, zur spéiderer Gestiou an esou weider misste kënnen beäntwert ginn. A virun allem misst de Projet geschwénn esou wäit fortgeschritt sinn, dass mer hei an der Chamber d'Finanzéierung vun dem Tram stëmme kéinten. Well bekanntlech vergeet tëschent dem Dépôt vun engem Projet an der Chamber bis zum Vote an dann nach bis zum éischte Spuetestéich oft laang, vill Zäit.

Der LSAP-Fraktioun hir Positioun bleift deemno onverännert. Mir trieden och wederhi fir de konsequenten Ausbau vum öffentliche Transport an. A mir sinn der Meenung, dass d'Realisatioun vun engem ambitiösem nationale Mobilitéitskonzept nëmme méiglech ass a) duerch den Ausbau vum Schennennetz a b) de Bau vun engem Tram duerch d'Stad.

Domat ginn ech den Accord zu der virgeluechter Motioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Negri och Merci. An ech géif dann dem honorerabelen Här Bausch d'Wuert ginn.

► **M. François Bausch (déli gréng).** - Merci, Madame Presidentin, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt e bësselchen op dat Wuert Mobilitéit agoen, wat dat eigentlech duerstellt. Mobilitéit heescht jo am Fong näischt anescht, wéi datt ech flexibel sinn, datt ech mech ka flexibel bewegen.

A mir liewen an enger Gesellschaft, wou d'Leit en immense Besoin, en immense Wonsch hunn no Flexibilitéit, no Mobilitéit, mä wou si selwer an hirem alldegleche Verhalen d'Mobilitéit am Kapp, nämlech d'Flexibilitéit am Kapp staark verluer hunn. Déi besteet an der Regel oft haut dran, datt, wann ech moies opstinn, ech mer emol keng Fro méi stellen, wéi den Dagesofflaf ass nämlech, mä direkt de Schlüssel vum Auto eraushuelen a mech an den Auto setzen an an den nächste Stau fueren.

Dat heescht, ech stelle mer guer net d'Fro: Ass dat vläicht haut iwwerhaapt dat Effikassten, fir den Auto ze huelen, oder géif et net vläicht aner Méiglechkeete ginn, oder eng Kombina-



tioun vu Méiglechkeete gi vu Fortbewegungs-
mëttelen, déi ech hätt kënnen huelen?

An dat ass ee vun de Grondproblemer an eiser
Gesellschaft, datt et net verstane gëtt, datt eng
intelligent, eng effikass Mobilitéit op Intermobi-
litéit opbaut. Dat heescht, datt ech mech muss
domadder ausenanersetzen, wéi mäin Dages-
oflaf oder mäi Wochenoflaf ass, an dat dann
eventuell ka bedeuten, datt ech effektiv vläicht
deen een Dag den Auto muss huelen, well dat
Professionell dat vu mer verlaangt, deen an-
eren Dag vläicht de Bus, deen aneren Dag den
Tram oder de Vélo oder zefoussgoen oder eng
Kombinatioun vun deene Saache ka maachen.

Dat heescht, datt ech géif moies mat engem
Carsharings-Auto an d'Stad fueren, mëttes
mam Vélo iergendwou iesse fueren an owes
mam Bus erëm zum Beispill heemfueren. An
ech mengen, dat ass de sprangende Punkt.

An déi Fro vun der Intermobilitéit oder déi De-
finitiou beschreift am Fong scho ganz gutt,
datt een e Mobilitéitsproblem, wann een een
huet, net mat engem Verkéiersträger geléist
kritt. Et gëtt keen ee Wonnerverkéiersmëttel,
wat eis elo d'Stauen all ewechhëlt, an et gëtt
och keen ee Wonnerverkéiersmëttel, wat eis
eng uerdentlech Mobilitéit wäert bréngen.

De grouse Mérite vun deem „MoDu“-Kon-
zept, wat de Minister eis déi lescht Woche vir-
geluecht huet, dat ass, datt et déi éischte Kéier
ass, datt mer esou en Intermobilitéitskonzept
virleien hunn. Dat heescht, datt mer all Ver-
kéiersträger versiche mateneen ze verknäppen:
dat heescht vum Foussgänger iwwert de Vélo-
fuerer - ech sinn och frou driwwer, datt d'Fouss-
gänger an d'Velofuerer och emol eng Kéier an
där Form, an och d'Potenzial dovunner, mat
dra berücksichtig ginn - bis iwwert den Auto,
Tram, Bus. Dat heescht, datt alles gekuckt gëtt
an dann eppes Kohärentes proposéiert gëtt
oder ginn ass, fir d'Mobilitéitsproblemer ze lé-
sen, fir eis eng besser Mobilitéit, fir eis donc
méi Flexibilitéit hei am Land ze bréngen.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

An ech wëll och vun hei aus éischtens net
nëmmen dem Minister Merci soe fir seng Expli-
katiounen, déi en de Mëtteg hei ginn huet, wat
eis éischtens erlaabt, net méi müssen op alles
anzeegen, mä ech wëll em och félicitéieren - an
dat soen ech ganz éierlech - fir säin immensen
Engagement, deen en an deem Projet huet.
Ech hunn op e puer Plaze scho kënnen mater-
liewen, mat wat fir engem Engagement en dee
Projet verteidegt. An et ass nëmmen esou, wa
mer all zesummen op déi engagéiert Aart a
Weis un dee Projet eruginn, datt en éischtens,
dobauss verstane gëtt, an zweetens, mer en
och ëmgesat kréien.

Wéi gesot, dat Konzept MoDu dréit der Inter-
modalitéit Rechnung. An ech sinn och beson-
nesch frou driwwer, datt et ganz gutt eraus-
sträicht, datt mer zu Lëtzebuerg zum Beispill
40% vun den Déplacements maachen, déi
manner wéi dräi Kilometer sinn an eiser Mobi-
litéit, an eise Mobilitéitsverhalten. Manner wéi
dräi Kilometer. Dat sinn Distanzen, déi ganz sé-
cher net...

Ech géif och net mengen zum Beispill, datt den
Auto erfondt ginn ass, fir Distanzen ze ma-
chen ënner dräi Kilometer. Ech mengen, datt et
duerfir aner Verkéiersmëttel gëtt, déi vill bes-
ser sinn. Do kann een zum Beispill, wann een
nach ganz gutt drop ass, ze Fouss goen. Wann
een e bësse manner gutt drop ass, dann huet
een e Vélo, fir domadder ze fueren, oder e Pe-
delec, fir déi, déi scho guer net méi esou gutt
drop sinn. Mä mat Sécherheet, en öffentlechen
Transport kann esou Distanzen haaptsächlech
och an der Capacitéit vill besser bewältegen.

An dat beschreift och, mengen ech, scho ganz
gutt ee vun de Problemer. An déi Interaktioun,
déi an deem Konzept dran ass, déi Léisungen,
déi do virgeschloe sinn - ech kommen nach
drop ze schwätzen -, droen deem ganz gutt
Rechnung.

Wat och ganz wesentlech ass an der Beschrei-
ung vun der Mobilitéitsproblematik am Kon-
zept, wéi mer et elo hei virleien hunn, dat ass
deen Impakt an d'Bedeitung, déi dat Ganzt fir
eis wirtschaftlech Entwicklung huet. Mir hunn
an deenen Dokumenter an och an deem, wat
de Minister eis de Mëtteg virgedroen huet,
ganz gutt erkläert kritt, wat fir eng wirt-
schaftlech Entwicklung datt mer an de leschte
Joren a Jorzéngten haten a vu wat fir engen
datt mer nach dovun aus kënnen goen, wa mer
weider wuessen, wat mer kënnen kréien.

An deem Sënn ass déi Léisung oder eng positiv
Léisung vun der Mobilitéitsfro eng extrem
wichtig Äntwert och dorobber, fir kënnen de
Wirtschaftsstanduert zu Lëtzebuerg insgesamt
oprechtzerhalen, e weiderzuentwëckelen, fir
kënnen déi Diversifizierung - pardon, dat ass e
schwéiert Wuert -, fir déi kënnen ze maachen.
Dat heescht, wa mer beim Status quo bleiwen
oder net déi Intermodalitéit begräifen, esou wéi

se hei beschriwwen steet, da féiert dat derzou,
datt mer wirtschaftlech Nodeeler kréien an datt
eise wirtschaftleche Standuert och Nodeeler
doduerjer huet. An et ass jo sécherlech net dat,
wat mer wëllen.

Ech kommen dann do och zum Punkt, deen
och gutt an Zuele beschriwwen ginn ass. Wou
leien dann haut déi meeschten Aarbechtsplaz-
en am Land? Wou ass d'Konzentratioun vun
Aarbechtsplazen am Land?

A bei alle Wënsch, déi mer hunn, a bei allen
Hoffnungen, déi mer och hunn, datt mer et an
Zukunft méi dezentraliséiert kréien, datt mer
aner Wirtschaftszentren och entwëckelt kréien...
Ech denken do virun allem un d'Nordstad Eitel-
bréck/Dikrech, awer och natierlech un de
Süden, Esch/Belval, wou mer jo wierklech alles
maache sollen oder musse maachen, fir datt
och do erëm wirtschaftlech oder méi wirt-
schaftlech Aktivitéite sech usiedelen. Mir sollen
awer net eis der Illusioun higinn, datt dat elo
eppes Wesentlech annert par rapport zu der
Konzentratiounssituatioun, wéi mer se haut
hunn.

Haut ass et esou, datt bal 50% vun den
Aarbechtsplazen am Land an der Stad a ron-
derëm d'Stad konzentriert sinn. An dat wäert
sech och kaum, och wa mer dezentraliséieren
an Zukunft, wéi gesot, duerch déi aner Wirt-
schaftszentren, andeem mer déi förderen, an
deem Mooss sécherlech net änneren.

Déi Konzentratioun do wäert bestoe bleiwen
an där Form. Si wäert och wahrscheinlech oder
mat grousser Wahrscheinlechkeet och nach
wuessen. An déi Zuelen, déi de Minister be-
schriwwen huet, dat si jo net nëmmen Zuele
vun de Potenzialitéiten zum Beispill vum Kierch-
biérg oder der Cloche d'Or, Ban de Gasperich,
mä dat sinn - dat kann ech lech soen; och wa
mer d'Potenzialitéite géife ganz rechnen, da
wären déi Zuelen nach vill méi a sech alarméie-
rend -, mä dat sinn eigentlech Zuelen, déi op
deem baséieren, wat amgaangen ass ze ge-
schéien.

Wann ech eleng um Kierchbiérg kucken - dat
weess ech eben aus der Stad Lëtzebuerg -, wat
fir eng Gebaier do am Bau sinn a wéi vill Dau-
senden Aarbechtsplazen datt dat sinn, da
confirméiert dat déi Zuelen, déi de Minister hei
gesot huet.

A wann ech dann och gesinn... Dat ass de
groussen Ënnerschied tëschent deem, wat mer
haut virleien hunn a proposéiert kréien, an der
Situatioun, wéi mer se zum Beispill an den 90er
Joren haten. Wann Der lech erënnert, an den
90er Joren, wéi de BTB an der Diskussioun war,
dunn ass ëmmer dovunner geschwat ginn, datt
ee misst eng Korrektur bréngen un dem Eise-
bunnsréseau, dee jo aus festungshistoresche
Grënn laanscht d'Stad gebaut ginn ass, fir
nämlech dann d'Gare mat der Uewerstad, wat
deemoools net gemaach ginn ass, an de Réseau
eranzekréien.

An duerfir sollt de BTB gebaut ginn, well gesot
ginn ass: „Mir müssen d'Gare an d'Uewerstad
mat ubannen, well dat ass do, wou Dausenden
Aarbechtsplaze sinn. Dat ass de wirtschaftle-
chen Nerv an der Stad. An duerfir maache mer
dann eben déi Boucle an de Kierchbiérg...“ -
selbstverständlech ass dat och schonn du mat
ugeduecht ginn - „...an et gëtt domadder inte-
gréiert.“

Et ass awer dann esou, datt déi lescht 20 Joer
d'Entwëcklung e bëssen aneschters gelaf ass,
well d'Stad, wat hir wirtschaftlech Zentren ube-
laangt, vill méi polyzentresch ginn ass. Mir
hunn haut net nëmmen d'Gare an d'Uewer-
stad, mä mir hunn de Kierchbiérg, mir hunn
d'Cloche d'Or, de Ban de Gasperich. Hollerech
kënn dat ganz sécher derbäi. A wann ech dann
d'Randgemengen nach kucken, den Houwald,
de grouse Projet Midfield, dee jo och nach eng
Kéier wäert kommen, wou déi Zone d'activité
vun der Gemeng Hesper, déi mer hunn, déi jo
och haut scho wierklech ganz bedeutend ass,
déi nach méi grouss wäert ginn a wou och
nach eng Kéier vill Aarbechtsplaze wäerten ent-
stoen.

Wann ech Leideleng kucken, wat jo och eng
Randgemeng ass, zwar no Süden, vun der Stad,
oder och Bärtreng a Stroossen, wat sech do
entwëckelt huet, an da virun allem natierlech
de Findel mat all deem, wat sech schonn do
amgaangen ass ze entwëckelen an nach wäert
kommen, da gesäit ee schonn, wéi polyzen-
tresch sech d'Stad entwëckelt huet an datt et
net méi duergeet, datt mer déi Korrektur ma-
che vum klassischen Eisebunnsréseau eben
duerch de Schwenker duerch d'Stad, mä datt
mer e System brauchen, dee complémentaire
zu der Eisebunn eben déi ganz Zentren alle-
guerte matenee verbënn.

Wat mech och freet an deem ganze Konzept
MoDu, dat ass, datt mer dee grouse Schwéier-
punkt bei den Investissementer - dat si jo
gewaltig Investissementer, déi hei virgesi

sinn -, datt déi hei virgesi si fir den öffentlechen
Transport oder d'Mobilité douce. Dat ass och
an deem Mooss, wéi dat heite presentéiert
gëtt, en Novum.

Et sinn zwar och Stroossen dra virgesinn - ech
kommen och nach dorobber ze schwätzen -,
mä dat ass awer a kengem Verhältnis, wéi dat
vläicht fréier war. Also jiddefalls hu mer déi Ver-
hältnisse zolidd ëmgedrëit kritt. De grouse
Schwéierpunkt ass ganz kloer hei den öffent-
lechen Transport an d'Mobilité douce. An dat
ass dat, wat eis freet.

A wann ech da kucken, wat fir de motoriséier-
ten Individualverkéier gemaach gëtt, da sinn
dat ganz oft Saachen, déi erëm eng Kéier mam
öffentleche Verkéier ze dinn hunn. Déi
Park & Riden zum Beispill, déi gi jo natierlech
gebaut, fir Autoen dran ze parken, mä fir den
Autofuerer derzou ze bréngen, net méi de gan-
zen Trajet mam Auto ze maachen, mä fir en do
eriwuer op den öffentlechen Transport ze brén-
gen.

Och déi Boulevarden, déi ugeschnidde gi sinn -
Boulevard de Merl, Boulevard de Cessange zum
Beispill -, déi Boulevarde gi gebaut, fir op enger
anerer Plaz bessere Raum ze kréie fir den öffent-
lechen Transport respektiv fir den öffentlechen
Transport awer och nach weider auszubauen an
deenen Deeler.

Well ech wëll awer och hei nach eng Kéier drun
erënnere, datt op deenen dote Boulevarden
zwei Busspuren all Kéiers d'office agebaut ginn
an datt do héich Capacitéitsbusservicer even-
tuell sollen ugebued ginn, fir och déi eenzel
Zentren aus anere Regiounen an direkter Ver-
bindung mateneen ze verbannen. Dat heescht,
datt sinn zwar Stroossen, déi och fir d'Autoe ge-
baut ginn, mä si ginn awer am Zesammenhang
mam öffentlechen Transport gebaut an haapt-
sächlech awer och, fir den öffentlechen Trans-
port ze favoriséieren. An duerfir ass et och fir
eis kloer, datt mer mat deene ganz sécher keng
Problemer hunn.

Mir hu ganz sécher Problemer mat enger Rei
anere Projeten, déi hei dra sinn. Zum Beispill
ass jo och den Autobunnausbau insgesamt vu
Sterpenich op Beetebuerg op dräi Spuren dran.
De Minister kënn elo entre-temps mat Versiou-
nen, wou e seet, déi drëtt Spur, déi wär dann
net fir den normalen Auto geduecht ginn. Déi
géif geduecht gi fir de Bus als Buskorridor oder
fir de Carsharing. Dat ass elo meng perséinlech
Meenung, datt hunn ech nach net a menger
Fraktioun an a menger Partei diskutéiert: Dat
ass sécherlech schonn eng besser Variant, wann
et dann duerfir geduecht ass.

Mir sinn natierlech do méi reservéiert. Mir hunn
do méi Bedenken, well mer einfach der Iwwer-
zeugung sinn, datt de Gros vum Problem, dee
mer hunn, ass, datt einfach ze vill motoriséierte
Verkéier do ass. An duerfir donc musse mer eis
Capacitéite vun anere Saachen ausbauen.

A wa mer déi ausbauen, da kënnen mer net pa-
rallél dozou nach och de Strooserréseau erëm
massiv ausbauen, well da fuere mer jo eng due-
bel Strategie a mir errechen net déi Ziler, déi
mer wëllen, nämlech méi en héijen „modal
split“ ze kréien zugonschte vum öffentlechen
Transport an der Mobilité douce. Mä, wéi ge-
sot, mir kréien nach Geleeënheet duerno, fir
iwwert déi eenzel Projeten ze schwätzen. Dat
solle mer da maachen, wann dat de Fall ass.

Et ass natierlech och ganz evident, datt - an ech
hu virdrun am Ufank gesot - net een eenzeg
Verkéiersmëttel eleng eis Verkéiersproblemer
léist. Donc léist och den Tram, wa mer dee géi-
fen eleng, isoléiert gesinn, eis iwwerhaapt kee
Problem, well wann et nëmmen dorëms géif
goen, en Tram ze bauen, da bräichte mer deen
net ze bauen, well et géif strictement kee Sënn
erginn. Dee mécht nëmmen e Sënn an Interak-
tioun mat anere Verkéiersmëttelen: mat Bus,
mat Zuch an och mam Auto, wat et bei
Park & Riden ass.

Duerfir ass et och extrem wichteg, datt mer
verstinn, datt déi Saachen zesummegehéieren,
awer och zesumme musse gebaut ginn a reali-
séiert ginn. An ech mengen, et ass jo scho
sécherlech e gewaltigen Investitionspro-
gramm, wann een dat alles kuckt, net nëmmen
de Käschtepunkt vum Tram kuckt, mä alles
kuckt.

Mä dat ganz Konzept fonctionnéiert nëmmen,
wa mer déi Plate-formes multimodales... - Ech
nenne se léiwer esou, well ech mengen, datt
dat e bessert Wuert ass wéi Gares périphé-
riques, well et geet jo net nëmmen drëms, fir
den Houwald oder de Pont rouge oder
d'LuxExpo unzuschléissen, mä et geet och nach
ëm anerer. Et geet och zum Beispill ëm d'Stäre-
plaz, wou eng Plate-forme multimodale soll
kommen, Émschlag och vum RGRs Bus op
den Tram. Et gëtt där och nach op anere Pla-
zen. Et sinn insgesamt zéng Stéck virgesinn am
Konzept.

Dat ass iwwerens och eng Verbesserung
menger Meenung no ganz kloer par rapport zu
deem urspréngleche Konzept nach vu viru
véier, fënnef Joer, also, wou duerch d'Ver-
déiwung vum Konzept, mat deem viru fënnef
Joer eigentlech - loosse mer soen - d'Regierung
den Optrag kritt huet, mat der Stad an déi
Richtung ze goen, wou eben en cours de route
déi do Verbesserung bäkomm sinn. Dat
mécht absolut Sënn. Mä, wéi gesot, dat mécht
nëmmen Sënn am Ganzen. Deementspreechend
ass et och fir eis als gréng Fraktioun evident.

Et ass elo en Timing festgeluecht ginn, wou
mer engersäits wëssen, wat mer am schinnege-
bonnene Verkéier maachen, d'Verduebelung
vun der Beetebuurger Eisebunnsstreck, d'Péi-
tenger Streck ass jo schonn am Bau, heivir den
Ausbau vun de Capacitéite vun der Eisebunns-
bréck eriwuer op de Verluerekascht, also all déi
Saachen, datt déi relativ züeg gebaut ginn. A
mir hu jo och do ëmmer Timing, mir hunn
och en Timing elo fir deen éischten Tracé vum
Tram vun der Gare op d'LuxExpo. Mir hunn
och en zweeten Timing jo eigentlech scho vun
der LuxExpo weider op de Kierchbiérg.

Mir wäer frou, wa mer esou séier wéi méiglech
och en Timing kréiche fir virun allem dat Stéck
vun der Gare op den Houwald op de Ban de
Gasperich, well déi Peripheriegare um Houwald
mécht och do nëmmen e Sënn - loosse mer
esou soen -, wann den Tram fiert. Si kann am
Ufank och fonctionnéieren, sécher, da kann een
deelweis e bësse Saache mat Busser maachen,
mä dat ass net déi néideg Capacitéit, déi mer
brauchen. Dat ass ganz kloer. Den Tram muss
relativ séier dohin entwëckelt ginn, well dat ass
en neit Entwécklungsgebitt, wat am schnellsten
de Moment weidergeet, wat eis och déck
Suerge mécht, datt mer ze vill Problemer
kréien.

An deem „modal split“, dee geplangt ass jo fir
de Ban de Gasperich zum Beispill vu 60/40, wat
immens héich ass - also do wëlle mer jo vun
Ufank u 40% vun de Leit, déi do schaffe kom-
men, op den öffentlechen Transport kréien -,
dat kënnen mer nëmmen errechen, wa mer
och déi Verbindungen do hunn. A mir wäer
wierklech frou, wann duerfir relativ séier an enk
un deem Timing geschafft géif gi fir déi Streck
op den Houwald erop, datt mer dat esou
schnell wéi méiglech kéinte maachen.

Elo steet e bëssen en Timing do fir alles, de
Rescht. 2030, dat stellt eis net honnert-
prozenteg zefridden. Mir wäer frou, wann zu-
mindest fir dat Stéck op den Houwald mer ge-
sot kréichen, relativ séier, datt dat - ech soen
elo emol - 2023, '24, '25 kéint fonctionnéie-
ren. Ech mengen och, datt dat misst méiglech
sinn, well jo awer och déi Etüde fir deen Tracé,
laut mengen Informatiounen, scho relativ wäit
fortgeschritt sinn.

Et ass och esou, et gëtt jo oft an der Diskus-
sioun hei iwwert dee Projet Tram gesot - ech
mengen, den Här Gibéryen hat dat eng Kéier
hei an der Chamber gesot beim Etat de la na-
tion -: „Wann d'Stad Lëtzebuerg gären e Spill-
gezei hätt wéi en Tram, wann den Här Bettel
dee Bau gären hätt, da solle se dat maachen a
selwer och finanzéieren.“

Also, ech mengen, éischtens ass et relativ kloer,
wann een d'Konzept mat guddem Wëlle kuckt
an d'Explikatiounen, déi de Minister ginn huet
oder och schonn anerer ginn hunn, da muss ee
jo verstoen, datt den Tram hei nëmmen an
engem zesammenhängende Konzept, engem
nationale Konzept fonctionnéiert.

Mä ech wëll awer och nach eppes aneschters
derbäisoen. Haut ass et esou, datt d'Stad Lëtze-
buerg vun hirem ordinäre Budget ronn 60
Milliounen Euro - dat mécht ëm déi 14% aus
vun eise ordinäre Budget - ausgëtt fir e Bus-
system. Mir transportéieren iwwer 30 Milliounen
Passagéier an der Stad mam städtesche Busré-
seau. Dat ass eng enorm Capacitéit, déi mer do
transportéieren.

An Dir kënn lech jo awer virstellen, d'Stad Lët-
zebuerg huet nëmmen honnerttausend Awun-
ner, datt mer sécherlech kee Bussystem an der
Stad bräichte fir 30 Milliounen Passagéier, wann
dat net eppes mat enger nationaler Aufgab ze
dinn hätt, respektiv mat Leit, déi vu bausse géi-
fen erakommen an déi Busser huelen.

Ech kann lech och soen, an de Spëttestonnen
ass dee städtesche Busréseau komplett iwwer-
laascht. Mir kréien an der Stad immens vill
Reklamatiounen vun de Stater Leit, wa se d'Bus-
ser wëllen huelen, jee nodeem wou et ass, datt
d'Bussen ab engem gewëssenen Arrêt esou
iwwerfëllt sinn, datt d'Leit wéi an enger Sardin-
nebéchs sëtzen, well natierlech op deem Haupt-
tronçon, wou déi Zentre matenee verbonne
sinn, duerch d'Ëmsteigen haut scho vum RGRs



Bus oder vum Zuch op eise städtesche Busréseau déi Busser total iwwerfüllt sinn.

An ech wëll och duerfir soen och op d'Argument hin - dat ass eng Klammer -, well gesot gëtt, oft mam Ëmsteigen...

► **Mme le Président.**- Entschëllegt, Här Bausch, ech wëll lech an Är Klammer net ënnerbriechen, mä ech wollt awer lech drop opmierksam maachen, dass Är Riedezäit schonn eriwwar ass.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Madame Brasseur, ech sinn och bal fäerdeg. Ech si bal um Schluss hei, um leschte Saz.

Wéi gesot, datt, wann een déi Zuele kuckt...

Ech hat net méi dru geduecht, et ass richtig, datt et de Modell 1 ass. Elo hunn ech nëmme 17 Minuten.

► **Mme le Président.**- Jo.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech wollt mech derfir entschëllegen. Ech huelen déi fënnf Minuten da vun der Motioum mat bäi, da sinn ech fäerdeg. Wann Der mer dat erlaabt?

► **Mme le Président.**- Wann d'Chamber domat d'accord ass?

(Assentiment)

Okay, dat schéngt de Fall ze sinn.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Merci. Ech soen lech Merci fir d'Entgéintkommen.

(Interruptions diverses)

Wéi gesot, wann Der déi Zuelen duerfir kuckt, déi et haut scho gëtt um städtesche Busréseau, déi beleen eigentlech ganz gutt, datt haut schonn de städtesche Busréseau eng national Aufgab erfëllt an donc dowéinst dat, wat mer eben u méi Capacitéit brauchen, wéi de Minister et richtig erkläert huet, och ganz kloer eng national Aufgab ass.

Ech mengen, deen Effort, deen d'Stad Lëtzebuerg haut scho mécht, fir do un enger nationaler Aufgab sech ze bedeelegen, ass net ohne. Mir si souguer bereet, och hei am nationalen Intérêt eis nach eng Kéier ze bedeelegen - jo - um Finanzement vum Projet Tram.

Ech wëll domadder dann och zum Schluss kommen a soen, datt déi Drëtteledeeling eng korrekt Opdeelung ass, menger Usicht no. Iwwregens, den Här Negri huet gefrot, wéi et mat der Exploitioun wär.

Här Negri, déi nämlecht Ofmaachung hu mer och fir d'Exploitiounskäschte vun engem Drëttele/zwee Drëttele vun där Exploitiounsgesellschaft herno.

Ech mengen awer, datt d'Stad Lëtzebuerg do e substanzialen Effort mécht. Ech wëll iwwregens do soen, ouni eis hei elo ze vill ze luewen als Stad Lëtzebuerg, datt ech géif mengen, et gëtt keng Gemeng am Land, déi esou ee groussen Effort mécht fir den öffentlechen Transport iwwerhaapt. Et gëtt eng Rei Gemengen, déi hunn emol eenzel City-Bussen, mä dat ass a kengem Verhältnis zum Käschtepunkt, deen d'Stad Lëtzebuerg dofir mécht.

Duerfir als Konklusioun, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, näischt maachen ass net d'Léisung. De Minister huet et richtig erkläert. Zënter 1990 si mer amgaangen ze diskutieren. D'Zuelen, déi mer an den 90er Joren haten iwwert d'Verkéiersentwécklung, d'Prognosen, déi gemaach gi si fir tëschent 2000 an 2010, si l'argement dépasséiert ginn an der Realitéit. An ech fäerten, datt déi och déi nächst Jore mindestens sech confirmieren, déi de Minister elo gesot huet.

Et gëtt duerfir Zäit, datt mer endlech eis engagieren, datt mer handeln. An ech si frou driwwer wéi gesot, datt mer esou ee breede Konsens hunn, datt mer endlech kënnen ufänken ze handeln. Duerfir eis voll Ënnerstützung och fir de Projet a fir d'Motioum.

Merci.

► **Mme le Président.**- Merci, Här Bausch. Deen nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Madame President. Vu datt ech nëmme zéng Minutte fir diesen Débat hunn, ginn ech net op déi ganz Mobilitéitsproblematik an, mä ech limitéiere mech méi op deen ee spezifesche Punkt Tram respektiv de City-Tunnel.

Ech mengen, mir sinn zënter Jorzéngten hei am Land amgaangen, iwwert d'Verkéiersproblematik ze diskutieren, a mir sinn eis eens, datt mer a priori hei am Land ee grouse Verkéiersproblem hunn, an dat sinn d'Pendler, déi moies an d'Stad era wëlle fueren an owes erëm wëllen aus der Stad erausfueren.

140.000 bis 150.000 mat steigender Tendenz. Et ass am Fong net direkt e Problem fir d'Bierger aus der Stad Lëtzebuerg, déi am Prinzip jo kee Problem domadder hunn, just fir déi, déi vläicht an deenen Agangsdeeler vun der Stad wunnen an de Verkéier hunn, mä déi städtesch Leit hei, déi kënnen sech am Fong problemlos hei an der Stad duerch all Quartier mat dem Tram bewegen.

Ech mengen, mat dem städtesche Bus bewegen, ouni brauchen...

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- E Lapsus!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...ëmzeklammelen...

(Interruptions)

Ouni brauchen ëmzeklammelen, Här Bettel, kënnen d'Leit hei an d'Stad. An dat schwätzt fir d'Stad Lëtzebuerg, well déi Stater Leit sinn am Prinzip alleguer mat enger ganz grousser Majoritéit zefridde mat dem Busservice, wéi en hei an der Stad fonctionnéiert, wéi gesot, wou se sech vun engem Quartier an deenen anere problemlos kënnen déplacieren a meeschtens ouni müssen ëmzeklammelen.

Duerfir d'Fro: Tram oder City-Tunnel? D'ADR ass kloer géint den Tram a fir de Projet City-Tunnel, eng Iddi, déi vun engem Lëtzebuurger Ingenieur, dem Här Schummer, erfonden ginn ass an och regelméisseg vun där Persoun vertruede ginn ass. Et war vläicht schued, datt et e Lëtzebuurger Ingenieur war, deen déi genial Iddi hat. Wa vläicht e groussen däitschen oder engleschen oder Schwäizer Bureau d'études fir vill Geld déi Iddi gehat hätt, da wier se gutt gewiescht. Mä wéi gesot, et war nëmme e Lëtzebuurger Ingenieur.

Firwat si mer fir de City-Tunnel? A firwat si mer géint den Tram? D'Haaptursach fir de City-Tunnel ass, well de City-Tunnel eiser Meenung no de Problem vun de Pendler léist mam Zuch ënner der Stad erduerch.

Ech mengen, et ass kloer, wann d'Leit haut sech déplacieren, mir wëssen, wéi komplizéiert dat ass. A virun allem net nëmme fir d'Leit hei am Land, mä ech schwätzen och vun de Leit aus der Groussregioun, wou der ëmmer méi bei eis hei an d'Land kommen. Wann déi muer kënnen zu Metz an den Zuch klammelen a si kënnen direkt hei an der Stad beim Aldringer erausklammelen, da sinn allegueren déi Leit, déi an de Kär vun der Stad wëlle schaffe kommen, dann huelen déi selbstverständlech den Zuch, well dat da vill méi e grouse Virdeel ass, wéi dat bis elo de Fall ass.

Datselwecht ass aus deenen anere Richtungen. Dat ass fir d'Leit, déi hei aus dem Land kommen. Si ginn direkt mam Zuch bis an de Kär vun der Stad an och ëmgedréit gefouert, ouni ëmzeklammelen!

Et ass haut hei gesot ginn an och déi lescht Deeg, datt de City-Tunnel eng Rei vun Nodeeler hätt, op déi ech elo net wëll agoen, well mir hu se och elo eréischt deser Deeg vum Minister kritt. Mä dat wäert awer zum gegebenen Zäitpunkt kommen.

Ech wëll just soen, deen Problem vun deenen 1.200 Meter ass kee Problem. Ob dat der elo 1.200 oder 1.100 oder 1.000 sinn, ech mengen, dat entsprécht dem Problem och net, wann en op der Gare stoe bleift, e bleift beim Aldringer stoen, e bleift um Glacis stoen.

Mir wëssen, wéi dat haut am Ausland fonctionnéiert. Dat si relativ grouss ënnerierdesch Garen, an op deene Garen op zwou oder dräi Plaze ginn d'Leit mat Rolltrape eropgeholl. Och do kënt et erëm zu enger Verbreederung, wou d'Leit kënnen den Accès uewe kréien.

Et ass also ganz kloer, mam Zuch ënner der Stad erduerch ginn d'Leit also vill méi séier. Et ass eng effikass, eng rapid, eng leeschtungsfiäeg an duerfir och eng attraktiv Léisung, déi do gemaach gëtt. Et gëtt keen Ëmklammelen. D'Leit kënnen also direkt riicht duerchfueren. A mir kréie méi grouss Capacitéiten. Mir kënnen tëschent 22.000 an 30.000 Leit an der Stonn an all Richtung mat esou engem Zuch transportieren.

An...

► **Mme le Président.**- Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...et ass eng Opwärtung...

► **Mme le Président.**- Här Gibéryen, wiert Der d'accord, dass den Här Angel lech géif eng Fro stellen? Natierlech kritt Der dat net un Är Zäit ugerechent.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Da kann den Här Angel mer der souguer e puer stellen.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Merci, Madame Presidentin, dass Der mer d'Wuert ginn hutt, an och dem Här Gibéryen, dass ech em kann eng Fro stellen. Ier ech d'Fro stellen, wollt ech

just drop opmierksam maachen, dass säit méi wéi fënnf Joer all déi Ingenieuren, déi un deem Projet Tram schaffen an un deem Projet MoDu schaffen,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Madame Presidentin, ech sinn net domat d'accord, datt den Här Angel elo hei en Débat ufänkt. Den Här Angel ass ageschriwwen.

► **Mme le Président.**- Neen, neen. Den Här Angel ass ageschriwwen. Här Angel, stellt Är Fro!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Meng konkret Fro ass...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Stellt mir eng Fro, wann ech gelift!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Jo, meng konkret Fro ass: Dir hutt jo déi Dokumenter sécher gelies, déi de Minister lech ginn huet...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- ...an déi en an der Chamber ofgeliiwwert huet. An dat sinn éischer technesch Argumenter.

Ech wollt nach eng aner Fro stellen, dat gëtt do net esou thematiséiert, dat ass d'Fro vun der Sécherheet. Dat ass jo en Thema, wat Är Partei besonnesch um Häerz läit...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- ...an eis alleguer um Häerz läit. Mä Dir maacht jo mat deem Thema ganz vill Politik.

An do wollt ech lech froen: Wann déi Garen ënnerierdesch sinn - net? -, da kann ech mech erënneren, wéi d'Leit hei an der Stad net gär an de Centre Aldringer erofgaange sinn, well se net gär ënnerierdesch sinn.

► **Mme le Président.**- Här Angel, stellt Är Fro, wann ech gelift!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Ass dat fir lech kee Problem? Ass dat fir lech kee Problem,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech kommen op dee Punkt.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- ...dass een do muss ënnerierdesch sinn?

Zu Paräis ass dat och, mä do sinn owes 300 Leit oder 50 Leit op enger Statioun. Hei zu Lëtzebuerg ass een do zu zwee, dräi nuets. Ech fanne, dat dréit net zur Sécherheet bäi.

Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech kommen herno op d'Fro do zréck, well ech hunn dat als ee Punkt hei agebaut.

Ech kann lech just soen, Här Angel, Dir sidd jo och een, dee vill duerch d'Welt reest, an Dir gesitt, datt an all Stad se ënner dem Buedem duerchfuere mat de Metroen a mat den Zich.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Dat ass a Milliounestied.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- A Milliounestied, do sinn also nach vill méi Leit, déi ënnerwee sinn ënner de Stied an déi hunn och zeg Honnerte Kilometer, déi ënner dem Buedem sinn. Also, mir wäerten awer net mengen, datt dat de Problem hei zu Lëtzebuerg wier.

Ech mengen, wa mer géifen also de City-Tunnel maachen, dat wier och eng Opwärtung fir d'Eisebunn, well d'Eisebunn hiert Netz géif ausgebaut kréien. D'Eisebunn géif dann och mat ënner der Stad erduerchfueren.

Ob d'Pendler haut an e Bus oder muer an en Tram klammelen, ännert am Fong net vill hei an der Stad um Verkéier. Ob d'Leit haut op der Gare erausklammelen, ob muer op enger Gare oder op der Gare périphérique an ob se haut an e Bus klammelen oder ob se muer an en Tram klammelen, dat ännert am Prinzip näischt.

Fir déi Stater Leit si mir der Meenung, datt den Tram nëmme Nodeeler bréngt. Éischtens müssen déi Leit, déi sech an der Stad bewegen, méi dacks ëmklammelen, fir sech vun engem Quartier an deenen aneren ze bewegen.

Zweetens hunn déi Stater Leit an och alleguer déi Leit, déi an d'Stad kommen, iwwer Joren e grouse Schantjen an der Stad. Et ass Chaos am Verkéier mat permanente Stauen. Vill Verkéier gëtt dann ëmgeleet. Et gëtt méi wéi iwwert d'Rocade de Bonnevoie iwwer aner Quartiere geleet, iwwer Schlächweeër, wou während all deenen Zäiten, wou de Schantje leeft, sécherlech d'Autoe fueren.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Et ass och manner Platz do fir d'Fournisseure fir d'Chargéieren oder fir d'Déchargéiere vun de Wueren. An et si besonnesch grouse Problemer an der Neier Avenue. An et d'äerf een duerfir och net vergiessen, datt op de Strecken d'Geschäftsleit wäerte grouse Abousse während deene Jore kréien, wou d'Aarbechte lafen.

Wou den Tram fiert, fuere bekanntlech keng Busser. Duerfir müssen awer d'Busser dann eben op anere Stroossen fueren, wou haut keng fueren, well déi am Fong en Tram misste bedénge respektiv vum Tram fortfuere. Dat heescht, datt dann och méi Busser an aner Stroossen an aner Quartiere vun der Stad kommen, wou keng sinn. Et gëtt selbstverständlech och méi Kaméidi déi ganzen Zäit a Geforen, déi dee Schantje mat sech bréngt.

De City-Tunnel, deen dann ënner dem Buedem gemaach gëtt, dee bréngt alleguer déi Nodeeler, déi während der Bauphas sinn, doudsécher net mat sech.

(Interruption)

Här President, Madame Presidentin, Här Presidentin,...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Neen, eng Fro, Dir stellt dach ëmmer gär Froen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Majo, ech loosse se och zou, mä wann Der mat der Zäit kee Problem hutt...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech stellen lech och just eng Fro.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Da stellt mir Froen!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Waart Der schonn eng Kéier kucken, wéi Schantercher bei Metroen ausgesinn, wann ënner dem Buedem gebaut gëtt, wéi vill do iwwert dem Buedem Chantier ass, wann ënnerdrénner gebudelt gëtt?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, Här Bausch, dat ware mir kucken. Mir hate souguer d'Lëtzebuurger Press matgeholl.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech hat dat och gesinn, dee Reportage.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, mir ware mat deene bis op Leipzig gefuer, déi mat dem ICE ënner Leipzig erduerchgefuer sinn.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- An uewendriwwer war näischt?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, neen. Uewendriwwer...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Hutt Der de Reportage gesinn? Haalt dach op!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, Dir kënnt jo net...

(Interruption)

Här Bausch, da kënnt Der d'Press froen. Do ass an der Stad kee Schantjen. Et ass just...

(Brouhaha)

Et ass just do op deene Plazen, wou et erop- an erofgeet, do sinn uewe Schantercher. Do war kee méi grouss wéi 30 op 30 Meter,...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Oh, haalt op!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...wat duergeet. Dat kënnt Der kucke goen. An Dir kënnt jo allegueren déi Leit froen. Mir ware mat der ganzer Lëtzebuurger Press dohinner gefuer. Zu Leipzig ass e gudde Bewäis, datt an der Stad...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Allez!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...kee Schantje war. Just op deene Plazen, wou et erop- an erofgeet, ware Schantercher, déi net méi grouss si wéi 30 op 30 Meter.

(Interruption)

Ech sinn duerfir frou, Här President, datt den Här Bausch mer déi Fro do gestallt huet, well och do iergendwéi Märercher gezielt ginn, déi an der Realitéit net esou sinn. Dat konnt een do beweisen.

(Interruption)

Neen, neen, Dir hätt sollen dohinner kucke goen. An iwwregens...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech war scho méi wéi eng Kéier eppes kucken, wou Chantiere waren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Maja, dann hutt Der dat jo och kënn feststellen.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Jo, awer ech hunn duerno keng Märercher gezielt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, dat si keng Märercher, dat sinn Tatsaachen. An hei hutt Der an der ganzer Stad ee Schantje während Joren. Dat ass doudsécher. Dir hutt ee Chaos während Joren an der ganzer Stad. Beim City-Tunnel hutt Der kee Schantjen. An der Stad hutt Der op dräi verschidde Plaze kleng Schantercher.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Op där enger Säit gitt Der an de Buedem erof an da kommt Der iergendwéi op där anerer Säit eraus.



► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Iwwerhaapt d'Plaz, Här President. Den Tram, deen hëlt zwou Spuren am Ganze vun engem Gabarit vu 7,2 m ewech. Déi Plaz ass manner fir eppes anescht. De City-Tunnel mécht an der Stad méi Plaz. De City-Tunnel mécht en neie Verkéierswee, deen ennerdesch ass. An e City-Tunnel wier ideal fir d'Stad Lëtzebuerg ze maachen opgrond vum Fiels, dee mer hunn, wou mer och kee Grondwaasser hunn.

Et ass also och kee Verglach mat aneren Tunnelen wéi zum Beispill dem Gousseldénger Tunnel op der Nordstrooss. A wa mer wëssen, datt mer op der Nordstrooss iwwer 7,5 Kilometer Tunnel gebaut hunn, fir véier Autospuren ze maachen. Hei ënnert der Stad erduerch hätte mer véier Kilometer, fir zwou Schinnen nienteneen ze leeën.

Mir hätten och manner Bussen an der Stad, well wann d'Leit ënnert dem Buedem duerch transportéiert ginn an direkt an d'Stad kommen, da fueren och manner Bussen duerch d'Stad. A mir hätte manner Autoen insgesamt um Stroossenetz, well wa méi Leit den Zuch aus de Grenzregiounen benotzen, dann hu mer déi Leit och manner op de Stroosse mat den Autoen.

Mir hätten also méi Plaz..., wa mer uewe méi Plaz an der Stad kréien doduerch, datt mer e gudden Deel vum Transport ënnert d'Stad leeën, dann hätte mer méi Plaz uewen an der Stad, fir d'Stad besser ze aménagéieren. Mir kéinte se méi biergerfrëndlech maachen. Mir kéinten emol richteg Vélospisten an d'Stad maachen. Mä den Tram, dee mécht uewen de Verkéiersraum méi kleng, a mam City-Tunnel gëtt de Verkéiersraum uewe méi grouss gemaach.

Ech géif lech och proposéieren, Här Bausch, als Verkéiersschaffe vun der Stad Lëtzebuerg, gitt hin...

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Gibéryen nozelauschteren!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...a maacht den Tracé vum Tram, eng Kéier während enger Woch späert Der en, wou den Tram soll an zwee Joer oder an dräi Joer oder iergendwann eng Kéier fueren. Gitt hin a späert emol déi Spuren an der Stad, wou den Tram fiert, an da gesitt Der direkt, bannent zwou Stonnen, wéi de Chaos ass, an da rappt Der séier Är Ofspärung erëm of, well da geet nämlech guer näischt méi hannen a vir.

An ech mengen, d'Madame Polfer hat jo viru Joren och schonn eng Kéier an der Neier Avenue virun der ARBED deemools mat Bussen demonstréiert, wéi verhënnert..., wéi eben esou ee groussen Tram, wat deen hei an der Stad géif hënneren.

An dann d'Geforen: Wa mer de City-Tunnel bauen, den Här Angel ass elo am Abléck net heibannen, mä mam City-Tunnel si mer ënnert der Stad. Do hu mer keng Gefore fir d'Leit. Sécherlech, et kann een ëmmer soen, ënnert dem Buedem si Geforen, mä datt ass bei all Parkhaus, dat ass iwwerall. An haut, mengen ech, gëtt et do modern Méiglechkeeten, fir Iwwerwaachungen ze maachen, esou datt dat kee Problem wär.

Mä een Tram an der Stad par contre, dat ass en zousätzleche Geforepunkt, souwuel fir déi aner Autoen, déi do fueren, wéi fir d'Foussgänger, wéi fir d'Veloen, déi an der Stad fueren, ass en Tram en zousätzleche Geforepunkt, wat op där anerer Säit de City-Tunnel net ass.

Den normalen Autosverkéier, deen haut duerch d'Stad fiert - mir hunn eleng 2.400 Autoen, déi iwwert de Boulevard Royal fueren -, wa mer muer zwou Spuren iwwerall ewechhuele fir den Tram, da muss mer eis froen: Wou fueren déi Autoen hin?

Wa mer haut wëssen, datt d'Nei Avenue, d'Nei Bréck, de Boulevard Royal, d'Stäreplaz, d'Rout Bréck, datt dat d'Haaptodere si vun eisem Stroosseverkéier, wa mer wëssen, datt elo geschwënn d'Nordstrooss um Kierchbierg opgeet, da muss mer eis froen: Wou geet dee ganze Verkéier hin, wa mer nach zwou Spuren ewechhuele fir den Tram?

Dann hätt een och missen de Courage hunn, fir ze soen, mir bauen eng Strooss ronderëm d'Stad, fir eben dee ganze Verkéier opzehuelen. Nei stroosslech Baumoosname fir den Autosverkéier, déi dränge sech selbstverständlech op.

Iwwert de Käschtepunkt wëll ech net weider Drop agoen. Een Drëtzel Stad Lëtzebuerg, zwee Drëtzel de Stat.

Ech wëll just dem Här Bausch soen, wann e seet, datt d'Stad Lëtzebuerg géif esou vill Suen an den öffentlechen Transport investéieren, dat ass richteg. Et muss een awer och wëssen, den öffentlechen Transport ass fir déi Leit, déi an d'Stad schaffe kommen, an datt d'Stad Lëtzebuerg jo awer och dee gréisste Profit zum Bei-

spill vun der Gewerbesteier, vun de Banken an zitt, deen do erwirtschaft gëtt. Och déi Säit muss ee mat belichten.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Doriwwer kéinte mer och gär diskutéieren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wann een dann iwwert d'Finanzéierung vum Tram schwätzt, wëll ech soen, wann den Tram och sollt méi bëlleg si wéi de City-Tunnel, wat nach ze beweisen ass, an e léist de Problem net, dann ass en ëmmer ze deier, egal wéi bëlleg datt en ass. Dann ass et ewechgeworfent Geld.

Soss ass vu 450 Milliounen geschwat ginn. Et ass och scho vu méi geschwat ginn. Haut gëtt vun 350 Milliounen geschwat; 600 mat der zweeter an der drëtter Phas.

De Käschtepunkt ass eiser Meenung no total ënnerschat. Wann een hei géif alles mat derberechnen, wat d'Erneuerung vun der Neier Bréck kascht, vun der Rouder Bréck, alles dat, wat muss vun Zoufahrsstroossen oder Émgangstroossen an alles, wat muss derbäigemaach ginn, wann een dat mécht, dann, mengen ech, wier de Präis vill méi deier.

(Interruption)

Beim City-Tunnel braucht Der keng Gefrierer ze kafen. D'Eisebunn huet se. Dir braucht keng Leit anzustellen. D'Eisebunn huet déi Zich. Déi fuere riicht duerch, Här Bausch. Dir braucht duerfir keng...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Dir musst jo awer d'Cadencen erhéijen. Elo gëtt et awer Zäit!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ma da kafe mer eben Zich bäi, mä mir brauchen am Prinzip keng.

(Interruption)

Ob d'Leit op der Gare erauskammen oder um Aldringer, duerfir braucht Der keng Zich...

(Brouhaha)

► **M. François Bausch (déi gréng).**- ...bäikafen, déi kaschten eppes!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Da gitt Der jo zou, Här Bausch, datt mat deem System géife méi Leit fueren, soss bräicht Der keng Zich...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Neen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ma dach! Da braucht Der keng Zich weider, wa keng Leit weiderfueren.

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, Dir misst elo lues...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, déi aner haten och e puer Minutte bäikritt.

► **M. le Président.**- Jo, Dir krut awer schonn dräi Minutten.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, ech hunn awer dräi Froe gestallt kritt.

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Dajee. Da fuert elo virun! Macht esou lues awer Schluss!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An all Froe sinn iwwer zwou Minutte gewiescht, well den Här Angel huet eleng dräi Minutte gebraucht, fir d'Fro ze stellen.

(Interruptions)

► **Une voix.**- Gitt em nach roueg fënnel Minutten, Här President!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, Dir braucht also beim Zuch..., beim City-Tunnel braucht Der keng nei Zich ze kafen.

(Interruptions)

Dir braucht keng Lokführer ze kafen (veuillez lire: anzustellen), déi sinn alleguerten do.

(Brouhaha)

Dir braucht keen Tramsschapp ze bauen, well alles dat huet d'Eisebunn. Dir braucht keen Terrain hierzeginn, fir e Schapp ze bauen, an d'Nofolgekäschte gi selbstverständlech méi deier.

Ech kommen dann zum Schluss, Här President. Mir haten als ADR - de Kolleg Jacques-Yves Henckes - eng Proposition de loi gemaach, datt mer sollten e Referendum maachen. Ob dat elo national oder kommunal ass, sief dohinnergestallt. Mä mat fadenscheinigen Argumenter ass elo déi Proposition de loi ofgewise ginn - nach net offiziell hei an der Chamber, awer scho vun der Regierung.

Näischt verhënnert awer, datt d'Bierger vun der Stad Lëtzebuerg - well et gëtt och d'Méiglechkeet, datt déi e Referendum froen. Dat weess ee jo net, wat do...

Wat awer wichteg ass, datt ass, datt mer haut eng Motioun heileien hunn, déi mir selbstverständlech net wäerte stëmmen. Mä déi Motioun huet awer dee grouse Virdeel, well mer

heibannen an eise Reien awer eng Partie vu Leit hunn, déi, jee nodeem wou se sinn, si se fir den Tram, a jee nodeem wou se sinn, si se géint den Tram. An haut ass dat emol gutt, datt déi Leit dann eng Kéier hei alleguer Furf bekenne, datt se soen, ob se fir oder géint den Tram sinn. Dann ass dat Spillchen eriwwer!

Mir sinn der Iwwerzeugung, Här President, wann dat dote géif realiséiert gi vum Tram - mir sinn awer nach ëmmer der Iwwerzeugung, datt et net wäert realiséiert ginn -, datt dat déi gréisste Feelinvestitioun wier, déi jeemools hei zu Lëtzebuerg decidéiert wier ginn.

(Interruption)

Den Tram léist kee Verkéiers- an Transportproblem, mä e schaaft neier an der Stad.

(Interruption)

De City-Tunnel léist de Verkéiersproblem an der Stad, dem Land an der Groussregioun...

► **Une voix.**- Wéi vill kascht en?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...an domadder...

Elo ginn ech erëm gefrot: Wéi vill kascht deen dann? Da kommt, mir rechnen emol eng Kéier, mir maachen emol eng richteg Etüd!

Wann en de Problem léist, Här Wilmes! Mir sinn hei, fir e Problem ze léisen.

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Dat gleewen ech!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wat hutt Dir dann dovun, wann Der en Tram baut, dee méi bëlleg ass an e léist de Problem net?

(Interruption)

Dat ass Är Iddi. Dir gitt also, werft Geld zur Fëenster eraus,...

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Neen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...fir keng Lösung vum Problem ze kréien.

(Interruptions diverses)

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech mengen, de City-Tunnel ass nach méi deier a léist de Problem iwwerhaapt net!

(Interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dach.

► **Une voix.**- Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- De City-Tunnel léist de Problem.

(Brouhaha)

Dir hutt nach net kloer..., Dir hat de Courage nach net, fir eng seriö Etüd doriwwer maachen ze loossen! Dir maacht se schäinhelleg, lauter Chiffere setzt Der an d'Welt. Ma kommt, mir maachen eng seriö Etüd! Kommt, mir maache se!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Mä Dir hutt dach anscheinend eng gemaach?!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir hunn als Partei...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ass déi Etüd net seriö, déi Der gemaach hutt?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här Bausch, fänkt dach elo net un, lächerlech...

(Interruptions)

Kann eng Partei...? Ass eng Partei...? Ech kennen dem Här Schummer seng Etüd net, wéi dee se genau gemaach huet.

(Brouhaha)

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Dir baséiert lech hei dorobber déi ganzen Zäit!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, den Här Bausch wëllt also hei soen, eng Partei,...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Neen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...déi misst à même sinn, fir eng Etüd ze maachen,...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Neen, dem Här Schummer seng.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...wou elo de Stat, de Ministère iwwer Joren amgaange war, fir Milliounen a Milliounen - an d'Stad Lëtzebuerg - Etüden ze maachen. Mir missten als Partei déiselwech Etüde maachen.

Ech mengen, mir si Realist, dat ka keng Partei maachen.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Den Här Schummer huet et och gemaach.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mä de Stat..., wann de Stat géif den Dossier hei seriö huelen an e géif wierklech...

(Interruption)

...hei iwwer Alternative schwätzen - an och Dir, Madame Loschetter! Dir schwätzt...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Op wat baséiert Dir lech dann?

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Op wat baséiert Dir lech?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir gitt hin, Dir verdaamt eng Iddi, wou Der selwer jo och keng...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Neen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Ma neen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...Etüd gemaach hutt an och net wësst, wat...

(Interruptions diverses)

► **Une voix.**- Also fir Milliounen a Milliounen doranner ze investéieren, dat wier awer wierklech net seriö!

(Brouhaha et hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- De Stat soll hi goen an e soll eng Etüd maachen. Genausou eng korrekt Etüd wéi e se iwwert den Tram gemaach huet, soll en och eng iwwert de City-Tunnel maachen.

(Interruptions)

An da wësst Dir a mir, jiddwereen, vu wat datt e schwätzt.

► **Une voix.**- Très bien!

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Elo kritt nach d'Wuert den Här Urbany.

(Interruptions)

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Bon, Här President, Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei mäin Accord ginn zu deem Transprojet, wéi en hei virläit. Endlech, muss ech soen, ass et esou wäit. Et ass och eng laang Fuerderung vun eis. A wann emol endlech dee Projéit hei definitiv ugeholl ass, da wäert et och séier eriwwer si mam Theaterdonner, deen den Här Gibéryen hei ëmmer opféiert mat sengem City-Tunnel, dee jo drop erausleef, d'Foussgänger ënnert de Buedem ze setzen an d'Autoen iwwert de Buedem. Dat ass jo d'Resultat vun engem sougenannte City-Tunnel, deen absolut net ugepasst ass un d'Situatioun hei an der Stad.

Et hu misse vill politesch Obstacelen hei iwwerwonnen ginn. Net nëmme vun der Säit vun der ADR - ech mengen, dat ass nach überwindbar -, mä och vun anere Säiten, bis et endlech esou wäit ass.

Ech hunn elo awer hei keng Motioun virleien, fir deen Tram hei ze stëmmen, fir mäin isoléierte Vote fir deen Tram hei ofzeginn. Ech sinn och gefrot ginn, an ech soen dem Här Wilmes Merci, dass e mech gefrot huet, fir déi Resolutioun do ze ënnerschréien. Ech hu se mat engem Argument net ënnerschréiwven. Dat ass, dass ech domat géif déi ganz Strategie nationale de mobilité «MoDu» mat ënnerstetzen, wann ech géif hei derfir stëmmen.

Ech muss awer soen, ech sinn net mat allen Elementer vun där globaler Strategie nationale MoDu d'accord. Ech mengen eischtens, dass d'Prioritéiten dra falsch gesat sinn. Aus Austeritéitsgrënn, aus puren Austeritéitsgrënn gi verschidde Saachen net realiséiert oder gi méi spéit realiséiert, wéi zum Beispill d'Zuchverbindung op de Findel. Wéi zum Beispill e Projéit, deen awer wichteg wier wéi de Südtram, fir och an der Südregioun eng Verbindung hierzustellen.

An da muss ech soen: Et ginn och nach weiderhin hei Stroosse geplangt, eigentlech géint all landesplaneresch Iwwerleeung, nienten Bunn, déi ausgebaut ginn, déi duebelgleiseg gemaach ginn. Mäin éiwegt Beispill, dat vum Contournement natierlech, wou ech gesinn, dass deen elo op der absoluter Prioritéitelëscht steet, fir ze maachen.

Och déi sougenannt Desserte Déifferdeng/Suessem, wat a Wierklechkeet eng Desserte ass Déifferdeng/Bieles. Déi werft och an der Gemeng Suessem eng ganz Partie vu Problemer op.

Duerfir kann ech déi Resolutioun hei net stëmmen. Ech wäert mech bei där Resolutioun enthalten. Ech wëll awer selbstverständlech formell mäin Accord hei gi fir d'Konzept an all senge Bestanddeeler vum Tram an der Stad, wéi en elo virläit.



► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. An da kritt nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Ech wëll ufanks soen, ier ech...

► **M. le Président.**- Entschëllegt. Entschëllegt, Här Minister. Den Här Angel ass nach agedroen. Den Här Angel kritt nach d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Mat Plé-séier.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Jo, Här President, Här Minister, léif Kolleginnen a Kollegeen, mir haten eis an der LSAP eis Riedezäit opgedeeelt tëschent zwee Riedner. Ech freeë mech haut immens iwwert deen Débat de consultation, dee mer hei hunn. Ech mengen, mir zementéieren haut mat där Motiou an mat deem Débat dee Konsens, dee mer schonn hunn tëschent deene Parteien, déi an der Stad Lëtzebuerg am Schäfferot sinn, an deenen zwou Parteien LSAP an CSV, déi d'Regierung bilden. Mir zementéieren dee Konsens, an dat freet mech.

Als zweete Spriecher vun der LSAP schléissen ech mech natierlech un d'Wierder vum Roger Negri un. An ech mengen, aus senger Ried an aus de Riede vun alle Virriedner an och aus der Presentatioun vum Minister ass ganz kloer erausgaangen, dass den Tram kee rengen Stater Projet ass, mä dass et en nationale Projet ass, dass et e Schlëselement ass vun deem Projet MoDu, iwwert dee vill geschwat ginn ass.

Als Stater wollt ech op e puer Punkten agoen, déi, mengen ech, besonnesch wichteg si fir d'Stad a fir déi Peripherie ronderëm d'Stad. An do wollt ech mat enger Fro ufänken, Här Minister. Mir hunn d'lescht Joer am Mee e Gesetz gestëmmt iwwert d'Realisatioun vun enger visorescher Bréck an och d'Preparatioun vum Chantier fir de Pont Adolphe, also fir d'Nei Bréck. An ech hunn och gesinn, dass d'Stad Lëtzebuerg d'Baugenehmegung ausgehaangen huet. Déi ass den 13. Januar 2012 gi ginn.

Dofir ass meng Fro: Wéini ginn déi Aarbechten un? Well dat ass jo wichteg och fir den Tram. Ech wëll just drun erënnere: Déi Bréck, de 14. Juli 1900 ass de Grondsteen gesat ginn. An dräi Joer an eng Woch drop, de 24. Juli 1903, ass se ageweit ginn. An Dir wësst, dass d'technesch Moyenen deemools anerer ware wéi haut. Dofir hoffen ech, dass déi ganz Travauxen do mat där heiteger Technik net méi laang dauere wéi deemools 1903.

Här Minister, gëschter hate mer véier Stonne laang, méi wéi véier Stonne souguer, en informelle Gemengerot an der Stad Lëtzebuerg, wat immens interessant war, wou mer all nach vill bäigeléiert hunn, wou Der eis dat ganz Konzept MoDu exzellent virgestallt hutt esou wéi haut. An et war och interessant, de Buergermeeschter an de Verkéiersschäffen a besonnesch och d'Mataarbechter, déi vun de Ministèren a vun der Gemeng Lëtzebuerg, ze héieren.

Als Konkusioun vun deem, wat ech gëschter héieren hunn a wat ech och haut hei héieren hunn, behalen ech déi exzellente Zesummenaarbecht, wat de Voleit Tram ueegt a Reorganisatioun vun den RGRs Bussen an och de städtische Bussen tëschent de Servicer vun der Stad Lëtzebuerg an de Servicer vun Ärem Ministère.

Mir krute gëschter am Fong, an och haut nach, praktesch all Äntwerten op déi Froen, déi nach opstoungen, déi an deene Motioune vun 2006 ugeschnidde waren. An do wollt ech e puer Punkten uschneiden. Dat sinn déi Diskussiounen iwwer e Chantier, d'Planung vum Chantier.

Ech wëll awer drun erënnere, dass méi wéi d'Halschent vun deem Trajet, iwwert dee mer elo diskutéieren, dee vun der LuxExpo bis op d'Gare, iwwert de Kierchbiereg, wou scho praktesch alles geplangt war fir en Tram, dass do dee Chantier kee gréisser Problem dierft maachen, well do den Autosverkéier an den Duerchgangsverkéier guer net betrafft gëtt.

Mä deen aneren Deel ass deen da vun der Rouder Bréck bis op d'Gare. An ech mengen, do ass d'Sorgfalt an d'Planung ganz wichteg. An do begrëssen ech et, dass Der eis vun där Mission du Tram erzielt hutt mat Médiatoren, déi kënnen a Kontakt si mat deene Leit, déi Froen zum Chantier hunn. An et ass besonnesch wichteg, dass d'Geschäftsleit an d'Anrainer an der Avenue de la Liberté an och op anere Plazen, wou Leit wunnen a schaffen, en Usprechpartner hunn.

An dat do rejoinéiert jo déi Iddi, déi mir als LSAP ëmmer haten, fir en Observatoire des grands chantiers. Dat ass jo plus ou moins dat. An och de Comité d'accompagnement, wou d'Société civile och mat vertrauden ass an dee gëschter getagt huet. Ech mengen, dat ass wierklech ganz wichteg, dass dee Chantier esou duerchgefuert gëtt.

Ech war och impressionéiert vun den Aarbechten, déi am GIÉ ofgeschloss gi sinn. Dat ass jo dee Groupement d'intérêt économique, wou d'Stad an de Stat wierklech zwee Partner sinn an a Partnerschaft geschafft hunn. Interessant war, wéi ech héieren hu vum Direkter vum Service vun der Circulatioun aus der Stad, och wéi dee motoriséierte Verkéier duerch d'Stad kann organiséiert ginn, wann eben den Tram och mam Autosverkéier an Aklang bruecht gëtt. Et ass net esou, dass een dann, wéi vill Leit falsch behaupten, net méi kéint duerch d'Stad fueren. An ech mengen, d'Virriedner hunn déi ganz Konzepter och ronderëm déi nei Boulevarde beschriwwen.

Gëschter ass mir awer och kloer ginn, dass déi al Iddi, an den Här Bettel huet driwwer geschwat, vun deem Tunnel fir Autoen, dee vun der Paräisser Plaz soll duerch d'Avenue de la Liberté fueren an dann hannert der Gare erauskommen, dass och bewise ginn ass, dass déi kontraproduktiv ass. Net nëmme, well se an engem Konzept, wou versicht gëtt, de Verkéier ze organiséieren, op eemol an der Mëtt vun deem Konzept esou eppes Bredes geif maachen, wat nëmme de Verkéier geif unzéien, mä och déi Problemer, déi bei der Entrée a bei der Sortie sinn, déi zwar technesch léisbar wären, mä déi awer Problemer sinn.

Wat fir mech awer bei deem Tunnel do fir d'Autoen dee gréisste Problem ass, an dat hunn och gëschter Ingenieuren eis gesot... An iwwergens, Här Gibéryen, déi Ingenieuren, déi beim Stat a bei der Gemeng schaffen, dat sinn all Lëtzebuerg. Dir hutt virduun esou gemaach, wéi wann hei nëmme geif auslänneschen Ingenieuren nogelauschert ginn. Ech mengen, déi Leit, déi Dag fir Dag an deem Projet schaffen, dat sinn alles och Lëtzebuerg. Dofir mengt net, dass mer müssen an d'Ausland Leit siche goen, fir hei en Tram ze bauen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Fir d'Iddi, jo.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Wat mer do bei deem Tunnel fir d'Autoen am meeschte Suerge gemaach huet, dat war, dass mer do gesot ginn ass: Dann dauert de Chantier zwee bis zwee an en Halleft Joer méi laang. Well Tunnele bauen - mir gesinn dat: d'Nordstrooss -, do si ganz grouss Sécherheetsmoosnamen ze treffen. An ech mengen, wa mer schonn de Chantier Tram hunn, dee schwiereg gëtt, mä wou awer derfir gesuergt gëtt, dass et gutt geet, da kënnen mer eis net nach esou ee Chantier vun zwee an en Halleft Joer derbäi erlaben.

An dann, wann ech schonn an deem enke Stéck vun der Neier Avenue sinn, do gëtt sech da vill Suerge gemaach. Ech sinn iwwerzeugt, dass, egal wat do gemaach gëtt, an den Tram ass dat Richteg, deen Deel vun där Strooss nëmme ka méi schéi ginn, wéi en elo ass.

Den Tram ass jo dann d'Réckgrat vun dem Verkéier hei an der Stad a vun där polyzentrescher Stad. An dat ass jo gesot ginn: Mir hunn déi polyzentresch Stad mat Uewerstad, Gare, Kierchbiereg, Cloche d'Or, Ban de Gasperich an alles, wat sech ronderëm de Findel entwéckelt, an dann och nach spéiderhin d'Porte de Hollerich an Zeisseng.

D'Zuele si gesot ginn. De Minister huet se gesot, mä ech fanne se wichteg ze ënnersträchen. Mir hunn hei 3.800 Aarbechtsplaze fir dausend Habitants actifs. An en huet och Frankfurt verglach: 1.350 zu 1.000. An ech mengen, dat sinn zwou Charakteristiken, déi ee muss am Kapp behalen: déi polyzentresch Stad an dann déi do Ratio. Also ass et wichteg, dass mer den Tram kréien.

Ech hu virduun vun der Neier Avenue geschwat. Do fueren am Moment a Spëtzestonne bis zu 190 Bussen duerch. A si fuere jo net méi, déi pechen uneneen. Déi schläichen do duerch déi Haaptachse vun der Stad. 190 Bussen a Spëtzestonnen! A wann dat net Konzept vum Tram, mä mat der Reorganisatioun RGTR-Bussen, mat allem, wat an deem ganze MoDu-Konzept drunhänkt, realiséiert ass, da fueren do an enger Stonn zwielef Tramen duerch. An ech mengen, dat ass vill besser fir d'Liewensqualitéit vun de Bierger.

An dann, den Här Gibéryen huet sech jo do och erageschmass mat deem Ëmsteigen.

(Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Bleift ganz roueg!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Wat zielt an der Mobilitéit, ass, wéi séier ee vum Punkt A op de Punkt B kënt. Dat ass dat Aller-, Allerwichtigst. Dat ass dat Allerwichtigst.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat ass genau dat, wat mer soen.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Schonn eleng...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Elo sidd Der awer domm drun, fir dat doten ze erklären.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Guer net, Här Gibéryen. Wësst Dir dann, Här Gibéryen, just fir nëmme e klengt Stéck ze huelen, de Punkt A Hamilius an de Punkt B d'Gare centrale, wéi séier dat Stéck mat engem Tram méi séier geet wéi mat de Bussen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Guer näischt.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Eleng op deem klenge Stéck, A bis B, gewënnt een, Här Gibéryen,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et ass haut eng Busspur, a muer fiert den Tram net méi séier wéi haut.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Also fir een, dee seet, öffentlech hei zougëtt, en hätt d'Etüd vum Här Schummer net..., e géif déi net kennen, sinn ech ganz bass erstaunt...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...dee vu Bouneweg wëllt op de Lampertsbiereg fueren, wéi dee fiert? Dir sidd dach e Stater, da musst Der jo och wëssen, wéi dat haut a wéi et muer geet.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Ech mengen, den Här Gibéryen war scho laang net méi an der Avenue de la Liberté.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Jo, voilà!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dach, ech fueren...

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Wann Der den...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...all Dag duerch.

► **M. le Président.**- Sou, Dir loosst den Här Angel elo emol schwätzen,...

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Jo, ech maache fäerdeg an dann äntwerten ech op d'Froen...

► **M. le Président.**- ...well en ass schonn an der rouder Zon.

(Interruptions et hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Erkläert eis nach just: A-B, Bouneweg-Lampertsbiereg.

► **Une voix.**- Mam Vélo!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Vu Bouneweg op de Lampertsbiereg kënt een...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, herno.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Herno. Do kënt ee ganz gutt,...

► **Une voix.**- Do brauch ee keen Auto.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- ...well Dir wësst jo och, wann Der Ären Dossier gekuckt hätt, dass och geplangt ass, dass den Tram iwwer Bouneweg herno fiert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, neen. Oh jo, herno! 2080!

(Hilarité)

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Dat huet ee jo gesinn...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, elo?

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Dee kënt ganz séier mat engem Bus op d'Gare, an dann ass e méi séier um Lampertsbiereg. Dir wësst jo, dass den Tram op de Lampertsbiereg fiert?

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dräimol ëmklammen!

► **M. le Président.**- Sou, elo loosst Der emol den Här Angel schwätzen!

► **M. Xavier Bettel.**- Dee weess emol net, wéi e Bus ausgesäit!

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Hei, den Här Gibéryen huet eng Fro gestallt, da lauschtert Der elo no...

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här Angel, gitt et op, den Här Gibéryen wëllen ze iwwerzeegen.

(Interruption)

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Et ass schued, dass den Här Gibéryen sech net vum ADR-Vertrieber vum Gemengerot briefe gelooss huet, dann hätt e gëschter geléiert, dass d'städesch Bussen natierlech schonn Etüde gemaach hunn, wéi se sech op den Tram aschreiwen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Neen, dat wor net d'Fro...

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Fir 43% vun den Utilisateuren vum städtische Bus sinn et Verbesserungen. Fir 33% bleift et de Status quo.

(Interruptions diverses)

12% müssen eng Kéier méi ëmsteigen, dat stëmmt. Mä d'Vitesse, d'Vitesse vun hirem Trajet zitt Der of.

(Interruption)

A fir 12%, dat muss een éierlech soen, gëtt et eng licht Verschlechterung.

(Interruptions diverses)

Also, nach en anere Punkt: Fir d'Sozialisten ass et och wichteg, dass ee mam Tram net nëmme e Quantesprung an der Mobilitéit mécht, mä dass mer och eng Chance kréien, fir laanscht déi Trass, wou den Tram kënt, eng Rénovation urbaine ze kréien...

► **M. le Président.**- Här Angel, den Här Kartheiser wëllt lech nach eng Fro stellen.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Ganz gär, Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Majo, dat ass ganz léif vun lech,...

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Dem nach Stater Conseiller beäntwerten ech ganz gär eng Fro.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Majo, dat ass ganz léif vun lech, Här Angel. An déi Fro - Dir hutt jo och d'Sécherheet virduun ugeschwat -, fir mech ass emol zum Beispill eng Fro, wann d'Leit ëmklammen, am Wanter zum Beispill...

(Interruption)

Dat ass fir déi eeler Leit, déi awer och wéile ginn, gell diert, an déi och hei an der Stad wunnen, mengt Der dann, et wär agréabel fir Leit, déi elo virun allem de Bus huelen, dat sinn dacks eeler Leit oder Leit mat Mobilitéitsschwierigkeiten, et wär flott, fir am Wanter erauszeklappen an dann een-, zweemol müssen ëmzeeklappen, fir dohinner ze kommen, wou se elo bequeme mam städtische Bus hikommen?

► **Une voix.**- Oohh!

► **Une autre voix.**- Wou ass d'Fro?

► **Une troisième voix.**- Eieiel!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ma dat ass d'Fro! Ech hu gefrot, ob den Här Angel mengt, ob dat bequeme wär fir déi Leit. Well dat schéngt mir... An déi zweet Fro, déi ech hannendrunhänken, Här Angel: Wat haalt Dir da vun deem Sécherheetsaspekt, deen den Här Gibéryen mat Recht beschriwwen huet, dat heescht, datt den Tram e rise Risiko ass am Verkéier? Dat gesi mer och an all deene Stied, wou e fiert,...

► **Une voix.**- Eben net, eben net!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ...mat Autosaccidenter, mat Leit, déi iwwerrannt gi vum Tram, mat Leit, déi um Vélo iwwerrannt ginn...

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Här Kartheiser,...

► **Une voix.**- Dir erfannt dach Geschichten, haalt dach op!

► **M. le Président.**- ...Dir hutt elo Är Froe gestallt. Elo äntwert den Här Angel nach op déi Froen an da kënt en och lues awer sécher zum Schluss.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Also, zu där leschter Fro, d'Sécherheet vun engem Tram: Fuert, et ass net wäit, fuert op Reims, do ass en elo viru Kuerzem ageweit ginn. An da vergläicht Der den Ënnerscheid. Ech fülle mech méi onsécher an deem Dschungel vun Bussen, deen am Moment ass, an Autoen, wéi wann en Tram op engem Site propre gemittelt an och nach ëmweltfrëndlech duerch d'Stad fiert.

► **Une voix.**- A séier an net am Stau!

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Da lauschtert elo dem Här Angel no!

(Hilarité)

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Dann d'Sécherheet mam Ëmsteigen. Här Kartheiser, wann Dir an der Stad géift wunnen an net nëmme hei ugemellt gewiescht wiert während de Gemeengewahlen, dann...

(Interruption)

...géift Der wëssen, wéi d'städesch Busse fonctionnéieren. Zum Beispill an deem Quartier, wou ech wunnen, do hunn ech och keng direkt Verbindung fir op d'Gare. Do fueren ech op den Aldringen an um selwechte Quai kréien ech fënnel Bussen, déi mech an d'Stad féieren.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Tiptopp, tiptopp!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Just fir lech dat ze soen, et gëtt och schonn haut ëmgestiegen.

(Hilarité)



An nach eng Kéier, et ass wichteg...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et ass jo dat, wat ech gesot hu virun: Et ass tipptopp.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Ech mengen, Dir... Ech schwätzen hei vun engem Bussystem, wéi en an den 80er Jore bestanen huet. Hei ass eng Evolutioun komm an der Stad, Här Gibéryen. Et ass net méi wéi fréier. Mä dat interesséiert...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An elo wëllt Der erëm zrëckgoen!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Ech kommen zum Bus, zum Tram erëm, wou och de Bus eng wichteg Roll spillt, wéi ech elo grad gesot hunn.

(Interruptions diverses)

Ech hunn lech gesot, dass och dat Urbanistescht...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Fuert emol mam Bus, dann hutt Der och eng Kéier e Chauffer!

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Hei, ech bieden lech elo wierklech, e bësschen nach opmierksam ze sinn!

(Interruptions diverses)

An dem Här Angel wëll ech nach eng Kéier soen, e misst awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Den Här Angel hätt gär, datt mir rout gesinn hei.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Ech kommen esou lues a sécher zum Schluss wéi d'Bussen, déi am Stau esou lues a sécher op hiert Zil kommen.

(Brouhaha)

Här President, ech waarde just, bis d'ADR-Vertrieeder sech berouegt hunn.

► **Une voix.**- Mir si ganz roueg.

(Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Schwätzt, Här Angel, schwätzt Dir!

► **M. le Président.**- Fuert Dir elo emol virun, Här Angel!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Schwätzt lech aus, Här Angel!

► **Une voix.**- Lues!

(Interruption et hilarité)

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Sou, deen urbanisteschen Aspekt ass net ze ënnerschätzen, a fir eis LSAP-Fraktioun ass et och wichteg, dass op sensibelen Deeler, urbanisteschen Deeler, wou gutt Architektur ass an der Stad, een och soll kucken, dass Deeler vun deem Tram kënnen ouni Oberleitung fueren, wéi dat zu Reims, zu Angers an zu Bordeaux de Fall ass.

Dann - den Här President huet mech gebieden, zum Schluss ze kommen -, da maachen ech elo eng Konkusioun. Ech hunn am Ufank gesot, ech freeë mech, dass dee Konsens, dee politesche Konsens zementéiert ass. An da wëll ech nach deene Kollege vun der ADR soen,...

► **Une voix.**- Ja?

► **M. Marc Angel (LSAP).**- ...dass mer am Oktober 2011 Gemengewahlen haten...

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- ...an dass et an der Stad Lëtzebuerg eng Partei gouf, déi praktesch deen Thema...

(Interruptions diverses)

Dat waren déi Gemengewahlen, wou Äre Generalsekretär sech ze spéit ugemellt huet. Ech wollt lech just dodrun erënneren.

(Hilarité et brouhaha)

An et waren déi Gemengewahlen...

► **M. le Président.**- Ech mengen, mir maachen elo hei net...

(Hilarité et brouhaha)

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Dat waren déi Gemengewahlen, Här Gibéryen, wou Äre Generalsekretär sech ze spéit ugemellt huet a wou Äre Spëtzekandidat elo no engem Joer zrëcktrëtt, an dat ass Wielerbedruch! Hei gesot, da brauche mer kee Communiqué ze maachen.

► **Une voix.**- Här Angel, Här Angel, dat waren déi Wahlen...

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.**- Dat ass e Skandal!

► **Une seconde voix.**- Voilà!

► **La première voix.**- De Generalsekretär...

(Interruption)

Här Angel, Här Angel, de Generalsekretär hat de City-Tunnel geholl, fir sech umellen ze goen.

(Hilarité et brouhaha)

► **M. le Président.**- Här Angel, kommt elo wann ech gelift zu Ärer Konkusioun!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Also,...

(Hilarité et brouhaha)

...wann ech a Rou gelooss ginn, wann ech a Rou gelooss ginn, kommen ech zu...

► **Une voix.**- Dir dierft ni méi iwwert d'Stad schwätzen! Schummt lech!

► **Une autre voix.**- Um sechs Auer geet de Match un.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Also, elo huet ganz eleng den Här Angel d'Wuert, deen zur Konkusioun kënn!

► **Une voix.**- Luch a Bedruch!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Här President, Merci, dass Der fir Uerdnung suergt.

► **Une voix.**- Här Kartheiser, schummt lech!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Meng Konkusioun ass, dass mer haut dee Konsens, dee politesche Konsens zementéiert hunn, dass mer deen zementéiert hunn, dass ganz vill geschafft ginn ass, dass besonnesch d'Zesummenaarbecht vun de Servicer vum Stat a vun der Gemeng, dass déi ganz gutt geschafft hunn, dass all Froe beäntwert sinn an dass mer elo esou séier wéi méiglech hei e Projet de loi solle stëmmen. An dass endlech d'Schinne geluecht ginn, fir dass mer dee Status quo, wéi mer en haut hunn - wou all Mënsch gesäit, dass et net méi weidergeet a wou et e Konsens gëtt, dass eppes muss geschéien -, fir dass et virugeet!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Angel. An elo kritt nach eng Kéier zum Schluss vun der Konsultatiounsdebat den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Et sinn e puer Froe gestallt ginn, op déi ech awer wëll probéieren, relativ sachlech ze äntwerten.

Ech wëll ufänken, andeems ech fir d'Éischt deene véier Fraktiounen, déi der Motioun d'Ënnerstützung ginn, villmoos Merci soen. Fir mech ass et wichteg, an ech soen dat ganz éierlech, datt mer hei esou e grouse Konsensus wéi méiglech op deem hei Dossier hunn. Aus engem ganz einfache Grond: well et en Dossier ass, deen, éier mer en an d'Realitéit ganz ëmgesat hunn, zéng, 15, 20 Joer brauch, an duerfir och eng politesch Kontinuitéit, egal wéi och ëmmer eng Majoritéit duerno ausgesäit. Duerfir ass et wesentlech, datt mer eis op deem do Wee alleguer esou wéi méiglech zrëckfanen. Ech sinn also ganz frou driwwer, datt mer dat konnten haut fäerdegbréngen.

E puer Saache wëll ech dozou soen, well se als Fro gestallt gi sinn. Den Här Bettel an den Här Angel hunn iwwert dee Chantier, deen elo entsteet, e puer Remarquë gemaach. An dat ass och absolut richtig. Well ech hunn haut d'Impressioun, datt och dobaussen d'Approche zu deem Tram an zu deem Mobilitéitskonzept fundamental gewiesselt huet. Ech kréien ëmmer méi Zoustëmmung dozou, déi ech héieren, Leit, och de Geschäftsverband vun der Stad Lëtzebuerg, déi soen, datt se hannert dem Prinzip vum Tram stinn, mä déi awer och soen: „Mir hunn Angscht virum Chantier.“

A si hunn och recht, well e Chantier vun där do Envergure, dat ass keen einfache Chantier. An dee muss mer och kucken, wéi mer en entwéckelen, wéi mer e maachen, wéi mer en an der Diskussioun entstoe loosse, wéi mer en am Comité d'accompagnement mat de Geschäftsleit maachen. Wéi mer eng Maison du Tram maachen, wat keen neien Tramsmusée soll ginn, mä wat en Haus soll sinn, wou déi Leit, déi Schwieregkeete mam Chantier hunn, sech direkt kënnen dohinner wenen, fir Äntwerten ze kréien, fir datt mer direkt kënnen reagieren, datt mer esou immédiat sinn an eise Reaktiounen an all Explikatiounen kënnen ginn.

Da wëll ech awer och nach soen, fir déi Leit, déi soen, elo mat anere Modeller, City-Tunneler an Ähnlechem, wär dat alles guer net esou: Indépendant datt och e Chantier ënner der Aerd enorm vill Aarbechten uewendriwwer an enorm vill Stéierungen uewendriwwer mécht, mä wär dat och, wéi Der et sot...

► **Une voix.**- Et ass esou.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Wär dat och esou wéi Der et sot, da muss Der ganz einfach wëssen, datt sämtlech Kanalisatiounen hei an der Stad Lëtzebuerg,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, neen!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Loosst mech méi Saz vläicht fäerdeg maachen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Beim Tram muss se éischer ëmgeluecht ginn ewéi beim Zuch.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- ...datt déi Kanalisatiounen an der Stad Lëtzebuerg souwiso muss frësch gemaach ginn an deenen nächste Joren, an datt dee Chantier mat oder ouni Tram weinst deene Kanalisatiounen souwiso muss gemaach ginn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...keng fënnf Meter ënner dem Buedem.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här Gibéryen, wann ech mäi Saz dierf fäerdeg soen, da gesitt Der, datt ech guer net dat wollt soen, wat Dir elo mengt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ooohhh, ech mengen awer dach!

(Interruptions)

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- ...datt déi Kanalisatiounen an der Stad Lëtzebuerg souwiso muss frësch gemaach ginn an deenen nächste Joren, an datt dee Chantier mat oder ouni Tram weinst deene Kanalisatiounen souwiso muss gemaach ginn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Awer net an där Gréisst!

► **Une voix.**- Awer net an där Gréisst!

(Interruptions)

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- A mir hunn eis elo...

Awer selbstverständlech an där Gréisst.

(Interruptions)

Wann Der en Ënnergrond musst oprappen, fir all déi Kanalisatiounen frësch ze maachen, ass et genau datselwecht.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Jo, dat ass an 20 Joer.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Neen, dat ass elo.

(Interruptions)

Dir sot elo einfach, dat ass net esou; et ass awer esou. Elo kënn Dir nach esou oft soen, datt et net esou wär, mä et ass awer esou.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat si lauter Argumenter, déi elo erfionnt ginn...

(Interruptions)

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- An duerfir muss et frësch gemaach ginn, an duerfir entsteet dee Chantier mat oder ouni Tram an den Haaptachse vun der Stad Lëtzebuerg souwiso, a mir hunn et elo just koordinéiert, fir zwee gréisser Chantieren zesummen ze maachen, fir esou mann wéi méiglech Problemer iwwert de Chantier ze maachen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Dat wollt ech och emol eng Kéier kloer soen, fir datt jiddwereen dat och weess.

Den Här Negri huet eng Rei Froe gestallt iwwer Dikrech, Eitelbréck. Dir wësst, datt mer eng Étude de faisabilité amgaang sinn ze maachen, fir ze kucken, wat fir en öffentlecht Transportmëttel am beschten do passt. Ass et den Zuch, ass et de Bus, ass et en anert Mëttel? Soubal dat fäerdeg ass - dat misst theoretesch virun der grouser Vakanz sinn - maache mer eng Diskussioun dodriwwer, déi op Zuelen an op Fakte baséiert, well ech se net wëll mam Bauch féieren, mä ech se op Zuele féieren, datt mer se och rationell a rasonabel kënnen féieren. Sou wéi ech wëll am Fong all Diskussioun féieren, et geet just net ëmmer, mä mir probéieren awer.

Dann ass d'Fro vum Finanzaccord, déi Der gestallt hutt. Ass deen definitiv? Dat ass méi schwierig ze beäntwerten. Loosse mer dat hei soen, fir ganz korrekt ze sinn: Mir hunn, d'Regierung huet en Accord mam Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg fonnt. Deen hu mer hei explizéiert, deen ass net schréftlech, mä souwuel d'Stad Lëtzebuerg wéi d'Regierung huet en annonciéiert an huet en och nach hei eng Kéier confirméiert, sou datt Der kënn dovunner ausgoen, datt dee stëmmt.

Mä et ass evident, datt de Gemengerot vun der Stad an d'Chamber vun der Stad, wann Der dann de Projet stëmmt, dat lescht Wuert hunn, an datt dat érischt alles definitiv ass, wann déi institutionell derfir ageriichten Organer hiren definitiven Accord ginn hunn. An datt geschitt,

wann den Terminkalenner, deen ech virgesinn hunn, stëmmt, Mëtt 2013.

Da war d'Fro mat dem Exploitant. Fir d'Éischt ze soen, wéi dat elo weidergeet, wa mer wellen de Bau maachen.

Dat Éischt, wat ee muss wëssen, dat ass, datt mer de GIE, esou wéi en elo ass, mussen ëmwandelen, datt mer eng Société anonyme mussen draus maachen, déi awer an de öffentlecher Hand läit, dann an de Proportiounen, wéi d'Opdeelung ass, déi mer hunn, och fir Aktionär dann ze sinn, een Drëttel, zwee Drëttel. Dat heescht, de Stat wäert an där Gesellschaft Luxtram - déi wäert hei responsabel sinn, fir de Bau ze organisieren - zwee Drëttel vun de Parten hunn an d'Stad Lëtzebuerg een Drëttel.

Et ass awer och ganz kloer, an ech soen dat aus Korrektheetsgrënn och gär hei offiziell virun der Chamber: Ech sinn och bereet, mat der Stad Lëtzebuerg e Pacte d'actionnaires ze maachen, wou och ganz kloer drasteet, datt eng Rei vun Décisiounen, déi kënnen geholl ginn, net ouni den Actionnaire minoritaire Stad Lëtzebuerg dierfe geholl ginn, well et mer einfach sënnavoll a logesch schéngt, datt de Stat net hei ka mat der Dampfwalz iwwer ee fueren, mä datt do och e minoritären Aktionär, dee mer frou sinn, datt mer an der S.A. dann hunn, datt dee muss säin Accord op enger Rei Décisiounen kënnen ginn.

Et ass dee Wee, dee mer gemeinsam wëlle goen. An dann ass, wat den Exploitant ueget, keng definitiv Décisioun selbstverständlech hei geholl, mä ech mengen, mir mussen iwwer eng Ausschreiwung goen, wou mer genau definieren, wat fir eng Konditiounen mir gär hätten, fir duerno en Exploitant kënnen auszesichen. Och fir déi Saach eng Kéier kloer an däitlech ze soen.

Den Terminkalenner, mengen ech, deen hunn ech gesot: 13 d'Stëmme vum Gesetz, dann e Joer, wou all preparativ Aarbechte gemaach ginn, datt mer 14 kënnen ufänken, an d'Aarbechten, déi daueren dräi Joer.

Ech hoffen, datt mer se kënnen anhalen, mä esou wéi haut mer erkläert gëtt, ass dat awer eppes, wat anhalbar ass, well et muss ee ganz einfach wëssen, datt mer hei jo am Fong Schinnen op eng Strooss leeën, wou mer déi ganz Strooss schonn hunn, wou mer am Fong keng Emprisé mussen maachen, wou mer genau wëssen, wéi mer et maachen. Mir hu keng Ouvrages d'art ze maachen, mir hu keen Tunnel ze bauen, mir hu keng Bréck nei ze bauen, alles dat ass jo schonn en fin de compte do. Sou datt am Fong dee Bau, deen heiansdo esou komplizéiert gemaach gëtt, guer net esou komplizéiert ass. Um Kierchberg, wat dee gréissten Deal ass, do ass jo schonn déi Pist ganz gebaut, wou d'Schinne sollen hikommen.

Dat heescht, d'Komplexitéit vun deem Chantier ass wesentlech méi kleng, an duerfir kascht et och nëmmen 150 Milliounen, wat vill Sue sinn, mä trotzdem, an deem, wat alles gesot gëtt, 150 Milliounen, fir déi Schinnen ze bauen, sinn et de Centre de remisage an d'Voituren an d'Wagonen, déi dat Ganzt nach duerno op 300 eropbréngen. Mä de Bau an deem Sënn ass e wierklech iwwerschaubare Bau, deen och an där Zäit misst kënnen gemaach ginn.

De Fränz Bausch hat mech jo och nom Timing gefrot, mä den Timing hannendrun. Ech muss lech éierlech soen, wann ech lech en haut kéint soen, da wär ech ganz frou. Mä et hängt awer och dovunner of, wéi schnell mer mat Chantiere wéi dem Ban de Gasperich virukommen, wéi schnell dat sech entwéckelt, wéi den Hollerecher Quartier da ka frësch gemaach ginn, datt mer eisen Timing mussen do hannendrun bréngen.

Da wëll ech jo och net verstoppen, datt et och dovunner ofhängt, wéi schnell mer eis als Land ekonomesch entwéckelen, a schlussendlech wéi vill finanziell Moyenen ech a wat fir engem Rhythmus kann zur Verfügung gestallt kréien, fir weiderzefueren. Et hängt och einfach dovunner of. An ech weess net, wéi Lëtzebuerg sech an den nächste fënnf, zéng Joer ekonomesch entwéckelt. Wann et méi schnell ass, kënnen mer och méi schnell baue mat deene finanzielle Moyenen. Ass et méi lues, da muss mer eis drop upassen.

Duerfir ass et esou schwéier. A fënnf, zéng Joer, wann ech dann nach Travaux-publics-Minister sinn, soen ech lech, maache mer dat esou schnell wéi méiglech, mä haut kann ech net...

► **Une voix.**- Dat ass kee Problem.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Dir ënnerstëtz mech doran.



Dem Här Gibéryen wëll ech awer och nach e puer Saache soen. Ech probéiere se onpolemesch, ganz schnell an onpolemesch ze soen. Dir sot, den Tram baue mer fir d'Pendler, déi Stater Leit hu kee Problem.

Ech soen lech, ech wunnen an der Stad an Dir net, an ech soen lech, et ass e Problem all Dag an der Stad. An déi Stater Leit wësse ganz genau, datt et am Verkéier hei an der Stad guer net esou einfach ass...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Am Bus awer net.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- Mir wësse ganz genau, datt den öffentliche Transport, ob dat d'Bussen an der Stad oder d'RGTRs Busse sinn, am Stau stinn.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR)**.- Dir hutt virun de Wahle gesot, et wier alles an der Reil!

► **Une voix**.- Dir wäert dach elo net soen, Äre Bus-Transport an der Stad wier näischt, Här Bettel?

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Ech soen lech just, dass an den Haaptverkéierszäiten...

(Interruptions diverses)

► **M. le Président**.- Ech bieden lech elo, Är Gespécher ennereneen emol ofzebriechen an dem Här Minister nozelauschten, deen elo dem Här Gibéryen op seng Froen äntwert! Den Här Gibéryen soll och wann ech gelift nolauschten.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- Duerfir soen ech, do sinn och Problemer an och fir déi Stater Leit musse mer dat Konzept hei ëmsetzen. 43% vun de Stater Leit gi besser domat, 33% sinn d'selwecht, déi aner mussen eng Kéier méi ëmklammen. Mä ech wëll awer soen, dat sinn héich positiv Pourcentage fir déi Stater Leit, mä déi Leit, déi vun ausserhalb der Stad kommen, fir déi si quasiment 100% besser.

► **Une voix**.- Neen!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- Selbstverständlech.

De Chantier, do hunn ech lech doriwwer geschwat, wat dann de ganzen Tracé ugeet. Dir sot emol ganz einfach: „Späert en, da gesitt Der, wéi e problematesch ass!“ Majo, Här Gibéryen, elo hunn ech während enger Stonn probéiert, lech ze erklären, datt mer e Konzept hunn, wou, wann Der den Tram eleng dohinner setzt, et dann net geet, an et ass evident, wa mer deen Tracé elo haut spären, datt da Ri-seproblemer sinn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Jo, jo.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- Mä ech soe jo just, datt mer dee ganze Mobilitéitskonzept ronderëm d'Stad Lëtzebuerg mat den RGTRs Bussen dobaussen, mat enger anerer Verkéiersleedung an der Stad sollen a mussen ëmsetzen, fir datt mer dee Raum an der Stad kréien, wou deen öffentliche Transport do sennvoll ass, an datt dat dat eenzegt Mëttel ass, fir et an der Stad a ronderëm d'Stad uerdentlech ze maachen.

Dann hutt Der entweder iwwerhaupt net nogelauschtert...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Dach, dach!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.-...oder Dir wëllt net nolauschten.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Dach, dach, dach!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- Wann Der sot: „Da späert en, da gesitt Der!“, déi Ausso huet strictement kee Sënn an deem, wat ech lech elo haut während enger Stonn probéiert hunn, an all déi aner Riedner hannendrun och, ze explizéieren.

An datt e méi bëlleg soll sinn, e City-Tunnel wéi en Tram, deen ee just uewendriwwer leet...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Dat huet kee gesot.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- Dach, Dir sot, dat misst een nach beweisen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Ah!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- Also, ech muss lech éierlech soen,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Da maacht eng Etüd!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- ...sou lues, an deenen aacht Joer, wou ech elo Travaux-publics-Minister sinn, kennen ech awer ganz, ganz e weíneq, net vill, mä ganz e weíneq vun Tunnelbau, an haaptsächlech vu Präisser vun Tunnelen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Jo, jo.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- An ech soen lech, en Tunnel ënnert dem Bueden, an dat weess jiddwereen, deen ass eng Multipel méi deier wéi eppes, wat iwwert der Strooss ass. Do kënt Der awer Gëft drop huelen.

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Très bien! Très bien!

(Brouhaha général)

► **Une voix**.- Sëtzen!

► **Une autre voix**.- Sëtzen! Et geet duer, kommt!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR)**.- Ech mengen, de Minister hat eng Etüd virgeluecht, datt et 10% méi kascht.

► **M. le Président**.- Ech mengen, mir sinn elo fäerdeg. Et ass alles zu där Debatt gesot ginn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Den Här Minister war d'accord, mengen ech, fir eng Fro ze beäntwerten, mä méi no hannen, huet e gesot.

► **M. le Président**.- Frot Der da Parole après ministre, oder wat ass dann d'Ursach?

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Parole après ministre!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Majo, da froen ech déi.

► **M. le Président**.- Ass et Parole après ministre? Well mir fänken net erëm d'Diskussioun un, Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Neen, Parole après ministre.

► **M. le Président**.- Dann hutt Dir nach eng Kéier d'Wuert.

(Brouhaha général)

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- Dann hunn ech awer och Parole après député duerno.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Ech hale mech wéinstens un d'Prozeduren, net wéi aner, déi Fait personnel froen ouni Ursach.

Bon, also, Merci, Här President, fir déi Méiglechkeet, dann nach dat heiten ze soen, no-deem den Här Minister geschwat huet.

Den Här Minister huet gesot elo, hie géif elo no deenen aacht Joer, wou en da Minister an där Funktioun ass, e bëssen eppes kenne vun de Präisser vun Tunnelen.

Meng Fro un den Här Minister ass: Huet en dann elo de City-Tunnel aus sengem Instinkt an aus senger Erfahrung präislech ageschat oder huet en Etüde gemaach? A kann en eis déi Etüden da wierklech matdeelen, fir datt jiddwereen hei am Land ka vergläichen, wat dann elo wierklech d'Saach ass an de Präis vun City-Tunnel vergläiche mat deem vun Tram?

Villmools Merci.

► **M. le Président**.- Den Här Nohaltegeektsminister huet d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- Mir hu selbstverständlech keng detailléiert...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Ah! Aaahhh!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- ...Ingenieursanalyse vun deem Modell hei gemaach, mä par contre wat mer...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Et ass eng einfach Behauptung!

(Brouhaha général)

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- Dierf ech mäi Saz fäerdeg maachen?

Mä par contre, wat mer evidentereis gemaach hunn, dat ass ähnlech Tunnelen ze analyséieren, esou wéi se am Ausland gemaach gi sinn enner Stied, mat deene Präisser, déi do bezuelt gi sinn, déi op verschiddene Modeller kucken, komparativ kucken, op deene Kilometerzuelen, déi musse gebaut ginn, an duerno eng...

(Interruptions)

...Approximatioun dorobber maachen. Sou hu mer déi Modeller vu Präis ausgerechent,...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Mir hätten dat gär!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- ...an déi leien doudsächer net derniewent, wann ee weess, datt déi Präisser am Ausland, déi do sinn, ganz oft Präisser sinn, déi...

► **Une voix**.- Dat kanns de gleewen!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- ...méi bëlleg si wéi eis.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Sou, domadder wier elo d'Diskussioun definitiv ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn nach hei eng Motioun, iwwert déi mer ofstëmmen, iwwert déi mer à main levée kënnen ofstëmmen?

(Négation)

Da kritt Dir de Vote électronique.

(Interruption)

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Brouhaha général et hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Wou ass d'Madame Polfer?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Wou ass d'Madame Polfer?

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- D'Madame Polfer huet mer expressis verbis eng Procuratioun ginn.

(Hilarité)

► **Une voix**.- Oh là là!

► **Une autre voix**.- Fir mat Jo ze stëmmen!

► **M. le Président**.- Also, da lauschtert elo no! Déi Motioun ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen,...

► **Une voix**.- Dat ass knapps!

► **M. le Président**.- ...géint 4 Nee-Stëmmen an 1 Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Félix Eischen), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Paul Schaaf), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Serge Wilmes), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Marie-Josée Frank);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Scheuer), Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Georges Engel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox (par M. François Bausch), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Ech ginn dovun aus, datt kee wëllt seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

(Brouhaha général)

Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, a mir sinn och gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir de 26., 27. an 28. Juni.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.54 heures)

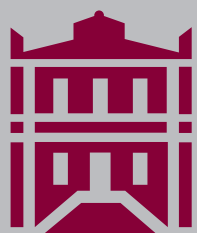
- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.

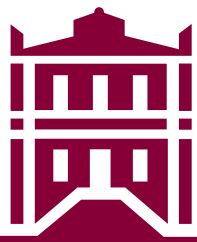
■ Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.

■ De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op

www.chd.lu





Sommaire

- 1. Communications**
 - M. le Président
- 2. Institution et composition d'une délégation internationale**
 - M. le Président
- 3. 6446 - Proposition de loi relative à la modification de l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire**
 - Déclaration de recevabilité: M. le Président
- 4. Ordre du jour**
 - M. le Président
- 5. 6334 - Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro**
 - 6405 - Projet de loi portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles
 - 6406 - Projet de loi relative
 - (1) à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité;
 - (2) à certaines immunités du mécanisme européen de stabilité et de la banque européenne d'investissement et
 - (3) modifiant la loi modifiée du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro
 - Rapports de la Commission des Finances et du Budget: M. Michel Wolter
 - Discussion générale: M. Claude Meisch, M. Alex Bodry, M. François Bausch (dépôt de trois motions), M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany
 - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
 - Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel
 - M. Serge Urbany
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
 - Vote sur la motion 2 (rejetée)
 - Vote sur la motion 3 (rejetée)
- 6. 6319 - Projet de loi:**
 - portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé;
 - portant modification de la loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières;
 - portant modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7. 6342 - Projet de loi modifiant 1. la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments; 2. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments**
 - Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel
 - Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Carlo Wagner, Mme Josée Lorsché, M. Jean Colombero
 - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 8. 6353 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2010-2011)**
 - Rapport de la Commission des Pétitions: M. André Bauler
 - Débat: M. Félix Eischen, M. Marc Angel, M. Camille Gira, M. Jacques-Yves Henckes
 - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale, M. François Biltgen, Ministre de la Justice
- 9. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale**
 - Exposé: M. Claude Adam (dépôt d'une motion)
 - Débat: Mme Diane Aehm, M. Eugène Berger, M. Ben Fayot, M. Jacques-Yves Henckes
 - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (M. Claude Adam pose une question)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gasch et M. Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Neen, Här President.

1. Communications

► **M. le Président.**- Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposiert.

2) Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposiert:

Den 18. Juni vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6442, eng Ofännerung vum Code du Travail; deeselwechten Dag vum Justizminister de Projet de loi 6444 iwwert den Abus de faiblesse; den 19. Juni vum Finanzminister de Projet de loi 6445 iwwert d'Participatioun vun eiser Regierung bei der Revisioun vun de Bedeelegunge vun de Memberstaten um internationale Währungsfong; den 21. Juni vum Här Félix Braz d'Proposition de loi 6446, eng Ofännerung vum Artikel 6 vum Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire, a schliesslech deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal iwwert déi lëtzebuergesch Participatioun un der Missioun vun der EU a Georgien.

Communications du Président - séance publique du 26 juin 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6442 - Projet de loi portant modification: 1. du Code du Travail; 2. des articles 1 et 2 du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L.513-3, L.521-7 et L.523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail; 3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 18.06.2012

6444 - Projet de loi portant incrimination de l'abus de faiblesse

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 18.06.2012

6445 - Projet de loi

- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n°66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010;

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n°66-2 en date du 15 décembre 2010

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 19.06.2012

6446 - Proposition de loi relative à la modification de l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Dépôt: M. Félix Braz, Député, le 21.06.2012

6447 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgija)

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 21.06.2012

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Institution et composition d'une délégation internationale

D'Chamber huet eng nei permanent international parlementaresch Delegatioun zesummenzestellen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Et handelt sech ëm d'Délégation parlementaire pour le contrôle interparlementaire de la politique étrangère et de

sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

De Bureau proposéiert, d'Membere vun der COSAC-Delegatioun souwéi de President vun der Delegatioun vun der Assemblée parlementaire de l'OTAN an dës Delegatioun ze benennen, esou datt déi Häre Fernand Boden, Ben Fayot, Eugène Berger, Félix Braz, Gast Gibéryen an Norbert Hauptert Membere vun där Delegatioun wäeren.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

3. 6446 - Proposition de loi relative à la modification de l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vun haut de Mëtteg huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi N°6446, eng Ofännerung vum Artikel 6 vum Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire, déi vum Här Félix Braz den 21. Juni deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz schléit fir dës Woch folgenden Ordre du jour vir:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt d'Projeten 6334, 6405 a 6406 iwwert den Europäesche Stabilitéitsmechanismus, déi zesummen an enger Diskussioun nom Modell 2 behandelt ginn; dann hu mer de Projet de loi 6319, eng Direktiv iwwert d'Valeurs mobilières, nom Basismodell; dann hu mer de Projet de loi 6342 iwwert d'Distributioun a verschidde Reglementatiounen vu Medikamenter, nom Basismodell; dann eng Orientéierungsdebat, N°6353, iwwert de Rapport vum Médiateur 2010-2011, nom Modell 1, a schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Reform vum Droit d'auteur am digitalen Zeitalter.

Muer de Mëtteg um zwou hu mer fir d'Éischt eng Aktualitéitsstonn vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Verhandlung vum Traité iwwert de Waffenhandel; duerno eng Motioun vum Här Félix Braz iwwert d'Repressioun am Tibet duerch déi chineesesch Autoritéiten; dann d'Question élargie vum Här Claude Meisch iwwert dee méigleche Mëssbrauch vu Chèqueservicen; dann eng Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert déi national Hëllefstrategie fir Leit ouni Énnerdaach, nom Modell 1, a schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert de Reformprojet vum Schengener Raum.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zu de Projeten 6334, 6405 a 6406 iwwert den Europäesche Stabilitéitsmechanismus, déi zesummen an enger Diskussioun nom Modell 2 behandelt ginn.

Et sief drop higewisen, datt fir dës Projeten de 6334 a 6405 laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëtter vun de Stëmmen erfuert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt.

D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Meisch, Bodry, Bausch a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen dräi Projeten, den honorabelen Här Michel Wolter.

Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.



5. 6334 - Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro

6405 - Projet de loi portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles

6406 - Projet de loi relative (1) à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité;

(2) à certaines immunités du mécanisme européen de stabilité et de la banque européenne d'investissement

(3) modifiant la loi modifiée du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro

Rapports de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Michel Wolter** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a villen europäesche Parlamentarier stoung an deene leschten Deeg a Wochen den neie permanenten Eurorettungsschiem zur Debatt. Virun allem bei eisem däitschen Noper waren d'Diskussionne grouss a sinn och nach net eriwwer. A wann ee weess, dass alles, wat an Däitschland politesch diskutéiert gëtt, och säin Nidderschlag op Lëtzebuerg fënnt, esou wonnert et een net, dass och dës Diskussionn bei eis mat Intensitéit gefouert ginn ass.

De Mëtteg soll déi Lëtzebuurger Chamber hiren Accord ginn zur Schafung vun dësem permanenten europäesche Rettungsschiem, an der Ofkierzung ESM, an och zu eiser finanzieller Bedeelegung zu deemselwechten.

De Finanzminister huet dofir an der Chamber dräi verschidde Gesetzesprojeten déposéiert, déi ech lech elo als Rapporteur zesumme wëll presentéieren, well een dann d'Zesammenhäng tëschent deene verschidde Projete besser versteet. Ech hunn dofir och a menge schréftleche Rapporten eng Partie commune fir déi dräi Projete geschriwwen, dat am Sënn vun enger besserer Lieserlechkeet.

Ier ech op déi eenzel Projeten aginn, wollt ech kuerz eng Kéier den Historique opzeechnen an de Kader erklären, an deem mir eis hei bewegen.

Fir Stabilitéit an der Eurozon an an der ganzer Unioun ze garantéieren, hunn déi europäesch Finanzministeren an enger Sitzung um Eurogroup am Mee 2010 decidéiert, en temporären europäesche Rettungsschiem an Héicht vu 500 Milliarden Euro op d'Been ze setzen, deen aus zwee Elementer besteet: de Mécanisme européen de stabilisation financière, ofgekierzt MESF, mat enger Capacitéit vu 60 Milliarden Euro, dee vun der Kommissioun géréiert gëtt, an de Fonds européen de stabilité financière FESF oder mat der däitscher Ofkierzung EFSF, mat enger Capacitéit vu 440 Milliarden Euro.

Beim EFSF handelt et sech ëm eng speziell Gesellschaft, mat Sëtz iwwregens zu Lëtzebuerg, déi am Nimm vun de Länner aus der Eurozon Suen op de Finanzmäert ka léine goen. Et ass deemools festgehale ginn, dass dës Zweckgesellschaft bis zu 440 Milliarden Euro u Kreditter ophuele kann. Mir hunn duerch d'Gesetz vum 9. Juli 2010 den EFSF guttgehescht, an de Lëtzebuurger Undeel un deem Rettungspräbbeli ass ënnert der Form vun enger Staatsgarantie op 1,15 Milliarden Euro festgeluecht ginn. Rapporteur zu dësem Projet war iwwregens eise leider verstuerwene Kollege Lucien Thiel.

Fir der Vertrauenskris an Europa an den Euro entgéintzewierken an e staarkt Signal un d'Finanzwelt ze senden, ass um Europäesche Conseil vum 24. a 25. Juni 2011 decidéiert ginn, dësen europäesche Rettungspräbbeli nach eng Kéier massiv ze stäerken a vu 440 op 780 Milliarden Euro opzestocken.

Dës Opstockung huet mat sech bruecht, dass Lëtzebuerg seng Garantie no uewen huet missen upassen, nämlech vun 1,15 Milliarden op

dann zwou Milliarden Euro. Dat hu mir duerch d'Gesetz vum 22. September vun leschte Joer gemaach.

Fir de Moment hunn dräi Länner vun EFSF Gebrauch gemaach: Irland krut 22,5 Milliarden Euro zougesprach, Portugal 26 Milliarden a Griichenland 144,7 Milliarden, wat en Total vun 193,2 Milliarden Euro ausmécht.

Dës Finanzhëllef integral vun EFSF finanziert a gi jee no Besoin an ënner strikte Konditionnen un déi dräi Länner verdeelt. Op den 20. Juni 2012 si vun deenen 193,2 Milliarden Euro, déi engagéiert sinn, der effektiv 151,6 un déi dräi Länner ausbezuelet ginn, an zwar 17,7 Milliarden un Irland, 26 Milliarden u Portugal an 107,9 Milliarden u Griichenland.

Wéi mer déi lescht Woch gewuer goufen, wëll och Spuenien kuerzfristeg vun EFSF Gebrauch maachen, fir seng Banken ze rekaptaliséieren. Den Eurogroup huet scho virun e puer Wochen eng Ligne de crédit vu ronn 100 Milliarden an Aussicht gestallt. Laut Experte bräicht Spuenien ronn 60 Milliarden Euro. An dësem Dossier ass awer nach keng Décisioun geholl ginn.

Genausou wéineg wéi am Fall vun Zypern, dat gëschter verlaude gelooss huet, dass et sech ënnert de Schiirm wëilt stellen. Wann een déi enk Verknäppung vun den zyproteschen an de griichesche Banke kennt, esou kënnt dës Ukënnung fir gutt Informéierter net iwwerraschend, dës émsou méi, well Zypern déi lescht Méint schonns op e Prêt zréckgegraff huet, dee vu Russland zur Verfügung gestallt ginn ass, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Ech wëll an dësem Kontext drun erënneren, dass Griichenland iwwert de Wee vu bilaterale Prête schonns eng Kéier vun engem éischte Rettungsplang vun de Memberlänner Sue geléint kritt huet. Dës sougenannten „Greek loan facility“, déi mat der Aféierung vun EFSF ofgeschaaft oder besser net weider benotzt gouf, war 80 Milliarden Euro schweier, an et goufen eng 52,9 Milliarden u Griichenland iwwerwisen.

Lëtzebuerg war an dësem Rettungsplang mat 206,1 Milliounen Euro engagéiert, wouvun 139,9 Milliounen effektiv iwwerwise gi sinn. Op dese Prête krute mir bis elo en contrepartie eng 7,9 Milliounen Zësen ausbezuelet. Summa summarum belafe sech d'Engagementer fir eist Land aus EFSF a Greek loan facility op den 20. Juni 2012 op 483,4 Milliounen Euro, wouvun 378,5 Milliounen ausbezuelet goufen.

Här President, am Oktober 2010 ass op europäeschem Niveau decidéiert ginn, e permanente Krisemechanismus op d'Been ze stellen, fir d'Stabilitéit an der Eurozon an an der ganzer Unioun ze garantéieren. Dës permanenten Europäesche Stabilitéitsmechanismus ESM soll déi aktuell temporaire Rettungsschiem ersetzen, deenen hir Lafdauer bis Énn Juni 2013 virgesinn ass.

Den ESM sollt eigentlech am Juli 2013 da seng Aarbecht ophuelen. Entre-temps, dat heescht am Dezember 2010, ass awer decidéiert ginn, dass den ESM méi fréi a Kraaft soll triede wéi dat nächst Joer, mä am Juli vun dësem Joer. Ech zitieren dofir den Auszuch aus der Déclaration finale vun Europäesche Conseil vum 8. Dezember 2011: «Nous», also de Conseil, «convenons d'accélérer l'entrée en vigueur du traité instituant le mécanisme européen de stabilité. Ce traité entrera en vigueur dès que les États membres représentant 90% des engagements en capital l'auront ratifié. Notre objectif commun est que le MES entre en vigueur en juillet 2012.»

Eng éischt Versioun vun Traité iwwert den ESM ass schonns den 11. Juli 2011 signéiert ginn. Déi präkär Situatioun vu Griichenland an d'Situatioun vu villen anere Länner, déi ëmmer méi Problemer haten an och deelweis nach ëmmer hunn, sech frësch Suen um Marché ze léinen, hu mat sech bruecht, dass den ESM entre-temps e puermol a senger Ausriichtung ofgeännert ginn ass. Fir genee ze sinn, ass dat op de Sommete vun der Eurozon vum 21. Juli a vum 9. Dezember 2011 geschitt.

Dat, wat mir also de Mëtteg am Gesetzesprojekt 6405 sollen approvéieren, ass den Traité an der Versioun, esou wéi en den 2. Februar 2012 zu Bréissel ënnerschrifft ginn ass.

Här President, léif Kollegen, ier mir eis mat deem neie Stabilitéitsmechanismus ESM eng nei legal Basis ginn, wäerte mer eis fir d'Éischt haut de Mëtteg mam Artikel 136 vun Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun beschäftegen. Dës Émännerung war op Wonsch, oder loosse mer éischer soen, duerch den Drock aus Däitschland beschloss ginn, déi soss wahrscheinlech net gréng Luucht zum neie Krisemechanismus ginn hätten.

Fir deemno dauerhaft Rechtssécherheet ze schafen, huet den Europäesche Conseil vum 17. Dezember 2010 decidéiert, den Artikel 136 vun Traité iwwert de Fonctionnement vun der

Europäescher Unioun ze änneren. Um Conseil vum 24. a 25. März 2011 ass dës Décisioun dann och formell ugeholl ginn. Am Traité kënnt deemno en neie Paragraph 3 bei den Artikel 136 derbäi, dee folgendermoosse libelléiert ass: «Les États membres dont la monnaie est l'euro peuvent instituer un mécanisme de stabilité qui sera activé si cela est indispensable pour préserver la stabilité de la zone euro dans son ensemble. L'octroi, au titre du mécanisme, de toute assistance financière nécessaire, sera subordonné à une stricte conditionnalité.»

Mam Projet de loi 6334 soll d'Lëtzebuurger Chamber hir Zoustëmmung zu dëser Ofännerung vun Traité ginn. Ze bemierken ass, dass d'ratifizierungsprozedur fir d'Ofännerung vun virgenannten Artikel méi einfach gemaach ginn ass, well op en Asetze vun enger intergouvernementaler Konferenz am Virfeld verzicht gouf.

De Statsrot gouf gréng Luucht zu dësem Projet de loi, deen een eenzeg Artikel ëmfaasst. Hie stellt sech generell awer a sengem deelweis kriteschen Avis eng Rei vu Froen, notament iwwert d'Konklusioun vun Europäesche Rot vum 24. a 25. März 2011, wou jo offiziell den ESM arrêteiert gouf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ass a wéi funktionéiert dann elo dësen dauerhaften europäesche Krisemechanismus, deem mir da mam Projet de loi 6405 eis Zoustëmmung solle ginn? Ech probéieren, lech dat elo no beschemt Wëssen ze explizéieren.

Éischtens ass den Europäesche Stabilitéitsmechanismus eng international Finanzinstitutioun mat Sëtz zu Lëtzebuerg. E gëtt gegrennt vun de 17 Memberstaaten aus der Eurozon, déi och alleguer Member sinn. Ausserdeem kann all Land, dat an Zukunft an d'Eurozon antrëtt, Member vun ESM ginn.

D'Zilsetzung vun ESM ass et, Suen ze mobiliséieren, fir dann déi Länner aus der Eurozon ze ënnerstëtzen, déi mat grousser Finanzproblemer ze kämpfen hunn an extrem Schwieeregkeeten emfannen, sech op dem Kapitalmaart frësch Suen ze besueren. Ausserdeem soll den ESM derzou bäidroen, d'Eurozon als Ganzt ze stabiliséieren.

Wéi kann den ESM engem Land hëllefen? Den Traité gesäit am Ganze fënnf Variante vu Stabiliséierungshëllef vir. Wéi schonns den EFSF kann och den ESM direkt Kredithëllef u Länner ënner Form vu Prête ginn. Zousätzlech ass d'Méiglechkeet virgesinn, Länner iwwert de Wee vun enger Ligne de crédit preventiv ze stëtzen. Bei Bedarf kënnen dann d'Suen ofgeruff ginn, d'Länner mussen awer kee Gebrauch dovunner maachen.

Als drëtt Optioun kënn Kreditter accordéiert ginn, déi geduecht sinn, fir Banke vun engem Land ze stabiliséieren, an net seng eege Statsfinanzen. Déi zwou lescht Hëllefsméiglechkeete betreffen den Opkaf vu Statsscholdpabeieren. Esou kann den ESM direkt um Primärmaart Pabeiere kafe vun Eurolänner, déi nei Statsscholdschäiner erausginn. An dësem Kontext trëtt den ESM, wéi all Investor, als normale Keefer op an erhéicht domadder d'Nofro.

Dat Ganzt huet zum Zil, dass den Taux op den Zësen so gedréckt ginn, zu deene sech héich verschëlte Länner op dem Kapitalmaart Sue musse léinen. Zousätzlech dierf den ESM um sougenannte Sekundärmaart och bestoend Scholdpabeiere u Länner kafen, déi un den institutionelle Finanzmäert gehandelt ginn, pardon, internationale Finanzmäert gehandelt ginn.

Am Prinzip kann all ESM-Member, an domat d'Länner aus der Eurozon, eng Ennerstëtzung ufroen. Am Traité ass awer festgehale ginn, dass d'Hëllefem nëmmen da garantéiert ginn, wann, ech zitieren nach eng Kéier: «...si cela est indispensable pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble.» Ier d'Regierungen aus der Eurozon am sougenannten „Conseil des gouverneurs“ vun ESM doriwwer decidéieren, ob e Land Hëllefem zougesot kritt oder net, ass eng Bewäertung vun der finanzieller Situatioun vun jeeweilege Land duerch déi Europäesch Zentralbank an, wa méiglech, an Zesummenaarbecht mam internationale Währungsfond virgeschriwwen. Si präiwen, ob eng reell Gefor fir d'Finanzstabilitéit am Euroraum besteet, ob d'Statsschold vun deene Länner weider Präten a Scholde verkaaft a wéi vill Suen dës Land a Wierklechkeet brauch.

An dësem Kontext muss ee soen, dass vum 1. März 2013 un dës Spillregele méi streng ginn, dass vun do un och d'Erdeele vun enger Finanzhëllef un d'ratifizierung vun sougenannten „Fiskalpak“ (veuillez toujours lire: „Fiskalpak“) gebonnen ass, dee jo ënner anerem d'Aféierung vu Scholdebremse virgesäit. Nëmme déi Länner, déi de Fiskalpak bis dohi ratifizéiert hunn, kënnen dann nach op d'Hëllef vun ESM hoffen. Griichenland, Portugal, Slowenien an Irland hu bis haut de Fiskalpak ra-

tifizéiert. Mir zu Lëtzebuerg hunn dësen Exercice nach virun eis.

Déi Finanzspréte vun ESM gëtt et selbstverständlech net zum Nulltarif. Wien ëm eng Ennerstëtzung vun ESM freet, muss dofir och eng Géigeleschtung erbréngen. Virun allem direkt Hëllef wéi Prête sinn an der Regel u Fuerderungen no Strukturereformen a Spuerprogrammen an de Länner geknäppt. Wéi eng Schrëtt a Mesuren e Land muss huelen, gëtt individuell an detailléiert an engem sougenannten „memorandum of understanding“ festgehale, deen déi zwou Parteie mateneen aushandelen.

Här President, léif Kollegen, wéi elo grad schonns kuerz ugeschnidden, ass et net d'Direktioun vun ESM, déi decidéiere kann, ob ee Land éligibel fir d'Finanzhëllefem ass oder net, mä et ass de Conseil des gouverneurs, deen dës Entscheidung treëft. An dësem Conseil ass all Land normalerweis mat sengem Finanzminister vertrueden. D'Entscheidunggen an dësem Gremium mussen an der Regel eestëmmege ausfallen. Wann awer eng Urgence besteet, da geet och d'Majoritéit vu 85% vun de Stëmmen duer. Wat d'Stëmmeverdeelung pro Land ugeet, ass net de Prinzip „ee Land, eng Stëmm“, deen zielt, mä d'Stëmmgewichtung gëtt no der Participatioun am Kapital vun ESM ausgerichtet.

Dat bréngt mech zur Fro, wéi vill Suen dem ESM dann elo zur Verfügung stinn. Den ESM soll e Stammkapital vu 700 Milliarden Euro kréien. 80 Milliarde vun dëse 700 Milliarde flësse fir d'Bildung vun engem Kapitalstock. Si gi vun de Membere vun ESM a fënnf Tranché bis d'Joer 2014 abezuelet. Déi aner 620 Milliarde gëllen als ofruffbart Kapital. Et ass dat eng Aart stëll Reserv, op déi am Bedarfsfall kann zréckgegraff ginn. Dës Stammkapital vu 700 Milliarden erlaabt et dem ESM, Kredithëllefem an enger Héicht vu bis zu 500 Milliarden Euro ze gewähren.

Fir d'Hëllefsmoosname vu krisegeplote Länner ze finanzéieren, wäert den ESM an éischer Linn selwer op de Finanzmäert Sue léine goen. D'Stammkapital vu 700 Milliarden Euro dëngt der Ofsecherung vun deene Finanzgeschäfter a soll derzou bäidroen, dass den ESM déi gënschtegste Konditiounen kritt, fir Sue kënnen ze léinen, a vun de Ratingagenturen den Triple-A zougesprach kritt. Ob dat effektiv wäert esou sinn, wäert d'Zukunft weisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass den ESM selwer Kapital besetzt, ass den zentralen Ennerscheid zum EFSF, dee momentan en vigueur ass. Den EFSF kann nëmmen op Garantie vun den Eurostaten zréckgräifen, wann en op de Kapitalmäert Sue léint. Hie kritt awer kee Kapital vun de Memberlänner fir seng Aarbecht.

Wéi vill all Land an den ESM abezuele muss, hântkum Undeel of, deen dat Land am Kapital vun der Europäescher Zentralbank huet. Normalerweis ass eist Land mat 0,2497% um Kapital vun der EZB bedeelegt. Well awer an dësem spezielle Kader Rücksicht op nei Eurolänner - Estland, Slowakei, Slowenien, Malta an Zypern - geholl gouf, bedeelegt sech Lëtzebuerg mat 0,2504% um Kapital. Dat bedeit an Zuelen, dass sech eis Gesamtkontribution am Kapital op déi dach beträchtlech Zomm vun 1,7528 Milliarden Euro beleeft.

Déi Lëtzebuurger Participatioun setzt sech aus zwee Deeler zesummen. Eppes Klenges iwwer 200 Milliounen mussen elo abezuelet ginn, fir de Kapitalstock vun 80 Milliarden Euro ze bilden. Dat geschitt net an enger Kéier, mä a fënnf Tranchen zu je eppes Klenges iwwer 40 Milliounen Euro, woubäi déi éischt zwou Tranchen am Juli an am Oktober 2012 fälleg ginn. Zwou weider Tranché ginn am Joer 2013 abezuelet, an déi lescht soll dann am Laf vum Joer 2014 abezuelet ginn.

Dës Informatiounen hu mir de leschten Dënschdeg an der Finanzkommissioun um zoustänneg Minister krut an droen domat och enger Kritik vun Statsrot Rechnung, dee sech d'Fro gestallt hat, wéini onst Land wéi vill misst an den ESM abezuelen.

Nieft dësen 200 Milliounen stelle mir dem ESM dann och nach en ofruffbart Kapital an der Héicht vun e bësse méi wéi 1,5 Milliarden Euro zur Verfügung.

Déi Lëtzebuurger Participatioun um ESM, där mir mam Projet de loi 6406 eis Zoustëmmung solle ginn, gëtt iwwert de Statsbudget finanziert. Dës Dépense huet eng Inzidenz op d'Resultat um Compte général, mä keen Impact op eis öffentlech Schold an der Maastricht-Optik, well et sech ëm eng Finanztransaktioun handelt, déi eng reell Contrepartie gënéiert. Laut Maastricht-Kritären ass d'Participatioun um ESM als neutral unzugesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt nach kuerz op d'Relatioun tëschent dem EFSF an dem ESM an déi kombinéiert Ausléincapacitéit agoen. Et ass jo decidéiert ginn, den



ESM ee Joer méi fréi un d'Lafen ze bréngen wéi ursprénglech geplangt. Dat bréngt mat sech, dass während engem Joer déi zwee Rettungsschiermer parallel lafen. Laut ESM-Vertrag dierf déi kombinéiert Ausléincapacitéit vun deenen zwee Rettungsschiermer d'Zomm vu 500 Milliarden net iwwersteigen. Zil ass et op där anerer Säit awer och, dës Zomm an all Moment zur Verfügung ze hunn.

Beim Europäesche Conseil vum 30. März 2012 zu Kopenhagen ass dofir décidéiert ginn, dass dem EFSF seng Mëttelen, déi scho verplangt sinn, no Enn Juni 2013 zum ESM-Volume derbäigerechent ginn. Heibäi handelt et sech ëm déi 193,2 Milliarden, déi fir den zweete Griichenland-Pak souwéi fir Irland a Portugal virgese sinn.

Theoretisch ergëtt sech aus dëser Kombinatioun e Gesamtvolumen, dee kann ausgeléint ginn, vu bal 700 Milliarden Euro, deen dann awer erëm op 500 Milliarden Euro zrëckgefëiert gëtt, wann déi dräi Länner hir Hëlfelefen zrëckbezuelt hunn. Souwiesou iwwersteigt laut mengen Informatiounen a Wierklechkeet déi verfügbar Zomm 500 Milliarden Euro net, well den ESM a sengem éischte Joer nëmmen ee Kreditvolumen vun 200 Milliarde soll hunn. Fir d'Eurozon an engem Noutfall awer handlungsfäeg ze halen, solle fir ee Joer déi net genotzte Mëttelen aus dem EFSF vu ronn 240 Milliarden Euro als Reserven zur Verfügung stoen.

Allerdéngs, an dat muss ee wëssen, de Mëtteg beleeft sech den theoretisch maximalen Engagement vun eise Land an de Rettungsschiermer ESM an EFSF op déi impressiounant Zomm vun 3,7528 Milliarden Euro, also 3.752,8 Milliounen. Et ass ze hoffen, dass dës Suen an der Realitéit net ofgeruff wäerte ginn!

Här President, am Kader vum Projet de loi 6406, deen d'Participatioun um Kapital vum ESM regelt, huet d'Regierung de 14. Mee eng Rei vun Amendementer agereecht, déi den Objet vum Gesetz erweideren an déi de Statsrot an engem Avis complémentaire aviséiert huet. Zu dësen Amendementer huet déi héich Kierperschaft eng Rei vu Remarquë gemaach.

Zum éischten Amendement vun der Regierung iwwert den neien Artikel 2 mengt de Statsrot, dass de Privileg, och nach „immunité de juridiction“ genannt, deen den Europäesche Stabilitéitsmechanismus duerch deen Amendement soll kréien, schonns duerch den Traité iwwert den ESM ofgedeckt ass. Dësen Traité gëtt jo duerch de Gesetzesvorschlag 6405 approuvéiert.

D'Europäesch Investitiounsbank, déi am Amendement ernimmt ass, ass dem Statsrot no net implizéiert, well si souwiesou scho vun engem ähnleche Schutz profitéiert wéi deen, dee mir elo dem ESM duerch Ratifikatioun vu sengem Traité accordéieren. Dësen Amendement ass dem Statsrot no dofir iwwerflësseg.

An der Finanz- a Budgetkommissioun ware mir awer, am Contraire zur Meenung vum Statsrot, zur Konkursion komm, dass mer den Amendement bäibehale sollen, well mer et als wichteg ugesinn, dass d'Dispositiounen aus dem Traité vum ESM nach eng Kéier op dëser Plaz confirméiert ginn, wéi och d'Immunitéit vun der Europäescher Investitiounsbank.

Den zweeten Amendement gesäit en neien Artikel 3 vir, fir d'Gidder vun der European Financial Stability Facility respektiv hir Obligatiounen vis-à-vis vun de Staten zousätzlech ze schützen, andeems dës Elementer als net saisierbar deklaréiert ginn an och net dierfe blockéiert oder séquestréiert ginn.

De Statsrot weist a sengem Avis fir d'Éischt emol drop hin, dass een Obligatiounen net ka saiséieren, mä nëmme Créancen. An eng zweeter Phas befaasst sech de Statsrot mam Gläichheetsprinzip, wéi en am Artikel 10bis Paragraph 1 vun eiser Verfassung festgeschriwwen ass. Hie stellt dëse Prinzip der Immunisation vum EFSF géintwärt, déi generell ass an a sengen Aen ze wäit geet.

E monéiert weider, dass d'Immunisation laut Text vum Amendement zu enger Onverletzbarkeet vun dësem EFSF féiert, déi eis Verfassung am Artikel 4 nëmmen zugonschte vun Groussherzog virgesäit. Dofir kann de Statsrot dësen zweeten Amendement vun der Regierung net akzeptéieren an huet och eng formell Oppositioun ausgesprochen.

De Statsrot verdéift da seng Iwwerleeungen am Kader vum drëtten Amendement, dee virgesäit, esou eng Immunitéit net nëmme fir de Schierm, mä och fir seng Organer, seng Ugestallten a seng Aarbechter anzeféieren. De Statsrot stellt fest, dass, souguer wa verschidden international Organismen eng relativ wäitreechend geriichtlech Immunitéit genéissen, déi net absolut ka sinn, si awer konform zu aneren internationalen Engagementen vu Lëtzebuerg si muss.

De Statsrot stellt awer och fest, dass am Géigesaz zu internationalen Organismen den EFSF

eng Lëtzebuergescher Gesellschaft ass. Dës Situation werft d'Fro no der Konformitéit vun dësem Regime zu internationalen Texten an zur Verfassung op, notament zum virgenannten Artikel 10bis. De Statsrot ass net iwwerzeegt, dass d'Motiver, déi dës Ofännerung zugrundeleien, d'Verfassungsgericht zefriddestellen, a souwiesou wier déi Immunitéit nëmmen op Lëtzebuerg geméint.

Och wann d'Aktionären, dat heescht d'Länner par définition eng solch Immunitéit genéissen, misst ee sech d'Fro stellen, ob dëst duergeet, fir och sengen Organer, Ugestallten an Aarbechter déi zeguttkommen ze loosse. Déi échappéieren nämlech all Injonctioun vun öffentlechen Autoritéiten an och de Prozesser virun engem Zivilgericht. Nëmmen den EFSF selwer kann décidéieren, déi Immunitéit opzehiewen.

Op Basis vun dëser Considéatiounen an obwuel d'Aktionariat vum EFSF d'State sinn, ass de Statsrot der Meenung, dass eng Dérogatioun vum Gläichheetsprinzip net de Bedéngunge vun de Verfassungsrichter gerecht gëtt. E freet sech weider, wat d'Plus-value vun dësem Amendement par rapport zu deem zweete wier, deen a sengen Ae méi effikass um internationale Plang ass.

Schlussendlech proposéiert de Statsrot dann, en neien zweete Paragraph an den Artikel 3 vum Gesetz vum 2. Juli 2010 (veuillez lire: 9. Juli 2010) anzubauen, an deem dem Statsrot no de Bedéngunge vun de Verfassungsrichter Rechnung gedroe wier.

An der Finanz- a Budgetkommissioun konnte mer no Diskussioun mat der Regierung eis den Erklärungen an den Argumenten vum Statsrot uschleissen an mir hunn décidéiert, dem Statsrot seng Textpropositioun an den Text vum Gesetz ze iwwerhuelen.

Wat d'Amendementer 4 a 5 ubelaangt, déi eng Emännerung vum Intitulé vum Gesetz virgesinn, hat de Statsrot keng Observatiounen ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat Asetze vum ESM riichte mer an Europa eng Aart Brandschutzmauer op, mat där gehofft gëtt, d'Vetraue vun den Investisseuren zrëckzegewannen an d'Situatioun op de Finanzmäert an an der Eurozon ze berouegen. Zudeem soll duerch déi héich Moyenen, déi dem ESM zur Verfügung gestallt ginn, d'Gefor méi kleng ginn, dass d'Finanzierungsproblemer vun héich verschëllte Länner wéi zum Beispill Griichenland op aner Länner iwwergräifen.

An der Finanzkommissioun war eng grouss Majoritéit der Meenung, dass et keng reell Alternativ fir eist Land gëtt, fir kuerz- a mëttelfristeg aus där déifster Finanz- a Wirtschaftskris aus deene leschte Joren erauszekommen, wéi an der europäescher Solidaritéit matzemaachen. Sou ass dann och de virleierende Rapport an der Finanzkommissioun mat de Stëmme vun alle Parteien ausser der ADR ugehol ginn.

Ech gi jiddefalls am Numm vun der CSV-Fraktioun den Accord zu deenen dräi Gesetzesprojeten a soen lech Merci fir Aert interesséiert Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Alleréisch dem Michel Wolter, Rapporteur vun deenen dräi Projet-de-loien, Merci soe fir seng ganz detailléiert Explikatiounen an där jo net ganz einfacher Matière. Dat erspuert et mir, nach eng Kéier ganz prezis op deen dote Contenu anzegoen. Ech hunn awer nach selbstverständlech eng Rei vu méi politesche Considéatiounen hei ze maachen.

Mat der Aféierung vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus maache mer e weidere Schrëtt, fir der aktueller Scholdekrise innerhalb vun den Eurolänner ze begéien. Mir mussen awer wëssen, dass, währenddem mer hei am Parlament diskutéieren an deemächst wäerten ofstëmmen, op anere Plazen och an der europäescher Décisionsmachinerie schonns eng ganz Rei vun anere Modeller diskutéiert ginn. Sou datt do, mengen ech, och d'Gefill opkomm ass, datt dat, wat mer hei maachen, net déi lescht Äntwert wäert sinn, fir der Scholdekrise an Europa kënnen entgéintzewierken.

Et gëtt do geschwat vun enger weiderer Mutualisation vun der Schold iwwert de Wee vun där enger oder anerer Zort vun Euro-Bonds. Et gëtt vun engem Konjunkturpak geschwat an der Héicht vun 130 Milliarden. Et gëtt driwwer nogeduecht, ob net weider d'Europäesch Zentralbank awer misst mandatéiert ginn, fir Scholdtitelen opzekafen. Et gëtt driwwer nogeduecht, ob net den Europäesche Stabilitéitsme-

chanismus, dee mer jo hei décidéieren, eng Banklizenz misst kréien, fir eben och méi staark direkt op dem Marché kënnen anzegräifen.

An elo de Mëtteg, kuerz éier eis Sëtzung ugefaangen huet, huet d'„Handelsblatt“ gemellt, dass et e Pabeier géif ginn um europäesche Plang, fir effektiv e grouse Schratt nach méi wäit ze goen, wann et drëms geet, der Scholdekrise entgéintzewierken, wou et angeblech zu radikalen Agréffer och soll op déi national Budgete kënnen komme vun der europäescher Säit aus, an op där anerer Säit et zu enger méi staarker koordinéierter Bankenopsicht soll kommen.

Sécher schéngt et duerfir menger Meenung no ze sinn, dass mer mat der Schafung vum ESM hei net déi lescht Etapp um Wee aus der Scholdekrise maachen, mä datt et just eng Tëschenetapp ka sinn. Den Europäesche Stabilitéitsmechanismus ass dann och noutwendeg ginn, well de Rettungsschierm virduen, den EFSF, huet misse méi schnell opgestockt gi wéi dat geduecht war. A well dee souwiesou jo eng Kéier sollt auslafen, ass dru geduecht ginn, en dauerhafte Mechanismus hei anzusetzen. Dat ass du schlieslech méi schnell geschitt, wéi et am Ufank envisagéiert war, dat och erëm eng Kéier ënnert der Pressioun vun der Realitéit, ënnert der Pressioun och vun de Marchéen.

Da sollt den ESM an deenen éischte Virstellunge jo och während fënnef Joer gespeist ginn. Och dat gëtt elo méi schnell gemaach. Élo gi mer do vun 2,5 Joer aus. Europa handelt zwar, gesäit een, mä Europa reagiert awer virun allem ëmmer erëm just aus der Nout eraus. A bis ewell hu mer et an Europa net fäerdegbruecht, fir kloer ze agéieren an déi Problemer do och ze anticipéieren.

Fir d'Éischt hate mer eng bilateral Hëllef, dunn hate mer en temporäire Rettungsschierm, dunn ass den ESM méi schnell komm wéi geduecht. Am Ufank ass vun engem Volumen vu 500 Milliarde geschwat ginn. Deen ass awer elo op 700 Milliarden eropgesat ginn, fir effektiv kënnen mat 500 Milliarden dann och ze traitéieren a gläichzäiteg den Triple-A kënnen ze behalen.

Mat vill Méi gëtt déi Struktur elo do an enger ganzer Rei vu Länner emgesat. Mä haut wësse mer, wéi gesot, dass dat doten net wäert duergoen an datt mer op d'mannst nach eng Kéier, an ech fäerten, nach méi wéi eng Kéier, heiriwwer mussen diskutéieren an och nach eng Schëpp noleeën.

D'Fro, déi ee sech hei stelle muss: Gëtt et am Endeffekt net méi deier, wa mer weider op där doter Schinn bleiwen, fir dat ze maachen, wat grad noutwendeg ass, och vläicht just dat ze maachen, wou een da grad eng Majoritéit innerhalb vun den Eurolänner fënnt, amplatz ee fir alle Mol de Problem och bei der Wuerzel kënnen ze paken?

Sécher ass gradesou, dass eng ganz Rei vu Fehler gemaach gi sinn, net geschter, net virgëschter, mä viru laange Joren zum Deel gemaach gi sinn, déi eis an dës Situatioun eragefouert hunn. Jo, et gouf gefuddelt, fir an den Euro eranzekommen. Et ass net probéiert ginn, mat där Zäit vun den niddregen Zësen an enger ganzer Rei vu südeuropäesche Länner ze kucken, jo, d'Konsolidierungspolitik kënnen ze maachen, mä et ass probéiert ginn, do dann erëm eng Kéier eng Dépensépolitik kënnen ze maachen.

Eng ganz Rei vu strukturelle Reformen an deene Länner - mä mir sollen net nëmmen op déi kucken an iwwert déi eis opreegen hei -, sinn net emgesat ginn. Mir hunn et haut nach ëmmer virun allem och a Südeuropa mat enger mangelnder Kompetitivitéit ze dinn, sou datt mer doduerjer och déi Spannung innerhalb vun engem eenzege Währungsraum awer hunn, wat eigentlech dann och eng normal Konsequenz dovunner ass.

D'Schwächt vun Europa an d'Schwächt vum Euro ass dann och gläichzäiteg déi vun hirer Gouvernance. Et gesäit een, dass eigentlech wéineg Instanzen do sinn, déi schnell kënnen décidéieren. Mir hunn eng, dat ass d'Europäesch Zentralbank. Déi huet dat zum Deel gemaach an der Vergaangenheet, konnt doduerjer och d'Marchéen eigentlech berouegen, well se onofhängeg ass, well se och net weisungsgebonden ass.

Allerdéngs war et net onbedéngt hir Missioun, fir um Marché secondaire ze intervenéieren. A mir hunn och schonns hei dorobber higewisen, dass et do awer zu engem gewëssenen Demokratiedefizit komm ass, well déi Décisiounen do jo net vun den nationale Parlamenten ofgeseent waren an eigentlech och der EZB net tel quel als Missioun mat op de Wee gi sinn.

Dann, wa mer deen Demokratiedefizit do wëllen net widderhuelen, dann ass et natierlech esou - an dat mécht zum Deel d'Komplexitéit hei vun dëser Matière a vun der ganzer Problematik aus -, dass all Nationalparlament muss

säin Accord zu deenen eenzelne Schrëtt do ginn. A mir héiere jo awer och ëmmer erëm, dass et awer eng ganz Rei vun nationalen Egoismen hei leider nach ëmmer gëtt.

D'Demokratesch Partei dréit den Europäesche Stabilitéitsmechanismus hei mat, och wa mer net der Meenung sinn, dass et elo déi beschte Léisung ass an och wa mer eben der Meenung sinn, dass et net déi leschte Léisung ass an datt mer hei sécherlech nach eng Kéier oder méi wéi eng Kéier heiriwwer mussen schwätzen.

Och si mer der Meenung, dass et eis eppes wäert kaschten. Et kascht eis elo eng Initialdotatioun vu ronn 200 Milliounen Euro. Mir kommen do an eng dauerhaft Struktur eran a mir wäerten net mengen, dass mer dat Geld do muer oder iergendwann eng Kéier - wann iwwerhaupt, da sécher net esou schnell - erëmkréien. Et ka bis zu engem Opstocken insgesamt vum Volumen komme bis 1,7 Milliarden Euro. Wann also alles schifgeet, da wësse mer och, wat mer do nach mussen noliwweren.

De Rapporteur huet virduen och nach eng Kéier - an dat war och a sengem schréffleche Rapport, mengen ech, ganz flott opgeléicht -, nach eng Kéier gesot, wat de gesamten Engagement ass, dee mer an all deenen doten Dosiere fir den Euro ze stabiliséieren, bis ewell agaange sinn: Do leie mer iwwer dräi Milliarden Euro bis ewell, dass heescht awer e Véirel vun eise nationale Budget. Wann et wierklech géif schifgoen, wär dat de Montant, dee Lëtzebuerg, deen d'Steierzueler och hei am Land missten op den Dësch leeën, well mer eis dozou engagéiert hunn.

Mir hunn also e fundamentalen Interessi, dass d'Situatioun sech mëttel- a laangfristeg stabiliséiert, well soss gëtt et eis effektiv ganz, ganz deier. Wéi kann d'Situatioun sech stabiliséieren? Eigentlech och nëmmen, andeems d'Vetrauen zrëckkëinnt, d'Vetraue vun de Mënschen an Europa an hir gemeinsam Währung, d'Vetraue vun den Investisseuren, d'Vetraue awer och an nei wirtschaftlech Perspektiv fir ganz besonnesch déi betrafte Länner.

Wa mer näischt maachen an näischt gemaach hätte bis ewell, dann ass et sécherlech net esou, wéi wann dat eis näischt kascht hätt. Ech mengen éischter, dass et dann nach vill, vill méi deier gi wär. A wann et Alternative gëtt zu där Politik, déi haut gemaach ginn ass, an där Alternative gi jo och diskutéiert um europäesche Plang an zum Deel och hei am Land, an den eenzelne politesche Gruppéierungen och, da mengen ech och kënnen ze soen, dass déi och net zum Nulltarif wäeren.

Hei ass eng grouss Solidaritéit gefrot, hei ass och den Apport vun deene gefrot, déi sech momentan eben nach an Europa kënnen leeschten, fir den Euro insgesamt kënnen ze stabiliséieren, an dat ass och bénéfique fir déi Länner, déi haut eppes mussen ginn, an net nëmme fir déi Länner, déi eppes mussen kréien.

Den Europäesche Stabilitéitsmechanismus ass dann eng Chance fir, jo, dass virun allem d'Finanzwelt net komplett zesummebrécht, wat einfach horrend Konsequenzen hätt fir d'Bankewelt direkt, fir Dausenden an Awerdausende vun Aarbechtsplaze queesch uechter Europa, also och fir d'Mënschen heiheim an anere Länner. A sécherlech géif dat sech jo och net nëmmen op Europa beschränken, mä géif seng Konsequenze wäit doriwuer eraus droen.

Mir mussen also weider sichen no deene richtige Léisungen. Fir eis gëtt et do eigentlech och keen direkten Tabu. Dir wësst, mir hunn dat hei scho virun engem Joer eng Kéier gesot, dass mer eis och mat der Iddi vun engem Euro-Bonds-System kéinten ufrënnen, dass dat eis net erschreckt hätt.

Och déi europäesch Liberal ginn an déi dote Richtung an hunn eigentlech dee Modell vum däitsche Sachverständigenrat iwwerholl, fir ze soe: Kommt, mir maachen eng Vergemeinschaftung, eng Mutualisierung vun der Schold, déi iwwert d'Limite vun deene 60% vum PIB erausgeet, mat natierlech enger Contrepartie, fir dann awer méiglechst schnell déi Schold kënnen do ofzebauen a sech Spuer a Reformziler ze definéieren an och contraignant kënnen duerchzesetzen. Eng Iddi, mengen ech, déi derwärt wär, och nach eng Kéier um europäesche Plang diskutéiert ze ginn.

Hei géifen déi wirtschaftlech méi staark Länner e bësse méi bezuelen, si stäipen awer doduerch och, mengen ech, am Nachhinein hir eegen Exportwirtschaft. An déi wirtschaftlech méi schwaach Länner krite awer d'Chance, aus deem Däiwelskrees vu Spuerprogrammer, vun enger neier Rezessioun, déi doduerjer induzéiert

ginn ass, vun dem Abroch bei de Recetten, deen dann erëm direkt dorobber nokënnert a wat d'Noutwendegkeet erëm eng Kéier erklärt vun engem neie Spuerprogramm, aus deem Däiwelskrees musse mer jo eng Kéier ausbriechen. An déi Léisung, dat kéinten déi dote Form vun Euro-Bonds sinn, dat sollte mir duerfir net aus den Ae verléieren.

Natierlech sinn an all deene Länner do Strukturformen noutwendeg. Nieft deenen Efforten, déi mer musse maachen, datt d'Ekonomie erëm un d'Rulle kënnert, musse mer kucken, a virun allem kënnert se och nëmmen un d'Rullen, wa mer déi Strukturformen do kënnen ëmsetzen, an datt jiddwereen och Vertrauen dran huet, datt et och politesch majoritéitsfäeg ass, an deene Länner se kënnen ëmzesetzen.

Virun allem och, mengen ech, kann et net esou sinn, datt déi Länner, déi hir Strukturforme scho gemaach hunn - zu deenen, mengen ech, gehéiere mir jo net, op jidde Fall net esou wäit, wéi mer et hätte misse maachen -, mä déi Länner, déi deen Effort do gemaach hunn, virun allem Däitschland, et versteet een, datt déi soen: Mir hu schwéier gelidden dorënner. Mir hunn eise Präis bezuelt duerch deen Effort, dee mer gemaach hunn a mir kënnen awer elo net nach eng Kéier bezuelen, andeems aner Länner deen Effort net maachen oder probéieren, op d'Käschte vun aneren do derlaanscht ze kommen.

Dat ass sécherlech och en Deel vun der Komplexitéit, mat där mer et hei ze dinn hunn. Duerfir, mengen ech, mussen et global Ustrenge gi vun all deene Concernéierten a virun allem musse mer kucken, datt mer de Bléck dobäi no vir richten op déi Léisungen, déi nach musse fonnt ginn. Generell, mengen ech, komme mer hei aus där doter Situatioun net eraus, wa mer net verstinn, datt mer an engem Boot sëtzen an datt mer, fir dat Boot erëm an e sécheren Hafen ze kréien, och zesummen an déiselwecht Richtung musse paddelen. Aneschtens wäert et net goen.

Et bleift dann nach: Just ze kucken, wat kuerzfristeg ze maachen ass, dat geet op jidde Fall hei net duer. Dat, mengen ech, ass de falsche Wee an dat hunn déi sëllegen Initiativen, déi bis ewell geholl gi sinn, och gewisen, datt eis domadder dee grouse Grëff op jidde Fall, dee grouse Worf net gelongen ass. Wa mer d'Scholdekris net an de Grëff kréien, wa mer d'Governance innerhalb vun Europa net kënnen verbessern, wa mer d'Wuesstemperspektive, virun allem a Südeuropa, net kënnen verbessern, wa mer net kloer weisen, datt d'Politik an all Moment eigentlech erëm d'Heft an d'Hand hei hält, da wäert dës Kris eis, an ech mengen, och déi nächst Generatiounen, nach deier ze stoe kommen.

Oft gëtt gesot, et gëtt keng Alternativ zu dëser Politik. Bon, dach, et gëtt Alternativen. Ech hu virdrun eng Rei vun Alternativen opgezielt: Wa mer gemeinsam Scholde maachen a gläichzäitig méi Interventiounen an déi national Budgeten zouloossen, wa mer eppes maache wéi e Marshall-Plang fir Südeuropa, wa mer d'Entscheidungsprozesser innerhalb vun der Europäescher Unioun verbessern, da mengen ech, sinn dat ganz kloer Alternativen.

Wouzou et keng Alternativ gëtt, mengen ech, dat ass awer zur europäescher Solidaritéit, fir datt mer déi Aufgab do zesummen uginn. Et huet jiddwereen eppes dovunner: Déi, déi hëllef, hu gradesou vill dovunner wéi déi, déi gehollef kréien. Well alles aneschtens, net ze hëllef an Länner hei ofrëschen ze loossen, dat géif finanziell sécherlech net mander kaschten. Et géif d'Ekonomie, net nëmmen an deene Länner, och bei eis a global, weltwäit weider erofdrécken. Et hätt horrend mënschlech Käschten einfach vu Chômage, vu Misär, vu Prekaritéit, déi géifen iwwert dee ganze Globus sech weider verbreedden, a finalement wär och, jo, d'Vetrauen an d'Demokratie, d'Vetrauen an déi sozial Économie de marché sécherlech ganz staark a Fro gestallt.

Duerfir musse mir eng Politik maachen, wou d'Mënschen nees neit Vertrauen an d'Politik kréien, wou d'Politik weist, datt se handlungsfäeg ass, wou d'Politik weist, datt se kloer Ziler huet an och konsequent de Wee op déi doten Ziler higee. Ech mengen, do kënnen mer nach viles besser maache par rapport zu deem, wéi mer et an de leschte Méint gemaach hunn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Debatt ronderëm d'Zoustëmmung vu Lëtzebuerg zu deem neien, permanenten Europäesche Stabilitéitsmechanismus fördert eng hektesch, jo vläicht souguer dramatesch Zäit. Griichenland, dat weess jiddwereen, ass nach net definitiv virun enger Faillite gerett, Spuenien steet prett, fir ënnert d'Äerm gehollef ze kréien, den Eurogroup huet bis zu 100 Milliarden Euro an Aussicht gestallt, fir Spuenien kënnen ze hëllef bei der Restrukturierung an der Rekapitalisierung vu senge Banken.

Duerch d'Schwieregkeete vu Spuenien kënnert iwwert de Bankesystem Portugal erëm an zousätzlech Schwierigkeeten eran. Zypern huet net méi spéit wéi gëschter eng Demande eragereecht, ugedeit, dass se och wäilten Hëllef vum europäesche Rettungsfong kréien.

Och wann een elo iwwert déi lescht Méint esou Nouvellé gewinnt ass, ass dat doten alles aneschtens wéi d'Normalitéit, wéi mer se an Europa an och an der Eurozon zënter der Schafung vum Euro kann hunn. Et ass eng anormal Situatioun, et ass eng héchst geféierlech Situatioun.

An duerfir mengen ech, dass et net wéinst der Diskussioun an Däitschland ass, wou mer haut solle mat där néideger Déift a seriö iwwert deen heite Projet diskutéieren, mä wéinst der Wichtigkeet virun allem vun der Envergure vum Engagement, wat Lëtzebuerg mat deem Vote vun deenen dräi Gesetzestexten hei hält, an dat fir onbestimmten Zäit.

Mir sinn eis eens, mengen ech, breet hei an der Chamber, iwwert d'Noutwendegkeet, fir schnell a wierksam ze handeln; ze handeln, fir d'Stabilitéit vun der Eurozon ze garantéieren. Mir sinn eis och, mengen ech, eens hei, wann och vläicht net eestëmmeg, iwwert d'Noutwendegkeet, d'Solidaritéit tëschent den Euroländer spillen ze loossen, well et och haut, ähnelch wéi virun engem Joer, wou mer och esou Diskussiounen scho gefouert hunn, keng wierkelech Alternativ gëtt par rapport zu der Solidaritéit tëschent den Euroländer.

Wie wëllt hei d'Responsabilitéit iwwerhuelen, fir no an no, nom Dominoeffekt een no deem aneren eenzel Eurostaten an d'Faillite falen ze loossen, mat all deenen Auswierkungen, déi dat kann hunn?

Mir sinn eis awer, mengen ech, och sécher, zumindest ass dat d'Meenung vun der sozialistischer Fraktioun, dass dese Rettungsfong net perfekt ass; net perfekt ass, souwuel wat säi Fonctionnement wéi och wat seng Moyenen ugeet, déi en duerch den Traité kritt. Mä et ass awer sécherlech e weidere Schrëtt an en neit Europa, an en Europa, wat méi gekennzeechent wäert si vun nach engem Zesummeerecke vum den Eurostaten, e wichtegst Kriseninstrument och, wat zu enger wierksamer Wirtschaftsregierung an Europa gehéiert.

Et ass duerfir an eisen Aen och entscheidend, dass esou schnell wéi méiglech, an beschte Fall effektiv schonn am Juli dësen neien ESM kann a Kraaft trieden. Eis Fraktioun wäert déi dräi Texter stëmmen.

Et ass awer och eis Aufgab als Parlament haut bei dësen Debatten - awer net nëmmen dann, mä och an deene Méint duerno -, trotz där breeder prinzipieller Zoustëmmung, déi mer hunn, mat engem kloeren an engem kritesche Bléck op déi europäesch Antwort op déi sougenannten Eurokris ze kucken.

Als LSAP-Fraktioun si mer der fester Iwwerzeugung, dass den ESM an der aktueller Form sécherlech nach verbesserungswürdeg ass a wahrscheinlech och wäert am Laf vun de Joren nach mussen ugepasst ginn, wéi mer och iwwerzeugt sinn, dass déi politesch Responsabel an Europa, ënner anerem wéinst dem däitschen Zécken an Zauderen während laange Méint, net ëmmer schnell an net ëmmer déif gräifend genuch reagiert hunn. „Ze lues, net genuch“, huet de „Spiegel“ gëschter geschriwwen.

D'Madame Merkel, dat wësse mer, wollt esou e permanente Rettungsschiem eigentlech net hunn. Eréischt no an no, op den Drock och vun den Evenementer hi konnt Däitschland, konnt anerer vun der Richtegkeet vun engem permanenten europäesche Rettungsschiem iwwerzeugt ginn. Wichteg Zäit ass an eisen Ae verluer gaangen. Do wou e staarkt Signal erwaart ginn ass vu baussen, sinn e puer kleng Signaler komm, déi ëmmer erëm hu missen nogerüst ginn.

Ech mengen, de Rapporteur huet jo och gewisen a sengem mëndleche Rapport wéi och a sengem schrëftlechen, wéi anscheinend och vu Conseilssitzung zu Conseilssitzung och dese Rettungsschiem ëmmer lichter eng aner Nues kritt huet, wéi e sech entwéckelt huet opgrond vun den Tatsachen, déi sech um Terrain opgedoen hunn. An déi Entwécklung ass sécherlech net gestoppt mat deem Vote, deen déi national Parlamentarier iwwert deen doten Traité wäerte maachen.

An eisen Ae war et och vun Ufank un net klug, eesäitig an der Äntwert op d'Kris op Austeritéit an d'Kappe vun öffentlechen Ausgaben ze setzen, an net gläichzäitig scho vun Ufank un och e grouse Wäert op noutwendeg gezielten Aktiounen fir méi Wuesstum ze setzen, wou mer eigentlech och d'Instrument hunn: Dat ass d'Strategie 2020, wou jo eigentlech dat geduecht ass, fir eng gezielten Aktioun ze maache fir méi Beschäftigung a méi Wuesstum hei an Europa.

Ech stelle fest, dass sech do schéngt eng gewësse Kurskorrektur an deene leschte Méint ze maachen. Mir hoffen, dass do och kloer Aussoe vum Conseil, vum Europäesche Conseil wäerten nach dës Woch ausgoen, net nëmmen a Richtung Budgetdisziplin, mä och a Richtung méi Wuesstum, well: Wéi solle mer eigentlech déi massiv Aarbechtslosegkeet, déi mer haut hunn - iwwer 17 Milliounen Leit an der Eurozon, déi haut ouni Aarbecht sinn! -, wéi solle mer där begéinen, wa mer net och probéieren, e bëssen aus där Spirale vun Austeritéit a Rezessioun eis erauszebewegen?

Weider Schrëtt wäerte sécherlech och musse gemaach ginn, wat d'Mutualisierung vun de Risiken an der Eurozon ugeet. Dës Mutualisierung ass de Corollaire vun enger weiderer Harmonisierung vun der Wirtschafts- a vun der Budgetpolitik an Europa.

„Project bonds“, Euro-Bonds, d'Schafe vun engem europäesche Fong fir d'Tilgung vun den ale Statsscholden, wéi dat zum Beispill déi däitsch Wirtschaftsweise proposéiert hunn an anscheinend och eenzel Leit amgaang sinn, als Iddi op europäeschem Plang ze iwwerhuelen: Dës Diskussiounen sinn net definitiv vum Dësch. Si gi weider a si wäerte sécherlech sech och nach méi akut mat der Verlängerung vun der Kris stellen. An et wär och gutt, wann dozou géifen eischt Aussoen op héchstem europäeschen Niveau kommen.

Iwwert d'Kompetenzen, iwwert d'Ausrichtung vun der Politik vun der Europäescher Zentralbank kann och diskutéiert ginn, wéi muss diskutéiert ginn iwwert d'Roll vun der Europäescher Investitionsbank. Alleguerten déi Institutionen kënnen aktiv ginn, müssen aktiv ginn, fir zesummen eng zegutsten Äntwert op déi aktuell Kris duerstellen.

D'Asetzung vun engem Europäesche Stabilitéitsmechanismus stellt - dat muss ee ganz kloer soen, bei alle Virbehalter, déi ee kann op Detailler hunn -, eng Verbesserung géintiwuer dem bestoenden temporäire Rettungsfong duer, dee soll am Laf vum nächste Joer och auslafen.

Wat sinn déi wichtegst Ënnerscheeder? Et ass fir d'Éischt emol d'Dauer. Den aktuelle Fong war op d'Dauer vun dräi Joer ugeluecht, den neie Mechanismus soll dauerhafte Charakter hunn.

Zweete wichtegen Ënnerscheed ass de Statut. Den aktuelle Fong ass eng Handelsgesellschaft no Lëtzebuerger Recht. Deen neie Mechanismus ass am Fong eng international Institution mat hirer eegener Personalitéit juridique, mat hirem eegene Statut, deen duerch en Traité ofgeschert ass, och mat enger Rei vu Privilegien, déi iwwert deen Traité festgeluecht sinn.

E weideren Ënnerscheed vum ale System par rapport zum neie läit am Fonctionnement, bei den Décisionsmechanismen, bei de Gremien: wéi se zesummegeesat sinn, awer och mat enger Urgenzklausel, déi hei agebaut ginn ass an déi awer eng ganz Rétsch vu Froen opwerft.

An ech wär frou, wann d'Regierung och kéint e bëssen hir Meenung zu där Klausel, där Urgenzklausel soen, wou am Fong jo hei elo - dat hu mer virdu jo net kennt am aktuelle System - d'Méiglechkeet besteet, wann eng Urgenz do ass, déi festgestallt muss gi virdu vun der Kommissioun wéi och vun der Europäescher Zentralbank, dass mat enger qualifizierter Majoritéit vu 85% verbindlech Décisionen, Engagementer kënnen geholl gi fir all Memberstaten an deem heite Mechanismus.

Am kloer Fall heescht dat, dass deene ganz grouse Länner - Däitschland, Frankräich an Italien - e Vetorecht zugestane ginn ass. Kloer heescht dat och, wann een d'Rechemaschinn hält, dass déi sechs gréissten Euroländer sech kënnen durchsetzen, well si hu méi wéi 80% vun de Voté géintiwuer deenen eelef klengeren Euroländer.

Et ass also méiglech, dass eng Minoritéit vun Länner sech kéint durchsetze géint eng Majoritéit vun Länner. A wann Der d'Debatten am franséische Parlament nogelies hutt, hutt Der festgestallt, dass se do ouni ze zécke soen, wat de Grond war vun där doten Ännerung. Et ass drëm gaangen ze verhënnern, dass eng Koalition vu klengen Länner kéint déi grouss Länner blockéieren.

Dat gëtt ze denken! Dat gëtt ze denken, an ech wär och frou, wéi gesot, do ze héieren, wat d'Aschätzung vun der Regierung vun deem do-

ten Artikel ass a wéi si déi Situatioun do gesäit, déi eigentlech jo och brécht mat där allgemenger europäescher Regel. Mä mir sinn natierlech hei en Matière intergouvernementale an net en Matière communautaire vun der duebeler Majoritéit, dass et net duergeet, eng Majoritéit ze hu vun den Awunner, mä et muss een och eng Majoritéit hu vun de Länner.

Hei an deem heite Fall ass et méiglech, relativ wäit ze goe mat där spezieller Klausel, déi hei an dese Mechanismus eragerutscht ass an déi fir mech och erklärt, fir wat et wichteg ass, dass dës Chamber hei elo - an allerleschter Minutt allerdéngs! - d'Décision geholl huet, fir hei net mat enger normaler Majoritéit ofzestëmmen, mä wierkelech op d'qualifizéiert Majoritéit zréckzegräifen, wéi se an der Constitution verankert ass. Well et eng Rei vun Dispositionen gëtt an deem heiten Traité, déi dach awer ganz no un en Abandon de souveraineté erukommen! Do gehéiert effektiv déi dote Regel vun der qualifizierter Majoritéit derbäi, wou also kënnen Milliardenengagementer geholl gi géint Länner, déi eventuell dergéint sinn.

An zweet Disposition, déi drän ass: Och hei ass eng Bestëmmung drän am Traité, déi seet, dass de Conseil vun de Gouverneuren - zwar eestëmmeg, dat heescht, op jidde Fall därer keng Géigestëmm do sinn - decidéiere kann, fir de Capital autorisé eropzesetzen. An domadder ergëtt sech natierlech och eng Verännerung vum Engagement a vum Risiko, wat déi eenzel Länner ze droen hunn.

Och dat ass, mengen ech, eng zweet Disposition, déi relativ wäit geet an déi an eisen Aen et zwéngend mécht, dass hei d'nationaal Parlament mat enger spezieller Majoritéit deen doten Traité guttheescht, well wierkelech en Doute besteet, ob mer net hei an engem Domän sinn, wou zumindest deelweis en Abandon de souveraineté op eng aner Institutionen stattfënnert.

E véierte Punkt vun Ënnerscheeder, déi ech wollt opwerfe par rapport zum ale System, deen ausleeft, an deem neie System, dee soll ufänken, dat ass dee vun de Mëttelen, déi dem Mechanismus hei zur Verfügung stinn, fir kënnen ze handeln.

E kritt vill méi Mëttelen, vill méi net onbedéngt an der Envergure à ce stade vun deene Suen, déi e ka léinen an Euroländer - do kritt en der éischerter mander -, mä awer an der Aart vun Interventiounen, déi e ka maachen, well en och ewell ka preventiv intervenéieren - dat steet ewell ausdrécklech an den Texten drän - do duerjer, dass en eng Ligne de crédit eenzelne Länner zur Verfügung ka stellen - well do gëtt net vu Prêt geschwat am Text vum Traité -, do duerjer, dass e kann och Länner Sue léinen, fir eng Rekapitalisierung vun hire Banke virzehuelen, an doduerjer haaptsächlech och, dass en och kann Interventiounen um sougenannten „marché secondaire“ maachen, wat bis elo jo eigentlech eng Aktivitéit war, déi vun der Europäescher Zentralbank gemaach ginn ass a wou eigentlech hei den Europäesche Stabilitéitsmechanismus an Zukunft kann déi doten Aufgabe maachen.

De fënneften Ënnerscheed - och dat, mengen ech, ass schonn ervirgehuewe ginn an der Debatt - ass, dass mer et hei net méi mat enger Institution ze dinn hunn, déi opgrond vu Statsgarantie fonctionnéiert, mä déi iwwer eegent Kapital verfügt, wat dann och gläichzäitig d'Garantie am Fong duerstellt fir déi Aktivitéiten, déi se mécht.

Et kann een also soen, dass hei en Instrument geschafe ginn ass, dat eng ganz Rétsch vun zousätzlechen Asazméiglechkeeten huet. Et géing awer sécherlech ze wäit, schonn ze schwätzen haut vun engem „Europäesche Währungsfong“ nom Modell vun Internationale Währungsfong, wéi dat heiansdo gemaach gëtt.

Mir als LSAP sinn der Meenung, dass et sécherlech vun Notze wär, wann deen dote Rettungsschiem och an Zukunft eng Banklizenz kéint kréien, dat heescht also, och méi no eigentlech un d'Europäesch Zentralbank géif erugefouert ginn. Et ass sécherlech néideg, an ech mengen, et wäert net laang daueren, da wäert et och geschéien, dass déi iewesch Grenz vun der Engagementscapacitéit, déi elo politesch festgeluecht ginn ass op 500 Milliarden Euro, dass déi och wäert dällech no uewen eropgesat ginn. D'Héicht vun dem Kapital, dat elo schonn autoriséiert ass, weist jo dorobber hin.

Et ass jo eigentlech e bëssen anormal, dass de op där enger Säit sees, mir wëllen eis Engagementer limitéieren op maximal 500 Euro (veuillez lire: 500 Milliarden Euro), a gläichzäitig hëls de eng Décision, wou s de e Capital autorisé schaafs vu 700 Milliarden Euro. Dat weist schonn drop hin, dass scho geduecht ass, dass déi Grenz vun deene Prëten, déi dee Mechanismus ka maachen, och an Zukunft soll kënnen eropgefouert ginn. Mä wahrscheinlech och aus Rücksicht virun der däitscher Regierung an aneren Opinion-publiques ass deen dote Schratt bis elo nach net gemaach ginn.



Ech fäerten allerdéngs, dass ëmmer dat Norechen do no an no, dat Nobesseren och net dat beschte Signal no bausse ass. Mä jiddwereen ass sech bewosst, dass natierlech och mussen zu 17 jo eng ganz Rëtsch vu Kompromësser gemaach ginn.

Schwaachstell vun deem Ganzen, dat hunn och d'Debatten an anere Parlamenten gewisen, dat ass also och keng Spezifisitéit vläicht vun eiser Debatt haut de Mëtteg, dat ass natierlech d'parlamentaresch Kontroll vun deem Ganzen. An dat seet: D'parlamentaresch Kontroll ass natierlech och d'demokratesch Kontroll am Kader vun enger parlamentarescher Demokratie. Déi ass net virgesinn an den Texter.

Dat hei ass en Text, deen eigentlech d'Exekutive stärkt, dee wéineg Rücksicht hält op d'Urkompetenzen eigentlech vun den nationale Parlamenten, wat d'Budgetsfragen ugeet, deen och d'Europaparlament - mir hunn et jo eigentlech net mat enger kommunautärer Institution ze dinn - och logescherweis an deem heite Fall erausléisst. Mä dat soll eis net dovunner ofhalen, och wa mer keen „Bundesverfassungsgericht“ zu eiser Verfügung hunn, fir vläicht e bëssen nozehëllefen. Et soll eis als Nationalparlament net dovunner ofhalen, fir eis Responsabilitäten ze huelen an eist Matsproocherecht geltend ze maachen, wat mer ouni Zweifel als Lëtzebuurger Chamber an all deenen dote Froen hunn!

Ech muss soen, dass och de Finanzminister bis elo ëmmer an alle Sitzunge confirméert huet, dass d'Regierung gewëllt ass, d'Chamber am Virfeld viru wichtige Dëschionnen, virun neien Engagementer, déi geholl ginn, net nëmmen ex post ze informéieren, mä ze konsultéieren. Dat muss, mengen ech, eng Selbstverständlechkeet sinn. An duerfir hu mer och ganz vill Sympathie fir déi eng oder déi aner Iddi, déi am Virfeld d'vun anere Fraktiounen zu där doten Iddi geäussert ginn ass. Et muss, mengen ech, kloer sinn; dat ass, mengen ech, fir d'Regierung eng Selbstverständlechkeet.

Nach ass et gutt, dat eng Kéier och hei festzeurren, dass d'Chamber, sief et als Plenum, sief et - dat hânt dovunner of - an der Finanz- a Budgetkommission am Virfeld och matzäiten informéiert gëtt, ier wichteg Dëschionnen notamentum um Niveau och vun dem Conseil vun de Gouverneure falen, well déi doten Dëschionne praktesch direkt wierksam ginn an en immensen Engagement bedeuten. An ech mengen, d'Regierung selwer huet all Intérêt, fir hir Responsabilitéit ze deelen och mam Parlament an esou ganz quokelege Froen.

Ech mengen, et ass also immens wichteg, dass mer do och eis selwer d'Mëttele ginn an eisem Fonctionnement, fir dass mer à même sinn, déi doten Entwécklung ze suivéieren. Dat schéngt eng Viraussetzung ze sinn, fir dass mer iwwerhaupt als nationaalt Parlament kënnen eisen Aufgabe gerecht ginn.

Deen Engagement vu Lëtzebuerg elo direkt ass héich. En ergëtt sech aus eiser Wirtschaftsstärkeit, well u sech gëtt eis Part un der Charge festgeluecht iwwer eise PIB, deen erëm als Base gegollt huet fir d'Festleeung vun eisem Undeel an der Europäescher Zentralbank. An dat bréngt mat sech, dass also déi Engagementer, déi mer hei huelen, zwar prozentual - mir vergiesse jo heiansdo, wéi kleng dass mer sinn an deem groussen Europa -, prozentual nach relativ bescheiden 0,25 Prozent ausmaachen. Mä dat sinn awer schonn Zommen, déi sech weise loosse.

An et ass jo och schonn am Rapport daitlech gemaach ginn: Et ass wierklech en theoretischen Total vun eisen Engagementer. Et ass en theoretische maximalen Total. Dat wäert erëm changéieren elo am Laf wahrscheinlech vun nächste Joer. Deemo wéi déi Weiderféierung gemaach gëtt vum ale System an den neie System läit dee fir Lëtzebuerg, autoriséiert vun der Chamber, bei insgesamt - wann deen heiten Text gestëmmt gëtt - 3,75 Milliarden Euro. An och an deem Budget wäerte schonn zweemol 40 Milliounen Euro mussen ausbezuellet ginn, wat eis éischt Partë sinn an dem Kapital vun deem neie Rettungsschirm.

Déi doten Engagementer komme bei eng Rei vun aneren Engagementer, déi Lëtzebuerg geholl huet op internationalem Plang, ob dat elo beim Internationale Währungsfond de Fall ass, ob dat bei gewësse Bankegarantien de Fall ass, bei der Neiverschuldung, déi mer hu misse weinst der Finanz- a Wirtschaftskris heit zu Lëtzebuerg ophuelen. Dat huet derzou gefouert, dass sech also och d'Scholdesituatioun an de Risiko fir Lëtzebuerg, de Finanzrisiko vu Lëtzebuerg an deene leschten dräi, véier Joer op eng dramatesch Aart a Weis verännert hunn. Dat muss ee sech virun Ae féieren.

An et muss ee sech och virun Ae féieren, dass mer et hei wierklech net mat enger Null-Risiko-Operatioun ze dinn hunn. Hei besteet dee reelle Risiko - fir d'Griichen ass de Risiko vläicht nach méi no elo wéi fir déi aner Länner -, de

reelle Risiko, dass mer en Deel vun deene Suen, déi mer hei zur Verfügung stellen, sief et iwwer Garantien, sief et als Kapital, vläicht emol net kéinten zrëckbezuellet kréien, wa sech déi Kris weider wäert verschäerfen an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint. Dat muss ee ganz einfach wëssen, an duerfir ass et wichtig, dass mer déi Debatt och mat deem néidege Seriö hei an der Chamber féieren.

E bësse bedauern ech, dass - et weess jo keen, wat elo effektiv zu Bréssel op deem Conseil do geschitt - awer am Virfeld, wann een d'internationale Press liest, eng ganz Rëtsch vun Iddië doruechter ze zirkuléiere schéngen - nëmmen d'Regierung weess, ob dat esou stëmmt, wéi dat an den internationale Medië steet -, mä Iddien, déi eigentlech bis elo hei a kengem Mooss an a kenger Kommission diskutéiert ginn. Ech hoffe just, ech hoffen eent, Här Minister, dass mer net op eemol de Weekend mussen héieren, dass déi Iddien elo zrëckbehalte gi sinn an dass d'Chamber dann ex post matgedeelt kritt, wat vläicht scho länger Zäit an der Diskussioun ass.

Op jidde Fall géif ech vläicht am Numm vun eiser Fraktioun och hei eng Suggestioun maachen: Den nächste Dëschdeg ass jo virgesinn, dass hei soll eng Chambersitzung sinn. Ech mengen, et wär gutt, et wär nützlich an et wär bal normal, wann d'Regierung och géif profitéieren vun där nächster Sitzungswoch vun der Chamber, fir eng Deklaratioun hei ze maachen iwwer déi Debatten, déi Dëschionnen, déi um Europäesche Conseil da geholl gi sinn.

Dat schéngt mer eppes ganz Normales ze sinn, wéi et och normal wär, wa wichteg Dëschionnen ustinn, dass och am Virfeld géif an iergendenger Form eng Consultatioun, eng Informatioun vun der Chamber stattfannen. Well wéi sollen d'Bierger dobausse sech zurechtfinden, wa se andauernd dach awer iwwerrascht gi vun enger Dëschionn op déi aner op europäeschem Plang? Dat ass déi grouss Suerg, déi mer all zesammen, mengen ech, mussen hunn: Wéi bréinge mer et fäerdeg an deem Europa vun de Statsdefiziter a vun de Statsdefizitkrisen, den demokrateschen Defizit net op eng geféierlech Aart a Weis oplafen ze loosse? Dat ass, mengen ech, déi grouss Erausforderung, déi mer hunn!

Wann een héiert, wéi Europa ëmmer méi wäit zesummeërckelt, ëmmer méi Dëschionne sollen zum Deel ausgelagert ginn national op den europäeschen Niveau, dat ass eigentlech net onbedéngt dat, iwwer dat d'Lëtzebuurger och an engem Referendum ofgestëmmt hunn. Et ass also wichteg, dass mer och als Parlament wéi d'Regierung eis Mëttele a Weeër ginn, wéi mer déi öffentlech, déi offen, déi demokratesch Debatt, déi mer brauchen iwwer Europa, déi Explikatiounen, déi mussen gefouert ginn, och dat, déi Risikobeschreibung, déi muss gemaach ginn, eventuell och d'Opportunitäten, déi sech aus där neier Entwécklung do erginn, dass mer dat an eng öffentlech Diskussioun erakréien, soss, mengen ech, lafe mer eng Kéier mam Kapp widdert d'Mauer!

Duerfir ass et, mengen ech, gutt, dass mer vläicht fir déi Debatt hei - anerer wäerten nokommen, et ass scho gesot ginn, dass mer nach wahrscheinlech dann am Hierscht och iwwer de sogenannte Fiskalpakt wäerten hei ze diskutéieren kréien -, da muss mer, mengen ech, prett sinn, fir déi doten Diskussiounen ze féieren a wëssen, wéi mer och als Parlament no bausse eigentlech mat de Bierger déi Diskussioun kënnen ufafe loosse, well soss gëtt et ganz, ganz schwéier, eng Majoritéit vun de Leit vun der Richtegkeet vun de politeschen Dëschionnen iwwerzeegt ze kréien.

Voilà, ech mengen, dat war déi Explikatioun, déi ech wollt ginn am Numm vun der sozialistescher Fraktioun. Et ass just, mengen ech, zum Schluss ze hoffen, dass deesen europäesche Rettungsfond mat sengen enorme finanziellen Engagementer vun den Eurolänner, awer besonnesch och vu Lëtzebuerg, kann hëllefen, erëm Vertrauen ze schafen, well dorëms geet et am Endeffekt! Et geet drëms, fir Vertrauen ze schafen, Vertraue fir d'Investisseuren, Vertrauen tëschent den eenzelnen europäesche Länner, Vertrauen awer och vun Europa a sech selwer!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Body. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat der Schafung vum EMS, e permanente finanziellen Hëllefsmechanismus, maache mer eigentlech eng Korrektur vun den europäesche Verträge a virun allem vum Artikel 125 vum Traité vun der Union européenne, wou déi faméis Clause um „no bail-out“ drasteet, déi am Fond et verbitt, dat ee Stat engem anere finanziell Hëllefstellung gëtt. An dat ass natierlech

dragesat ginn deemools virum Hannergrond, datt an all eenzel Memberstat muss derfir gesuergt ginn, datt mer keng Accumulatioun vu Scholde kréien, fir dat op deem Wee ze verhënnere.

Den EMS ass also do e wichtige Schratt, en neie Schratt, dee mer ginn, fir datt dat Europa, wat wirtschafts- a finanzpolitesch jo soll a muss zesummewuessen, fir datt dat och ka geschéien. Allerdéngs soe mir awer och, datt dat heiten an engem gewësse Sënn eng verpasste Chance ass, an eng verpasste Chance aus e puer Grënn. Et sinn da virun allem dräi grouss Beräicher, op déi ech wëll agoen, fir dat ze erläutere.

Deen éischten, dat ass deen, datt mer et natierlech hei mat engem Vertrag ze dinn hunn a mat engem Mechanismus herno ze dinn hunn, deen am intergouvernementale Rahme stattfënn, dat heescht, datt de communautaire Rahmen net matabezunn ass, wat och natierlech eng direkt Konsequenz huet iwwer d'Matbestëmmung, virun allem hei vum Europaparlament an, wéi et scho vu mengem Virgänger hei richteg beschriwwen ginn ass, et huet natierlech och eng Inzidenz op déi national Parlamenten.

Datt heescht, mir sinn hei eigentlech gewëssermoossen ugewisen drop, datt d'Regierung hei eis informéiere kënn am Parlament iwwer dat, wat am Conseil des gouverneurs decidéiert gëtt, wou jo de Finanzminister als Vertrieeder vun der Lëtzebuurger Regierung do präsent ass, fir mat ze decidéieren. An dat ass net grad transparent! Dat dréit och sécherlech net derzou bäi, datt den EMS a sengen Dëschionne vläicht ëmmer esou novollzéibar ass. Dat ass ee ganz kloren Defizit, dee mer do hunn.

Et laascht och sécherlech eng enorm Responsabilitéit, muss ee soen, op den eenzelne Vertrieeder, Finanzministeren, déi do hir Dëschionne mussen huelen. A wann ech Finanzminister wär, hätt ech och léiwer, ech hätt hei e parlamentaresche Back-up um nationale respektiv um europäeschen Niveau, dee mat géif d'Dëschionne méi stäipen. Dat wär sécherlech bei deene schwierigen Dëschionnen, déi do heiansdo ze huele sinn, dat wär sécherlech och besser.

Ech wëll elo duerfir net méi am Detail op déi Froen agoen - den Här Body huet se jo am Detail nach eng Kéier beschriwwen -, ech wëll just, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och nach eng Kéier rappeléieren, datt effektiv bis elo de Finanzminister ëmmer bereet war, an d'Kommission ze kommen, fir eis ze informéieren iwwer de Fortgang bei der Schafung vum EMS. An en huet eis et och bis elo nach ni ofgeleent, fir an d'Finanzkommission ze kommen, entweder viru wichtige Dëschionnen an deem heite Kontext oder och duerno, fir mat eis dorivver ze diskutéieren.

Mä ech mengen, datt et awer wichteg ass, datt mer dat souzesoen och hei als Parlament festhalen an deem Sënn, datt mer eng Motioun géife stëmmen, wou mer eigentlech d'Regierung invitéieren, am Kontext vum EMS - virun an hannendrun - ëmmer d'Chamber informéieren ze kommen iwwer den Impakt vun deenen Dëschionnen, déi do geholl ginn.

Datt kann dann a verschidde Situatiounen, wann d'Finanzkommission fënn, datt Dëschionnen ustinn, déi esou eng politesch Envergere hunn, datt d'Finanzkommission eleng net d'Dëschionne kann huelen, och derzou féieren, datt eventuell decidéiert gëtt, datt an enger Plénière hei eng Debatt gefouert gëtt, wou d'Regierung iwwer eng Motioun oder eng Beschloufaassung kann en Optrag kréie respektiv de Minister kann de Réck gestäipt kréien. Mä ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer am Parlament an öffentlech och dann hei an der Plénière déi Diskussiounen do féieren.

Här President, ech wëll duerfir domadder och hei déi Motioun dovunner ofginn an ech hoffen, datt se heibannen eng breet Zoustëmmung wäert kréien.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité signé le 2 février 2012 à Bruxelles qui est en voie de ratification au sein des pays membres de l'UE;

- considérant que son Conseil des gouverneurs doit décider d'un commun accord:

- de l'octroyer d'un soutien à la stabilité aux pays membres du MES qui ne peuvent plus, ou risquent de ne plus pouvoir, accéder normalement au financement par le marché;

- des conditionnalités de politique économique auxquelles sont soumis les pays bénéficiaires du soutien à la stabilité et qui sont établies dans le protocole d'accord de la facilité financière tel que défini à l'article 13 du traité établissant le MES;

- du mandat octroyé à la Commission européenne de négocier et de superviser ces conditionnalités de politique économique dont est assorti chaque soutien à la stabilité;

- considérant le déficit démocratique en matière de contrôle parlementaire à exercer par le Parlement européen qui est causé par la nature intergouvernementale de l'approche retenue par les États membres de la zone euro;

- considérant la résolution du Parlement européen du 23 mars 2011 sur le projet de décision du Conseil européen modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en vue de la constitution du MES et dans laquelle il est souligné «qu'il convient d'associer pleinement chacun des parlements nationaux, conformément à leurs droits en matière de budget et de contrôle, à toutes les étapes, en particulier dans le contexte du semestre européen, afin d'améliorer la transparence, l'appropriation et la responsabilité pour chaque décision prise»;

- considérant les prérogatives en matière budgétaire de la Chambre des Députés;

demande au Gouvernement:

- de se présenter systématiquement devant la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés lors de la réunion qui précède la réunion du Conseil des gouverneurs du mécanisme européen de stabilité afin d'y exposer et de discuter la position qui sera défendue par le gouverneur luxembourgeois;

- de faire un rapport à la Commission des Finances et du Budget lors de la réunion qui suit celle des gouverneurs du mécanisme européen de stabilité afin d'y mettre en évidence:

- l'impact financier pour le Luxembourg des décisions prises;

- les conditionnalités décidées et imposées aux pays bénéficiant d'une assistance financière dans le cadre du MES;

- les rapports de suivi réalisés par la Commission.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Een zweete Punkt, wou mer fannen, datt et eng Rei verpasste Chancë gi sinn, datt betrëfft natierlech un alleréischter Stell de Fait, datt den EMS keng Bankelizenz huet. Dat huet e puer Nodeeler.

Deen éischten ass natierlech, datt en zwar schonn elo méi eng zolidd Capacité financière huet - vu 700 Milliarden -, mä wann ech awer kucken, wat fir eng Risike mer an der nächster Zäit kéinte lafen an Europa a wéi séier datt et kéint sinn, datt déi 700 Milliarden net méi duerginn, datt heescht, datt deen EMS méi eng héich Capacité de financement misst kréien, da mengen ech, datt et schlecht ass, datt den EMS nëmmen drop ugewisen ass, fir sech op de Finanzmarché Kreditter ze beschafen a sech net kann zum Beispill och Kreditter siche goe bei d'Europäesch Zentralbank.

Wann ech reng kucken: D'Dette cumulée vun de Länner Griichenland, Irland, Portugal, Spuenien, Italien an der Belsch zesumme mécht 3.900 Milliarden aus! An deem géigeniwwer, wann ech déi 700 Milliarden hei kucken! Ech weess natierlech - dat hu mer och an der Finanzkommission oft diskutéiert -, datt, wann déi dote Länner, déi ech elo opgezielt hunn, mateneen alleguerten a Schwieregkeete géife geroden, da wäere mer wahrscheinlech souwiso an engem aneren Zeenario. Da géif et och souwiso net méi eleng duergo mat engem Rettungsschirm oder mat engem EMS, da misste mer ganz aner Saachen diskutéieren.

Mä nach, ech wollt dee Chiffer einfach emol zitléieren, fir awer opzeweisen, datt déi 700 Milliarde sécherlech vill Sue sinn, mä datt op där anerer Säit awer och eng cumuliert Dette steet, déi extrem héich ass, an datt et ganz séier ka sinn, datt e Besoin de financement do ass, dee méi héich läit, an datt et dann an enger gewëssener Urgencesituatioun duerchweegs misst méiglech sinn oder misst kënn méiglech sinn, datt den EMS, wann en dann eng Bankelizenz hätt, sech kéint bei der Zentralbank séier Kreditter siche goen, fir kënn gewësse Refinanzementer ze maachen.

Et ass awer och nach en anere Grond, firwat mer der Meenung sinn, datt eng Bankelizenz noutwendeg ass, a firwat datt et wichteg oder méi intelligent wär, datt den EMS direkt bei der Zentralbank misst kënn Sue kréien. An dat ass gewëssermoossen eng pervers Situatioun. Dir wësst jo, datt an deene leschte Méint d'Europäesch Zentralbank d'europäesch Banke massiv mat bëllegem Geld gefiddert huet. An et ass jo och dat eigentlech de Grond, firwat datt d'Mar-



chéé sech zu engem gewëssene Moment berouegt hunn, a soss näischt aneschtens.

Elo ass et awer esou, dat huet net derzou gefouert, éischtens, dass déi Kreditklemm sech opgehuewen huet, au contraire. Mä déi Banken, déi déi Sue vun der Zentralbank kritt hunn, hunn awer eppes mat deene Sue gemaach. Ech kommen nach dorobber ze schwätzen.

Mä wat vill méi pervers ass, dat ass, dass den EMS, well e nëmme kann um fräie Marché sech Kreditter siche goen, geet en hin a geet sech dann natierlech bei Privatbanke Sue léinen. Dat sinn da Suen, déi déi Banke vun der Zentralbank zu gönschtege Konditioune virdu kritt hunn - dat heescht, Donë vum Steierzueler - an deementspreechend fir méi en héijen Taux erëm eng Kéier un den EMS weidervuléinen.

Dat ass natierlech eng pervers Situatioun an et wär sécherlech méi gescheit, wann donc den EMS eng Banklizenz hätt an donc méi käschtegentschteg kéint Sue bei d'Zentralbank léine goen. Wat sécherlech och am Intérêt vun deene Länner wär, déi jo d'Sue solle kréien, déi jo souwisou an enger schlechter Situatioun sinn an déi och frou wäeren, wa se d'Kreditter zu méiglechst beschte Konditioune kéinte kréien.

Et ass awer dann och nach derbäi, dass dat nach méi pervers gëtt, well dann ass et och nach esou, dass, wann ech de spuenesche Fall huelen: Wann elo den EMS dem spuenesche Stat Sue géif ginn, fir dass deen déi kéint u seng Banke weiderginn, fir d'Kreditklemm opzehiewen, dann hu mer nach guer keng Garantie, dass dat geschitt, wat eigentlech misst geschéien a Spuenien, fir dass Spuenien aus där schwiegener wirtschaftlecher Situatioun erauskënn, nämlech dass d'Banken och endlech erëm Sue léinen, entweder un d'Privathaushalter oder u Betriber.

Well d'Mësstrauen ass esou grouss entre-temps, dass dann déi spuenesch Banke wéinst der Rezessioun a Spuenien a wéinst all de Risiken, déi domadder verbonne sinn, éischer keng Sue wäerte verléinen, an de Risiko ass souguer grouss, dass natierlech déi Suen awer erëm benotzt ginn. Mä firwat gi se da benotzt? Mä erëm, fir ze spekuléieren, eventuell géint aner Länner, well d'Banke behale bekanntlech net hir Suen ënnen am Tresor am Keller einfach léien. Déi setzen déi erëm a fir aner Saachen.

Och do gesäit een, dass een hätt missen derfir suergen, hei iwwert den EMS, dass déi Suen, déi Kreditter, déi do vergi ginn, dass een do gewisse Garantie kritt, dass déi Länner och derfir suergen, dass da wéi an deem Fall hei vu Spuenien déi Suen och agesat ginn, fir d'lokal Economie an d'national Economie zum Beispill ze stäipen.

Da spillt sécherlech och ee Punkt hei mat dran, dass ass, dass et hätt misse fäerdegbruecht ginn, den EMS an dat, wat iwwert den EMS gemaach gëtt, besser oder méiglechst optimal ze koordinéieren mat allen anere Politiken an Europa, sief et Aktivitéit vun der Europäescher Investitiounsbank, sief et awer och am Kontext vun den „project bonds“, déi jo elo kommen, am Kontext och vun der europäescher Strategie 2020, déi jo soll am Fong derfir suergen, dass mer endlech an Europa erëm e Wuesstum kréien, dass de Chômage erofgeet, wat natierlech jo och nëmme d'Garantie ka sinn, dass d'Länner erëm deen néidege finanzielle Sauerstoff kréien, fir iwwerhaupt budgetär erëm besser dozestoen.

Och do gëtt et Lacunen, ganz kloer, an déi hunn natierlech och dermat ze dinn. Do kommen ech am drëtten Punkt dann drop zrëck, op déi Décisiounen, déi nach am Kader vun europäesche Sommet ausstinn, entweder déi nächsten Deeg oder an der Diskussioun ronderëm de Fiskalpakt.

Dann de leschte Punkt, deen och an deem Kontext fir eis wichteg ass: Déi eenzel Memberstate kréie jo och Zënsen zrëck. An et misst eigentlech och derfir gesuergt ginn, dass déi Zënsen, déi do zrëckkommen - de Finanzminister huet eis jo heiansdo mat enger gewëssener Freed opgezielt, dass iwwert déi Suen, déi verléint gi sinn iwwert den EFSF, schonn Zënsen zrëckkomm sinn -, dass déi Suen awer och prioritär agesat ginn, an och erëm am Sënn vun der Strategie 2020, nämlech fir derfir ze suergen, dass se reinvestéiert ginn an d'national Economien, fir dass mer kënnen aus der Kris erauskommen.

Well nëmme, wa mer et fäerdegbréngen, aus der Rezessioun erauszekommen an erëm de Chômage erofgedréckt ze kréien, dass heescht Aarbechtsplazen ze schafen, da kënnen d'Staten och erëm déi Recetté kréien, déi se brauchen, fir kënnen e Budget ze kréien, deen am Equilibre ass.

Dat bréngt mech dann natierlech zum drëtten Deel. Ech wollt awer zum zweeten Deel, Här President, och eng Motioun déposéieren, déi am Fong dat alles erëmgëtt, wat ech elo beschriwwen hunn, a wou ech och hoffen, dass mer déi ugeholl kréien. Ech hu se selwer nach net ënnerschriwwen, ech huelen dat dann no.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité signé le 2 février 2012 à Bruxelles qui est en voie de ratification au sein des pays membres de l'UE;*

- *considérant les conclusions du Conseil européen du 17 juin 2010 sur «Europe 2020 - Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive» par lesquelles l'UE s'est fixée comme objectif de*

- *«réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% voire 30% par rapport aux niveaux de 1990; faire passer à 20% la part des sources d'énergie renouvelable dans notre consommation finale d'énergie; et s'acheminer vers une augmentation de 20% de notre efficacité énergétique;*

- *améliorer les niveaux d'éducation, en particulier en s'attachant à réduire le taux de décrochage scolaire à moins de 10% et en portant à 40% au moins la proportion de personnes âgées de 30 à 34 ans ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur ou atteint un niveau d'études équivalent;*

- *favoriser l'inclusion sociale, en particulier en réduisant la pauvreté, en s'attachant à ce que 20 millions de personnes au moins cessent d'être confrontées au risque de pauvreté et d'exclusion.»;*

- *considérant les six législations européennes renforçant la gouvernance économique dans l'Union européenne et au sein de l'Union économique et monétaire entrée en vigueur le 13 décembre 2011;*

- *considérant que le Conseil des gouverneurs doit décider d'un commun accord aussi bien*

- *de l'octroi d'un soutien à la stabilité aux pays membres du MES qui ne peuvent plus, ou risquent de ne plus pouvoir, accéder normalement au financement par le marché;*

- *des conditionnalités de politique économique auxquelles sont soumis les pays bénéficiaires du soutien à la stabilité et qui sont établies dans le protocole d'accord de la facilité financière tel que défini à l'article 13 du traité établissant le MES;*

- *du mandat octroyé à la Commission européenne de négocier et de superviser ces conditionnalités de politique économique dont est assortie chaque assistance à la stabilité;*

- *considérant les prérogatives en matière budgétaire de la Chambre des Députés;*

demande au Gouvernement:

- *de veiller à ce que les différents leviers disponibles au niveau de l'Union européenne pour mener et financer des politiques économiques soient coordonnés de façon effective dans le cadre des programmes d'ajustement macroéconomique qui conditionnent les aides financières octroyées par le MES;*

- *de veiller dans ce contexte à ce que*

- *la Banque européenne d'investissement soit impliquée dans l'établissement des programmes d'ajustement macroéconomique;*

- *les fonds structurels non utilisés soient mobilisés en appui des domaines et secteurs visés dans la stratégie UE2020 en matière d'emploi, de lutte contre la pauvreté, d'éducation, de recherche et développement, de climat et d'énergie;*

- *de plaider pour que les intérêts perçus sur les prêts octroyés à l'État membre bénéficiaire de l'assistance financière soient réinvestis dans les domaines et secteurs visés par la stratégie UE2020 telle que énoncée ci-dessus;*

- *de plaider pour l'octroi d'une licence bancaire au mécanisme européen de stabilité afin de lui donner un accès plus direct aux liquidités de la Banque centrale européenne et de réduire ainsi les coûts des appuis financiers aux pays en difficultés.*

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Ech kommen dann awer zum drëtten Volet. Dat ass dat, wat och schonn zum Deel vun Här Bodry ugeschnidde ginn ass. Dat ass de Fiskalpakt an alles dat, wat elo am Kader vun Sommet dese Weekend, also déi nächsten Deeg, wäert diskutéiert ginn, deen ee jo net ka lassgelleist gesi vun dem EMS, och wann den EMS elo hei nëmme e Mechanismus ass, dee mer schafen.

Mä mir wësse jo awer, dass d'Konditiounen, fir herno kënnen vu Kreditter vun EMS ze profitéieren, zum Deel festgeluecht ginn iwwert de Fiskalpakt respektiv iwwer alles dat beaflosst ginn,

wat an deenen nächsten Deeg zu Bréssel respektiv an den nächste Méint dann op europäeschen an op internationalen Niveaue wäert diskutéiert ginn.

An effektiv fanne mir et och net gutt, dass d'Parlament sech net méi mat deene Froen, déi do diskutéiert ginn, ausenanersetzt. Mir wonneren eis och iwwer all méiglech Proposen, déi de Moment an der Diskussioun sinn vun eenezelnen net onbedeitenden europäesche Politiker, sief et Finanzministere oder och Statscheffen an Europa. Dat dréit och ganz sécher net derzou bäi, dass d'Bierger an Europa verstinn, wéi déi Zesammenhäng ze gesi sinn a wéi d'Décisiounen an Europa falen oder misste falen.

Mä wéi gesot, et kann een den EMS souwisou net lassgelleist gesinn haaptsächlech vum Fiskalpakt, dem Fiskalpakt, dee jo am Januar vun der Madame Merkel an dem Här Sarkozy als eppes immens Revolutionäres verkaaft ginn ass, mä wat awer eigentlech näischt Neies ass.

Wat mécht de Fiskalpakt? Mä e schreift eigentlech dat, wat mer haut schonn am Pacte de stabilité hunn, nach fest. Dat soll festgeschriwwen ginn an déi national Gesetzgebungen. Dat heescht, mir verstärke just déi Discipline budgétaire, déi am Fong schonn am Stabilitéitspakt virgesinn ass.

A mir fannen et just wierklech erstaunlech, dass dat ëmmer erëm an Zesammenhang mat der Kris bruecht gëtt, an där mer sinn, a gemengt gëtt, dat eleng géif duergoen, fir d'Vertrauen an Europa erëm hierzestellen. Well wann een emol kuckt, wéi d'Situatioun an deenen eenezelnen europäesche Länner ass, da stellt ee jo fest, dass déi ganz ënnerschiddlech ass.

Wann ee kuckt, wéi d'Situatioun fir Griichenland ass, dann ass ganz sécherlech a Griichenland déi budgetär Disziplin an deene leschten zéng Joer net respektéiert ginn. A Griichenland huet duerch eng schlecht Gouvernance ganz sécher e gudden Deel vu senge Problemer selwer verschëllt. Do kommen déi wirtschaftlech natierlech nach drop.

Mä fir Irland oder Spuenien trifft dat iwwerhaupt net zou. Irland a Spuenien, dat ware Länner, déi ware bis 2008, ech wëll net soe Musterschüler an dem Respektéiere vun der budgetärer Disziplin an Europa, mä dat waren op alle Fall Länner, déi... Spuenien zum Beispill huet säin Defizit extrem staark reduzéiert tëscht 2000 an 2008. Irland hat iwwerhaupt keen öffentliche Defizit bis 2008. A wann een och d'Gesamtmoenne kuckt an den EU-Länner, da stellt ee fest, dass am Allgemenge gesinn an der Moyenne déi Joren 2000-2008 genotzt gi sinn, fir Budgetsdefiziter an Europa ofzebauen.

Dat heescht, et ass esou, dass duerch déi Kris 2008 an alles, wat vu Rettungsaktiounen a vun Interventionen huet misse gemaach ginn, déi jo awer mat dem Bankesystem ze dinn hunn, dass doduerjer eréischt d'Budgetsdisziplin definitiv gesprengt ginn ass. An ech fannen et och bal eng Frechheet - muss ech scho soen -, wann ëmmer erëm Däitschland hei u vorderster Front spadséiert, fir dann anere Länner Lektionen auszedeelen an deenen ze erklären, wéi eisern se misste spueren, well nämlech Däitschland dat Land war, wat grad an där Phas, wou et geboomt huet, an engem Defizitverfahren dra war an Europa.

An och wéinst Däitschland, ënner anerem och wéinst Frankräich, dat heescht, wéinst deenen zwee Länner, déi elo d'Lektiounen ausdeele ginn doruechter, ass dann de Pacte de stabilité gewëssermoosse schonn opgeweecht ginn a sinn déi Regelen e bësselche méi locker gekuckt ginn, fir dass dat Defizitverfahren net zu Sanktiounen huet misse féieren.

Dat heescht, et ass eigentlech ganz ënnerschiddlech, firwat dass, wéi gesot, déi Defiziter komm sinn, virun allem a Spuenien, wann ech gesinn, dass Spuenien haut natierlech e gudden Deel vu senge Problemer huet, well Banken immens vill faul Kreditter aus dem Immobiliëberäich an hiren Tresoren haten.

Mä entre-temps huet Spuenien awer och e grouse Problem, well ëmmer méi normal Bierger, Privathaushalter oder och kleng- a mëttelstänneg Entrepreneuren d'Baach aginn, well se an enger Rezessioun hänken an doduerjer Kreditter iwwert dee Wee net méi zrëckbezuelt ginn an déi Rezessioun natierlech zu engem Deel provoziert ass duerch déi iwwerdrifwene Austeritéitspolitik, déi an deem Land muss gemaach ginn. Well einfach alles ofgewiergt gëtt an doduerjer d'Leit keng Méiglechkeet méi hunn, hir Kreditter zrëckbezuelen, respektiv de Chômage op Rekordhéichten a Spuenien klëmmt an dat natierlech eng direkt Inzidenz dann huet op d'Verschëldung vun de Leit an donc och op hir Fäegkeet, fir Scholde kënnen zrëckbezuelen.

Dat ass och de Punkt, deen eis besonnesch onzefriddestellt, well déi ganz Diskussiounen, déi ronderëm de Fiskalpakt gefouert gi sinn, haapt-

sächlech inspiréiert duerch Däitschland a Frankräich, absolut eesäitig sinn an déi ganz villfältig Facetten, déi eis an déi Kris gefouert hunn an och an d'Verschëldung vun eenezelen Länner gefouert hunn, guer net an deem Mooss berücksichtegen. A wann een och kuckt, wat dat Berodeteam seet, wat d'spuenesch Banken duerchlicht huet, déi de Moment a Schwierigkeete sinn, geet dat am Fong, wann een déi Expertise do kuckt, och ganz däitlech fir Spuenien ervir.

Et gëtt gesot, d'Héicht vun deem, wat d'spuenesch Banke bräichten, dass kéint tëscht 25 an 62 Milliarde leien. An da gëtt hannendru gesot, dass géif wäitgehend dervun ofhänken, wéi déi datt d'Rezessioun, also d'wirtschaftlech Rezessioun, a Spuenien wär. Dat heescht, si ginn natierlech dervun aus, dass jee nodeem, wéi déi d'Rezessioun ass, ëmmer manner Leit kënnen verschidde Scholden zrëckbezuelen, well se an de Chômage kommen oder wat och ëmmer, an deementspreechend dass en immensen Impact op d'Situatioun vun de spuenesche Banken huet.

An donc kann ee sech och d'Fro stellen, wat da méi deier oder méi bëlle gëtt fir d'Bierger an der Europäescher Unioun. Ass et méi wichteg de Moment, wann ech d'Wiel hunn, fir d'Banken ze retten oder fir d'Wirtschaft ze stützen? Wann ech de spuenesche Fall dann huelen, dann ass et eiser Meenung no ganz kloer, dass déi zweet Variant vill méi bréngt.

Op alle Fall, eent dierf een net maachen an nëmme alles eesäitig op déi eng Variant kucken, well dat geet net op, au contraire. D'Kris ass amgaangen, sech total selwer ze alimentéieren doduerjer. Duerfir ass och déi blann Austeritéitspolitik, déi haaptsächlech vun Däitschland ëmmer erëm gepriedegt gëtt, ganz sécherlech de falsche Wee. Wa mer et net fäerdegbréngen, iwwert déi vill Méiglechkeeten, déi mer awer zur Verfügung hunn - an déi sinn och schonn de Mëtteg zu engem groussen Deel opgezielt ginn, duerfir brauch ech déi net ze widderhuelen -, och erëm eng Relance an Europa ze kréien, da wäerte mer nimmools aus där Kris do erauskommen. Da wäert au contraire d'Kris sech duerch déi blann Austeritéitspolitik nach verschärfen.

Do sinn och nach vill Saache fir eis, déi am Onkloere sinn. A well awer de Fiskalpakt gewëssermoosse d'Ausféierungsbestëmmunge festleet, och iwwer wat a wéi ee ka Kreditter vun EMS kréien, si mer wierklech de Moment nach onzefridden. An ech soen och: Wann net ganz staark nogebessert gëtt a wann net dee Fiskalpakt flankéiert gëtt duerch e ganze Pak vu Mesuren, fir Wuesstum ze förderer respektiv erëm ekonomesch d'Situatioun ze verbesseren an Europa, da wäerte mir dee Fiskalpakt an där Form sécherlech net stëmmen an deem Parlament. Dat wëll ech hei nach eng Kéier däitlech maachen.

Da wëll ech awer och nach drun erënneren, an dat ass och net onwichtig am Kontext vun EMS, wann an Zukunft soll mat Länner negociéiert ginn, déi da Kreditter iwwert den EMS brauchen, dass et en europäeschen Traité gëtt, wou och eng Rei Saache festgehalte gi sinn iwwert d'finanzpolitesch Iwwerleeungen eraus.

Et gëtt haut am Traité eng ganz Rei Artikelen, déi zum Beispill och festleeën, dass Europa eng Verlichtung huet, dass mer kee Chômage hunn, dass mer am beschte Vollbeschäftegung hunn, dass mer eng gewisse Sozialpolitik müssen hunn an dass déi Iwwerleeungen och dann eben an d'Diskussiounen müssen afléissen, wann et drëms geet ze kucken, ënner wat fir enge Konditiounen dass Länner Kreditter kënnen vun EMS kréien.

A fir deem Rechnung ze droen, Här President, hu mer eng drëtt Motioun gemaach, wou déi Saachen och alleguerten dran enthalte sinn.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- *considérant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité signé le 2 février 2012 à Bruxelles qui est en voie de ratification au sein des pays membres de l'UE;*

- *considérant les conclusions du Conseil européen du 17 juin 2010 sur «Europe 2020 - Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive» par lesquelles l'UE s'est fixé comme objectif de:*

- *«réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% voire 30% par rapport aux niveaux de 1990; faire passer à 20% la part des sources d'énergie renouvelable dans notre consommation finale d'énergie; et s'acheminer vers une augmentation de 20% de notre efficacité énergétique;*

- *améliorer les niveaux d'éducation, en particulier en s'attachant à réduire le taux de décrochage scolaire à moins de 10% et en portant à 40% au moins la proportion de personnes âgées de 30 à 34 ans ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur ou atteint un niveau d'études équivalent;*



- favoriser l'inclusion sociale, en particulier en réduisant la pauvreté, en s'attachant à ce que 20 millions de personnes au moins cessent d'être confrontées au risque de pauvreté et d'exclusion.»;

- considérant les six législations européennes renforçant la gouvernance économique dans l'Union européenne et au sein de l'Union économique et monétaire entrée en vigueur le 13 décembre 2011;

- considérant que le Conseil des gouverneurs doit décider d'un commun accord aussi bien

- de l'octroi d'un soutien à la stabilité aux pays membres du MES qui ne peuvent plus, ou risquent de ne plus pouvoir, accéder normalement au financement par le marché,

- des conditionnalités de politique économique auxquelles sont soumis les pays bénéficiaires du soutien à la stabilité et qui sont établies dans le protocole d'accord de la facilité financière tel que défini à l'article 13 du traité établissant le MES;

- du mandat octroyé à la Commission européenne de négocier et de superviser ces conditionnalités de politique économique dont est assortie chaque assistance à la stabilité;

- considérant les prérogatives en matière budgétaire de la Chambre des Députés;

demande au Gouvernement:

- de veiller à ce que les banques soient tenues de maintenir le niveau de prêts aux petites et moyennes entreprises au niveau observé un an auparavant l'octroi d'aides de recapitalisation si ces aides sont octroyées directement ou indirectement à travers le MES;

- de veiller dans ce contexte à ce que les banques soient tenues de contribuer à la réalisation des objectifs de la stratégie UE2020 en matière d'emploi et de lutte contre la pauvreté, d'éducation de recherche et développement, de climat et d'énergie;

- de veiller à ce que les conditionnalités de politiques économiques respectent explicitement les dispositions du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne notamment:

- les articles 9 et 11 sur les clauses horizontales stipulant que «dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et actions, l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine» ainsi que «les exigences de la protection de l'environnement (...), en particulier afin de promouvoir le développement durable»;

- l'article 151 qui stipule que dans la poursuite des objectifs sociaux et d'emplois, «l'Union et les États membres mettent en œuvre des mesures qui tiennent compte de la diversité des pratiques nationales, en particulier dans le domaine des relations conventionnelles»;

- l'article 153.5 qui précise que les politiques et recommandations de l'UE «ne s'appliquent ni aux rémunérations, ni au droit d'association, ni au droit de grève, ni au droit de lock-out»;

- l'article 14 selon lequel «l'Union et ses États membres (...) veillent à ce que les services [d'intérêt économique général] fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions, notamment économiques et financières, qui leur permettent d'accomplir leurs missions»;

- de saisir la Cour européenne de justice si les conditions énoncées au point précédent ne sont pas respectées conformément à l'article 37 du traité instituant le MES.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Joséé Lorsché, Viviane Loschetter.

Ech wéilt nach ofschléissend, Här President, profitéieren, well ech gi jo dervun aus, datt mer iwwert de Fiskalpakkt respektiv iwwert dat, wat an deenen nächsten Deeg um Sommet diskutéiert gëtt, entweder d'nächst Woch iwwer eng Deklaratioun vun der Regierung Zäit wäerte kréien, fir driwwer ze schwätzen. Oder da spéitstens an der leschter Woch, wou mer Sitzung hei hunn, do hu mer jo virgesinn, eng Debatt ze maachen iwwert dat, wat mer als Äntwert zrëckgeschéckt kritt hunn op dat, wat mer op Bréissler erageschéckt hunn am Zesummenhang mam Semestre européien, wat jo am Fong och domadder zesummenhängt, a wou mer duerfir da vill Geleeënheet wäerte kréien, iwwert déi aner Voleten ze schwätzen. Duerfir wäert ech datt haut net maachen.

Duerfir wäerte mir haut dës Gesetzer stëmmen, Här President. Och wa mer se mat engem gewëssene Bauchwéi stëmmen, mir stëmmen se, well mer der Meenung sinn, datt et Instrumenter sinn, déi mer ganz sécher brauchen, fir eng gewësse verdéiften a méi solidaresch Europäesch Unioun ze kréien.

Mä, wéi gesot, mir stëmmen se mat engem gewëssene Bauchwéi, well eigentlech deen zweete Volet dovunner, nämlech de Fiskalpakkt an alles, wat domadder zesummenhängt, nach aussteet an nach kee richteg weess, wat do dra-steet. A mir wäerten, wéi gesot, dann dorobber zrëckkommen, wann déi Texter an d'Chamber kommen, fir dann nach eng Kéier dozou méi kloer Stellung ze bezéien an eventuell do dergéint ze stëmmen, jee nodeem, wéi déi ausfallen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kollegeginnen a Kollegeen, fir d'Éischt och e Wuert un de Kolleg Michel Wolter als Rapporteur, deen et net einfach hat an dat awer majestatesch gemaach huet, fir e komplizéierten Dossier an enger verständlecher Form dach awer hei kënne virzedroen.

Ech mengen, Här President, mir stëmmen haut hei direkt dräi Gesetzer am Parlament: De Projet 6334, deen eng Ofännerung vum Artikel 136 vum Traité européien iwwert de Fonctionnement vun der Unioun am Zesummenhang mat dem Méchanisme de stabilité huet, de Projet 6405 iwwert d'Schaffung vum Méchanisme européien de stabilité, dem MES selwer, an den drëtten Projet ass dann éischtens eng Participatioun vum Lëtzeburger Stat um Kapital vum MES, an zweetens ass an deem Projet och d'Ofsécherung vum Kapital vun där Gesellschaft géint Saisien oder Mainmisen dran. Mir diskutéieren déi dräi Projeten zesummen, well se mateneen zesummenhängen, an dann huele mer herno dräi Voten. An eis Partei stëmmt jo bekanntlech géint dës dräi Projeten.

Här President, zënter datt d'Eurokris oder besser gesot d'Scholdekris vun enger Rei vun europäesche Staaten eis beschäftegt, ass et haut niewent enger Rei vun Debatten déi drëtten Kéier, datt mir als Chamber iwwer e Gesetzestext an deem Zesummenhang befannen an decidéieren.

Déi zwee éischt Gesetzer waren: Den 1. Juli 2010 huet d'Chamber e Gesetz gestëmmt iwwert den FESF, de Fonds européien de stabilité financière, de sougenannten „Rettungsschiemer“, wouranner de Lëtzeburger Stat sech fir Garantien an der Héicht vun 1,15 Milliarden Euro engagéiert huet. De 15. September 2011 huet d'Chamber e Gesetz gestëmmt, wou dës Garantien vun 1,15 Milliarden Euro op 2 Milliarden eropgesat si ginn.

Dat éischt Gesetz vum 1. Juli 2010 iwwer eng Garantie vun 1,15 Milliarden huet d'ADR mat enger gewësser Skepsis deemools nach matgestëmmt. Mäi Parteikolleg Jacques-Yves Henckes huet zum Schluss vu senger Interventioun deemools gesot: „Ech hoffe just nuren, datt, wa mer dësem Gesetz zoustëmmen, mer domadden net eng Kaz am Sak kafen.“ Haut muss ee soen: En hat eng weis Viraussicht, well genau sou ass et gaangen.

An den deemolegen Debatten, also virun zwee Joer, ass vu Regierungssäit och esou gemaach ginn, wéi wann déi Garantien nëmmen a priori e symbolesche Charakter fir d'Finanzmärter hätten, fir déi ze berouegen. De Finanzminister huet d'Parlament dann och mat Sätz berouegt, wéi: „Bis haut huet keen eenzeg Land gefrot, fir vun där Gesellschaft Sue geléint ze kréien“, an: „Et kann een hoffen, datt dat Instrument vläicht net a Kraaft ze triede brauch.“

De Rapporteur sot deemools: „...fir datt den Euro bei der nächster Reeschaer am Dréchen bleift a fir ze verhéieren, datt d'Finanzmärter den Euro an de Keller spékuléieren.“ A weider sot hien: „Dat Instrument géif nëmmen agesat ginn, wann, wéi déi Däitsch géife soen «alle Stricke reißen».“

Mä d'Realitéit huet eis séier ageholl, well schonns gutt ee Joer méi spéit, de 15. September 2011, huet d'Chamber, wéi virdu scho gesot, dës Garantien vun 1,15 op 2 Milliarden gehéicht. An haut stëmmen mer schonns erëm enger weiderer staatlecher Participatioun zou.

Mir wëssen alleguer, datt den FESF an der Zwëschenzäit enger ganzer Rei vu Staaten huet misse hëllefen. An net méi spéit wéi gëschter hu Spuenien an Zypern offiziell Hëllef ugefrot.

D'ADR huet datt zweet Gesetz net méi matgestëmmt, an d'ADR wäert och duerfir, wéi gesot, haut dës Gesetzer net zoustëmmen. D'Ursache fir eisen Nee si verschiddeger Natur: éischtens d'Manéier, wéi dës Kris an der Europäescher Unioun vu Spëtzeopolitiker bis elo géreiert an decidéiert ginn ass.

Ech erënneren un den Tandem Merkel/Sarkozy, déi ëmmer diktéiert hunn, an Europa an all déi eenzel Staaten hunn nach just ratifizéiert, wat „Merkozy“ decidéiert huet. Frankräich huet an der Zwëschenzäit en neie sozialistesche President kritt, an et kann een dervun ausgoen,

datt deen Tandem Paräis/Berlin net méi an där selwechter Form wäert d'selwecht fonctionnéieren, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Et wier flott, Här President, wann eis Sozialisten hei am Land sech och emol géife méi kritesch mat deene Froen ausenanersetzen an net och einfach ëmmer blannemännches hannendrunlafen. Do gesäit een, datt e Sozialist nach laang net ëmmer e Sozialist ass!

(Interruptions diverses)

Bei de Fransousen, Här Fayot, bei de Fransousen ass zum Beispill e sozialistesche President, deen huet sech solidaresch erkläert mat de Stolaarbechter vun ArcelorMittal, déi wëllt Wierker zoumaachen, an en huet souguer mat Gesetzer gedreet, déi e géif stëmmen loossen, fir wann de Mittal dat géif maachen. Dat ass e Sozialist a Frankräich. Hei zu Lëtzebuerg, do setzen d'Sozialiste beim Mittal am Verwaltungsrot an déi erklären de Leit an de Stolaarbechter, firwat datt d'Wierker hei zu Lëtzebuerg mussen zougemaach ginn. Duerfir, wéi gesot, e Sozialist ass nach laang net ëmmer e Sozialist!

(Interruptions diverses)

Mä et waren net nëmme Merkel a Sarkozy gewiescht mat hirer Manéier, wou een net konnt averstane sinn, och eise Premier huet ferm do matgemëscht, wa mer säin Artikel, dee mémorabelen Artikel, nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, deen en am „Spiegel“ '99 gemaach huet, wéi en am Fong gesot huet, wéi Europa géif fonctionnéieren: „Wir beschließen etwas, stellen das dann in den Raum und warten einige Zeit ab, ob was passiert. Wenn es dann kein großes Geschrei gibt und keine Aufstände, weil die meisten gar nicht begreifen, was da beschlossen wurde, dann machen wir weiter, Schritt für Schritt, bis es kein Zurück mehr gibt.“

Dee Saz seet alles iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun. D'Leit gi fir domm verkaf, d'Demokratie seet: „weil die meisten gar nicht begreifen, was da beschlossen wurde“, d'Leit ginn also ugeschmiert, an dat nennt sech dann déi berühmten europäesch Demokratie!

Haut stëmmt d'Majoritéit vun dësem Parlament erëm esou engem Schrott zou. „Schritt für Schritt, bis es kein Zurück mehr gibt“, huet den Här Juncker deemools gesot. Mir als ADR hunn duerfir kee Vertrauen an déi europäesch Politik an och net an eis Regierung, déi déi Politik do mat vertritt.

Zweetens, d'Konsequenze vun dëser europäescher Politik, déi bis elo eesäiteg um Bockel vun der Mass vun de Leit ausgedroen ginn ass: Sozialofbau fir d'Mass vun de Leit, an un déi ganz Deck ass bis haut nach näischt komm an Europa. Griichenland ass do dat beschte Musterbeispill. An och do huet eise Statsminister, dee sech heiheim jo esou sozial ëmmer wëllt gi mat engem soziale Mäntelchen, gesot, wann d'Griichen net deen Ofbau do maachen, wéi mir en hunn, dann, huet e geschriwwen, och an enger däitscher Zeitung, am „Handelsblatt“ 2010: „Sie können sicher sein, wir haben die Folterwerkzeuge im Keller und wir zeigen sie, wenn es nötig ist.“

Also, mir haten eng Kéier en däitsche Minister, dee wollt da mat der Artillerie umarschéieren, den Här Juncker, dee marschéiert a Griichenland mat de „Folterwerkzeuge“ un, déi en am Keller huet a wann net do deen Ofbau bedriwwen gëtt, wéi si dat gär hätten! Dat seet alles am Fong, wéi dat Europa hei fonctionnéiert.

Drëttes ass d'Bekämpfung vun der Kris konzentréiert gewiescht op Sozialofbau - massiivt Uwuesse vum Chômage fanne mer an deene Länner -, awer net op Wuesstum a Beschäftigung. En Europa vum sozialen Ofbau! A mir wieren och frou, wann d'Regierung eis géif herno erklären, ob si och bereet wier, déi Wuesstumsstrategie, déi an Europa diskutéiert gëtt, matzedroen, fir datt mer virun allem emol an deene Länner Wuesstum kréien, fir datt déi Länner eng Zukunft, eng Perspektiv kréien an d'Jugend erëm Aarbechtsplaze kritt.

Véiertens, d'ADR ass prinzipiell der Iwwerzeugung, datt et am Interessi vum Euro a Griichenland wier, wa Griichenland géif den Euroraum verlossen. Mir mengen, et sollt een Iwwerleeungen och ustellen oder zumindest emol Berechnunge maachen, wann ee géif en europäesche Raum schafe mat deene Länner, déi och ekonomesch amstand wieren, e stabilen Euro ze garantéieren, an datt een deenen anere Länner géif finanziell hëllefen, fir eben - dann erëm a priori Griichenland - esou een Austrëtt ze erméiglechen.

A mir waren iwwerrascht, Här President, wann ëmmer gesot ginn ass, wann e Land wéi Griichenland géif ofwäerten, dann hätt dat néfaste Konsequenze fir d'Leit, déi an deem Land liewen. An duerfir war ech iwwerrascht, fir elo ganz rezent de 14. Juni am „Tageblatt“ ze

liesen, datt ee Member vun der Lëtzeburger Regierung, den Här Schmit, deen op enger Pensionéierterversammlung vum Lëtzeburger Landesverband geschwat huet an deen dann do zitéiert gëtt, datt den Här Schmit seet: „Europa zerstört seine wirtschaftliche Basis“. An da seet en: „Da die Einheitswährung Euro in den besonders krisengeschüttelten Ländern wie Griechenland und Spanien nicht abgewertet werden könne, geschehe nun eine sogenannte «interne Abwertung», die sich in Lohninbußen von 20% bis 30% in diesen Staaten ausdrücke. Durch diese falsche Politik der Austerität russche Europa immer tiefer in die Krise...“.

Mir sinn also frou, datt mer vun engem Member vun der Lëtzeburger Regierung nodréiglech zu honnert Prozent recht kruten an eisen Iwwerleeungen, déi mir virun enger Rei vu Joren hei gemaach hunn.

E fénnefte Punkt ass, datt mer soen, datt mer als Land Schrott fir Schrott - „Schritt für Schritt“, huet den Här Juncker gesot - ëmmer méi Souveränitéitsrechter un en onsozialt an ondemokratescht Europa ofrieden. D'Finanz- a Scholdekris gëtt méssbraucht als Argument, fir méi Souveränitéitsrechter un Europa ofzeginn. D'EU huet genuch Kontrollrechter opgrond vum Maastrichter Vertrag gehat, huet dës Kritären awer an der Zwëschenzäit iwwer 80-mol violéiert. Ee Land huet deem aneren, oder besser gesot, ee Stats- a Regierungschef huet deem aneren d'Absolutioun ginn, fir d'Maastricht-Kritären kënnen ze violéieren.

An haut wëlle se, well se hir Aarbecht net gemaach hunn, duerfir als Dank och nach méi Rechter kréien. Wierder wéi Wirtschaftsregierung, europäesche Finanzminister, d'Bankekontroll vun der EZB sinn nëmme Stéchwieder fir weider Souveränitéitsrechter un Europa ofzeginn. An och hei wiere mer frou, wann de Minister eis kéint do d'Stellung vun der Lëtzeburger Regierung zu deenen Iddiën ginn.

Haut an am Kontext vun dësen dräi Projete mussen mer eis awer och a priori aner Froen hei stellen: Wéi grouss ass dem Lëtzeburger Stat säin Engagement als Garantie respektiv als direkt finanziell Participatioun un deene verschiddeene Rettungsmechanismen? Nieft zwou Milliarden Garantien um FESF stëmmt d'Chamber haut eng Participatioun vun 1.752.800.000 um Kapital vum MES. Vun dësem Zomm sinn 200 Milliounen direkt bannent dräi Joer ze bezuelen. Dat sinn déi „parts libérées“. Et ass scho gesot ginn: zweemol 40 Milliounen dëst Joer, zweemol 40 Milliounen d'nächst Joer an eng fénneft Tranche vu 40 Milliounen am Joer 2014.

Iwwert déi reschtlech Zomm vun 1,5 Milliarden „parts sujettes à appel“ hu mir als Chamber a souguer als Regierung, wann dësse Projet haut gestëmmt gëtt, awer keen direkten Afloss méi. Wéini datt se zum Deel oder ganz verlaangt gi respektiv nach an d'Luucht gesat ginn, weess keen an huet och kee rausfonnt. Den Artikel 40.4 seet: «Les membres du MES s'engagent de manière irrévocable et inconditionnelle à fournir leur contribution au capital social autorisé...».

An och déi Zomm vun 1,5 Milliarden Euro fir Lëtzebuerg kann nach an d'Luucht goen - zwar mat enger Décisioun vun honnert Prozent - iwwert d'Applikatoren vum Artikel 42, duerch dee méi aarme Länner kënnen manner bezuelen an duerfir aner Länner mussen méi bezuelen, ouni datt de Pott vu 700 Milliarden ännert. A laut Artikel 10 kann och de Moment (veuillez lire: Montant) vum Capital autorisé, also deene 700 Milliounen (veuillez lire: Milliarden), geännert ginn. Kee vun eis weess haut, wéini ee weideren Deel, méi grouss oder méi kleng, zousätzlech vun eisem Land verlaangt gëtt.

Dat huet awer een enormen Impakt op eis zukünfteg budgetär Politik iwwert d'Investitiounspolitik vum Stat, och wa gesot gëtt, datt déi Suen, déi mer hei erabezuelen net laut de Maastricht-Kritären zur Scholdeberechnung ugerechent ginn, well mer eng soi-disant Contrepartie kréien. Do mussen mer awer wëssen, datt dat Sue sinn, déi mer léine ginn, an datt datt awer fir eis eng Schold ass. D'Schold ass do, well mir dëst Geld integral léine mussen goen.

D'Fro, wéini datt ee kéint dermat rechnen, datt ee vun där Kapitalbedeelegung iergendwann eppes kéint eng Kéier zrëckkréien, déi Fro huet bis elo nach kee gewot, iergendwéi ze beäntwerten. Op jidde Fall ass dat an den nächsten Jorzéngte sécherlech net de Fall.

D'Ofstëmmung iwwert d'Participatioun, déi hëlt de Conseil des gouverneurs, wat am Prinzip d'Finanzministere sinn. Wichteg Décisiounen ginn eestëmme geholl. A par dérogation à cette règle kann och eng Procédure d'urgence



ageleet ginn, wann d'Europäesch Kommissioun an d'Europäesch Zentralbank feststellen, datt déi finanziell an ekonomesch Stabilitéit an der Eurozon menacéiert ass. Dann zielt net méi d'Unanimitéit, d'Eestëmmegkeet, also d'Veto-recht, mä eng Majoritéit qualifié vu 85%. An hei huet Lëtzebuerg ganzer 0,25% vum Stëmmgewiicht, also guer kee Gewiicht a Recht méi!

D'Parlament huet och näischt méi da matzschwätzen. Da gëtt am Conseil de Gouvernement décidéiert, wéi de Lëtzebuurger Stat an Zukunft muss participéieren. Mir hunn 0,25%, Däitschland huet der 27%, Frankräich huet der 20,38%, sou datt een also gesäit aus der Opstellung, wéi et elo geet: datt souwuel Däitschland wéi Frankräich kënne jiddwereen eenzel eng Décisioun blockéieren, wann en urgence déi Décisioun géif geholl ginn, wou déi 80% verlaangt ginn. Also souwuel Däitschland wéi Frankräich kënne jidderween eenzel d'Décisioun blockéieren.

Et kann awer och esou sinn, datt Däitschland a Frankräich kënne mat e puer Länner - also eng Minoritéit vu Länner - eng Décisioun huelen iwwer eng Majoritéit vu Länner. An et kann esou sinn, datt déi zwee Länner zesumme mat deene Länner, déi Suen ze kréien hunn, och eng Majoritéit kréien a kënne géint déi aner Länner décidéieren an eng Majoritéit kréien. Et ass also e System, wat hei entwéckelt gëtt.

Elo kann een natierlech soen, déi Urgence, déi kënnt eréischt an enger zweeter Phas. Mä wann ee sech an der éischter Phas net eens gëtt, wou honnert Prozent verlaangt ginn, da kënnt automatesch mat der Zäit duerno d'Urgence. Also muss een entweder an der éischter Phas zustëmmen oder an der zweeter Phas huet een näischt méi matzestëmmen.

Et muss een och wëssen, datt mer do derniewent nach e bilaterale Prêt hunn u Griichenland: Niewent deenen zwou Milliarden, wéi gesot, déi mer am FESF hunn, hu mer eng Milliard 752 Milliounen elo zur Verfügung gestallt, fir eventuell eng Kéier als Kapital ofzeféieren. Mä do derniewent hu mer och nach 139,9 Milliarden (veuillez lire: Milliounen), déi mer bilateral de Griiche géint hunn, wou och an der Zwëschenzäit schonn den Déla fir zréckzebeuelen no hanne versat ginn ass an d'Zënzen och erofgesat si ginn.

Wann een also déi dräi Saachen zesummenhëlt, d'Garantien am FESF, eist mëglecht Kapital am MES an dee bilaterale Prêt u Griichenland, da komme mer genau en 3,9 Milliarden, also bal véier Milliarden, déi Lëtzebuerg iwwer iergendwéi ee Wee, entweder als Garantie oder bereetstoend Kapital oder abezuelent Kapital oder bezuelte Prêt an déi ganz Krisissituatioun investéiert huet. Dëst niewent allen a villen anere Garantien a Participatiounen, déi de Stat an deene leschte Joren iwwerhëlt.

Do derniewent schwieft awer nach e weidert, eiser Meenung no geféierlecht Damoklesschwäert iwwer Lëtzebuerg. Ech schwätzen hei vum System vum TARGET2, e sougenannt „Clearingsystem“, dee bei der Europäescher Zentralbank ugesiedelt ass. Enn Abrëll 2012 hat d'Lëtzebuurger Zentralbank do eng Zomm vun 120 Milliarden Euro schonn, déi se nach am Prinzip zegutt hätt, déi awer vu Minussalde vu Länner wéi Portugal, Irland, Italien, Griichenland a Spuenien gedeckt gëtt.

Fir lech d'Entwécklung vun dësem Montant ze soen, muss ee wëssen, datt vun Ufank un, datt dee Clearingsystem bestanen huet, de Montant ëmmer ënner zéng Milliarden louch. An zënter 2009 bis haut, also elo bannent dräi Joer, ass dee Montant vu siwe Milliarden op haut 120 Milliarden ugeklommen.

Als ADR verlaange mer duerfir, datt d'Regierung respektiv déi Responsabel vun der Zentralbank ons duerfir an enger vun deenen nächste Finanzkommissiounen Erklärungen ofginn iwwert déi Entwécklung respektiv iwwer Risiken oder Netrisiken, déi an deem Zesummenhang stinn.

E weidert Wuert nach, Här President, dat ass iwwert de Verdeelungsschlüssel iwwert d'Participatioun, déi mer als Lëtzebuurger Stat maachen. Hei gëtt deeselwechte Schlëssel geholl, dee fir d'Lëtzebuurger Zentralbank bei der Europäescher Zentralbank geholl gëtt, an et ass liicht no uewen ajustéiert ginn, fir neie Baitrëttlänner, déi méi schwach dostinn, fir dat ze kompenséieren.

Am Kapital vum MES mécht dat fir Lëtzebuerg, wéi gesot, 1,75 Milliarden aus, déi mer am Extremfall laut dësem Gesetz misste stëmmen. Dat géif bedeuten, datt Lëtzebuerg pro Bierger 3.505 Euro engagéiert. Dat si 65% méi wéi

d'europäesch Duerchschnittsmoyenne ass. Dat heescht, de Lëtzebuurger Bierger bezilt 65% pro Kapp méi wéi den europäeschen Duerchschnittsbierger dat mécht. 3.505 Euro; Irland als zweet huet 2.600 Euro op de Kapp, Holland: 2.400, Finnland: och 2.400, Eisträich: 2.300, Däitschland: 2.300, d'Belsch: 2.200 a Frankräich: 2.250. An ech erënnere nach eng Kéier drun: Lëtzebuerg mat 3.505 Euro.

Hei si mir also och als Lëtzebuurger Spëtzer der fir wat d'Kontributioun ubelaangt, wat mir als klengt Land an dee Mechanismus do eraféieren. An och dat wat laang net gesot! Mä eisen Här Juncker ass ëmmer esou fein, datt, wat en de Lëtzebuurger net heiheim seet, dat mécht en dann an der internationaler Press. An esou huet den Här Juncker dann den 12. Juni 2012 (veuillez lire: 21. Juni 2012), also och nach net ze laang hier, am „Handelsblatt“ geschriwwen: „Luxemburg zahlt pro Kopf mehr in den Kapitalstock des Europäischen Stabilitätsmechanismus ein als die Deutschen. Ich bin froh, dass die Luxemburger das noch nicht gemerkt haben.“

Et gesäit een also, wéi den Här Juncker dat an der auslännescher Press seet. Hien ass frou, datt d'Lëtzebuurger net gemierkt hunn, datt mir déi sinn, déi am meeschten hei an dee Mechanismus do eraginn. Firwat wëssen d'Lëtzebuurger dat dann net? Ma ganz einfach: Well den Här Juncker a seng Regierung de Leit et net gesot hunn! Hei gëtt eben déi Geheimniskrämerei gemaach. Hei ginn d'Leit ëmmer iwwer komplizéiert Saachen informéiert, a Saachen, déi am Fong relativ einfach ze erkläre wieren, déi och all Mënsch géif am Land verstoen, déi gi virent-halen. Mä Gott sei Dank hu mer d'däitsch Press, a vis-à-vis vun där ass den Här Juncker jo bekanntlech méi gespréicheg, an da gi mer alt eppes iwwert dee Wee gewuer!

Zum Ofschloss, Här President, wëll ech soen, datt mer frou sinn, datt mer haut hei décidéiert hunn, datt an enger qualifizierter Majoritéit déi Gesetzer gestëmmt ginn, well mir hate schwéier Bedenken, wann dat net de Fall gewiescht wier, well mer awer der Meenung sinn, datt dat hei Engagementer sinn, och, mengen ech, well et permanent Engagementer sinn. An den Här Paul-Henri Meyers als Spezialist vun der Verfassung weess, datt permanent Engagementer net kënne temporaire iwwer e Gesetz vergi ginn. Duerfir si mer frou.

Mir wieren och frou, wann den Här Minister eis nach kéint méi soen iwwert déi bevirstoend - wat ëmmer erëm an d'Diskussioun kënnt -, iwwert d'Fiskalunion, a mir deelen - well meng Zäit ofgelaf ass, muss ech dat elo a Stéchwierderform maachen - déi Iwwerleeungen, datt een och sollt kucken, datt d'Zentralbank eventuell eng Banklizenz kréie kéint.

Als Ofschloss wëll ech soen, Här President - leider muss ech soen -, leider hu mir als ADR an deem, wat mer an deenen Debatte virdrun hei ëmmer gesot hunn, do hu mer recht behalen. Leider! Mir wiere frou gewiescht, mir hätten onrecht behalen an et wier esou opgaangen, wéi dat vun den europäesche Spëtzeopliker, vun eiser Regierung hei ëmmer versprach ginn ass. De Contraire ass ageetratt. Leider hu mer recht behalen a konsequenterweis stëmme mer duerfir och haut dergéint.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech wëll drun erënnere, dass den europäeschen Traité vu Lissabon, deen heibanen awer, mengen ech, mat enger grousser Majoritéit ugeholl ginn ass, virgesinn huet - et ass scho vläicht virdrun eng Kéier an Texter drun, mä en huet et nach eng Kéier ganz däitlech drageschriwwen -, dass déi privat Finanzmäert sollen de Monopol hu vum Sueverléinen un d'Staten an dass et de Staaten an och der Zentralbank verbueden ass, State Suen ze léinen. Et huet sech awer séier erausgestallt, dass de Finanzsecteur geschwé selwer huet musse gerett gi mat öffentleche Gelder.

Mir hunn och erlieft, wéi d'Finanzmäert déi Staaten, déi se just virdrun gerett haten, duerch iwwerméisseg Zënseforderungen an den Eck gedréckt hunn an esou souguer d'ganz Ekonomie am Euroraum a Fro gestallt hunn.

Elo soll deen Text, deen deemools scho falsch war, an dat ass och gesot ginn, dass e falsch wier - en ass awer hei gestëmmt ginn! -, deen Text soll elo geännert ginn op eng Aart a Weis, déi een, mengen ech, als eng iwwerflächlech Ännerung bezeichne kann. Well am Fong geholl ännert sech guer näischt!

Den Europäesche Stabilitätsmechanismus ESM soll elo zwar kënne Suen u State verléinen oder och Obligatiounen vu Staaten opkafen, wat awer souwisou déi lescht zwee Joer geschitt ass, soss wier alles scho laang zesummegebrach. Mä wat net geännert gëtt an deem ganze Mechanis-

mus, dat ass d'Dominanz vun de Finanzmäert. Mir kréien et souguer hei vum Rapporteur bestätegt, dee gesot huet, et géif och bei deem Gesetz hei drëm goen, fir d'Vetraue vun de Mäert erëmzegewannen. Ech mengen, et muss een him Merci soe fir déi Däitlechkeet!

Ech mengen och effektiv, dass deen Text hei, dee mer solle stëmmen, esou ze verstoen ass. Éischtens bleiwen déi privat Finanzmarché wéiderhin déi prioritär Financiere vun de Staaten. Sue kënnen nëmme geléint ginn iwwert deen heite Wee, wa schwéier Finanzierungsproblemer bestinn op de Finanzmäert a wann dat och souguer Auswierkungen huet op déi ganz Eurozon.

Zweetens wëllt den ESM jo bei sengen Aktiounen, déi e mécht, selwer ausschlieslech dohi Sue léine goen, bei d'Finanzmäert. Dat Kapital, wat hei soll gestëmmt ginn, dat ass quasi eng Garantie, déi da vis-à-vis vun de Finanzmäert besteet.

Dat geschitt och mat all deene finanzielle Mechanismen, déi mer kennen, och aus der Krisendebatt, Hiewelwierkungen, dat heescht, d'Finanzmarché hänke sech drun un déi Produiten hei, un déi Präten, déi u State vergi ginn, a verdéngen och nach eng Kéier drun. Dat heescht, den ESM intervenéiert ausschlieslech am Kader vun de Finanzmarché an d'Präten an d'Obligatiounen vu Staaten an u State bleiwen am privaten Handel dran.

Drëttens däerf den ESM weiderhi keng Sue léine goe bei d'Zentralbank, während awer déi privat Banken dat maachen. Mir hunn eréischt viru sechs Méint erlieft - et ass e puermol hei och gesot ginn -, wéi d'privat Marché reglerecht iwwerschwemmt gi si mat bëllegem Geld zu 1% Zënzen duerch d'Zentralbank, awer d'State selwer kënne sech do net finanzéieren. Et ass och näischt virgesinn, fir eppes ze änneren un deenen héijen Zënssätz vun de private Marchéen. Mir hunn och erlieft, dass trotz Hëllefprogrammer a Spuenien oder an Italien d'Zënssätz an d'Luucht ginn.

Véiertens, e gudden Deel vun deenen Hëlfehen hei, vun deene sougenannt Hëlfehen, sinn Hëlfehen, fir d'Banken ze rekapitaliséieren. Et kann een also soen, dass et sech hei virun allem handelt ëm e Solidarpakt mat de Banke selwer.

A schlussendlech gesi mer am Fall vu Griichenland, wat awer en Extremfall ass, wéi eng Zwangsjackett do ugeluecht gëtt deenen, déi eng finanziell Hëllef kréien, an zu wat fir engem massive soziale Réckgang dat féiert bei de Léin a mat Eruwuesse vun enger dramatescher Aarmut a ganz kuerzer Zäit! Dat sinn d'Rezepter vum Internationale Währungsfond, déi mer vun anere Plaze kennen, déi mer aus Latäinamerika kennen oder aus Asien viru Joren.

An iwwregens mussen déi Länner, déi gär Sue géint hätten, och en Antrag stelle beim Fonds monétaire international, fir déi Suen hei ze léinen. E Fonds monétaire international, deen dann erëm eng Kéier iwwert déi sougenannt „Troika“ matbestëmmt, wat mat deene Sue geschitt, dat heescht diktaatoresch, vun uewen erf bestëmmt. An - et ass och scho gesot ginn - deen, deen hei gär Suen hätt, dee muss deen austeritäre Fiskalpakt oder besser gesot Budgetspakt mat ënnerschreien, wou awer de Moment an Europa nach hefteg Diskussiounen gefouert ginn. Den ESM, dee mer hei solle stëmmen, ass also net lassgeléist vun där ganzer falscher Politik an Europa.

An et gëtt awer ëmmer méi kritesch Stëmmen, Här President, géint dat, wat an Europa do vu Politik gemaach gëtt, dorënner bekannten Ekonomisten. Si stelle fest, dass d'Austeritéitspolitik zu Wirtschaftsréckgang féiert. Si erënnere un d'Kris vun 1930, wou ähnlech monetaristesche, konservativ Politiker an Europa deemools d'Kar schonn an den Dreck gefouert hunn. A si warne virun enger Neioflag vun deenen dramatesche Joren. Si fuerderen och eng Kontroll vun den Zënzen, eng gerecht Steierpolitik, e wirklechen europäesche Budget, dat heescht, eng wirkleche Solidaritéit an net esou eng Politique de croissance, wou een net weess, wat sech derhannert verstoppt, wou d'Madame Merkel bestëmmt eppes anescht drënner versteet wéi aner Leit. A wat eis Regierung dorënner versteet, dat si mer bis haut net gewuer ginn.

Et liest een och all Dag Appeller fir eng Neibegrënnung vun Europa an déi dote Richtung, déi ënnerschriwwen gi vu Leit, déi 2005 nach fir de Verfassungsvertrag gestëmmt hunn, wéi de Philosoph Jürgen Habermas oder wéi déi ganz Gewerkschaftsspëtzt an Däitschland, déi esou en Appell fir eng Neibegrënnung vun Europa gestëmmt huet.

► **M. le Président.** - Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech sinn och direkt fäerdeg. Hei si mer net am Kader vun enger Neibegrënnung vun Europa. Hei féiere mer an eng falsch Richtung viles weider, mam Turbo! Wann dat ugeholl gëtt, dat Gesetz,

dann ass et ugeholl an da brauche mer eng Unanimitéit an Zukunft, wa mer dee klengsten Detail dovun nach wëllen änneren.

Ech kann duerfir och näischt ufänke mat deene gutt gemengte Kritiken a richtege Kritiken a Virschléi, déi hei nach gemaach ginn am Kader vun der Debat, fir deen Text hei nach ze verbesseren. Mä, et deet mer leed, wann deen Text bis ugeholl ass, dann ass dat a Marber graviert, wat do drasteet!

Eng qualifizéiert Majoritéit ass wuel noutwendeg hei. Ech gesinn dat och esou. An ech géif souguer e Schrack méi wäit goen: Wa mer eis op deen Artikel beruff hunn, wou dat virgesinn ass, do ass och en zweete Vote constitutionnel virgesinn. An ech mengen, an ech froen dat och hei, Här President, dass herno e Vote électronique driwwer stattfënn, ob en zweete Vote constitutionnel an dräi Méint nach eng Kéier hei soll stattfannen, well et ass viles am Floss nach, och wat déi hei Froen ugeet. Et ass elo e Conseil européen, wou scho gesot ginn ass, et weess een net, wat derbäi erauskënnt. Et wier eng falsch Iwwerleeung, fir dat hei elo definitiv dann hei unzuhuelen. Ech mengen, mir sollten eis Zäit loossen, fir dat nach eng Kéier seriö ze diskutéieren.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech géif fir d'Éischt dem President vun der Finanzkommissioun a Rapporteur vun dese Projeten, dem Här Michel Wolter, Merci soen och vu Regierungssäit fir säi Rapport, deen, mengen ech, och ganz vill Froe beantwert huet, déi d'Leit legitimerweis par rapport zu dësen Instrumenter hunn.

Et ware vill Zifferen, mä déi kann ee jo och am schréfleche Rapport noliesen. Ech mengen, et ass scho wichteg, datt zu jiddwer Moment deen, dee sech mat deene Froe wëllt oder muss ofginn, och déi ganz Panoplie vun deene Chifferen erëmfinnt. Duerfir war dat eng Aarbecht, déi ganz nützlich war. Ech wëll och duerfir hei net méi op déi Chifferen zréckkommen, mä op e puer méi generell Reflexiounen ronderëm déi dräi Projeten, déi ronderëm deen Europäesche Stabilitätsmechanismus dréien.

Mir sinn an Europa, mir sinn an der Eurozon fir de Moment an enger ganz schwieereg, ganz komplizierter Situatioun, an déi Situatioun, déi kann een net vun engem Dag op deen anere verbesseren. Déi gëtt net verbessert op engem Europäesche Conseil vun de Ministere oder vun de Stats- a Regierungschefen, déi gëtt net geännert duerch Wahlen an engem Land an déi gëtt net geännert duerch eng Moossmat, déi esou vum Himmel géif erfrogefall kommen.

Et brauch vill kleng Schrëtt, fir datt mer an Europa erëm Vertraue kréien engersäits, an datt déi Länner, déi a ganz grouss Schwieeregkeete sinn, erëm op eege Féiss stoe kommen. An op eege Féiss stoe kommen heescht, datt, wann déi Sue musse léine goen, datt déi déi Suen och um Finanzmarché vun aneren, vun Investisseuren, vu Leit géint kréien. An dat ass fir de Moment an enger Rei vu Länner net méi de Fall.

Duerfir muss ee sech d'Fro stellen, vu datt mer den Euro hunn a vu datt den Euro eise Land awer an deene leschten zéng Joer vill bruecht huet: E Land, wat bal alles muss importéieren an déi Saachen, déi et produzéiert, exportéiert, dat huet e groussen Interêt, eng gemeinsam Währung ze hunn, déi évitéiert, datt et Wiesselschwankunge gëtt, déi évitéiert, datt et Devaluatiounen gëtt, déi évitéiert, datt et Wiesselschwankunge gëtt. Déi et awer och fäerdegbruecht huet, déi Währung, datt mer en Inflationstaux haten iwwert déi lescht zéng Joer, dee bei ënner 2% louch.

Wann een also all déi Avantagé gesäit, da muss ee sech d'Fro stellen: Wann haut Problemer sinn, wat mécht een dann? Da kann een net heihinner komme wéi den Här Gibéryen, dee seet: „Mir hätten dat do net gestëmmt. Mir sinn do dergéint.“ Jo, da muss ee sech froen: Wat heescht dat dann? Wat géif dat heeschen, wann eist Land seet: Mir maachen do net mat. Dat kléngt vläicht gutt, wann een einfach esou op der Strooss doriwwer schwätzt. Mä dat heescht, datt deen Euro, deen eise Land vill bruecht huet, datt deen zesummebrécht mat alle Konsequenzen, déi dat fir Europa a fir eis selwer huet!

Dat heescht och, datt, wa mer net do age-truede wären, datt mer an eiser Exportindustrie, datt mer an all deem, wat mer importéieren, virun enorme Schwieeregkeete géife stoen, wa ronderëm eis eng aner Währung wär, wéi mir selwer hätten. An ech bezweifelen, datt eist Land iwwerhaapt eleng kéint, wéinst senger Gréisst, eng eege Währung hunn. Duerfir hate mir och ni eng. Mir hunn ëmmer eng gemaach zesumme mat eisen Noperen.



► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Gibéryen lech eng Fro stellt?

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Selbstverständlech.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech wéilt e Kommentar maachen, mä ech muss awer eng Fro stellen. Duerfir wollt ech den Här Minister froen, ob hie weess, datt mir als ADR nach ëmmer fir den Euro agezerrt sinn a fir den Euro sinn, och haut nach, an datt déi Propositionen, déi mir gemaach hunn, am Fong als Zil hunn, datt den Euro soll gerett ginn, net datt den Euro soll fir eis verluer goen.

► **Une voix.**- Wéi ass d'Fro?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et ass eng Fro: ob den Här Minister dat weess. Ech muss jo eng Fro stellen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Anscheinend weess den Här Minister dat net.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Hei diskutéiere mer iwwert de Projet vun dem Europäesche Stabilitéitsmechanismus. A mir sinn der Meinung - an ech stelle fest mat Satisfaktioun, datt déi iwwergrouss Majoritéit vun dem Parlament där Meinung ass -, datt, wa mer eng gemeinsam Währung hunn a wa mer eng gréisser Krisensituatioun hunn, da kann een net Nee soen, wann een en Instrument brauch, wat zum Zil huet, déi Stabilitéit vun der Eurozon erëm hierzestellen.

Dat hei ass jo kee Projet, wou ee seet: Super, elo stëmme mir fir den europäesche Rettungsschiem a mir setzen esou vill Suen doranner. Mir maachen dat net, well mer dat aus Begeeschterung maachen. Mir maachen dat, well mer dervun iwwerzeegt sinn, datt dat den noutwendige Präis ass, fir an der Eurozon zwou Saachen ze erreechen: engersäits Stabilitéit. Déi brauche mer absolut, well wa mer keng Stabilitéit hunn, kënnen dee Kontinent hei an déi Eurozon net weider wuessen.

An zweetens, well mer - an dat ass e ganz wichtige Punkt - d'Ustiechungsgefer wëllen a mussen évitéieren! Wann ee Land an der Eurozon eng gréisser finanziell Schwierigkeet huet, dann ass et evident, datt dat eng psychologesche a finanziell Répercussioun op déi aner Länner huet. Wann een also keen Instrument huet, fir da schnell anzegräifen, da fällt oder risquéiert dat ganz Haus zesummezefalen. Duerfir hu mer am Ufank méi Schwierigkeeten nach gehat wéi haut - a mir hunn och haut nach grouss -, well mir hate keen esou een Instrument.

Wéi Griichenland a Schwierigkeete komm ass, hu mer gesot: „Hëllef mer oder hëllef mer net?“ Mir hu gehollef mat bilaterale Präten, well mer keen Instrument haten. Mir hu gehollef aus Solidaritéit. Mä mir hunn och gehollef aus Eegenintéret, nämlech deem vun der Stabilitéit. An duerfir mussen d'Solidaritéit, déi noutwendeg an enger europäescher Konstruktioon ass, a Stabilitéit ëmmer zesummegeen.

Doraus, aus der griichescher Situatioun, hu mer geléiert, datt, wann nach esou Situatioune géife kommen, mer méi permanent Mechanisme bräichten. Duerfir hu mer dunn den EFSF opgesat a mir hunn deemools gesot och, mir brauchen eppes méi Permanentes, eng Zort Internationale Währungsfong opgebaut fir Europa, an dat ass den Europäesche Stabilitéitsmechanismus, dee mer haut hei grënnen.

Dee Stabilitéitsmechanismus heescht net nëmmen esou, deem ass et! En hëllef also engem, e Prêt ze maachen, verbonne mat strikte Konditioune. Dat heescht also, datt et e Prêt ass, deem och muss zréckbezuelt ginn, mä deem zugläich deem Land et soll erlaben, mat deem Iwwerbrückungskredit erëm op eege Féiss ze kommen. Duerfir ginn och déi Konditioune gesat. Déi Konditioune ginn net gesat, fir d'Leit an deene Länner rosen ze maachen oder fir de Leit an deene Länner eppes ewechzehuelen. Mä déi Länner hu keng Sue méi. Déi Länner hu keng Méiglechkeete méi, fir normal Suen am normale System geléint ze kréien. Duerfir muss een hinnen zäitweilg hëllefen, mä zugläich muss een hinnen och hëllefen, op eege Féiss erëm ze kommen. An duerfir muss se eng Rei Strukturreform maachen.

Duerfir schéngt et mer evident, datt Lëtzebuerg sech un deem Instrument muss bedeelegen: aus europäesche Grënn a ganz kloer och aus nationale lëtzebuergesche Grënn!

Wann den Euro zesummebrécht, wann dat Ganz zesummebrécht, hu mer méi Problemer, wéi wa mer elo hei e gewëssene Präis bezuelen, esou schwierig dat ass an esou onsécher d'Situatioun ronderëm bleift, wa mer dat net maachen.

Eisen Deel ass kleng. Ech wëll dat hei och nach eng Kéier preziséieren. Et ass net, wéi wann dat jo net bekannt wär. Et kann een och net esou maachen, wéi wann dat just an auslänneschen Zeitunge stéing. Jiddwereen, deem an deem

Haus sëtzt, dee weess ganz genau an Honneren an Dausende vu Bierger, déi dat suivéiert hunn, déi wëssen dat: Mir hunn 0,25% am europäesche Rettungsschiem. Firwat hu mer déi? Well dat ass eisen Deel am Kapital vun der Europäescher Zentralbank. D'Lëtzebuerg Chamber huet dat jo awer gestëmmt. Da kann een net soen, dat hätt een - wéi den Här Gibéryen - an enger däitscher Zeitung gelies.

A firwat hu mir...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Den Här Junker huet dat... Ech hunn en zitéiert.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Firwat hu mir méi en héijen Deel? Ma well mir natierlech ee ganz staarke Finanzsecteur hunn. An dorobberhi gëtt gerechent och eis Participatioun vun eiser Zentralbank am europäesche System vun den Zentralbanken.

Ech wëll jo awer trotzdem drop hiweisen, datt 0,25% och elo net ass, wéi wa mir Lëtzebuerg géifen domat ganz Europa retten! Et si manner Participatioune an deem Rettungsschiem, wéi Lëtzebuerg huet: Estland, Zypern a Malta. Mä all déi aner hu méi, a mir hu proportionell méi, well mir jo och emol méi en héije PIB hunn, mir hu méi eng héich Finanzplaz. An dovunner profitéiere mer jo och an engem iwweraus grouss Mooss a ville Politikberäicher.

Wéi gëtt decidéiert an deem Schiem? Ech mengen, dat ass hei diskutéiert ginn. Ech mengen net, datt an deem Mechanismus hei en Defizitdefizit ass. Well et ass schlussendlech d'Chamber - d'est Haus! -, wat d'Regierung autoriséiert, an d'Kapital vun deem Instrument ESM anzetrieden, mat engem Kapital, wat elo abezuelt gëtt - 200 Milliounen an e puer Stufen -, an duerno eng Garantie ze ginn, och zugläich eng Garantie ze ginn, fir wann e Capital autorisé eng Kéier geruff gëtt, datt mer den dann och abezuelen.

Den demokrateschen Akt besteet doranner, datt d'est Parlament haut an hei decidéiert, ob mir do dierfe matmaachen oder net. Et ass also net anescht, wéi wann Der decidéiert, datt mer an de Ressourcë vum Internationale Währungsfong matmaachen. Och do muss d'Chamber natierlech opgrond vun der Verfassung soen: „Jo, mir sinn d'accord, datt den Engagement financier do geholl gëtt.“ D'Décisioun selwer ass an deem ESM ëmmer innerhalb vun där Enveloppe, déi d'Chamber gestëmmt huet.

Ech wëll ausdrécklech och nach eng Kéier soen, datt an deem ESM-Mechanismus steet, datt an der Unanimitéit ëmmer den Appel de fonds ass an an der Unanimitéit ëmmer déi weider Ënnerstützung vun engem Memberstat an der Eurozon ass. Dat ass d'Unanimitéit, an do gi mir all Kéier mat gefrot.

Selbstverständlech sinn ech d'accord a mir hunn dat och iwwerens ëmmer esou gemaach, mä et kann een dat nach ëmmer an enger Motioun nach eng Kéier froen, wat scho gemaach gëtt. Et schéngt mer evident, datt d'Regierung regelméisseg bei esou Décisioune virdrun, duerno an d'Finanzkommission vun der Chamber soll kommen. Dat gehéiert zum gudden demokratesche System. Duerfir hunn ech domadder ni Problemer gehat a wäert och an der Zukunft domadder ni Problemer hunn.

Duerfir kann ech vu Regierungssäit aus déi Motioun vun Här Bausch iwwert den dote Punkt fir d'Informatioun vun der Chamber, fir d'Consultatioun vun der Chamber nëmme voll a ganz matdroen.

Ech wëll allerdéngs soen, datt et wichtig ass - an dat ass e Problem an der Zukunft, an dat ass jo och hei net gefrot -, datt den Entschiedungsmechanismus méi schnell muss ginn, well mir hu gesinn, notament am griicheschen Dossier, wa misste 17 Parlamentarier all Kéier, besonnesch wann Urgencé sinn, ofstëmme, datt dat riskéiere géif, ze vill Zäit ze kaschten, an domadder ganz grouss Dommage kéinte geschéien.

Déi Situatioun vun der Urgence, mengen ech, trëtt net an, well hautdesdags kann ee sech esou schnell treffen oder esou schnell iwwer eng Telefonskonferenz mateneen diskutéieren, sou datt mer och gesinn hunn, souwuel am spuenesche Fall wéi elo an der zyprotescher Demande, déi geschicht komm ass, datt mer do innerhalb vun e puer Stonnen eng Telefonskonferenz hunn, wou d'Finanzministere kënnen dann decidéieren, wat se maachen oder net, esou datt mer Unanimitéit plus schnell Décisioune hunn an d'Informatioun vun de Parlamentarier selbstverständlech muss maachen, mä datt mir näischt maachen, wat iwwert déi Enveloppe erausgeet, fir déi mer hei vum Parlament autoriséiert gi sinn.

Duerfir géif ech och mat Respekt virun anere Meinungen heibanne soen, datt an den Ae vun der Regierung d'Approbatioon vu kengem vun diesen Texter eng qualifizéiert Verfassungsmajoritéit brauch, well mir gesinn an diesen

Texter keen Transfert vu souveräne Pouvoiren un eng internationalen Organisatioun. Et ass en internationalen Traité, mat deem en Engagement financier verbonnen ass. A Lëtzebuerg bedeelegt sech un all deenen Décisioune, déi hei geholl ginn. Déi Décisioune ginn net vun engem Drëtte geholl. Déi Décisioune gi geholl mat der Stëmm vum Lëtzebuerg Finanzminister, deem ech bekanntermoosse sinn. Ech gi Gouverneur an deem EMS, gradesou wéi ech Lëtzebuerg am Eurogroup vertrieeden, an do ginn déi Décisioune geholl.

Mä ech mengen, d'Chamber ass souverän, andeem se decidéiert, mat wéi enger Majoritéit se ofstëmmt. Ech wollt just hei awer soen, wat d'Meenung vun der Regierung zu där dote Fro ass, och fir zukünfteg ähnlech gelagert Situatioune.

Den Effet op de Budget ass hei ugeschwat ginn, och vum Rapporteur. En huet eng direkt Inzidenz op de Budget no klassischer Opstellung vun 200 Milliounen iwwert dräi Joer gekuckt. En huet keen Effet op déi europäesch Opstellung vum Budget, well wéi gesot eng Contrepartie besteet. Duerfir ass et neutral op den Defizit an d'Schold vum Lëtzebuerg Stat, d'gesamtoffentlech Finanzen. Mä selbstverständlech sinn et reell Suen, déi mer awer net elo ausginn, déi hu mer natierlech - dat ass, wéi wann een Aktien an enger Gesellschaft keeft - net zur Verfügung.

Duerfir wëll ech net soen, datt dat hei keng Sue sinn, déi mer net gebrauchen, mä et ass keng normal klassesch Budgetsdépense. Et ass, wéi gesot, d'nämlech, wéi wa mer eng Augmentatioun vun de Ressourcë vum Internationale Währungsfong maachen, déi iwwerens och an nächster Zäit wäert ustoen, well och den Internationale Währungsfong jo niewent Europa op eng effikass Aart a Weis hëllef, datt mer an Europa mat zwee Féiss um Buedem an diesen extrem schwierigen Zäiten - ech kann et net genuch ënnersträichen - bleiwen.

Dat hei, wéi gesot, sinn Instrumenter, déi ginn net duer. Dat ass vu villen heibanne gesot ginn. Mä si si wesentlech, fir Stabilitéit ze erreechen. Mir muss verschidde Saache maachen à court terme an aner à long terme. An ech mengen, all déi Diskussioune, déi d'Stats- a Regierungschefen deser Deeg féieren an déi elo an den Zeitunge schon diskutéiert ginn, ouni datt ee genee weess - och net d'Finanzministere -, wat dann elo en fin de compte do decidéiert gëtt, datt sinn der méi, déi à moyen et à long terme sinn.

Et féiert een net eng Bankenunioun, eng méi staark Budgetunioun oder eng ekonomesch Unioun a vun haut op muer. An eng Rei vun deene Saache wäerten och, op d'mannst esou gesinn ech dat, Traitéännerunge mat sech zéien. Dat ass also eppes, wat méi perspektivesch ass. Do fannen ech och nëmmen normal, datt d'Chamber doriwwer délibéiert, wann déi Texter dann emol do sinn. Mä dat huet näischt mat der kuerzfristeger Kris ze doen. Dat heiten awer huet mat der kuerzfristeger Kris ze doen, an duerfir sinn ech frou festzestellen, datt déi iwwergrouss Majoritéit vun deser Chamber wäert déi dräi Texter iwwert den Europäesche Stabilitéitsmechanismus stëmme.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen dann elo fir d'Éischt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6334. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëtter erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6334 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme.

(**Interruption**)

Där anerer gëtt et keng. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugehall mat 48 Jo-Stëmme, géint 5 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, et sinn nach dräi Motiounen...

► **M. le Président.**- Jo, mä mir hunn nach zwee Projeten, Här Bausch, an da komme mer zu de Motiounen. Kommt, mir fueren der Rei no.

Mir kommen also elo fir d'Éischt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6405. Hei ass och eng Majoritéit vun zwee Drëtter erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6405 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un, wéi gesot nëmme perséinlech Stëmme. Och hei ass de Vote ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugehall mat 49 Jo-Stëmme, géint 5 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert den drëtte Projet de loi, de 6406. Hei gëtt mat normaler Majoritéit driwwer ofgestëmmt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6406 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugehall mat 55 Jo-Stëmme, géint 5 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Jean-Paul Schaaf), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par Mme Martine Mergen), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Félix Eischen), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.



Ont voté non: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwer...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech hat awer e Vote gefrot iwwert d'Dispens vum zweete Vote. Ech fannen, wa mer scho mat Zweekdrët-Majoritéit stëmmen,...

► **M. le Président.**- Jo, mä Här Urbany, Dir hätt en direkt misse froen! Ech mengen, ech hu gefrot...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech hunn en a menger Ried gefrot an ech...

► **M. le Président.**- Jo, mä Dir musst beim Vote et froen. Ech hu gefrot. Dir hutt lech net gemellt. Et ass ofgestëmmt ginn.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dir hutt gefrot: „Ass den zweete Vote...“, d'Dispens vum zweete Vote?, an ech hu geruff: „Neen.“ Ech schloe vir...

► **M. le Président.**- Jo, Dir hutt... Mä et war awer eng ëmwerfend Majoritéit fir d'Dispens.

(Hilarité)

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech schloe vir, e Vote ze maachen iwwert d'Dispens.

► **M. le Président.**- Neen, ech mengen, de Vote ass elo geholl, Här Urbany, an domadder...

(Interruptions)

...si mer do mat deem Punkt um Enn.

Motions

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vun de Motiouen.

(Interruption)

Motion 1

Fir d'Éischt d'Motioun 1 vum Här François Bausch, wou ech verstanen hunn, datt d'Regierung déi géif akzeptéieren. Ech mengen, da kënnen mer à main levée iwwert déi Motiouen ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motiouen d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn. Domadder wär déi Motiouen ugeholl.

Motion 2

Da kéim d'Motioun 2 vum Här Bausch. Kënnen mer och à main levée doriwuer ofstëmmen, oder net?

(Négation)

Neen, de Vote électronique gëtt verlaangt.

Vote sur la motion 2

Da fänkt d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass verworf mat 39 Nee-Stëmmen, géint 10 Jo-Stëmmen an 11 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger et Paul Helming;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Martine Mergen), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Raymond Weydert), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Marcel Oberweis), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Motion 3

Dann hu mer nach d'Motioun 3 vum Här François Bausch. Ech ginn dovun aus, datt och do de Vote électronique verlaangt gëtt.

(Assentiment)

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. Och hei ass de Vote ofgeschloss.

D'Motioun 3 ass verworf mat 43 Nee-Stëmmen, géint 8 Jo-Stëmmen an 9 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Raymond Weydert), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Da kéime mer elo zu eisem nächste Projet de loi, dem Projet de loi 6319, enger Direktiv iwwert d'Valeurs mobilières. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just agedroen: den Här Bausch.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Et ass eng Erreur!

► **M. le Président.**- Mir sträichen lech, Här Bausch.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Jo, also, Dir sträicht den Här Bausch net!

6. 6319 - Projet de loi:

- portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé;

- portant modification de la loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières;

- portant modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem...

(Interruption)

Dat ass deen, wou Dir musst jo stëmmen, Här Gibéryen.

(Hilarité et interruption)

Mat dem Gesetzesprojet 6319 setze mir eng europäesch Direktiv aus dem Joer 2010 ëm. Méi genee geet et ëm de Prospekt, deen all Kéiers muss opgeluecht ginn, wann e Wäertpabeier op de Maart bruecht gëtt an op d'Bourse geet, fir offiziell gehandelt a cotéiert ze ginn. Dëst mag wuel op den éischte Bléck - wéi esou oft iwwregens bei der Finanzlégiolatioun - den Uschäin hu vun engem éischter technesche Gesetzesprojet. Deem ass awer an der Realitéit net esou. Et geet hei ëm e wichtege Gesetzesprojet am Sënn vun der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz.

Mir schafen Transparenz a Rechtssécherheet bei dem Handele vun internationalen Titren op eiser Bourse. Dat war an där iwwer 80 Joer laanger Geschicht vun der Lëtzebuurger Bourse ëmmer ee vun de grouse Standuertvirdeeler. An d'Zuele schwätzen do och eng kloer Sprooch.

Eis Lëtzebuurger Bourse ass féierend an Europa, wat d'Handele vun internationalen Obligatiounen ubelaangt. 29.500 international Obligatiounen, also Scholdverschreibungen, ginn op der Lëtzebuurger Bourse gehandelt. Dat si 40% vun allen internationalen Oplage weltwäit. 68 Länner hunn op d'mannst een öffentlechen Emprunt, deen op eiser Bourse ass.

En zweet Standbee vun der Bourse sinn déi ronn 6.400 Investmentfongen, déi hei cotéiert ginn. Dat sinn 42% vun dem europäesche Marché. Insgesamt si ronn 44.000 Titren de Moment op der Lëtzebuurger Bourse.

Här President, dës Zuelen dierfte wuel ënnersträichen, dass et bei dësem Gesetzesprojet och ëm handfest wirtschaftlech Interesse vun eiser Finanzplaz geet. D'Konkurrenz vu London, Zürich oder Dublin, déi schléift net. Mä mir och net. An duerfir setze mir dës Direktiv och fristgerecht virun dem 1. Juli 2012 a Lëtzebuurger Recht ëm.

Konkret maache mir dat mat Upassung vum eiser sougenannter „loi prospectus“ aus dem Joer 2005. Dat ass een Eckpfeiler vun eiser Finanzgesetzgebung. Mat deem Gesetz, wat och schonn op enger europäescher Direktiv baséiert, ass deemools en europäesche Pass agefuert gi fir Prospekt, déi, wa se an engem Land vun den zoustännegen Autoritéiten approuvéiert ginn, an der ganzer Unioun gëllen.

De Sënn vun esou engem Prospekt ass et, dem Investisseur bei der Aféierung vun engem Titre op den Handelsmaart an op d'Bourse eng Beschreiwung dovunner ze gi respektiv Informatiounen ze liwweren iwwert deejéinegen, deen den Titre erausgëtt.

Wat genau muss an deem Prospekt stoen, ass eben duerch dat Gesetz geregelt. Fir dass déi Bestëmmungen och agehale ginn, mécht eis Bankenopsicht, also eis CSSF, eng streng Kontroll. An dat ass grad de Succès vun eiser Bourse: transparent a kloer Virgaben, eng streng Kontroll, eng international Experienz, een onkomplizéierten a kompetenten Émgang mat de professionellen Acteuren.

An där Linn fuere mir mat dësem Gesetzesprojet och virun. Opgrond vun de Virgabe vun der europäescher Direktiv gi mat dësem Gesetzesprojet déi administrativ Oploe vun dem Prospekt vereinfacht. Zum Beispill bei méi klengen Émetteuren gi manner Informatiounen an dem Prospekt verlaangt respektiv gëtt a verschidde Fäll d'Oplo fir ee Prospekt ganz ofgeschaf.

Verschidden Informatiounen gi standardiséiert, fir de Prospekt méi lieserlech ze maachen, besonnesch fir net initiéiert Leit. Vergläicher kann een duerfir besser maachen.

D'Definition vum deem qualifizéierten Investisseur, dat heescht engem Finanzprofi, deen eigentlech censéiert ass ze wëssen, wat hien op der Bourse keeft, gëtt ugepasst.

All d'Upassung vum dem Gesetz geschéien am Sënn vu manner administrativen Oploen an deemno méi grousser Kompetitivitéit vun den Entrepreneuren an der Europäescher Unioun, déi hir Kapitalparten öffentlech handele loosse.

Här President, d'Chambre de Commerce an de Statsrot, déi hu matgespillt, fir dës Gesetzesprojet esou séier wéi méiglech kënnen gestëmmt ze hunn. Déi exzellente Transpositiounsaarbecht vun där zoustänneger Beamtin, der Madame Isabelle Goubin aus dem Finanzministère, gouf och vun deenen zwou Institutiounen ënnerstrach. Jo, och dat zielt emol zur Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz.

De Statsrot, deen hat just eng Opposition formelle a sengem Avis gemaach. Dës betrëfft d'Manier, wéi een e sougenannten „acte délégué“ vun der Europäescher Kommissioun am Kontext vun dësem Gesetzestext kéint emsetzen.

Konkret geet et dorëm, dass d'EU-Kommissioun d'Recht huet, fir verschidde Seuile spéider an der Direktiv ze adaptéieren, ouni iwwert de Wee vun enger formeller Ofännerung vun der Direktiv ze fueren.

De Statsrot war dergéint, dass esou eng Ëmännerung spéider géif duerch e Reglement vun der CSSF an eis Gesetzgebung iwwerholl ginn. Fir de Statsrot géif allgemeng iwwregens e Reglement vun der CSSF, dat ee Gesetz géif ofännere respektiv preziséieren, géint den Artikel 108bis vun eiser Verfassung verstoussen.

Duerfir wäert dat dann elo ganz einfach duerch eng Publikatioun vun där entsprecherender Kommissiounsdecisioun am Mémorial geschéien. Dëst ass eng rechtlech Approche, déi d'Finanzkommissioun och iwwerholl huet.

Ech verweise fir de Rescht op mä schrëftleche Rapport, deen eestëmmege ugeholl gouf, an ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech da Merci fir d'Nolauschteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Rapporteur Merci, dee wéi ëmmer ganz komplett an detailléiert war. Ech mengen, do gëtt et näischt méi derbäizefügen, esou datt mer eigentlech direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kënnen kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6319 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6319 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Jean-Paul Schaaf), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Raymond Weydert), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par Mme Martine Mergen), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 6342 iwwert d'Distributioun a verschidde Reglementatiounen vu Medikamenter. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Wagner, d'Madame Lorsché an den Här Colombara.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

7. 6342 - Projet de loi modifiant 1. la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments; 2. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gi vill ze vill Medikamenter geschléckt, och bei eis. Lëtzebuerg läit do an Europa ganz vir am Ranking vun deene Länner, wou een och vun engem gewëssene Medikamenteméissbrauch ka schwätzen, wéi och bei enger Debatt hei an der Chamber am Joer 2007 festgestallt gouf. Oft handelt et sech awer heibäi net ëm liewenswichtig Produiten.



Den Text vun haut ännert d'Gesetz vum 6. Januar 1995 iwwert d'Distributioun en gros vun de Medikamenter an d'Gesetz vum 11. Abrëll 1983 iwwert d'Reglementatioun vun der Mise sur le marché an der Publicitéit vun de Medikamenter.

Am Gesetz vum 6. Januar 1995 stinn eng Rei vun Obligatiounen, un déi d'Distributeure vu Medikamenter sech hale mussen. Hei fanne mer awer keng Obligatioun fir d'Distributeuren, fir eng ugepasste Versuergung vu Medikamenter ze assurieren. D'Regierung hat dat sengerzäit wellen iwwer Règlement grand-ducual aféieren, de Législateur ass der Propos - op Avis vum Statsrot - awer net nokomm.

Zanterhier huet de Marché vun de pharmazeutesche Produiten awer vill evoluéiert. Zum Gudde, wat d'Weiderentwécklung vun den eenzelne Produiten ugeet, well se ëmmer méi sophistiquéiert a spezialiséiert ginn. Zum Schlechten, well d'Unzuel vun de Medikamenter um Marché an domat d'Gefor vun enger Iwwermedikatioun nach ëmmer méi grouss gëtt. Fakt ass awer, dass et kéint zu engem Enkpass vu wichtege Medikamenter kommen, zumools well mer fir d'Zouliwwerung vum Ausland ofhängeg sinn.

Dës Ofhängegkeet verstärkt sech nach doeruech, dass d'Quantitéit vun de Medikamenter, déi zu Lëtzebuerg gebraucht ginn, an absoluten Zuele par rapport zum Ausland relativ geréng ass, d'Gestioun vun de Stocken awer duerch d'Zuelen an der Statistik vum Joer viru geregelt gëtt an et esou zu engem Enkpass an der Zouliwwerung vun dese wichtege Medikamenter komme kann.

Et geet also hei drëms ze assurieren, dass d'Grossisten obligéiert ginn, déi Medikamenter en nombre suffisant fir eist Land zur Verfügung ze stellen. Dës Prozedur ass iwwerregens konform mat den europäeschen Direktiven an deser Matière.

An deem Gesetz gëtt och eng nei Notioun, nämlech déi vum „grossiste-répartiteur“ agefouert, eng Notioun, déi et schon an der Législatioun vun eisen Nopeschlänner, nottamment an der Belsch, gëtt.

Et handelt sech hei ëm en „grossiste pleinement assorti“, e Grossiste also, deem et erlaabt ass, all Medikamenter ze verdreiwen, déi vun enger Autorisatioun, fir um Lëtzebuerg Marché verkaaft ze ginn, ofgedeckt sinn, an deem des Medikamenter dann och effektiv verkeeft.

E Wuert zum Ënnerschied tëschent dem Grossiste-répartiteur an dem Grossiste: Fir eng Obligation de service public anzeféieren, brauch een des Distinctionen, well et kann ee jo nëmmen des Obligationen deem imposéieren, deem och déi ganz Gamme vu Medikamenter kommerzialiséiert zu Lëtzebuerg. Grossisten, also net de Grossiste-répartiteur, mä de Grossiste selwer, eenzel, deen eng Autorisatioun huet, fir en gros Medikamenter zu Lëtzebuerg ze verdreiwen, muss eng bestänneg Ausliwwerung vu verschiddenen, awer net alle Medikamenter, déi effektiv zu Lëtzebuerg um Marché sinn, assurieren.

Dësen neien Text definéiert do dernieft den Inhalt an d'Aarbeitsfeld vun der Obligation vun deem Service public, speziell wat de Stockage an d'Garde ugeet.

Ausserdeem solle mat deem Gesetz nach Modifikatiounen un den Article 7 an 13 vum Gesetz vum 11. Abrëll 1983 iwwert d'Vermarktung an d'Publicitéit geschéien, nottamment fir déi, déi eng Autorisatioun hunn, fir Medikamenter hei op de Marché ze bréngen.

De Projet de loi 6342 ass den 11. Oktober 2011 an der Chamber vum Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo déposéiert ginn. Avisen zum Text gëtt et vum Collège médical, vun der Chambre de Commerce a vum Statsrot.

Zum Avis vum Statsrot folgend Bemierkungen: Niewent der pertinenten Remarque iwwert d'Zuel vun den Artikelen an d'Terminologie vun Artikelen, Punkten a Paragraphen, där d'Santés-kommissioun natierlech ouni Weideres Rechnung gedroen huet, si folgend Punkten ervirzuehiewen:

Den Intitulé gouf geännert: «Projet de loi modifiant 1. la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments; 2. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments».

Ausserdeem goufen - an dat ass eng wichteg Neierung am Gesetz - quantitativ Chargé festgeluecht, déi musse stockéiert ginn, an des Quantitéit gi festgeluecht no der Moyenne vun de Méint vun viregte Joer, an dëst pro Medikament. An deem Contingent vun disponibele Medikamenter mussen och déi Medikamenter, déi vum Gesondheitsminister als „essentiels“ an „vitaux“ designéiert ginn, enthalte sinn.

Stockéiert an disponibel, an dat an den nächste 24 Stonnen, mussen also engersäits zwee Drëttel vun de Medikamenter sinn, déi vun enger Autorisatioun, fir um Lëtzebuerg Marché zougeloozt ze ginn, betraff sinn an déi och effektiv um Maart sinn, an anerersäits, wéi gesot, d'Moyenne vun de Medikamenter vun deem Mount vun deem vergaangene Joer.

Hei gouf och festgeluecht, dass den Délai fir e Medikament, fir um Marché ze erschéngen, nodeems et d'Autorisatioun kritt huet, op dräi Joer gesat gëtt.

Do dernieft gouf en Amendement ugeholl, deem d'Kompatibilitéit vun der nationaler Gesetzgebung mat der europäescher Gesetzgebung assuréiert an deem der allgemeng üblicher Praxis vun haut och Rechnung dréit.

D'Chambre de Commerce huet dese Projet de loi och positiv aviséiert. An hirem Avis huet si déi Ännerunge fir gutt befonnt a si fënnt och d'Missioun vum Service public fir d'Grossistes-répartiteurs justifiéiert.

Och de Collège médical huet e positiven Avis ofginn.

Heimadder hu mer e Gesetz, wat eis am Land méi Sécherheet gëtt wat d'Versuergung mat Medikamenter ugeet, wat eng Rei vu Lücken am besteende Gesetz opfëllt a wat domat de Risiko, dass mer liewenswichtig Medikamenter net méi an engem Mooss, wéi mer se brauchen, zur Verfügung hätten, ganz staark minimiséiert.

Ech kann lech heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun gi fir dëst Gesetz an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Villmoos Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréisch geif ech wellen am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport, dee schon exhaustiv ageet op déi méi quokeleg Punkten, déi an der Santéskommissioun zu enger Rei Diskussiounen gefouert haten.

Och ass de Mueren a verschidde Medien op déi méi spektakulär Aspekter vun deem Gesetz higewise ginn. Et hätt ee bal kënnen mengen, onst Land wier tatsächlech a Gefor, an en Enkpass ze kommen, wat d'Versuergung mat wichtege Medikamenter ubelaangt.

Nun ass dat awer an der Realitéit net esou dramatesch. Dat hëlt awer deem Gesetz hei net säin Intérêt.

Et gëtt vun deene Firmaen, déi sech an Zukunft sollen also „grossiste-répartiteur“ nennen, zwoe Saache verlaangt: Éischtens musse se, wat d'Qualitéit vum Sortiment ubelaangt, zwee Drëttel vun deene Medikamenter liwweren, déi hei zu Lëtzebuerg eng Autorisation de mise sur le marché hunn, an zweetens quantitativ iwwer e Stock verfügen, deem der Moyenne vun der Vente vum Joer viru fir dat Medikament entsprécht.

Doriwwer ewech kann de Minister am Fall, wou déi Firmae sech net eens ginn, wie wat stockéiert, tranchéieren an da Verdeelunge vorschreien. Dat ass also fir d'Grossistes-répartiteurs - et sinn der de Moment iwwerregens hei am Land véier, déi dese Kritären entsprechen - eng Obligation de service public. Esou oder ähnlech Bestëmmunge gëtt et och an onsen Nopeschlänner. An deem Text entsprécht och deene relevanten europäeschen Direktiven.

Ech wëilt nach eemol hei betounen, dass et nëmmen ëm d'Medikamenter an den Apdikte geet, net ëm déi an de Spideeler, well deem eenzegen e bësse brenzlegen Enkpass, dee mer an deene leschte Joren haten, huet ee Medikament betraff, dat eigentlech nëmmen an de Spideeler benotzt gëtt, well de Produzent plötzlech e massive Problem mat der Qualitéit vum Produit hat.

Dat kéint natierlech och zu all Moment virkomme bei Produiten, déi iwwert d'Apdikte verdriwwen ginn. Well wéi Der wësst, hunn déi grouss Pharmafirmaen - alleguer global Acteuren - Tendenzen, hir Produiten ënner verschidde Formen an ënner verschiddenen Nimm an oft iwwert Duechterfirmaen do ze vermarkten, wou et sech och lount.

Esou ass zum Beispill een Antidépresseur, ënner deem Numm, exklusiv fir de belsche Marché produziéiert ginn, a mir waren un dee Marché ugeschloss. Wéi d'Firma erausfonnt hat, dass dat net méi interessant wier, ass et während Méint zu enger Rupture de stock komm. An dunn hate mer d'Chance, dass dat selwecht Medikament mat engem aneren

Numm aus engem aneren Nopeschland konnt asprangen.

Denkbar wier och, dass e Lëtzebuerg Grossiste décidéiert, een Nopeschland mat engem Produit aus engem aneren Nopeschland vun ons aus ze beliwieren. Och dat kéint zu Enkpass hei am Land féieren, wa keng Stocken do sinn.

Well mir esou kleng sinn, si mer och flexibel. Esou hat ee Pharmamulti decidéiert, d'Produktioun vun engem vu senge Produiten an Indien ze verleeën. Et koom zu engem massive Qualitätsproblem an d'europäesch Medikamenten-agence huet dese Produit blockéiert. Och do konnt kuerzfristeg en anert Nopeschland mat deem nämlechte Medikament ënner engem aneren Numm séier asprangen.

Dir gesitt also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi potenziell Problemer, déi duerch dëst Gesetz wëlle verhënnert ginn, sinn dat och wäert, och wann et bei ons hei am Land nach ni zu esou engem dramateschen Enkpass komm ass.

Ech wëilt domadder dann och zum Schluss den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deemem Gesetz ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mergen. An als nächste Riedner ass den Här Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, ech wëilt virop dem Rapporteur, dem honorabelen Här Georges Engel, Merci soe fir deen exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Wann een e klengt Land ass, esou huet dat oft Avantage. Et kann awer och Désavantage hunn. Am Fall vun dem Approvisionnement vun de Medikamenter ass dat ouni Zweifel de Fall.

Mir si selbstverständlech ze kleng, fir hei zu Lëtzebuerg eng Pharmaproduktioun ze hunn. Dofir hänke mer 100-prozenteg vum Ausland of, fir d'Medikamenter integral alleguerte missen ze importéieren.

Wéi gesot, dat 95er Gesetz huet keng obligatoresch Regelung virgesi fir d'Versuergung vun de Medikamenter. Deen heite Projet de loi hëlt dat elo no. Dofir steet och d'Demokratesch Partei positiv zu deem Projet de loi, an ech ginn domadder den Accord vun der Demokratescher Partei.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Carlo Wagner. Als nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi aus dem Här Engel sengem Rapport ervirgeet, modifizéiert dese Projet de loi an éischer Linn d'Gesetz, wat säit 1995 schon a Kraaft war a viru 17 Joer scho sollt d'Versuergung vun eiser Bevölkerung mat Medikamenter sécherstellen.

Well déi europäesch Direktiv, op där d'Gesetz vun '95 berout, de Memberstate fräigestallt huet, d'Distributioun en gros vun de Medikamenter als Obligation de service public ze definéieren oder net, huet d'Regierung an den 90er Joren op des Obligation verzicht.

Allgemeng ass d'Meenung vertrauede ginn, dass Lëtzebuerg, mat net emol fënnf Grossisten a mat 70 Clienten, um Marché vun de Medikamenter alles am Grëff hätt, dass de Risiko vun Enkpass net géif optrieden an dass eis Grossisté sech souwisou eng Eier géifen draus maachen, d'Versuergung mat Medikamenter och an Noutsituatiounen ze garantéieren, ouni engem Gesetz mussen ze ënnerstoen.

Deen eenzege Riedner, dee sech an den 90er Joren op deser Plaz fir d'Obligation de service public ausgeschwat huet, war mäi Virgänger Jean Huss, deem no 17 Joer schlussendlech recht kritt, dass dese Marché ouni gesetzlech Obligation net kann zefriddestellend funktionéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dofir begrëssen ech d'Dispositioun vun der Obligation de service public natierlech am Numm vu mengem Virgänger, mä och am Numm vun der aktueller grénger Fraktioun, déi hannert deemem Projet de loi steet.

D'Aféierung vum sougenannten „grossiste-répartiteur“, dee mat deemem Projet forcéiert gëtt, all liewenswichtig Medikamenter fir de Mensch ze stockéieren, an net just en Deel dervun, ass eng weider begrëssenswäert Modifikatioun

vum Gesetz vun '95 an eng wichteg Viraussetzung, fir eis Bevölkerung esou schnell wéi méiglech mat essenzielle Medikamenter anzedecken am Fall vun akuter Gefor.

Trotz dese positive Modifikatiounen um Gesetz vun '95, deene mir zoustëmmen, muss een dese Gesetzesprojet awer och an de Gesamtkontext vun Medikamentemarché setzen, wou en net vill méi ass wéi eng Dréps op e waarme Steen.

Éischtens woen ech ze behaupten, dass dese Projet de loi, esou gutt wéi en och ass, keen Afloss op déi dubiéis Geschäfte wäert hunn, déi iwwert de sougenannten „marché parallèle“ kënnen gemaach ginn. D'Gefor, dass Medikamenter um Bëllegmarché zu Spottpräisser akaf ginn, duerno op enger anerer Plaz nei conditionnéiert ginn an da vun engem Grossiste zu héije Präisser weiderverkaf ginn, gëtt mat deemem Projet de loi net ausgeschloss an ass och just um europäeschen Niveau ze léisen.

Zweetens geet et bei deemem Projet och net just ëm de Schutz vun der Bevölkerung viru Krankheeten an Epidemien duerch eng effikass Versuergung mat Medikamenter. Indirekt geet et hei och ëm den Afloss vun der Pharmalobby op d'Gesondheitspolitik an ëm de Konsum vun de Medikamenter, dee sech op déi virgeschriwwen Héicht vum Stockage wäert auswierken.

Bekanntlech gëtt dee Stock, wéi den Här Engel erkläert huet, nieft de virgeschriwwenen zwee Drëttel vun alle Medikamenter, déi zu Lëtzebuerg am Émlaf sinn, och bestëmmt iwwert d'Moyenne vum Chiffre d'affaires pro Medikament a pro Mount vum Joer virdrun. An anere Wieder heescht dat jo näischt anescht, wéi dass d'Héicht vum Stock ofhängeg gemaach gëtt vum Konsumverhale vun de Patienté respektiv vun den Ordonnancé vun den Dokteren, wou d'Gratwanderung tëschent liewenswichtigen a pro Konsum vun de Medikamenter net ëmmer einfach ass.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, wuel wëssend, dass an der Medezin säit Jorzéngte grouss Fortschreiter gemaach ginn a gemaach gi sinn, déi der Mënschheit vill Leid erspueren, an och ouni de wäertvollen Engagement vu villen Dokteren a Fro ze stellen, muss een awer feststellen, dass souwuel de Marché wéi och de Konsum vu Medikamenter an eise Land eng Dimensioun ugeholl hunn, déi zumindest kritesch hannerfrot muss ginn.

Wann ee bedenkt, dass schon an den 90er Joren zu Lëtzebuerg méi wéi 12.000 Medikamenter am Émlaf waren an et der haut doudsicher net manner sinn, muss d'Fro erlaabt sinn, ob all eenzel Medikament wierklech néideg ass a wat säin therapeutischen Notzen ass.

Mir sinn eis eens, dass d'Aféierung vu Génériques dem Problem vun iwwerdeiere Medikamenter entgéintwierke kann an der Pharmaindustrie d'Liewe wäert méi schwéier maachen. Mir sinn eis wahrscheinlech awer gradesou eens, dass d'Exzesser an der Verschreiwung an d'Exzesser am Konsum vu Medikamenter domat net behuewe ginn. Mat Exzesser mengen ech zum Beispill déi oft iwwerflësseg Flut vu Mëttele géint den harmlose Schnapp oder Houscht, déi allen zwee ouni Medikament esou séier verschwanne wéi mat Medikament.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech mengen och déi extrem deier a vill verschriwwen cholesterolsenkend Pëllen, déi net nëmme staark Niewewirkungen hunn, mä och de Problem vun engem ze héije Cholesterolspiegel meeschtens guer net léisen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dir wësst Bescheid, Här Wolter.

An ech denke bei Exzess un déi iwwerduerschneitlech vill Opputsch-, Berouegungs- a Schlofmëtzel, déi zu Lëtzebuerg verschriwwen a geschléckt ginn, während de qualitativen a quantitativen Ausbau vun enger mënschweideger a patientfrëndlecher Psychiatrie der internationaler Entwécklung säit Jorzéngten hannerdruelt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Eng zweet Remarque betrëfft net d'Quantitéit, mä d'Qualitéit vum Stockage a vun der Distributioun vun de Medikamenter. Et ass schéin a gutt, wann déi richteg Zuel vu Medikamenter zur richteger Zäit op der richteger Plaz zur Verfügung stinn. Et ass awer nach besser, wann déi néideg Kaderbedéngungen erfëllt ginn, fir d'Qualitéit an den Ofaf vum Service ze garantéieren, zum Beispill duerch spezifesch Aus-

bildung vum Personal am Beräich vun der Hygiène, der Sécherheet, der Dokumentatioun, der Detektioun vun Anomalie bei de Medikamenter, der Organisatioun an der Gestiou vum Site, der Entsorgung vun ofgelafene Medikamenter a vun der Organisatioun vu Plans d'urgence, an dernieft mussen nach d'Lokaler all méiglech...

► **M. le Président.**- Madame Lorsché, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **Mme Josée Lorsché (dêi gréng).**- Ech si fäerdeg.

...all méiglech Kritären erfëllen, fir hirer Mis-sioun kënnen gerecht ze ginn.

Eiser Meenung no ass et un der Zäit, fir d'Kaderbedéngungen an der Distribution en gros vun de Medikamenter an nächster Zukunft hei zu Lëtzebuerg méi genee ënnert d'Lupp ze huelen, ëmsou méi, well déi Distributioun haut eng gesetzlech Basis als öffentlech Déngschtleeschung kritt.

Mat der ofschléssender Fro un lech, Här Minister, ob den Ausbau vun der Pharmalogistik vun der Regierung a Betruecht gezu gëtt, a wa jo, ob scho konkret Pläng op dësem Niveau bestinn, an, léif Kollegeinnen a Kollegen, an der Hoffnung, datt d'Deontologie an der Versuerung mat Medikamenter méi grouss geschriwwen gëtt wéi de Benefiss vun de Grossisten, soen ech lech villmools Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Lorsché. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Merci, Här President. Fir d'Éischt Merci un den Här Engel fir säi mëndlechen a schréfleche Bericht. Ech mengen, wat déngen déi bescht Gesetzer, wa vläicht d'Medikamenter net méi kënnen produzéiert ginn? Ech mengen, bei engem Krich, dat wär jo alles méiglech, do wär et jo méiglech, dass keng Medikamenter méi kéinte fabri-zéiert ginn.

Mä mir haten awer och elo viru Kuerzem mat der Eurokrisis a Griichenland e grouse Problem, well do verschidden Apdikte keng Medikamenter méi konnte bestellen, well se keng Sue méi haten.

Ech kennen ee Fall vun enger Madame, déi hei vu Lëtzebuerg komm ass, déi wollt do Vakanz maachen. Si war ënner Benzodiazepinen. Dat ass e Berouegungsmëttel, a jiddweree weess, dass dat extrem addictif ass, dat heescht, d'Sucht gëtt ganz grouss. Déi Madame war do a si hat vergiess, hir Medikamenter matzehuelen, a wéi se an d'Apdikte gaangen ass, fir déi Benzodiazepinen ze kréien, do ware keng méi do, an déi Madame huet e kalen Entzuch gemaach. An actuellement ass déi Madame hei-heem a si ass esou gutt wéi fäerdeg. Si kann net méi schaffen, si kann näischt méi maachen, si ass einfach - entre guillemets - „futti“! Firwat? Well se e kalen Entzuch gemaach huet mat Medikamenter, wat hir héchstwahrscheinlech, wa se d'Medikament kritt hätt, ni geschitt wär.

Also, et ass ganz wichteg, fir ze wëssen, wéi gesot, dass mer verschidd Medikamenter brauchen, net well se noutwendeg sinn, mä well mer se permanent huelen.

Eng zweet Saach, eng zweet Considération ass déi vum Verfallsdatum. Et si verschidd Medikamenter, déi falen no enger gewësser Zäit aus, dat heescht, de Verfallsdatum seet eis, mir d'ärfen se net méi huelen.

Ech perséinlech kenne Leit, déi Medikamenter geholl hunn, déi ware scho siwe Joer verfall, an dat Medikament huet nach gewierkt. An do stellt sech nach d'Fro dann: Ass et da wierklech noutwendeg, fir all Medikament, wou e Verfallsdatum dropsteet, direkt ewechzegeheien? Kann een déi net nach eng kéier analyséieren a kontrolléieren, sou wéi mer dat bei der Schwéngs-gripp gemaach hunn? Dat ass jo zwee Joer no hanne gedréckt ginn. Ech mengen, dat wär och eng Méiglechkeet, fir e gewëssene Stock vu Medikamenter ze hunn.

Eng drëtt Considération ass: Brauche mir iwwerhaapt Medikamenter? Dat ass déi grouss Fro, déi ee sech muss stellen. An engem Gesondheetssystem, engem optimale Gesondheetssystem, brauche mir iwwerhaapt nach Medikamenter?

Am akute Fall géif ech soen: Mir brauche keng Medikamenter. Brauche mir eng Pëll fir e Schnapp? Brauche mir eng Pëll, wa mer zwee Deeg den Duerchfall hunn? Brauche mir eng Pëll, wa mer dräi Deeg de Réck wéi hunn?

Brauche mir eng Pëll, wa mer véier Deeg net schlofe kënnen? Brauche mir eng Pëll, wa mer fënnf Deeg Depressiounen hunn?

Ech soe radikal: Neen, mir brauche se net! Mir hunn nach aner Methoden, Naturmethoden, wéi zum Beispill Akupunktur, Psychotherapie, Chiropraktik an alles, wat mer nach wëllen, déi awer op natierlecher Basis agesat kënnen ginn. Leider ass do de Problem, dass déi Methoden ze vill deier sinn a sozial net fir jiddwereen abordabel sinn, sou dass dann en Aarbechter, dee wierklech sech dat net ka leeschten, déi Naturmethoden net ka gebrauchen.

An do, Här Minister, do sidd Der gefuerdert, fir do e Schratt no vir ze goen.

Wat déi chronesch Krankheeten ugeet, do kann ee soen, bei Alzheimer, Parkinson, Häerzkrankheeten, do bräicht ee Medikamenter. Dat stëmmt, do brauch ee Medikamenter. Mä d'Fro muss ee stellen: Firwat si mer dann op déi Situatioun komm? Firwat hu mer Alzheimer kritt? Firwat hu mer Parkinson kritt? Firwat si mer häerzkrank ginn?

Dat ass déi grouss Fro, déi am Virfeld misst regléiert sinn, an duerfir muss mer eng ganz aner Medezin maachen. Well et muss ee wëssen, dass iwwert d'Halschent vun de Medikamenter Niewewierkunge provozéieren, an eis Krankheeten, déi mer hunn, eis chronesch Krankheeten, déi mer hunn, déi sinn zum groussen Deel doduerch bedéngt, duerch d'Niewewierkunge vun de Medikamenter. An hei huet d'Pharmaindustrie, d'Pharmalobby e ganz grouss Potenzial. Dat si clever Leit! Déi produzéieren Medikamenter, fir Symptomer ze behandelen, wëssend dass do aner Symptomer entstinn, an duerfir bleiwen déi permanent - permanent! - am Geschäft.

Dat ass dee grouse Message, deen ech wëll ginn: Mir müssen onbedéngt eng aner Politik hei am Land promovéieren, eng Politik, déi et eis erlaabt, vu klengem un, wann d'Kand op d'Welt komm ass, dat Kand aneschtens ze behandelen, preventiv ze behandelen, fir spéiderhin, wa mer al sinn, ganz wéineg Medikamenter ze gebrauchen. Dee Moment bräichte mer dat heite Gesetz net.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. Elo kritt de Gesondheitsminister, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Wuert.

(**Brouhaha et hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, leider si mer nach net esou wäit, wéi mäi Virriedner sech dat gewënscht huet, an duerfir brauche mer dat Gesetz.

Mir sinn eis alleguer eens hei an dësem Haus, dass ee Medikamenter gutt soll gebrauchen, dass ee se net mat der Schépp soll erageheien, dass Medikamenter keng Kamelle sinn an a ganz ville Beräicher et vill méi bëlleger a besser Alternative gëtt, wéi Pëllen ze schlécken. „Gesond iessen, méi bewegen“ - da si mer bei deem richtegen Thema.

Mä dat ännert awer näischt dorun, dass mer Medikamenter, och gutt Medikamenter brauchen, an erkläre emol dem Kriibskranken, deen an engem schwéieren Traitement ass, dass e soll Akupunktur maachen oder „Heusäckli“ huelen! Ech mengen, esou wäit si mer net, an et soll een och net hei op der Tribün de falsche Message eriwerginn, dass all Medikamenter Quatsch sinn an dass mer eigentlech keng Medikamenter brauchen.

Dat heite Gesetz ass e weidere Schrëtt a Richtung méi Patientésécherheet. Mir verlaangen domat de Produzenten, virun allem awer de Grossisten, e Service public of.

Ech wëll soen, dass déi Situatiounen, wou mer a Versuergungsengpäss kommen, relativ selte sinn, mä dass et virkënn, net elo onbedéngt duerch schlechte Wëllen, mä well d'Beliwierung ëmmer no de Statistike vun de Virjore geschitt, a wann an engem Joer méi gebraucht gëtt oder Medikamenter iwwert d'Grenz ginn, da kënn et zu Engpäss. Fir dat ze verhënnern, garantéiere mer hei, fuerdere mer of e Stock bei deene wichtege Medikamenter, baséiert op dem Verbrauch.

Der Madame Lorsché wëll ech soen: Wa méi Medikamenter gebraucht ginn, schéngt et mer awer iergendwéi logesch ze sinn, dass och méi héich Stocken do sinn, well op wat soll ee sech soss beruffen? Et kann ee jo net soen, dass, wat d'Medikamenter méi verbraucht ginn, wat d'Stock méi kleng solle ginn.

Geregelt ginn och d'Garden, geregelt gëtt och d'Bereetstellung vu Medikamenter am Noutfall, zum Beispill bei enger Pandemie, wann een dréngend e Stock brauch. Dee Stock kann uge-luecht gi bei de Grossisten, selbstverständlech géint Bezuelung.

Nun ass et esou, dass d'Versuergungs-garantie net nëmmen doduerch entsteet, dass mer hei Stocken uleeën. Mir hunn dës Deeg zesumme mat de fransésche Kollegeen eng Initiativ geholl, fir och d'Versuergungs-garantie bei de Rohstoffe ze maachen (veuillez lire: ze sécheren). Dat ass net méi esou garantéiert, well eng ganz Rei vu Rohstoffe iwwerhaapt net méi an Europa hiergestallt ginn. Mir hunn also eng Initiativ geholl, fir eng Bestandsopnahme ze maachen, wou wichteg Rohstoffe iwwerhaapt net méi an Europa hiergestallt ginn. Dat gëllt zum Beispill - et géif een et net gleewen - beim Paracetamol, do ginn d'Rohstoffe hei net méi zu Lëtzebuerg (veuillez lire: an Europa) hiergestallt.

Ech wëll deem zoustëmmen, wat d'Madame Lorsché gesot huet, dass ee soll déi richteg Messagen am Gebrauch vun de Medikamenter eriwerginn, dass d'Produzente keng Massendénger sinn an dass se selbstverständlech wëllen e Maximum mat hire Medikamenter verdéngen, dass et der Autorité de santé publique hir Aufgab ass, zesumme mat de Professionelle vum Secteur de bon Usage vum Medikament ze promovéieren.

Zu där Fro iwwert den Ausbau vun der Pharmalogistik kann ech der Madame Lorsché soen, dass et esou Projete gëtt, mä déi sinn awer nach net definitiv sprochräif. Do muss een op eng ganz Rei vu Saachen oppassen, wann ee Logistik am Pharmaberäich wëllt maachen. Et muss een och à même sinn, fir déi noutwendeg Kontrollen ze maachen, well dann ass ee responsabel fir d'Verdeelung vun deene Medikamenter.

An deem Sënn soen ech der Chamber Merci, dass mer schnell deen heite Projet konnten evakuéieren, an dem Rapporteur e ganz häerzleche Merci, dem Georges Engel, fir säi Rapport.

Merci villmools.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gesondheitsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6342 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6342 est adopté à l'unanimité des 56 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval (par M. Jean-Paul Schaaf), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt (par M. Serge Wilmes), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Martine Mergen), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich (par M. Ben Scheuer), Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou décidéiert.

Als nächste Punkt vun eise Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer eng Orientéierungsdebat iwwert de Rapport vum Médiateur 2010-2011. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Angel, Gira an Henckes.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här André Bauler als Rapporteur vun der Petitiounskommission. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

8. 6353 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2010-2011)

Rapport de la Commission des Pétitions

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wa

mer haut hei an der Chamber de Joresbericht vum Ombudsmann diskutéieren, solle mer dës Geleeënheet nutzen, fir eis souwuel mat der Fonctioun vum Médiateur wéi och mat senger wichtegste Recommendatiounen ausernee-zesetzen.

D'Institution vum Ombudsmann ass e feste Bestanddeel an eiser demokratischer Kultur ginn. Dat, wat aus dëser Fonctioun an aacht Joer gemaach gouf, weist, dass en Ombudsmann net méi aus eiser institutioneller Landschaft ewechzededenken ass.

De Médiateur ass de Mëttelsmann tëscht dem Bierger an de Verwaltungen. Hien ass de Partner vun de Bierger, well d'Bierger sech onbürokratesch a perséinlech un e richte kënnen. En ass deen, deen dem Bierger hëlleft, Problemer am Kontakt mat enger Verwaltung ze léisen. Verwaltungen mussen biergerfrëndlech sinn. An ëmgedréit, wou Bierger Verwaltungen zu Onrecht kritiséieren, kann en Ombudsmann och de Partner vun der Administratioun sinn, andeems hien de Bierger déi Kloerstellung liwwert, déi Zweifel un der Gestiou vun engem staatleche Service aus dem Wee raumen.

(**M. Gast Gibéryen prend la présidence.**)

Den Ombudsmann gëtt esou zum Mëttler tëscht engersäits Einzelnen oder Minoritéiten an anersäits der öffentlecher Verwaltung. Hie verschafft dacks grad deene Leit Gehier, déi mat hire Suergen op daf Ouere stossen. Vlächicht grad dowéinst, well se sech ouni Ombudsmann net richtig unzeleeë wëssen oder well se einfach net d'Suen hunn, fir sech vun engem affekt beroden oder e Brëif schreiwen ze loossen.

Duerch den Ombudsmann kritt all Bierger d'Chance, datt seng Kloen opgegraff an un déi richteg Adress weidergeleet ginn. Jiddweree kritt esou d'Mëttel, fir eng berechtigt Klo un eng Verwaltung ze richten, well et eben net méi de Portmonni ass, deen doriwwer entscheet.

Ech wollt duerfir am Ufank vu mengem mëndleche Rapport dem éischten Ombudsmann an der Geschicht vu Lëtzebuerg, dem Marc Fischbach, e grouse Merci soe fir säin Asaz am Déngscht vu méi Gerechtegkeet an Transparenz, fir säi regelméisseg Austausch mat der Petitiounskommission, fir seng Recommendatiounen, déi derzou bäidroen sollen, de Fonctionnement vun der öffentlecher Verwaltung am wäiteste Sënn vum Wuert ze hannerfroen.

De Rapport 2011 ass e besonnesche Rapport, well et dee leschte Rapport vum Marc Fischbach ass. Et ass e Rapport, deen eis d'Geleeënheet gëtt, d'Bilanz vu senger Amtszäit ze zéien.

Dëst Joer hunn ech dem Camille Gira seng Aufgab als Rapporteur dierfen iwwerhuelen. Ech wëll d'Occasioun nutzen, fir op dës Plaz all deene Leit Merci ze soen, déi gehollef hunn, d'Aarbechten, déi zu dësem Rapport gefouert hunn, ze suivéieren: un aller éischter Plaz dem Médiateur selwer, deen ëmmer en onkompléizéiert Verhältnis zur Petitiounskommission gefleegt huet a bei eis kouw, fir eis Ried an Antwort ze stoen, dann awer och dem President Camille Gira, deen d'Kommission mat vill Geschéck an Engagement leet. Merci och de Membere vun der Kommission fir hir Iwwerleeungen an Ureegungen. E ganz grouse Merci un d'Anne Tescher, der Sekretärin vun der Petitiounskommission, déi intensiv gehollef huet, dës Rapport virzubereeden. Merci och dem Corinne Weis aus der DP-Fraktioun.

Ech kann op dës Plaz net op déi detailléiert Statistike vun der Period tëscht Oktober 2010 a September 2011 agoen. Hei awer déi relevantsten Zuelen: Ronn 4.500 Persounen hunn an dës Zäit beim Ombudsmann ëm Hëllef gefrot. A bal 1.100 Fäll huet et sech ëm formell Reklamatiounen gehandelt, dat sinn der gutt 100 méi wéi an der Period virunner. 804 Reklamatiounen konnte bis zum 30. September 2011 ofgeschloss ginn. 347 Reklamatiounen ware begrënt.

Déi Verwaltungen, déi am meeschten ugesprach ginn, sinn d'Sozialversécherungen op éischter Plaz, duerno d'Gemengen an d'Steierverwaltung oder d'Steierverwaltungen. Op de Plaze véier a fënnf louchen d'Kannergelds-keess an d'Immigratiounsverwaltung, duerno d'ADEM an d'Servicair am Wunnengsberäich.

An 80% vun de Fäll war déi betraffe Verwaltung direkt bereet, hir Entscheedung ze iwwerpräiwen oder ze revidéieren. Hei weist sech eemol méi, datt d'Institution vum Médiateur hir Friichten dréit.

Här President, ënnert der Form, wéi mer den Ombudsmann elo kennen, war Lëtzebuerg eent vun de leschten europäesche Länner, dat dës Institution geschaf huet. En éischte Versuch war 1976 op grouss Bedenke gestouss, esou datt op de Projet verzicht gouf. Ursprénglech war ugeduecht ginn, den Ombudsmann



vun der Regierung ernennen ze looszen. Well awer eng Rei Dispositionen hien ze staark un d'Regierung gebonnen hätten, gouf gefaart, aus dem Ombudsmann géif eng Aart Kontrollorgan vum Exekutiv ginn. 23 Joer hu mer misse waarden, bis datt an der Regierungserklärung vun 1999 festgehale gouf, datt Lëtzebuerg de Poste vum Ombudsmann géif schafen.

Wéi de Médiateur an d'Liewe geruff gouf, goug et virun allem dorëm, dem Bierger e gewëssent Matbestimmungsrecht ze ginn an esou déi partizipativ Demokratie ze ënnerstëtzen. Demokratie kann och nëmme dann zefriddestellend fonctionnéieren, wann tëschent de Bierger an de Verwaltung Vertraue besteet. Dëst géllt ëmsou méi an eiser Zäit, wou ëmmer méi Gesetzter, nei Gesetzter, Reglementer derbäikommen. Doriwwe eraus ass de Stat selwer an ëmmer méi Beräicher aktiv. D'Verwaltung verfügen deemno iwwer e wuessende Pouvoir d'appréciation, eleng fir kënnen der grousser Diversitéit u Situatiounen gewuess ze sinn. Dëst erkläert, firwat et néideg ass, de Bierger d'Geleeënheet ze gi sech zu Entscheedungen, déi si betreffen, ze äusseren. Och empfangen ëmmer méi Leit gewësse Schwierigkeiten, administrativ Prozeduren am Detail nozevollzéien.

D'Schafe vun der Institution vum Ombudsmann huet och engem reelle Bedürfnis entsprach. Eleng déi fënnf éischt Méint, nodeems de Büro vum Ombudsmann 2004 opgoug, si 587 Reklamatiounen ertogaangen. A siwe Joer goufen iwwer 7.000 Dossiere behandelt, vun deenen der ronn 5.500 konnten ofgeschloss ginn. Während dëser Zäit hu sech 23.000 Leit un den Ombudsmann gericht, fir Informatiounen ze kréien. Dësen Aspekt däerf net vergiess ginn. D'Bierger kommen net nëmme mat Reklamatiounen, ob dës elo begrënt sinn oder net, mä den Ombudsmann ass och eng Ulafstell, wou de Bierger Erklärungen a Rotschlëi kritt.

Här President, och fir d'Chamber spillt den Ombudsmann eng wichteg Roll. Hie soll nämlech präiwen, ob d'Regierung d'Gesetzter an hirem Sënn interpretéiert. Anerersäits ass d'Wierksamkeit vun engem Médiateur ofhängeg vum Handele vun der Chamber. Esou mussen d'Virschléi an d'Recommandatiounen net nëmme zur Kenntnis geholl ginn, mä och esou vill an esou wäit wéi méiglech ëmgesat ginn. Vun de 45 Recommendatiounen goufe bis elo 31 ganz oder deelweis ëmgesat. Sécherlech stousse Recommendatiounen net grad ëmmer op Begeeschterung, an den néidege Suivi mécht sech folglecherweis mat manner Engagement.

Wéi de Marc Fischbach an der Petitionskommission war, huet hie bedauert, datt sech allzue dacks d'Kommissionen ze séier mat den Erklärungen vun de verschiddene Ministeren oder Ministèren zefridde ginn. Och bréngen d'Stellungnahmen dem Ombudsmann seng Kritiken net ëmmer op de Punkt. Esou deelt och d'DP-Fraktioun d'Usicht, datt den Débat mat der Regierung kontradiktoresch geféiert soll ginn, bis een dann op eng pertinent a komplett Äntwert kënt.

2003 huet e Gesetz de Médiateur an d'Liewe geruff. Kee woussst mat gréisster Präzision virauszesoen, wéi dës Institution sech géif entwéckelen. Eng Institution, déi um Pabeier steet, muss mat Liewen erfëllt ginn. Et muss ee wëssen, datt se net vun haut op muer op de Bee steet. D'Statistike schwätze fir sech an den Ombudsmann gehéiert elo fest an eis institutionell Landschaft.

De Marc Fischbach huet seng Missioun ganz eescht geholl a se och esou ëmgesat, datt se den héchsten Erwaardunge gerecht konnt ginn. Scho fréi gouf erkannt, datt ee mat engem eenzege Büro an der Stad net kéint gläich gutt op all d'Bierger zougoen. Esou gouf 2006 zu Wolz eng Antenn opgemaach, déi zweemol am Mount Ulafstell fir d'Leit aus dem Éislek ass. Donieft huet de Médiateur sech och beméit eng Permanence zu Schraasseg an z Giwenech ze garantéieren. Dobäi kouw dunn e Gesetz vun 2010, dat op eng UNO-Konvention zréckzeféieren ass, an deem den Ombudsmann d'Missioun vun der externer Kontroll vun de Lieux privés de liberté, also virun allem de Prisongen zougewise krut.

Zanter 2011 suert hien zesumme mat der Commission consultative des droits de l'Homme an dem Centre pour l'égalité de traitement fir de Schutz vun den handicapéierte Persounen. An deem Kontext gouf drop higewisen iwwert d'Iddi nozedenken, fir eventuell en neit Organ ze schafen, dat zoustänneg wier fir d'Verdeedegung vun de fundamentale Rechter, esou wéi dat a Frankräich de Fall ass. Dee Moment kéinten den ORK, de CET an déi konsultativ Mënscherechtskommission, ähnlech wéi a Frankräich, regroupéiert ginn an d'Roll vum Médiateur géif sech nees op deem säi klasse Profil begrenzen.

D'Ureegung vum Ombudsmann hu Friichte gedroen. Ech denken do zum Beispill un d'Kannergeldskeess, déi no ville Reklamatiounen restrukturéiert konnt ginn an elo besser opgestallt ass. D'Reorganisatioun, déi mat engem externe Consultant duerchgefouert gouf, soll elo dozou féieren, datt sech déi intern an extern Kommunikatioun vun der Kannergeldskeess verbessert an datt d'Prozedure vereinfacht ginn. En informatives System, deen de reelle Bedürfnis vun de Gestionnaire Rechnung dréit, eng harmoniséiert Gestiou vun den Dossieren oder och nach d'Ersetze vun den Telefonslinnen, dat sinn e puer Chantieren, déi attackéiert goufen, fir endlech eng spierbar Verbesserung erbaizeféieren.

Eng weider Recommendatioun, déi sécherlech zu enger Reform vun enger Administratioun bäigedroen huet, ass déi vun der ADEM. D'Unzuel vun Reklamatiounen, déi un d'ADEM gericht sinn, huet mat de Joren net ofgeho. Fir d'Joer 2010/2011 si vun den 49 Reklamatiounen der 30 berechtigt gewiescht. Et ass ze hoffen, datt d'Reform vun der ADEM der Recommendatioun gerecht gétt. Bleift et awer bei der Strukturreform, ouni datt sech eppes Wesentlech an der Vermittlungs-, Orientierungs- a Weiterbildungskultur ännert, ass ze fäerten - dat ass a war jiddfalls d'Meenung vun der Demokratescher Partei -, datt d'ADEM den Ombudsmann weider beschäftege wäert.

E positivt Beispill ass dogéint dat vun der elektronescher Petitioun. E Modell, deen am Rapport 2009 virgeschlo gouf a wou elo d'Perspektiv besteet, fir iwwert den digitale Wee seng Uleessen un d'Chamber erunzebréngen. Esou wéi den däitsche Modell et scho virliift, kéinten d'Bierger hir Petitioun elektronesch direkt un d'Chamber schécken. D'Bierger kéinten also och online eng Petitioun ënnerschreiw, wat hinne sécherlech erlabe wäert, hir Doléancen op eng manner opwendeg Manéier un déi politesch Instanzen ze bréngen. Déi eigentlech Innovatioun vun dësem Modell besteet awer grad doranner, fir an enger öffentlecher Kommissionsitzung eng Debatt mat alle Betreffenen ze organiséieren.

Awer et gétt och negativ Fäll, wou sech trotz dem Engagement vum Ombudsmann näischt gedoen huet, denke mer un d'Reklamentationsprozedur. Ech erënneren do nach eemol un de Rapport d'activité 2009/2010, wou den Ombudsmann schon eemol op dës Problematik higewisen hat, ouni datt sech awer eppes gedoen huet. Den Ombudsmann ass a bleift der Opfaassung, datt d'Absence vun enger Recoursméiglechkeet engem Rechtsstat net würdeg wier, datt dëst also contraire zu de Mënscherechter ass!

Nach e puer Wuert zur Recommendatioun N°44 vun dësem Joer iwwert den Délai de prescription de droit commun. D'Membere vun der juristescher Kommission hunn dem Ombudsmann säi Virschlag, nämlech fir d'Verjährungsfrist op ee méi verstännegen Délai erofzesetzen, zur Kenntnis geholl. Dësen däerft op kee Fall den Zäitraum vun zéng Joer iwwerschreiden. De Justizminister huet iwwregens eng Verjährungsfrist vun zéng Joer ugeknéngt.

D'Recommandatioun geet op Kloe vu Bierger zréck, déi vum Stat verflucht goufen eng gutt Staang Geld zréckzebezuelen, well d'Verwaltung sech verrechtet hat. An engem spezielle Fall hat esou zum Beispill de Service d'aide au logement 17 Joer gebraucht, fir eng bestuete Koppel opzefuerderen, méi wéi 3.000 Euro erëmzebezuelen.

Wéi Der gesitt, ass also d'Funktions vum Ombudsmann aus enger eviderter Noutwendegkeet entstan an d'Wichtigkeet vu senger Aarbecht gétt sécherlech net méi a Fro gestallt. Seng Aarbecht kritt déi Bedeitung, déi se verdéngt. Mä dësen Erfolleg werft awer weider Froen op, zum Beispill wat säi Kompetenzfeld betrëfft oder seng Zesummenaarbecht mat anere Médiationsinstitutionen. Dës Froen, déi mat der Institutionskommission behandelt goufen, wéilt ech kuerz virstellen, zesumme mat anere Schwéierpunkten.

Här President, eng essenziell Fro, déi dëst Joer am Rapport opkomm ass, ass déi, ob den Ombudsmann net sollt an d'Constitution age-schriwwen ginn. Dëse Schrëtt géif der Institution vum Médiateur e symbolesche Wäert an eng gewësse Visibilitéit ginn. D'Recht op Médiatioun, wat jo zu de fundamentale Rechter vun Bierger gehéiert, kéint duerch d'Aschreiw an d'Verfassung nëmme bestärkt ginn.

Hei gouf e gewëssene Parallelessem mat der Cour des Comptes gesinn. D'Cour des Comptes steet an der Verfassung, si ass e Kontrollorgan vun der Chamber. De Médiateur iwwerwaacht de Fonctionnement vun der öffentlecher Verwaltung, an deem Mooss, wou e sech mat alle Kloe befaasst, déi un hien erugedro ginn an andeems hie seng Empfehlungen an engem järeliche Bericht festhält. D'Cour des Comptes hirersäits ass mat der Kontroll vun der finanziel-

ler Gestiou vum Stat beoptraagt an deelt och hir Observatiounen an engem järeliche Rapport mat.

Den Artikel 105 vun der Verfassung ass der Cour des Comptes reservéiert. Ähnlech kéint et also bei der Institution vum Ombudsmann zu enger Ännerung kommen, andeems och si an der Constitution verankert wier oder géif ginn. Eng ganz Rei europäesch Länner, esou wéi Schweden, Spuenien oder Portugal hunn d'Fonction vum Ombudsmann an hir jee-weileg Verfassung agebroen. Als Referenz gouf de franséische Modell genannt.

Den Austausch mat der Institutionskommission huet erginn, datt d'Verfassung weiderhi soll liesbar sinn an datt een net méi soll drasetzen, wéi noutwendeg. Dëser Opfaassung schlësse sech all Fraktiounen un. D'Constitution soll op dat Wesentlech reduzéiert bleiwen. De schlanken an iwwersichtleche Charakter vun der Verfassung soll also net geännert ginn. Et ass och net, datt, wann eng Institution an der Verfassung steet, sech do-duerch wierklech eppes um Terrain ännert.

D'Fro, déi ee sech muss stellen, ass also folgend: Gétt et en trëflege Grund? Déi symbolesch Bedeitung eleng geet net duer. Wéi een dem Ombudsmann méi Pouvoir gétt, wann een an der Verfassung verankert? Wier dat de Fall, muss ee sech froen, wou en dann age-schriwwen gétt? Bei d'Chamber? Oder soll et e Kapitel sonner sinn? Wéi délimitéiere sech seng Pouvoir vum aneren Institutionen? Tangéiert dat net d'Autonomie, also d'Onofhängegkeet vum Médiateur, zum Beispill, wann en ënnert d'Kapitel iwwert d'Chamber agebro gëtt?

De Médiateur ass nämlech, am Géigesaz zum Rechnungshaff, net der Chamber ënnerstallt, och wann e vun hir designéiert gétt. Wann de Médiateur en Organ vun der Chamber wier, da géif d'Chamber e saisiieren an da wier en net méi autonom! Or, de Médiateur ass awer en onofhängeg Organ a soll dat och bleiwen. De Médiateur ass och do fir d'Doléancé vun de Bierger entgéintzuehuelen an hinnen esou e gewëssene Schutz unzebidden. Et ass awer keen Organ, dat am Optrag vun der Chamber eng generell Kontroll iwwert d'Regierungsverwaltung ausübt.

Am Rapport vun dësem Joer gouf och drop higewisen, datt den Ombudsmann a sengem Kompetenzfeld op gewësse Grenze stéisst an duerfir fir d'Ausweitung vun dësem plädéiert. Dem Gesetz no falen ënnert dem Ombudsmann seng Kompetenzen d'Reklamatiounen bezüglech de Fonctionnement vu Stats- a Gemengeverwaltungen, esou wéi och dee vun den öffentlechen Etablissementen. Eigentlech misst all Organ, dat mat enger Mission de service public beoptraagt ass, ënnert d'Kompetenzfeld vum Ombudsmann falen, esou de Marc Fischbach a sengem Rapport.

De Stat ass dann och an de leschte Jorzéngten net midd ginn, fir Servicer privaten Acteuren am Kader vu Konventionen unzevertrauen. Iwwregens dréit de Stat op eng beträchtlech Manéier zum Finanzement vun dese bäi. Duerfir muss och eng extern onofhängeg Kontroll vun der Qualitéit vun dese Servicer erlaabt sinn, betout den Ombudsmann. Zurzäit ass awer och esou eng Kontroll iwwerhaapt net méiglech. E pertinent Beispill an deem Kontext liwwert de Secteur vun der Gesondheet, well de Stat jo staark an den Infrastruktur- a Fonctionnementskäschte vun de Spideeler intervenéiert. Esou gesi kann een de Gesondheitssektor prinzipiell als öffentleche Secteur betruechten.

Dem Médiateur seng Kompetenz beschränkt sech awer ausschliesslech op déi Spideeler, déi en öffentleche Statut hunn, während Kloen aus private Kliniken net kënnen vum Ombudsmann behandelt ginn. Dës Kliniken ënnerleien net senger Kompetenz. Esou stellt sech berechteterweis d'Fro vun der Kohärenz am Médiateur senger Aktioun.

Den Ombudsmann huet och drop higewisen, datt, wann e Gesetz géif gestëmmt ginn, dat e spezifesch Médiateur fir de Gesondheitssektor virgeséicht, datt dese Médiateur iwwert dëselwech Interventionsmëttel misst verfüge wéi hie selwer. Géif d'Médiationsprozedur an der Santé fakultativ bleiwen, da misst et zu enger Ausweitung vum Ombudsmann sengen Kompetenzen op de Gesondheitssektor kommen.

Ähnlech ass et am Fall vun de Maisons relais an de Gemengen oder beim öffentlechen Transport. Wann eng Gemeng der Caritas oder der Croix-Rouge d'Gestioun vun enger Maison relais uvertraut, kann de Médiateur keng Plainte entgéintzuehuelen. Wann awer eng Gemeng dese Service selwer an d'Hand hält, dann däerf den Ombudsmann sech aschalten. Do ginn also och zweeërlee Mooss ugewannt.

E Client, deen eng berechtigt Klo iwwert d'Qualitéit vum Service an engem Bus vun der

Stad Lëtzebuerg huet, ka sech un de Médiateur wenden. Handelt et sech awer ëm eng privat Busfirma, déi vun der öffentlecher Hand Gelder kritt, däerf de Médiateur sech par contre net aschalten. Am net-konkurrenzuelle Secteur muss dat awer méiglech sinn. Et geet hei net ëm d'Kontroll vum Service, mä et geet drëm, datt d'Leit hir Rechter kréien. Dat misst, esou gouf gemengt, iwwer Gesetz geregelt ginn oder d'Konvention mam Stat misst an d'Gesetz kommen.

Am konventionéierte Secteur ginn et Dausende vun A.s.b.l.en. Mir hunn e konventionéierte Beräich queesch duerch de Gaart. D'Cour des Comptes an de Familjeminière hunn net iwwerall den Abléck. Dacks geschéien awer Saachen a konventionéierte Strukturen, déi verlaangen eng Reaktioun. Duerfir misst et, nom Wonsch vum Ombudsmann, eng extern Ulafstell am Fall vun individuelle Plainté ginn, fir anzegräifen, zemoos well d'Direktioun vun esou Strukturen oder Vereenegunge befaangen ass. Wann de Stat dem Privatsektor eng Mission de service public iwwerginn huet, muss ee Service punktuell kënnen iwwerpréift ginn. Et misst ee sech och qualitativ Kritäre ginn, fir déi Associatiounen ze kontrolléieren, Kritäre wéi Gläichbehandlung, Continuitéit an Upassung vum Service public.

Generell sinn d'Parteie sech eens, datt d'Institutionskommission de Begrëff vum Service public klarifizéiere soll. D'Institutionskommission wäert eng Bestandsopnahm vun de Médiatiounen maachen, déi et bis ewell ginn, a präiwen, a wat fir engem Mooss d'Kompetenz vum Ombudsmann muss erweidert ginn. Si präift och, wéi déi sektoriell Médiatioun an aneren EU-Länner gehandhaabt gétt.

Esou ass och meng Fraktioun der Meenung, datt all Bierger beim Ombudsmann eng Ulafstell misst kënnen fannen, fir esou zum Beispill och seng Plainten iwwert d'Qualitéit vun all Crèche an all Maison relais areeche ze kënnen. Et misst ee Kritäre festleeën, esou datt och eng privat Associatioun oder Stéftung, déi grëss-tendeels mat öffentleche Gelder ënnerstëtzt gétt, ënnert d'Kompetenz vum Ombudsmann fällt. Als Kritär kéint ee sech zum Beispill virstellen, datt niest dem Ofschlësse vun enger Konvention och de Prozentsaz vun öffentleche Gelder, déi un d'Etablissementer bezuelt ginn, kéint zréckbehalde ginn.

Et geet also hei net ëm d'Natur vum Prestataire de service, mä ëm d'Natur vun der Déngschtleeschung. D'DP, d'LSAP an déi gréng ware sech eens, datt de Bierger aus Grënn vun der Gläichbehandlung den Ombudsmann kann uruffen, wann et sech ëm Plainté ronderëm d'Qualitéit vu Servicer a Crèchen oder Maisons relais dréit, dëst also onofhängeg vum Prestataire de service, well de Service jo vun Natur aus en öffentleche Service ass.

Als lescht Remarque wéilt ech nach ze bedenke ginn, datt d'Ausweitung vum Ombudsmann sengem Kompetenzfeld och dann nëmme positiv Resultater mat sech bréngen kann, wann dem Ombudsmann dat néidegt Personal zur Säit steet. Hei muss ee sécherlech och de finanziellen Impakt a Betruecht zéien.

Här President, e wichtige Punkt am Rapport vum Ombudsmann war d'Recommandatioun N°45 iwwert d'Institution vun engem Iwwerwachungsorgan iwwert d'Ordres professionnels an aner liberal Beruffer. Hei huet d'Petitionskommission d'Stellungnahme vun der Chambre des notaires, dem Collège médical, dem Ordre des avocats, der Chambre des huissiers, dem Ordre des experts-comptables, dem Ordre des architectes et des ingénieurs, dem ieweschte Gerichtshaff an dem Procureur général studéiert.

Wéi huet de Médiateur seng Recommendatioun begrënt? Hien huet d'Petitionskommission drop higewisen, datt hien ongeféier 20 Kloe kritt huet iwwert d'Aart a Weis, wéi Plainté bei gewëssenen Ordres professionnels behandelt ginn. Persounen, déi sech bekloen, behaupten, datt si entweder guer keng Äntwert kritt hätten, also emol keen Accusé de réception, oder datt si just ganz kuerz gefaassten Äntwerten ouni motivéiert Entscheedung geschéckt kruten. Wat soll eng Persoun maachen, wa se d'Gefill huet, datt se widder eng Mauer leeft? Dat ass den Enjeu, esou wéi den Ombudsmann en duergeluecht huet.

Dobäi muss ee wëssen, datt d'Ordres eng Schutzpflicht vis-à-vis vun de Clienten hunn. Dës hätten awer d'Gefill, esou den Ombudsmann, datt se net ëmmer wouergeholl gétt an datt de Reflex géif bestoen, fir éischter déi eege Memberen ze schützen wéi d'Clienten. Or, betout den Ombudsmann, mir liewen haut an



enger Zäit vun Transparenz an dës verlaangt, datt een en Abléck an d'Innenleben vun den Ordres därerf hunn. Duerfir verlaangt hie méi Duerchsicht a méi Vertrauensbildung.

De Médiateur huet déi betraffe Bierger dann och driwwer informéiert, datt d'Ordres professionnels net enner sâi Champ de compétences falen. Hien huet et duerfir och net fir ubruecht fonnt, déi formuléiert Plainté systematesch un déi concernéiert Ordres weiderzeginn. Hien huet et just fir oportun fonnt fir déi gravste Plainté weiderzerechen. De Médiateur ass effektiv net habilitéiert fir driwwer ze uerteelen, ob ee Plaignant Recht huet, wann hie sech un een Ordre gericht huet, mä et geet him just em eng appropriéiert Behandlung vun de Kloen.

De Médiateur huet och kritiséiert, datt d'Conseils de discipline vun den eenzelnen Ordres professionnels just op Initiativ vum President respektiv vum Bâtonnier saiséiert ginn. Wann dësen et net fir néideg féinnt eng Affär weiderzeginn, dann huet d'Plainte einfach keng Suite. Hei ginn déi respektiv disziplinaresch Réit an hir Funktionsweis net a Fro gestallt, mä just d'Prozedur, wéi dës Conseile befaasst solle ginn.

A senger Recommandatioun huet de Médiateur proposéiert fir de Pouvoir de surveillance engem Collège vun dräi Conseillere, déi der Cour d'appel ugehéieren, unzevertrauen. Als Alternativ zu dëser Prozedur kéint sâin eegent Kompetenzfeld ausgedehnt ginn, esou datt hie bei all Organ, dat eng Mission de service public huet, kéint intervenéieren. Esou kéint hien dann och Reklamatiounen iwwert d'Ordres professionnels entgéinhuelen, esou wéi dat a Frankräich de Fall ass.

Wéi waren elo d'Reaktiounen vun deene verschiddenen Acteuren op dës Recommendation? Vu Regierungssäit huet just d'Madame Minister vum Mëttelstand d'Recommandatioun ënnerstëtzt.

Wat d'Ordres professionnels selwer ugeet, war et ze erwaarden, datt si alles mä net ameséiert wieren. Esou féinnt den Ordre des avocats, datt esou een externt Kontrollorgan sech net justifiéiere léisst, well hir intern Organer a Prozeduren zefriddestellend géife funktionéieren. Och den OAI ka sech mat dem Médiateur sengem Vorschlag absolut net ufrënden.

D'Ordres weisen drop hin, dass hir respektiv Strukturen verschiddearten sinn. Et si verschidde Ordres a verschidde Gesetzgebungen. Dat huet mat der respektiver Geschicht vum Ordre ze dinn. An enger Entrevue mat der Fédération luxembourgeoise des travailleurs intellectuels indépendants (FTI) hunn hir Vertrieeder net ofgestriden, dass et Dossiere gouf, déi net korrekt behandelt goufen. Si soen awer, datt d'Uerteel vum Ombudsmann ze pauschal ausgefall wier. Jiddefalls wëlle si net agesinn oder wëlle si net gesinn, datt e weidere Verwaltungsapparat opgebaut gëtt. E weidert Gremium géif näischt bréngen, mä d'Saach just méi komplizéiert maachen.

D'Affekoten hunn esou zum Beispill drop higewisen, datt et sech haaptsächlech ëm d'Heicht vun Honorairen handelt, soubal eng Plainte géint ee vun hire Membere gemaach gëtt. Et kéint och alt emol vir, datt en Affekot net genuch Erklärungen gëtt, firwat eng Affär viru Geriicht erëm ausgesat gouf. Den Ordre des avocats wier awer ganz aktiv, fir op Plainten ze reagéieren. Deontologesch Feeler géife séier reaktionéiert ginn. Den Ordre des avocats huet selwer en eegene Médiateur, deem seng Roll och nach kéint ausgebaut ginn. Gleeft een dem Bâtonnier, esou funktionéiert hire System gutt, a wann een Affekot e grave Feeler mécht, da wier dat souwisou eng Affär fir d'Gerichter. De toute façon dierft een net aus den Ae verléieren, datt et ëmmer nees Leit ginn, déi mat näischt a mat kengem zefridde sinn. D'Leit sinn iwwerzeegt, datt si Recht hunn, a wann dann ee Prozess verluer geet, gi se dacks dem Affekot d'Schold, esou d'Vertreieder vum Ordre des avocats.

Och de Procureur général an d'Cour supérieure de Justice sinn esou engem Kontrollorgan kengeweegs gutt gesënn. D'Cour schreift enner anere am hirem Avis, datt déi éischt Missioun vun de Magistraten déi ass, fir Recht ze sprächen, an net, fir de Funktionement vun dësem oder deem liberale Berufsstand ze iwwerwachen. En Terrain d'entente bestéing awer doranner, fir d'Législatiounen openeen ofzestëmme, virun allem bei der Verjährungsfrist.

Eng méiglech Harmoniséierung vun de Gesetzgebungen misst och mat sech zéien, datt en Ordre verpflichtet ass bei all Plainte, déi ageerecht gëtt, en Accusé de réception ze verfaas-

sen. D'DP, déi gréng an d'LSAP hu sech fir eng Harmoniséierung vun de Gesetze iwwert d'Ordres professionnels ausgeswat. Et geet jo net drëm fir en eenzege juristesche Kader ze schafen, mä all Loi organique ënner d'Lupp ze huelen, virun allem wann een d'Dispositiounen, déi d'Behandlung vun de Plainté regelen, openeen ofstëmme wëllt.

Am Gespréich mat der neier Médiatore ass vun hirem Säit aus folgend Léisung virgeschloe ginn: All Ordre professionnel soll formell a sengem Reglement eng intern Médiationsfunktion aféieren, esou wéi se scho beim Barreau vum Ordre des avocats existéiert. Dës Funktion misst also vun engem Member vum Ordre iwwerholl ginn, dee besonnesch vill Erfahrung a Geschéck huet, oder duerch en agréierten haaptberuffleche Médiateur. Dës sektoriell Médiature missten awer all eng spezifesch Formatioun an der Technik vun der Médiatioun duerschlaaf hunn.

D'Petitionskommissioun huet d'Iddi, fir sektoriell Médiaturen an d'Liewen ze ruffen, begreist an ass och zefridde, datt déi eenzel Ordres professionnels dës Léisung géifen akzeptéieren.

Här President, en anere Sujet, deen de Médiateur a sengem Rapport ervirgehewen hat, ass d'Applicatioun vum Gesetz vum 14. März 1973 iwwert d'Schafung vun Instituter a Servicer am Beräich vun der Education différenciée. Den Ombudsmann huet hei schonn a sengem Rapport 2009/10 iwwer verschidde Reklamatiounen beriicht. D'Reklamanten hu kontestéiert, datt si héich Montanté vum Familljeministère gëf goufen, dëst als Bedeelegung u Placementskäschte vun hire Kanner an engem auslänneschen Institut. Fir de Médiateur ass den Artikel 8 vun dësem Gesetz net ganz kloer. Den Artikel seet enner anere, datt den Enseignement an d'medezinesch Behandlung an deene betreffenen Instituter gratis ass. Dat géllt och fir d'Education, déi am Ausland ugebuede gëtt an déi vu Lëtzebuerg aus unerkannt ass.

An engem Échange mat der Madame Familljeministesch gouf kloer, datt de Ministère net vun enger absoluter Gratuitéit ausgeet. D'Madame Minister sot, datt déi schoulesch Onkäschten an der Education différenciée zu 100% en charge geholl ginn, an zwar iwwert de Wee vu Kreditter, déi den Educationsministère accordeiert.

Wat elo d'Frais de séjour ugeet, esou wëllt d'Regierung net, datt d'Elteren total vun hiren alimentäre Verpflichtungen entbonne ginn. De Familljeministère ass awer bereet, op Ufro vun den Elteren an ënner der Bedéngung, ënner der Konditioun, datt d'Kand vun der nationaler Commission médico-psycho-pédagogique orientéiert gouf, sech un de Frais de séjour an enger spezialisierter auslännescher Institutioun ze bedeelegen.

Een Avis vun der zoustänneger Commissioun ass outwendeg, fir datt ee Kand an d'Ausland placéiert ka ginn. Eréischt wann do en Accord virläit, kann eng Demande beim Familljeministère agerecht ginn, fir datt dese sech un den Onkäschte bedeelegt. Dat wat d'Eltere mussen bäilee fir d'Internat oder de Centre d'accueil am Ausland, gëtt no de Modalitéite vun enger spezieller Konventioun geregelt. Et ass kloer, datt de Revenu an d'Zuel vun de Kanner, déi der Famill ugehéieren, a Betruecht mussen gezu ginn.

D'Madame Minister huet betount, datt eng Bedeelegung vun den Eltere berechtigt wier, well Elteren, déi hir Kanner an en Internat ginn, ouni datt si ënner d'Gesetz vun 1973 falen, misste jo och fir d'Verpflegung an engem Internat opkommen. D'Familljeministesch huet dann och bestäet, datt dat eenzeg Internat am Beräich Education différenciée zu Lëtzebuerg den Institut pour Infirmités Motrices Cérébrales ass. Hei brauch keen eng Bedeelegung ze bezuelen, weder fir d'Scolarisatioun nach fir den Hébergement, an dëst onofhängeg vum Akommes.

D'Madame Minister huet gemengt, datt déi finanziell Bedeelegung vun den Elteren, déi hiert Kand an d'Ausland mussen ginn, ganz begrenzt bleift par rapport zu där vum Stat. All eenzelne Fall gëtt individuell gekuckt, fir datt d'Famill net a finanziell Nout geréit.

Fir all Amëschung an eng lafend Affär viru Geriicht ze vermeiden, hunn déi parlamentaresch Kommissiounen zréckbehalen, datt een d'Uerteel soll ofwaarden. D'Kommissiounen sinn awer zur politescher Konklusioun komm, datt fir eng méi grouss Équitéit ze errechen, déi staatlech Bedeelegung un de Frais de séjour adequat muss sinn.

Wann et net anescht geet, muss et och méiglech sinn eng Gratuitéit ze garantéieren, wa Kanner am Ausland placéiert mussen ginn, well d'Elteren heiheem keng passend Institutioun oder kee passende Institut offréiert kréien. D'Elteren, déi betraff sinn, hu jo keen anere Choix wéi hiert Kand an d'Ausland ze ginn, an dat en-

nerscheet si vun anere Familien, déi hir Kanner fräiwëleg am Ausland léieren a betriebe loosse. Aus där Perspektiv gekuckt bräicht et da keng Participatioun un de Frais de séjour ze ginn. Wéi gesot, hei muss d'Uerteel ofgewart ginn, ier weider gehandelt ka ginn.

Här President, mat dësem leschte Punkt wëllt ech mä mëndleche Rapport schléissen, alle Bedeelegten nach eemol häerzlech Merci soen an hoffen, datt och an Zukunft d'Ureegungen, d'Recommandatiounen an d'Kritik vum Ombudsmann dat Gehéier fannen, dat noutwendeg ass, fir datt den Dialog tëscht dem Bierger an de Verwaltung sech esou verbessert, datt d'Vertraue vun de Leit an de Rechtsstat an an déi öffentlech Institutiounen gestärkt gëtt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Bauler. Als éische Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virewech, esou wéi dat sech passt, wëllt ech dem Här Bauler e grouse Merci soe fir sâin ausféierleche Rapport. Awer net nëmme, well dat sech esou passt, mä well den Här Bauler hei wierklech eng exzellent Aarbecht gemaach huet.

Wa mir haut zesumme si fir iwwert dese Rapport ze diskutéieren, da mussen mir feststellen, dass d'Médiatioun jo keng nei Institutioun als solches hei zu Lëtzebuerg ass, mä e ganz rezente Phenomeen fir de Grand-Duché.

Dobäi ass den Ombudsmann keng Erfindung vun der Neizäit. A Schweden, fir nëmme kuerz historesch eng Kéier auszuehelen, ass den Ombudsmann schonn am Joer 1809 opgedaucht. Et war souzoe seng Fonctioun, de Bierger géint d'Abusé vum Statsapparat ze schützen.

No an no, a virun allem och nom Zweete Weltkrich, ass de Médiateur och an aneren Demokratien zu enger Institutioun ginn. An et ass och net verwonnerlech, dass de Conseil de l'Europe am Joer 1975 senger Memberstate recommandéiert huet, sech dëser Saach unzuehuelen.

Den Ombudsmann stoung awer net méi nëmme am Raum als Défenseur vum Bierger, vill méi ass d'Duebelfonctioun vum Médiateur an de Mëttelpunkt gestallt ginn: Intermédiaire tëscht Bierger a Statsapparat an zousätzlech Verbesserer vum Statsapparat.

Um Niveau vun der Europäescher Unioun huet den Traité vu Maastricht den europäesche Médiateur an d'Liewe geruff. Et sollten duerno dunn zéng Joer vergoen, bis Lëtzebuerg de Médiateur a sâi Gesetzeswierk mat afléisse gelooss huet.

Et wor dunn, an dat kann een haut mat aller Determinanz soen, fir déi nei geschafte Fonctioun e Glécksfall, dass de Marc Fischbach dem Land zur Verfügung stoung, fir dese Posten ze begleeden.

Mat sengem Bagage als Riichter um europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter an och Observateur beim Conseil de l'Europe iwwert de Projet vun der europäescher Charta fir d'Grundrechte, huet hien et exzellent verstanen, sech den Doléancé vun de Leit unzuehuelen, de Lien tëscht Bierger an öffentlecher Hand am Noutfall ze sinn a virun allem och Séil an dës Fonctioun eranzebréngen.

Déi, déi d'Designatioun sengerzäit vum Här Fischbach a Fro gestallt hunn, mussen haut unerkennen, dass hien dës Instanz zu deem gemaach huet, wat se ass.

Där neier Médiatrice wënsche mir déiselwech glécklech Hand an déi néideg Energie fir den Asaz.

Här President, et muss een also onweigerlech feststellen, dass den Ombudsmann trotz senger kuerzer Geschicht hei am Land zu engem feste Bestanddeel vun eiser moderner Demokratie ginn ass. D'Mënschen hu Vertrauen an de Médiateur an dat stäerkt och hiert Vertrauen an den öffentleche Secteur. Et ass sécher net iwwerdriwwen ze behaupten, dass den öffentleche Secteur zanter der Kreatioun vum Ombudsmann un Effizienz gewonnen huet. Et ass also vir all Bedeelegt eng Win-win-Situatioun an dat ass och gutt esou!

Waren et fir den Zäitraum tëscht dem 1. Oktober 2004 an dem 30. September 2005 nach ongeféier 2.000 Leit, déi sech beim Ombudsmann gemellt hunn, sinn et der fir d'Joresperiode 2011 no bei 4.500.

Den Taux de correction, dat heescht d'Unzuel vun ofgeschlossenen Affäre par rapport zu den agerechtenen Dossiere variéiert tëscht 72,4% am Ufank bis liicht iwwer 80% haut. Dat ass e Beweis fir den onbändige Asaz vum Ombudsmann fir d'Rechter vum Bierger.

Onofhängeg vun de vir genannten Zuele soll ee sech dann d'Fro stellen, firwat den Ombudsmann dee Succès kennt huet, dee mer dann haut kennen. Ech wëll dann och hei net weider op d'Persoun vum Ombudsmann agoen. Wat där ganzer Institutioun awer virun allem zegutt komm ass, ass Folgendes:

Och wann de Médiateur laut Gesetz vum 22. August 2003 un d'Chamber attachéiert ass, an och finanziell vum Stat gedroe gëtt, kritt den Ombudsmann Instruktiounen vu kengem. D'Onofhängegkeet, mat där den Ombudsmann agéiere kann, ass sécher ee vu senger gréissten Atouten.

Dobäi kéint dann nach, dass d'Reklamatiounen kënnen schréftlech agereecht ginn. Virun allem gesäit d'Gesetz awer och vir, dass ee sech mëndlech un d'Sekretariat vum Ombudsmann kann adresséieren. Dat vereinfacht et ville Leit, direkt op d'Plaz ze goen an do eben eng mëndlech Deklaratioun ze maachen.

Wann den Ombudsmann eng Reklamatioun berechtigt féinnt, da vermëttelt hien tëscht dem Bierger an der betraffener Administratioun. Hie kann zwar keng Décisiounen huelen, Recommendatiounen därerf en awer un d'Adress vun de jeeweilige Servicer schécken. Sollten déiselwech da keng Suite ginn, huet de Médiateur d'Méiglechkeet, seng Recommendatiounen ze publizéieren. Domadder verschafft e sech dann och Gehéier.

All dëst huet natierlech och, nieft der Personnalitéit vum Här Fischbach, zum virgenannte Succès bäigedroen. Et ass also ee ganz positiven Tableau, deen een hei iwwert den Ombudsmann, sâi Wierken an och seng Zukunft dreséiere kann.

Trotzdem muss ee feststellen, dass ganz besonnesch de Knoutermann nach eng Partie Doléancé formuléiert huet, ier seng Successorin hiert Amt ugetrueden ass. Den Här Bauler ass virdrun och zum Deel drop agaangen.

Anescht wéi a verschidde vun eisen Nopeschlänner, gëtt den Ombudsmann als Institutioun net an der Constitutioun ernimmt.

Huele mer zum Beispill d'Beispill vu Frankräich. Do gouf duerch e constitutionnell Gesetz vum 23. Juli 2008 den Défenseur des droits an d'Verfassung opgeholl. Et stellt sech d'Fro: Firwat maache mir dat net?

Mir hunn dacks Tendenz eis am Ausland ze inspiréieren, wann et dann drëms geet, eisen Arsenal législatif, an dësem Fall constitutionnell opzopoléieren, aus méi oder manner gudde Grënn.

Et bleift also d'Fro: Musse mir eise franséischen Noper kopéieren? Wat ass d'Plus-value? Ass et well den Ombudsmann bis haut eng bemierkbar Aarbecht geleescht huet, dass mir him eng Plaz an der Constitutioun musse ginn?

Et kann een éischtens emol formell Bedenken äusseren: Wéi de Statsrot dëst schonn an enger Rei Kéiere monéiert huet, féiert de Rhythmus vun de constitutionellen Ännerungen onweigerlech zu enger Banalisatioun vun dësem Grundgesetz.

Wa mir elo de Fong vun dëser Institutioun, dem Défenseur des droits a Frankräich mat eise Médiateur hei vergläichen, da mussen mer och feststellen, dass d'Prérogative respektiv d'Kompetenze vum Défenseur des droits wäit iwwert déi vum Ombudsmann hei zu Lëtzebuerg erausginn. Den Défenseur des droits huet net nëmme d'Missioun, d'Bierger a senger Relatioun mat den Administratiounen ze verteidigen, mä en huet notament och d'Aufgab, zum Beispill d'Rechter vun de Kanner ze protégéieren. En plus kämpft en direkt an indirekt géint d'Diskriminatioun. E vereenegt also op engem Kapp Kompetenzen, déi zu Lëtzebuerg vu verschiddeenen Institutiounen gedroe ginn. Ech zitieren do zum Beispill den Ombudscomitité fir d'Rechter vum Kand.

Musse mir déi dann och elo an d'Constitutioun aschreien? Oder mussen mer fir d'Éischt eng Super-Institutioun kréiere wéi a Frankräich - woubäi een do wësse muss, dass déi och do kritesch beäugt ginn ass?

Bis elo hunn déi Gremien an hirem jeeweilige Kompetenzberäich ganz gutt fonctionéiert an d'Constitutioun soll, an eisen Aen, keen Texte fourre-tout sinn, mä eist Grundgesetz bleiwen.

Et kann een dës Problematik och ganz anescht ugoen a sech d'Fro stellen, ob mir d'Recht op d'Médiatioun net sollten an d'Verfassung ophuelen, fir definitiv d'Recht vum Bierger, sech d'Käschte vu laangwierige Prozesser ze spueren, do ze verankeren.

Do muss ee feststellen, dass d'Recht op d'Médiatioun an der Constitutioun vu kengem aneren europäesche Land steet. Et soll een awer net vergiessen, dass den Artikel 20 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun d'Recht fir all Bierger virgesäit, de Médiateur ze saiséieren. Esou steet et och am Artikel 24 vun deem selwechten Traité.



Et gëllt awer ze analyséieren, wat sech an deem Fall dorauer fir d'Pflichte fir de Stat am Allgemengen ergëtt. Da misst de Stat also an Zukunft constitutionnell garantéieren, dass a sämtleche Beräicher net nëmmen e Recours virun engem Geriicht méiglech ass, mä och den Accès op eng Médiatioun muss gi sinn. Dofir ass et also verfréit sech derfir respektiv do dergéint auszuschwätzen.

Laut aktueller Gesetzeslag sinn d'Missioune vum Médiateur organesch definéiert; wëllt heeschen, soubal Administratiounen, Gemengen, Établissements publics sech eventuell eppes zoukomme gelooss hunn, kann eng Reklamatioun beim Médiateur agereecht ginn.

D'Relatiounen tëscht enger Administratioun an hirem Personal falen awer elo net an de Kompetenzberäich vum Ombudsmann. Notamment fir ze verënnern, dass de Médiateur an disziplinaresch an hierarchesch Pouvoire vum der Administratioun kann intervenéieren.

Den Ombudsmann kann och net a lafend gerichtlech Verfahren agräifen.

Et muss een awer feststellen, dass dem Médiateur säi Kompetenzberäich an de leschte Jore gewuess ass. Esou ass e mëttlerweil chargéiert, d'extern Kontroll vum de geschlossenen Anstalten ze iwwerhuelen an en huet och de Statut vum enger nationaler onofhängeger Instanz fir d'Rechter vum den handicapéierte Persounen.

Obwuel also den Ombudsmann schonn e gewëssene Poids an e breede Spektrum vu Beräicher ofdeckt, sinn och eng Rei Inkohärenzen net ausbliwven. Am Beräich vum Transport, den Här Bauler ass virun drop agaangen, kann een zum Beispill da bei städtische Bussen am Fall vun engem Mëssel intervenéieren. Bei Privatentreprisen, déi awer Linnen assuréieren, kann een dat net.

D'Beispill vum Gesondheessektor ass nach eventuell eent, wat méi opfälleg ass. Do gëtt d'Zopp effektiv mat zwee verschidde Läftele gekacht: E Patient aus dem Centre ka beim Médiateur reklaméieren, een aus dem Kierchbiereger Spidol net.

Et muss ee sech also ganz seriö d'Fro stellen, ob do net misst nogeholle ginn. Ass de Gesondheessektor an deem Fall kee Ganz? Kéint hei eng iwwergreifend Méiglechkeet vum der Médiatioun kontestéiert ginn? Bleift also d'Fro: Wéi ee Kritär oder Kritäre sollten zréckbehale ginn, fir esou Inkohärenzen an Zukunft ze vermeiden?

Ee Schlësselwuert an där ganzer Diskussioun ass sécher och de Service. Et wier deemno wichteg ze definéieren, wéi eng Aktivitéite fir d'Allgemengheet verricht ginn. Et steet ausser Fro, dass sämtleche Administratiounen, sief et um kommunalen oder um staatlechen Niveau, e Service d'intérêt général um Bierger verrichten.

De Gestionnaire vun engem Stroum- a Gasréseau agéiert och am Interesse vun der Allgemengheet. Wann des Réseauen net fonctionnéieren, ka kee Stroum a Gas geliwert ginn. Fir dem Médiateur hei Kompetenzen zougeestoe wier méiglech, mä des Missioun erfëllt haut den Institut de Régulation Luxembourgeois, den IRL.

Des Weidere stellt sech eng aner Fro, vu dass eng Rei vun deene betraffene Professionen zum Deel eng Mission de service public erfëllen: Wier et net méiglech ze präiwien, awiefern de Médiateur hei kéint intervenéieren? Et wier einfach ze soen, dass et géif duergoen, dem Médiateur souzesoen eng Kontrollfonction a sämtleche Beräicher zoukommen ze loosse, wou eng Institutioun eng Mission de service public verricht, wéi d'Fransouse géife soen.

An do schlësst sech dann erëm de Krees. Elo si mer erëm bei der franséischer Gesetzgebung. Am franséische Gesetz iwwert den Défenseur des droits vun 2011 steet, dass des Institutioun dem Bierger seng Interessen och géint Organismes chargés d'une mission de service public vertritt. Mä dese Begrëff vum Service public ass zu lëtzebuergesch definéiert. Et gëtt keng gesetzlech Definitiou vun der Notiou. Et ass also einfach gesot: „Kommt, mir maachen e Copy-paste an transposéieren dat Ganz an eis lëtzebuergesch Gesetzestext.“ Domadder ass et awer net gemaach! Kleng Pléischtereie bréngen eis hei net virun. Ajustementer ënnerhuelen, fir se herno erëm a Fro ze stellen, domat ass kengem gedéngt a mer maache kengem e Gefalen.

Duerfir appelléiere mer haut, wéi mer dat och an der Chamberskommissioun festgehale hunn, eis fir d'Éischt ze vergewësseren, wou mer histéieren, wéi eng Beräicher vläicht schonn ofgedeckt ginn a wou eng Extensioune néideg wier an esou weider.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach vläicht ee Wuert iwwert d'Recommandatioun vum Médiateur fir e Kontrollorgan bei de Be-

ruffskummeren an de liberale Beruffer. Hei schwätzt sech den Ombudsmann fir en eenheetlech Kontrollorgan fir sämtlech Ordres professionnels a liberal Beruffer aus. Et géif drëms goen, net de Fong vun enger Affär nei ze präiwien, mä d'Prozeduren, wéi d'Plainten traitéiert ginn an esou weider. Et géif drëms goen, fir de Leit dobausse Vertrauen an d'Auto-reguléierung vun de betraffene Professionen ze ginn.

Souwuel déi concernéiert Beruffer wéi och d'Cour supérieure de Justice an de Statsanwalt si géint e Kontrollorgan. Eng Alternativ derzou géif doranner bestoen, d'Gesetzter vun den ugeschwate Professionen eng Kéier op de Leescht ze huelen a se ze harmoniséieren. An deem Fall bestéing a besteet weider de Risiko, dass de Particularitéite vun deene jeeweilige Beruffer net Rechnung gedroe gëtt. Déi Diskussioun gouf et schonn am Kader vun der Ausaarbechtung vum Gesetz vum 16. Dezember 2011 iwwert d'Ausübung vum Affekoteberuff ënnert der Form vun enger juristescher Persoun. An do hate mer dat jo schonn ausgeschloss.

D'Fro ass awer: Kéint een net eventuell higoen an e puer Prinzipien ausschaffen, déi et ze respektéiere gëllt, wann et zu enger Plainte kënnt, notamment och wat d'Behandlung vun där selwechter ugeet, wéi de Plaignant um Lafe gehale gëtt an a wat fir engem Zäitraum d'Plainte soll traitéiert ginn a wéi d'Resultat der betraffener Persoun sollt matgedeelt ginn?

Dir héiert, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, et ass nach e bëssen Handlungsbedarf, och Diskussionsbedarf. Fir mäin Deel soen ech lech Merci fir d'Nolaschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Eischen. Als nächste Riedner ass den Här Angel ageschriwwen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der LSAP wëll ech gläich am Ufank natierlech och eisem Rapporteur, dem André Bauler, fir säin exzellente schrëftlechen an och mëndleche Rapport Merci soen.

An der Sitzung vum 4. Januar 2012, wéi mer iwwert d'Organisatioun vun onsen Aarbechten an der Petitiounskommissioun geschwat hunn, wéi mer dem Marc Fischbach säin aachten a leschte Rapport behandle wäerten, hu mer unanime decidéiert, hei an deem Rapport, deen den Här Bauler virgestallt huet, e Rapport ze maachen iwwert dem Marc Fischbach seng aachtjäreg Amtszäit. Mir hunn also beschloss, ze evaluéieren an ze apprécieieren, ob d'Aarbecht vum Médiateur Fischbach am Geescht vum Gesetz vum 22. August 2003 war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wien dem André Bauler säi Rapport opmierksam gelies huet a wien dem André Bauler opmierksam nogelauschert huet, dee muss feststellen, dass déi Evaluatioun an déi Appréciatioun vum Marc Fischbach senger Aarbecht an net nëmmen Aarbecht, mä och sengem Engagement äusserst positiv ausgefall sinn.

Duerfir erlaben ech mer och, am Numm vun der LSAP-Fraktioun him e grouse Merci an och eng grouss Unerkennung auszudrécken. Perséinlech muss ech soen, dass et ëmmer immens flott war a besonnesch och interessant war, wann de Marc Fischbach hei am Plenum säi Rapport virgestallt huet a virun allem déi sëlleg Réuniounen an der Petitiounskommissioun, wou de Médiateur bei eis komm ass a wou mer iwwer säi Rapport geschwat hunn.

Ech mengen, d'Zesummenaarbecht tëscht der Chamber iwwert d'Petitiounskommissioun mam Médiateur ass an deene leschte Jore gutt optimiséiert ginn, an dat och Dank dem President vun der Petitiounskommissioun, dem Camille Gira, deem ech hei wëll Merci soen, an natierlech och der Sekretärin vun der Commissioun, dem Anne Tescher. An ech mengen, déi gutt Zesummenaarbecht ass enorm wichteg, a mir hu gesinn, dass déi gutt Zesummenaarbecht och mat där neier Médiateure, der Madame Lydie Err, esou weidergeet, well mir haten eng Fro an der Petitiounskommissioun, op déi ech herno zréckkommen, mir hunn d'Madame Err an d'Kommissioun gebieden a si ass direkt komm mat gudden Iddien. Duerfir sinn ech der Meenung, dass mer mat der Madame Err genau gutt schaffe wäerte wéi mam Marc Fischbach.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, e puer allgemeng Remarquen iwwert de Rapport vum Här Fischbach ze maachen. Ech wollt dann nach op zwou Recommendatiounen agoen. A vu dass ech gesinn, dass de Gesondheessektor minister hei ass, wollt ech deem herno nach zwou konkret Froe stellen.

Zum éischte Punkt, déi allgemeng Remarquen. De Médiateur Fischbach huet eis jo och eng ganz Rëtsch Statistike presentéiert. An ech fannen, bei engem Total vun 1.086 Reklamatiounen tëscht dem 1. Oktober 2010 an dem 30. September 2011, do sinn 804 Dossiere clôturéiert. Nëmme bei 31 dovu war e Refus, fir se ze examinéieren. 282 sinn nach en cours. Ech fannen, dat sinn exzellent Zuelen.

Ech hunn och eng aner Zuel interessant fonnt. De Marc Fischbach huet eis gesot, dass a 40% vun de Fäll d'Verwaltungen agelenkt hunn. Et ass och menger Meenung no wicteg ze erënnern, dass de Médiateur eis ëmmer erëm engersäits op d'Verantwortung vun de Verwaltungen hiweist, awer anerersäits och seet, dass mer méi Verantwortung an der Gesellschaft brauchen. Fir d'LSAP-Fraktioun ass et also wichteg, dass d'Relatiounen tëscht Verwaltung a Bierger transparent an objektiv sinn. A mir schlëssen eis och deem Appel vum Marc Fischbach un.

D'Décisiounen mussen also kloer an adequat motivéiert ginn. Besonnesch an Entscheidungsprozeduren oder Refusé sinn Transparenz an Objektivitéit verlaangt. Et muss ee virun allem, du moins de Leit plausibel maachen oder plausibel erklären, firwat se net Recht kritt hunn. An et ass och d'Aart a Weis, wéi een eng negativ Norricht iwwerbréngt. Wann een déi esou bréngt, dass d'Leit se verstinn, dann huet ee scho vill geschafft.

Ech wollt nach eng ganz wichteg Recommendation, déi de Marc Fischbach an deenen acht Joer gemaach huet, opgräifen. Dat ass dee vum Conseil national de la magistrature. Dat ass, mengen ech, eng ganz wichteg Saach fir eis. Mir hätte léiwer, mir géifen deen „Conseil national de la justice“ nennen, well d'Justice ass net nëmmen eng Fro, déi Riichten an Affekoten interesséiert, mä et ass eng Geschicht, déi all Mënsch, also all Justiciabel interesséiert. An ech mengen, dat ass eng Recommendation, un där mer solle weiderschafferen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Mir hunn eis an der Commissioun, a meng Virriedner hunn et gesot, och mam Thema vun der Erweiterung vum Champ de compétences vum Médiateur ofginn. Den André Bauler huet jo genau déi Beispiller erkläert am Gesondheessektor, wann een an enger Klinik ass, enger staatlecher Klinik oder an enger aner, déi awer vum Stat subventionéiert gëtt an déi och eng Mission de service public huet, well se an den Dëngschter matmécht an esou weider. Oder d'Beispill vun der Maison relais. Den Här Bauler huet och nach d'Beispill vun de Busse ginn, ob een an engem städtische Bus, dee vun der Stad ofhänkt, oder an engem private fiert. Ech mengen, do ass et wichteg, dass mer där Fro nach eng Kéier noginn.

Den André Bauler huet och eppes ganz Wichtiges gesot. En huet gesot, dass d'Natur vun der Prestatioun ausschlaggebend ass an net d'Natur vum Prestataire. Ech wollt soen, dass et hei ëm Gläichbehandlung geet. Nach eng Kéier, e Patient, deen zum Beispill am Centre hospitalier e Problem huet, dee ka sech herno un de Médiateur wenen. Deen am Centre hospitalier vum Kierchbiereger ka sech net mellen. Och wann déi Klinik en eegene Médiateur huet, da muss een net vergiessen, dass dee Médiateur dann ugestallt ass vun där Klinik an dass dat de Patron ass. An duerfir, fannen ech, ass et wichteg, dass all Patient gläichbehandelt gëtt a bei de Médiateur ka kommen, deen onofhängege Médiateur, dee mir hei hunn, deen den Här Fischbach war an deen elo d'Madame Err ass.

Also mir mussen eis, fannen ech, mat där Notion vum Service public ofginn. Mir sinn der Meenung, a mir haten dat och ganz kloer schrëftlech ausgedréckt als LSAP, dass mer soen, dass mer den Artikel 1 vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert d'Asetze vun engem Médiateur sollen ausweiten op d'Prestataires de service public. An ech mengen, hei muss een och dann oppassen, fir dass een dee Contenu vun där Notioune prezis cernéiert.

Mä nach eng Kéier, wat fir eis wichteg ass, dat ass d'Gläichbehandlung tëscht de Leit, ob se wéi gesot an där enger Klinik sinn oder an där aner, oder d'Beispiller vun de Maisons relais, wéi se virun ugeschwat gi sinn. Ech wëll mech hei net weider an Detailler verléieren, well ech mengen, den André Bauler huet se schrëftlech a mëndlech ganz gutt erkläert.

Wat d'Aschreiw vum der Institutioun Médiateur an d'Verfassung ugeet, do ass d'Positioun vun der LSAP déi folgend - a mir haten dat och schrëftlech an d'Kommissioun eragin: Mir sinn der Meenung, dass d'Aschreiw vum Médiateur an d'Constitutioun sech net imposéiert. Alledéngs opposéiere mer eis och net engem Réexamen vun där Fro am Kader vun där allgemenger Revisioun vun der Constitutioun, an

notamment kënnt jo do nach den Avis vum Conseil d'État. Wann deen dat opwerft, kann een dat nach eng Kéier rediskutéieren.

► **Une voix.** - Deen ass do!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Deen ass do. Wa mer deen analyséieren, kënnen mer dat nach eng Kéier rediskutéieren. An ech mengen, den André Bauler huet genau erkläert, wéi eng Verfassung mer wëllten, wat d'Institutionskommissioun do gesot huet. Mä ech wollt un eis Positioun och nach eng Kéier hei erënnern a soen, dass mer do op enger Linn sinn.

Da kuerz zu deenen zwou Recommendatiounen, d'Nummere 44 a 45. Dat waren déi zwou eenzeg Recommendatiounen am Rapport vum 2011. D'Recommandatioun 44 ass déi „relative au délai de prescription extinctive de droit commun“. Bei deser Recommendatioun befanne mer eis also an der Matière civile. D'Regierung an d'Chamber - fannen ech - solle sech des Recommendatioun zu Häerz huelen.

Ech wollt hei just erwähnen, dass a Frankräich d'Prescription en matière civile enger déif gräifender Reform ënnerzu ginn ass duerch d'Gesetz vum 17. Juni 2008. An ech mengen, et wär och interessant, wa mer eis dat elo grad genannt franséisch Gesetz am Detail kéinten ukucken.

Mir vun der LSAP sinn awer och der Meenung, dass eng Reform iwwert d'Prescription net dierf limitéiert ginn op d'Prescription en matière civile. An engem rezente ganz interessante Rapport vum franséische Senat mam Titel „Pour un droit de la prescription moderne et cohérent“ gi getrennt engersäits d'Prescription en matière civile an anerersäits d'Prescription en matière pénale analyséiert an och kommentéiert. An zu deser Thematik stinn an deem Rapport 17 interessant Recommendatiounen an ech erlabe mer, eng, zwou hei ze zitieren.

Eng vun deene 17 Recommendatiounen ass, dass zum Beispill d'Prescription bei Crimes sexuels géint Kanner, déi a Frankräich op 20 Joer eropgehuewe ginn ass, um Dag wou d'Victime groussjäreg ass, dass des Prescriptioun soll laut Rapport nach eng Kéier diskutéiert ginn.

Eng aner Recommendation aus deem Rapport ass och, dass de Recours à la médiation misst eng Ursaach si fir eng Suspension vum der Prescription extinctive. An ech mengen, dat ass och ganz interessant.

Duerfir, fannen ech, sollen déi zoustänneg Commissioun vläicht eng Kéier dee Rapport vum Senat ukucken, dee wierklech interessant ass, well mir hei zu Lëtzebuerg och eng kohärent Approche brauche fir d'Regele vun der Dauer vun der Prescriptioun, fir dass mer se an Aklang bréngen mat onser moderner Gesellschaft.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

D'Recommandatioun 45, dat ass déi, iwwert déi meng Virriedner och scho vill geschwat hunn, iwwert d'Institution d'un organe de surveillance auprès des ordres professionnels et d'autres professions libérales. Ech mengen, do war d'Reaktioun vun deene verschidde Ordenen..., do deelen ech am Fong d'Meenung vum Marc Fischbach, wéi en an der Commissioun war, wou en eis gesot huet, dass e mengt, déi Recommendation wär falsch verstande gi vu villen. An hien huet ënnerstrach, an ech mengen, dat ass wichteg ze ënnersträchen, dass et ëm d'Form geet, wéi d'Problemer vum Bierger do behandelt ginn, an dass et guer net ëm de Fong geet. An ech mengen, do war e kleng Malentendu.

Duerfir sinn ech och frou - mir hate jo do an der Commissioun vill driwwer geschwat, den André Bauler huet dat alles erkläert -, dass sech dräi Solutiounen dégageiert haten aus deenen Diskussiounen an aus deene villen Avisen, déi mer kritt hunn. Ech kann lech déi dräi Solutiounen erspuren. De Rapporteur hat doriwwer geschwat a mir hunn dat jo och schrëftlech an der Petitiounskommissioun ofginn.

Mä, wat ech interessant fonnt hunn, ass, dass mer do an deem Kontext d'Lydie Err an d'Kommissioun invitéiert hunn, wéi ech virdu gesot hunn, a si ass jo och direkt komm. D'Madame Err ass jo um Terrain mat deenen Orden am Dialog an an der Diskussioun. An ech fannen déi Iddi ganz gutt, fir fir d'Éischt emol eng Médiation interne bei all deene Berufskategorien ze maachen, dass si sollen hir Memberen aus hiren Ordre forméieren an der Médiation an dass déi éischt Etapp vun där Médiation interprofessionnelle ganz wichteg ass. An ech ka mech erënnern, dass d'Madame Err dunn och gesot huet, wann déi gutt fonctionnéiert, da



kommen nach ganz wéineg Fäll herno weider bei de Médiateur.

Ech mengen, dat ass eng Fro, un där mer an Zukunft nach wäerte schaffen. Ech wünsch der Madame Médiatore do nach vill Erfolleg an dass mer ganz schnell do zu Konklusioone kommen.

Da wollt ech nach zwou konkret Froen un de Gesondheitsminister stellen. De Rapport vum Médiateur beschäftegt sech jo och mat den Obligatiounen a mat de Rechter vun de Patienten. Do geet och Rieds vun engem Projet de loi, deen iergendwann eng Kéier soll kommen an et gëtt sech e bësse beklot, dass dat laang dauert.

Do wollt ech lech froen, Här Minister: Sidd Der do virukomm a wéini kann dee Projet eventuell déposéiert ginn?

An dann eng zweet Fro, déi den André Bauler och ugeschwat hat, dat ass déi berühmt Geschicht vum Reclassement interne a externe, iwwert dee mer jo och an deene Rapporten déi Jore virdrun a besonnesch an den Diskussiounen déi Jore virdu vill geschwat hunn a wou mer jo vill Hin an Hier haten an der Kommission tëschent Médiateur a Ministère.

Duerfir wollt ech froen, Här Minister, wou Der mam Avant-projet de loi iwwert d'Reform vun der Législation sur la réinsertion professionnelle dru sidd, déi Der jo zesumme mam Aarbechtsminister sollt maachen? A wat kënt Der eis do soen zum Problem - den André Bauler huet en opgeworf - vum Recours, wann eng Décisioun vun der Médecine du travail kënt?

Ganz zum Schluss, wéi ech dem Félix Eischen nogelauschert hunn, hunn ech mech un eppes erënnert. De Félix Eischen huet vum Défenseur des droits des citoyens a Frankräich geschwat, dass deen och nach aner Missiounen huet, wat d'Kannerrechter ubelaangt, Diskriminatiounen an esou weider an esou fort. Ech mengen, mir hunn eben en anert Gesetz. Eise Médiateur ass fir vill Saachen zoustänneg. Do derniewent hu mer jo awer nach den Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner. Mir hunn de CET, de Centre pour l'égalité de traitement, a mir hunn d'Commission consultative des droits de l'Homme.

An ech erënnere drun, an engem État de la nation huet de Statsminister eng Kéier gesot, mir bräichten hei eng Maison des droits de l'Homme. En huet déi Iddi iwwerholl vun deenen Organisatiounen. Ech wollt d'Regierung dorun erënnere. Ech mengen, dat wär wichteg, wa mer eng Maison des droits de l'Homme hätten, wou dann och de Médiateur mat kéint integréiert ginn an déi op enger flotter Plaz ass mat Pignon sur rue, accessibel fir d'Biergerinnen an d'Bierger. Ech wollt dat nach hei zum Schluss eng Kéier ënnersträichen.

Dat gesot nach eng Kéier all deenen, déi geschafft hunn, dem André Bauler, dem Médiateur Marc Fischbach, der Madame Tescher, dem President vun der Kommission villmools Merci, an ech freeë mech schonn op deen éischte Rapport vun der Madame Err, wa si elo ee Joer am Amt ass.

Villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Angel. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Zuele soen net alles a mat Statistike soll ee bekanntlech versichteg ëmgoen. Mä déi Zuelen a Statistiken am Rapport vum Kolleg André Bauler sinn awer impressionnant. Ech wollt och direkt am Ufank dem André Bauler villmools Merci soe fir säin exzellente Rapport, souwuel dee schrëftleche wéi dee mëndlechen. Ech mengen, en huet do ganz gutt dat zrëckginn, wat mer och an der Petitiounskommission an a ville Sitzungen diskutéiert hunn. En ass och méi wéi ausféierlech op déi Haapt Sujeten agaangen, sou dass ech mech - well déi gréng sech och total an deem Rapport erëmfannen - relativ kuerz kann halen.

Impressionnant, Här President, sinn déi Zuelen effektiv iwwert de Bilan vun aacht Joer Aktivitéit vum Marc Fischbach. Wann Dausende Leit an deene Jore sech op déi eng oder aner Aart a Weis un de Médiateur a seng Servicer gewannt hunn, dann ënnermauert dat ganz kloer an däitlech de Besoin, deen eigentlech do war an der Lëtzebuurger Gesellschaft fir esou eng Institution, an dass dann awer an deem Land vun de kuerze Weeër d'Weeër fir déi eng dann anscheinend awer e bësse méi laang si wéi fir déi aner.

Et huet net jiddwereen een, dee vläicht urfft bei enger Bank, fir en zënsgëschtege Prêt zum Beispill ze kréien, da muss ee vläicht aner Weeër fanne fir zu senger Rechter ze kommen.

Wa 5.000 Dossieren intensiv vum Médiateur behandelt gi sinn, dann, mengen ech, muss ee soen, dass vun him a senger Leit eng ganz gutt Aarbecht gemaach ginn ass, well esou vill Staff huet e jo och erëm net em sech gehat, fir op all déi Dossieren anzegoen. A jiddwereen, mat deem ee schwätzt, deen eng Kéier bei de Médiateur a bei senger Leit war, confirméiert och, dass wierklech déi ganz Servicer op sinn a se méi wéi een oppent Ouer fir d'Intérète vun de Leit hunn.

A wa 45 Recommendationen an deene Jore vum Médiateur gemaach si ginn, da weist dat awer och, dass awer nach villes an deem Stat, an deene staatleche Verwaltungen ze verbessere ass. Ech wëll awer an deem Kontext och drop hiweisen, dass, wann ech mech elo net ieren, keng Recommendation komm ass fir déi kommunal Servicer aus der Regierung.

Mä ech mengen net - ech wollt dat awer och emol eng Kéier hei erwähnen -, och wann d'Gemengen an deenen eenzelne Rapporten vum Médiateur sécherlech erwähnt si ginn, a bei Leiwen och do net ëmmer alles optimal funktionéiert an där enger oder anerer Gemeng, esou schéngt dat awer drop hinzeideiten, dass eis lokal Verwaltungen eigentlech net esou schlecht organiséiert sinn, och net esou schlecht opgestallt sinn a vläicht dann och heiansdo awer méi coulant op d'Besoinen vun de Leit reagéieren, wéi dat bei där enger oder anerer staatlecher Verwaltung de Fall ass.

Et ass och schonn hei vu menge Virriedner gesot ginn, dass villes vun deene 45 Recommendationen ëmgesat ginn ass. Ech mengen, et kann een och feststellen, dass sécherlech a priori déi Regierungen, déi concernéiert waren, positiv op déi Recommendationen reagéiert hunn. Eigentlech misst d'Regierung jo och dankbar sinn, wann do een ass, dee seet: „Hei lauschert, Dir mengt, Dir wiert gutt opgestallt, Dir wiert gutt organiséiert. Anscheinend ass dat awer net esou. Ech kréie ganz vill Kloen.“

Et misst jo eigentlech all Minister a Ministesch frou sinn, wann een do Schützenhëllef vun där Säit kritt, fir dann eventuell och intern an der Regierung... oder wann et zum Beispill em méi Personal geet, fir dann och an den Diskussiounen mam Finanzminister kënnen ze soen: „Hei lauschert, hei sinn esou vill Leit, déi elo scho während Jore soen, si kéimen emol iwwer Telefon net méi un d'Kannergeldskeess erun.“ Dann ass dat jo och eigentlech fir déi jeeeweileg Ministesch zum Beispill en Argument, fir ze soen, dass awer wierklech déi Leit, déi dann do solle bäikommen, net erfondt sinn.

Et ass e bësse schued, dass an der Chamber hei nach ëmmer net erkannt ginn ass, dass eigentlech de Médiateur, och wann e seng Ofhängegkeet huet an och keen een wëllt dranschwätzen, awer eigentlech en Instrument vun der Chamber ass, wat mer méi oft kéinten asetzen. De Médiateur huet et selwer gesot, dass awer an de Kommissionen, och wann et ëm Recommendationen oder Reklamatiounen geet, e gewëssene Reflex vun de Majoritéitsdeputéierten do ass, sech emol a priori fir d'Éischt op d'Säit oder hannert oder fir dee jeeeweileg Minister ze stellen, an dass de Médiateur et dann heiansdo schwéier huet seng Argumenter zum Droen ze kréien.

Mir missten och vläicht als Chamber eng aner Attitüd kréien, an och dem Médiateur seng Virlag elo net gesi fir se dann ëmzesetze géint eng Regierung, géint e Minister, mä eigentlech am Interêt vun de Bierger a Biergerinnen. An do misst och eigentlech insgesamt eng Majoritéit frou sinn, wa Virschléi kommen, an déi ëmsetzen. Well eigentlech kënt dat jo ënnert dem Stréch och erëm deenen zegutt, déi de Moment d'Majoritéit an d'Verantwortung hunn. Well ech mengen net, dass et enger Ministesch gutt steet, wa Leit - fir bei deem Beispill ze bleiwen - an der Kannergeldskeess wochelaang telefonéieren an net un déi Keess kommen; wat heiansdo dramatesch Auswierkung kann hunn.

An deem Sënn géif ech mer wierklech wënschen, dass mer net nëmme an der Petitiounskommission, wou ech dat Gefill hunn, dass mer des Öftere wierklech och probéieren an engem positive Geescht, och am Konsens eng Rei Virschléi, eng Rei Recommendationen ze huelen an ze probéieren, déi och esou séier wéi méiglech ëmzesetzen, awer heiansdo an de sektorielle Kommissionen een dat Gefill huet, dass do dann awer nach d'Parteien denken ze vill um Ordre du jour ass an dass mer duerfir vläicht ganz oft net séier genuch an och net intensiv genuch weiderkommen. Ech mengen, wann dat nach méi oft do wier, da kéinte mer vläicht och nach méi Succès opweisen, an déi kombinéiert Aktioun vum Médiateur an deenen eenzelne Chamberskommissionen géif da weiderkommen.

Ech wëll awer och vläicht drun erënnere, dass mer eis all déi Jore als Petitiounskommission, mengen ech, ganz vill Zäit, och ganz vill Energie geholl hunn, fir dann op dat ze reagéieren, wat dann am Médiateur sengem Rapport ganz oft och den Haaptsubjekt war. Ech wëll elo net iwwert déi véier, fënnef Joer, wou mer d'Rapporten hei behandelt hunn, an den Detail agoen. Wat mer behandelt hu vläicht aus deem enger oder anere Joer...

► **M. le Président.**- Ech géif lech bieden dem Här Gira nozelauschteren.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech wëll net op all déi eenzel Punkten agoen, déi mer all déi Jore elo hei opgeworf hunn. Vlächte eenzelner erausgegraff.

Ech wëll zu deem, wat 2012 elo an de Konklusioone och vum André Bauler steet, net méi an den Detail agoen. Ech wëll awer och nach eng Kéier hei ënnersträichen, dass déi gréng op jidde Fall ganz kloer an däitlech fir den Élargissement du champ de compétences vum Médiateur sinn. Och mir hunn an der Kommission ëmmer gesot: „Mir kënnen dat do elo net aus der Siicht vun dem Médiateur kucken oder enger Regierung. Mir mussen einfach d'Recht, d'Médiatioun ze kréien, aus der Siicht vun dem Konsument oder vum Utilisateur oder vun der Utilisatrice kucken.“

An dann ass et, et deet mer leed, Dir Dammen an Dir Hären, net ze vermëttelen, dass, wann ech e Problem um Kierchbierg am Spidol hunn, net kann de Médiateur appelléieren, a wann ech awer am CHL leien an et ass eppes schifge-laf, da kann ech dat maachen.

Ech mengen, och wann de politesche Wëllen do ass, et net esou schwierig ass, éischens, eng Definition vum Service public ze maachen. A wa mer et an engem Kontabilitéitsgesetz fäerdegbréngen kloer an däitlech ze soen, wéi eng A.s.b.l. en da mussen eng Comptabilité selon les critères commerciaux féieren, dann, mengen ech, misst et och méiglech sinn, wann een de Kritär vun enger existenter Konventioun hält an et hëlt een och nach e Pourcentage, wéi wäit dann e gewëssene Service vun öffentleche Gelder subventionéiert ass, ech mengen, da misst et relativ séier machbar si sech do eens ze maachen an de Champ de compétences ze erweidere.

Aus dem Joer 2011, mengen ech, wollt ech awer och nach eng Kéier insistéieren, och vläicht un de Gesondheitsminister, wann dee schonn hei ass: Mir hunn awer an der Petitiounskommission dat Gefill, dass déi Geschicht mam Reclassement interne nach ëmmer net zefriddestellend geléist ass. Ech géif mer wënschen, dass Der wierklech e Projet de loi op den Dësch leet, wou wierklech deene Leit, déi scho ganz oft an enger relativ dramatescher Situatioun sinn, hiert Schicksal net nach duerch onnéideg laang an onnéideg komplizéiert an och net novollzéibar Prozedure verschlémmert gëtt.

Da wollt ech och nach eng Kéier drun erënnere, dass mer eis 2011 laang mat enger Auto-sanction pour cause du non respect du délai beschäftegt hunn. Do hu mer, mengen ech, laang driwwer diskutéiert. Et sinn och eenzel Virschléi op den Dësch komm. Ech géif mengen, dass mer dat do als Petitiounskommission, mä virun allem och als Chamber, awer nach eng Kéier erëm missten op de Leescht huelen. Do huet een net dat Gefill, dass sech d'Situatioun dobaussen um Terrain wesentlich verbessert.

An da wëll ech och nach vläicht drun erënnere, dass mer eis relativ intensiv an opgrond och vu konkrete Fäll, déi mer vum Médiateur gesot kritt haten, iwwert d'Conflicts d'intérêts um Niveau vun de Gemenge beschäftegt haten. A mir haten do ënner anerer de Virschlag gemaach als Petitiounskommission, e Code de déontologie an d'Wee ze leeden.

Wann ech un déi rezente Diskussiounen hei am Haus iwwer en aneren Dossier diskutéieren, ech mengen, da stéing et eis gutt zu Gesiicht am Licht vu Léiweng/Wickreng net nëmme iwwer e Code de déontologie nozedenke fir eis als Deputéierten oder als Ministeren. Mä wann ee weess, dass déi Konflikter, déi mer do an deem Dossier diskutéiert hunn, eigentlech all gudden Dag vläicht an engem méi klengen Mooss an och mat manner Geld, wat implizéiert ass, och um kommunale Plang stattfannen, a wann ee weess, dass an deenen nächsten zwee Joer praktesch sämtlech Gemenge mussen de PAG revidéieren, dann, mengen ech, misst mer och déi Dossieren erëm eng Kéier op de Leescht huelen an eis intensiv dermat beschäftegen.

2010 hu mer d'Iddi vun der Pétition électronique opgegraff an no gewëssene Retenzen, déi dann och hei ze spiere waren, an deem enge Camp e bësse méi wéi an deem aneren, sinn ech awer frou, dass mer eis no e puermol Hin an Hier an, mengen ech, ganz konstruktiven Diskussiounen, och an der Conférence des

Présidents, eigentlech, wann ech richtig verstane hunn, formal eens sinn, dass mer dat wëlle maachen an dass elo nach just déi prozedural Saachen ze erleedege sinn, Ausschreiwungen ze maachen, fir eng Software ze kréien.

Ech wëll einfach emol d'Beispill soen, mir hu jo elo nach net déi Pétition électronique publique, mä mir hu jo en éischte Schrëtt gemaach, dass d'Leit awer emol kënnen eng Pétition elektronesch erarechen. A mir si jo esou wäit gaang, dass eng Rubrik bäikomm ass um Site vun der Chamber, dass d'PVen och vun der Petitiounskommission souwisou, mä och d'Courrieren, déi mat iwwer Pabeier agerechte Pétitiounen heih kommen - an ech wëll d'Beispill vun der Fermeture vun der Maternité vu Léiz awer emol hei zitéieren, fir ze soen, dass eleng de Fait, dass de Courier, deen hin an hier geet tëschent de Pétitionnairen an eiser Kommission, respektiv aneren Acteuren -, déi derfir gesuert huet, dass zum Beispill an deem Dossier eng ganz flott, muss ech ganz éierlech soen, eng sachlech - a wéi net gefaart ginn ass, direkt, wa mir géifen eppes op e Site setzen, d'Leit hätten eventuell d'Méiglechkeet e Forum ze maachen. Neen, do sinn Acteuren, déi sech spontan zu Wuert gemellt hunn, déi aus dem Secteur kommen, déi, mengen ech, absolut am Bild sinn, wat an deem Domän leeft, déi hu sech zu Wuert gemellt. A mir probéieren do Konklusioone ze zéien.

Fir mech ass dat e ganz gutt Beispill a mech léisst dat hoffen, dass wann déi Pétition électronique publique eng Kéier wierklech fonctionéiert, dass mer et fäerdeg bréngen als Chamber, well einfach mer e System an d'Welt wäerte setzen, wou d'Leit net kënnen ënnert dem Deckmantel vum Anonymat iwwer anerer hierfalen, weisen, dass een och modern Medie ka benotzen, fir konstruktiv Sträitkultur zu Lëtzebuerg ze exercéieren.

Voilà! Ech wollt domadder zum Schluss kommen, fir mat all deenen zur Konklusioone ze kommen, dass, mengen ech, de Marc Fischbach et fäerdeg bruecht huet eng nei Institution ganz séier an der Landschaft, an der politescher Landschaft zu Lëtzebuerg ze verankere. Den Här Fischbach huet eng gutt Aarbecht gemaach. Ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Madame Err eng gutt Aarbecht wäert maachen.

Wann d'Chamber och nach heiansdo e bësse Courage géif an de Grapp huelen, fir déi Steilpäss, déi mer do kréie vu lénks a vu riets, an deenen Zäite méi oft de Fouss dohin ze halen, fir dann och e Goal ze schéissen - net fir e Goal ze schéisse géint d'Regierung, mä e Goal ze schéisse fir d'Bierger an d'Biergerinnen an dem Land -, da si mer vläicht um Enn vun der Period vun der Madame Err nach e Stéck méi wäit, an dann ass déi Institution nach méi wäert wéi se et elo schonn ass.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gira. An als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Merci, Här President. D'ADR ass net Member vun der Petitiounskommission, mä mir interesséieren ons awer ganz staark fir déi Sujeten, déi den Ombudsmann hei presentéiert wuert a sengem Rapport. Ech wëll och dem Rapporteur, dem Här Bauler Merci soen. Hien huet ons e ganz gudden, detaillierte mëndlechen a schrëftleche Bericht gemaach, deen engem d'Aarbecht och méi lüch mécht.

Da wëll ech vun der Geleeënheet profitéieren fir dem Marc Fischbach och Merci ze soen, deen déi Fonctioun vum Ombudsmann jo richtig institutionaliséiert huet an zu deem gemaach huet, wat se haut ass. Ech mengen, do huet hien eppes ganz Guddes gemaach an Interêt vum Bierger a vun onsem Land. An ech wënsche senger Successorin déiselwecht gutt Nau-pen. Well ee gesäit, datt dat ganz vill Aarbecht ass.

Wat de Rapport selwer ugeet, do wëllt ech op e puer Sujeten agoen. Deen een ass, ob den Ombudsmann soll an ons Verfassung kommen. Do sinn ech éischer der Meinung, zimlech skeptesch driwwer, datt et gutt wier, fir eenzel Institutionen, déi der Chamber oder soss engem bis elo oder der Regierung ënnerstinn, fir elo déi alleguerten an d'Verfassung mat eranzesetzen.

Dann ass eng Diskussioun opkomm iwwert d'Organen de surveillance vun de fraie Beruffer. Do muss ech soen, datt et effektiv e puer Saache gëtt, déi och elo nach net klappen. Ech ginn e Beispill: Wann de Conseil de l'Ordre eng Plainte kritt, well een Affekot 600% méi gefrot huet wéi säin Adversaire an darselwechter Affär, dann dauert dat ee Joer, zwee Joer, vlächte souguer heiansdo nach méi, bis eng Antwort kënt. Mä an der Tëschenzäit sinn d'Suen awer blockéiert um Kont.



An do ass et also wichteg (veuillez insérer: datt eppes geännert gëtt), wann ee wëllt heiansdo esou e klengen Ausrutscher (veuillez insérer: évitéieren), et ass net oft esou de Fall, mä wann et passéiert, dann ass et awer grave. An d'Leit hésitéieren dann och, fir Reklamatioune weider ze maachen, well se sech soen: Majo, elo kann dat mer op d'Nues falen. Oder si verstinn net, wéi se sollen agéieren. Duerfir, mengen ech, wier et gutt, wann ee kéint méi op eenheetlech Prozeduren agoen a wou Délaien dra sinn, an deenen de Bierger muss eng Äntwert op déi eng oder déi aner Fro kréien.

Da schéngt ons och wichteg, datt mer déi Problematik vun den handicapéierte Kanner besser an de Grëff kréien. Mir gesinn elo, datt eng etlech Institutioune dofir zoustänneg sinn, datt et och verschidde Reklamatioune ginn. An da wëssen d'Leit net, ob se do solle reklaméieren oder do. Duerfir wier et schonns emol gutt, wann den Ombudsmann selwer - d'Ombudsframisst een en fait elo schonns soen - och kéint Kompetenz kréien, fir alleguerten déi Reklamatioune do ze koordinéieren, datt do kéint och eng Kompetenz mat bäikommen, respektiv datt ee bei der Regierung géif eng Reklamatiounsstell och virgesinn, fir déi Froen do alleguerten op enger Plaz ze konzentréieren, an net an enger hallwer Dose Ministèren.

Dann eng Problematik, zwou Problematiken, déi ganz oft diskutéiert ginn a schonns laang. Dat eent ass déi vun de Saisiën. Mir hunn e Gesetzesprojet 4955, eleng d'Nummer weist schonns aus, datt e schon zimlech laang am Gespéich ass, an do ass en Avis vum Conseil d'État vun 2010 komm an d'Regierung huet sech engagéiert nach, fir verschidden Amendementer virzehuelen. Mä d'Situatioun ass awer elo dramatesch. Do muss eppes elo geschéien! Woufir? Well et gesäit een, datt een, dee schafft an deen eng Famill huet, deen huet elo manner Suen iwwreg, wéi wann en um RMG wier, well dee ka jo net saiséiert ginn. An do ass eppes, wat net an der Rei ass a wou ganz vill Onge-rechtegkeete geschéien, onser Meenung no.

Duerfir hat ech dat jo och an enger Proposition de loi schonns emol eng Kéier proposéiert. Dat ass, datt d'Saisiën, dee Montant, deen immuniséiert soll sinn, soll d'Leit incitéieren, fir nach ze schaffen. Dat heescht, e misst iwwert dem Montant vum RMG sinn. Ech mengen, dat ass de Prinzip, dee mir als richtig ugesinn. Well et kann net esou sinn, datt deen, dee schafft, herno en Nodeel huet vis-à-vis vun deem, deen den RMG kritt.

Dann, wat d'Verjährungsfristen ugeet, do ass hei am Rapport ugeklongen, wéi wann een do sollt éischter op eng Verjährungsfrist eenheetlech vun zéng Joer goen. Ech hunn do awer meng Bedenken. Woufir? Well d'Verjährungsfriste bei de Steiere si fénnef Joer respektiv zéng Joer, ënner verschiddene Konditioune. Am Dossier, am Pénal gesinn ech schlecht, datt mer alles géifen op zéng Joer erofsetzen. Bref, et muss een hei déi Saache vläicht nach eng Kéier nei diskutéieren. Et muss ee kucken, wat d'Konditioun sinn, wou eng Interruption vun der Prescription ka passéieren.

A mengen Ae misst dat iergendwéi an engem eenheetleche Gesetz virgesi ginn, wat déi administrativ Saachen ugeet. Do hu mer nach e bësselchen Duerchenaner. Dat ass effektiv mat Recht. Et kann net esou sinn, datt e Fonds du Logement Joren duerno op eng Kéier iergendwéi en lertum entdeckt an datt d'Leit dann herno keng Piëcen hunn. Ech mengen, do schéngt mer eppes ze sinn, dat ass, esou laang wéi de Bierger muss privat Extraits de compte halen oder eng Gesellschaft muss privat Extraits de compte halen, esou laang soll och d'Verjährungsfrist sinn. A wann dat eriwuer ass, dann hat de Stat oder d'Administratioun, déi concernéiert ass, dann hat déi ebe Pech. Dat sinn ablécklech fénnef Joer, a verschiddene Fäll zéng Joer. Mä et kann een de Leit net soen, datt se onbedéngt mussen all Extraits de compte oder all Facture, oder wat se soss kritt hunn, während zéng oder 15 Joer laang halen. Ech mengen, dat ass net de Fall elo schonn an da soll et fir Aktiounen vun den Administratiounen och gellen.

Dat gesot, nach eng Kéier, ass déi Aktivitéit vum Ombudsmann eng wichteg. A mir si frou och, datt mer déi Institutiuon nach weider kënnen ausbauen an datt se mat der neier Responsabiler natierlech och wäert eng gutt Aarbecht leeschten.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. An elo kritt d'Regierung d'Wuert. Wien? Den Här Justizminister, den Här Gesondheitsminister, den Här Wirtschaftsminister, wie wëllt? Den Här Gesondheitsminister.

► **M. François Biltgen, Ministère de la Justice.**- Duerno de Justizminister. Ech ginn op dat an, op wat den Här Di Bartolomeo net ageet. Majo, duerfir loosse ech hien emol vir.

► **M. le Président.**- D'Regierung huet 20 Minutten in globo, Här Gesondheitsminister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministère de la Santé.**- Villmools Merci.

(Interruption)

Ech wäert ganz disziplinéiert sinn, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt mengen ech am Numm vun der Regierung kënnen dem Médiateur, der Médiatrice, der Médiatrice, der Madame Médiatrice Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer mat deene successiven Ombudsmänner a -fraen haten. Et ass eng Beräicherung och fir d'Regierung. Och wann heiansdo déi Diskussiounen, déi mer mam Médiateur oder mat der Madame Médiatrice hunn, e bësse méi komplex a komplizéiert sinn.

Ech wollt just op zwee Punkten agoen, déi souwuel vum Rapporteur wéi och vun anere Kollegen, ënner anerem dem Marc Angel an dem Camille Gira, opgeworf gi sinn, datt ass de Beräich Médiatioun an der Santé, d'Patienten-rechter insgesamt. Ech kann lech soen, dass mer nach virun der Vakanz de Projet iwwer e modernt Patientenrecht wäerten an de Regierungrot huelen an an deem Projet ass och en nationale Service de médiation virgesinn, deen net nëmme fir d'Spideeler, mä fir sämtlech Professionnels de santé wäert gellen an deen eng Ulafstell wäert si fir all Leit, déi net méi am Beräich vun der Santé matenee kënnen schwätzen an déi mer wëllen zesummebréngen. An, wéi gesot, de Projet wäert virun der Vakanz an de Conseil goen.

Selbstverständlech wäert dee Service och, sougutt wéi dat nëmme iergendwéi méiglech ass, mam Médiateur zesummeschaffen. Do kann ee selbstverständlech Échangé maachen.

Also, Kloertext: E modernt Patientenrechtsgesetz mat Médiatioun wäert an deenen nächste 14 Deeg, dräi Wochen op den Dësch kommen. Mir hunn d'Aarbechten ofgeschloss. Mir haten eng Préconsultatioun. Mir hunn an der Préconsultatioun enger Rei vun Avisé Rechnung gedroen. Dofir huet et am Virfeld e bësse méi laang gedauert. Et kann awer dofir ëmsou méi séier goe bei der Instruktioun vun deem dote Projet.

Dann e Problem, dee mer iwwer Joren och kontrovers diskutéiert hunn. Dat ass den Droit de recours am Beräich vun dem Reclassement professionnel. Mir hate bis elo Schwieregkeete fir op de Wee vun engem Rekursrecht ze goen, well den Avis vun dem Contrôle médical u sech schwierig..., dass et schwierig ass fir do e Recours unzesetzen.

Mir wäerten awer am Projet, dee sougutt wéi fäerdeg ass - déi finanziell Froe sinn nach an der Diskussioun -, e Rekursrecht bei enger Décisioun vun der Commission de reclassement usetzen, sou dass mer domat dem Wonsch vum Médiateur, deen e méi wéi eng Kéier geäussert huet, wäerte Rechnung kënnen droen an och net mengen, dass mat deem dote Recours d'Prozedur iwwerméisseg verlängert wäert ginn. Ech mengen, dat ass dee richtige Wee. Mir hunn eis ëmmer gestäipt dat unzesetze bei dem Avis vum Contrôle médical, mä bei enger regelrechter Décisioun vun der Commission de reclassement gëtt dat wierklech e Sënn.

Ech mengen, op déi aner Punkte wäert de Justizminister kënnen agoen. Dat sinn déi zwee Haaptpunkten, déi a mengem Beräich dra waren.

Ech wëll soen, dass vill vun de Fäll, déi un de Médiateur erugedroe gi sinn, aus dem Beräich Sécurité sociale komm sinn. Ech wëll awer soen, dass ganz vill vun deene Fäll konnten zur Zufriedenheit geléist ginn. Et ass och drop zréckzeféieren, an dat ass, mengen ech, eng Konklusioun, déi ech zéien, dass de Médiateur och an deenen eenzelne Ministère gutt Usprich-partner muss hunn, déi e kënnen begleede bei der Instruktioun vun deenen eenzelnen Dossier an déi kënnen mathëllefen, fir eng Solutioun erbäizeféieren. Mir hunn dat am Ministère de la Sécurité sociale. Mir sinn och amgang déi Relais ze verbesseren an deene verschiddene Branché vun der Sécurité sociale.

Voilà. Dat gesot, géif ech d'Tribün fräimaachen, Här President, fir mäin Zwillingbrudder, de François Biltgen.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Merci, Här Gesondheitsminister. An den Här Justizminister kritt d'Wuert.

(Interruptions)

► **M. François Biltgen, Ministère de la Justice.**- Merci, Här President. Dat ernnert mech drun, dass déi zwee Zwillingbrüder, mat awer zwou verschiddene Blutgruppen, villes gemaach haten a mer och bal fäerdeg ware mat dem Reclassement professionnel. An ech hoffen, dass dat dann effektiv weidergeet, well mer vill och an der Vergaangenheet dru ge-

schafft hunn, wat e reelle Problem ass, deen awer och net esou einfach ze léisen ass.

Ech wëll fir d'Éischt e puer Réflexions générales féieren. Déi éischt ass déi, dass den Ombudsmann, dee wuel Médiateur heescht, awer kee Médiateur ass an deem Sënn, wéi mer elo e Gesetz iwwert d'Médiatioun gemaach hunn. Ech soen dat ëmmer erëm. Ech wär méi frou, et hätt een en aner Titel, och hei an der Chamber, wéi dee vum Médiateur. Ech weess, dass beim Ombudsmann gesot gëtt, dat ass eppes Skandinavesch. Mir hunn aner Titelen. A Frankräich ass den Numm scho gefall.

Well de Médiateur, dee mer ëmmer méi brauchen, dee mer zum Beispill och wëllen an der Fonction publique aféieren an eiser Reform, dee soll an der Santé erakommen, soll e Médiateur sinn am Sënn vum Médiatiounsgesetz wat mer gemaach hunn. Nämlech een, deen nëmme ka fräiwëlleg befaasst ginn a muss d'accord sinn an deen och nëmme ka Solutiounen vorschloen, awer net kann eng imposéieren.

Den Ombudsmann, dee mer beim Stat hunn, deen dierf sech awer net dorobber eleng beschränken. Dee muss wierklech méi hefteg virgoen an de Leit recht ginn. Well wann e just seet, mir bréngen déi zwee zesummen a kuckt, dass der eens gitt, da géif villes net erauskommen. Dat ass e bësselche mäi Problem mat der Begriffsverwirrung vu Médiateur/Ombudsmann.

Dat zweet ass, dass et en Organ vun der Chamber ass. Ech weess, dass den Owend nach vill Manifestatioune sinn, ënner anerem bei de Bauhären, ech kommen nämlech nach eng Kéier op déi zréck, deen Ordre professionnel. Ech wär just méi frou gewiescht, et hätt een eng Zäit fonnt, wou ee méi intensiv nach hei hätt kënnen iwwer Konklusiounen diskutéieren.

Well et ass alles e bësse méi komplex, wéi just ze soen, den Ombudsmann, dee seet elo eppes, wat der Regierung net schmaacht, an domadder hat et sech. Et kann een nämlech och uerdentlech mam Ombudsmann zesummeschaffen. An et kann ee jo proaktiv kucken, mam Ombudsmann zesummenzeschaffen. Et ass dat, wat mir am Justizministère gemaach hunn.

Mir hunn natierlech dee Virdeel, wëll ech och soen, dass den Ombudsmann an engem Gesetz, wat Der gestëmmt hutt, wat awer vill kritiséiert war intern, ier dass et koud, dass den Ombudsmann eng nei Aufgab kritt huet. Dat heescht, den Ombudsmann ass net nëmme Ombudsmann. En ass och de Contrôle externe vun alle geschlossene Raim.

Dat huet net nëmme eppes mam Justizminister ze dinn. Dat huet och eppes mam Gesondheitsminister ze dinn. Et huet eppes mat der Polizei ze dinn.

Mä mir hunn opgrond vun där doten Aufgabestellung decidéiert gehat, am Virfeld vun der Élaboratioun vun den neie Gesetzer iwwert de Prisong an d'Exécution des peines, den Ombudsmann an d'Médiatrice ze biede fir matzeschaffen.

Dat huet eis villes bruecht. Ech war och dofir e bësse getouft, wéi elo eng Organisatioun dee Projet total zerrappt huet. Also, alles ass do net... Et ass nach villes ze diskutéieren. Mä ech mengen, mir hu just an deem dote Projet versicht fir extrem vill de Mënscherechter Rechnung ze droen. Do wäerte mer och weider dru schaffen.

An een Element vun deem gudden Projet, deen awer do virläit fir mech wat d'Mënscherechter ubelaangt, huet och domat ze dinn, dass mer mat de Servicé vum Ombudsmann zesummeschaffen hunn an dat leeft och elo weider.

Ech mengen, mir si jo nach net fäerdeg mat deene Reformen. Mir hunn och elo mat der Madame Err en Accord fonnt, wéi mer eis d'Aarbecht opdeelen, ouni double emploi ze maachen, mä wéi mer wierklech kucken, wéi och den Ombudsmann hei kann dem Justizminister hëllefen op eng Partie Problemer anzegeen, déi sech effektiv och nach konkret am Praktische stellen.

Villes huet nämlech net nëmme eppes mat de Gesetzer ze dinn. Villes huet och mat deem Praktische ze dinn. Dofir soen ech, et kann een absolut gutt zesummeschaffen. De Justizminister ass net deen Fenzegen. Mä ech wollt awer hei soen, dass mer et hei wierklech fäerdeg bruecht hunn, an deem Systeme Komplex vun der Reform vun eiem Systeme pénitentiaire, fir do eis Kräften ze bündelen an doduerch ze kucken, wierklech eng fortschrëttlech Reform ze maachen.

ler dass ech op d'Konklusioun vum Rapport aginn, zwou Saachen, déi de Justizminister interesséiert, déi hei opgeworf goufen. Dat eent war d'Saisie-arrêt.

Et ass richtig, dass mer déi Amendementen nach net déposéiert hunn, well déi Amende-

menten net nëmme vum Justizministère musse geschriwwen ginn, mä si mussen och mam Familljeministère gemaach ginn.

An déi grouss Fro, déi sech stellt - déi huet iwwregens den Här Henckes hei opgeworf -, an dat ass déi, woufir mer ëmmer erëm ronderëm dréinen - ginn ech gären zou -, dat ass eben d'Fro: Wéi wäit ass de Revenu minimum garanti e Revenu minimum garanti? Oder wéi wäit kann en och ënner d'Cessioun an d'Saisie falen? Dat ass déi grouss, och philosophesch Fro, wou effektiv bei de Services, wou zum Deel Angsichte bestinn a wou een ebe muss kucken, wéi een do eng uerdentlech Solutioun fënn.

Ech wäert awer weider derfir suergen - mat der Madame Jacobs, et ass eise gemeinsame Wëllen -, dass mer kucken do eppes ze maache wat och d'Strooss hält a wat awer och praktesch exécutabel ka sinn. Do si mer effektiv..., hu mer dat nach net gemaach, wat mer versprach hunn, déi Amendementen ze déposéieren. Wäerte mer maachen.

Zweet Fro: d'Verjährung. Do ass elo emol déi éischt Stëmm, déi ech haut héieren hunn, dat war och erëm den Här Henckes, dee se eigentlech net do bei de Médiateur geschloen huet. Mir haten och ganz vill Retizenzen an der Regierung, fir ze soen, mir gi vun 30 Joer erof op zéng Joer. Allerdéngs si mer an enger Diskussioun, déi mer och mam Ombudsmann haten, dozou komm: Kommt, mir kucken elo emol zéng Joer ze maachen! An Däitschland si se op dräi erofgaangen, a Frankräich zéng respektiv fénnef Joer. Dat eent am Kontraktuellen, dat anert am Netkontraktuellen.

Ech mengen zwar schonn, dass et richtig ass, dass ee mat de Prescriptionen erofgeet. Ech wëll dann och soen, dass dat, wat den Ombudsmann monéiert hat, dat waren och virun allem d'Prescriptionen bei staatleche Stellen. Och do wëll ech awer soen, dass d'Regierung d'accord war, fir do elo emol op zéng Joer erofzegen.

An ech wëll dann och kucken, dass mer do géifen e Projet de loi awer an deem dote Sënn aféieren. Also, wéi gesot, hei si mer kloer an zivilrechtliche Beräich, net am strofrechtlichen; dass een dat net verwiesselt mateneen. Den Ombudsmann huet och näischt gesot iwwert déi strofrechtlich Verjährung; hei sinn déi zivilrechtlich.

Da wollt ech op de Rapport agoen an nach eng Kéier soen, dass eng Partie Saachen nu wierklech eigentlech d'Chamber selwer interesséieren. Duerfir wollt ech och net hei eng Meenung ginn, ob den Ombudsmann an d'Verfassung gehéiert, ob e soll e weidere Champ de compétences kréien. Ech mengen, dat ass nu wierklech d'Chamber, déi dat soll diskutéieren. D'Regierung wäert sech dräi Debatt net verschléissen. Ech mengen, et ass emol virun allem eng Debatt vun der Chamber, wou haut wuel jiddweree seng Meenung gesot huet, mä wou et vläicht besser gewiescht wär, et hätt een och kënnen zu Konklusiounen kommen.

Ech wëll dat soen, dass mer muer beim Här Meyers an der Institutionskommissioun ufänken, iwwert d'Verfassung ze diskutéieren. Eng Kéier muss dann déi Fro och gekläert ginn, an deem engen oder an deem anere Sënn.

Ech ginn net an op déi lescht Fro iwwert de Service de l'éducation différenciée. Ech mengen, hei ass op der Chambertribün alles gesot ginn, wou deen Dossier elo zurzäit drun ass, eben opgrond vun enger Partie anere Prozeduren. Duerfir loosse ech dat elo hei ausklammet.

An ech wëll virun allem dann, an dann och zum Schluss, Här President - jo, ech hunn nach e bëssen -, agoen op déi Recommandatioun 45, „l'institution d'un organe de surveillance auprès des ordres professionnels“.

Dozou Folgendes: De Médiateur - Ombudsmann, besser gesot dann - huet... Jo, elo gëtt et méi schwierig, deem säi Successeur huet d'Fanger op eng Wonn geluecht an eng Proposition gemaach, déi awer méi Froen opwerft wéi se der léist. An ech mengen, do ass e bësselchen e Problem an der Diskussioun komm.

Da kennt nämlech derbäi, dass et awer verschidden där Organer gëtt an dass et vläicht net klug war - gutt, en huet et elo gemaach -, fir ze soen: Mir maachen een Organe de surveillance fir sämtlech Ordres professionnels.

Woubäi ech wëll soen, well ech dat hei héieren hunn, et geet net ëm d'Beruffskummeren. Hei si guer net d'Beruffskummeren viséiert. Et huet näischt mat de Beruffskummeren ze dinn. Et huet eppes mat den Ordres professionnels vun de liberale Beruffer ze dinn.



Et ass awer e groussen Ënnerscheid tëschent den Architekten an den Ingenieuren an deenen aneren. Duerfir hat ech virdru vu Bauhärepräis gesot. Dat ass awer eng aner... Dat ass och en Ordre réglementé, eng Profession réglementée. Et kann ee se awer net zum Beispill mat den Affekoten, mat den Notairen, mat de Huissieren an een Dëppe geheien. Duerfir, mengen ech, ass déi richteg Fro, déi opgeworf gouf vum Marc Fischbach, dat ass déi: Fonctionnéiere se? Kréien d'Leit eng Äntwert? Geet et weider? Dat ass déi richteg Fro.

Herno ass sech just net mat dem Diagnostic beschäftegt ginn, mä just mat der Solutioun, déi virgeschloe gouf. An déi, soen ech, ass schwieereg ëmzesetze fir jiddwereen. Ass souguer schwieereg och fir d'Affekoten ëmzesetzen, wann op eemol do Riichter kommen, déi driwwer sinn. Duerfir, mengen ech, ass d'Fro richteg opgeworf, bleift richteg opgeworf, mä et soll ee vläicht kucken, an all Ordre professionnel seng eege Solutioun ze fannen.

Ech mengen, meng Kolleegin, d'Madame Hetto vum Mëttelstandsministère, déi ebe fir eng Partie Ordres professionnels zoustänneg ass, huet jo scho gesot, si kéint mat där neier Proposition, déi elo an der Diskussioun mat der Madame Err erauskomm ass, fonctionnéieren. Ech

selwer hat Gespréicher zum Beispill bei den Notairen, wou ech och ähnlech Gespréicher mat hinne gefouert hunn, wou ech awer muss soen, dass doduerch, dass iwwerhaupt dat Gespräch opkomm ass, ech an deene leschte Méint gemierkt hunn, dass keng Reklamatiounen méi bei de Justizminister kommen. D'Notairen hu mëttlerweil..., do komme keng Plaintë méi, dass et net géif weidergoen, sou dass och do eng Reaktioun komm ass.

An dat wëll ech och soen: Fir mech ass et wichteg, dass dee Constat, dee gemaach gouf vum Marc Fischbach, dass deen net méi erëmkennt, egal wat fir eng Solutioun een elo féint. Duerfir wär ech och méi frou, et géif een net soen, mir maachen eng Solution globale fir alles. Mä kommt, mir kucken iwwerall, wou mer um Conseil de l'ordre sinn, fir dat ze maachen.

De Justizministère huet der dräi. Dann, wéi gesot, ass de Gesondheetsminister concernéiert. Dann eben d'Mëttelstandsministesch mat dem Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils an dem Ordre des experts-comptables. De Gesondheetsminister mam Collège médical. Ech mengen, et soll jiddweree bei sech kucken, mat de Leit ze schwätzen, wéi ee ka Solutiounen fannen.

Wat ech net wéilt hunn, well dat awer e wesentlech Element vun eiser Organisatioun an och vun de fräie Beruffer ass, dat ass, dass ee géif elo soen: Mir schafen d'Conseils de l'ordre of. Mä do, wou Problemer sinn, an do sinn der jo festgestallt ginn, do soll ee kucken, d'Leit esou och selwer ze responsabiliséieren, dass se selwer uerdentlech Solutiounen fannen. A wéi gesot, ech hu festgestallt, dass bei den Notaire gekuckt ginn ass, dass keng méi kommen. Beim Conseil de l'ordre vun den Affekoten ass vill gesot ginn, dass et do verschidde Problemer gëtt. Mir solle weider dru schaffen. Mir sollen en Dialog féieren.

An ech mengen, déi lescht Réunioun, déi Är Kommissioun hat, d'Petitiounskommissioun, och mat der Madame Err, huet jo gewisen, dass ee kann op e manner zentralistesche Wee goen. Mä et soll ee weider doriwwer diskutéieren. An ech wëll lech och soen, dass duerfir och d'Regierung frou ass, wa mer elo nei Weeër fannen, amplaz déi Solutioun, déi de Marc Fischbach virgeschloen huet. Mä et ass net d'Oflehne vun där Solutioun, déi d'Regierung géif dozou bréngen, fir ze soen, mir sollen net weider driwwer diskutéieren.

Well wann déi Professions réglementées net uerdentlech fonctionnéieren, da stelle se sech

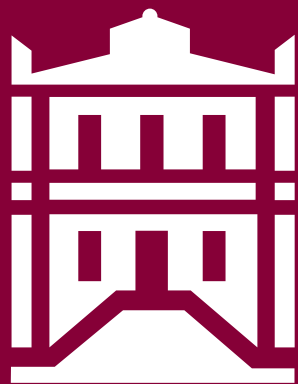
jo selwer a Fro. A wa mer dat net wëllen - a mir wëllen dat net, soen ech och als Regierung, mir wëllen dat net -, da solle mer och mat hinnen diskutéieren, mä si selwer forcéieren, fir Solutiounen ze fannen.

An ech soen, no deem neie Médiatiounsgesetz gëtt et jo déi Méiglechkeet. D'Affekote kennen dat schonn. Mä et gëtt och nach aner Plazen, wou een dat dote ka maachen.

Voilà, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat waren eigentlech déi Saachen, déi ech dozou ze soen hat. Ech géif lech och bieden, an der Kommissioun selwer ze kucken, wéi een..., well ech hu souguer d'Gefill esou haut gehat, dass dat esou op Order ass, et steet am Gesetz, dass ee soll eng järelech Debatt féieren, dass dat esou e bësselchen e lästegen Exercice ass.

D'Fro ass, ob een net kéint och kucken, wéi een déi Debatten nach méi kéint méi intensiv féieren, fir och vläicht zu méi direkte Konklusiounen a Schlussfolgerungen ze kommen, woumat een dann och kéint d'Chamber, och e bësselchen d'Regierung ënner Drock setzen, a sech ënner Drock setzen, fir weiderzkommen.

Ech mengen, mir hunn elo eng gewëssen Erfahrung gemaach.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all öffentlich Sëtzung

live an integral

An der Gemeng Déifferdang um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen Kanal S29

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 MHz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nospelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Stad um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch um Kanal S24 / 455.25 Mhz

(Interruption)

Mir hunn eng gewëssen Debatt, mir hunn eng gewëssen Erfahrung elo. An ech mengen, et soll een dann elo hei kucken, wéi mer weiderkommen. D'Regierung verschléist sech op alle Fall där Diskussioun net.

► Une voix. - Très bien!

► M. le Président. - Merci dem Här Justizminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun iwwert deen dote Punkt a mir këimen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour fir haut de Mëtteg.

D'Fraktioun vun deene Gréngen huet eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Reform vum Droit d'auteur am digitalen Zäitalter ugefrot. Hei ass d'Riedezäit nom Artikel 84, zweeten Alinéa vum Chambersreglement festgehaleen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou; deenen anere Fraktiounen jee weils fénnef Minutten; de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Bis elo hu sech ageschriwwen: d'Madame Aehm, den Här Berger, den Här Fayot an den Här Henckes. D'Wuert huet elo den honorablen Här Claude Adam als Vertrieeder vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

9. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale**Exposé**

► M. Claude Adam (déi gréng). - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Droits d'auteur sinn esou eng wichteg a komplex Matière, datt ech an deenen zéng Minutten, déi ech hei fir déi gréng Fraktioun Zäit hunn, net op all Aspekter kann agoen. An ech soen lech och direkt, Här President, ech hunn eng Motioun derbäi. Ech wäert also nach e bëselchen iwwert déi zéng Minute vun der Zäit erausgoen.

D'Droits d'auteur schützen zum Beispill literaresch oder aner künstleresch Wierker an hir Créateure respektiv Auteurs, andeems se hinnen exklusiv d'Entscheidungsgewalt, wat d'Notzungsrechter vun hire Wierker ueget, zougestinn. Selbstverständlech gëtt et awer net just an der Konscht Auteurs an Droits d'auteur, mä och an der Wëssenschaft, an der Industrie, bei den Architekten, Film a Fernseh. An et ass ganz kloer, datt ganz allgemeng d'Droits d'auteur an do derniewent d'Droits voisins ee gewalttegt kommerziell Potenzial duerstellen.

Ech ginn net op déi verschidden Aspekter vun der Léiglatioun an an och net op all Detailler. Ech kann lech do just wärmstens recommandéieren, niewent enger Rei interessante Publikatiounen um Site vun Office de la propriété intellectuelle mindestens och d'Nummer 305 vun der Zäitschrëft „Forum“ vum März 2011 ze liesen. Ech hunn déi Zäitschrëft iwwregens abonnéiert, hunn awer bei menger Preparatioun op den Internet zréckgegraff, wou dës Zäitschrëft integral, fräi a gratis ze fannen ass.

An domat wier ech och scho matzen am Sujet vun der Heure d'actualité vun de Mëtten.

Mir liewen an enger Zäit, wou ee groussen Deel vun de geeschtegen a kënschtlerech Wierker scho wou éischten Dag un, wou se entstan sinn, praktesch onendlech - well ouni Qualitéitsverloscht - reproduzéierbar sinn. Datt kann ee begrëssen, well esou ka Kultur enger grousser Unzuel vu Leit zougängelech gemaach ginn.

Datt ass awer bái Wäitem net esou onproblematesch, wéi et vu verschidde Säiten duergestallt gëtt. D'Urheberrecht ass eigentlech eng zimlech jonk Erfindung. Éischt legislativ Initiative sinn et zwar schonns 1836 zu Lëtzebuerg ginn. Eng komplett Léiglatioun gëtt et awer érischt zënter 1898 bei eis.

Mä och haut hu mer nach, oder vläicht kann een och soen, mir hunn erëm nees eng relativ Rechtsongescheit, besonnesch wat de Punkt vun der Copie privée ueget. An ech zitieren do den RTL-Site vum 1. März 2012: „Zu Lëtzebuerg kann ee weider schwaarz am Internet eroflueden, ouni dofir bestrooft ze ginn, soulaang een dat net aus geschäftleche Grënn mécht, fir zum Beispill domat Profit ze maachen.“

An enger gemeinsamer Wirtschafts- a Mediëkommissioun huet de Wirtschaftsminister Etienne Schneider den Deputéierten nach emol erkläert, datt sech zu Lëtzebuerg net wierklech eppes wäert änneren, wann den ëmstriddenen ACTA-Accord bis a Kraaft trëtt.

Mir sinn éischtens der Meenung, datt den ACTA-Accord mat der Oflehnung vun Handelsausschuss vom Europaparlament d'lescht Woch net nëmmen ëmstridden, mä éischer mausdout ass, a mir fannen zweetens dës Interpretatioun

vun der Meenung, datt mer müssen d'Gesetzgebung iwwert d'Droits d'auteur reforméieren, ënner anerem och, fir datt d'Rechter vun den Auteurs och an Zukunft kënnen respektéiert ginn. Eis ass et wichteg, eng nei, fair Balance tëschent den Interesse vun den Auteurs selwer, vun de Firmen, vun de Konsumenten a vun der Gesellschaft als Ganzes ze fannen.

Mir sinn haut eigentlech alleguer gezwongen, d'Regelwierk vun den Droits d'auteurs ze kennen, et anzehalen oder et eben net anzehalen a sech an der Illegalitéit oder der Grozon tëschent Illegalitéit a Legalitéit opzehalen.

D'Geschicht weist eis, datt d'Urheberrecht ëmmer e relativ flexibel Instrument war, datt sech de jee weilegen techneschen Neierungen uegëpasst huet. Den Ennerscheid vun haut zu fréier ass virun allem d'Tatsaach, datt déi nei Medien d'Urheberrecht fir all Mënsch relevant gemaach hunn, an net just nëmme méi fir d'Kënschtler an déi grouss Mediëkonzernen.

Mir sinn haut eigentlech alleguer gezwongen, d'Regelwierk vun den Droits d'auteurs ze kennen, et anzehalen oder et eben net anzehalen a sech an der Illegalitéit oder der Grozon tëschent Illegalitéit a Legalitéit opzehalen.

degréng sinn der Meenung, datt et héich Zäit gëtt och hei zu Lëtzebuerg, sech mat enger Reform vun den Droits d'auteur ze befaassen. Hei zu Lëtzebuerg ass d'Propriété intellectuelle als Ganzes am Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur ugesiedelt. Datt mécht zum Deel Sënn, well d'Propriété intellectuelle jo och nach Brevete fir Erfindunge betrëfft genausou wéi d'Marke vu Produiten an Déngschtleeschungen, Produktiounsgeheimniser an esou weider.

Datt kann eng Chance si par rapport zum Ausland, wou d'Droits d'auteur entweder bei der Justiz leien oder an de Kulturministären. Datt kann awer och en Nodeel sinn, wann déi kulturell an déi juristesche Aspekter ze kuerz kommen. A mir hunn d'Gefill, datt wier zu Lëtzebuerg am Moment de Fall.

Dem däitsche Museker a Schrëftsteller Sven Regener seng Wutried, wou hie sech iwwert d'Piraterie an YouTube iergert, hunn ech mer uegehéiert - natierlech op YouTube, wou da soss. Engersäits kann ech déi Roserei vun engem Kënschtler verstoen. Et sinn iwwert déi lescht Méint a Joren och Aussoe gemaach ginn, déi all Mënsch, dee säi Liewensënnerhalt als Kënschtler verdéngt, müssen op de Bam dreiwien.

Ech zitieren aus dem „Forum“ vum März 2011: „Aber wie sollen Künstler denn Geld verdienen? Die einzige richtige Antwort darauf ist: Wie sie wollen!“

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, esou einfach därefer mer eis et awer net maachen! Ech froe mech wierklech, wéi ee Gesellschaftsmodell Leit eis wëlle verkafen, déi esou eng Ausso schrëftlech, also reflektéiert zum Beschte ginn.

Ech zitieren eng Ausso vun deeneselwechten Auteurs aus darselwechter Zeitung: „Das Urheberrecht muss sich von der Idee des Eigentums trennen und akzeptieren, dass eine Idee keine Ware ist. Einmal ausgesprochen (veröffentlicht), lässt sich eine Idee nicht mehr einfangen, sie gehört niemandem und darf von jedem benutzt werden. Diese Entwicklung ist nicht nur nicht mehr aufzuhalten, sondern auch zum Vorteil der Schöpfer und eines breiteren Zugangs zu Wissen und Kultur.“

Wat hei iwwer eng Iddi geschriwwen steet, ass richtig. Den Droit d'auteur ass jo och net applicabel op Iddien. Wann allerdéngs d'Aarbecht oder d'Wierk vun engem Kënschtler nach just de Statut vun enger Iddi soll hunn, dann ass et fir eis kloer, datt dat net méi akzeptabel ass.

degréng sinn awer der Meenung, datt mer müssen d'Gesetzgebung iwwert d'Droits d'auteur reforméieren, ënner anerem och, fir datt d'Rechter vun den Auteurs och an Zukunft kënnen respektéiert ginn. Eis ass et wichteg, eng nei, fair Balance tëschent den Interesse vun den Auteurs selwer, vun de Firmen, vun de Konsumenten a vun der Gesellschaft als Ganzes ze fannen.

Mir fannen et och wichteg, engem vun de Grondprinzipie vum Web 2.0 an dem digitalen Zäitalter eng legal Basis ze ginn, nämlech dem Prinzip vun Sharen a Remixen, dee grondsätzlech net op déi aktuell Léiglatioun passt.

An dann de Punkt vum Filesharing. Mir sinn der Meenung, datt et onrealistesche an och onméiglech ass, de Filesharing ze ënnerbannen. Datt géif just goen, wa mer de fräien Internet géifen ofschaffen, wa mer d'Schrëtter vun Internet géife kontrolléieren. Datt ass fir eis absolut inakzeptabel.

Mir gesinn och déi positiv Säite vum Filesharing: e breede kulturellen Austausch zu engem minimalen Präis. An et gi jo net nëmme piratéiert Wierker doriwwee ausgetosch.

Mir si frou, datt mer de Minister do op eiser Säit hunn. Mir hu just Zweifel, datt mer schon esou wäit sinn, wéi hie gemengt huet, datt mer wieren. Am Moment schéngt déi Grozon vum Downloaden nach all Mënsch ze arrangéieren. Mir ginn allerdéngs dovun aus, datt dës bequem Positioun net éiweg haltbar ass.

De Filesharing huet jo niewent dem Volet Downloading och prinzipiell e Volet Uploading, an dee schéngt eis rechtlech och kloer ze sinn. Datt dierft och zu Lëtzebuerg illegal sinn. Mir müssen eis als Gesellschaft duerfir dréngend Gedanke maachen, wéi mer de Filesharing fir den net kommerziellen Austausch kënnen legaliséieren. Wéi wäit datt eng Flatrate fir déi eventuell finanziell Verloschter fir Künstler misst agefouert ginn, och doriwwee léisst sech diskutéieren.

Mir verspären eis net vu vieren esou enger Mesure, ginn awer emol direkt ze bedenken, datt et duerchaus Beispiller gëtt, wou Filesharing éischer zu enger Hausse vun de Recette vu Künstler bäigedroen huet, wéi datt et Künstler geschiedegt huet. En illustert Beispill aus der IT-Branche: Microsoft Windows hätt global ni esou eng Dominanz op de PCen erreecht, wann en net hätt kënnen relativ einfach kopéiert a weiderverdeelt ginn.

Natierlech behalen d'kommerziell Ubidder hire Marché. Si mussen mat besserer Qualität, engem schnelle Service, enger flotter Plattform, dem Marketing ronderëm hire Produiten iwwerzeegen. D'Majoritéit vun de Leit bezuele guer net esou ongar, wann de Service uerdentlech ass. iTunes weist et. Mä den digitale Marché ass nach oft un national Grenzen oder u Software- an Hardware-Restriktiounen gebonnen. D'Angebot ass och haut nach net optimal.

Et ass kloer, datt et net nëmme Graticulture däreif ginn. Graticulture ass kee Mënschrecht. Datt illegal Geschäft mam Eroflueden ass ënner anerem och grouss ginn, well déi grouss Mediëkonzernen dat legalt Geschäft verschloft hatten. Déi Kënschtler an Auteurs, déi wëllen, müssen hir Wierker awer och kënnen fräi a gratis weiderginn. Datt ass am Moment net esou selbstverständlech wéi et kléngt.

D'Situatioun zu Lëtzebuerg ass allerdéngs liicht eng aner wéi an eisen Nopeschlänner. Eis Verwärtungsgesellschaften, SACEM a Luxorr, fir just déi zwou gréisst ze nennen, trieden anescht op wéi hir Schwëstergesellschaften am Ausland. Datt huet wahrscheinlech virun allem eppes mat der Gréisst vun Land ze dinn, also mat der Gréisst vum Lëtzebuurger Marché. Eis Verwärtungsgesellschaften hëlfe hire Memberen, de Rechtsinhaber, hir Rechter ze verwäerten, och international. Trotzdem mussen mer eis regelméisseg froen, ob dës System nach ëmmer gerecht oder gerecht genuch fir d'Auteurs ass an ob en net misst uegëpasst ginn.

degréng sinn der Meenung, datt mer müssen d'Gesetzgebung iwwert d'Droits d'auteur reforméieren, ënner anerem och, well et een enorme Bedarf gëtt, fir Patrimoine an der Nationalbibliothék ze retten an zougängelech ze maachen duerch Digitaliséieren. Mä duerch déi extrem laang Duréee vun Droits d'auteur ass d'Rechtklärung mindestens schwierig an dacks souguer onméiglech.

Mir sinn der Meenung, datt et just den Interesse vu grousser Mediëkonzernen déngt, wann d'Droits d'auteur bis 70 Joer nom Doud vum Auteur gëllen, an och d'Eropsetze vun den Droits voisins vu 50 op 70 Joer, wéi et nach elo kuerz mat der EU-Direktiv vum 27. September 2011 gemaach ginn ass, schéngt eis d'Resultat vun Drock vu grousser Mediëkonzerner ze sinn. Et gouf eng ganz Rei Etüden, déi gewisen hunn, datt esou eng Mesure net géif a Relatioun zu den Interesse vun de Kënschtler stoen.

Bei den Droits d'auteur handelt et sech ëm e komplizéiert internationaalt Regelwierk. Do wou et awer schonns kontraktuell Méiglechkeete gëtt, fir am Sënn vun engem modernen, digitalen Droit d'auteur weiderzokommen, sollte mer zu Lëtzebuerg Zeeche setzen an einfach emol ufänken. Mir sinn nämlech hannendran.

Ech ginn e puer Beispiller. Éischtens, wat „open access“-Mandater fir öffentlech gefördert Fuerschung betrëfft. D'Uni Lëtzebuerg hat am Mee d'Joer eng Informatiounsversammlung iwwert d'Virdeeler vun dem „open access“-Wee organiséiert. „Open access“ ass näischt Geheimnisvolles méi, mä wäert a kuerzer Zäit déi allgemeng verpflichtend Norm ginn.

Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu „open access“? Wéi huet den FNR sech hei positionéiert? Wéi stinn eis CRPen zu där Erausforderung?

Zweet Beispill: Wéi steet et mam Benotze vun „creative commons“-Lizenzen? Mindestens an eise Schoulen? Missen net wéinstens eis Schoulen déi Pilotprojeten ëmsetzen, explizit wënschen, datt d'Léiermaterialie weiderbenotzt kënnen ginn? Ennerstëtzung a fördert den Éducatiounsministère - eventuell duerch de SCRIPT - d'Entwécklung vun oppene Léiermaterialien? Datt heescht, investéiert de Ministère an dës Entwécklung?

En drëtt Beispill: D'SACEM a Frankräich huet e Pilotprojet gestart, wou se hire Membere gestatt, fir parallel „creative commons“-Lizenzen ze benotzen. Wier eis SACEM bereet, sech esou engem Projet unzschléissen?

Mir kéinte jo souguer e bessere Pilotprojet maachen, well mer jo zumindest engem Deel vun de Kritike kéinte Rechnung droen, déi dësem Projet a Frankräich entgéintgesat gi sinn.

Véiertens, wat leeft am Beräich „open data“ zu Lëtzebuerg? Alles a Botter oder alles entschlof?

Fënneftens, an zu gudder Lescht nach: Wéi ass et mat deem feelende Règlement grand-ducal zur Copie privée? Loosse mer dës Situatioun esou bestoen oder solle mer dat méi kloer regelen?

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, Dir gesitt, et geet bei den Droits d'auteur engersäits ëm den internationale Beräich, wou mer natierlech aktiv solle sinn, mä wou mer eleng net vill erreche kënnen, an da gëtt et de Beräich, wou mir elo scho vill méi aktiv kéinte sinn, wéi mer et am Moment sinn. Hei si vill Aspekter, déi matspillen, also vill Ministären, déi betraff sinn: d'Recherche, d'Éducation nationale, den Enseignement supérieur, d'Kultur.

Wou ass dee Forum, d'Debatt, fir grondsätzlech ze iwwerleeën, wéi den Droit d'auteur an d'Droits voisins solle weiderentwéckelt ginn? Wéi kënnen mer nei, innovativ Firmen ulackelen, déi op Sharing a Remixing ausgeriicht sinn? Wou ass d'Kompetenz an de Schoulen, an de Bibliothéiken, an der Regierung, fir mat deenen neie Froe richtig ëmzegoen?

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren, Här President, an ech déposéieren dann eng Motioun, wou ech déi Punkten, déi ech hei opgeworf hunn, zréckbehalen. Ech wier frou, wann ech d'Ennerstëtzung vun der Chamber do kréich.

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le régime actuel du droit d'auteur et de ses droits voisins n'est plus adapté aux réalités de l'ère numérique et nécessite une réforme en profondeur à l'échelle internationale;

- déplorant que les projets de réforme des dernières décennies dans certains États membres de l'UE de même qu'au niveau international aient surtout opté pour un élargissement de la durée de protection en la portant de 50 à 70 ans après la mort de l'auteur et pour une extension du catalogue des sanctions et une répression accrue des infractions;

- rappelant qu'une réforme du droit d'auteur et des droits voisins ne peut pas être élaborée avec comme seul critère l'aspect économique, mais qu'elle concerne aussi la culture et l'éducation;

- convaincue qu'une réforme se doit de trouver un rapport plus équitable entre les intérêts des auteurs/créateurs, respectivement des professionnels vivant des retombées des droits d'auteur et des droits voisins, ceux des consommateurs et ceux de la société en général;

- estimant qu'en attendant une réforme plus profonde et à long terme de la législation européenne, il existe déjà aujourd'hui une série de principes et de pistes d'actions facilement transposables qui permettront à la société luxembourgeoise de profiter des atouts de l'ère numérique;

- évoquant notamment comme exemples la promotion de l'«open data», de l'«open access» et des licences libres «creative commons» ou autres, de même que la question de la «copie privée»;

invite le Gouvernement

- à mettre en place dans les meilleurs délais un forum de discussion incluant à la fois les différents acteurs et associations professionnelles concernés et des représentants des consommateurs et de la société civile afin de charger ce forum de la conceptualisation des pistes nécessaires pour une réforme en profondeur du droit d'auteur et un rapport plus équitable entre les intérêts des uns et des autres;

- à s'engager au niveau de l'Union européenne en faveur d'un droit d'auteur plus équitable;



- à lancer rapidement des initiatives au niveau des pistes d'actions réalisables et à court terme afin de mieux profiter, en tant que société luxembourgeoise, de certains atouts de l'ère numérique.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. Als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Aehm agedroen. Madame Aehm, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Diane Aehm (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Droit-d'auteurs-Gesetz ass aus dem Joer 2001 a baséiert op enger europäescher Gesetzgebung. Et gouf zwar e puermol modifizéiert, mä d'Basis vun dësem Gesetz ass awer méi wéi zéng Joer al. An de leschten zéng Joer huet awer vill geännert, virun allem wat déi nei Medien an Technologiën ugeet. Mir sinn amgaangen, ëmmer méi Internet an eisem dagdeegleche Liewen ze benotzen, sief et fir eis ze informéieren, fir anzekafen an och fir eis Fräizäit ze gestalten, andeems mir zum Beispill Bicher, Filmer oder Musik iwwer Internet eroflueden.

Grad dëse Volet, nämlech d'Erofluende vu Bicher, Filmer oder Musik, huet an de leschte Wochen zu méi oder manner animéierten Debatten an der Öffentlechkeet gefouert. Hei ginn oft verschidde Saache matenee vermëscht. Bei ACTA geet et drëm, fir repressiv géint all Zort vu Piraterie virzegoen, déi eis Ekonomie vill Sue kascht. Och wann ACTA wahrscheinlech am Juli vum Europäesche Parlament ofgelehnt gëtt, esou heescht dat net, dass an Zukunft all illegalen Download aus dem Internet erlaabt ass. All illegalt Erofluende vum Internet ass strafbar zu Lëtzebuerg wéi och a ganz Europa, an dëst laut dem Gesetz iwwert d'Droits d'auteur.

Mir stinn haut virun engem Débat, dee ganz polariséiert ass. Engersäits mussen d'Auteurs geschützt ginn am Internetzäitalter. D'Auteurs maachen eng kreativ Aarbecht a si sollen eng gerecht Bezuelung dofir kréien. Mat dësem Punkt ass jo eigentlech och bal jiddwereen heibannen averstanen. Mä et ass wäert, et ëmmer erëm ze ënnersträichen. Anersäits wëlle mir fräien Accès zu allem, wat et op Internet gëtt. „Fräi“ heescht net onbedéngt gratis, mä et heescht accessibel. A grad hei gëtt et verschidde Barrieren.

Eng Barrière, déi reng technescher Natur ass, besteet am sougenanntenen „geoblocking“. Dat heescht, dass mir guer net d'Méiglechkeet hunn, fir als Lëtzeburger eppes op verschidde Internetseiten ze kafen.

En anere Problem ass, dass mir verschidde Wierker net um Internet kafe kënnen, well einfach kee se ubitt. Dës Situatioun ass haaptsächlech doduerch entstanen, dass all Land an der EU seng eegle Léiglatioun huet, wat d'Droits d'auteur ugeet, an dass den Droit d'auteur ëmmer nach territorial, also Land pro Land, determinéiert gëtt. All Land huet och seng national Société de gestion collective, déi d'Droits d'auteur vun de verschidde Auteurs verwalt. Fréier hunn dës national Sociéitéen dann ënnerenee Kontrakter ausgehandelt. De Virdeel vun dësem System war, dass den Auteur een eenzeggen Usprichspartner hat, an d'Fournisseure vun Œuvren haten och een eenzeggen Usprichspartner.

Déi sougenannte Contrats de réciprocité, déi vun de verschidde Sociétés de gestion collective ausgehandelt gi waren, sinn awer vun der Europäescher Kommissioun annulléiert ginn. Elo muss all Fournisseur, dee Wierker vun ënnerschiddlechen Auteurs a verschidde EU-Länner wëllt verkafen, mat deene respektive Sociétés de gestion collective verhandelen.

Et ass awer eben nun emol esou, dass grouss Ubidder haaptsächlech déi Produité verkafen, op deene se vill verdéngen, sief et, well et sech ëm bekannte Auteurs handelt oder well se einfach e gewëssene Volume verkafen.

Déi grouss Fournisseure sinn awer net ëmmer u klengen, manner bekannten Auteurs interesséiert. Well net genuch un hinnen ze verdéngen ass, verhandele si guer net mat de Sociétés de gestion collective, déi dës Auteurs vertrieben. D'Resultat ass, dass déi kleng oder manner bekannten Auteurs guer net d'Méiglechkeet hunn, fir iwwer grouss a bekannten Ubidder op sech opmierksam ze maachen. Duerfir setze grad dës Auteurs oft hir Œuvre gratis op Internet zur Verfügung. Nëmme esou ass et méiglech, dass si, wéi een esou schéi seet, entdeckt ginn an dass si doduerch dann och vläicht eng Kéier kënnen vun hire Wierker liewen.

Et ass genee an dësem Beräich, wou ee sech muss Gedanken maachen, wéi een et fäerdegbréngt, dass déi Leit, déi eppes schafen, dëst och kënnen engem gréisstméigleche Publikum zu engem rasonabele Präis méi no bréngen. Ausserdeem ginn nei Servicer iwwert den Internet ëmmer um Ufank a grouss Länner ugebueden, an duerno eréischt an deenen anere Länner. Dëst erkläert sech duerch d'Käschten-Notzen-Rechnung vun den Ubidder. An duerfir kënnt da Lëtzebuerg heiansdo eréischt zum Schluss drun, wann dann iwwerhaupt. Dëst ass frustrant fir de Consommateur, well e gesäit deen neie Service, mä e kann en einfach net kafen.

An da kënnt och nach d'Diskussioun, wat mat deenen Auteurs geschitt, déi, fir eppes Neies ze schafen, Œuvres benotzen, déi schonns existéieren an déi scho geschützt sinn duerch Droits d'auteur. Dëst ass ganz vill de Fall um Internet, wou et einfach ass, fir Wierker ze produzéieren an ze verbreeden. Hei ginn och oft op der Basis vu bestehenden Texter, Biller oder Videoen nei Wierker geschafen. Wéi ginn an dësem Fall d'Droits d'auteur verwalt?

Den Débat vun haut dréit sech also drëm, wéi mir et fäerdegbréngen, d'Droits d'auteur esou ze gestalten, dass et méiglech ass, fir d'legal Offer vu Wierker am digitalen Zäitalter ze vereinfachen. Mir wëllen eis Auteurs schützen an hinne garantéieren, dass si vun hire Rechter lieue kënnen. Mir hunn och Verbrucher, déi gare géifen d'Droits d'auteur bezuelen, wa si dann d'Méiglechkeet hätten. Nëmme wa mir dëst fäerdegbréngen, da ka jiddweree gewonnen: den Auteur, de Konsument an och d'Entrepreneuren, déi nei innovativ Servicer mat kulturellem Contenu ubidde wëllen.

Als klengt Land an Europa ass dëst net einfach. Duerfir mussen mir eis derfir asetzen, dass de System vun der Rechterklärung vun den Droits d'auteur op europäeschem Niveau vereinfacht gëtt, fir der Realitéit vum Internet Rechnung ze droen. Déi aktuell Situatioun vun der Rechterklärung an Europa ass haut ze vill komplex, opwendeg an net méi zäitgeméiss.

Fir de richtege Kampf géint d'Piraterie geet strikt Repressioun net duer. Mir mussen de legale Kader esou vereinfachen...

► **M. le Président.**- Madame Aehm, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **Mme Diane Aehm (CSV).**- Ech si just a mengem leschte Satz.

► **M. le Président.**- Wonnerbar.

(Hilarité)

► **Mme Diane Aehm (CSV).**- Mir mussen de legale Kader esou vereinfachen, dass méiglechst vill legal Offere fir all Konsumenten an Europa accessibel ginn.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Aehm. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech mengen, de Background zu dëser Ufro vun deene Gréngen, dee liwwert jo den ACTA-Traité, iwwert dee mer an deene leschte Méint scho méi ewéi eng Kéier hei an der Chamber debattéiert hunn. Mëttlerweil - wësse mer - läit deen Traité op europäeschem Plang op Äis, an et schéngt an déi Richtung ze goen, datt en neit...

► **Une voix.**- En ass gestuerwen, Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Ech hoffen, ech hoffen,...

(Interruption)

...Här President, datt e gestuerwen ass an datt also en neit Ofkommen oder nei Ofkommen ausgehandelt wäerte ginn. Mir op alle Fall als DP kënnen dat begrëssen, well mir jo och zu deene gezielt hunn an nach ëmmer zielen, déi ganz vill Problemer mat deenen Texter vun ACTA haten.

Ech mengen, problematesch si virun allem déi Elementer am Traité, déi e Bezuch respektiv Implikatiounen op den Internet an d'Netzneutralitéit hunn. Hei ass fir eis eng manifest Gefor, datt verschidde Dispositiounen zum Nodeel vum Konsument, vum eenzelne Bierger géife goen, deen den Internet benotzt. An eisen Ae war och wierklech an deenen Texter, wéi se bis elo virulouche, d'Gefor do, datt eng Dier géif opgemaach ginn, datt géif Zensur am Internet stätfannen, datt den Daterschutz och géif a Fro gestallt ginn an de fräien Zougang zum Internet. An dat wier och am Endeffekt, wann een aus ekonomescher Siicht kuckt, och net am Intérêt vun engem ganz wichtege Secteur vun der lëtzebuergescher Ekonomie, nämlech deem, deen op d'Netzneutralitéit opbaut. Ech denken do zum Beispill un d'Data-Zentren oder d'Internet-Telefonie an esou weider.

Bon, fir eis ass et also kloer, datt ACTA an d'Poubelle gehéiert an datt nei Texter mussen ausgehandelt ginn. An dat ass jo och e bëssen den Haaptproblem, datt ACTA all déi villfältig an ënnerschiddlech Facettë vun dem Droit de propriété intellectuelle, dem Droit d'auteur, der Protection de brevet ënner engem an deemselwechten Text wollt regruppéieren. Et kann een awer net zum Beispill d'Fälsche vu Luxusposchen op dëselwecht Aart a Weis behandle, a regléiere wéi Internetservicer oder wéi d'Kopéiere vu Stolträgeren. Et brauch een also onbedéngt eng sektoriell Approche fir déi verschidde Problemer, déi sech an ënnerschiddleche Beräicher vun der Propriété intellectuelle stellen.

Bon, déi gréng hunn haut besonnesch déi sektoriell Fro vum Droit d'auteur an der digitaliséierter Welt opgeworf. Permanent gi Kopie gemaaht vun Inhalter, Contenuen um Internet: Artikelen, Texter, Biller, Filmer an esou weider. Gewéinlech ginn déi fir de Privatgebrauch gemaaht, an de Consommateur denkt sech eigentlech och näischt Schlechtes derbäi.

Op där anerer Säit hu mer awer dann all déi Leit, Kënschtler, Literaten, Auteurs an esou weider, déi vum Verkaf vun hire Produité wëlle liewen an eben och fäerten duerch déi ënnerschiddlech Formen, wéi dat da ka kopéiert an da benotzt ka ginn - ech nennen dat einfach elo emol ganz simplistesesch kopéiert ginn -, datt se doduerch hire Fonds de commerce wäerte verléieren.

Ech mengen, do ass also déi kruzial Erausforderung, op déi ee muss an Zukunft Äntwerte fannen, mä déi Äntwerte sinn awer sécher aner, zum Beispill am Beräich vum Droit d'auteur, déi mer hei elo viséieren, wéi Äntwerten, déi ee muss fannen, zum Beispill bei der Fälschung, vu Kopie vu Luxusartikelen, déi op engem Schwarzmarkt verkaaft ginn.

Bon, wéi kéint eng Solutioun si bei den Droits d'auteurs? Et sinn der schonn ugedeit gi vum Interpellant. Ech mengen, et kéinte Konzepter zum Beispill vum enger Pauschalabgab oder vum enger spezifescher Flatrate gebraucht ginn. Dat si jo eng Rei Iddien, déi an de Fachkresser zirkuléieren.

Ech mengen, do soll ee keng Apriorien hunn. All déi Méiglechkeete soll een eigentlech eng Kéier genau analyséieren, studéieren. An ech mengen, dann ass et un der Politik, fir dann do definitiv adequat Äntwerten a Solutiounen ze fannen. Dat sollen och Äntwerte sinn, déi een net eleng a sengem - wéi soll ech soen? -, a sengem klengen Dëppe kacht, mä et muss ee virun allem hei och mindestens op europäeschem Plang eng Solutioun fannen, wou een dann all déi Facettë, all déi Äntwerten do ebe ka fannen.

Ech mengen: Wéi soll et elo hei zu Lëtzebuerg weidergoen? Ech hunn elo kuerz, ganz schnell, ier ech hei op d'Riederpult komm sinn, och déi Motioun vun deene Gréngen gelies, déi mer och sécherlech kënnen ënnerstëtzen. Ech mengen, datt ass eppes, woumadder mer keng Problemer hunn.

Ech wëllt just soen, datt op alle Fall och hei zu Lëtzebuerg mussen d'Droits d'auteur ënnert d'Lupp geholl ginn, datt wahrscheinlech mussen nei Texter gemaaht ginn, mä virun allem soll een awer kee lëtzebuergeschen Elenggang maachen. Et soll ee wierklech kucken, datt een dat an engem europäesche Kontext considéiert an datt een also an déi Richtung geet.

Bon, dat gesot, Här President, kënnen mer och also déi Motioun vun deene Gréngen ënnerstëtzen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech wollt fir d'Éischt natierlech dem Här Adam Merci soen, dass en déi Fro hei opgeworf huet. Ech wollt trotzdem awer eng Remarque derzou maachen. Jiddwereen, dee bis elo geschwat huet, huet gesot, dass dat eng ganz komplex Matière ass, eng villfältig Matière mat ville Facettë, um nationale Plang wéi och um internationale Plang.

Ech menge wierklech, Här President, dass esou e parlamentarescht Instrument wéi eng Heure d'actualité net dat richtege Instrument ass, fir esou eng Matière ze behandle. D'autant plus wou ech hei eigentlech net onbedéngt den Aktualitéitsulass fannen, well dat do jo e Problem ass, dee scho säit Joren elo an den zoustännege Kommissiounen an och an Europa an zu Lëtzebuerg traitéiert gëtt.

Ech hätt léiwer gehat, wann den Här Adam, dee jo e ganz fläisseg Deputéierten ass an och e kenntnisräichen Deputéierten ass,...

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här Fayot.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Ech soen lech dat éierlech, an dat soen ech och als Deputéierten.

...wann en en enger zoustännege Kommissioun, zum Beispill an der Mediëkommissioun, Kommunikatiounskommissioun oder an der Wirtschaftskommissioun, oder an deenen zwou zesummen, en Débat d'orientation préparéiert hätt mat engem seriëse Rapport, wou een dann als Chamber herno net nëmme Froe gestallt hätt, mä wou een dann eng Partie Pisten indiquéiert hätt, well ech hunn elo opmierksam gelies (veuillez lire: nogelauscht), wat souwuel den Här Adam wéi och den Här Berger an d'Madame Aehm gesot hunn, an ech hunn am Fong geholl allgemeng interessant a wichtege Considérations gehéiert, mä ech hunn eigentlech elo net onbedéngt prezis Piste fonnt, déi se proposéiert hunn, fir dass d'Regierung elo kéint handeln. Dat ass eng Remarque, fanneen ech, déi wichtege ass fir ons Aarbecht.

Här President, et ass sécher, dass et am politesche Liewen an Europa, besonnesch an deene Länner ronderëm ons, och duerch d'Entwécklung vun der Piratepartei e Mouvement gëtt, dee mat dem Wunsch zesummenhängt, fir geeschtegen Eigentum souwäit wéi méiglech direkt an och gratis fir jiddwereen iwwer Internet zougänglech ze maachen, an dass een eigentlech domadder maache kann a wëllt (veuillez lire: wat ee wëllt), op jidde Fall am private Beräich.

Ech hunn zum Beispill de Grondsazprogramm vun de Lëtzeburger Pirate vum März 2012 gelies. Do gëtt gesot, dass déi aktuell Regele vum Droit d'auteur op engem vereelste Verständnis vu sougenanntem „geeschtegen Eigentum“ - zwëschen Anführungszeichen gëtt dat dohinnergeschriwwen - baséieren, wat am Géigesaz zu enger Wëssens- an Informatiounsgesellschaft géif stoen.

An duerfir mengen ech och, étant donné dee politesche Duerchbroch vun de Piraten, ass et wichtege, dass d'Politik sech domat intensiv beschäftegt. Well fir d'LSAP, dat well ech awer hei ganz kloer soen, am Géigesaz zu deene Piraten - deenen ech d'bonne Foi net ofstreiden - ass fir d'LSAP de Schutz vu geeschtege Kreatiounen an der Literatur, an der Musek, an der Konscht, an der Wëssenschaft e Fundament vun der Utilisatioun vun de Medien an och vun allen Instrumenter, déi zur Verbreedung vu geeschtegem Eigentum bäidroen. Dëse Schutz ass per se wichtege, well hanner all Wierk e Kapp ass, een, deen eppes kréiert, a fir dee Kapp an dat Wierk brauch een an der Gesellschaft Respekt fir d'Kreatioun, an dat sinn elementar Konditiounen, fir dass iwwerhaupt eng Kreatioun statffënt, eng Kreatioun, déi den Numm verdéngt.

Sécher ass net jiddwereen, dee seet: „Elo molen ech e Picasso.“, forcéiert fir Droit-d'auteurs den Héritiere vum Picasso ze bezuelen, mä wann e Wierk fir wirtschaftlech Zwecker gebraucht gëtt, da muss natierlech dat geschützt gi fir dat, wat mat deem Wierk gemaaht gëtt.

Sécher, de fundamentale Problem ass jo deen: Wann e Student oder soss e wëssensbegierige Bierger um Internet Informatiounen sicht, wann zum Beispill och e Politiker sech informéiert, wéi den Här Adam dat jo gemaaht huet, seng Ried domat produziéiert, wann e Journalist Hannergrondwësse sicht fir seng Artikelen, a wa souguer e Kënschtler selwer wëllt wëssen, wat dann dorëmmer leeft, wat dann Neits ass, dann ass et natierlech gutt, dass all déi Wierker, déi Reflexiounen, déi Tendenzen, déi et gëtt, méiglechst fräi an offen zougänglech sinn. Ech mengen, datt ass en elementare Punkt.

D'Distinction zwëschen privat an net privat ass mir e bësse simpel, muss ech soen. Privat, een, deen doheem a sengem Zëmmerche schafft an dat just fir sech mécht, dat ass eng Saach. Mä jiddwereen, deen eng intellektuell Aarbecht mécht, deen elo zum Beispill en Artikel schreift an eng Ried hält, deen ass jo schonn net méi privat, dee geet jo schonn an den öffentliche Beräich, an dofir ass dat och e bëssen eng simpel Distinction.

Et ass natierlech eng Gratwanderung zwëschen sech inspiréieren, sech forméieren an da selwer eppes produzéieren, an zum Beispill dem Plagiat, also dem einfachen Ofschreiwen oder dem Imitéieren oder ganz einfach dem Oflieden. Souguer wann ee seet am Ufank, dat ass nëmme fir mech eleng, an da geet d'Oflieden e bësse weider, da gëtt et un de Bekantekrees ausgedeelet, da gëtt et anerer ausgesuedelet, an dann ass et am Fong geholl scho méi wéi einfach privat Utilisatioun.

Här President, ech wollt domat ophalen. Wann een...

► **M. le Président.**- Jo, well ech wollt och soen, Här Fayot, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Dat ass natierlech de Problem, Här President, wann een esou e wichtege Problem an eng Heure d'actualité



apaakt, apake wëllt, da gëtt een net fäerdeg domat.

Mä ech wollt just soen, just als leschte Saz: Wann ee selwer emol Bicher geschriwwen huet, da gesäit ee jo, wat mat deene Bicher geschitt a wéi vill domat gehandhabt gëtt ausserhalb vun deem, wat een als Droits d'auteur zegutt hätt. Dofir sinn ech der Meenung, mat allem Respekt och fir dat, wat ons Kollege virdu gesot hunn, dass mer hei am Ufank vun onse Reflexioun sinn an ech hätt gären, dass mer als Chamber vill méi seriö doriwwer schwätzen.

Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. Als leschte Riedner ass elo den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Merci, Här President. An deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech och soen, dass mer schonn eng Debatt hei an der Chamber doriwwer haten an dass mer dunn eens woren, dass mer géifen emol d'Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff ofwaarden.

An dann ass et och esou, dass d'Europäesch Parlament jo och soll de 4. Juli eng Décisioun huelen. An esou, wéi et elo ausgesäit, schéngt et net grad ganz positiv ze sinn.

Mä et muss een och festhalen, dass mer an Europa ganz verschidden Attitüde vis-à-vis vun der Protektioun vun den Droits d'auteur hunn, ob déi elo musikaesch, artistesch Produiten ugeet, oder ob et em Saache geet, déi erfondt gi si vun eenzelne Leit.

Do ass zum Beispill zu Lëtzebuerg ganz villes erlaabt, fir Downloaden ze maachen, déi privater Natur sinn an déi net kommerziell genotzt ginn. A Frankräich ass esou eppes total verbueden, a wann et kommerziell genotzt gëtt, da stinn 300.000 € Amende drop an drai Joer Prisoeng.

Et gesäit een, dass et also do an den europäesche Länner eng ganz grouss Varietéit gëtt, an do dierf ee souguer net privat eroflueden, well no der zweeter oder drëtter Kéier gëtt dat direkt scho gekuckt a kann et sanktionéiert sinn, wann do Abusé sinn.

An et ass och effektiv eng komplex Prozedur, well et gesäit een, dass déi Differenz tëschent dem Privaten an dem Kommerziellen, déi fänkt ab enger gewëssener Zuel vun Akten u ganz kloer ze ginn. Mä déi Grozon dertëscht ass juristescht net ganz kloer.

An ech mengen dat, wat ee kann dem Projet vun ACTA reprochéieren, dat ass, dass e renvoyéiert op déi eenzel national Gesetzgebungen, déi déi Konventioun sollen émsetzen. Mä wat onkloer ass a mengen Aen am Text, dat ass, ob zum Beispill déi franséisch Gesetzgebung kéint dann och zu Lëtzebuerg gëllen, dat heescht, wann een hei zu Lëtzebuerg vun engem franséischen Auteur eppes géif downloaden, ob da kéint iwwer europäesch Traitéen, iwwert d'Entraide judiciaire an esou weider hei poursuiviéiert ginn.

Mir schéngt perséinlech, dass dat net de Fall ka sinn, mä et ass kloer, dass dobaussen, soulaang wéi net déi juristescht Komponenten an Interpretatiounen vun där ACTA-Konventioun kloer sinn, dass den Ablack och d'Debatt dobaussen weider stattfënt.

Perséinlech mengen ech, dass de Projet vun ACTA, also an der Orientéierung, an der Basis gutt ass, mä dass den Text awer op verschidene Punkte misst revidéiert oder prezisiéiert ginn, esou wéi seng Interpretatioun et uelet, an dass a Fonctioun dovunner dann och gekuckt misst ginn, ob hei individuell Rechter a Fro gestallt ginn oder net.

An duerfir schéngt mer och d'Uerteel vun der Cour...

► **M. le Président.**- Här Henckes, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Voilà, an ech wäert och net, Här President, drop halen, dass meng Wieder hei elo protegéiert ginn an net dierfen downgeload ginn. Dat gesot, mengen ech awer, dass déi Debatt néideg ass, dass mer méi Prezisioun kréien, an ech ka just nuren dem Här Fayot bäiflichten, dass et besser wier, wa mer géifen am Virfeld méi Informatiounen a méi Diskussiounen dozou kréien.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deem Débat, dee mer elo hei gefouert hunn, si mer eis eigentlech alleguerten eens, zumindest an deene ganz grouse Linnen.

Mir sinn eis och eens, dass et eng ganz Rei Problemer gëtt an dass een déi muss léisen. Mä ech hunn, wéi den Här Fayot et richtig bemierkt huet, keen ee Léisungsvorschlag héieren. An dofir mengen ech wierklech, dass et wichtig an interessant wier, dass een deen dote Sujet vill méi verdéift ugeet an dass ee probéiert, Léisungsvorschläge auszeschaffen, fir déi ganz Problematik vun den Droits d'auteur ze regelen.

Dir wësst, dass d'Kommissioun scho laang sech och Kappzerbrieches mécht a leider nach keng Léisunge fonnt huet fir déi Problemer, déi hei alleguerten unhängeg sinn. Et gëtt der nämlech e ganze Koup.

Mir hunn ugefaang, wat d'Regelen ugeet fir de Commerce électronique, hu mer an der europäescher Léiglatioun een eenzegen Duerjerneen. Et ass e Patchwork vu Regeln, et gëtt keng eenheetlech Regeln. An all Land ass de Commerce électronique anescht geregelt an oft hu kleng Länner, wéi Lëtzebuerg, den Noedel, dass eben Ubidder iwwerhaupt keng Loscht hunn, déi ganz Prozeduren iwwer sech ergoen ze loosse respektiv sech an de legale Kader vun engem klengen Land wéi Lëtzebuerg eranzeschaffen.

Ech erënneren un den Droit du Consommateur, deen ee jo muss kennen, wann een hei eppes ubitt, un d'Garantie-Bestëmmungen, un d'Procédures juridiques, wann et eng Kéier zu engem Virfall kéint, zu Plainten an esou weider. Eier een also ubitt an engem Land wéi Lëtzebuerg iwwer Commerce électronique, muss ee jo dann, gradesou wéi wann een dat an Däitschland oder a Frankräich mécht, déi ganz Léiglatioun, alles dat analyséieren, fir ze kucken, wat do d'Eventualitéit sinn a fir seng Offer eben dorophin unzepassen.

Dat féiert dozou, dass mir ganz oft keng Offer hei zu Lëtzebuerg hunn, dat heescht, wann Der wëllt eppes downloaden oder eng Rees buchen oder e Frigo kafen, deemno op wéi e Site Der gitt, an där gëtt et der ganz vill, steet drop, wann Der wëllt bestellen, dass se net mat Lëtzebuerg schaffen.

Wann Der dann am Beräich sidd vun den Droits d'auteur, wou Der da bei de Lidder sidd, bei de Filmer an esou, wann dann och nach e Mensch bereet wier, säi Geld derfir ze bezuelen, fir sech e Film erofzelueden, an e kritt awer emol keng Offer, well déi einfach dat guer net hei zu Lëtzebuerg ubidden, dann ass et natierlech vill méi einfach, et geet een op Google, et sicht ee sech do de Film an et luet een e schwaarz erf.

Dat heescht, an enger éischer Phas hu mer emol e ganz grouse Problem vun Offer, déi net do ass an déi noutgedrungen och zum Deel dozou féiert, dass et zu Piratage kéint. An ech mengen, do mussen EU-wäit Regele fonnt ginn.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten hei eens, an et huet keen dat a Fro gestallt, dass d'Droits d'auteur eppes Wichtige sinn, dass de Créateur vum Film, vun der Foto, vun der Musek an esou weider, dass dat och de Propriétaire dovun ass, an dass et net um Consommateur ass fir ze décidéieren, dass dat, wat deejéinege geschaf huet, dass dat gratis ze sinn huet.

Ech mengen, dass mer eis do eens sinn. Mir hunn och eng Verfassung an deem Land, wéi an anere Länner och, an do ass den Droit de la propriété am Artikel 16 verankert, an do kann een net soen, just well et em Numérique geet, géllt deen net. Et ass och finalement e ganz einfache Punkt vun..., eng Fro vu Respekt virum Kënschtler, virum Créateur vun där Œuvre.

Dir hutt virdrun ugeschwat, Här Adam, Filesharing an Uploading. Filesharing an Uploading ass, wann Der et net selwer kreéiert hutt, wat Der upgeload hutt oder wat Der sharé wëllt, dann ass et och Piratage, ganz banale Piratage. Well wann ech higinn an ech maachen, ech hunn ee Lidd erofgelueden, wat ech och bezuelt hunn, an Dir hutt eent erofgelueden, wat Dir bezuelt hutt, a mir tauschen dat, dann ass dat jo net, wéi wann ech lech main Handy ginn an Dir gitt mir Ären. Et ass net esou, dass ech dann nach ëmmer nëmmeen een Handy hunn an Dir hutt nëmmeen een.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Dir hutt net verstan.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech si jo nach net fäerdeg, Här Braz.

(Hilarité)

Dir hutt Äert Lidd, dat behaalt Der, well et jo Numérique ass. Dir schéckt mir zwar eng Kopie dovunner, mä Dir behaalt et an Dir kritt dat, wat ech hunn. Dat heescht, mir hunn dann alleguerten zwee...

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Ech hunn lech verstanen, Här Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Voilà, wa mer dat also onendlech weidermaachen, a vu dass...

► **Une voix.**- E Beispill vu solidarescher Economie.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Gelif?

► **La même voix.**- Dat ass e Beispill vu solidarescher Economie.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Heescht dat, dass Der dofir sidd?

► **Une autre voix.**- Neen, dann net.

(Hilarité)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech wëll just drop opmierksam maachen, dass dee Filesharing dozou féiert, wann een et à l'absurde kuckt, dass et dozou féiert, dass nëmmeen een Einzegen eng Œuvre muss bezuelen an herno all Mënsch kann dovunner profitéieren. Datselwecht géllt fir den Uploading, wou een dann eng Œuvre keeft an déi dann op ee Site setzt, déi dann accessibel ass vu jidderengem, fir ebe sech do déi Œuvre unzucken oder erofzelueden oder wéi och ëmmer. Wéi gesot, dass ass fir mech och carrément eng Fro vu Piratage a mir mussen déi dote Saachen an Zukunft léisen.

Et gëtt awer och eng Rei Virschléi, déi am Raum stinn, wéi een déi dote Problematike kéint léisen, wéi een och déi ganz Droit-d'auteurs-Geschichte kéint vereinfachen. Do ass ënner anere - ech mengen, Dir hat et ugeriet - déi Flatrate-Propositioun, wou een eigentlech, esou wéi bei enger Pay-TV, am Mount e Montant x bezilt an da kann een eroflueden esou vill wéi ee wëllt.

Dat bréngt awer immens vill Problemer mat sech. Dat bréngt immens vill Problemer mat sech, déi net gekläert sinn. Éischtens emol, déi Flatrate, déi géllt jo dann net, wann Der hei bei d'Télee vun der Post gitt, da géllt déi jo net just ebe fir déi Offer, déi d'Post mécht, mä déi Flatrate géllt fir de gesamten Internet. Dat heescht, dass misst jo da schonn emol weltwäit geregelt ginn, wou, wéi déi Flatrate ass, wéi héich déi ass, wien déi muss bezuelen, ënner wéi enge Konditiounen se bezuelt gëtt a wéi déi Suen herno verdeelt ginn. Dat ass deen ee Punkt.

Deen anere Punkt ass awer deen - et ass méi e psychologescht -: De Consommateur, dee seet sech, ma ech hu jo elo meng, ech soen elo, 20 Euro de Mount, wou ech Flatrate bezuelen, also kann ech um Internet alles eroflueden, wat ech wëll, et ass jo alles gratis. A la limite wär dat souguer richtig, mä de Consommateur mécht da ganz schnell keen Ennerscheid méi, wat en erofluet, ob dat, wat en erofluet, och legal ass oder illegal ass. Well dat ass en zweete Volet, deen dobäikéint. Ofge-

sinn dovunner, dass Der natierlech de Business-Modell vun enger ganzer Rei Gesellschaften, déi dat alles legal maachen, wéi zum Beispill iTunes, deen ass dann definitiv dout.

An da kënnt nach de Problem derbäi, wann Dir d'Télee vun der Post hutt, fir elo Reklamme ze maache fir e Betrib, mat deem ech ze dinn hunn...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Mat Enovos-Stroum bedriwwen...

(Hilarité)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Mat Enovos-Stroum bedriwwen, voilà, an iwwer Creos-Leitunge gëtt et bruecht, voilà. Elo hu mer se alleguerte genannt.

Wann ech d'Télee vun der Post hunn, Här Braz, dann hunn ech main Abonnement bezuelt a meng Télee steet bei mir doheem. Wann ech awer eng Flatrate um Computer hunn, dann hunn ech... zum Beispill sinn ech an engem Betrib, wou 500 Leit schaffen, 500 Leit op Computeren, déi hunn een Internet-Accès. Déi bezuelen also eemol déi Flatrate a jiddwereen, deen do schafft, luet sech do gratis erf, wat e wëllt. Och do kréie mer e Problem fir dat doten... Ech soe jo net, Dir hätt dat gefuerdert, duerfir musst Der net mam Kapp rëselen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Neen.

(Hilarité)

Dir gitt an Detailer, déi keen esou gesot huet.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Gelif?

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Dir erkläert elo Detailer, déi keen esou gesot huet. Ech hunn effektiv de Begrëff Flatrate...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech soen lech jo net nach eng Kéier dat, wat Dir selwer gesot hutt, soss braucht Der mech jo hei net. Soss hätt ech elo scho laang kéinten doheem sinn.

(Hilarité)

Soss hätt ech elo scho laang kéinten doheem sinn. Ech wëll just d'Problematik, well et wierklech eng komplex Problematik ass, a kuerze Wieder erklären.

► **Une voix.**- Ech verstü guer näischt.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Fir dat doten also ze regelen, fir ze kucken - dat ass nämlech dee leschte Punkt, deen ech wollt an deem dote Beräich soen -, elo misst Der jo, fir dat e bësche gerecht dann ze maachen, och kucken, wien huet da wéi vill erofgelueden, fir kënnen ze soen, wat en herno facturéiert kritt. An da komme mer ganz schnell op dee System „Hadoopi“ a Frankräich, respektiv „Three strikes law“ an England, wou effektiv kontrolléiert gëtt, wien dann elo wat erofluet. An ech mengen, dass ass eppes, wat mer definitiv hei am Land net wellen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Richteg, Här Minister.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Mir wellen dat net, well dat do geet an d'Privatsphär eran. Ech wëll net, dass een anere weess, wat ech vum Internet erofgelueden hunn, soit dass dat elo net esou schlëmm wär, dass net jiddwereen et kéint wëssen.

(Brouhaha)

Mä ech mengen, den Här Lux huet Zweifel, den Här Lux huet Zweifel...

(Hilarité)

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Elo hutt Der ze vill oder net genuch gesot.

(Hilarité)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech verdéiwen dat net weider, Dir hutt mech verstan.

En anere Léisungsvorschlag oder en anere System, deen am Fong an den USA géllt, dat ass dee vum „fair use“, wou eigentlech keng Pursuité géint Leit gemaach ginn, déi eppes eroflueden, wou se kengem elo een direkte Schued domadder maachen, respektiv wou e Verbuert, fir dat erofzelueden, démesuréiert wär. An dat ass am Fong e System, deen eisem ganz no kéint.

Dir hutt virdu meng Aussoen an der Kommissioun deemools zu ACTA, hutt Der zitéiert, wou ech gesot hunn, dass am Fong geholl dat jo hei net bestrooft gëtt, wann ee sech hei eng Kéier e Lidd erofluet. Mä et ass effektiv esou, dass eist

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzeburger Journal, Zeitung vum Lëtzeburger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Gesetz - e ganz staarkt Droit-d'auteurs-Gesetz hu mer hei -, an dass dat och verbitt, fir schwaarz erofzelueden, mä et ass awer och esou, dass keng Poursuît geholl ginn, an dat steet am Gesetz, wann dat net bewusst geschitt ass, de manière méchante et frauduleuse. An ech mengen, do si mer an enger Situatioun, wou deejéinegen, dee sech eng Kéier e Lidd erofluet oder e Film, do ass dat relativ schwéier nozeweisen - dass dat, bon, bewusst wuel, mä méchant et frauduleux, déi dräi Kritäre kombinéiert si relativ schwéier nozeweisen -, a féiert och derzou, dass mer eigentlech keng Prozeser an där dote Geschicht hunn.

Da vläicht nach e Wuert zu ACTA. Dir hutt gesot, dass ACTA dout ass. Ech mengen, dass dat effektiv de Fall wäert sinn. ACTA hätt géigeniwwer dem Lëtzebuurger Recht, an ech soen dat nach eng Kéier hei, zu kengen Ännerunge geféiert fir d'Lëtzebuurger Législatioun. Et ass awer esou, dass ACTA och ee sännvolle Volet hat. ACTA huet nämlech zwee Voleten! Deen een ass dee vun den Droits d'auteur, wou mer eis eens sinn, dass dat dout ass, an dass dat, esou wéi et virgisi war, immens komplizéiert an net duerchféierbar gewiescht wär.

Mä en huet awer een zweete Volet, nämlech dee vun der Contrefaçon. An dat ass awer een, deen eiser europäescher Economie immens vill Problemer mécht, an duerch ACTA hätte mer ee fir allemol d'Méiglechkeet gehat, fir, wann europäesch Betriber léseiert sinn, well iergendwou am Maroc e Betrib eppes kopéiert, wat hei enger europäescher Industrie gehéiert, dass eben doduerch, dass de Maroc deen ACTA mat ënnerschriwwen hätt, dass een do eng Handhab gehat hätt, fir déi unzesichen, fir déi dozou ze verkloen, éischters domadder opzehalen an zweetens Schuedenssaz ze bezuelen.

Elo, doduerch dass ACTA eben net kënnt, geet dat doten net. Dat heescht, dat géllt natierlech och fir China a fir aner Länner. Dat heescht, mir kréien d'Contrefaçon, déi dräistellig Milliardebeträg d'europäescher Economie all Joer kascht, déi kréie mer doduerch net an de Grëff. Wéi gesot, ech ginn dovunner aus, de 4. Juli am Europaparlament, dass den ACTA-Projekt duerchfällt. Ech ginn och dovunner aus, dass d'Europaparlament net waarde wäert op den Avis vun der Cours de justice europäenne, mä ech mengen, finalement, dass een ACTA hätt missen an zwee Voleten opdeelen, nämlech den Droit d'auteur...

(Interruption)

Mindestens zwee, et hätt een nach kéinte méi detailléieren. Mä d'Contrefaçon, dass een do awer nach eng Kéier drop zréckkënnt, mengen ech, wär hei am Haus d'Iddi gedeelt, dass dat absolut sännvoll wär.

Da wollt ech nach kuerz op déi verschidde Froen agoen, déi gestallt gi sinn, speziell vum Här Adam. Bon, déi éischt war déi, Dir hutt gesot, mir mussen eng Reform hu vun den Droits d'auteur. Do ginn ech lech Recht, sinn awer der Meenung, mir mussen déi Reform op europäeschem Niveau maachen. Mir mussen lues a lues probéieren eis do erunzeschaffen, well wa mir elo erëm eng maachen, a Frankräich huet erëm eng aner an déi Däitsch erëm eng aner, dat hëlleft eis alles guer näischt!

Et ass en extrem komplexen Dossier, en huet 100.000 Facetten, en huet immens vill Acteuren an domat och immens vill Lobbyisten, déi natierlech an hirem Intérêt probéieren zu Bréssel déi Saachen ze bremsen oder virunzebréngen, esou wéi et se grad arrangéiert.

Dir hutt dräi Sujeten ugeschwat, wou ech lech ka soen, dass mir do derfir sinn. „Open access“, „creative commons“, „open data“, ass alles guer keen Thema, dat ënnerstëtze mir.

Dir hutt iwwert de Règlement grand-ducal geschwat, dee feelt, wat d'Copie privée ugeet. Do ass et esou, dass mer elo op d'Kommissioun waarden, well d'Kommissioun gemierkt huet, dass dat och en extrem komplexe Sujet ass. An d'Kommissioun huet e Médiateur agesat, deen eben elo soll probéieren dat do op europäeschem Plang ze harmoniséieren, fir dann op där Basis..., dass dann op där Basis all Land säi Règlement ka maachen, a mir waarden, wéi gesot, dorobber. Mir schaffen och do mat drun. An dann, soubal déi do ass, maache mer och deen dote Règlement grand-ducal. Mä och hei géllt: Fir hei op nationalem Plang eleng eppes ze maachen an engem weltwäiten Dossier, dat ass net ganz sännvoll.

Da wollt ech nach zu Ärer Motioun soen: Dir hutt am éischte Punkt gefrot, dass d'Regierung e Forum de discussion ënnerstëtzt, fir déi ganz Problematik ze diskutéieren. Ech wëll lech hei just op deser Plaz drun erënneren, wann Der e

bësse suivéiert, wat de Wirtschaftsministère esou mécht am Beräich Propriété intellectuelle, dass mer där Forumen do permanent hunn, dass mer also fir all Diskussioun ëmmer op waren, dass mer déi och ëmmer gesicht hunn.

An da wëll ech awer och, fir lech dat ze soen, Här Adam, drun erënneren, dass mer viru Kuerzem eis Journée de la propriété intellectuelle haten, wou ënner anerem och iwwer „open access“, „creative commons“, „open data“ an esou weider geschwat ginn ass.

(Interruption)

A wann Dir do gewiescht wiert oder soss een honorabelen Deputéierten, déi invitéiert waren, dann hätt Der gewosst, dass dat schon alles leeft, an dann hätt Der dat net missen...

(Interruption)

Gelift?

► **M. Eugène Berger (DP).**- Mir hunn esou e chargéierte Programm, Här Minister. Mir kënnen net iwwerall sinn.

(Interruption)

► **Une voix.**- Sot näischt!

► **Une autre voix.**- Hätte mir Är Zäit!

(Hilarité)

► **Une troisième voix.**- Kommentéiert dat do guer net!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här Berger, ech weess, wéi beschäftegt dass Dir sidd als Deputéierten. Ech hunn de vollste Respekt derfir. Ech wëll lech hei just soen, dass doduerch, dass Der net konnt do sinn, Der eben net konnt matkréien, dass mer do ganz positiv deem géintiwuer stinn an deen éischte Punkt vun Ärer Motioun also doduerch och iwwerflësseg ass.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Ooohhh.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Dann hutt Der...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Oh, elo geet dat lass! Oh Mamm!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här Braz, nach zwee Punkten, da sinn ech duerch. Dann den zweete Punkt...

► **M. Eugène Berger (DP).**- Eben dowéinst wiert et jo iwwerhaapt noutwendeg, nach eng Kéier an der Chamber deen Débat ze féieren, well mer net d'Geleeënheet haten, op där...

► **Une voix.**- Ooohhh!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här Berger, de Minister steet der Chamber esou oft zur Verfügung, wéi d'Chamber de Minister invitéiert heihin ze kommen.

► **Une voix.**- Wann en am Land...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Gelift?

► **La même voix.**- Wann en am Land ass!

(Hilarité et interruption)

► **Une autre voix.**- Loosst Ich net oflenken, Här Minister!

► **M. le Président.**- Här Minister, fuert Dir virun.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech kucken emol hei op meng Zäit. Oh Mamm, et ass net méi gutt.

► **M. le Président.**- Dir sidd am giele Beräich!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech sinn am giele Beräich, awer net méi am gréngen.

(Hilarité)

Gutt! Dann hutt Der gesot gehat, mir sollen eis op EU-Niveau engagéieren, fir eben déi Droit-d'auteurs méi équitabel ze gestalten. Dat si mer amgaangen, dat maache mer, op all guddem Conseil wou doriwwer geschwat gëtt.

Ech wëll lech och dann hei soen, dass am Juli eng Direktiv erauskënnt, ebe genau an deem dote Beräich, fir d'Harmonisatioun vun de Sociétés de gestion collective emol op europäeschem Niveau hinzekréien, well där ginn et der Honnerten, déi alleguerte verschidden Uspréich hunn, verschidde Fonctionnementen hunn. Also ass dat do elo eng Direktiv, déi nach soll am Juli erauskommen. Dat ass also dat, wou mer op europäeschem Niveau dru schaffen.

An dann hutt Der gesot - deen drëtten Punkt -, dass mer och solle kucken, eben dee ganze Beräich weider ze développéieren an och Retombées op Lëtzebuerg ze kréien. Do wëll ech lech

Sommaire des séances publiques nos 33 et 34

Constitution d'un Comité de discipline	p. 419
Résolution de M. André Bauler relative à l'exploration par la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports de la possibilité de la mise en place d'un projet pilote d'une école fondamentale bilingue offrant une alphabétisation en français et en allemand	p. 419
6385 - Projet de loi relatif à la rénovation de l'Athénée de Luxembourg	p. 419-422
Débat de consultation au sujet du concept de mobilité et du tram dans la ville de Luxembourg	p. 422-434
Communications	p. 435
Institution et composition d'une délégation internationale	p. 435
6446 - Proposition de loi relative à la modification de l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire	p. 435
Ordre du jour	p. 435
6334 - Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro;	
6405 - Projet de loi portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles	
et	
6406 - Projet de loi relative	
(1) à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité;	
(2) à certaines immunités du mécanisme européen de stabilité et de la banque européenne d'investissement	
et	
(3) modifiant la loi modifiée du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro	p. 436-444
6319 - Projet de loi:	
- portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé;	
- portant modification de la loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières;	
- portant modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé	p. 444
6342 - Projet de loi modifiant 1. la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments; 2. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments	p. 444-446
6353 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2010-2011)	
Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale	p. 446-456

just drun erënneren, dass de gesamten ICT-Beräich ee vun eise véier Hauptsecteuren ass, déi mer wëllen zu Lëtzebuerg développéieren, wat eis Economie ugeet.

A vu dass Der jo den Artikel am „Forum“ gelies hutt - Dir hutt dee jo zitéiert -, dann hutt Der gemierkt, dass mäin Direkter, dee fir d'Propriété intellectuelle zoustänneg ass, do e laangen Artikel doriwwer geschwat (veuillez lire: geschriwwen) huet, wéi mer dat dote genee wëllen hikréien. Dofir, mengen ech, esou leed wéi et mer deet, dass Är Motioun eigentlech iwwerflësseg ass,...

(Interruption)

...well mer alles dat, zu deem Der eis invitéiert, schon amgaange sinn ze maachen.

Merci.

► **M. le Président.**- Sou! Merci dem Här Minister. Ech géif proposéieren, dass mer muer géifen iwwert d'Motioun ofstëmme.

(Interruption)

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Parole après ministre.

► **M. le Président.**- Här Adam, Dir hutt eigentlech schon d'Zäit, souwuel vun Ärer Interventioun wéi... Dann elo nach ganz schnell!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Jo! Och vun der Plaz aus. Ech bedauern et, éischters, datt, besonnesch bei der sozialistescher Partei, ëmmer meng Motioun superféatoire sinn. Ech gesinn awer e grouse Widdersproch, Här Minister. Engersäits wërf den Här Fayot mer vir, an Dir sot et selwer,...

► **Une voix.**- Jo. Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- ...datt mer net mat Léisungsvirschléi kommen.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Mä déi dote kenne mer. Déi si mer amgaangen ze maachen. Dir musst neier bréngen.

► **Une voix.**- Dir musst neier bréngen!

(Hilarité)

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Ech mengen, datt et net un der Oppositioun ass, fir mat fäerdege Léisungsvirschléi ze kommen, mä et ass, fir op Problemer opmierksam ze maachen. An ech hätt mer gewënscht, grad wéi den Här Fayot, datt mer eng länger Diskussioun kréien. Da géif ech fannen... Fir Minimum géif ech mer dann erwaarden, fir d'Motioun mat an d'Kommissioun ze huelen, fir déi Punkten ofzehaken.

Dir sot eis, Dir hätt dat alles schon am Grëff. Do hunn ech meng Zweifel. Mä maacht...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech hunn net behaupt, mir hätten alles am Grëff. Ech hu just gesot, dass mer op all deene Punkten do aktiv schaffen. An ech hunn och net gefuerdert, dass Dir fäerdege Léisungsvirschléi bréngt, mä ech wier frou wann Der emol iwwerhaapt ee géift bréngen, dee mir net scho kennen.

(Hilarité)

Da géif ech och ganz gären eng Kéier zréckkommen, och an d'Kommissioun, fir déi mat lech ze diskutéieren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech soen lech Merci.

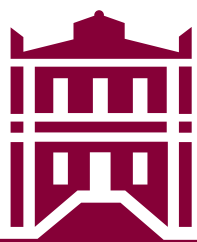
► **M. le Président.**- Merci, Här Minister. Keen huet alles am Grëff. Domat wier dese Punkt ofgeschloss.

(Hilarité)

A mir sinn och gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. An d'Chamber kënnt muer um 2 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 20.16 heures)



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1940	François Bausch	Conventions de non double imposition
1968	Fernand Kartheiser	Enseignement de l'astronomie
1995	Raymond Weydert	Évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (SUP)
2000	François Bausch	Établissement par la Cargolux de sociétés aux îles Vierges britanniques
2034	Fernand Kartheiser	Boeing 747-200 stationnant au Findel depuis 2008
2037	Camille Gira	Uranium naturel dans l'eau potable
2038	André Bauler	Réfection du CR351 entre Diekirch et Erpeldange
2049	Jean Colombero	Possibilité du condamné de s'enfuir à l'étranger entre le verdict et le jugement en appel
2053	Serge Wilmes	Réglementation des professions sociales
2058	Jean Colombero	Système de droits des patients en Basse-Autriche
2059	François Bausch	Législation concernant les «Pedelecs»
2060	André Bauler	Nouvelles pharmacies
2061	Claude Adam	Processus de Bologne
2062	Eugène Berger	Bilan de la campagne de sensibilisation «littering» pour les années 2010 et 2011
2063	François Bausch	Couloir pour bus à la hauteur de la sortie 8 de l'autoroute A1
2064	Fernand Kartheiser	Mendicité
2065	André Bauler et Fernand Etgen	Centre d'intervention principal (CIP) à Diekirch
2066	Jean Colombero	Méthodes de paiement dans les parkings des hôpitaux
2067	Claude Adam	Réaménagement du Château de Schoenfels
2068	Marcel Oberweis	Impact des lignes à haute tension sur l'organisme humain
2069 cf. 2079	Eugène Berger	Pollution du ruisseau «Bibeschbaach»
2070	Eugène Berger	Augmentation du trafic dans les communes limitrophes du Centre Logistique de Bettembourg
2071	Anne Brasseur	Conseil d'administration de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis
2072	Viviane Loschetter	Besoin d'autorisation parentale pour un enfant mineur voyageant en compagnie de sa mère ou de son père
2073	Jean Colombero	Tunnels Gousselerbiérg et Markusbiérg
2074	Fernand Kartheiser	Autorisations d'établissement en relation avec une activité de commerce limitée aux foires, marchés et braderies
2075	Fernand Kartheiser	Risques pour l'État luxembourgeois liés au groupe résiduel Dexia
2076	Claude Adam	Offre actuelle et future de logements pour étudiants de l'Université du Luxembourg
2077	François Bausch	Liaisons ferroviaires entre le Luxembourg et l'Allemagne
2078	Félix Braz	Convention contre la cybercriminalité du Conseil de l'Europe

2079 cf. 2069	Camille Gira	Pollution du ruisseau «Bibeschbaach»
2080	Claude Adam	Taux des prêts accordés aux étudiants dans le cadre de l'aide financière pour études supérieures
2081	Claude Adam	Chiffres et statistiques quant au nombre des jeunes résidents luxembourgeois qui fréquentent des écoles dans nos pays voisins
2082	Fernand Etgen	Grève des enseignants de l'école militaire
2083	Carlo Wagner	Augmentation du taux d'impôt sur les pensions des vigneron
2084	François Bausch	Augmentation de capital de la banque résiduelle Dexia
2085	Claude Haagen	Palais de Justice de Diekirch
2086	Claude Haagen	Nombre de magistrats du tribunal d'arrondissement de Diekirch
2087	Claude Haagen	Appel d'offres pour un marché conjoint de fourniture d'électricité des bâtiments publics
2088	Jean Colombero	Suppression de l'abattement agricole et sylvicole
2089	Claude Haagen	Webcams à usage externe
2090	Jean Colombero	Enfants atteints d'autisme ou du syndrome d'Asperger
2091	Marcel Oberweis	Production décentralisée d'énergie
2092	Fernand Etgen	Administration des Contributions directes
2093	Jean Colombero	Implantation d'une compagnie aérienne à bas prix au Findel
2094	Jean Colombero	Libre choix des soins de santé
2095	André Bauler	Analyse approfondie de la réforme de l'école fondamentale
2096	Jacques-Yves Henckes	Indemnités des remplaçants dans l'enseignement fondamental
2097	François Bausch	Stratégie «Mobilité durable» et délégués communaux aux transports publics
2099	Henri Kox	Potentiel économique du cyclotourisme
2101	Josée Lorsché et Camille Gira	Projet Livange
2102	Eugène Berger	Licence accordée par la Fédération luxembourgeoise de Boxe à un sportif britannique
2103	Claudia Dall'Agnol	Avis d'orientation du conseil de classe
2105	André Bauler et Carlo Wagner	Règlements relatifs à la substitution de génériques aux médicaments classiques
2106	Fernand Kartheiser	Moto tourisme
2107	Fernand Kartheiser	Lutte contre la fraude organisée, la fraude fiscale et sociale et la fraude aux allocations et aux aides sociales
2108	Serge Wilmes	Inscription d'office des résidents communautaires sur les listes électorales des élections communales
2109	Jacques-Yves Henckes	Nomenclature des actes et services médicaux
2110	Claude Meisch	Projet «Wickrange»
2111	Jean Colombero	Évolution du commerce électronique
2112	Fernand Kartheiser	Paquet fiscal de l'Union européenne

Question 1940 (16.2.2012) de M. François Bausch (*déi gréng*) concernant les conventions de non double imposition:

Depuis son engagement à appliquer le standard international de l'OCDE en matière de transparence et d'échange de renseignements fiscaux, pris en mars 2009, le Luxembourg a renégoié 13 conventions de non double imposition. Sur les 68 accords conclus en tout, 25 seulement comportent des mécanismes d'échange de renseignements complets ou équivalents à l'article 26 du modèle de convention fiscale de l'OCDE.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Est-ce que le Gouvernement s'est doté d'un calendrier de (re-)négociation des accords de non double imposition en matière de transparence et d'échange de renseignements en vue de se conformer entièrement au standard OCDE? Le cas échéant, quel est ce calendrier et quels sont les pays avec lesquels des accords sont d'ores et déjà en stade de (re-)négociation?
2. Depuis que les accords disposant du nouveau standard sont en vigueur, quel est le nombre des demandes d'entraides judiciaires parvenues au Luxembourg et quel est leur pays d'origine?
3. Quelles suites ont été réservées aux différentes demandes? Est-ce que le Luxembourg

a pu donner entièrement satisfaction aux demandes d'information? Le cas échéant, quels sont les obstacles majeurs qui empêchent l'échange d'informations de façon satisfaisante?

Réponse (26.6.2012) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

Depuis que le Luxembourg a retiré sa réserve au sujet de l'article 26-5 du modèle de convention fiscale de l'OCDE, il s'est chargé à contacter tous ses partenaires conventionnels afin de renégocier les conventions préventives de double imposition. Le Luxembourg ne s'est cependant pas doté d'un calendrier spécifique de renégociation.

Le stade actuel des demandes de (re-)négociation avec les différents États se présente comme suit:

- États avec lesquels des accords additionnels ont été paraphés, signés ou ratifiés:

Allemagne, Arménie, Autriche, Bahreïn, Barbade, Belgique, Corée du Sud, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Hong Kong, Île Maurice, Inde, Islande, Italie, Japon, Kazakhstan, Macédoine, Malte, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie.

- États avec lesquels les négociations sont en cours:

Albanie, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Irlande, Lettonie, Lituanie, Malaisie, Maroc, Mongolie, République Tchèque, Vietnam.

- États qui n'ont pas encore réagi à ce jour à notre demande de (re-)négociation:



Chine, Émirats Arabes Unis, Grèce, Indonésie, Kirghizstan, Koweït, Moldavie, Ouzbékistan, Slovaquie, Thaïlande, Tobago, Trinidad, Tunisie.

- États avec lesquels de nouvelles conventions bilatérales contenant les dispositions de l'article 26-5 ont été paraphées, signées ou ratifiées:

Arabie Saoudite, Arménie, Bahreïn, Barbade, Croatie, Inde, Liechtenstein, Monaco, Oman, Panama, Qatar, Seychelles, Sri Lanka, Tadjikistan.

- États avec lesquels les négociations en vue de nouvelles conventions bilatérales sont encore en cours de négociations:

Égypte, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Serbie, Syrie.

En application de l'article 26-5 du modèle de convention fiscale de l'OCDE, 150 demandes nous ont été adressées en vue d'un échange de renseignements fiscaux. Parmi l'ensemble de ces demandes, 56 ont pu être clôturées alors que 94 sont encore en cours de traitement. Ces demandes provenaient de l'Italie, de la Lettonie, de l'Islande, de l'Allemagne, du Danemark, de l'Espagne, de la Finlande, de la Suède, de la France respectivement des Pays-Bas.

De l'ensemble des dossiers clôturés, tous ont donné lieu à un échange de renseignements.

Question 1968 (28.2.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'enseignement de l'astronomie:

L'importance de l'astronomie dans l'enseignement est incontestée. Des connaissances sur l'univers et notre système solaire en particulier contribuent de façon importante à la réflexion sur l'importance et le rôle de l'être humain, ainsi que sur des questions philosophiques, scientifiques, religieuses, écologiques.

L'astronomie en tant que telle n'est pas une branche d'enseignement dans les écoles luxembourgeoises, contrairement à la pratique dans quelques États étrangers. Néanmoins des questions touchant à l'astronomie peuvent être abordées dans des cours de physique ou de géographie. En outre, des associations sans but lucratif, telle que l'Association luxembourgeoise des astronomes amateurs offrent de se déplacer dans les écoles pour familiariser les élèves avec cette science.

Dès lors, la question se pose de quelle façon et dans quelle mesure l'État veut favoriser l'enseignement de l'astronomie dans le système scolaire luxembourgeois. À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et à Madame la Ministre de la Culture:

1) Dans quelle mesure, dans quelles branches et à quels niveaux des sujets touchant à l'astronomie sont-ils enseignés dans le système éducatif luxembourgeois? Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer l'enseignement de l'astronomie, par exemple dans le cadre des réformes envisagées dans l'enseignement secondaire?

2) Le Gouvernement favorise-t-il l'intervention d'experts externes ou d'associations d'amateurs astronomes dans les écoles pour familiariser les élèves avec l'astronomie? Les écoles disposent-elles de moyens budgétaires pour couvrir les dépenses liées à de telles interventions? Si non, le Gouvernement est-il prêt à intervenir pour couvrir de telles dépenses?

3) Le Gouvernement soutient-il des associations actives dans le secteur de l'astronomie, par exemple par le moyen de subsides? Si oui, à quelle hauteur? L'État est-il disposé à renforcer son soutien à des associations actives dans le domaine de l'astronomie?

Réponse commune (29.6.2012) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, et de Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture:

Ad 1)

En ce qui concerne le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, il est vrai que l'astronomie ne figure pas en tant que telle comme branche particulière dans l'horaire des classes ni de l'école fondamentale ni de l'enseignement secondaire.

Pourtant des aspects concrets émanant du domaine de l'astronomie sont traités au sein des branches comme les sciences naturelles et la géographie. Pour ne citer que quelques exemples concrets, en géographie, dans le cycle inférieur du secondaire et du secondaire technique, des leçons portant sur notre système solaire, la Terre comme planète bleue, la Révolution terrestre qui donne naissance aux saisons figurent au programme. Toujours en géogra-

phie et en physique, au niveau des classes supérieures, la question des variations de l'ensoleillement qui entraînent les différentes zones climatiques à la surface terrestre, ou encore la gravitation universelle et les phases lunaires qui donnent naissance aux marées tablent sur des connaissances de base en astronomie.

Les services du MENFP soutiennent toutes les demandes ainsi que les efforts d'intervenants scientifiques extérieurs au monde scolaire, afin qu'ils puissent dispenser leurs compétences, c'est-à-dire leurs connaissances et savoir-faire au profit de tous les élèves de nos écoles. À ce sujet, il serait opportun que les associations telles que les amateurs astronomes développent une offre concrète adaptée aux besoins éventuels des différents niveaux d'âge de nos élèves.

Au niveau du Ministère de la Culture, la promotion de l'astronomie se fait avant tout par le biais du Musée national d'histoire naturelle, MNHN.

Ad 2)

«Intervention d'experts externes dans les écoles pour familiariser les élèves avec l'astronomie».

Dans ce contexte, le Musée national d'histoire naturelle est actif à plusieurs niveaux:

1. Séances d'astronomie au «Natur musée»

Le service éducatif du MNHN propose dans le cadre de ses séances pédagogiques une unité intitulée «Eng Rees duerch eise Sonnesystem» consacrée aux phénomènes et éléments de notre système solaire. Cette unité est destinée aux classes des cycles 3.2, 4.1 et 4.2. En moyenne, une quinzaine de classes s'inscrit par an à cette activité.

Des séances d'astronomie destinées aux classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire sont en cours de préparation.

Sur demande, le MNHN peut proposer, essentiellement à des classes de l'enseignement secondaire, des visites thématiques consacrées à l'astronomie.

Le «festival des sciences», organisé tous les deux ans, accueille dans ses ateliers consacrés à l'astronomie de nombreuses classes scolaires.

Les activités proposées ci-dessus sont facturées par le MNHN suivant ses tarifs en vigueur.

2. Intervention d'experts externes dans les établissements scolaires

Sur demande, le MNHN peut participer à des journées ou semaines thématiques consacrées aux sciences naturelles en général ou aux sciences de l'espace en particulier, qui sont organisées par les établissements scolaires.

Dans la mesure de ses disponibilités (essentiellement en personnel), le MNHN propose des séances de planétarium, des conférences thématiques ou des soirées d'observation du ciel nocturne.

Exemples:

- en 2011, à l'occasion de la «semaine de l'espace» à l'école fondamentale de Larochette, le MNHN a organisé des séances de planétarium pour l'ensemble des classes.

- en 2012, séances de planétarium pour les classes de l'école fondamentale de Hobscheid à l'occasion de la «semaine de la science».

Les activités proposées ci-dessus sont facturées par le MNHN suivant ses tarifs en vigueur.

3. Promotion de l'astronomie «événementielle»

À l'occasion d'événements astronomiques particuliers, le MNHN organise des activités destinées aux établissements scolaires. La participation à ces activités est généralement gratuite.

Exemples:

Transit de Vénus en 2004:

- encadrement par des experts du MNHN des activités d'observation de l'école primaire de Schifflange;

- encadrement des activités d'observation sur le site du Campus Geesseknäppchen et présentation d'une conférence au sujet du transit de Vénus pour les classes scolaires.

Année internationale de l'astronomie en 2009:

- organisation d'un grand concours d'astronomie destiné aux cycles 3.2, 4.1 et 4.2 de l'ensemble des établissements de l'école fondamentale avec au final une participation de 45 classes;

- organisation d'un grand quiz d'astronomie destiné à l'ensemble des classes de l'enseignement secondaire avec au final la participation d'une trentaine de classes.

Ad 3)

«Soutien aux associations actives dans le secteur de l'astronomie»

Le Ministère de la Culture, à travers le MNHN, peut soutenir, sur demande de leur part, des associations qui ont pour objet l'astronomie. Comme pour toutes les subventions, l'octroi d'une aide étatique se fait en fonction de la qualité des projets pour lesquels le soutien est demandé et en fonction du respect des procédures imposées par l'État en cette matière.

Plus particulièrement, le Ministère de la Culture accorde par le biais du budget du MNHN un subside annuel à l'association des «Astronomes Amateurs du Luxembourg, AAL», à côté de l'aide en nature et en activités par le MNHN.

Les montants des subsides payés au cours des dernières années sont à considérer comme une participation aux frais de fonctionnement tout comme une participation aux frais des activités de l'association. La hausse de la subvention annuelle à partir de l'année 2009 s'explique par le fait que l'association a notablement élargi ses activités, notamment dans le contexte de l'Année internationale de l'astronomie 2009 et du 40^e anniversaire de l'AAL.

Les paiements des dernières années ont été:

2011:	1.000 euros
2010:	1.000 euros
2009:	1.000 euros
2008:	500 euros
2007:	500 euros
2006:	500 euros

D'autres aides indirectes (et non chiffrables) accordées par le MNHN au profit de l'AAL sont notamment:

- aide à l'acquisition de matériel pédagogique pour divers événements astronomiques (éclipse du soleil en 1999, transit de Vénus en 2004,...);

- production et impression de posters et flyers par le MNHN à l'occasion de diverses conférences organisées par l'AAL au cours des dernières années;

- prise en charge par le MNHN de certaines tâches de publicité pour des événements organisés par l'AAL;

- coordination et prise en charge par le MNHN de divers frais d'organisation et de toutes les activités organisées dans le cadre de l'Année internationale de l'astronomie 2009 durant laquelle l'AAL était partenaire privilégié;

- aide à la vente du livre «Stärenhimmel fir Kanner» de Nicolas Feierstein et Jeanny Jungbluth (membres du comité de l'AAL): vente dans le shop du MNHN et achat par le MNHN de plusieurs exemplaires du livre;

- aide à la promotion médiatique et publique des activités de l'AAL organisées dans le cadre de la célébration du 40^e anniversaire de l'a.s.b.l. en 2011.

Question 1995 (7.3.2012) de M. Raymond Weydert (CSV) concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (SUP):

La loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement exige la réalisation d'une SUP lors de l'élaboration respectivement la refonte des plans d'aménagement généraux (PAG) des communes.

Les dossiers relatifs aux SUP sont très pointus et onéreux pour les communes concernées. En outre, il s'avère que les délais endéans lesquels les communes reçoivent leurs réponses de la part du département de l'Environnement sont parfois très longs et partant ne permettent pas aux responsables communaux d'entamer les démarches nécessaires pour l'élaboration de leur nouveau PAG.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux ministres concernés:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles les délais de réponse et d'instruction sont tellement longs?

- Comment le Gouvernement compte-t-il faire face aux multiples dossiers qui lui seront soumis lors des années à venir dans le cadre de la refonte complète des PAG, telle qu'exigée par la législation sur l'aménagement communal et le développement urbain?

- Le Gouvernement ne craint-il pas un retardement important au niveau des PAG?

Réponse commune (25.5.2012) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures et de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

L'honorable Député s'inquiète des délais d'instruction des plans d'aménagement généraux (PAG) des communes suite à l'application de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement transposant en droit national la directive européenne 2001/42/CE. Le but principal visé par la directive 2001/42/CE, partant aussi celui de la loi modifiée du 22 mai 2008 précitée, est d'assurer la prise en compte des incidences de la mise en œuvre des plans et programmes durant l'élaboration et avant l'adoption de ces derniers. Cette loi a pour effet qu'une procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement se greffe sur la procédure d'élaboration et d'approbation des PAG prévue par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. L'évaluation des incidences sur l'environnement n'est qu'une étape dans la procédure d'élaboration des PAG. L'expérience des deux dernières années montre que les avis que le ministre est appelé à émettre en application de l'article 6, alinéa 3 de la loi modifiée du 22 mai 2008 précitée demandent en règle générale des délais allant de six mois à une année pour les nouveaux projets de PAG.

Au regard des objectifs de la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement, le législateur a opté en 2008 pour l'adoption d'une loi séparée au lieu d'intégrer la procédure d'évaluation des incidences des plans et programmes dans les différents textes concernés. Par conséquent, l'étude d'incidences sur l'environnement se fait préalablement à l'élaboration d'un PAG et son intégration dans le processus d'élaboration d'un PAG se voit compliquée.

Il résulte de la taille des PAG que les rapports d'évaluation des incidences sur l'environnement sont particulièrement étoffés, et que par conséquent l'instruction sérieuse et en détail nécessite un certain temps. Par-dessus, cette instruction couvre aussi bien les aspects d'environnement humain que les aspects d'environnement naturel, et il doit être fait appel à deux services du ministère distincts. Il s'ajoute qu'à côté de l'instruction des évaluations des incidences, les fonctionnaires s'occupent d'autres dossiers dans leur domaine respectif. En plus la qualité de l'information fournie est souvent insuffisante et des informations supplémentaires doivent être demandées.

Afin d'améliorer les évaluations des incidences sur l'environnement et raccourcir les délais d'instruction, le «Leitfaden zur strategischen Umweltprüfung für die Ausarbeitung des Plan d'aménagement général» et un document de questions et réponses, à l'attention des auteurs de PAG et des bureaux d'études chargés de l'évaluation des incidences, ont été élaborés.

En outre, de par les modifications introduites par la loi du 28 juillet 2011 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le Gouvernement a œuvré pour un meilleur agencement des procédures d'évaluation des incidences et d'adoption de PAG.

À côté de ces mesures, les bureaux d'études, les communes et les personnes chargés de l'analyse des dossiers sont de plus en plus avertis des problèmes qui peuvent se poser dans le cadre de la procédure, ce qui engendra un raccourcissement supplémentaire des délais.

De par cette modification législative et le gain d'expérience des acteurs, il est possible que les délais d'instruction des dossiers auprès du ministre puissent être diminués à l'avenir, sous condition évidemment que la cadence d'introduction de projets de PAG et de leurs rapports connexes par les communes reste comparable à celle des années 2010 et 2011.

Question 2000 (9.3.2012) de M. François Bausch (déli gréng) concernant l'établissement par la Cargolux de sociétés aux îles Vierges britanniques:

D'après des informations diffusées par le syndicat OGBL, la société de fret aérien Cargolux aurait constitué des sociétés financières aux îles Vierges britanniques, réputée pour leurs législations fiscales et financières peu transparentes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-il correct que la Cargolux a constitué des sociétés aux îles Vierges britanniques?

2. Le cas échéant, dans quel objectif la société Cargolux a-t-elle constitué une ou plusieurs succursales aux Îles Vierges britanniques?

3. Dans quels autres pays, la Cargolux a-t-elle établi des succursales et dans quels pays Cargolux détient-elle des participations directes dans des sociétés?

4. Quelles sont les dénominations exactes de ces sociétés et quels sont leurs rôles spécifiques dans les activités de Cargolux?

5. Est-ce que le Gouvernement est d'avis qu'il serait utile de disposer d'une comptabilité pays par pays de la société Cargolux et de ses succursales?

6. Est-ce que le Gouvernement est d'avis qu'une comptabilité pays par pays devrait être disponible au public?

Réponse (13.6.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse aux questions de l'honorable Député François Bausch, il y a lieu de préciser que ces questions portent sur l'activité d'une société de droit privé dans laquelle l'État n'a pas de participation directe. Il n'appartient pas au Gouvernement de révéler des informations confidentielles d'une société commerciale.

Cargolux m'informe cependant de l'existence d'une succursale aux Îles Vierges britanniques. Cette succursale serait née d'un partenariat avec la compagnie Atlas Air afin d'optimiser la gestion de pièces de rechange Boeing 747-8 et de partager les coûts d'investissement y liés.

Cernant la question si le Gouvernement est d'avis qu'il serait utile de disposer d'une comptabilité pays par pays de la société Cargolux et de ses succursales, il y a lieu de préciser qu'en droit des sociétés la succursale n'a pas de personnalité morale distincte de Cargolux et que partant la comptabilité de Cargolux inclut celle de sa succursale.

Question 2034 (28.3.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **Boeing 747-200 stationnant au Findel depuis 2008**:

Zanter dem 29. September 2008 steet eng Boeing 747-200 um Findel, mat der Immatrikulation VP-BXC. De leschte Propriétaire ass d'russesch Firma TESIS Aviation Enterprise, déi hir Lizenz de 17. Oktober 2008 entzu kritt huet. Enn November 2010 hunn d'Arrière fir dese Fliger sech op 980.956 € belaf (Äntwert op d'Question parlementaire n°1021) (cf. *compte rendu* n°7/2010-2011).

An deem Kontext hunn ech des Froen un den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen:

1) Sinn d'Taxe fir d'Landung an d'Parke vun deem Fliger elo bezuelt?

2) Wann neen:

a) Wéi vill ass de Propriétaire vum Fliger dem Bedreiwier vum Flughafen schëlleg?

b) Si Prozeduren ageleet ginn fir des Zomm anzedreiwien?

3) Wien ass rechtlech Propriétaire vum Boeing 747-200?

4) Dem Propriétaire-Bailleur ass erlaabt ginn, zwee Motoren ofzebauen. Sinn dobäi Taxen - ganz oder zum Deel - bezuelt ginn?

5) Wat ass d'Zukunft fir dese Fliger?

6) Wie muss fir Käschten opkommen, wann des Boeing muss verschrott ginn an de Schrottwäert ënnert de Käschte fir d'Veschrotte läit?

7) Wat fir Moosname wëllt d'Regierung a lux-Airport ënnerhuelen, fir esou Situatiounen an der Zukunft ze vermeiden?

Réponse (6.7.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Den honorablen Deputéierte Fernand Kartheiser hätt gären Informatiounen betreffend enger Boeing 747-200, déi zanter dem 29. September 2008 um Findel steet.

1. D'Parkingsredevancé vum Fliger, déi normalerweis fir all Parke vun engem Fliger vun iwwer véier Stonne fälleg sinn, goufen net u lux-Airport bezuelt.

2. Geméiss dem Gesetz vum 26. Juli 2002 iwwert d'Polizeigewalt um Flughafen gouf eng Prozedur ageleet, andeems souwuel de Propriétaire vum Fliger (een Trust op de Bermudas,

deen net méi existéiert) wéi de Bedreiwier (eng russesch Fluggesellschaft en liquidation judiciaire) en Arrêté ministériel de 14. Dezember 2010 notifizéiert kruten, deen de Fliger als «épave» deklaréiert, falls deen net bannent engem Délai vu engem Mount ewechgeholl géing ginn. Den Arrêté huet och virgesinn, datt d'Prestataire hir opstoeend Rechnungen den zoustännege Persounen sollte bezuelen. Déi Friste sinn ouni Reaktioun ofgelaf. Säit der «déclaration de mise en épave» si keng zousätzlech Redevancé berechent ginn.

3. Déi Gesellschaft op de Bermudas, déi rechtlech Propriétaire wor, existéiert net méi an de Fliger ass och net méi am Register vun de Bermudas vermerkt. Duerch den Arrêté ministériel, no dem ofgelafenen Délai, ass de Fliger als „épave“ agestuift ginn an d'Administration de l'Enregistrement et des Domaines kann d'Aliénation oder d'Veschrottung decidéieren.

4. De Bedreiwier vum Fliger huet seng Motoren, op déi eng international Garantie gelaf ass, iwwer Gerichtsweg direkt zougessprach krut, ouni datt een eng Créance dogéint konnt gëllteg maachen.

5. Duerch de schlechten Zoustand vum Fliger, kënnen keng Instrumenter récupéiert ginn, och well déi derzou gehéierend Zertifikater scho längst ofgelaf sinn. Och ass eng Renovatioun vum Fliger net realistesch, sou datt de Fliger aus Sécherheetsgrënn de Findel net méi iwwert d'Loft ka verloossen.

Ausser der Option vun der kompletter Verschrottung vum Fliger, gëtt nach studéiert, ob een e kéint zu Übungszwecker benotzen, wat awer och net onproblematesch ass, well een extraen Terrain dofir misst zur Verfügung gestallt ginn.

6. Wann de Schrottwäert ënnert de Käschte fir d'Veschrotte läit, muss d'Administration de l'Enregistrement et des Domaines fir d'Käschten opkommen.

7. Am internationale Flugtransport ass esou een „abandon“ leider net ze vermeiden. Falls Problemer oder Feeler en engem Fliger bei enger Kontroll festgestallt ginn an de Fliger net méi dierf weiterfléien oder d'Fluggesellschaft faillite mécht an de Fliger steet um Findel, da bleift en do immobiliséiert bis déi rechtlech an technesch Situatioun gekläert ass. Dofir geet déi gesetzlech Prozedur fir e Fliger kënnen als „épave“ anzestufen esou, datt d'Administration de l'Enregistrement et des Domaines duerno iwwert de Fliger ka fräi verfügen.

Et gëtt och keng Méiglechkeet fir dem Propriétaire oder dem Bedreiwier seng finanziell Situatioun am Virus ze kennen, zumools bei Gesellschaften, déi onregelméisseg de Findel ufléien, an esou kann een den „défaut de paiement“ schwéier vermeiden.

Question 2037 (29.3.2012) de **M. Camille Gira** (déi gréng) concernant l'**uranium naturel dans l'eau potable**:

L'uranium naturel est un élément radioactif très répandu dans la nature. On le retrouve notamment dans les granites ainsi que dans d'autres gisements minéraux. Une des particularités de l'uranium en tant qu'élément radioactif tient au fait que sa toxicité chimique est supérieure à sa toxicité radiologique. C'est pourquoi les normes et recommandations de qualité d'eau à son sujet découlent du risque associé à sa toxicité chimique. La présence d'uranium dans l'eau s'explique principalement par le lessivage de dépôts phosphatés, de résidus miniers et de fertilisants à base de phosphate provenant des terres agricoles.

L'OMS préconise une limite à ne pas dépasser de 15 microgrammes d'uranium par litre d'eau potable. En Allemagne, la valeur limite de dix microgrammes par litre est en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2011, tandis que l'association «foodwatch» préconise de réduire cette valeur limite à deux microgrammes par litre, eu regard surtout aux bébés et enfants. Au Luxembourg, il n'existe pas de limite pour l'uranium dans l'eau potable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner en relation sur les valeurs de concentration d'uranium dans les eaux potables du Grand-Duché de Luxembourg?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord pour fixer une valeur limite pour l'uranium dans l'eau potable?

Réponse commune (29.6.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La question parlementaire de l'honorable Député Camille Gira a pour objet la concentration d'uranium dans l'eau potable au Grand-Duché de Luxembourg.

Quant à la question sur les valeurs de concentration d'uranium dans les eaux potables du Grand-Duché de Luxembourg, il y a lieu de renseigner que depuis 2009 le Laboratoire de la Division de la Radioprotection procède à des campagnes annuelles de mesures de la radioactivité dans les eaux destinées à la consommation humaine distribuées par les communes du Grand-Duché de Luxembourg.

Les paramètres contrôlés sont ceux préconisés par la directive européenne 98/83/CE relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, c'est-à-dire le tritium et la dose totale indicative (DTI) au travers des activités alpha et bêta globales.

Cette méthodologie permet de prendre en compte tous les radionucléides potentiellement présents dans l'eau potable, donc également les isotopes de l'uranium.

Ces suivis nous montrent qu'aucun des 142 échantillons analysés l'an passé ne dépasse la DTI fixée à 0,1 mSv/an. Si la DTI était dépassée, des analyses plus approfondies seraient engagées, comme par exemple la détermination des isotopes de l'uranium tels que l'U-238, U-234, ou encore du radium.

La DTI n'étant pas dépassée, des mesures plus approfondies ne sont pas nécessaires actuellement.

Par ailleurs, les procédés appliqués pour les analyses de routine concernant les métaux lourds dans l'eau potable permettent au laboratoire de l'Administration de la Gestion de l'Eau de détecter les éventuels traces d'uranium dans les échantillons. Sur 875 analyses effectuées en 2011 pour les eaux souterraines et eaux potables, une seule affichait une valeur supérieure à 10 µg/L, à savoir 11,6 µg/L lors d'un forage de reconnaissance. À noter qu'il s'agit dans ces cas en principe de sources de radioactivité naturelles.

Quant à la question relative à la fixation d'une valeur limite pour l'uranium dans l'eau potable, un projet de directive européenne pour fixer des exigences pour la protection de la santé de la population en ce qui concerne les substances radioactives dans les eaux destinées à la consommation humaine est en cours d'élaboration dans le cadre du traité Euratom.

Des concentrations de référence pour la radioactivité dans l'eau potable de différents radionucléides dont l'uranium y sont présentes.

Le Grand-Duché de Luxembourg appliquera ces nouvelles valeurs limites dès qu'elles seront publiées.

Question 2038 (29.3.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **réfection du CR351 entre Diekirch et Erpeldange**:

Dans sa réponse du 11 mai 2011 à ma question parlementaire n°1392 (cf. *compte rendu* n°14/2010-2011), Monsieur le Ministre avait précisé que toutes les emprises indispensables à la réfection du CR351 entre Diekirch et Erpeldange n'auraient pas encore pu être acquises si bien que le dossier resterait en suspens, en dépit de l'octroi de l'autorisation environnementale et de l'approbation du dossier de soumission début l'an 2010.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il donner des détails sur l'avancement des négociations concernant les emprises à proprement parler? Y a-t-il eu des progrès en la matière?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'Administration des Ponts et Chaussées peut réaliser au moins les travaux relatifs à la réfection du CR351 au sein de l'agglomération de la ville de Diekirch (rue de l'Hôpital, rue des Fleurs, route d'Erpeldange) et ce dans les délais les meilleurs?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur les derniers pourparlers avec les autorités communales de la ville de Diekirch?

Réponse (8.6.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur l'avancement du dossier des travaux concernant le CR351.

Je suis en mesure de confirmer dorénavant que toutes les emprises pour la réfection du CR351 entre Diekirch et Erpeldange ont été acquises. Quant aux travaux relatifs à la réfection du

CR351 au sein de l'agglomération de la ville de Diekirch, l'administration communale nous a informé que les travaux projetés ne peuvent pas être mis en adjudication aussi longtemps que sa demande de subside pour le raccordement d'un collecteur pour eaux pluviales n'aura pas été traitée par l'Administration de la Gestion de l'Eau. La ville de Diekirch estime cependant qu'en cas d'une réserve favorable à sa demande, la mise en adjudication des travaux pourra encore avoir lieu cette année.

Question 2049 (5.4.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **possibilité du condamné de s'enfuir à l'étranger entre le verdict et le jugement en appel**:

Bei einem Strafverfahren, in dem ein Täter zu einer Gefängnisstrafe verurteilt wird, kann dieser gegen das Urteil in Berufung gehen. Während dieser Zeit kann er sich im Prinzip noch frei herumbewegen, muss allerdings bei der Polizei von Zeit zu Zeit vorstellig werden. Theoretisch besteht die Möglichkeit, ins Ausland zu flüchten und nicht mehr wiederaufzutauchen. Hierüber macht die Polizei der Staatsanwaltschaft einen Bericht und es ist Aufgabe dieser Institution, eine Fahndung einzuleiten. Nun kommt es aber vor, dass die Staatsanwaltschaft darauf verzichtet, eine Fahndung in die Wege zu leiten und so nicht nach dem Täter gesucht wird.

Fragen:

1) Warum bleiben Täter nach Urteilsverkündung noch bis zur Berufung auf freiem Fuß?

2) Welche Straftäter bleiben nach einer Urteilsverkündung auf freiem Fuß?

3) Was geschieht, wenn der Täter ins Ausland flüchtet?

4) Warum wird hier nicht immer eine Fahndung ausgelöst?

5) Ist dem Minister bekannt, wie oft Straftäter nach der ersten Instanz über die Grenzen geflüchtet sind?

6) Wie kann man dies verhindern?

Réponse (25.5.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Ad Frage 1)

In erster Linie scheint es wichtig, an die Bedingungen zu erinnern, die sich für eine Untersuchungshaft stellen:

Gemäß Artikel 91 CIC kann eine Vorladung nur ausgesprochen werden:

- wenn Fluchtgefahr besteht,

- wenn Verdunkelungsgefahr von Beweisen besteht oder

- wenn der Angeklagte nicht erscheint.

Man muss hinzufügen, dass die Bedingung der Fluchtgefahr bei Personen, die nicht im Land wohnen, automatisch erfüllt ist.

Die Personen in Untersuchungshaft bleiben in Untersuchungshaft, falls die Dauer der Untersuchungshaft die Dauer der Haftstrafe nicht überschreitet, zu der sie in erster Instanz verurteilt worden sind.

Es muss allerdings daran erinnert werden, dass Artikel 14 erster Absatz des Gesetzes vom 19. November 1929 über die kontradiktorische Untersuchung verfügte, dass:

„Si un inculpé qui n'est pas en état de mandat de dépôt ou d'arrêt, est condamné à une peine d'emprisonnement de plus de six mois, ou à plusieurs peines d'emprisonnement dont le total dépasse six mois, l'arrestation immédiate pourra être ordonnée s'il y a lieu de craindre qu'il ne tente de se soustraire à l'exécution de la peine“.

Diese Bestimmung ist durch das Gesetz vom 7. Juli 1989 aufgehoben worden, welches das System der „contrainte par corps“ abgeändert hat, da es das Prinzip der Unschuldvermutung nicht berücksichtigt, und die Laufzeit der Berufungsfrist noch nicht begonnen hat.

Ad Frage 2)

Im Prinzip bleiben jene in Freiheit, die nicht zu einer festen Haftstrafe verurteilt worden sind; jene, die nicht in Haft sind mit dem Vorbehalt, dass der Staatsanwalt gegen sie einen Haftbefehl erteilt, sobald das Urteil rechtskräftig ist.

Ad Fragen 3) und 4)

Falls ein Haftbefehl nicht ausgeführt werden kann, da es nicht möglich ist, die betroffene Person zu lokalisieren, wird die Person zuerst durch die Polizei zur Fahndung ausgeschrieben. Wenn es nicht möglich ist, sie aufgrund dieser Personenfahndung zu ermitteln, wird ein europäischer Haftbefehl ausgestellt. Im Falle von

Hinweisen, dass sich die Person in einem Land außerhalb der Europäischen Union befindet, wird ein internationaler Haftbefehl ausgestellt, der durch Interpol verbreitet wird.

Ad Frage 5)

Diese Angaben sind nicht verfügbar.

Ad Frage 6)

Es wird daran erinnert, dass ein Urteil erst nach Ablauf der Berufungsfrist rechtskräftig wird und bis dahin die Unschuldvermutung gilt.

Question 2053 (10.4.2012) de M. Serge Wilmes (CSV) concernant la réglementation des professions sociales:

Dans la réponse à la question n°1874 de Monsieur l'honorable Député Claude Adam, concernant l'absence de reconnaissance de la 4^e année de formation pour accéder à la profession réglementée d'assistant social (cf. *compte rendu n°6/2011-2012*), Monsieur François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, vient d'annoncer l'abrogation du règlement grand-ducal du 29 août 1979 portant réglementation des études et des attributions de la profession d'assistant social. Dans le même contexte, le Ministre de la Santé a évoqué dans un article de presse paru en date du 6 avril 2012, qu'il présentera très prochainement un nouveau règlement grand-ducal au Conseil de Gouvernement.

Dans ce contexte, j'aimerais recevoir les précisions suivantes:

- Vu que le règlement grand-ducal actuellement en vigueur n'a pas été changé depuis 1979, comment le Ministère de la Santé entend-il procéder dans la révision des conditions d'accès et d'attributions professionnelles pour les futurs travailleurs sociaux? Le Ministère de la Santé envisage-t-il de consulter les multiples acteurs impliqués et concernés (services publics et conventionnés, employeurs et syndicats signataires des conventions collectives, associations professionnelles et instituts de formation) par l'abrogation respectivement par une nouvelle réglementation en la matière?

- Est-ce que la nouvelle réglementation tiendra compte des constats et recommandations des études de recherches effectuées en 2001 pour le compte du Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, dans le cadre de «l'Étude sur les demandes en qualification du secteur socio-éducatif» réalisée par Marc Ant et Manon Pint, à savoir l'évolution convergente des profils professionnels dans le secteur social?

- Est-ce que le Ministère de la Santé a effectué ou compte effectuer des travaux d'analyse ou de recherche sur la caractérisation des emplois actuels des travailleurs sociaux afin de mieux connaître les profils d'activités et profils de compétences nécessaires dans la perspective de mieux cerner les demandes de qualifications du secteur social?

- Le Ministre de la Santé entend-il transmettre l'avant-projet de règlement grand-ducal aux commissions parlementaires respectives en vertu de l'article 1 de la procédure recommandée par la loi du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

Concernant la quatrième année d'études

- Vu que le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Éducation nationale ont organisé dans le passé les cours complémentaires dans le cadre de la 4^e année de formation, le Ministère de la Santé envisage-t-il d'abroger définitivement l'offre de ces cours pour les étudiants issus d'un autre pays membre de l'UE et souhaitant se préparer aux épreuves d'adaptations annoncées dans la réponse à la question parlementaire susmentionnée?

- Quel a été l'impact financier de l'organisation de la 4^e année de formation au niveau des ministères impliqués? Est-ce que les vacances de cours ont été annoncées publiquement afin de recruter les chargés de cours?

- Est-ce que le Ministère de la Santé a effectué ou entend effectuer une évaluation sur la pratique de la 4^e année de formation proposée au Luxembourg aux détenteurs de diplômes à l'étranger dans le travail social?

- Est-ce qu'il existe un référentiel de compétences afin d'opérer les validations d'acquis professionnels et la validation d'acquis de formations antérieures, respectivement afin d'opérer les dispenses accordées à certains des candidats aux diplômes d'État?

- Combien de demandes d'homologation voire de reconnaissance ont été introduites au Ministère de la Santé, au Ministère de l'Éducation

nationale ainsi qu'au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans les cinq dernières années? Quels ont été les pays d'origines et les intitulés des diplômes présentés?

Vu l'évolution des professions de santé d'un côté et les professions sociales de l'autre côté,

- le Ministère de la Santé estime-t-il toujours qu'il soit approprié de réglementer les attributions professionnelles des assistants sociaux dans le cadre législatif des professions de santé? Le Gouvernement entend-il mener une concertation auprès des acteurs du secteur social concernant l'opportunité, voire la nécessité de prendre une initiative législative afin de mieux réglementer la diversité des professions sociales?

- Le Ministère de la Santé ne juge-t-il pas opportun de différencier les carrières des professions concernées selon les niveaux des qualifications requises introduits par le processus de Bologne, à savoir le bachelors, le master et le doctorat? Est-il tenu compte dans le cadre des projets de réforme des carrières auprès de l'État?

Partant de l'idée que l'assistant d'hygiène sociale est toujours à considérer comme profession de santé, le Ministre de la Santé peut-il nous renseigner sur la situation réglementaire concernant l'exercice et la reconnaissance de l'assistant d'hygiène sociale? Est-il prévu de réviser également les règlements grand-ducaux de 1969 et 1972? Comment est pratiquée la reconnaissance des diplômés potentiels d'infirmier gradué, d'infirmière graduée en santé communautaire, respectivement en santé publique? Est-ce que le Ministère de la Santé a étudié ou entend étudier les besoins en qualifications dans le domaine de la santé communautaire à Luxembourg?

Réponse commune (13.6.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Les questions posées par l'honorable Député Monsieur Serge Wilmes donnent lieu aux réponses suivantes:

La profession d'assistant social est une profession réglementée du domaine de la santé, la base réglementaire étant le règlement grand-ducal du 29 août 1979 portant réglementation des études et des attributions de la profession d'assistant social.

Actuellement, un avant-projet de règlement grand-ducal portant sur les études et l'exercice de la profession d'assistant social est en cours de finalisation. Ce texte, qui tend à remplacer le règlement grand-ducal précité, mettra à jour les qualifications professionnelles requises pour accéder à la profession d'assistant social, ainsi que ses attributions professionnelles. Afin de permettre, d'une part, une adéquation aussi grande que possible entre le profil professionnel et la pratique journalière des assistants sociaux sur le terrain et, d'autre part, de prendre en compte l'évolution du secteur social au Luxembourg, ce texte a été élaboré en étroite collaboration avec les acteurs impliqués dans le travail social, à savoir notamment des représentants des ministères concernés par le travail social, ainsi que par des représentants de l'Association nationale des assistants d'hygiène sociale, assistants sociaux et infirmiers gradués du Luxembourg (ANASIG). Par ailleurs, une fois finalisé, il sera encore soumis pour avis au Conseil supérieur de certaines professions de santé.

Étant donné qu'il ne s'agit pas de créer une nouvelle profession de santé, hypothèse où la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé prévoit la consultation de la Conférence des Présidents, mais seulement de modifier les études et l'exercice d'une profession de santé existante, il n'est pas prévu de consulter une commission parlementaire et de déroger à la procédure réglementaire «ordinaire». Ainsi, suite à la consultation des chambres professionnelles impliquées, le texte en question sera soumis au Conseil de Gouvernement et au Conseil d'État.

L'accès à la profession est et restera subordonné à la possession d'un diplôme de bachelors. En application de la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service et dans la mesure où une différence substantielle a été constatée entre les qualifications professionnelles renseignées par le diplôme de bachelors et les requis pour l'exercice de la profession au Grand-Duché de Luxembourg, il est demandé au demandeur de la reconnaissance du diplôme étranger de se soumettre avec fruit à une épreuve d'ap-

titude ou d'accomplir avec fruit un stage d'adaptation rémunéré, le choix étant laissé au demandeur. Ces mesures compensatoires permettent notamment de combler des lacunes dans les connaissances du droit national.

De façon subsidiaire et sur base du règlement grand-ducal du 29 août 1979, le demandeur de la reconnaissance peut également opter pour une «4^e année de formation», dont le stage n'est pas rémunéré et qui est sanctionnée par un examen en vue de l'obtention du diplôme d'État luxembourgeois. Pour les détenteurs d'un «bachelors en sciences sociales et éducatives» délivré par l'Université du Luxembourg cette dernière voie était nécessaire jusqu'en 2011/2012.

Le tableau ci-après renseigne le nombre de postulants inscrits dans les différentes mesures.

	4 ^e année de formation	Reconnaissance par épreuve d'aptitude	Reconnaissance par stage d'adaptation
2011	34	22	/
2010	30	18	1
2009	27	26	3
2008	19	20	/
2007	17	35	3

Les pays d'origine du diplôme étranger sont principalement la Belgique et l'Allemagne. À noter qu'il n'y a eu aucune demande de validation des acquis de l'expérience.

Le tableau ci-après renseigne sur les coûts des différentes mesures.

2011	18.016,66€
2010	17.444,60€
2009	18.361,60€
2008	10.488,10€
2007	9.769,48€

Finalement, il convient de noter que, comme pour toute profession de santé, la reconnaissance des diplômes étrangers d'assistant d'hygiène sociale respectivement d'infirmier gradué se fait conformément aux dispositions de la loi du 19 juin 2009 précitée. En ce qui concerne les attributions professionnelles de l'assistant d'hygiène sociale, il est renvoyé au règlement grand-ducal modifié du 15 juillet 1969 portant exécution des articles 1^{er} et 5 de la loi du 18 novembre 1967 portant réglementation de certaines professions paramédicales en ce qui concerne la profession d'assistant d'hygiène sociale.

Par contre, un texte tendant à la modification de la réglementation de l'assistant d'hygiène sociale n'est à ce stade pas en cours d'élaboration.

Question 2058 (16.4.2012) de M. Jean Colombera (ADR) concernant le système de droits des patients en Basse-Autriche:

In Niederösterreich wurde 1994 eine Patienten- und Pflegenachhilfe durch das Krankenanstalt- und Sozialhilfegesetz installiert. Sie ist ein unabhängiges und weisungsfreies Organ zur Umsetzung der Patientenrechte. Es ist eine Anlaufstelle für den Patienten, für die Vertrauensperson des Patienten oder auch für die Mitarbeiter in Gesundheits- und Sozialeinrichtungen.

Fragen:

1) Kennt der Minister das niederösterreichische System?

2) Wie gut funktioniert es?

3) Kann dieses System auf luxemburgische Verhältnisse übertragen werden?

Réponse (16.5.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Das öffentliche Gesundheitswesen beziehungsweise der öffentliche Gesundheitsdienst und die Gesundheitsverwaltung sind in Österreich ein geteilter Aufgabenbereich von Bund, Ländern und Gemeinden.

In jedem Bundesland sind Patienten-anwaltschaften eingerichtet. Die Patienten-anwaltschaften sind in ganz Österreich für Spitäler zuständig, in einigen Bundesländern (zum Beispiel auch in Niederösterreich) erstreckt sich diese Zuständigkeit auch auf die niedergelassenen Ärzte, Pflegeheime und alle anderen Einrichtungen im Gesundheits- und Sozialwesen.

Die Patienten-anwaltschaften sind unabhängige, weisungsfreie Einrichtungen zur Sicherung der Rechte und Interessen von Patienten. Sie vermitteln bei Konflikten.

Nähere Details zum Funktionieren der „Niederösterreichischen Patienten- und Pflegenachhilfe“ liegen mir nicht vor.

Am 5. Mai 2011 habe ich den Gesetzesvorentwurf über die Rechte und Pflichten der Patienten im Rahmen der Sitzung des Gesundheitsausschusses der Abgeordneten-kammer in Anwesenheit des Herrn Abgeordneten vorgestellt.

Die Einrichtung einer Informationsstelle über Patientenrechte, welche bei Konflikten vermitteln kann, ist ein Kernpunkt dieses Gesetzesvorentwurfs.

An der Schaffung einer nationalen Informations- und Mediationsstruktur wird auch der nach Konsultierung aller Akteure des Gesundheitswesens überarbeitete Entwurf festhalten, den ich in Kürze dem Regierungsrat vorlegen werde.

Question 2059 (17.4.2012) de M. François Bausch (déli gréng) concernant la législation concernant les «Pedelects»:

Le retrait du permis de conduire signifie pour les personnes concernées l'interdiction du droit de conduire un véhicule automoteur, y compris un cycle à moteur auxiliaire. Or, suivant mes informations, il y a confusion en relation avec la définition du cycle à moteur auxiliaire et la définition des cycles à pédalage assisté type «Pedelect» ou encore des cycles électriques. En effet, suivant l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, la définition du cycle à moteur auxiliaire est la suivante (article 2 Dispositions transitoires concernant certains véhicules: 3 a): «Le cycle à moteur auxiliaire est un cycle dont le poids propre n'excède pas 400 kg et qui est pourvu soit d'un moteur auxiliaire d'une cylindrée maximum de 50 cm³ et qui, par construction, ne dépasse pas une vitesse de 50 km/h, soit d'un moteur électrique et qui, par construction, ne dépasse pas une vitesse de 50 km/h.». Partant, un cycle à pédalage assisté ou un cycle électrique équipé d'un moteur électrique dont la puissance nominale continue maximale ne dépasse pas 0,25 kW respectivement 0,5 kW et qui ne propulse qu'à une vitesse de 25 km/h pourrait être défini comme «cycle à moteur auxiliaire».

Ainsi, des problèmes d'assurances sont envisageables lors d'un accident causé par une personne privée de son permis de conduire mais roulant avec un cycle à pédalage assisté. Il m'a également été rapporté que certains agents de police considèrent les cycles à pédalage assisté comme cycle à moteur auxiliaire et que partant ces cycles sont également frappés par l'interdiction du droit de conduire pour les personnes ayant subi le retrait de leur permis de conduire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de légiférer dans ce contexte afin de définir clairement la situation juridique des cycles à pédalage assisté?

- Au cas où Monsieur le Ministre estimerait que la définition serait assez claire, serait-il d'accord d'informer par la voie hiérarchique les compagnies d'assurances et les agents de la police du mode officiel de conduite?

Réponse (18.5.2012) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur une apparente confusion dans la réglementation routière s'agissant de la définition respectivement du cycle à moteur auxiliaire et du cycle à pédalage assisté, le tout en relation avec une éventuelle interdiction de conduire résultant d'une décision judiciaire.

D'emblée, il y a lieu d'attirer l'attention sur l'article 13 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques qui dispose que: «1. Le juge saisi d'une ou de plusieurs infrac-

tions à la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ou de délits ou de crimes qui se sont joints à ces infractions, pourra prononcer une interdiction de conduire de huit jours à un an en matière de contraventions et de trois mois à quinze ans en matière de délits ou de crimes.

(...)

1^{er}. Le juge qui prononce une interdiction de conduire peut la limiter à certaines catégories de véhicules, à certains trajets, à certains jours de la semaine et à certaines heures de la journée.»

Il ressort de ce qui précède que le juge dispose d'une multitude de possibilités pour moduler l'interdiction de conduire à prononcer, qui dès lors ne se limite a priori pas au seul cas de figure énoncé par l'honorable Député dans sa question sous examen.

Partant, il appartient au juge de préciser, au cas par cas, dans l'énoncé du jugement, la portée de l'interdiction de conduire qu'il a l'intention de prononcer.

En ce qui concerne une éventuelle confusion au niveau des définitions du cycle à moteur auxiliaire et du cycle à pédalage assisté, il y a lieu de renvoyer aux adaptations consécutives de la réglementation routière sur ce point pour tenir compte de l'évolution du droit communautaire en matière de réception et de contrôle technique automobiles, d'une part, et de l'apparition sur le marché de nouveaux modes de transport, d'autre part, qui se présentent comme suit:

1. Par règlement grand-ducal du 10 février 1999, entré en vigueur le 1^{er} mars 1999,

- la définition du cyclomoteur fut introduite à l'article 2 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route), en remplacement de l'ancienne définition du cycle à moteur auxiliaire,

- ce même article ainsi que l'article 176 du Code de la Route furent complétés par des dispositions transitoires pour permettre le maintien en circulation des cycles à moteur auxiliaires mis en circulation avant le 1^{er} mars 1999, tout en les assimilant aux cyclomoteurs,

- ce même article 176 fut assorti de la précision, qu'à partir du 1^{er} mars 1999, aucun véhicule ne pourra plus être immatriculé comme cycle à moteur auxiliaire.

2. Par règlement grand-ducal du 18 mars 2000, entré en vigueur le 1^{er} mai 2000, la définition du cycle fut complétée pour tenir compte de l'apparition sur le marché de cycles propulsés conjointement par l'énergie musculaire du conducteur et de l'énergie d'un moteur électrique répondant à certains critères.

3. Le règlement grand-ducal du 26 janvier 2005, entré en vigueur le 1^{er} février 2005,

- introduisit les définitions du cycle électrique et du cycle à pédalage assisté à l'article 2 du Code de la Route, tout en assimilant ces véhicules aux cycles,

- modifia la définition du cyclomoteur en qualifiant ces véhicules de «véhicules automoteurs» et en excluant explicitement de cette catégorie les cycles électriques.

De l'analyse de ce qui précède se dégage que:

1. À partir du 1^{er} mars 1999, aucun véhicule n'est plus immatriculé comme cycle à moteur auxiliaire.

2. Les cycles à moteur auxiliaire en circulation avant le 1^{er} mars 1999 sont assimilés aux cyclomoteurs et rentrent dès lors dans la catégorie des véhicules automoteurs.

3. Les définitions respectivement du cycle électrique et du cycle à pédalage assisté, telles qu'elles figurent au Code de la Route, sont sans équivoque.

4. La définition du cyclomoteur exclut de façon explicite les cycles électriques.

5. La disposition figurant au point 3 a) de la rubrique «Dispositions transitoires» de l'article 2 du Code de la Route et à laquelle se heurte l'honorable Député, sert uniquement à reprendre les données techniques des cycles à moteur auxiliaire qui peuvent être maintenus en circulation, en tant que cyclomoteurs, au-delà de la date-butoir du 1^{er} mars 1999, et ne porte pas préjudice aux autres constats repris sous 1. à 4. ci-dessus.

En présence de dispositions réglementaires claires et sans équivoque au regard de la problématique soulevée par l'honorable Député, je

ne vois pas l'utilité de légiférer en la matière, ni de faire une quelconque communication à ce sujet.

Il appartient finalement au juge qui a l'intention de prononcer une interdiction de conduire, de préciser dans l'énoncé du jugement, pour quelle(s) catégorie(s) de véhicules l'interdiction de conduire est d'application, tout en se basant pour ce faire sur les définitions des différentes catégories de véhicules telles qu'elles figurent au Code de la Route. Il en est de même pour les agents de contrôle dans l'exercice de leurs fonctions.

Question 2060 (17.4.2012) de M. André Bauler (DP) concernant les nouvelles pharmacies:

Dans sa réponse à ma question parlementaire (n°0049, septembre 2009) (cf. *compte rendu n°3/2009-2010*), Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale avait souligné que la création de nouvelles officines à travers le pays devrait garantir à la population un service public de proximité, tout en considérant la viabilité économique des pharmacies. Plusieurs critères, parfois contradictoires, seraient à prendre en compte, dont entre autres celui de la population (en principe une pharmacie sur 5.000 habitants). En région rurale les pharmacies devraient être réparties de manière à éviter des déplacements trop longs aux habitants. De plus, le critère de la viabilité devrait être mis en compte, ce qui ne faciliterait certes pas toujours les arbitrages en la matière. Une année plus tard, Monsieur le Ministre avait précisé dans une réponse à une autre question parlementaire (n°0808, août 2010) (cf. *compte rendu n°1/2010-2011*) que des propositions de création de nouvelles pharmacies seraient à l'étude et que les sites prioritaires destinés à accueillir de nouvelles officines seraient fixés fin l'an 2010. Dans ce contexte, il avait été annoncé dans la presse quotidienne - à la veille des élections communales 2011 - que la commune de Wintrange (canton de Clervaux) hébergerait sous peu une pharmacie.

Dans ce contexte, je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur les sites prioritaires qui seront dotés de nouvelles officines avant l'an 2014?

- Est-il vrai qu'une nouvelle pharmacie ouvrira ses portes sur le territoire de la commune de Wintrange?

- Dans l'affirmative, la viabilité économique de cette officine supplémentaire pourra-t-elle être assurée vu que la population du canton de Clervaux ne dépasse actuellement pas les 15.000 habitants et que cette région du pays abrite déjà trois pharmacies (Clervaux, Hosingen et Troisvierges)?

- Monsieur le Ministre peut-il aussi fournir des détails sur l'organisation du service de garde à assurer par les pharmacies dans la partie septentrionale du pays, notamment en hiver durant les périodes d'infections virales?

Réponse (6.6.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Au Luxembourg les pharmacies sont réparties de manière équitable sur l'ensemble du territoire suivant un maillage démo-géographique qui assure, de fait, un service performant aux populations tant rurales que de quartier. Les pharmacies d'officine demeurent les professionnels de santé les mieux répartis à l'échelle nationale.

Dans l'objectif de garder le maillage optimal face aux besoins de la population, je charge, à intervalles réguliers, mes services d'examiner et d'établir des propositions en tenant compte des différents critères démo-géographiques, du développement des attractivités locales et de nouveaux pôles d'activités.

Une proposition générale a ainsi été élaborée en 2011 en vue de la création de nouvelles pharmacies. Cette proposition contient deux catégories de créations; à savoir celles à envisager à court ou à moyen terme et celles à envisager à moyen, voire à plus long terme.

La première catégorie a été élaborée en prenant en compte les besoins réels de la population au niveau des communes:

- de la région du Sud, d'une part, résultant du développement d'un nouveau pôle d'activités (Sanem, Belval Square-Mile) et, d'autre part, résultant de l'accroissement démographique et de l'offre médicale au niveau des centres régionaux;

- à forte croissance démographique de la région Centre situées dans la partie sud-ouest de

l'agglomération de la ville de Luxembourg (Bertrange-Strassen) ainsi que celles situées dans la partie sud-est de l'agglomération de la ville de Luxembourg (axe Hesperange vers Frisange);

- de la région du Nord, notamment celle de Wintrange pour couvrir une zone géographique rurale étendue.

La deuxième catégorie a été élaborée en prenant en compte les besoins de la population au niveau de la ville de Luxembourg, laquelle s'est accrue de 21% pendant les dix dernières années. Or, les projets d'urbanisation (Gare de Cessange/Porte de Hollerich et Ban de Gaspe-rich) ne seront cependant pas réalisés avant le moyen terme. Une situation analogue se présente d'ailleurs dans la région de l'Est avec la création d'un nouveau centre régional à Junglinster.

L'honorable Député pose la question de la viabilité économique dans le cas de la création d'une pharmacie supplémentaire au niveau du canton de Clervaux. Avec une superficie de 113,36 km², la commune de Wintrange est la plus grande du pays (4,4% du territoire national) et représente 34% du territoire du canton de Clervaux. Avec une population de 3.778 personnes elle constitue la commune la plus importante du canton bénéficiant également du passage routier important de la route nationale (N12). Comme il a été mentionné plus haut, cette création vise à couvrir une importante zone géographique rurale pour y développer l'environnement pharmaceutique pour les besoins de la population. Dans ce contexte, je tiens d'ailleurs à rappeler que suivant la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie, celle-ci constitue un service public.

En ce qui concerne finalement les détails de l'organisation du service de garde à assurer dans la partie nord du pays, je tiens à signaler à l'honorable Député que celle-ci relève en premier lieu de la profession elle-même. L'honorable Député conviendra que la création d'une pharmacie à moyen terme à Wintrange permettra de consolider, voire d'améliorer le système de garde dans cette région.

Question 2061 (17.4.2012) de M. Claude Adam (déi gréng) concernant le Processus de Bologne:

Le Processus de Bologne vise l'harmonisation des systèmes d'enseignements supérieurs des pays participants et notamment de leurs différents diplômes ou grades académiques afin de

faciliter la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs. Il rassemble entre-temps 47 pays et plusieurs organisations internationales dont le Conseil de l'Europe.

Au niveau international, le Processus de Bologne est piloté par des réunions ministérielles qui se tiennent tous les deux ans, ainsi que par le «Bologna Follow-up Group» qui se réunit plusieurs fois par an.

Au niveau national, de nombreux pays participants ont par ailleurs mis en place un groupe de coordination nationale devant faciliter la mise en œuvre des réformes et rassemblant notamment des représentants du Gouvernement, les recteurs, les associations universitaires, les organisations d'étudiants, voire des syndicats et organisations patronales.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le Luxembourg a déjà mis en place un groupe de coordination nationale du processus de Bologne? Dans l'affirmative, qui en sont les membres? Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre envisage de mettre en place un tel groupe de coordination?

Réponse (25.5.2012) de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Le Luxembourg n'a pas mis en place de groupe de coordination nationale du Processus de Bologne et il n'entend pas mettre en place un tel groupe.

En effet, les instruments du Processus de Bologne tels les crédits ECTS ou l'assurance de la qualité ont été intégrés dans les dispositifs législatifs et sont mis en œuvre, et par l'Université du Luxembourg, et par les formations au BTS.

Du fait qu'il n'y a qu'une seule instance de certification par cycle de qualification, une coordination entre les différentes instances en vue d'une mise en œuvre harmonisée est superflue.

Je joins en annexe le rapport du «Bologna Follow-Up Group» qui vient d'être discuté à Bucarest lors de la conférence ministérielle à laquelle j'ai participé, avec prière de bien vouloir transmettre ledit rapport à la commission compétente pour en discuter.

Dans la délégation luxembourgeoise qui a assisté à la conférence de Bucarest ont figuré le recteur de l'Université du Luxembourg ainsi qu'un représentant des étudiants.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Chamber TV

weist all öffentlich Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Conter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hiefenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Question 2062 (18.4.2012) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le bilan de la campagne de sensibilisation «littering» pour les années 2010 et 2011:

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°1916 du 8 février 2012 (cf. compte rendu n°7/2011-2012) au sujet de la campagne de sensibilisation «littering» du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Monsieur le Ministre a fait savoir que «89 kg de déchets par km ont été ramassés le long des routes luxembourgeoises en 2009. Pour les autoroutes il s'agissait même de 309 kg par km!». Aucun chiffre n'est cependant avancé pour les années 2010 et 2011, année lors de laquelle la campagne a été menée.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir également les données concernant la collecte de déchets le long du réseau routier pour 2010 et 2011 en vue d'un bilan chiffré de la campagne?

Réponse (8.6.2012) de **M. Claude Wiseler**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Après investigation auprès de mes services au sujet de la collection de déchets le long du réseau routier, pour 2010 et 2011 le long de la voirie de l'État sur le territoire de la Division de voirie de Diekirch les données suivantes peuvent être avancées:

«Littering»	Poids total déchets 2010	kg ramassés par km 2010	Poids total déchets 2011	kg ramassés par km 2011
S.R. Clervaux	35.774 kg	117,68 kg/km	29.540 kg	97,17 kg/km
S.R. Diekirch/Vianden	103.129 kg	310,00 kg/km	106.276 kg	320,00 kg/km
S.R. Echternach	31.600 kg	164,00 kg/km	38.170 kg	197,40 kg/km
S.R. Redange	72.000 kg	293,00 kg/km	80.000 kg	325,00 kg/km
S.R. Wiltz	95.180 kg	313,00 kg/km	88.080 kg	290,00 kg/km
Total DVD:	337.683 kg	244,88 kg/km	342.066 kg	248,06 kg/km

Sur le territoire de la Division de voirie de Luxembourg, les données suivantes peuvent être avancées:

«Littering»	Poids total déchets 2010	kg ramassés par km 2010	Poids total déchets 2011	kg ramassés par km 2011
S.R. Bettembourg	31.779 kg	230,96 kg/km	33.680 kg	244,77 kg/km
S.R. Capellen	43.220 kg	201,02 kg/km	45.360 kg	210,98 kg/km
S.R. Esch/Alzette	27.779 kg	236,02 kg/km	26.800 kg	227,70 kg/km
S.R. Grevenmacher	80.000 kg	272,36 kg/km	95.000 kg	323,43 kg/km
S.R. Luxembourg	76.870 kg	267,28 kg/km	77.308 kg	269,05 kg/km
S.R. Mersch	16.120 kg	73,27 kg/km	11.015 kg	50,07 kg/km
S.R. Remich	22.513 kg	139,57 kg/km	26.238 kg	162,67 kg/km
Total DVL:		213,05 kg/km		225,28 kg/km

Question 2063 (18.4.2012) de **M. François Bausch** (déli gréng) concernant le couloir pour bus à la hauteur de la sortie 8 de l'autoroute A1:

L'entrée au Kirchberg par la sortie n°8 de l'autoroute A1 est empruntée également par différentes lignes d'autobus comme p. ex. la ligne 144. Or, à cause des embouteillages de plus en plus fréquents aux heures de pointe sur cette sortie d'autoroute, les bus, qui n'y bénéficient pas d'un couloir réservé, sont régulièrement retardés au grand dam des usagers. Ce phénomène risque de s'aggraver encore nettement lorsque le trafic de la route du Nord s'ajoutera comme prévu au trafic actuel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord d'étudier la faisabilité d'un couloir pour bus partant de la sortie n°8 de l'autoroute A1 et allant jusqu'au rond-point Serra au Kirchberg?

- Quelles autres solutions Monsieur le Ministre envisage-t-il pour parer aux retards des lignes d'autobus empruntant ce trajet pour entrer au Kirchberg soit par l'autoroute A1 soit au futur par la route du Nord le cas échéant?

Réponse (8.6.2012) de **M. Claude Wiseler**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire n°2063 du 18 avril 2012, l'honorable Député François Bausch souhaite s'informer au sujet des mesures de priorisation des lignes de bus aux alentours de l'échangeur autoroutier n°8 «Kirchberg».

Il est évident que le développement prévu du plateau du Kirchberg et du Findel nécessite une amélioration de la mobilité. Ainsi, l'Administration des Ponts et Chaussées avait étudié en 2010 l'opportunité de favoriser les lignes de bus existantes en provenance de l'axe Echternach-via Luxembourg via l'autoroute A7 et en provenance de l'axe Trèves-ville de Luxembourg via l'autoroute A1, par le biais de voies réservées aux transports en commun routiers. Ces réflexions ont abouti à deux projets spécifiques, à savoir le projet de l'aménagement d'une voie pour bus sur le tronçon de l'autoroute A7 à partir de l'échangeur «Waldhof» jusqu'au Kirchberg et l'aménagement d'un couloir pour bus le long de l'autoroute A1 à partir de l'échangeur «Senningerberg» jusqu'à l'échangeur «Kirchberg». Or, l'A1 du côté est du Kirchberg est délimitée par le «Gréngewald» qui est classé en zone Natura 2000 et où toute infrastructure même de transports est soumise à de fortes contraintes environnementales. En effet, les emprises des projets prévus par le concept de desserte du Kirchberg/Findel à cette époque, tels que le centre de remisage et de maintenance du tram, l'antenne ferroviaire Kirchberg-Aérogare, l'accès au P&R LuxExpo et les projets cités ci-avant, auraient eu un impact non négligeable sur cette zone protégée, ce qui aurait rendu la réalisation de ces projets difficilement réalisable.

Il s'ensuit que la configuration des différentes infrastructures de transports a été optimisée en 2011 et intégrée dans la stratégie nationale de mobilité durable «MoDu». Ainsi, l'antenne ferroviaire entre le Findel et la LuxExpo sera remplacée par l'extension du tram vers l'aérogare,

ce qui permettra de créer un pôle d'échange au Höhenhof qui peut être rejoint sans embouteillages tant par les automobilistes en provenance de l'A7 et de l'A1 que par les transports en commun routiers en provenance de l'est respectivement du nord-est du pays. Ce pôle d'échange bus-tram avec son P&R constituera le point de transbordement vers le tram pour les automobilistes respectivement les voyageurs des bus interurbains en provenance du corridor A1/N1 depuis Wasserbillig et N11/A7 depuis Echternach. Ceux-ci changeront au niveau de la périphérie vers un mode de transport à haute capacité éviteront les bouchons en direction du Kirchberg. En outre, le nombre de bus vers la LuxExpo par rapport à aujourd'hui sera considérablement réduit.

Concernant les automobilistes depuis le nord du pays, il est prévu de réaliser des P&R sur la ligne ferroviaire du nord qui, ensemble avec le pôle d'échange Pont Rouge, offrira un accès direct via le tram au plateau du Kirchberg et au centre-ville. Cette combinaison constituera une réelle alternative pour accéder à la ville de Luxembourg depuis le nord du pays tout en évitant la route du Nord et les bouchons éventuels à la jonction A7/A1 près du Kirchberg. S'y ajoutent des mesures d'amélioration sur la N11 telles que la réalisation d'un point d'échange bus, respectivement d'un nouveau P&R à la hauteur de Junglinster, ce qui permettra aux automobilistes de changer confortablement vers les bus qui desserviront directement soit le Findel via le Senningerberg, soit le plateau du Kirchberg via l'A7 ou bien le centre-ville via la N11. De plus, des solutions réalisables sont en cours d'analyse pour favoriser les transports en commun routiers sur ces axes, tout en évitant d'empiéter significativement la zone protégée du Gréngewald.

Les éléments exposés ci-avant permettent d'optimiser la configuration de toutes les infrastructures de transports dans cette zone, en limitant l'impact sur la zone protégée du Gréngewald, tout en augmentant l'attractivité des transports en commun vers la ville de Luxembourg.

Question 2064 (18.4.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la mendicité:

Malheureusement, le phénomène de la mendicité est en recrudescence au Luxembourg, et ce fait est thématique à la fois par les autorités, dont celles de la capitale, et la presse. Certains y constatent une dégradation de l'espace public.

Il faut toutefois reconnaître que dans beaucoup de cas les mendiants sont des personnes qui sont réellement dans le besoin et qui se voient contraintes, par quelque drame personnel, de solliciter l'aide d'autrui. Souvent, ils perçoivent leur situation comme indigne et souffrent de ce fait.

Selon une porte-parole de la police, «les bandes organisées existent» (en rapport avec le phénomène de la mendicité), et le porte-parole de l'ASTI avance qu'un certain nombre de ces mendiants résident dans les camps de Mont Saint-Martin.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) Quel est le nombre d'interventions de la police relevant des articles 342 à 345 du Code pénal enregistrées en 2010, 2011 et pour les premiers mois de 2012?

2) Combien de procès-verbaux ont été rédigés sur base de ces interventions? Combien ont concerné des personnes ayant feint des plaies ou des infirmités?

3) Combien de procès-verbaux relevant des articles 342 à 345 du Code pénal ont été «classés sans suite» par les autorités judiciaires?

4) Quelles sont les suites judiciaires données aux procès-verbaux relevant des faits ci-dessus qui n'ont pas été «classés sans suite»?

5) Les autorités luxembourgeoises collaborent-elles avec les autorités françaises à propos des personnes verbalisées pour des faits de mendicité au Luxembourg, notamment par rapport à la légalité du séjour de ces personnes?

6) Le Gouvernement est-il d'avis que l'existence de «mendiants frontaliers» est conforme à la lettre et à l'esprit des Accords de Schengen? Le Gouvernement entend-il contrôler les frontières pour intercepter des «mendiants frontaliers»?

7) Des enquêtes sont-elles menées, le cas échéant avec les autorités françaises et celles des pays d'origine des personnes concernées, pour remonter les filières et trouver les responsables des «bandes organisées»?

8) Monsieur le Ministre de la Justice est-il d'accord pour proposer à la Chambre de compléter le Code pénal luxembourgeois par des dispositions analogues à celles contenues dans les articles 225-12-5 et 225-12-6 du Code pénal français (section «De l'exploitation de la mendicité»)?

9) Propose-t-on des aides concrètes aux personnes victimes de ces bandes organisées? Sont-elles invitées à faire des dépositions pouvant mener aux personnes qui les exploitent? Si oui, avec quels résultats?

10) Comment le Gouvernement réagit-il à la présence d'enfants mineurs auprès de certains des mendiants, notamment de ceux qui seraient soumis à une obligation scolaire?

Réponse commune (31.5.2012) de **M. François Biltgen**, Ministre de la Justice, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Il importe de souligner en premier lieu qu'il faut distinguer entre la mendicité simple et la mendicité en réunion.

La Police grand-ducale a dénoncé 59 faits pour mendicité en réunion (infraction qui est prévue par l'article 342 du Code pénal) en 2010, 77 faits en 2011 et 39 faits jusqu'au 25 avril 2012.

Il y a eu quatre condamnations du chef de mendicité en réunion (infraction toujours prévue au Code pénal) et toujours en relation avec d'autres infractions bien plus graves à savoir: vols qualifiés, escroquerie, faux, outrage à agent. Deux de ces affaires sont toujours en instruction.

Le législateur a adopté le 29 août 2008 une loi par laquelle l'infraction de mendicité «simple» a été supprimée. Il n'est dès lors que normal, du moins dans un État de droit, qu'il n'y a ni poursuites ni condamnations pour des faits qui ne constituent pas (ou plus) une infraction pénale. Le nombre des procès-verbaux classés (121 en tout) est dès lors insignifiant.

En ce qui concerne la question de l'opportunité de légiférer sur cette question, cette question sera transmise au groupe de travail qui est actuellement en train d'analyser les adaptations éventuelles à apporter au Code pénal.

La police, dans le cadre de la coopération policière, et par le biais du Système d'Information Schengen, d'Europol et d'Interpol utilise tous les moyens à sa disposition. Or, il s'agit souvent de personnes originaires de pays de l'Union européenne qui sont en possession de papiers valables et qui peuvent circuler librement. Elles ne se trouvent dès lors pas en situation irrégulière sur le territoire national.

Je me permets de souligner dans ce contexte que l'ECRI, dans son rapport de 2012, a recommandé aux autorités luxembourgeoises de «s'assurer que soient clairement définis les critères relatifs à la mise en œuvre de l'article 342 du Code pénal sur la mendicité en réunion. Elle leur recommande vivement de s'assurer que toute mesure prise par la police pour combattre la mendicité en réunion ne stigmatise pas et ne vise pas injustement les Roms».

Question 2065 (16.4.2012) de **MM. André Bauler** et de **Fernand Etgen** (DP) concernant le Centre d'intervention principal (CIP) à Diekirch:

Le Centre d'intervention principal (CIP) de la Police grand-ducale à Diekirch vient de déménager dans ses nouveaux locaux. La police est supposée garantir au CIP une permanence de 24 heures sur 24 et de 7 jours sur 7. Néanmoins il nous revient que pendant la nuit et les samedis/dimanches/jours fériés un agent doit souvent garantir à lui seul le poste d'opérateur du service d'urgence au centre d'intervention. Étant donné que l'agent ne peut pas quitter son poste, il ne peut ni se déplacer pour surveiller la cellule au cas où elle serait occupée ni partir en intervention ou encore accueillir des citoyens au poste. En cas d'urgence l'agent doit faire appel à des patrouilles pour revenir au centre d'intervention. Vu le rayon très étendu du Centre d'intervention de Diekirch les patrouilles peuvent cependant être en déplacement sur des distances atteignant les 30 kilomètres.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer le manque de personnel au niveau du Centre d'intervention de Diekirch?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur la situation au niveau des autres CIP du pays?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur le nombre de personnels qu'il juge indispensable afin de garantir une permanence appropriée au niveau des CIP?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer comment il juge remédier dans les meilleurs délais à cette situation?

Réponse (22.5.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Depuis octobre 2002, la circonscription régionale de Diekirch a été renforcée de 25 policiers pour atteindre un effectif de 135 personnels au 1^{er} mai 2012.

Les renforcements sont annuellement décidés sur base de l'analyse stratégique nationale des statistiques afin de fixer les priorités de renforcement des unités.

Actuellement, le Centre d'intervention de Diekirch dispose d'un effectif de 31 fonctionnaires assurant un service 7j/7 et 24hrs/24. Au vu des analyses récentes, des renforcements des commissariats de proximité ainsi que des services régionaux, dont le Service de recherche et d'enquête criminelle régional, la mission judiciaire constituant une des priorités politiques, sont prévus.

L'accueil au centre régional de police à Diekirch est assuré par du personnel policier pouvant être issu des différents services de la région et d'un personnel civil. L'accueil en dehors des heures de fonctionnement de ce guichet d'accueil se fait par un fonctionnaire du centre d'intervention, par interphone, tenant compte des configurations des lieux. Cette procédure n'a jusqu'à présent pas empêché le bon fonctionnement du service et l'accueil du public.

Question 2066 (18.4.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **méthodes de paiement dans les parkings des hôpitaux**:

Als die Mini-cash-Karte abgeschafft wurde, war dies auch das Ende des Bezahls von Parkgebühren mit dieser Karte am Parkscheinautomaten. Schnell hatten sich die Betreiber von Parkhäusern bemüht, alternative Lösungen anzubieten. Es wurden elektronische Zahlungsformen über SMS und gängige EC- und Kreditkarten umgesetzt.

Allerdings fällt auf, dass es in sehr vielen Parkhäusern von Kliniken mit der Abschaffung der Mini-cash-Karte zum ausschließlichen Gebrauch von Münzen für die Abgeltung gekommen ist. Man sieht, dass der Kartenschlitz an den Automaten versiegelt wurde, was an sich mit dem Ende von elektronischen Zahlungsmitteln einhergeht.

Fragen:

1) Wieso haben die Kliniken bei der Abschaffung der Mini-cash-Karte nicht nach anderen elektronischen Zahlungsmöglichkeiten gesucht?

2) Wie sieht der Minister das derzeitige Angebot an Zahlungsmöglichkeiten für Parkgebühren für kranke, behinderte und bewegungseingeschränkte Personen in den Kliniken? Muss der Patient sich weiterhin die Taschen mit Bargeld füllen, um die Parkgebühren zu entgelten?

3) Spiegelt das derzeitige Nichtanbieten von elektronischen Zahlungsmöglichkeiten am Parkscheinautomaten die allgemeine Rückständigkeit unseres Gesundheitssektors im Anbieten von elektronischen Diensten wider, insbesondere was „eHealth“ anbelangt?

4) Wie und durch wen werden die Parkgebühren in den klinikeigenen Parkhäusern festgelegt?

Réponse (25.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Les frais d'aménagement des parkings attenants à des hôpitaux ne font pas partie des frais de construction de l'hôpital pris en charge par l'État, conformément à la loi de financement. Le coût du parking n'est pas non plus opposable à l'assurance maladie, dans le cadre des relations de l'hôpital avec la Caisse Nationale de Santé.

Les conditions de mise à disposition du parking ainsi que la détermination du prix à payer et des modalités de paiement relèvent de la décision autonome des établissements hospitaliers. Certains hôpitaux exploitent ainsi directement le parking attenants à l'hôpital, dans d'autres cas l'exploitation du parking relève d'une société externe qui en détermine les conditions d'exploitation.

D'après les informations fournies par les établissements hospitaliers, les caisses automatiques disponibles dans les parkings attenants aux hôpitaux permettent un paiement en espèces, y inclus par billets. Un certain nombre de caisses automatiques permettent aussi le paiement par carte de crédit. Outre le paiement par caisse automatique, le paiement est généralement possible à l'accueil de l'établissement, soit en liquide, soit par carte bancaire. Les établissements hospitaliers qui n'acceptent pas les cartes de crédit pour le paiement du parking à l'accueil disposent d'un distributeur automatique de billets permettant le retrait d'espèces.

L'abandon de la possibilité de paiement des frais de parking par «Mini-cash» résulte de l'abandon général de ce mode de paiement au Grand-Duché. Il n'en résulte pourtant pas un problème de santé publique urgent nécessitant une intervention du soussigné dans le fonctionnement des hôpitaux, responsables de façon autonome de l'organisation de ce service qu'ils offrent aux patients et visiteurs.

Question 2067 (18.4.2012) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant le **réaménagement du Château de Schoenfels**:

En relation avec l'exécution de différents projets qui sont prévus dans le cadre du réaménagement du Château à Schoenfels, des alentours de ce château ainsi que le raccordement de ce site aux voies cyclables (cf. la réponse à ma

question parlementaire n°2545 du 19 mai 2008) (cf. *compte rendu n°17/2007-2008*), j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Est-ce que le réaménagement de l'ancienne ferme et du parc qui était prévu en deux phases avance comme prévu? Dans la négative, quelles sont les raisons d'éventuels retards?

- Est-ce que les travaux de planification en ce qui concerne les détails de l'affectation du donjon sont entre-temps connus? Dans l'affirmative, quand est-ce que les travaux de restauration plus substantiels du donjon seront entamés? Dans la négative, quand est-ce que l'affectation du donjon sera décidée?

- Est-ce que les moyens budgétaires sont actuellement disponibles pour réaliser les travaux de la deuxième phase, à savoir l'aménagement de bureaux pour l'Administration des Eaux et Forêts, le centre d'accueil pour la réserve naturelle Mamerdall et le réaménagement du parc du château? Dans la négative, pour quand est-ce que ces travaux sont planifiés?

- Est-ce que l'étude d'évaluation des incidences sur l'environnement en relation avec la construction d'une piste cyclable reliant les localités de Schoenfels et de Mersch (PC14) a été réalisée? Quel est le résultat de cette étude et quelles sont les conclusions qui en ont été tirées en vue de la réalisation de la piste cyclable en question?

Réponse commune (6.7.2012) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

- Le réaménagement de l'ancienne ferme avance dans les délais prévus. En effet, en ce qui concerne la phase I du projet, l'aménagement de l'atelier thérapeutique, la fin des travaux de parachèvement est prévue pour le 1^{er} semestre 2013. La mise en service est planifiée pour la première moitié de 2013.

Quant à la phase II, à savoir la réhabilitation de l'ancienne ferme pour les besoins d'un centre d'accueil de l'Administration de la Nature et des Forêts, les études sont en train d'être élaborées afin de garantir le début des travaux au cours de l'année prochaine.

- Depuis trois ans, le Service des Sites et Monuments Nationaux a budgétisé et réservé au Fonds pour les monuments historiques un projet d'infrastructure relatif à la remise en valeur du donjon de Schoenfels. Ce projet a prévu des travaux de consolidation et de pré-équipement technique pour un centre d'accueil de l'Administration de la Nature et des Forêts.

Le total du projet se chiffre à 1.196.375 euros. À ce jour, la somme de 244.478 euros a été investie dans le levé topographique, dans une étude statique, dans la stabilisation de la charpente, dans la stabilisation et rénovation des voûtes et dans le remplacement de fenêtres. La suite des travaux est en cours de planification et sera réalisée entièrement d'ici fin 2014.

Le préconcept pour le Centre d'accueil par l'Administration de la Nature et des Forêts a été défini comme suit: au rez-de-cour, un espace d'accueil pour grand public, qui devrait permettre une petite restauration, sera mis en place; aux étages, il y aura des espaces pour des expositions fixes et itinérantes, un espace de réunion pouvant être utilisé par les associations locales.

- En ce qui concerne l'aménagement des alentours, l'Administration de la Nature et des Forêts élaborera un projet pour un aménagement écologique et un entretien extensif, en tenant compte des aspects historiques, comme, par exemple, un jardin historique. Le projet, placé sous la responsabilité de l'Administration de la Nature et des Forêts, visera également la renaturation de la plaine alluviale (sur le territoire du parc) de la Mamer et l'aménagement d'un parking écologique.

Le programme pluriannuel du fonds d'investissements publics administratifs prévoit pour 2012 un budget de l'ordre de 5.000.000 d'euros pour la phase II, l'aménagement d'un centre d'accueil de l'Administration de la Nature et des Forêts.

L'arrondissement centre-ouest de l'Administration de la Nature et des Forêts exécutera pendant la décennie à venir des mesures d'entretien et de conservation de la substance historique du parc selon le «Parkpflegekonzept für den Schlosspark Schoenfels» élaboré par le Dr. Julia Engels, approuvé en date du 19 septembre 2011 par Madame la Ministre de la Culture, tout en lui demandant de tenir informé le Service des sites et monuments nationaux de l'avancement des travaux, et de suivre ses recommandations.

- Une notice d'impact (Screening) a été réalisée en 2009 dans le cadre des études d'avant-projet de la piste cyclable PC14 entre Mersch et

Schoenfels. Les experts arrivent à la conclusion que la piste cyclable en tant qu'ouvrage n'occasionne pas d'incidences notables sur les habitats des espèces protégées. Toutefois il y a lieu d'analyser plus en détail les effets cumulatifs des différents projets localisés dans le secteur de Schoenfels. En effet, il est impératif que l'aménagement du château, l'exploitation du centre d'accueil et le prolongement de la piste cyclable vers Kopstal fassent l'objet d'une analyse détaillée avant que les travaux ne puissent être autorisés sur base de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature.

Question 2068 (19.4.2012) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**impact des lignes à haute tension sur l'organisme humain**:

Der elektrische Strom wird hauptsächlich in Kraftwerken hoher Leistung erzeugt und mittels Drehstrom-Hochspannungsleitungen zum Endverbraucher transportiert. Durch die Energieübertragung wird ein elektromagnetisches Feld mit der Frequenz von 50 Hz erzeugt. Des Weiteren kommt es zu Funkentladungen und zur Abstrahlung im Hochfrequenzbereich. In der technisch-wissenschaftlichen Literatur wird auf die negativen Einflüsse seitens der Hochspannungsleitungen aufmerksam gemacht, vor allem auf die Gesundheit. In der medizinischen Gemeinschaft gibt es jedoch eine kontroverse Diskussion zu diesen Einflüssen, wird doch vielfach über das Eintreten von Leukämie bei Kindern berichtet.

Um den Einfluss der Hochspannungsleitungen zu untersuchen, wurde eine Feldstudie von Epidemiologen des Kinderkrebszentrums der englischen Universität Oxford durchgeführt. Es wurden die medizinischen Daten von 28.968 Kindern aus England und Wales analysiert, welche im Alter von unter 15 Jahren mit Krebs diagnostiziert wurden. Das Ziel der Feldstudie war das Aufsuchen des relativen Risikos, an Krebs zu erkranken durch das Wohnen in der Nähe einer Hochspannungsleitung. Die Resultate wurden im „British Journal of Cancer“ im September 2010 publiziert. Im folgenden Auszüge aus der Studie: „Die Gesamtauswertung ergab ein relatives Risiko zwischen 1,14 für Leukämie, 0,8 für Tumoren des zentralen Nervensystems und 1,3 für die restlichen Tumorerkrankungen. Dies scheint zu bedeuten, dass die Wahrscheinlichkeit, im Umfeld von Hochspannungsleitungen an Leukämie zu erkranken, 1,14-mal höher ist als ohne Hochspannungsleitung.“ „Im Gefahrenbereich von 100 m unter einer Hochspannungsleitung verdoppelt sich das Risiko, an Leukämie zu erkranken, bei unter 15-Jährigen. 500 Kinder erkranken jährlich in Großbritannien an Blutkrebs, 20-30% gehen schätzungsweise auf das Konto von starkem Elektromog.“

Das Bundesamt für Strahlenschutz gibt an, dass sich die elektrischen und die magnetischen Feldstärken in einem Abstand von 60-80 m von Hochspannungsleitungen soweit verringert haben, dass sie zum Teil sogar um Größenordnungen unterhalb der Grenzwerte von IPRA liegen. Das Umweltinstitut München empfiehlt dagegen einen Abstand von 80 bis 120 m bei 220 kV.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Gesundheit und dem Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen folgende Fragen stellen:

- Haben die Ministerien Kenntnis der Resultate dieser Feldstudie, durchgeführt vom Kinderkrebszentrum der englischen Universität Oxford?

- Welche Empfehlungen hinsichtlich der exakten Abstände von Hochspannungsleitungen unterschiedlicher Spannung sind nunmehr bindend? Aktuell liegen unterschiedliche Weisungen bezüglich der Abstände vor.

- Welche Auswirkungen werden die verordneten Abstände auf die sich in der Ausarbeitung befindlichen kommunalen allgemeinen Bebauungspläne (PAG) haben?

Réponse commune (28.6.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Epidemiologische Studien¹ stützen sich auf statistische Methoden, um die Gesundheitsrisiken von potenziellen Schadstoffen (hier Magnetfeld) mit 95%iger Wahrscheinlichkeit darstellen zu können. Dabei wird die Häufigkeit von Erkrankungen bei einer Exposition mit der ohne Exposition verglichen. Ein relatives Risiko von 1 bedeutet, dass der potenzielle Schadstoff keinen Einfluss bei Erkrankungen hat. Ist das rela-

¹ <http://www.nature.com/bjc/journal/v103/n7/full/6605795a.html>

tive Risiko grösser als 1, besteht die Möglichkeit, dass der Schadstoff tatsächlich das Risiko einer Erkrankung erhöht.

Die von der Universität Oxford durchgeführte Studie, auf welche sich der ehrenwerte Abgeordnete beruft, lässt keine Schlüsse bezüglich des krebserregenden Potenzials einer Hochspannungsleitung zu, da alle Intervalle das relative Risiko 1 beinhalten: Die gefundenen relativen Risiken bei Feldern oberhalb von 0,4 Mikrottesla liegen zwischen 0,18 und 22,04 bei Leukämien, zwischen 0,03 und 3,2 bei Tumoren und zwischen 0,58 und 42,8 bei andern Krebsarten. Dies liegt an den niedrigen Fallzahlen: zwei Leukämien, ein Tumor und fünf andere Krebsfälle. Dermaßen kleine Fallzahlen können keine statistisch relevanten Resultate ergeben.

Die Aussage des Herrn Abgeordneten, dass 20-30% der 500 in England an Blutkrebs erkrankten Kinder auf das Konto des Elektromogs gehen würden, ist demnach nicht nachvollziehbar, zumal nur wenige Häuser nahe an Hochspannungsleitungen liegen. Die Studie selbst spricht in der Tat von einem zusätzlichen Fall pro Jahr aufgrund von Hochspannungsleitungen.

Aus Gründen des vorbeugenden Umweltschutzes sind in Luxemburg Mindestabstände zwischen Hochspannungs-Freileitungen und vorhandenen Wohnungen sowie allen anderen Gebäuden, in denen sich Menschen aufhalten, in den Kommodo/Inkommodo-Genehmigungen in der Vergangenheit vorgeschrieben worden. Hierbei handelt es sich um die Mindestabstände, welche im Rundschreiben vom 11. März 1994 (circulaire n°1644 aux administrations communales) über Mindestabstände zwischen oberirdischen Hochspannungsleitungen und der Erschließung von neuem Bauland vom damaligen Innenminister an die Gemeindeverwaltungen empfohlen wurden.

Auf europäischer Ebene gibt es die Empfehlung Nr.1999/519/EG vom 12. Juli 1999 zur Begrenzung der Exposition der Bevölkerung gegenüber elektromagnetischen Feldern (0 Hz bis 300 GHz). In dieser Empfehlung werden keine Mindestabstände sondern Grenzwerte festgelegt. Die hier empfohlenen Grenzwerte entsprechen den Werten, welche von der ICNIRP² (Internationale Kommission zum Schutz vor nichtionisierender Strahlung) festgelegt wurden. Der Grenzwert für niederfrequente Felder bei 50 Hz, also der Grenzwert, der für Hochspannungsleitungen zutrifft, beträgt für die magnetische Flussdichte 100 µT (Mikrottesla).

In der Schweiz wurde im Rahmen der NISV (Verordnung für nichtionisierende Strahlen) ein Vorsorgengrenzwert von 1 µT (Mikrottesla) für „Orte mit empfindlicher Nutzung“³ festgelegt.

Der in Luxemburg angewandte Mindestabstand wurde aber im Rahmen der Kommodo/Inkommodo-Genehmigung der Hochspannungs-Freileitung, die zur Energieversorgung des Werkes der Firma ArcelorMittal in Bissen dient, vom Betreiber angefochten. Vom Luxemburger Verwaltungsgericht wurde im Laufe des Verfahrens 23140 C in genannter Sache eine gutachterliche Stellungnahme beauftragt. Der Gutachter sollte Aussagen zu der Notwendigkeit der Mindestabstandsregelung für Gebäude in der Nähe der Hochspannungsleitung treffen.

Messungen der magnetischen Flussdichte am Ort der 65 kV-Hochspannungsleitung ergaben, dass der empfohlene EU-Grenzwert (Empfehlung Nr.1999/519/EG vom 12. Juli 1999) von 100 µT um mindestens den Faktor 152 unterschritten wurde. Auch der Vorsorgewert der Schweiz von 1 µT für „Orte mit empfindlicher Nutzung“ wurde deutlich eingehalten. Im Rahmen des EU-Grenzwertes von 100 µT sah der Gutachter eine Mindestabstandsregelung zu einer Bebauungsgrenze als nicht nötig.

Ebenfalls machte der Gutachter darauf aufmerksam, dass eine Abstandsregelung nicht dazu geeignet sei, einen eindeutigen Zusammenhang zwischen Vorsorgewerten und Abstand herzustellen. Er empfahl, bei der Umsetzung einer Vorsorgeregulation sich direkt auf Referenzgrenzwerte zu beziehen, um so die Einhaltung eines genau definierten Vorsorgewertes eindeutig und nachvollziehbar zu gestalten sowie messtechnisch und rechnerisch überprüfbar zu machen. Er verwies als Beispiel auf die Regelung in der Schweiz für eine mögliche Umsetzung einer Vorsorgeregulation, die über die Empfehlung des Europäischen Rates hinausgeht. Die Kommodo/Inkommodo-Genehmi-

² International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection

³ Als Orte mit empfindlicher Nutzung gelten:

a. Räume in Gebäuden, in denen sich Personen regelmäßig während längerer Zeit aufhalten;

b. öffentliche oder private, raumplanungsrechtlich festgesetzte Kinderspielplätze;

c. diejenigen Bereiche von unüberbauten Grundstücken, in denen Nutzungen nach den Buchstaben a und b zugelassen sind.



gung für obengenannte Hochspannungs-Freileitung wurde abgeändert, vom geforderten Mindestabstand wurde abgesehen.

Das Gutachten „Untersuchung zur Hochspannungsleitung in Bissen“¹ hat den Anlass gegeben, von der Abstandsregelung abzusehen und in den Kommodo/Inkommodo-Genehmigungen einen Grenzwert für elektromagnetische Felder festzulegen. Dabei gilt die Schweizer Norm als Referenz.

Der Grenzwert von 1 µT an „Orten mit empfindlicher Nutzung“ wurde aber im Rahmen von zwei Kommodo/Inkommodo-Genehmigungen für die Errichtung von Hochspannungs-Freileitungen vom Antragsteller angefochten. Es kam zu den Verfahren 26928 und 26929 am Luxemburger Verwaltungsgericht. In diesen Verfahren kam das Gericht zum Schluss, dass ein Grenzwert von 1 µT nicht angebracht sei, sondern dass der empfohlene EU-Grenzwert von 100 µT einen ausreichenden Schutz der Bevölkerung bieten würde. Das Gericht hat die Genehmigungen dementsprechend abgeändert.

In beiden Fällen stützt das Gericht sich darauf, dass laut dem WHO²-Bericht „Que sont les champs électromagnétiques?“ aus dem Jahre 2010 die ICNIRP-Empfehlungen und somit die Empfehlungen des Rates der Europäischen Union sich auf wissenschaftlichen Studien basieren. Laut diesem Bericht hätte die ICNIRP einen Sicherheitsfaktor von 50 für den Grenzwert zum Schutz der allgemeinen Bevölkerung gegenüber elektromagnetischen Feldern berücksichtigt. Außerdem verweist das Gericht auf die o. g. europäische Empfehlung, in welcher gefolgert wird, dass diese auch mögliche Langzeitwirkungen abdecke.

Das Verwaltungsgericht stellte fest, dass wegen des angewandten Sicherheitsfaktors von 50 die ICNIRP-Grenzwerte und somit die EU-Grenzwerte ganz in Einklang mit dem Vorsorgeprinzip sind und demnach ein Wert festgelegt wurde, der deutlich unter dem Wert liegt, ab dem Beschwerden auftreten können. Das Gericht ist der Auffassung, dass der in den angefochtenen Kommodo/Inkommodo-Genehmigungen geforderte Grenzwert von 1 µT, welcher um den Faktor 100 niedriger ist als der EU-Grenzwert, nicht durch das Vorsorgeprinzip begründet werden kann, da dieses Prinzip bereits bei der Festlegung des EU-Grenzwertes angewandt wurde (Sicherheitsfaktor 50), und sieht den geforderten Grenzwert von 1 µT als unbegründet.

Question 2069 (19.4.2012) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **pollution du ruisseau «Bibeschbaach»**:

Ce matin d'importantes traces d'huile et de monocarbures ont été détectées dans le ruisseau «Bibeschbaach» à Livange causant une pollution considérable de l'environnement naturel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il donner des précisions quant à l'origine de cette pollution?

- Pour quelles raisons les nouvelles installations de rétention d'huile «mises en service définitivement pour le 21 octobre 2011 de sorte que l'on puisse présumer qu'une situation comparable ne se reproduira plus à l'avenir» (réponse à ma question parlementaire n°1638) (cf. *compte rendu n°1/2011-2012*) ont failli?

- Quelles mesures sont prises dans l'immédiat pour remédier à la situation?

- Quel est le premier bilan quant à la pollution de l'environnement naturel?

- Qu'en est-il de la remise en état du milieu naturel concerné?

Question 2079 (24.4.2012) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant la **pollution du ruisseau «Bibeschbaach»**:

Suivant des informations de presse une nouvelle pollution de la «Bibeschbaach» par des hydrocarbures a été détectée dans la commune de Roeser, aux lieux-dits «in den Kapenstrachen» et «im Weyer» en date du 19 avril 2012. Ces lieux-dits se trouvent d'ailleurs sur le site du projet du stade national de football à Livange.

En ce qui concerne cette pollution, j'aimerais obtenir les précisions suivantes:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de cette nouvelle pollution du «Bibeschbaach»?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour cette pollution par des hydrocarbures et qui est à l'origine de cette situation?

- Quelle est l'envergure de la pollution en question?

- Quels systèmes d'alerte existent sur les lieux pour éviter une pollution pareille du milieu naturel?

Réponse (21.6.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question des honorables députés Eugène Berger et Camille Gira, il y a lieu de préciser que le rapport d'incident dressé par le Centre d'intervention et d'entretien sur les Autoroutes informe qu'en date du 19 avril 2012 vers 8.30 heures, les sapeurs-pompiers de Roeser ont été alertés pour un problème de pollution au ruisseau «Bibeschbaach» près de la route nationale N31 à Livange.

Sur le site, des traces d'hydrocarbures ont été détectées à la surface du ruisseau et dans l'immédiat des mesures de protection de l'environnement ont été prises en installant un barrage d'huile. Une inspection visuelle du ruisseau a été faite le même jour à 9.00 heures et aucune trace d'hydrocarbures n'a pu être détectée, ni à la surface du ruisseau, ni sur les berges du ruisseau.

En ce qui concerne la source des hydrocarbures, les aires de services situées aux bords de l'autoroute dans les deux directions de circulation peuvent être exclues. Les eaux de surface de la station de service située en direction «Luxembourg» ne sont pas déversées dans le «Bibeschbaach». Par ailleurs, aucune trace d'hydrocarbures n'a pu être détectée en amont du «Bibeschbaach», ce qui permet d'exclure la provenance des hydrocarbures de la station de service sise au bord de l'autoroute en direction de la «France».

On peut donc en conclure que les hydrocarbures provenaient du tronçon d'autoroute entre l'échangeur de Livange et l'aire de Berchem puisque les eaux de pluie de ce tronçon sont déversées directement dans le «Bibeschbaach».

Afin d'identifier et le cas échéant de quantifier une éventuelle pollution du ruisseau «Bibeschbaach», un bureau spécialisé en la matière a été chargé d'analyser la zone en question. Le rapport datant du 29 mai 2012 identifie un seul point de pollution qui se situe au niveau du barrage installé par les sapeurs-pompiers. En effet, une concentration de 370 mg/kg en hydrocarbures totaux dans les sédiments a été détectée entre le premier et le deuxième barrage provisoire. Cette concentration se situe au-dessus du seuil d'intervention «oPW1» fixé à 300 mg/kg. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que l'huile a été «arrêtée» à cet endroit du site en vue d'une récupération définitive par les sapeurs-pompiers. Ce phénomène d'impact résiduel dans les sédiments semble ainsi cohérent et logique. Les eaux de rivière n'ont pas montré d'impact visuel, ni d'impact analytique.

Sachant que des phénomènes de dégradation naturelle des hydrocarbures et des phénomènes de dilution auront lieu en fonction des intempéries, des niveaux d'eau et des saisons annuelles, il est fort probable que cet impact résiduel local ne sera plus détectable après un certain temps. De ce fait, la zone concernée sera contrôlée une nouvelle fois, après enlèvement du barrage provisoire, notamment pour confirmer l'absence d'une pollution résiduelle significative et pour confirmer l'hypothèse de l'autoépuration naturelle. Un assainissement local ne s'impose donc pas à ce stade.

Question 2070 (19.4.2012) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant l'**augmentation du trafic dans les communes limitrophes du Centre Logistique de Bettembourg**:

Dans un récent commentaire sur les ondes de RTL Radio Lëtzebuerg l'on a relevé au sujet de la mise en place du Centre Logistique de Bettembourg sur l'ancien site militaire américain WSA, dont l'extension devrait d'après le Ministre de l'Économie débuter l'année prochaine, que les communes limitrophes seront confrontées à une augmentation considérable du trafic routier. RTL Radio Lëtzebuerg a également parlé de 1.000 voitures ainsi que 1.400 poids lourds qui accéderont au site par jour. On s'attend à 100 mouvements par heure.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre de l'Économie peut-il confirmer les chiffres relatés ci-dessus?

- Quelle sera l'évolution du trafic à court terme et à quel niveau se situera-t-il à terme ceci aussi bien au niveau des poids lourds que des salariés employés sur le site? Combien de mouvements en termes de trafic routier cela représentera-t-il?

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il me renseigner sur le concept en matière d'organisation du trafic supplémentaire en poids lourds et voitures généré par le Centre Logistique de Bettembourg? Les communes limitrophes seront-elles consultées, voire associées à l'élaboration de ce concept? Quels sont les aménagements (construction de chaussées, accès,...) projetés à cet effet? Quel est le coût de ces travaux et quand est-ce qu'ils seront finalisés? En attendant la finalisation des infrastructures routières prévues pour gérer le trafic supplémentaire, quel sera l'impact sur les communes limitrophes? Quelles conséquences le Centre Logistique de Bettembourg aura-t-il sur le réseau routier et autoroutier en général?

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures entend-il prendre des mesures permettant d'y parer? Si oui, quelles solutions compte-t-il mettre en œuvre?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner si l'État est en possession de tous les terrains nécessaires à l'aménagement de toutes les infrastructures routières prévues dans le cadre du Centre Logistique de Bettembourg?

Réponse commune (8.6.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question de l'honorable Député Eugène Berger, il y a lieu de préciser que, dans la zone concernée, de multiples projets, dont chacun est générateur de trafic en soi, sont actuellement développés par les acteurs étatiques, communaux et privés. En termes de charges de trafic sur le réseau routier, il existe plusieurs études de trafic, à hypothèses différentes, mais, vu les interactions complexes et cumulatives entre les différents projets et les projections de trafic au niveau national et international, les chiffres précis avancés par l'honorable Député pour le seul projet du centre logistique sur l'ancien terrain de la WSA sont à croiser avec les autres projets et le modèle général de trafic.

En présence de ces différents projets et études, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, d'entente avec les administrations communales et les autres acteurs étatiques, a pris l'initiative d'intégrer tous les éléments dans une étude d'ensemble, à mener par l'Administration des Ponts et Chaussées, compétente pour le réseau routier étatique. Les développements prévus et projetés seront ainsi conciliés avec l'organisation optimale du réseau routier en cohérence avec les concepts d'une mobilité durable. Ceci vaut surtout pour l'évolution à moyen terme, vu que le raccordement des projets logistiques au réseau autoroutier est déjà prévu via l'échangeur de Dudelange-Burange, qui sera entièrement réaménagé et dont les dossiers d'exécution sont en préparation, et la nouvelle voie de liaison entre la N31 et le CR161, franchissant la gare de triage. Le début d'exécution de ce cette liaison, planifiée par les Ponts et Chaussées avec la participation du Ministère de l'Économie et des CFL, a été avancé pour répondre aux demandes d'accélérer l'ensemble des projets, vu l'évolution rapide de ce secteur économique.

En ce qui concerne le détail des questions de l'honorable Député, nous pouvons donc confirmer que les communes limitrophes ont récemment été associées à une étude de trafic d'ensemble sous la compétence des Ponts et Chaussées.

D'ailleurs les collèges des bourgmestres et échevins des communes de Bettembourg et de Dudelange ont été reçus dans les bureaux du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, réunion dans laquelle il a été précisé que les procédures de consultation se feront suivant la législation en vigueur.

Dans l'immédiat, la zone logistique profite déjà des améliorations en cours sur le réseau routier. Actuellement, le CR161 est réaménagé à partir de la N13 avec aménagement d'un carrefour giratoire à l'intersection montée Krakelshaff/rue Graham Bell. Un autre giratoire est aménagé au carrefour formé par le CR161 et la N38, bretelle d'accès de l'autoroute A3. Finalement, il est prévu d'aménager un carrefour giratoire sur

la N31 au droit de la desserte du site CFL Multimodal actuel. Avec la réalisation de ces projets, le site est déjà desservi de sorte à ce que l'accès des poids lourds est assuré par l'autoroute sans qu'ils aient besoin de traverser les localités.

À court terme, cette situation sera encore améliorée par le réaménagement de l'échangeur de Burange et la construction de la nouvelle voie de liaison. Des besoins ultérieurs seront détectés à base de l'étude de trafic couvrant l'ensemble des projets, en cohérence avec les développements déjà prévus au niveau du réseau routier étatique.

En ce qui concerne le planning des travaux actuellement prévus, la mise en soumission du premier chantier de l'échangeur de Burange est programmée pour automne 2012. Les autres chantiers devront suivre dans une logique d'organisation générale optimisée, coordonnée avec les chantiers logistiques. Vu que les différents dossiers ne se trouvent pas à un même stade d'élaboration, il n'est actuellement pas possible d'avancer un devis cohérent pour l'ensemble des mesures.

Selon les informations reçues par le comité d'acquisition, le réaménagement de l'échangeur de Burange ne se heurte pas à des problèmes d'acquisition d'emprises.

Question 2071 (20.4.2012) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant le **conseil d'administration de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis**:

Dans sa réponse du 12 avril 2012 à ma question parlementaire n°2028 (cf. *compte rendu n°9/2011-2012*) au sujet de la nomination de nouveaux membres du conseil d'administration de la Philharmonie suite à l'entrée en vigueur de la loi du 16 décembre 2011 portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et la Fondation Henri Pensis, Madame la Ministre avait fait savoir qu'il «n'existe légalement pas d'urgence pour nommer de nouveaux membres du prédit conseil.»

Or, une semaine après cette réponse de Madame la Ministre, RTL annonce que le conseil d'administration a été partiellement renouvelé avec entre autres un nouveau président et un nouveau vice-président.

Partant, je souhaiterais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les motifs de ces changements au sein du conseil d'administration alors que, selon ses propres dires, il n'existait pas d'urgence en la matière?

Réponse (22.5.2012) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

La question parlementaire n°2071 appelle la réponse suivante:

Tel que précisé dans ma réponse à la question parlementaire n°2028 de Madame la Députée Anne Brasseur, d'un point de vue légal il n'y avait aucune urgence pour nommer un nouveau conseil d'administration pour l'établissement public «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» avant la fin de l'année 2012, dans la mesure où l'ancien conseil d'administration de la Philharmonie a légalement survécu à la fusion de celle-ci avec l'OPL. Il n'y avait donc pas de raison à devoir nommer un nouveau conseil d'administration dès le 1^{er} janvier de l'année en cours, d'autant plus que la loi portant réorganisation de l'établissement public «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis fut votée par la Chambre des Députés le 14 décembre 2011 et promulguée le 16 décembre 2011. Par décence et respect des instances parlementaires, il m'a semblé évident de ne pas entamer de pourparlers pour la composition du conseil d'administration avant le vote et l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

D'un autre côté, s'il n'y avait pas d'urgence au 1^{er} janvier 2012, il n'y avait pas de raison non plus d'attendre la fin de l'année 2012 pour mettre en place le nouveau conseil d'administration. La présentation de la nouvelle saison commune à la nouvelle structure juridique constitue le moment plus qu'opportun à cet effet.

¹ Gutachten erstellt am 18 April 2008 durch Prof. Dr. W. Langguth vom Institut für Technologie Transfer (FITT) der Hochschule für Technik und Wirtschaft (HTW) des Saarlandes;

² World Health Organization (www.who.int).

Question 2072 (20.4.2012) de **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*) concernant le **besoin d'autorisation parentale pour un enfant mineur voyageant en compagnie de sa mère ou de son père:**

Si l'enfant mineur voyage sans ses parents, il doit être en possession d'une autorisation parentale à cet effet dûment légalisée par l'administration communale ou le commissariat de police du lieu de sa résidence.

Or, selon nos sources de nombreux bureaux de voyages et la compagnie nationale d'aviation civile requièrent une autorisation parentale lorsque l'enfant voyage en compagnie de sa mère divorcée ou séparée. Ces mères qui détiennent pour la plupart la garde et donc l'autorité parentale de l'enfant doivent se justifier pour la simple raison que leur nom de jeune fille est différent du nom de famille de leur enfant.

Considérant que les enfants ne sont plus inscrits dans le passeport des parents depuis la nouvelle règle «Une personne, un passeport» du 28 août 2006 du Bureau des Passeports, mais que les noms des parents sont dorénavant inscrits dans le passeport de l'enfant, je souhaite poser les questions suivantes:

– Est-ce que pour les enfants mineurs voyageant en compagnie d'un seul parent, l'accompagnateur père ou mère ne pourrait pas être dispensé d'une autorisation parentale?

– Le propre passeport de l'enfant sur lequel sont inscrits les noms des parents et le passeport de l'accompagnateur ne sont-elles en soi des pièces justificatives suffisantes qui rendent un document de consentement parental superflu lorsque la mère ou le père voyage avec l'enfant?

Réponse commune (18.5.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice* et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères:*

Suite à la question parlementaire n°2072 du 20 avril 2012 de Madame la Députée Viviane Loschetter, nous aimerions fournir à l'honorable Députée, les éléments suivants:

Le passeport est un titre de voyage qui atteste la nationalité luxembourgeoise et l'identité de son titulaire. Il est exigé par la plupart des pays étrangers pour entrer sur leur territoire. Il ne constitue pas une autorisation pour sortir du territoire pour enfants mineurs voyageant seul ou en compagnie d'un seul parent.

Le système des autorisations parentales en cas de déplacement - voyage - d'un enfant mineur à l'étranger s'inscrit dans une politique préventive de protection de l'enfant et de lutte contre la non-présentation d'enfant ou l'enlèvement d'enfant.

Ce même souci de prévention et de protection de l'enfant a conduit le Gouvernement dans le cadre d'un projet de loi n°5867 relatif à la responsabilité parentale, projet déposé par le Ministre de la Justice en 2008 à la Chambre des Députés, à proposer au législateur de compléter les règles sur l'exercice de l'autorité parentale par une disposition, qui prévoit qu'un juge peut ordonner l'inscription sur le passeport d'une interdiction de sortie de l'enfant du territoire luxembourgeois sans l'autorisation des deux parents. Cette proposition s'inspire de la loi française qui prévoit une disposition identique. L'objet de cette mesure est de réduire le risque d'enlèvements d'enfants par un parent, car les cas d'enlèvement international d'enfants se multiplient malheureusement de nos jours au niveau international.

Par ailleurs, dans certains États, le droit interne exige qu'un consentement parental ait été donné par écrit avant de permettre à un enfant mineur de quitter le territoire sans l'un des parents ou les deux. Certains États exigent également un consentement parental écrit pour permettre à un enfant d'entrer sur leur territoire. En outre, plusieurs prestataires de transport ont adopté une politique consistant à recommander fortement aux parents que l'enfant ait à tout moment en sa possession une preuve du consentement parental l'autorisant à voyager avec un seul de ses parents ou sans aucun de ses parents.

Au vu des considérations qui précèdent, il semble inopportun de supprimer le principe de l'autorisation parentale pour les hypothèses visées par l'honorable Députée.

Question 2073 (20.4.2012) de **M. Jean Colombara** (*ADR*) concernant les **tunnels Gousselerbiérg et Markusbiérg:**

D'Tunnele Gousseldengerbiérg a Markusbiérg sinn elo schonns e puer Joer a Betrib. Dacks ass an de Medien ze héieren an ze liesen, datt dës aus verschidde Grënn gespaart sinn.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukture richten:

1) Wéi dacks a wéi laang, an de leschte fënnf Joer, waren dës zwee Tunnele fir de Verkéier gespaart?

2) Wat wor all Kéiers d'Ursach, woufir dës Tunnele gespaart waren?

Réponse (8.6.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Déi zwou Froe vum Här Deputéierte Colombara bezéie sech op de Betrib vun de momentan zwee gréissten Autobunnstunnelen aus dem Land. D'Komplexitéit vun dem Betrib an dem Ennerhalt vun esou Bauwierker gétt leider net duerch d'Allgemengheet vun der Froestellung widdergespigel.

Et muss een, fir déi Froe kënnen ze beäntweren, e bëssche méi wäit aushuelen.

D'Autobunnstunnelen, gebaut a bedriwwen no den aktuellsten europäeschen Normen, ënnerleien enger ganzer Rei Restriktiounen, wat d'Bedéngen an d'Benotze vun deene sëllege Sécherheetséquipementer ubelaangt, déi den alldeegleche Betrib esou wäit aschränken, datt d'Sécherheet vun den Automobilisten net méi garantiert ass. Alleguerten déi Sécherheetséquipementer (Ventilatioun, Brandmeldekabel, Nischen, SOS-Bornen, Dieren, Opacités- a Monoxyd-Sensoren, etc.) sinn obligatoresch a gi permanent duerch d'Tunnelanlag an de CITA iwwerwaacht. Ofhängeg vun der Sécherheetsstuf, an där déi eenzel Equipementer ausfallen, ginn Interventiounen direkt néideg oder op déi nächst Maintenance opgeschriwwen. Déi meescht direkt Interventioune bedéngen entweder eng Spärung vun enger Fuebunn, engem Tube oder souguer dem kompletten Tunnel. Am europäeschen Ausland ass dat genee d'selwecht, wann d'Tunnelen deemselwechte Sécherheetsstandard entsprechen.

Am Prinzip ginn am Tunnel Markusbiérg dräi Maintenanncé pro Joer gemaach, all Kéiers zwee bis dräi Deeg pro Richtung, an am Tunnel Gousselerbiérg zwou Maintenanncé pro Joer, déi dräi Deeg pro Richtung dauen. D'Maintenanncen an deenen enzelene Tunnele ginn haut folgendermoosse gemaach:

- Tunnel Markusbiérg:
dagsiwwer: een Tube gespaart, an deem d'Maintenance ass,
een Tube am Trafic «bidirectionnel»;
nuets: pro Tube eng Spur fir den Trafic op.
- Tunnel Gousselerbiérg:
dagsiwwer ofwiesselnd een Tube gespaart,
Deviatioun via Miersch.

Zu de Maintenanncé muss een dann och zielen: d'Botze vun den Tunnelmaueren duerch héich spezialiséiert Botzmaschinnen, déi nëmmen op Rendez-vous extra aus dem Ausland kommen. Hei si mir un deenen hire Planning gebonnen a missten am Prinzip duerch déi dagdeegleche Verschmottzung vun de Wänn zweemol am Joer an all Tunnel esou eng Aktioun duerchféieren. Aus finanziellen, zäitlechen a personelle Grënn ass dat awer nëmmen eemol am Joer méiglech.

Et sief och nach bemierkt, datt, wat ee manner Maintenance am Joer mécht, wat d'Unzuel vun de kuerzfristegen Interventiounen (i. e. Spärung vun Tube an/oder Tunnel) un defekte Sécherheetséquipementer eropgeet.

Nieft de Spärung fir de Betrib oprechtzëerhale kommen dann natierlech nach alleguerten déi Alerten, déi op ee verkehrstechnesche Problem hiweisen an zum Deel zu automatesche Spärung vu Spuren, Tuben oder de kompletten Tunnele féieren. Heibäi handelt et sech ëm Accidenter, Autoen, Camionen, déi stoe bleiwen, Foussgänger, Policekontrollen.

Zu de Froe vum Här Deputéierte Jean Colombara kënn mir nach folgend Informatioun liwweren.

Tunnel Markusbiérg:
70 Deeg Maintenanncen

Joer	Maintenanncen	Deeg pro Tubëspärung
2007	4	16
2008	3	14
2009	2	8
2010	3 ½	14
2011	4 ½	18

- sechsmol Botzen
- 14-mol kuerzfristeg Interventiounen
Tunnel Gousselerbiérg:
44 Deeg Maintenanncen

Joer	Maintenanncen	Deeg pro Tubëspärung
2008	2	8
2009	2	12
2010	2	12
2011	2	12

- 16-mol Spärungen nuets vum Tunnel Gousselerbiérg, wa Maintenanncen am Tunnel Miersch waren

- aachtmol Botzen
- 24-mol kuerzfristeg Interventiounen

Plus eng sëllege Kuerzspärungen, an deenen déi zwee Tunnele weinst Accidenter, «Pannes sèches» vu Camionen etc. zou hu misse gemaach ginn.

Et sief awer drop higewisen, datt d'parlamentaresch Ufro N°0722 aus dem Joer 2010 schonns an déiselwecht Richtung geet (*cf. compte rendu n°1/2010-2011*).

Question 2074 (20.4.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant les **autorisation d'établissement en relation avec une activité de commerce limitée aux foires, marchés et braderies:**

Le Ministère des Classes moyennes établit couramment des autorisations d'établissement pour certains commerçants qui portent sur une activité de commerce limitée aux foires et marchés. L'étendue territoriale de la validité de ces autorisations est circonscrite au Grand-Duché de Luxembourg.

Or, les foires, marchés, braderies et autres manifestations de ce type sur le territoire luxembourgeois sont très fortement fréquentés par des commerçants frontaliers. D'ailleurs, certains des commerçants luxembourgeois se posent la question s'ils ne se trouvent pas désavantagés par rapport à leurs collègues frontaliers.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes:

- 1) Est-ce que l'autorisation établie par le Ministère des Classes moyennes donne l'autorisation à des commerçants luxembourgeois de développer des activités commerciales dans la Grande Région? Si non, le Gouvernement entend-il aborder cette question dans ses contacts avec les autorités allemandes, belges et françaises?
- 2) Quelles autorisations sont nécessaires pour des commerçants non établis au Luxembourg pour pouvoir participer à des foires, marchés ou braderies sur le territoire luxembourgeois? Qui est responsable pour le contrôle de ces documents? Est-ce que ces contrôles sont faits régulièrement, par exemple par l'Administration des Douanes?
- 3) Est-ce que les commerçants non établis au Luxembourg doivent avoir un numéro de TVA pour pouvoir exercer leur activité au Grand-Duché et sont-ils soumis à l'obligation de payer des impôts au Luxembourg? Si oui, comment l'État s'assure-t-il du respect de ces obligations?

Réponse (22.5.2012) de **Mme Françoise Hétto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

1) La liberté d'établissement et la liberté de prestation transfrontalière de services telles qu'énoncées respectivement aux articles 49 (ex-article 43) et 56 (ex-article 49) du Traité instituant les Communautés européennes, sont deux libertés fondamentales, essentielles au bon fonctionnement effectif du marché intérieur européen.

Le principe de la libre prestation de services permet à un opérateur économique fournissant ses services dans un État membre d'offrir ses services de manière temporaire dans un autre État membre, sans devoir y être établi.

Pour les activités citées dans la question parlementaire, les règles d'application du principe de la libre prestation de services sont précisées par le titre III de la directive 2005/36/CE.

D'après ce texte, les États membres ne peuvent restreindre, pour des raisons relatives aux qualifications professionnelles, la libre prestation de services dans un autre État membre:

- a) si le prestataire est légalement établi dans un État membre pour y exercer la même profession,
- et
- b) en cas de déplacement du prestataire, s'il a exercé cette profession dans l'État membre

d'établissement pendant au moins deux années au cours des dix années qui précèdent la prestation lorsque la profession n'y est pas réglementée. La condition exigeant l'exercice de la profession pendant deux ans n'est pas d'application si soit la profession soit la formation conduisant à la profession est réglementée (vu qu'il n'existe au Luxembourg que très peu d'activités/professions qui ne sont pas réglementées, cette condition ne devrait quasiment jamais jouer).

Ceci signifie donc que les entreprises luxembourgeoises peuvent, temporairement et occasionnellement, offrir leurs services aux foires et marchés dans chaque État membre de l'Union européenne.

Le caractère temporaire et occasionnel est interprété de façon large par la Cour de Justice des Communautés européennes.

Il n'existe donc a priori aucune barrière qui empêcherait les entreprises luxembourgeoises de développer leurs activités transfrontalières aux foires et marchés.

D'éventuels problèmes qui subsisteraient, pourront être soumis au réseau SOLVIT, qui est un réseau de résolution de problèmes en ligne où les États membres de l'UE coopèrent pour régler, de façon pragmatique, les problèmes résultant de la mauvaise application de la législation du marché intérieur par les autorités publiques.

2) Le principe de libre prestation de services tel qu'il est consacré par les textes européens s'applique également aux professionnels européens souhaitant offrir temporairement et occasionnellement leurs services au Luxembourg, tout en restant établis dans leur pays d'origine.

Les principes prévus par la directive 2005/36/CE ont été transposés par les articles 22 et 23 de la loi du 19 juin 2009 sur la reconnaissance des qualifications professionnelles et par l'article 37 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Les professionnels ressortissants d'un autre État membre de l'Union, qui souhaitent participer à des foires, marchés ou braderies sur le territoire luxembourgeois, ne se verront pas délivrer d'autorisation au sens strict du terme.

Ils sont exemptés de la déclaration préalable précitée, mais devront à tout moment être en mesure de prouver qu'ils sont établis dans leur pays d'origine et qu'ils y sont autorisés à offrir les services qu'ils veulent offrir au Luxembourg.

Le respect des exigences précitées est contrôlé par l'Administration des Douanes et Accises et par la Police grand-ducale.

Finalement, pour participer à une foire, à un marché ou à une braderie, les professionnels étrangers devront demander auprès des administrations communales concernées un emplacement.

3) Les prestataires de services transfrontaliers sont soumis aux règles habituelles en matière de TVA et d'impôts directs.

Pour ce qui est de la TVA:

La TVA applicable aux prestations de services dépend de la nature du preneur et de la nature de la prestation.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la TVA est en principe due:

- dans le lieu d'établissement du preneur dans le cas de prestations de services entre assujettis («B2B»);

- dans le lieu d'établissement du prestataire dans le cas de prestations de services à des consommateurs finaux («B2C»).

Certains types de prestations de services font néanmoins exception à cette règle générale tant pour les assujettis que pour les personnes non assujetties.

L'entreprise étrangère qui effectue des opérations soumises à la TVA luxembourgeoise doit s'inscrire à la TVA auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Pour ce qui est de l'imposition des bénéficiaires:

En règle générale, les bénéficiaires sur des prestations de service occasionnelles ne sont pas soumis à l'impôt sur les bénéfices au Luxembourg.

Néanmoins, lorsque l'entreprise dispose d'un «établissement stable» au sens fiscal - par exemple lorsque la durée d'un chantier dépasse six mois - les entreprises étrangères doivent déclarer les bénéfices réalisés dans le cadre de ce projet auprès de l'Administration des Contributions directes.

Elles s'acquitteront alors, selon le cas, de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et/ou de l'impôt sur le revenu des collectivités.



Pour ce qui est des détails sur la façon dont l'État assure le respect de ces obligations, seuls l'AED et l'ACD pourront répondre.

Question 2075 (20.4.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **risques pour l'État luxembourgeois liés au groupe résiduel Dexia**:

La presse belge craint que si le groupe résiduel franco-belge Dexia reste déficitaire, la Belgique devra déboursier deux milliards d'euros par an pour permettre la survie de ce groupe. Elle se réfère notamment à un ouvrage publié par un ancien employé de la Dexia. Cette aide de l'État viendrait grever la dette publique de la Belgique.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- 1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer les reportages publiés par la presse belge?
- 2) L'État luxembourgeois qui participe aux côtés de la France et de la Belgique à la garantie de 90 milliards d'euros au refinancement de la «banque résiduelle» Dexia sera-t-il amené à participer financièrement pour assurer la survie de l'ancien groupe Dexia? Si oui, à quelle hauteur?
- 3) Quelle est l'évaluation actuelle du risque qui pèse sur la garantie de 90 milliards accordée au groupe Dexia?
- 4) La «nouvelle» BIL et/ou d'autres entités luxembourgeoises de l'ex-groupe Dexia courent-elles des risques en cas d'effondrement de la «banque résiduelle» Dexia?

Réponse (22.5.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

En réponse aux questions soulevées par Monsieur le Député, je tiens à préciser que je ne peux pas confirmer les reportages dont fait état le député.

En ce qui concerne le cadre de l'intervention de l'État luxembourgeois, il est défini par l'article 47 de la loi budgétaire du 16 décembre 2011 autorisant le Gouvernement à octroyer une garantie financière dans le cadre de la restructuration ordonnée du groupe bancaire Dexia. L'État luxembourgeois ne participera pas à d'autres mesures ou garanties que celles déjà octroyées.

Une évaluation du risque en relation avec la garantie accordée par la France, la Belgique et le Luxembourg est impossible et prématurée alors que la restructuration du groupe Dexia est en cours. Le seul but de l'octroi de la garantie par l'État luxembourgeois au groupe Dexia étant la sortie du groupe et la survie en toute indépendance de la BIL, le Gouvernement a assuré et continuera à faire en sorte que la BIL ne soit pas affectée par des problèmes au niveau de Dexia.

Question 2076 (20.4.2012) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant l'**offre actuelle et future de logements pour étudiants de l'Université du Luxembourg**:

Afin de se loger, seule une très petite partie des plus de 5.000 étudiants de l'Université du Luxembourg peut profiter du parc locatif des chambres et logements loués par l'université.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- 1) Combien de logements/chambres pour étudiants sont actuellement gérés par l'université? Où se situent ces logements?
- 2) Qui est le propriétaire de ces logements/chambres (État, communes, associations-fondations, personnes privées, etc.)?
- 3) Est-ce qu'il existe une stratégie de diversification de l'offre de logements pour étudiants (décentralisation géographique, logements communautaires et individuels, logements pour couples, etc.)?
- 4) Quel est actuellement le loyer moyen par mois pour ces chambres et logements? Quelle est la fourchette de prix?
- 5) Combien de chambres/logements supplémentaires sont en cours de construction et où sont ces chantiers?
- 6) Est-ce que l'université prend en charge tout ou partie des frais d'assurance liés à la location des logements/chambres?

Réponse (22.5.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

1) Actuellement, l'Université du Luxembourg gère 473 logements pour étudiants (bachelor,

master et docteur) qui sont répartis sur 31 immeubles. 319 logements se situent à Luxembourg, 127 à Esch-sur-Alzette, 15 à Mondrange, 6 à Noertzange et 6 à Walferdange.

2) L'Université du Luxembourg n'est pas propriétaire des immeubles; elle en est le locataire principal et elle reloue les logements aux étudiants. Les immeubles sont majoritairement de la propriété de personnes privées, sauf la Résidence des Dominicaines (État), les immeubles «Streckeisen» et «Am Grond» (ville de Luxembourg), la «Maison Dommeldange» (Fonds du Logement), la «Maison Bichler» (commune de Mondrange) et la «Maison de la Gare» (Service des Sites et Monuments).

3) Pour ce qui est de l'implantation géographique des logements, il est veillé à ce qu'ils soient situés soit à proximité de l'université, soit à proximité d'une gare ou d'un arrêt de bus desservi par une ou plusieurs lignes à intervalles réguliers tout au long de la journée. Si, actuellement, la plupart des logements se situent sur le territoire de Luxembourg, les projets de logements en cours se situent tous à proximité du campus de Belval. Quatre types des logements existent à l'heure actuelle: la chambre simple avec lavabo, la chambre simple avec salle de bains privative, le studio simple avec kitchenette et WC/douche séparés ainsi que le studio double avec kitchenette et WC/douche séparés.

4) Le loyer mensuel moyen d'un logement, charges comprises (eau, gaz, électricité, poubelles, Internet) est de 390,17 €; la fourchette moyenne des prix se situe entre 352,43 € mensuels pour une chambre simple sans sanitaires privatifs et 586,48 € pour un studio.

5) La planification actuelle de l'Université du Luxembourg prévoit au terme du 2^e plan quadriennal (2010-2013) une offre de 600 logements. À l'horizon 2016, les projets actuellement identifiés permettront de rajouter 280 unités supplémentaires sans tenir compte du réaménagement de la maison de retraite de la commune de Sanem (~ 70 étudiants).

6) En tant que locataire principal des immeubles, l'Université du Luxembourg est dans l'obligation de s'assurer contre le risque locatif. Les étudiants, en tant que sous-locataires, doivent souscrire une «assurance habitation» couvrant les risques suivants: responsabilité civile vie privée et locative, mobilier, biens immeubles et contenu, dégâts des eaux et incendie/explosion.

Question 2077 (24.4.2012) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant les **liaisons ferroviaires entre le Luxembourg et l'Allemagne**:

Lors d'une récente réception, Monsieur l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne a préconisé d'améliorer les liaisons ferroviaires avec les gares principales de la «Deutsche Bahn» non pas par une amélioration du tracé existant Luxembourg-Coblence, mais par une nouvelle ligne ferroviaire reliant Luxembourg à Saarbrücken. Monsieur l'Ambassadeur a argumenté que, vu la topographie de la vallée de la Moselle, la ligne existante Luxembourg-Coblence ne serait que difficilement adaptables aux exigences de lignes ferroviaires à haute vitesse, tandis qu'une nouvelle construction vers Saarbrücken pourrait remplir ces conditions d'un trafic ferroviaire moderne.

À partir de la gare de Saarbrücken les clients peuvent bénéficier d'une multitude de liaisons internationales réalisées par des trains à haute vitesse. Actuellement, un service d'autobus réalise la liaison entre les gares de Luxembourg et Saarbrücken (durée du trajet 75 minutes) à raison de douze courses par jour en semaine et de neuf respectivement quatre courses les samedis et dimanches.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage les doutes de Monsieur l'Ambassadeur en relation avec l'amélioration de la ligne ferroviaire Luxembourg-Coblence?
- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de réaliser une étude de faisabilité pour une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Saarbrücken, le cas échéant en collaboration avec les autorités allemandes?

Réponse (8.6.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet d'une liaison ferroviaire vers Saarbrücken.

En 2009, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et le Ministère en charge des transports de la Sarre, en coopération avec la «Kreisverwaltung» Merzig-Wadern et la ville de Merzig, avaient lancé une étude quant à l'opportunité d'une nouvelle liaison ferroviaire entre Luxembourg et Saarbrücken.

À l'époque, cinq scénarios avaient été analysés:

Scénario 1: train régional avec arrêts à Völklingen, Saarlouis, Dillingen, Merzig, Mettlach, Saarburg, Konz, Igel, Wasserbillig et Munsbach (temps de parcours: 109 minutes)

Scénario 2: train régional express avec arrêts à Saarlouis, Merzig et Saarburg (temps de parcours: 90 minutes) avec correspondance aux trains ICE vers le sud-est de l'Europe (Mannheim, Stuttgart, München)

Scénario 3: train ICE sans rupture de charge à Saarbrücken avec arrêts à Saarlouis, Merzig et Saarburg (temps de parcours: 90 minutes)

Scénario 4: train-tram à partir de Merzig avec construction d'une nouvelle ligne entre Merzig et Moutfort d'une longueur de 25 km et nécessitant un tunnel d'une longueur de 7 km (temps de parcours de 75 minutes) (arrêts à Völklingen, Saarlouis, Dillingen, Merzig, Büschdorf, Besch, Wies, Stadtbredimus, Moutfort et Howald)

Scénario 5: train ICE avec construction d'une nouvelle ligne de 29 km entre Merzig et Moutfort nécessitant la construction d'un tunnel d'une longueur de 17 km (temps de parcours de 47 minutes) (arrêts à Saarlouis, Merzig et Moutfort).

Il s'est avéré que la liaison par bus avec un temps de parcours de 75 minutes correspond d'un point de vue temps de parcours/coût tant aux besoins des frontaliers que des utilisateurs du réseau ICE.

Pour ce qui est de la liaison ferroviaire avec Coblence, la mise en service du «Rheinland-Pfalz-Takt» dès décembre 2014 permettra d'avoir une liaison à cadencement horaire entre Luxembourg et Coblence avec un nouveau matériel roulant de qualité.

Coblence est et restera ensemble avec Saarbrücken notre point d'entrée au réseau IC et ICE allemand.

Question 2078 (24.4.2012) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant la **convention contre la cybercriminalité du Conseil de l'Europe**:

La convention du Conseil de l'Europe contre la cybercriminalité signée le 23 novembre 2001 à Budapest et entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004 est le premier traité international sur les infractions pénales commises via l'internet et d'autres réseaux informatiques, traitant en particulier des infractions portant atteinte aux droits d'auteurs, de la fraude liée à l'informatique, de la pornographie enfantine, ainsi que des infractions liées à la sécurité des réseaux. Il contient également une série de pouvoirs de procédures, tels que la perquisition de réseaux informatiques et l'interception.

Son principal objectif, énoncé dans le préambule, est de poursuivre «une politique pénale commune destinée à protéger la société contre le cybercrime, notamment par l'adoption d'une législation appropriée et la stimulation de la coopération internationale».

La convention a été complétée par un protocole additionnel visant la criminalisation de toute diffusion de propagande raciste et xénophobe par le biais des réseaux informatiques.

Le Luxembourg a signé cette convention le 28 janvier 2003, mais figure parmi les 15 États membres qui ne l'ont pas ratifiée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelles sont les raisons qui ont amenées le Gouvernement à ne pas soumettre cette convention à la ratification par la Chambre des Députés?

Réponse (29.5.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

L'honorable Député s'enquiert des raisons qui ont amené le Gouvernement à ne pas soumettre la Convention sur la cybercriminalité à la ratification par la Chambre des Députés.

Des travaux sont actuellement en cours afin de mettre en œuvre la Convention sur la cybercriminalité signée à Budapest le 23 novembre 2001 et le protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe

commis par le biais de systèmes informatiques signée à Strasbourg le 28 janvier 2003.

Ces travaux ont également pour objet de transposer en droit interne la proposition de directive visant à remplacer la décision-cadre 2005/222/JAI relative aux attaques visant les systèmes d'information qui est actuellement discutée à Bruxelles.

Un avant-projet de loi portant approbation de la convention et du protocole additionnel et transposant la directive sera déposé d'ici septembre 2012.

Question 2080 (25.4.2012) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant le **taux des prêts accordés aux étudiants dans le cadre de l'aide financière pour études supérieures**:

Dans son rapport annuel, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche explique que conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière pour études supérieures «...l'État s'engage à supporter, sous forme de subventions, une partie des intérêts en rapport avec l'allocation des prêts». Cette «partie des intérêts» fut fixée par une convention signée entre l'État et les instituts de crédit en date du 17 novembre 2000. Elle stipule que le taux d'intérêt sur les prêts étudiants correspond au taux d'intérêt préteur Euribor sur six mois + une majoration de 0,5%. La convention précédente était moins avantageuse pour les banques dans la mesure où le taux appliqué aux prêts d'études contractés avant 2000 était le taux Euribor sans ce bonus de 0,5%.

Le rapport annuel du MESR indique par ailleurs que «l'étudiant paie un taux fixe de 2%. L'État paie deux fois par an la différence entre le taux d'intérêt préteur Euribor et le taux d'intérêt de 2% payé par l'étudiant.»

Les montants payés annuellement par l'État en guise de subvention d'intérêt aux banques ont d'ailleurs très fortement chuté depuis le début de la crise financière et la baisse des taux d'intérêts. De 2008 à 2011, le montant payé par l'État a baissé de 9,5 millions (2008) à 2,2 millions (2009) avant de toucher son plus bas historique de 13 mille euros (2010) pour remonter légèrement à 447 mille euros en 2011.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- 1) Quelle est la durée de validité de la convention du 17 novembre 2000 entre l'État et les instituts de crédit? Quand est-ce qu'elle devra être renouvelée?
- 2) Est-ce que le Ministre entend renégocier cette convention à la lumière de la crise actuelle et des efforts de consolidation du budget de l'État afin de revenir au taux antérieur, sans le bonus de 0,5% concédé aux banques en novembre 2000?
- 3) Est-ce qu'il n'est pas erroné de parler de taux «fixe» de 2% pour les étudiants? Est-ce qu'il ne s'agit pas plutôt d'un taux «plafond» ou taux «maximal», car si le taux conventionné Euribor+0,5% tombe en dessous de 2% - comme c'est le cas avec 1,024+0,5% à la date d'aujourd'hui - l'étudiant ne devrait payer que le taux conventionné et non pas le taux «fixe» de 2%?

Réponse (22.5.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

1) La convention signée entre le Grand-Duché de Luxembourg et les banques autorisées à émettre des prêts étudiants a une durée de validité illimitée, chacune des parties contractantes étant en droit de la résilier sur base d'un préavis d'un an.

2) Au vu des fluctuations des taux d'intérêts, il n'est pour le moment pas opportun de renégocier cette convention. Le système mis en place en 2000 fonctionne selon le principe que les prêts sont contractés auprès d'établissements privés. Afin de veiller à ce que le taux réel soit contrôlé au-delà des mécanismes du marché, la formule Euribor six mois + 0,5% a été négociée avec les banques.

3) Le «taux fixe» est le taux de 2% payé par l'étudiant; le fait que ce taux soit fixe permet à l'étudiant de planifier avec certitude le remboursement de son prêt. Appliquer un taux plafond et donc fluctuant rendrait impossible cette planification.



Question 2081 (25.4.2012) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant les **chiffres et statistiques quant au nombre des jeunes résidents luxembourgeois qui fréquentent des écoles dans nos pays voisins:**

De nombreux enfants ayant leur résidence au Luxembourg fréquentent des écoles, des lycées et des établissements d'enseignement supérieur dans un de nos pays voisins.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants de la part du Gouvernement:

- 1) Combien d'enfants soumis à l'obligation scolaire luxembourgeoise fréquentent actuellement des établissements scolaires dans nos trois pays voisins? Quelle est la ventilation par pays?
- 2) Quelle est l'évolution de ces chiffres par pays et par type d'école (enseignement primaire, technique ou classique; établissements privés ou publics, etc.) depuis l'année scolaire 2004/2005?
- 3) D'où proviennent les chiffres dont dispose le MENFP? Est-ce qu'ils sont fiables?
- 4) Combien d'enfants qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire luxembourgeoise fréquentent actuellement des établissements scolaires dans nos trois pays voisins? Quelle est la ventilation par pays?
- 5) Quelle est l'évolution de ces chiffres par pays et par type d'école (enseignement technique, classique ou supérieur; établissements privés ou publics, etc.) depuis l'année scolaire 2004/2005?
- 6) D'où proviennent les chiffres du MENFP et du MESR relatifs aux enfants qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire? Est-ce qu'ils sont fiables?w

Réponse commune (14.5.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Les questions posées par l'honorable Député Monsieur Claude Adam donnent lieu aux réponses suivantes:

La période de référence des derniers chiffres disponibles est l'année 2010/2011. Nous avons recensé 3.014 élèves résidents luxembourgeois qui fréquentent un établissement scolaire dans les pays limitrophes (Belgique, France, Allemagne). L'évolution de ces chiffres donne lieu au tableau suivant:

Pays	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Belgique	2.594	2.603	2.507
France (*)	207	236	236
Allemagne	140	193	271
Total	2.941	3.032	3.014

(*) Pour la France, le pays de résidence des élèves qui fréquentent l'enseignement préscolaire et primaire n'est pas recensé. Seules les données des élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire sont prises en compte.

Le tableau suivant ventile les élèves qui sont soumis à l'obligation scolaire (selon la loi du 6 février 2009) par pays et par ordre d'enseignement. Pour l'Allemagne nous ne disposons pas de la variable «âge des élèves» et nous ne pouvons donc pas départager les élèves qui sont soumis et ceux qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire.

Il faut noter aussi que les enfants âgés de moins de quatre ans, qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire, sont exclus des statistiques et l'information sur l'inscription de l'élève à un «établissement public - établissement privé» n'est pas disponible.

	Belgique			France		
	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2008/2009	2009/2010	2010/2011
préscolaire	270	269	242	m	m	m
primaire	470	495	488	m	m	m
spécial	23	25	29			
postprimaire	624	568	566	95	103	113
Total	1.387	1.357	1.325	1.566	1.337	1.438

Le tableau ci-dessous reprend le nombre d'élèves qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire (selon la loi du 6 février 2009) par pays et par ordre d'enseignement:

	Belgique			France		
	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2008/2009	2009/2010	2010/2011
spécial	29	28	27			
postprimaire	1.133	1.161	1.117	112	133	123
Total	1.162	1.189	1.144	1.566	1.337	1.438

Les données du MENFP sur les élèves ayant leur résidence au Luxembourg et fréquentant un établissement scolaire dans un pays limitrophe proviennent des administrations suivantes:

Belgique francophone	Enterprise publique des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication (ETNIC) Service des Statistiques
Belgique germanophone	Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft/Abteilung Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung
France	Ministère de l'Éducation nationale/département du Secrétariat général, direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance/bureau des études statistiques sur l'enseignement scolaire
Allemagne/Rhénanie-Palatinat	Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz
Allemagne/Sarre	Landesamt für Zentrale Dienste Saarland

Toutes les données sont anonymes. Elles sont transmises sans indication de matricule et de nom.

La Belgique nous fait parvenir des données plus détaillées que l'Allemagne ou la France.

De manière générale, les données obtenues par des administrations publiques compétentes de l'étranger peuvent être qualifiées de fiables.

Pour ce qui est des jeunes qui fréquentent des établissements d'enseignement supérieur dans nos pays voisins, la répartition des étudiants par pays et par année académique est la suivante:

	Allemagne	Belgique	France
2004/2005	1.451	1.627	1.529
2005/2006	1.568	1.659	1.489
2006/2007	1.578	1.672	1.400
2007/2008	1.393	1.605	1.645
2008/2009	1.768	1.623	1.308
2009/2010	1.957	1.793	1.310
2010/2011*	2.893	2.638	1.957

* L'année académique 2010/2011 a vu l'application de la loi du 26 juillet 2010 modifiant entre autres la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures; ceci explique l'augmentation des nombres par rapport à 2009/2010

Ces chiffres proviennent de la base de données des aides financières de l'État pour études supérieures et reprennent tous les étudiants résidents sur le territoire du Grand-Duché. Ces chiffres peuvent être qualifiés de fiables.

Question 2082 (26.4.2012) de **M. Fernand Etgen** (*DP*) concernant la **grève des enseignants de l'école militaire:**

Il me revient que les enseignants de l'école militaire se seraient mis en grève la semaine passée parce qu'ils n'auraient pas reçu leurs salaires.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la situation a pu être réglée entre-temps?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons qui ont causé ces retards?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer depuis quand les enseignants attendent leur salaire?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer, si de telles situations se sont déjà produites dans le passé?

Réponse (1.6.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*:

La question parlementaire de l'honorable Député se réfère à une soi-disant «grève» des en-

seignants de l'École de l'Armée suite au non-paiement de leurs salaires.

Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que, le personnel enseignant de l'École de l'Armée peut comprendre des professeurs de l'enseignement secondaire respectivement de l'enseignement secondaire technique, des instituteurs ainsi que des chargés de cours (article 4 de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire).

Suivant les besoins déclarés par le chargé de direction de l'École de l'Armée, des membres du

personnel enseignant les lycées et lycées techniques peuvent être chargés de cours à l'École de l'Armée par le Ministre de l'Éducation nationale (règlement grand-ducal du 21 décembre 2001 concernant le fonctionnement de l'École de l'Armée). Par arrêté ministériel conjoint du Ministre de la Défense et du Ministre de l'Éducation nationale, les enseignants en question sont désignés semestriellement comme chargés de cours auprès de cette école. Étant donné que les prestations effectuées par ces chargés de cours auprès de l'École de l'Armée se font en dehors de leur tâche normale d'enseignant, celles-ci sont considérées comme heures supplémentaires déclarées mensuellement et liquidées suivant la procédure comptable applicable aux indemnités extraordinaires.

Le paiement de ces heures supplémentaires prestées par les chargés de cours externes pendant le premier semestre de l'année scolaire 2011/2012 a eu du retard. En effet, certaines déclarations mensuelles établies par les chargés de cours ont été bloquées par le contrôle financier et le paiement des sommes légalement dues a été retardé. Les problèmes liés au paiement des heures supplémentaires m'ont été signalés tout juste avant le début des vacances scolaires de Pâques et le 17 avril 2012, c'est-à-dire deux jours après la reprise des cours scolaires, une réunion de concertation entre la Direction de la Défense et une délégation des enseignants concernés a eu lieu. Au cours de cette réunion, les motifs à la base des retards de paiement des heures supplémentaires ont été expliqués en détail aux concernés. Suite aux explications fournies, les cours, un moment interrompus, ont repris normalement. Entre-temps toutes les déclarations pour heures supplémentaires ont été payées et les dispositions nécessaires ont été prises pour que pareille situation ne puisse se reproduire à l'avenir.

Je me permets d'insister sur le fait qu'à aucun moment, les enseignants n'ont été privés de leur rémunération proprement dite.

Question 2083 (26.4.2012) de **M. Carlo Wagner** (*DP*) concernant l'**augmentation du taux d'impôt sur les pensions des vignerons:**

Selon mes informations, la Caisse Nationale d'Assurance Pension aurait procédé, suite à une instruction de la part de l'Administration des Contributions, à une augmentation du taux d'impôt sur les pensions des vignerons.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces changements du taux d'impôt?
- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?
- Est-ce que d'autres catégories socioprofessionnelles sont également concernées par cette mesure?

Réponse (22.5.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

En ce qui concerne le taux d'imposition applicable aux pensions des vignerons, je tiens à préciser que l'Administration des Contributions directes n'a pas procédé à une augmentation globale du taux d'imposition des dites pensions. Cependant, conformément à l'article 18 du règlement grand-ducal du 9 janvier 1974 relatif à la détermination de la retenue d'impôt sur les salaires et les pensions tel que modifié (RGD 1974), des changements ponctuels ont pu avoir lieu en fonction de la situation de revenu des contribuables concernés.

Au terme du prédit article 18, le ou les taux de retenue réduits en vertu de l'article 15 du RGD 1974 sont fixés d'office par l'Administration des Contributions directes lorsqu'une personne cumule seule ou ensemble avec le conjoint imposable collectivement avec elle un ou plusieurs salaires avec une ou plusieurs pensions, soit uniquement plusieurs pensions.

Dans le cas de figure précité, l'Administration des Contributions directes est chargée de vérifier dans le chef de chaque pensionné concerné si un taux d'imposition réduit est à inscrire sur la fiche de retenue d'impôt ou si le taux plein doit y figurer. En cas d'un éventuel redressement de l'impôt retenu, celui-ci se fait soit par décompte annuel en application des articles 15 et 19 du règlement grand-ducal modifié du 9 mars 1992 portant exécution de l'article 145 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R), soit par une imposition par voie d'assiette en application des dispositions de l'article 153 L.I.R.

Il reste à ajouter que l'imposition des contribuables ne diffère pas en fonction des catégories socioprofessionnelles, mais est effectuée en application stricte des dispositions de la L.I.R.

Question 2084 (27.4.2012) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant l'**augmentation de capital de la banque résiduelle Dexia:**

Les médias belges viennent d'annoncer que la banque résiduelle Dexia, c'est-à-dire l'entité résiduelle issue du démantèlement du groupe Dexia, nécessiterait d'urgence une augmentation de capital de plusieurs milliards d'euros.

D'après un député belge, le gouverneur de la Banque nationale de Belgique aurait révélé cette information lors d'une séance à huis clos à la Chambre des Représentants de Belgique. Cette information ne semble pas encore avoir été confirmée ni infirmée par le Gouvernement belge ou Dexia.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que l'information sur le besoin urgent de recapitalisation de Dexia est exacte? Dans l'affirmative, quelle est l'envergure et quelles en sont les raisons?
2. Est-ce que la banque résiduelle n'a pas pu se refinancer lors des «Long-Term Refinancing Operations» de la Banque centrale européenne?
3. Quel est le risque budgétaire potentiel pour le Luxembourg, sachant que l'État luxembourgeois s'est engagé ensemble avec la Belgique et la France à offrir une garantie publique pour les actifs que la banque résiduelle détient encore? Est-ce que la garantie risque d'être activée dans les mois à venir?

Réponse (14.6.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

En réponse aux questions soulevées, le Gouvernement luxembourgeois ne peut pas confir-



mer le besoin de recapitalisation de la banque résiduelle Dexia vu que l'État luxembourgeois n'y est pas actionnaire. Il n'en reste pas moins qu'en dehors de la garantie temporaire déjà accordée, le Gouvernement luxembourgeois ne participera pas à d'autres mesures ayant comme objectif la recapitalisation du groupe Dexia.

En ce qui concerne la garantie accordée par la France, la Belgique et le Luxembourg et selon les informations actuellement disponibles, une activation de cette garantie n'est pas à l'ordre du jour.

Question 2085 (27.4.2012) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant le **Palais de Justice de Diekirch**:

En réponse à ma question parlementaire n°0097 du 25 septembre 2009 (cf. *compte rendu n°4/2009-2010*) dans laquelle j'invoquais que «le Palais de Justice de Diekirch, qui fut construit au 19^e siècle, apparaît aujourd'hui beaucoup trop petit, de sorte qu'une extension, voire la construction d'une annexe ou d'un nouveau bâtiment s'avère nécessaire», Monsieur le Ministre arrivait à la conclusion suivante:

«Pour faire face au manque actuel d'espace, le département de la Justice a transmis une demande de location d'espaces supplémentaires à la Commission des loyers auprès du Ministère des Finances, qui sera évaluée en prenant en considération le contexte global des besoins en locaux des autorités judiciaires à Diekirch.

Par conséquent, une solution définitive à ce sujet sera cherchée prochainement d'un commun accord avec toutes les parties concernées.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- 1) Quelles démarches ont-été entreprises pour louer des espaces supplémentaires pour satisfaire les besoins en locaux des autorités judiciaires à Diekirch?
- 2) Quelles sont les conclusions de la Commission des loyers dans ce contexte après avoir été saisie de cette affaire il y a presque trois années?
- 3) Quelle est la «solution définitive à ce sujet» obtenue d'un commun accord avec toutes les parties concernées?
- 4) Monsieur le Ministre est-il d'avis que le Palais de Justice de Diekirch satisfait encore aux normes de sécurité pour les personnes y travaillant, les visiteurs de même que les inculpés et détenus?
- 5) Quelles sont les prochaines démarches de Monsieur le Ministre afin de remédier à la situation actuelle?

Réponse (13.6.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire l'honorable Député souhaite s'informer au sujet du manque de surfaces au sein du Palais de Justice de Diekirch.

En effet, dû au manque de place actuel, une demande en location de locaux supplémentaires a été transmise à l'époque à la Commission des loyers par les autorités judiciaires.

D'après nos informations, la Commission des loyers qui relève des attributions du Ministère des Finances, a entamé des négociations avec l'entreprise des Postes et Télécommunications Luxembourg pour louer des surfaces supplémentaires disponibles dans le bâtiment des Postes. Dès réception d'un accord sur, d'une part, le principe de la location des locaux supplémentaires dans le bâtiment des Postes et Télécommunications et, d'autre part, la construction d'une annexe dans la cour intérieure du Palais de Justice, la Commission des loyers finalisera les négociations avec l'entreprise des Postes et Télécommunications et mes services entameront les études d'avant-projet sommaire. Mes services sont actuellement en train d'analyser la nature et l'envergure des travaux de rénovation et d'adaptation nécessaires pour l'affectation des locaux au personnel administratif du parquet voire du tribunal. Les modalités du loyer seront fixées en fonction de l'envergure des travaux dont le coût sera pris en charge par le propriétaire.

Etant donné que le Palais de Justice de Diekirch ne correspond plus aux normes de sécurité actuelles, une mise en conformité s'impose. Ces travaux seront réalisés dans le cadre du projet inscrit au programme pluriannuel du Fonds d'investissements publics administratifs avec un coût prévisionnel de 12.000.000 euros TTC.

Enfin, pour parer à la situation actuelle, il a été retenu d'un commun accord lors de la réunion de concertation avec les responsables des différentes services étatiques en avril 2012, de construire une annexe dans la cour arrière du Palais de Justice, qui permettra de disposer, d'une part, d'un accès direct aux fourgons stationnés dans le sous-sol du bâtiment existant et, d'autre part, d'une circulation contrôlée des détenus à l'intérieur du tribunal. Ainsi, cette variante augmentera la surface en bureaux et créera quelque 15 postes de travail supplémentaires.

Question 2086 (27.4.2012) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant le **nombre de magistrats du tribunal d'arrondissement de Diekirch**:

Le projet de loi n°6304B sur les attachés de justice et portant modification de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire prévoit le renforcement des effectifs en magistrats du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Depuis de nombreuses années les magistrats du tribunal d'arrondissement de Diekirch sont confrontés à une surcharge incontestable de travail. Le nombre des nouvelles affaires civiles augmente constamment de même que les ordonnances de la chambre du conseil.

Le juge de la jeunesse du tribunal d'arrondissement de Diekirch fait en principe partie de la composition de la chambre civile. Or, le nombre d'affaires inhérentes à la protection de la jeunesse ne cesse de croître et il est un fait que la charge du juge de la jeunesse représente une tâche à plein temps.

Dû à la surcharge générale le fonctionnement ainsi que la gestion normale de la chambre du conseil, de la chambre civile et du juge des référés sont mis en péril.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- 1) Monsieur le Ministre estime-t-il que le nombre de magistrats au tribunal d'arrondissement de Diekirch est encore suffisant pour assurer un bon fonctionnement de ce tribunal?
- 2) Vu le nombre croissant des affaires juridiques traitées au tribunal d'arrondissement de Diekirch, quelles sont les prochaines démarches de Monsieur le Ministre afin de remédier à la situation actuelle?

Réponse (15.6.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Parallèlement à une augmentation des affaires, le nombre des magistrats du tribunal d'arrondissement de Diekirch est passé entre l'an 2000 et l'an 2011 de 16 à 21.

Le nombre des juges au tribunal d'arrondissement de Diekirch est en effet passé de huit à onze et celui des membres du parquet de trois à cinq, les effectifs de la justice de paix, cinq magistrats, étant restés inchangés, ce qui a permis d'assurer le fonctionnement normal du tribunal.

À l'occasion du vote du projet de loi sur les attachés de justice, le Gouvernement a pris l'engagement de faire une évaluation de l'impact de ce projet de loi sur l'organisation judiciaire et d'examiner entre autres la question des effectifs judiciaires par rapport à l'augmentation du nombre des affaires, ceci à la fois pour l'arrondissement judiciaire de Diekirch et celui de Luxembourg.

Les conclusions de cette analyse, dont sera chargée Monsieur le Procureur général d'État, seront soumises à la Chambre des Députés.

Question 2087 (27.4.2012) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant l'**appel d'offres pour un marché conjoint de fourniture d'électricité des bâtiments publics**:

Il me revient que l'Administration des Bâtiments publics veut lancer un appel d'offres pour un marché conjoint de fourniture d'électricité des bâtiments publics.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- 1) Quelle est l'entreprise choisie pour conseiller l'Administration des Bâtiments publics dans l'élaboration de cette offre?
- 2) Par quels critères cette entreprise a-t-elle été choisie?
- 3) Quels sont les différents bâtiments publics concernés par cette offre?

4) Quels sont les intentions, conditions et critères inhérents à cet appel d'offres?

5) Quel est le montant total de cet appel d'offres?

6) Le seuil du livre III de la loi de soumission est-il dépassé pour chacun des bâtiments en question?

7) Vu que certaines entités publiques, notamment les lycées et internats, ont leur propre gestion financière, cet appel d'offres ne devrait-il pas être effectué par ces entités elles-mêmes?

8) Monsieur le Ministre ne craint-il pas que cette manière de procéder ait un impact négatif sur nos entreprises luxembourgeoises concernées voire sur notre économie nationale?

Réponse (13.6.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire l'honorable Député souhaite s'informer au sujet d'une soumission relative à la fourniture d'électricité pour des bâtiments étatiques.

L'entreprise choisie pour conseiller l'Administration des Bâtiments publics dans l'élaboration du cahier des charges de cette soumission est la société belge Summit Energy Services S.A.

Cette société en question avait déjà assisté l'administration pour les deux soumissions publiques lancées en 2008 et 2009 concernant l'électricité verte; elle dispose donc des références et moyens requis. Le montant de la présente mission de consultance étant inférieur au seuil prévu par l'article 8 (1) a) de la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics, le choix de cette société a pu être opéré sans devoir recourir à une procédure de mise en concurrence.

L'Administration des Bâtiments publics assure la prise en charge des frais d'électricité pour quelque 70 bâtiments, notamment administratifs. Depuis 2009 déjà, l'électricité pour ces bâtiments fait l'objet de soumissions publiques (en 2009 pour la première fois, puis en 2010 couvrant les années 2010 à 2012). Les mêmes bâtiments font partie du marché couvrant la période 2013 à 2015.

L'intention de l'appel d'offres en question est d'assurer que l'électricité fournie pour les bâtiments publics répondra aux critères de durabilité. Ainsi, la fourniture d'électricité de sources renouvelables pour la totalité du marché est exigée. Les fournisseurs sont tenus de préciser le taux de provenance des différentes sources d'électricité verte (solaire, éolienne, hydraulique etc.).

L'attribution du marché se fera au prix le plus bas.

En ce qui concerne le montant total de cet appel d'offres, l'on précise que les données relatives aux consommations des bâtiments concernés ne sont pas encore disponibles et ne seront connues que lors de la finalisation du dossier de soumission. D'ailleurs, au cours d'une procédure de soumission, il n'est pas indiqué de publier préalablement un devis ou une estimation quelconque.

Le livre III de la loi sur les marchés publics n'est pas applicable en l'occurrence, de sorte qu'il y a lieu de se référer aux seuils prévus aux livres I ou II.

En ce qui concerne les entités publiques, notamment les lycées et internats, qui ont leur propre gestion financière, il échet de rappeler que du point de vue juridique, les services de l'État à gestion séparée ne disposent pas de personnalité juridique différente de celle de l'État, de sorte qu'il n'existe pas d'argument en droit qui obligerait ces services de procéder séparément à la conclusion de marchés de fourniture d'électricité. Cependant, en pratique et pour des raisons d'autonomie budgétaire que la gestion séparée procure, il est indiqué que ces entités procèdent elles-mêmes à l'acquisition de certaines fournitures et services, ce qui est d'ailleurs susceptible à les inciter à apporter plus d'attention à l'impact financier de leurs décisions.

La question relative au fait si Monsieur le Ministre ne craint pas que cette manière de procéder ait un impact négatif sur nos entreprises luxembourgeoises concernées, voire notre économie nationale, il y a lieu de rappeler à l'honorable Député que la législation sur les marchés publics trouve sa base dans des directives européennes, à respecter par tout pouvoir adjudicataire, indépendamment des intérêts de l'économie locale, régionale ou nationale.

Ainsi, toute soumission publique «européenne» (id est dépassant les seuils prévus au livre II) engendre une attribution du marché à l'offre présentant le prix le plus bas ou bien à l'offre économiquement la plus avantageuse, indépendamment de la nationalité de l'adjudicataire.

Quoi qu'il en soit, l'on précise que les marchés relatifs à la fourniture d'électricité des dernières années ont été adjudgés aux sociétés EIDA S.A., respectivement à LEO S.A.

Question 2088 (30.4.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **suppression de l'abattement agricole et sylvicole**:

Bei der letzten Änderung der Steuertabelle wurde der sogenannte „abattement agricole et sylvicole“ abgeschafft. Diese Änderung wurde bei den Bauern relativ ohne Widerstand angenommen, stieß aber bei den privaten Waldbesitzern auf Unverständnis. Bekanntlich dient die Erhaltung des Waldes zum biologischen Ausgleich in der Natur und seine Multifunktionalität ist für die ökologische Sichtweise von großem Nutzen. Die privaten Waldbesitzer opfern hier viel Freizeit, um den Wald einigermaßen in Ordnung zu halten, und dieses Hobby ist sicherlich auch mit Spesen verbunden. Dass das verkaufte Holz besteuert wird, ist zu verstehen, schwerer zu begreifen ist die Abschaffung des „abattement agricole et sylvicole“.

Fragen:

- 1) Was ist die Begründung der Abschaffung des „abattement agricole et sylvicole“?
- 2) Ist die Regierung der Meinung, dass die privaten Waldbesitzer ohne Weiteres diese Verschlechterung vertragen können?
- 3) Gehört die Erhaltung eines gesunden Waldes nicht zur Priorität der Regierung?
- 4) Wurden hier andere Kompensationen zugestanden?
- 5) Sollte die Regierung ihren Schritt nicht überdenken?

Réponse (14.6.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Auf die parlamentarische Frage N°2088 vom 30. April 2012 bezüglich der Abschaffung des tariflichen land- und forstwirtschaftlichen Freibetrags möchte ich dem ehrenwerten Abgeordneten Jean Colombera zunächst mitteilen, dass jener Freibetrag für Einkünfte aus Land- und Forstwirtschaft in keinem direkten Zusammenhang mit der Höhe der im Land- oder Forstbetrieb tatsächlich anfallenden Kosten steht. Nichtsdestotrotz können Waldbesitzer derartige Kosten steuerrechtlich geltend machen, sofern jene Aufwendungen betrieblich veranlasst sind und in unmittelbarem Zusammenhang mit ihrem Land- oder Forstbetrieb stehen.

Anlass für die Abschaffung des land- und forstwirtschaftlichen Freibetrages ist das vom Staatsrat erstellte Gutachten vom 9. Dezember 2008 zum Gesetzesentwurf Nummer 5924. Angesichts der geplanten Einführung der Steuerkredite für Arbeitnehmer und für Pensionsempfänger verwies der Staatsrat auf eine verfassungswidrige Ungleichbehandlung im Vergleich zu anderen Tätigkeitseinkünften (Einkünfte aus Land- und Forstwirtschaft, Einkünfte aus Gewerbebetrieb und Einkünfte aus selbstständiger Arbeit) und forderte demnach eine Ausweitung des Steuerkredits für Gewerbetreibende, für Land- und Forstwirte sowie für Freiberufler. Infolgedessen sind auf Abänderungsvorschlag des Staatsrates der Freibetrag für Einkünfte aus Land- und Forstwirtschaft sowie der Gewerbebetrag abgeschafft und nach dem Vorbild der Steuerkredite für Lohn- und Pensionsempfänger durch die Zahlung eines Steuerkredits für Selbstständige ersetzt worden.

Gemäß Artikel 152ter des luxemburgischen Einkommensteuergesetzes wird ab dem 1. Januar 2009 jedem Steuerpflichtigen, der einen Gewinn aus selbstständiger beruflicher Tätigkeit (einen Gewinn aus Gewerbebetrieb, aus Land- und Forstwirtschaft oder aus der Ausübung eines freien Berufs) erwirtschaftet, für den Luxemburg auch das Besteuerungsrecht hat, ein Steuerkredit für Selbstständige in Höhe von 300 Euro im Jahr bewilligt. Dieser Steuerkredit kommt nur einmal in Betracht für sämtliche Einkünfte aus selbstständiger beruflicher Tätigkeit, die der Steuerpflichtige während eines Steuerjahres erwirtschaftet. Ferner kann er weder gleichzeitig mit dem Steuerkredit für Arbeitnehmer, noch mit dem Steuerkredit für Rentner kumuliert werden.

Wohingegen ein Anspruch auf einen tariflichen Freibetrag bisher nur mit positiven Einkünften geltend gemacht werden konnte, wird er seit 2009 gewährte Steuerkredit für Selbstständige selbst bei negativen Einkünften im Rahmen der Veranlagung von der Steuerverwaltung erstattet.

Question 2089 (30.4.2012) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant les **webcams à usage externe**:

L'informatisation des médias et la vitesse de distribution des informations ne cessent de croître de nos jours. Ainsi, tout citoyen veut être informé à tout moment et souhaite avoir immédiatement toutes les informations sous mains. Dans ce contexte l'internet et l'outil des «webcaméras» jouent un rôle de plus en plus important dans notre société.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- 1) Combien de webcams à usage externe sont actuellement installées et autorisées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg?
- 2) Combien de ces caméras sont exploitées sous la responsabilité d'une commune?
- 3) Quelles sont les obligations légales à respecter au Grand-Duché de Luxembourg pour l'installation d'une telle caméra web? Qu'en est-il notamment de la protection de la vie privée des personnes filmées par ces caméras?
- 4) L'installation de ces caméras tombe-t-elle sous la législation de la vidéosurveillance et/ou des antennes paraboliques?

Réponse (22.6.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*:

La question parlementaire de l'honorable Député se réfère aux webcams à usage externe. Pour les besoins de la présente réponse qui a été préparée en concertation avec la Commission nationale pour la protection des données, et compte tenu du fait que la notion de webcam n'est pas appréhendée par la législation en vigueur, il est admis que sont visés les traitements à des fins de surveillance à usage externe qui relèvent du champ d'application de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes.

Les dispositions pertinentes de la loi précitée sont les suivantes:

1. l'article 3(1), premier tiret de la loi précitée qui stipule que la présente loi s'applique

.../...

à toute forme de captage, de traitement, de diffusion de sons et d'images qui permettent d'identifier la personne physique;

2. l'article 10 qui pose les critères de licéité des traitements à des fins de surveillance, (afin de ne pas alourdir la présente réponse et en vue d'en assurer une meilleure lisibilité, la teneur de l'article 10 est reproduite en annexe);

3. l'article 11 nouveau qui dispose que le traitement à des fins de surveillance sur le lieu de travail ne peut être mis en œuvre par l'employeur, s'il est le responsable du traitement, que dans les conditions visées à l'article L.261-1 du Code du Travail;

4. l'article 14 qui soumet à autorisation préalable de la Commission nationale les traitements à des fins de surveillance visés à l'article 10, dès lors que les données résultant de la surveillance font l'objet d'un enregistrement, et à l'article 11 nouveau;

5. l'article 2(p) qui définit le terme «surveillance» comme suit: «toute activité qui, opérée au moyen d'instruments techniques, consiste en l'observation, la collecte ou l'enregistrement de manière non occasionnelle des données à caractère personnel d'une ou de plusieurs personnes, relatives à des comportements, des mouvements, des communications ou à l'utilisation d'appareils électroniques et informatisés».

À noter qu'en application de l'article 3(3) de la loi précitée, le traitement de données mis en œuvre par une personne physique dans le cadre exclusif de ses activités personnelles et domestiques est exclu du champ d'application de la loi de 2002.

On peut déduire de l'article 2(p) précité que dans l'hypothèse où il n'est pas possible d'identifier ou de reconnaître des personnes individuelles, le captage, le traitement, la diffusion des images ne tombent pas sous le champ d'application de la loi de 2002. Tel est le cas pour la plupart des «webcams» d'intérêt touristique et promotionnel ou d'intérêt pratique (p.ex. images du système CITA montrant le trafic). Celles-ci ne sont par conséquent pas recensées par la Commission nationale pour la protection des données.

En revanche, les traitements à des fins de surveillance dont les images sont suffisamment nettes pour permettre d'identifier ou de reconnaître des personnes physiques sont susceptibles de tomber sous les dispositions légales en vigueur. Le régime auquel sont soumis ces traitements dépendra alors si oui ou non les images sont enregistrées.

Les traitements à des fins de surveillance, dont les images sont visionnées en temps réel et qui font l'objet d'un enregistrement sont soumises à autorisation préalable par la CNPD (article 14 (1)a).

Il faut noter à cet égard que tout traitement à des fins de surveillance installé sur un lieu de travail, qu'il enregistre ou non, est toujours soumis à autorisation préalable de la CNPD.

Quant aux traitements à des fins de surveillance, dont les images ne sont pas enregistrées (et qui ne sont pas installés sur un lieu de travail), ils sont sujets à notification (lecture combinée des articles 10 et 14 de la loi de 2002)

Sur base des articles 10 et 11 de la loi modifiée du 2 août 2002 précitée, 77 autorisations pour des traitements à des fins de surveillance ont été délivrées par la CNPD à 21 communes différentes.

Les obligations légales qui doivent être respectées par les responsables de tels traitements de données découlent de la loi de 2002 précitée. Il s'agit notamment des dispositions figurant aux chapitres II. «Conditions de licéité des traitements», III. «Formalités préalables à la mise en œuvre des traitements et publicités des traitements», V. «Subordination et sécurité des traitements» et VI «Droits de la personne concernée».

Les obligations posées par la loi de 2002 ont pour objectif de protéger la personne concernée. On peut dès lors admettre que les traitements qui respectent cette législation ne portent pas atteinte à la vie privée de la personne concernée.

Les traitements à des fins de surveillance ne relèvent pas de la législation relative aux antennes paraboliques.

(Extrait de la loi du 2 août 2002

Art. 10. Traitement à des fins de surveillance

(1) Le traitement à des fins de surveillance ne peut être effectué que:

(a) si la personne concernée a donné son consentement, ou

(b) aux abords ou dans tout lieu accessible ou non au public autres que les locaux d'habitation, notamment dans les parkings couverts, les gares, aéroports et les moyens de transports publics, pourvu que le lieu en question présente de par sa nature, sa situation, sa configuration ou sa fréquentation un risque rendant le traitement nécessaire;

(Loi du 27 juillet 2007)

«à la sécurité des usagers ainsi qu'à la prévention des accidents;(...)

- à la protection des biens, s'il existe un risque caractérisé de vol ou de vandalisme», ou

(c) aux lieux d'accès privé dont la personne physique ou morale y domiciliée est le responsable du traitement, «ou»

(Loi du 27 juillet 2007)

«(d) si le traitement est nécessaire à la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne dans le cas où la personne concernée se trouve dans l'incapacité physique ou juridique de donner son consentement.»

(2) Les personnes concernées sont informées par des moyens appropriés tels que des panneaux de signalisation, des circulaires et/ou des envois recommandés par voie postale ou électronique de la mise en œuvre des traitements visés au paragraphe (1), lettres (b) et (c). À la demande de la personne concernée, le responsable du traitement fournit à celle-ci les informations prévues à l'article 26, paragraphe (2).

(3) Les données collectées à des fins de surveillance ne sont communiquées que:

(a) si la personne concernée a donné son consentement sauf le cas interdit par la loi, ou

(b) aux autorités publiques dans le cadre de l'article 17, paragraphe (1), ou

(c) aux autorités judiciaires compétentes pour constater ou poursuivre une infraction pénale et aux autorités judiciaires devant lesquelles un droit en justice est exercé ou défendu.

(4) Quiconque effectue un traitement en violation des dispositions du paragraphe (1) qui précède est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement. La juridiction saisie peut prononcer la cessation du traitement contraire aux dis-

positions du paragraphe (1) du présent article sous peine d'astreinte dont le maximum est fixé par la dite juridiction.)

Question 2090 (2.5.2012) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant les **enfants atteints d'autisme ou du syndrome d'Asperger**:

Selon l'Association des Parents de Personnes Atteintes de l'Autisme de Luxembourg (APPAAL), le nombre d'enfants atteints d'autisme est en forte croissance au Luxembourg. L'association réclame «plus de personnel formé de façon spécifique et appropriée aux enfants autistes» ainsi que «plus de classes spécialisées dans toute les régions du Luxembourg, plus de professionnels qui peuvent accompagner nos enfants afin de les intégrer individuellement dans les classes ordinaires».

L'association attire également l'attention sur le fait que beaucoup d'adolescents atteints du syndrome d'Asperger ne trouvent pas d'école ou de classe appropriée à leur besoin au Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Quelle est, depuis l'an 2000, l'évolution du nombre d'enfants résidant au Luxembourg atteints d'autisme?

2) Quelle est, depuis l'an 2000, le nombre de professionnels spécialement formés à la prise en charge des enfants atteints d'autisme affectés à l'enseignement national?

3) Quelle est, depuis l'an 2000, l'évolution du nombre d'enfants atteints d'autisme intégrés dans l'enseignement général respectivement pris en charge dans les écoles pour enfants à besoins spécifiques?

4) Y a-t-il encore des enfants atteints d'autisme résidant au Luxembourg qui sont «placés» dans des établissements à l'étranger? Si oui, combien et pourquoi?

5) Combien d'adolescents résidant au Luxembourg sont-ils atteints du syndrome d'Asperger?

6) Comment les adolescents atteints du syndrome d'Asperger sont-ils pris en charge au sein de l'éducation nationale?

7) Y a-t-il des adolescents atteints du syndrome d'Asperger résidant au Luxembourg qui sont «placés» dans des établissements à l'étranger? Si oui, combien et pourquoi?

8) Dans quelle mesure le Gouvernement est-il prêt à appuyer l'a.s.b.l. «autisme espoir vers l'école» proposant une pédagogie éducative intensive dite «méthode des 3i»?

Réponse commune (5.6.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehes**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. Comme les indications relatives à la prévalence de l'autisme diffèrent fortement d'une source à l'autre, il est difficile de se prononcer sur l'évolution du nombre global des élèves concernés. La Haute Autorité de Santé française, Autism Europe et Autismus Deutschland, font des estimations de deux à six personnes concernées sur 1.000. Les variations dépendent des définitions choisies: Autisme infantile, syndrome d'Asperger, autisme atypique...

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution du nombre d'élèves pour lesquels le diagnostic de l'autisme a été posé et que la Commission médico-psycho-pédagogique nationale a orientés vers l'Institut pour enfants autistiques et psychotiques de l'éducation différenciée.

Institut pour enfants autistiques et psychotiques	
Année scolaire	Nombre d'élèves
2000/2001	36
2001/2002	35
2002/2003	35
2003/2004	34
2004/2005	28
2005/2006	34
2006/2007	41
2007/2008	40
2008/2009	40
2009/2010	40
2010/2011	45
2011/2012	46

Les tableaux ci-après renseignent sur le nombre d'enfants et d'adolescents autistiques ou à syndrome d'Asperger qui bénéficient de services offerts par la Fondation Autisme Luxembourg et l'association Autisme Luxembourg a.s.b.l., essentiellement dans le cadre d'une convention conclue avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Fondation Autisme Luxembourg		
Année	0 ans - 11 ans (avec diagnostic Autisme ou syndrome d'Asperger)	12 ans - 18 ans (avec diagnostic syndrome d'Asperger)
2000	0	0
2001	3	0
2002	2	0
2003	7	0
2004	7 + 1 (Asperger)	0
2005	10 + 3 (Asperger)	0
2006	7 + 1 (Asperger)	0
2007	8 + 1 (Asperger)	2
2008	18 + 7 (Asperger)	3
2009	23 + 9 (Asperger)	14
2010	32 + 5 (Asperger)	8
2011	34 + 6 (Asperger)	15

Autisme Luxembourg a.s.b.l.	
Année	12 ans - 18 ans (avec diagnostic syndrome d'Asperger)
2000	0
2001	0
2002	1
2003	1
2004	0
2005	1
2006	2
2007	1
2008	2
2009	2
2010	4
2011	5

Le 4^e tableau indique le nombre d'enfants et d'adolescents autistiques ou à syndrome d'Asperger qui sont membres de l'APPAAL a.s.b.l. (Association des Parents de Personnes Atteintes d'Autisme de Luxembourg).

APPAAL a.s.b.l. - Association des Parents de Personnes Atteintes d'Autisme de Luxembourg		
Année	0 ans - 11 ans (avec diagnostic Autisme)	12 ans - 18 ans (avec diagnostic syndrome d'Asperger ou Autisme)
2010	31	25

Le tableau ci-après signale le nombre d'enfants et d'adolescents présentant des troubles envahissants du développement - dont les troubles du spectre autistique - qui sont bénéficiaires de prestations de l'assurance dépendance.

Cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance		
Année	0 ans - 11 ans (avec diagnostic «troubles envahissants du développement»)	12 ans - 18 ans (avec diagnostic «troubles envahissants du développement»)
2000	13	3
2001	16	5
2002	16	7
2003	16	11
2004	20	15
2005	25	19
2006	30	21
2007	41	23
2008	49	22
2009	55	28
2010	56	35
2011	57	44

2. Depuis 2006, le service de l'Éducation différenciée a offert les formations continues suivantes aux enseignants intéressés:



- Autisme-Généralités et secteur luxembourgeois, 20 heures, 51 participants;

- Autisme-Spektrum-Störungen, 60 heures, 45 participants;

- Diagnostik und Förderung sozialer Fähigkeiten bei Kindern und Jugendlichen mit Autismus-Spektrum-Störungen, 24 heures, 90 inscriptions.

3. Pour éviter des stigmatisations, les élèves à besoins éducatifs spécifiques intégrés dans l'enseignement ordinaire n'ont, jusqu'à présent, pas été répertoriés selon leurs déficiences. Il est toutefois évident que les commissions d'inclusion scolaire décident des ressources et aides supplémentaires à attribuer aux élèves à besoins éducatifs spécifiques sont en connaissance des diagnostics afférents.

4. Parmi les élèves orientés à l'étranger et pour lesquels les frais scolaires sont pris en charge par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, six enfants sont répertoriés comme enfants atteints d'autisme.

5. Cf. réponse à la question 1.

6. Le mode de prise en charge scolaire des élèves à syndrome d'Asperger dépend de la complexité de leurs besoins. Dans certains cas, l'aide supplémentaire à prévoir peut se limiter à un accompagnement adéquat des enseignants, dans d'autres situations, une assistance en classe par l'équipe multiprofessionnelle de l'Éducation différenciée est à recommander, et plus rarement, l'orientation vers une école spécialisée peut être indiquée.

7. Les élèves atteints d'autisme et à syndrome d'Asperger qui sont orientés vers l'étranger ne sont pas répertoriés dans des catégories distinctes. (cf. 4)

8. Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle appuie avant tout l'enseignement public des élèves à besoins éducatifs spécifiques dont ceux atteints d'autisme font partie. La loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé exclut expressément l'instauration d'écoles privées en matière d'éducation différenciée (cf. article 1^{er}: Les dispositions de la présente loi ne concernent ni l'éducation différenciée ni la formation dispensée à l'intérieur des entreprises).

Question 2091 (3.5.2012) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la production décentralisée d'énergie:

Hinsichtlich der Versorgung mit elektrischer Energie werden nur 50 Prozent des nationalen Verbrauchs in Luxemburg erzeugt. Luxemburg hat sich nicht nur verpflichtet, die Energieeffizienz zu erhöhen, sondern auch den Anteil erneuerbarer Energien am Gesamtenergieverbrauch - von aktuell vier Prozent auf elf Prozent bis zum Jahre 2020.

Dies bedingt jedoch eine resolute intelligente Energiewende, eine technologische wie gesellschaftliche Herausforderung. Die Energie- & Klimapolitik ist langfristig so ausgelegt, dass ein kohlestofffreies und intelligentes Energiesystem aufgebaut werden kann. Die geforderte Integration der erneuerbaren Energiequellen verlangt jedoch nach der dezentralen Energieversorgung. Es wurde bereits vom Ministerium für Wirtschaft auf die Errichtung von Tausenden Photovoltaik- und Solarkollektoranlagen sowie von 50 neuen Windenergieanlagen (WEAN) bis zum Jahr 2020 hingewiesen.

Hinsichtlich der Windenergienutzung wurden während der vergangenen Wochen konkrete Projekte in Aussicht gestellt, u. a. in Garnich und im „Wandpark Bënzelt“, sowie das Repowering der WEAN in der Gemeinde Clerf. Die Errichtung von zwei Biogasanlagen in Roost und Sanem steht ebenfalls an.

Es wurde in diesem Zusammenhang auch auf die Erstellung eines „plan sectoriel de l'implantation des sites d'énergies renouvelables“ hingewiesen. Um die Schwankungen der erzeugten elektrischen Energie aus den erneuerbaren Energien auszugleichen, bedarf es des Baus von Speichereinheiten auf dezentraler Basis im Versorgungsnetz.

Damit Luxemburg sein ambitioniertes Ziel der 20-Prozent-Marke bis zum Jahr 2012 erreicht, plant das Wirtschafts- und Energieministerium, den regulatorischen Rahmen hinsichtlich der Einspeisetarife für die elektrische Energie aus erneuerbaren Energien neu zu gestalten.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Wirtschaft und Energie folgende Fragen stellen:

- Welchen Stand hinsichtlich der Planung und Errichtung weisen die einzelnen Projekte für die Nutzung der Windenergie aus? In welchen Gemeinden laufen im Sinne der dezentralen Ener-

gieversorgung derzeit Gespräche zur Errichtung von weiteren WEAN?

- Wird der Schallpegel von aktuell 35 dB auf 45 dB erhöht, ähnlich den Bestimmungen in Wallonien?

- Wird daran gedacht, den betroffenen Gemeinden eine finanzielle Beteiligung an den Projekten einzuräumen?

- Befinden sich außer den zwei Biogasanlagen noch weitere Anlagen in der Diskussion? Verfügt Luxemburg über genügend Biomasse, um diese Anlagen zu speisen, oder wird an den Import von Biomasse gedacht? Nur ein geringer Teil der anfallenden Gülle wird derzeit in den Biogasanlagen zur Fermentation eingebracht. Welche Anreize müssen geschaffen werden, um diesen Anteil zu erhöhen?

- Wie weit sind die Planungen bezüglich des „plan sectoriel de l'implantation des sites d'énergies renouvelables“ gediehen?

- Wann wird der neue reglementarische Rahmen hinsichtlich der Einspeisetarife für die elektrische Energie aus erneuerbaren Energien vorliegen? Werden die Akteure vor Ort in diesen Gestaltungsprozess eingebunden?

- Welche Möglichkeiten liegen vor, das Ziel der 1,5 Prozent Energieeffizienzsteigerung pro Jahr zu erreichen? Müsste nicht ein ehrgeiziges Altbauanierungsprogramm mit der Integration von Photovoltaik- und Solarkollektoranlagen aufgelegt werden, um elektrische und thermische Energien einzusparen und darüber hinaus dauerhafte Arbeitsplätze zu schaffen?

Réponse (2.7.2012) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Als Antwort auf die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Marcel Oberweis betreffend den Ausbau dezentraler elektrischer Produktionsanlagen für die zukünftige Energieversorgung Luxemburgs können wir folgende Informationen liefern:

Die Förderung von Strom aus erneuerbaren Energien wird in Luxemburg durch eine großherzogliche Verordnung aus dem Jahre 2008 geregelt, welche den Produzenten von Strom aus erneuerbaren Energien eine Einspeisevergütung gewährleistet, die einen wirtschaftlichen Betrieb der Anlagen garantieren soll. Mit den entsprechenden Einspeisetarifen sind derzeit private Akteure dabei, ihre Projekte unter den gegebenen Rahmenbedingungen zu entwickeln. Der größte Betreiber von Windkraftanlagen in Luxemburg ist derzeit die Soler (Société Luxembourgeoise des Énergies Renouvelables S.A.), die zu jeweils 50 Prozent ein Tochterunternehmen der SEO (Société Électrique de l'Our S.A.) und der Enovos Luxembourg S.A. ist. Die Soler betreibt aktuell 26 Windkraftanlagen in Luxemburg. In Kürze werden fünf weitere Anlagen in Binsfeld in Betrieb genommen, derweil der Windpark „Gemeng Hengischt“ um eine zusätzliche Anlage erweitert wird.

Dadurch wird sich die installierte Leistung der Anlagen, in welchen die Soler Teilhaber ist, auf 48,6 MW erhöhen. Laut Informationen der Soler befinden sich derzeit Windkraftprojekte mit einer Gesamtleistung von ca. 36,8 MW in der Genehmigungsprozedur. Ihre Realisierung wird die Gesamtleistung der Soler-Anlagen auf ca. 85,4 MW erhöhen. Soler hat auf Nachfrage bestätigt, dass bei den geplanten Windkraftprojekten den betroffenen Gemeinden und gegebenenfalls deren Bürgern ein Beteiligungsrecht an den jeweils neu zu gründenden Gesellschaften angeboten wird.

Neben den sich von der SEO in Planung befindlichen Anlagen gibt es laut unseren Informationen noch Projekte von anderen Akteuren, über die uns allerdings derzeit keine definitiven und detaillierten Daten vorliegen.

Betreffend die Frage der in den Genehmigungsprozeduren derzeit geforderten Schallpegel sei unterstrichen, dass Windkraftanlagen unter die Bestimmungen der großherzoglichen Verordnung vom 13. Februar 1979 betreffend Lärm in der Nachbarschaft von Betrieben und Baustellen fallen, welche zuletzt durch die großherzogliche Verordnung vom 7. November 2007 geändert worden ist.

Artikel 3 der vorerwähnten Verordnung teilt den zulässigen Lärmimpakt in der Nachbarschaft von Betrieben und Baustellen in sechs Lärmzonen ein, welche sich durch unterschiedliche Lärmschutzansprüche unterscheiden.

Unter Anwendung der Bestimmungen von Artikel 9 der Verordnung vom 13. Februar 1979 werden im Rahmen der Kommodo-Gesetzgebung zum Teil strengere Auflagen in der Betriebsgenehmigung von Windkraftanlagen festgesetzt. Der angeführte Immissionschallpegel von 35 dB(A) bezieht sich jedoch nur auf den Teillastbereich der Windkraftanlagen (standardisierte Windgeschwindigkeit in 10 m Höhe

über Boden $v_{s,ref}$ ($h=10$ m) = 6 m/s). Bis zum Vollastbereich der Anlagen wird eine Verdeckung der Betriebsgeräusche durch windinduzierte Geräusche verlangt.

Im Hinblick auf die vorgegebenen Ziele für die Anteile von Energie aus erneuerbaren Quellen im Jahr 2020 werden vorgenannte Bewertungskriterien derzeit einer kritischen Prüfung unterzogen. Im Rahmen dieser Arbeiten wird die Zumutbarkeit von Geräuschen von Windkraftanlagen u. a. unter Beachtung der Besiedlungsstruktur genauer untersucht. Erste Ergebnisse werden für September 2012 erwartet.

Betreffend die Biogasanlagen sei unterstrichen, dass den zuständigen Ministerien derzeit keine detaillierten Informationen über Planungen neuer Anlagen vorliegen. In diesem Bereich wird laut unserem Verständnis auf die Neuregelung der Einspeisetarife gewartet, durch die dem Sektor ein neuer Schub gegeben werden soll. Neue Einspeisetarife sollen ebenfalls einen wirtschaftlicheren Einsatz von Gülle als Substrat ermöglichen. In Luxemburg selbst gibt es derzeit für die kommenden Jahre noch ausreichendes Potenzial, damit nur in einem eher geringen Maße auf Substrate aus dem Ausland zurückgegriffen werden muss. Allerdings greift ein Teil der bestehenden Anlagen, die Abfälle verarbeiten, auf importierte Biomasse aus dem Ausland zurück, da die hier verfügbaren Abfälle knapp sind respektive für Anlagen bestimmt sind, die mit einer Hygienisierungsanlage ausgestattet sind.

Betreffend den „Plan sectoriel de l'implantation des sites des énergies renouvelables“ sei wiederholt, was bereits in den Antworten auf die parlamentarischen Anfragen Nr.1561 vom 7. Juli 2011 des ehrenwerten Abgeordneten Marcel Oberweis und Nr.1578 vom 19. Juli 2011 des ehrenwerten Abgeordneten Henri Kox dargelegt wurde (cf. *compte rendu n°17/2010-2011*). In den entsprechenden Antworten wurde klar erläutert, dass die von der Regierung verfolgte Strategie sich an den Erfahrungen anderer Länder orientiert, indem ein angemessener Förderrahmen geeignete Rahmenbedingungen für die Entwicklung von wirtschaftlichen Projekten durch private und öffentliche Akteure schafft. Diese Strategie sieht derzeit keine Erstellung eines „Plan sectoriel de l'implantation des sites d'énergies renouvelables“ vor, da hiervon kein wesentlicher zusätzlicher Fortschritt im Bereich der Entwicklung der erneuerbaren Energien auf nationaler Ebene erwartet wird.

Die Arbeiten an der Anpassung des regulatorischen Rahmens hinsichtlich der Einspeisetarife für Strom aus erneuerbaren Energien befinden sich derzeit in der Abschlussphase. Bei der Ausarbeitung wurden die betroffenen Verbände weitestmöglich eingebunden. Die geplanten Änderungen an der Verordnung über die Einspeisetarife werden in Kürze dem Regierungsrat zur Entscheidung vorgelegt.

Bezüglich der Energieeffizienzsteigerung gibt der zweite Nationale Aktionsplan im Bereich der Energieeffizienz, welcher im Jahre 2011 von der Regierung beschlossen wurde, die Marschrichtung vor. Bis zum Jahre 2010 wurden bereits Einsparungen in Höhe von 7,6% gegenüber der Referenzperiode 2001-2005 erzielt. Für das Jahr 2014 ist eine Gesamteinsparung von ca. 14% vorgesehen. Ein wesentlicher Bestandteil der Einsparungen soll dabei durch den Bausektor erzielt werden. Hierzu hat die Regierung mit Datum vom 1. Juli 2012 u. a. neue Regeln für den Neubau eingeführt, die einen festen Fahrplan für die kontinuierliche Verbesserung der Energieeffizienzstandards für Wohngebäude festlegen. So müssen ab 2017 beispielsweise alle Neubauten die Gesamtenergieeffizienzklasse A und die Wärmeschutzklasse A einhalten. Diese neuen Standards werden auch implizit einen Anreiz für den verstärkten Rückgriff auf erneuerbare Energieträger in den Wohngebäuden mit sich bringen.

Question 2092 (4.5.2011) de M. Fernand Etgen (DP) concernant l'Administration des Contributions directes:

Lors de l'assemblée générale du Syndicat des Cadres des Contributions ses représentants se sont exclamés: «D'Geld läit op der Stroos a keen hieft et op...». À côté du fait que l'Administration des Contributions directes n'arriverait plus à s'acquitter de ses missions quotidiennes l'on s'est également plaint qu'il lui serait impossible de lutter efficacement contre la fraude et l'escroquerie fiscales.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Quelles sont les raisons empêchant l'Administration des Contributions directes de remplir ses tâches de manière satisfaisante? S'agit-il d'un manque en personnel et de mesures adéquates au niveau législatif et administratif pour combattre la fraude? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre entend-il y remédier?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les autres administrations financières rencontrent le même genre de problèmes?

Réponse (8.6.2012) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

Le Gouvernement est conscient que ces dernières années le volume et la complexité des dossiers à instruire par les administrations fiscales n'ont cessé de croître.

Pour pallier ces problèmes, le Gouvernement a pris des mesures pour moderniser et renforcer les dispositifs en place au Luxembourg. Ainsi, contrairement à la majorité des Gouvernements européens, qui, dû à la crise économique et financière, ont procédé à des réductions d'effectifs dans les administrations fiscales, le Gouvernement luxembourgeois a accordé un renforcement du personnel des administrations fiscales.

Parallèlement, le Gouvernement a procédé à l'allègement et à la simplification des procédures administratives liées à la saisie et au traitement des dossiers à instruire. Dans ce contexte, les contribuables ont aujourd'hui par exemple la possibilité de déposer électroniquement leur déclaration de TVA.

C'est donc par un renforcement graduel et systématique des ressources ainsi que par une modernisation des procédures que le Gouvernement entend accroître l'efficacité de la lutte contre la fraude et l'escroquerie fiscales.

Question 2093 (7.5.2012) de M. Jean Colombera (ADR) concernant l'implantation d'une compagnie aérienne à bas prix au Findel:

Eine Entscheidung ist in Sachen Diversifizierung der Aktivitäten am nationalen Flughafen gefallen, in dem Maße wie eine Billigfluggesellschaft in der Gestalt von Easyjet den Weg geöffnet bekam, um ab Findel ihre Flüge vom 29. Oktober 2012 an anzubieten. Die Überraschung war perfekt, hatten doch Politiker und auch Gewerkschaftler immer wieder vor Konkurrenz für die nationale Fluggesellschaft gewarnt. Nun ist es jedoch anders gekommen und es stellen sich eine Reihe von Fragen, unter anderem, wie Easyjet nunmehr am Findel Flugverbindungen ab Oktober 2012 anbieten kann.

Fragen:

1) Was ist die Prozedur für eine interessierte Fluggesellschaft, um am Findel Flüge anbieten zu können?

2) Wie kam Easyjet an die notwendigen Flughafen-Slots für die Flüge von und nach London-Gatwick? In wessen Besitz waren diese Zeitnischen vorher?

3) Welche nationalen Autoritäten mussten ihr Einverständnis geben, damit eine Fluggesellschaft wie Easyjet am Findel Flugverbindungen anbieten kann?

4) Wieso wurden erst jetzt Billigfluggesellschaften am Findel zugelassen? Mit welchen Mitteln wurden sie bisher von unserem Flughafen ferngehalten?

5) Gibt es noch andere Anfragen von Billigfluganbietern?

6) Gibt es in den Augen der politisch Verantwortlichen ein Kontingent, das nicht überschritten werden darf?

7) Darf Easyjet über die Verbindung mit London-Gatwick hinaus frei und nach Gutdünken andere Billigfluglinien ab Luxemburg einrichten?

8) Was gedenkt die Regierung zu tun, um die nationale Fluggesellschaft vor dieser Konkurrenz zu schützen?

Réponse commune (6.7.2012) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

Es ist zuerst richtigzustellen, dass nicht die Diversifizierung der Aktivitäten am Flughafen der Gesellschaft Easyjet den Weg geöffnet hat, um ab dem Findel Flüge anzubieten, sondern dass



die Möglichkeit, den Findel anzufügen, jeder Gesellschaft unvoreingenommen und zu gleichen Bedingungen gegeben ist.

1) Es gibt keine bestimmte Prozedur, um sich eine Zeitnische („slot“) zu sichern, solange noch „slots“ frei sind. Interessierte Fluggesellschaften nehmen Kontakt zu den „handling agents“, dem Flughafenbetreiber und der Administration de la navigation aérienne auf. lux-Airport ist der offizielle Flugplanvermittler und muss sich laut der europäischen Regelung darauf beschränken, unabhängig, unparteiisch und diskriminierungsfrei die Luftfahrtunternehmen zu beraten.

Weitere zuständige Behörden (Direction de l'Aviation civile, Police grand-ducale, Administration des Douanes et Accises) werden über die Gespräche nachhaltig informiert.

2) Die von Easyjet angefragten Zeitnischen waren noch frei verfügbar.

3) Die Direction de l'Aviation civile und die Administration de la navigation aérienne müssen ihr Einverständnis geben.

4) Der Flugverkehr ist seit 1996 liberalisiert. Die Freiheit des Dienstleistungsverkehrs im europäischen Raum untersagt jegliche Form von protektionistischen Einschränkungen und es besteht kein legal vertretbares Argument für einen systematischen Verweis von Billigfluggesellschaften. Die Regierung darf also nicht eingreifen, um eine Fluggesellschaft vom Findel fernzuhalten.

5) Es gibt zurzeit keine weiteren Anfragen, die unter die volkmündliche Beschreibung einer Billigfluggesellschaft fallen.

6) Die sogenannten Billigfluggesellschaften sind den anderen Fluggesellschaften gleichgestellt und unterliegen den gleichen Flughafentarifen. Politisch Verantwortliche dürfen kein Kontingent festlegen.

7) Im europäischen Raum sind, wie schon unter Antwort 4) betont, keine Beschränkungen dieser Art erlaubt.

8) Die Regierung darf keine nationalen Gesellschaften vor Konkurrenz schützen, ansonsten kann die Europäische Kommission Sanktionen ergreifen. Der luxemburgische Staat als Aktionär von Luxair darf aber verlangen, dass Luxair die notwendigen Schritte einleitet, um der Konkurrenz gewachsen zu sein. Demzufolge müssen gemeinsam mit den Gewerkschaften Überlegungen erfolgen, wie Luxair sich auf einem immer schwierigeren Markt positionieren kann.

Question 2094 (7.5.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **libre choix des soins de santé**:

Der Konkurrenzkampf wird bei den Pflegenetzen immer intensiver. In der Praxis kommt es auch vor, dass Patienten ein ganz anderes Pflegenetz bekommen als das von ihnen erwünschte. Dann stellt sich natürlich für den getäuschten Patienten die Frage, ob er mit diesem Dienst zusammenarbeiten soll oder ob er noch aus dem Vertrag aussteigen und mit dem ursprünglich gemeinten Dienst der persönlichen Wahl zusammenarbeiten kann.

In einem kürzlich gegebenen Entscheid des deutschen Bundesgerichtshofes (Aktenzeichen IIIZR 203/10) wurde die Kündigung bei Pflegediensten leicht gemacht, indem MaBe wie Pflegebedürftige ihren Vertrag jederzeit fristlos kündigen dürfen, wenn sie mit den Leistungen des Pflegedienstes nicht mehr zufrieden sind.

Fragen:

- Wie ist die Kundenwerbung hierzulande geregelt, und müssen bei Kundenwerbungen die Patienten ausdrücklich auf den „libre choix“ des Pflegedienstes hingewiesen werden?

- Was geschieht, wenn ein Patient in einen Pflegevertrag eintritt, ohne ausdrücklich und nachweislich die Wahl des von ihm bevorzugten Pflegedienstes erhalten zu haben?

- Wie viele Pflegedienste gibt es mittlerweile in Luxemburg, die von den zuständigen Ministerien akkreditiert sind?

- Falls ein Patient in einer Arztpraxis, einer Klinik oder in einer anderen Struktur des Gesundheits- und Sozialwesens auf fragliche Weise beraten wurde, was die freie Wahl eines Pflegedienstes betrifft, wie schnell kann derselbe Patient aus diesem Kontrakt entbunden werden? Was sind die Kündigungsfristen bei missbräuchlicher Beratung?

- Gibt es auch in Luxemburg eine rechtliche Klausel, nach der ein Vertrag bei einem Pflegebedürftigen gekündigt werden kann, wenn der Patient nicht mehr mit der Leistung zufrieden ist, und kann der Patient diese Klausel für sich geltend machen?

Réponse (6.6.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Das Prinzip der freien Wahl des Leistungserbringers ist ein fundamentaler Grundsatz im Rahmen der Kranken- und Pflegeversicherung. Die Vereinbarung, die in Anwendung des Artikels 380 des Sozialgesetzbuches zwischen der nationalen Gesundheitskasse CNS und der COPAS (Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins) besteht und die Rahmenbedingungen der Beziehungen zwischen CNS und COPAS festlegt, besagt zu diesem Thema, dass der Leistungserbringer sich dazu verpflichtet, nichts zu unternehmen, was gegen dieses Grundprinzip verstoßen könnte, welches dem Pflegebedürftigen zugestanden wird, gemäß seiner Situation und den Ausführungsbestimmungen oben genannter Vereinbarung.

Die Verpflichtung, dass der Leistungserbringer das Prinzip der freien Wahl des pflegebedürftigen Menschen respektiert, ist ebenfalls im großherzoglichen Reglement vom 7. Oktober 2010 festgeschrieben, welches den Ethikkodex verschiedener Gesundheitsberufe festlegt.

Für die Personen, denen Sachleistungen seitens der Pflegeversicherung zugestanden wurden und die zu diesen Leistungen ebenfalls Leistungen der Krankenpflege beanspruchen, sieht der Artikel 19 (4) des Sozialgesetzbuches jedoch eine Sonderbestimmung vor, die besagt, dass diese Personen nur in dem Fall Anrecht auf Leistungen der Krankenpflege haben, wenn diese von einem Pflegenetz oder einer stationären Einrichtung erbracht werden, welche mit der Pflegeversicherung einen Pflegevertrag abgeschlossen haben.

Ich verweise auf das Familienministerium, was die Namen und die Anzahl der verschiedenen Leistungserbringer im Rahmen der Pflegeversicherung in Luxemburg betrifft, resp. auf die Website www.luxsenior.lu.

Die Vereinbarung, die zwischen der nationalen Gesundheitskasse und der COPAS (Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins) besteht, sieht eine einzige Kündigungsprozedur im Rahmen des Verhältnisses zwischen dem Leistungserbringer und der pflegebedürftigen Person vor, unabhängig vom genauen Grund dieser Kündigung.

Artikel 22 der Vereinbarung sieht vor, dass der Leistungserbringer in jedem Fall die Kündigung annehmen muss. Diese muss durch den Leistungsbezieher per Einschreiben erfolgen. Der zwischen Leistungsbezieher und -erbringer zustande gekommene Vertrag bleibt in Kraft bis zum Ende einer einmonatigen Kündigungsfrist.

Question 2095 (7.5.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**analyse approfondie de la réforme de l'école fondamentale**:

Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a récemment annoncé que l'école fondamentale, telle qu'elle a été instituée en 2009, sera soumise à une analyse approfondie. Il va sans dire que les conclusions tirées de celle-ci influenceront sur les travaux de réforme concernant l'enseignement postprimaire.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Selon quelle démarche l'analyse projetée, qui devra être effectuée par un organe scientifique et neutre, sera-t-elle mise en œuvre?

- Qui sera chargé de sa réalisation?

- Quand le bilan de cette analyse sera-t-il présenté au plus tard aux partenaires scolaires et aux membres de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de la Chambre des Députés?

Réponse (29.5.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Le programme gouvernemental 2009-2014 prévoit qu'un premier bilan de la mise en œuvre de la réforme de l'école fondamentale, entrée en vigueur à la rentrée 2009, sera dressé après trois ans.

À ce stade, il est prévu que ce bilan comportera quatre volets:

- Le premier sera consacré aux travaux de préparation et de mise en œuvre proprement dits des différents aspects de la réforme.

- Le second concernera plutôt l'appréciation et le vécu des changements survenus dans la réalité pédagogique dans les écoles. Cette partie du rapport sera préparée par l'unité de recherche LCMI (Languages, Culture, Media and Identities) de l'Université du Luxembourg sous la direction du professeur Daniel Tröhler.

- Dans la troisième partie il s'agira d'établir une synthèse.

- Suite à cette synthèse, si cela s'avère nécessaire, le quatrième volet sera consacré à établir des propositions pour consolider la réforme.

J'ai demandé à Monsieur Siggy Koenig d'assurer la rédaction finale du document. Celle-ci devrait être terminée pour la fin de l'année civile en cours et sera présenté alors notamment aux partenaires scolaires et aux membres de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de la Chambre des Députés.

Question 2096 (8.5.2012) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant les **indemnités des remplaçants dans l'enseignement fondamental**:

Le règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 fixant les indemnités pour remplaçants dans l'enseignement fondamental dit à son article 1.II.A) Tâche complète, avant-dernier alinéa: «Le remplaçant qui est en service jusqu'à la fin de l'année scolaire a droit pour la période du 15 juillet au 15 septembre à une indemnité fixe, par mois entier, à un dixième de l'indemnité totale touchée pour les mois précédents.» Cette disposition vaut également mutatis mutandis pour les chargés de cours remplaçants travaillant à tâche partielle. Toutefois la mise en application du règlement dont question révèle des situations étranges pour les chargés de cours remplaçants travaillant à tâche partielle.

Ainsi un chargé de cours ayant travaillé par exemple du 15 avril ou 1^{er} juin au 15 juillet, soit trois mois respectivement un mois et demi, se voit payer un salaire jusqu'au 15 septembre incluant deux mois de congé scolaire. Par contre le chargé de cours ayant travaillé du 15 septembre au 31 mai, soit huit mois et demi, n'a droit ni au paiement d'un salaire durant ces mois au prorata des mois travaillés durant l'année ni au paiement au prorata de l'indemnité prévue au règlement grand-ducal dont question.

J'estime que les chargés de cours remplaçants à temps partiel devraient se voir payer l'indemnité incluant les cotisations de sécurité sociale prévue au règlement grand-ducal ou bénéficier d'un salaire continué durant les vacances scolaires au prorata des mois de leur contrat de travail. Ceci leur permettrait notamment de bénéficier des dispositions de sécurité sociale durant toute l'année voire faciliterait la souscription à une assurance continuée.

Aussi j'entends poser les questions suivantes au Gouvernement:

1) Le règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 fixant les indemnités pour remplaçants dans l'enseignement fondamental est-il appliqué de sorte à ce que le remplaçant doit être en service au 15 juillet d'une année pour bénéficier de la totalité de son salaire durant les deux mois de vacances scolaires?

2) Sur le nombre total de chargés de cours remplaçants, quel est le pourcentage de chargés de cours qui bénéficie d'un salaire continué au 15 juillet?

3) Le règlement dont question ne devrait-il pas être appliqué de sorte à ce que les chargés de cours bénéficient de l'indemnité de départ afférente incluant les cotisations de sécurité sociale prévue au règlement grand-ducal au prorata des mois de leur contrat de travail ou à défaut d'un salaire continué durant les vacances scolaires?

4) À défaut, quelle autre solution le Gouvernement propose-t-il pour remédier à la situation décrite?

5) Quel est le montant mensuel moyen payé à un chargé de cours remplaçant pour un mois de congé durant la période du 15 juillet au 15 septembre?

Réponse commune (11.6.2012) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

L'honorable Député pose par rapport à l'indemnité touchée par les remplaçants dans l'enseignement fondamental pendant les vacances scolaires d'été un certain nombre de questions d'ordre plutôt technique concernant la totalité

de son salaire, le pourcentage de bénéficiaires d'un salaire continué au 15 juillet, de la proratisation de l'indemnité de départ par rapport au contrat de travail respectif, et désire finalement connaître le montant mensuel moyen à verser pendant la période des vacances d'été.

Nous voudrions apporter à l'honorable Député les réponses adéquates dans l'ordre des questions posées.

Conformément à l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 portant nouvelle fixation de l'indemnité de remplacement dans l'enseignement fondamental, seul le remplaçant qui est en service jusqu'à la fin de l'année scolaire a droit pour la période du 15 juillet au 15 septembre à une indemnité fixée, par mois entier, à un dixième de l'indemnité totale touchée pour les mois précédents.

Pendant l'année 2011, 84,28% des remplaçants ont bénéficié d'une indemnité au cours des vacances scolaires d'été.

Actuellement, la réglementation en vigueur ne prévoit pas la possibilité d'indemniser les remplaçants pendant les vacances d'été au prorata des remplacements lorsqu'ils ne sont pas en service à la fin de l'année scolaire, et le Gouvernement n'envisage pas de la modifier.

Le montant mensuel payé à un chargé de cours ayant effectué des remplacements au cours de l'année et en service jusqu'à la fin de l'année scolaire durant la période du 15 juillet au 15 septembre varie en fonction du diplôme du remplaçant, de la durée de son contrat de travail et du volume de sa tâche. Le montant mensuel brut payé aux remplaçants au mois d'août variait de 815,54 € à 3.420,52 €.

Question 2097 (8.5.2012) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant la **stratégie «Mobilité durable» et les délégués communaux aux transports publics**:

Récemment, Monsieur le Ministre a présenté son nouvel concept global pour la mobilité durable «MoDu». Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie, les communes ont à jouer un rôle déterminant aussi bien en relation avec les transports publics qu'avec la mobilité douce. L'article 19 de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics dispose que chaque conseil communal du Grand-Duché désigne parmi ses membres élus un délégué aux transports publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de chercher le contact avec ces délégués communaux afin de mettre en œuvre les mesures de cette stratégie au niveau communal?

- Vu que ces délégués locaux ont souvent des connaissances précises des atouts et des faiblesses du système des transports en commun et de la mobilité douce au niveau des communes, est-ce que Monsieur le Ministre entend profiter de ces expériences importantes pour optimiser les infrastructures et services dans ces domaines?

Réponse (8.6.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°2097 du 8 mai 2012, l'honorable Député François Bausch souhaite s'informer au sujet de la mise en œuvre de la stratégie globale pour une mobilité durable «MoDu», dont notamment la coopération des différents acteurs en relation avec les transports en commun et la mobilité douce.

Ladite stratégie présente non seulement une approche intégrative des différentes mesures permettant de donner une réponse aux défis de la mobilité mais constitue aussi un cadre de référence afin de sensibiliser les acteurs concernés à différents niveaux, vu que la mobilité durable ne se réalisera pas seulement comme une mesure «top-down». À cet égard, le Ministère se concerta déjà aujourd'hui régulièrement avec les différents délégués communaux au sujet des transports en commun routiers pour lesquels les communes sont en charge, à savoir la mise en place et l'entretien des arrêts bus ainsi que l'affichage des horaires mis à disposition par le Ministère. Afin d'améliorer la coopération en ce qui concerne la mobilité surtout avec les communes rurales, la Communauté des Transports a récemment contacté tous les responsables communaux et est en train d'optimiser l'affichage des nouveaux horaires.

En ce qui concerne les communes en milieu urbain, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a instauré au cours des dernières années plusieurs conventions État-communes dans l'agglomération de la ville de Luxembourg (ville de Luxembourg et les com-



munes avoisinantes Bertrange, Contern, Hesperange, Leudelage, Niederanven, Sandweiler, Schüttrange et Strassen; et les communes de la vallée de l'Alzette, c.-à-d. Walferdange, Steinsel, Lorentzweiler, Lintgen et Mersch) et la Nordstad (communes de Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck et Schieren) afin de mener, ensemble avec les partenaires concernés, un processus de planification cohérent et intégratif dans lequel la mobilité joue un rôle primordial. Dans le cadre de ces initiatives, des projets sont mis en œuvre, tels que le projet pilote pour cyclistes en collaboration avec la LVI «Lëtzebuurger Vélos-Initiativ» dans la vallée de l'Alzette, le projet pilot «e-Movin» avec des vélos à pédalage assisté respectivement voitures électriques pour la Nordstad ou bien le groupe de travail pour la mise en place d'un réseau de pistes cyclables dans les communes au sud-ouest de l'agglomération de la ville de Luxembourg.

De plus, le Ministère a entamé au niveau local des projets clés en collaboration avec les communes, tels que par exemple la consultation rémunérée dans le quartier de la gare à Mersch, le masterplan pour la reconversion des friches à Wiltz, le masterplan Midfield à Gasperich/Howald ainsi que le concept de mobilité à Belval. Ces approches intégratives permettent de mettre en place, avec tous les acteurs concernés, des solutions durables pour la mobilité par le biais du renforcement des transports en commun et de la mobilité douce.

Les éléments exposés ci-avant illustrent que la coopération entre les acteurs en ce qui concerne la mobilité a déjà aujourd'hui abouti à une meilleure planification et que ce processus de dialogue sera poursuivi afin que tous les différents acteurs puissent contribuer à la mise en œuvre d'une mobilité durable au Luxembourg.

Question 2099 (9.5.2012) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant le **potentiel économique du cyclotourisme:**

Au cours des dernières années le cyclotourisme, c'est-à-dire le tourisme à vélo devient de plus en plus populaire également au Luxembourg. Dans notre pays voisin, au Land de Rhénanie-Palatinat, la randonnée le long de la Moselle attire chaque année plus de 400.000 cyclotouristes. En 2010, les cyclotouristes généraient pour le Land une plus-value économique de 340 mio. €, soit 10% de la plus-value touristique globale du Land Rhénanie-Palatinat.

Le Luxembourg vient de faire ses premiers pas dans la direction cyclotourisme avec entre autres la mise en place du label «bed&bike» pour hôteliers et les guides des pistes cyclables au Grand-Duché du Luxembourg. Or, en relation avec la cohérence entre ces initiatives (souvent réalisées au niveau du bénévolat respectivement des ONGs) et le cadre national pour le cyclotourisme (finalisation du réseau national des pistes cyclables, communication des atouts, marketing à l'étranger) il semble que la valeur économique du cyclotourisme ne soit pas encore assez connue et appréciée au Grand-Duché. Dans ce contexte, le Land de Rhénanie-Palatinat a fait élaborer une étude scientifique qui établit entre autres aussi une relation entre coûts et utilités des infrastructures cyclotouristiques (Regionalwirtschaftliche Effekte des Radtourismus in Rheinland-Pfalz, Europäisches Tourismus Institut an der Universität Trier GmbH, Juni 2007).

Pour ces raisons, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Est-ce que Madame la Ministre peut me donner des chiffres en relation avec les nuitées de cyclotouristes dans les hôtels au Grand-Duché en 2011 et notamment dans les hôtels «bed&bike»?

2) Est-ce que Madame la Ministre est d'accord de faire élaborer une étude du potentiel économique et pour les emplois en relation avec le cyclotourisme au Luxembourg?

Réponse (22.5.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Ad 1) Le recensement des nuitées au Luxembourg opéré via l'institut national de la statistique et des études économiques (Statec) ne différencie pas les nuitées réalisées par des cyclotouristes par rapport à d'autres types de touristes de loisirs.

C'est la raison pour laquelle l'Office National du Tourisme a réalisé en 2010 et en 2011 des enquêtes auprès du secteur de l'hébergement où e. a. les questions suivantes ont été posées:

Enquête 2010

Quelles ont été les principales motivations de séjour de votre clientèle en 2010?

(De 1 = très important à 4 = pas du tout important)

Vélo, VTT source: ONT enquête 2010)	Hôtellerie (nombre de répondants: 104)	Camping (nombre de répondants: 28)	APTR (nombre de répondants: 20)
(1) ++	12,8%	7,7%	16,7%
(2) +	15,1%	57,7%	8,3%
(3) -	27,9%	34,6%	41,7%
(4) --	44,2%	0%	33,3%

En regroupant les réponses positives (1)+(2), il en ressort qu'un quart des touristes qui séjournent dans l'hôtellerie et dans les gîtes ruraux ont eu une motivation de séjour qui s'articulait autour du thème du vélo. Au niveau des campings, deux tiers des clients s'intéressaient au cyclotourisme.

Enquête 2011

Évolution de l'intérêt pour le vélo et/ou le VTT auprès de votre clientèle en 2011, par rapport à 2010?

Vélo, VTT (source: ONT enquête 2011)	Hôtellerie (nombre de répondants: 76)	Camping (nombre de répondants: 23)	APTR (nombre de répondants: 22)
En hausse	22%	33%	17%
Stable	60%	52%	55%
En baisse	18%	14%	28%

L'enquête de 2011 démontre que les efforts de promotion réalisés par les différents acteurs touristiques dans le domaine du cyclotourisme ont porté leurs fruits. En effet, toutes les catégories d'hébergement ont constaté une hausse considérable (entre 17 et 33%) dans l'intérêt que portaient leurs clients aux produits touristiques qui s'articulaient autour du thème du vélo.

Ad 2) Sous réserve de disponibilités budgétaires, le Ministère du Tourisme est disposé à réaliser une étude au sujet du potentiel économique en relation avec le cyclotourisme.

Une telle étude permettrait de chiffrer les retombées économiques de ce segment de marché et de sensibiliser davantage le secteur de l'hébergement à ce type de clientèle.

Conscient de l'importance du cyclotourisme, le Ministère du Tourisme a lancé en 2011 le label «bed+bike» qui connaît un grand succès avec actuellement 66 établissements labellisés.

Question 2101 (9.5.2012) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant le **projet Livange:**

Le projet d'un stade national de football à Livange comprend, dans sa dernière version connue, des infrastructures commerciales de très grande envergure.

Dans une lettre datée du 2 avril 2009 et signée par trois Ministres (Messieurs Juncker, Krecké et Haldorf) le Gouvernement indique qu'il «accompagnera et appuiera activement la réalisation de ce projet d'ensemble de caractère unique et d'importance nationale».

Dans le cadre des mesures de redressement financier de l'État annoncées par Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, il est prévu de ne participer ni au financement d'un stade de football ni aux infrastructures routières (échangeur à Livange) nécessaires à la réalisation du projet de Livange.

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que le projet de Livange ne bénéficie plus, aux yeux du Gouvernement, du caractère d'importance nationale?

- Quels arguments, autres que financiers, ont amené le Gouvernement à revoir son appréciation?

- Est-ce que ces arguments seront dorénavant appliqués d'une façon générale en matière d'aménagement du territoire?

Réponse (26.6.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire n°2101 des honorables Députés Josée Lorsché et Camille Gira, il y a lieu de préciser que le qualificatif «importance nationale» tel qu'il est utilisé dans le cadre de l'aménagement du territoire se rapporte en particulier à la taille, à l'envergure du projet, le cas échéant, au caractère unique d'un projet et notamment, dans le présent contexte, du projet commercial. Il ne s'agit dans ce contexte donc pas, comme le suggèrent les honorables Députés, d'un qualificatif lié à la question de l'intérêt général national d'une infrastructure particulière.

Les arguments ayant amené le Gouvernement à modifier l'échéancier de ses projets d'investissements sont uniquement d'ordre financier.

Il est évident que l'échéancier des projets d'investissements du Gouvernement ainsi que la rapidité de leur réalisation sont toujours liés à des questions financières et budgétaires. Ajoutons cependant que l'évolution territoriale dépend bien évidemment de l'évolution économique générale. Le rythme de réalisation imposé pour l'évolution économique générale

impose aujourd'hui bien évidemment des choix, respectivement des priorisations de projets qui sont opérés essentiellement pour des raisons d'aménagement du territoire respectivement de capacité ou de sécurité des infrastructures.

Question 2102 (10.5.2012) de **M. Eugène Berger** (*DP*) concernant la **licence accordée par la Fédération luxembourgeoise de Boxe à un sportif britannique:**

La Fédération luxembourgeoise de Boxe (FLB) vient d'accorder une licence à un «sportif» auquel la fédération britannique l'avait retiré, suite à de gestes antisportifs, voire des comportements violents au bord d'une manifestation sportive, qui avait d'ailleurs entraîné des enquêtes policières. Cette décision de la fédération luxembourgeoise a suscité des réactions plus que critiques dans la presse internationale, qui parle notamment d'une «heure noire» pour le sport. Le président de la FLB a d'ailleurs lui-même contesté le caractère sportif de cette manifestation. Les protagonistes ne voudraient que «donner libre cours à leur rage». La Fédération luxembourgeoise de Boxe profiterait également au niveau financier d'une manifestation puisque le boxeur en question devrait payer une taxe de manifestation à la fédération luxembourgeoise. Ce qui reviendrait à une somme non négligeable.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la fédération luxembourgeoise avait, dans ce cas précis, une possibilité de refuser une licence?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur d'éventuelles conséquences légales pour la fédération luxembourgeoise en cas de nouvelles agressions où gestes antisportifs émanant d'un sportif sous licence luxembourgeoise?

- Monsieur le Ministre peut-il me donner son appréciation sur les critiques formulées envers le Luxembourg à cause de l'attribution d'une licence à un «sportif» qui s'est discrédité par un comportement violent et antisportif.

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'il s'agit là d'un préjudice grave pour l'image du monde sportif luxembourgeois à l'étranger?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le montant des taxes versées et tout autre versement à la fédération luxembourgeoise dans le contexte de cette manifestation?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'il conviendrait de verser d'éventuelles recettes de cette manifestation à une association sans but lucratif pour un projet antiviolençe?

Réponse (18.5.2012) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports:*

Au vu des discussions qu'a provoquées la nouvelle du match de boxe en date du 14 juillet prochain à Londres entre les deux boxeurs professionnels Chisora et Haye qui, par un passé récent, ne se sont pas distingués par un comportement éthique digne d'un sportif, les remous surtout au sein du mouvement sportif, national et international, ne peuvent surprendre.

Toutefois les questions que me pose l'honorable Député, lui-même dirigeant sportif au niveau fédéral, me surprennent car la structure du mouvement sportif luxembourgeois, tout comme la stricte subsidiarité réservée à l'autorité publique devrait lui être amplement connues.

Ainsi en vertu de l'article 3 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport «les pouvoirs publics respectent l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif».

Par conséquent, la Fédération luxembourgeoise de Boxe est responsable de ses faits et gestes, et il est à supposer que l'octroi de licences à des sportifs étrangers - à l'image d'autres fédérations sportives - est prévu et réglé par ses statuts. Il en devrait être de même pour ce qui est des sanctions applicables pour comportement antisportif.

En ce qui concerne d'éventuelles taxes redevables en cas de transferts, d'affiliations ou d'organisations internationales, celles-ci devraient aussi être réglées et prévues par des règlements au niveau de l'organisme fédérateur international.

Sur la toile de fond de ce qui précède, et à titre tout à fait personnel, je considère toutefois qu'il aurait mieux valu que la Fédération luxembourgeoise de Boxe s'abstienne d'intervenir à un titre quelconque dans la présente affaire.

Question 2103 (11.5.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*) concernant l'**avis d'orientation du conseil de classe:**

L'article 20 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées énumère comme l'une des attributions du conseil de classe le fait qu'«il donne un avis d'orientation». L'article 4 du règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire précise: «Si les notes de l'élève ne permettent pas de conclure à la réussite en fin d'année, le conseil de classe en informe l'élève et les parents au plus tard à la fin du 1^{er} semestre ou du 2^e trimestre et leur communique les mesures de remédiation qu'il propose ou décide.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Le conseil de classe peut-il aussi proposer à l'élève de s'orienter vers la recherche d'un emploi ou d'un stage?

- Dans l'affirmative, dans quels cas cela est-il proposé à l'élève?

- Si le conseil de classe décide qu'un élève doit se réorienter vers la vie active, ce dernier a-t-il une possibilité de contester cette décision et d'exiger le maintien de son inscription dans son lycée?

Réponse (13.6.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il importe de distinguer la décision de promotion que prend le conseil de classe en fin d'année scolaire et l'éventuelle recommandation qu'il peut émettre à tout moment.

La décision de promotion permet à l'élève d'accéder à la classe suivante, lui impose de redoubler sa classe ou l'oblige à s'inscrire à une autre formation. S'il est prévu que l'élève puisse s'orienter vers plusieurs formations, notamment dans les classes de 9^e secondaire technique et de 4^e secondaire, la décision de promotion précise les voies de formations auxquelles est admis l'élève. Il n'est pas possible que le conseil de classe décide que l'élève soit obligé de s'orienter vers la vie active.

Le conseil de classe peut en sus de la décision de promotion émettre des recommandations à l'élève. Dans certaines situations, la démotivation de l'élève et la progression de son apprentissage peuvent être telles que l'orientation vers la vie active est une proposition pertinente, notamment si l'élève a déjà obtenu une certification, par exemple l'attestation de cinq années d'études secondaires ou secondaires techniques.

Un stage est une partie intégrante d'une formation professionnelle ou d'une classe IPDM (initiation professionnelle, divers métiers). En général, un stage ne peut être proposé à un élève sans qu'il ne s'inscrive à une classe comportant également un enseignement théorique. Un



stage non accompagné d'une autre formation peut pourtant être proposé à l'adolescent ayant décroché de l'école en vue d'une réintégration; cette mesure ne peut donc s'appliquer à l'élève inscrit à un lycée.

La décision du conseil de classe concernant la promotion ne peut être contestée que devant le tribunal administratif. Les recommandations du conseil de classe ne sont pas des décisions et l'élève et ses parents ne sont pas obligés de s'y soumettre; un recours n'est pas prévu.

Question 2105 (14.5.2012) de **MM. André Bauler et Carlo Wagner (DP)** concernant les **règlements relatifs à la substitution de génériques aux médicaments classiques:**

Dans le cadre de la réforme du système des soins de santé, Monsieur le Ministre avait annoncé de promouvoir davantage la substitution de génériques aux médicaments classiques. En date du 1^{er} janvier 2012 cette mesure aurait dû entrer en vigueur. Il nous revient toutefois que les règlements afférents tardent toujours à être finalisés.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer pour quelles raisons les règlements afférents n'ont pas encore pu être finalisés? Dans quels délais pourra-t-on s'attendre à leur publication?

- Est-il toujours prévu que les pharmaciens doivent déterminer eux-mêmes le générique le moins cher?

- Pour des raisons d'efficacité, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il incomberait plutôt au médecin traitant de faire le choix du générique?

- Est-il prévu de mettre en place un logiciel spécifique pour les pharmacies leur signalant automatiquement le produit le moins cher?

Réponse (8.6.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:**

L'article 22bis, alinéa 3, du Code de la sécurité sociale est à la base de l'avant-projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités de calcul de la base de remboursement des médicaments substituables que le Conseil de Gouvernement a approuvé en date du 2 décembre 2011 et qui a été transmis pour avis au Conseil d'État et aux chambres professionnelles en date du 7 décembre 2011. C'est le seul règlement grand-ducal à prendre en vue de la mise en application du principe des groupes génériques.

Entre-temps, mon Ministère a reçu les avis respectifs des chambres professionnelles et du collège médical, et l'avis du Conseil d'État lui a été transmis en date du 22 mai 2012 de sorte que rien ne s'oppose plus à la mise en vigueur dudit règlement grand-ducal.

L'article 22bis, alinéa 5 du Code de la sécurité sociale dispose ce qui suit:

«Par dérogation à l'article 5 du règlement N° IV dénommé "sur les devoirs spéciaux des pharmaciens et droguistes" de l'arrêté royal grand-ducal du 12 octobre 1841 portant règlement du service médical, le pharmacien informe l'assuré lors de la délivrance du médicament qu'il s'agit d'un médicament inscrit sur la liste des groupes de médicaments soumis à une base de remboursement et lui propose une substitution par le médicament le plus économique du même groupe.»

La loi oblige donc désormais les pharmaciens à proposer au patient la substitution d'un médicament cher par un médicament plus économique appartenant au même groupe, sans qu'il n'ait besoin de prendre pour cela l'avis du prescripteur. Toutefois, le patient peut refuser la substitution et il accepte par cette décision de renoncer à l'avantage économique qu'aurait procuré l'achat d'un médicament plus économique. La garantie d'équivalence, souvent avancée comme étant incertaine, repose sur un choix opéré sur base de critères scientifiques, soutenu d'ailleurs par les expériences positives vécues dans les pays voisins qui depuis plusieurs années ont opté pour des mécanismes de substitution et de prescription identiques sans avoir rencontré jusqu'ici des problèmes justifiant leur remise en question.

Si la loi n'oblige pas les médecins à prescrire des médicaments plus économiques équiva-

lents, il serait néanmoins souhaitable que dans le dialogue entre le patient et le médecin, celui-ci donne les explications nécessaires pour une meilleure compréhension du système par le patient, lui propose lui-même le remplacement d'un médicament onéreux par un médicament équivalent moins cher et le conseille dans le cas où des appréhensions pourraient surgir durant la phase de transition vers un médicament de substitution.

Le directeur de la Santé établit la liste des médicaments sans brevet et y regroupe tous les médicaments similaires suivant la classification «Anatomical therapeutical chemical classification» de l'Organisation mondiale de la Santé. Cette liste est établie d'après des critères strictement scientifiques et ne comporte pas d'indications sur le prix. Cette mesure vise non seulement à respecter le départage entre les missions de la Santé, responsable de la santé publique, et l'assurance maladie, dont les appréciations peuvent être guidées plutôt par des critères économiques, elle se justifie surtout par le besoin d'une appréciation scientifique indépendante. C'est parmi les médicaments dont l'équivalence est constatée par la direction de la Santé que la CNS choisit les groupes de médicaments pour lesquels elle fixe une base de remboursement.

Conformément à l'article 1^{er}, alinéa 2 du projet de règlement grand-ducal, la direction de la Santé établit la liste des groupes de médicaments substituables mise à jour mensuellement. À noter que la personne qui sera principalement en charge de cette classification sera engagée avec effet au 15 juin 2012. La définition des groupes se fera selon le principe de la précaution et uniquement dans la mesure où des équivalences seront scientifiquement établies.

La liste des groupes génériques sera communiquée à la Caisse Nationale de Santé (CNS), qui procède au calcul de la base de remboursement suivant les dispositions prévues à l'article 2 du projet de règlement grand-ducal et fait publier la liste respectivement les modifications y relatives au Mémorial.

Question 2106 (14.5.2012) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant le **moto tourisme:**

Au cours des dernières années le moto tourisme, c'est-à-dire le tourisme à moto, devient de plus en plus populaire également au Luxembourg. Ceci peut notamment être vérifié tous les weekends, un nombre très important de motocyclistes étrangers s'arrêtant dans les villes touristiques comme Remich, Echternach, Vianden, Esch-sur-Sûre, Clervaux et bien d'autres.

Plusieurs hôtels, de toutes catégories, proposent des offres spécifiques pour les motocyclistes, notamment à travers des labels spécifiques et en adhérant à des programmes prévus pour les motocyclistes.

Pour ces raisons, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

1) Est-ce que Madame la Ministre peut me donner des chiffres en relation avec les nuitées de motocyclistes dans les hôtels au Grand-Duché en 2011 et notamment dans les hôtels spécialisés sur ce type de clientèle?

2) Est-ce que Madame la Ministre est d'accord de faire élaborer une étude du potentiel économique et pour les emplois en relation avec le moto tourisme au Luxembourg?

Réponse (14.6.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:**

1) Le recensement des nuitées au Luxembourg opéré via l'Institut national de la statistique et des études économiques (Statec) ne différencie pas les nuitées réalisées par des moto touristes par rapport à d'autres types de touristes de loisirs.

L'Office National du Tourisme a réalisé en 2010 et en 2011 des enquêtes auprès du secteur de l'hébergement, mais le moto tourisme n'a pas encore fait partie des questions recensées. Il a été recommandé à l'ONT d'intégrer le sujet dans l'enquête 2012.

Le Ministère du Tourisme ne décerne pas de label relatif à l'accueil de motocyclistes. Il est vrai que certains établissements d'hébergement sont labellisés par l'Union européenne de motocyclisme, mais nous ne disposons pas de statistiques quant aux nuitées de motocyclistes réalisées dans ces établissements.

2) Sous réserve de disponibilités budgétaires, le Ministère du Tourisme est disposé à réaliser une

étude au sujet du potentiel économique en relation avec le moto tourisme.

Une telle étude permettrait de chiffrer les retombées économiques de ce segment de marché et de sensibiliser davantage le secteur de l'hébergement à ce type de clientèle.

Conscient du potentiel du moto tourisme, le Ministère du Tourisme collabore avec l'ADAC depuis 2003, notamment pour la réalisation de cartes pour moto touristes, ainsi que pour l'organisation du ADAC MotoClassic.

Question 2107 (14.5.2012) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant la **lutte contre la fraude organisée, la fraude fiscale et sociale et la fraude aux allocations et aux aides sociales:**

Le Conseil des Ministres belge vient d'adopter un «plan d'action pour la lutte contre la fraude organisée, la fraude fiscale et sociale et la fraude aux allocations et aux aides sociales».

Au Luxembourg, le «Syndicat des Cadres des Contributions» a également attiré l'attention sur le fait que «ceux qui ont le privilège de déclarer leurs revenus eux-mêmes peuvent soustraire une part plus ou moins importante de leurs revenus à l'imposition».

Aussi, je souhaite poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement luxembourgeois va-t-il élaborer et mettre en œuvre un «plan d'action pour la lutte contre la fraude organisée, la fraude fiscale et sociale et la fraude aux allocations et aux aides sociales»?

- Le Gouvernement va-t-il renforcer les effectifs de l'Administration des Contributions directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises?

Réponse commune (3.7.2012) de **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État,** et de **M. Luc Frieden, Ministre des Finances:**

Le Gouvernement est conscient de l'importance d'une action plus ciblée dans la lutte contre les différentes formes de fraude. Bien qu'il n'existe pas un plan formalisé en tant que tel, le Ministre des Finances a demandé, dès son entrée en fonction en 2009, aux directeurs des administrations fiscales de prêter une attention particulière à ce sujet. De manière générale, l'on a accéléré le traitement des dossiers d'imposition et augmenté l'efficacité des procédures, permettant entre autres une meilleure identification des cas de fraude. Dans cette même optique d'une imposition plus efficace et équitable, le personnel des trois administrations fiscales a été substantiellement renforcé en 2012.

Question 2108 (15.5.2012) de **M. Serge Wilmes (CSV)** concernant l'**inscription d'office des résidents communautaires sur les listes électorales des élections communales:**

La directive 94/80/CE du 19 décembre 1994 fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils n'ont pas la nationalité est fondée sur l'acceptation que «(...) tous les citoyens de l'Union, qu'ils soient ou non ressortissants de l'État membre de résidence, puissent y exercer leur droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans les mêmes conditions (...)». Les auteurs de la directive estiment «(...) qu'il est nécessaire, en conséquence, que les conditions, (...), soient identiques à celles applicables, le cas échéant, aux nationaux de l'État membre considéré (...)»¹. Un traitement spécifique des citoyens non nationaux ne se justifie qu'exceptionnellement, dans des circonstances particulières qui distinguent les non-nationaux des nationaux².

Le Luxembourg est un des rares États membres de l'Union européenne à appliquer l'obligation de vote à ses nationaux. Ainsi, l'article 89 de la loi électorale du 18 février 2003 prévoit que «(L)e vote est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales».

Le droit de vote et son corollaire, l'obligation de vote, dérivent donc directement de l'inscrip-

tion d'office des ressortissants luxembourgeois sur les listes électorales.

La directive 94/80/CE quant à elle, n'ignore pas la situation de certains pays qui, comme le Luxembourg, pratiquent l'obligation de vote. Certes l'article 7 paragraphe (1) part de l'hypothèse, la plus répandue, de la faculté de vote en précisant que «(L')électeur visé à l'article 3 (le citoyen de l'Union) exerce son droit de vote dans l'État membre de résidence s'il en a manifesté la volonté». Le paragraphe (2) du même article poursuit toutefois que «(S)i le vote est obligatoire dans l'État membre de résidence, cette obligation est également applicable aux électeurs visés à l'article 3 (les citoyens de l'Union) qui s'y sont inscrits sur la liste électorale». Enfin, le paragraphe (3) stipule que «(L)es États membres dans lesquels le vote n'est pas obligatoire peuvent prévoir une inscription d'office sur la liste électorale des électeurs visés à l'article 3».

Ces dispositions ne sont pas sans difficultés d'interprétation. Est-ce que la directive 94/80/CE interdit l'inscription d'office des citoyens communautaires dans l'hypothèse où le vote est obligatoire ou faut-il déduire du paragraphe (3) de l'article 7 que l'inscription d'office sur les listes électorales est un corollaire de l'obligation de vote et que les pays qui ne connaissent pas une telle obligation peuvent néanmoins recourir à l'inscription d'office?

Un recours aux différentes versions linguistiques de la directive 94/80/CE ne permet pas d'ôter à ce texte toute ambiguïté. La version anglaise de l'article 7 paragraphe (2) prévoit que «If voting is compulsory in the Member State of residence, voters within the scope of Article 3 who have been entered on the electoral roll there shall also be obliged to vote». Les termes «have been entered» laissent penser à une inscription d'office. La version allemande quant à elle est bien plus claire en ce qu'elle prévoit que «(B)esteht im Wohnsitzmitgliedstaat Wahlpflicht, so gilt diese Pflicht auch für die aktiv Wahlberechtigten im Sinne des Artikels 3, die sich dort in das Wählerverzeichnis haben eingetragen lassen». Il s'ensuit que l'obligation de vote ne s'applique, selon la directive, que lorsque les électeurs ressortissants d'un État membre se sont également fait inscrire sur les listes électorales.

Nul ne doute de l'importance de la participation des ressortissants communautaires aux élections municipales afin d'assurer la légitimité démocratique des conseils des bourgmestres et échevins. Il paraît évident que l'inscription d'office sur les listes électorales pourrait à l'avenir faciliter la participation des résidents communautaires au processus démocratique.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

- s'il est d'avis que l'inscription d'office des ressortissants communautaires pourrait faciliter la participation des ressortissants communautaires aux élections communales et

- s'il estime qu'il faudrait interpréter l'article 7 paragraphe (2) de la directive 94/80/CE dans le sens que cette disposition s'opposerait à l'inscription d'office des ressortissants communautaires.

- Dans l'affirmative, ne faudrait-il pas intervenir auprès des autorités communautaires pour permettre l'inscription d'office des résidents communautaires dans les États qui pratiquent l'obligation de vote?

- Si jamais le droit communautaire s'opposait à l'inscription d'office couplée à l'obligation de vote, ne serait-il pas possible de prévoir, comme règle générale, un mécanisme d'inscription automatique qui faciliterait les démarches administratives des ressortissants communautaires tout en leur permettant de notifier aux autorités leur intention de ne pas participer au vote?

Réponse (6.6.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:**

La question de l'honorable Député porte sur l'application de la directive 94/80/CE en ce qui concerne l'inscription d'office de non-luxembourgeois sur les listes électorales.

La directive 94/80/CE a pour objectif de fixer les modalités selon lesquelles les citoyens de l'Union européenne qui résident dans un État membre de l'Union sans en avoir la nationalité peuvent y exercer le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales. Elle est basée sur le traité instituant la Communauté européenne, notamment sur son article 8 B paragraphe 1 qui «reconnait le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre de résidence sans, pour autant, se substituer au droit de vote et d'éligibilité dans l'État membre dont le citoyen de l'Union est ressortissant».

¹ Directive 94/80/CE, du 19 décembre 1994, considérant 5.
² Idem.

Aux termes du 6^e considérant du préambule de la directive 94/80/CE «il importe de respecter la liberté de ces citoyens de participer ou non aux élections municipales dans l'État membre de résidence; ... il est donc judicieux que ces citoyens puissent exprimer leur volonté d'y exercer leur droit de vote; ... dans les États membres où il n'existe pas d'obligations de vote, un enregistrement de ces citoyens peut être autorisé d'office».

La transposition de la directive 94/80/CE dans notre législation a tenu compte de la spécificité que le vote obligatoire est ancré dans notre loi électorale. Ainsi, conformément à l'article 9 (4) alinéa 2 de la loi électorale les ressortissants étrangers qui se sont faits inscrire sur une liste électorale y sont maintenus, dans les mêmes conditions que les électeurs luxembourgeois, jusqu'à ce qu'ils demandent à être rayés ou jusqu'à ce qu'ils soient rayés d'office parce qu'ils ne répondent plus aux conditions requises pour l'exercice du droit de vote.

À partir du moment où un ressortissant communautaire a été inscrit sur la liste électorale pour les élections communales suite à sa demande expresse, il est obligé de participer au vote. En effet, d'après l'article 89 de la loi électorale «le vote est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales».

Le texte de la directive, du moins dans la version linguistique qui concerne notre pays, est plutôt clair et ne laisse guère de grande latitude d'interprétation.

En effet, l'article 7 de la directive, après avoir posé le principe que «l'électeur (...) exerce son droit de vote dans l'État membre de résidence s'il en a manifesté la volonté», distingue selon deux cas de figure, à savoir les États membres appliquant le vote obligatoire (paragraphe 2) et ceux qui ne l'appliquent pas (paragraphe 3).

Aux termes du paragraphe (2) «si le vote est obligatoire dans l'État membre de résidence, cette obligation est également applicable aux électeurs visés à l'article 3 qui s'y sont inscrits sur la liste électorale». Les citoyens d'un État membre remplissant les conditions d'accès au droit de vote définies à l'article 3 peuvent donc être soumis à l'obligation de vote à condition de s'être inscrits sur la liste électorale.

L'inscription volontaire constitue dès lors une condition préalable à l'obligation de vote.

Cet état de choses est corroboré par le texte du paragraphe (3) qui autorise l'inscription d'office uniquement dans le cas où l'État membre concerné ne pratique pas le vote obligatoire: «Les États membres dans lesquels le vote n'est pas obligatoire peuvent prévoir une inscription d'office sur la liste électorale des électeurs visés à l'article 3».

Au Luxembourg, où le vote est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales, l'inscription d'office des ressortissants communautaires sur les listes électorales pour les élections communales est donc exclue parce qu'elle serait contraire à la directive 94/80/CE, alors qu'une inscription d'office des ressortissants communautaires obligerait automatiquement tous ces ressortissants à participer au vote et leur enlèverait la liberté de choisir s'ils veulent oui ou non exercer leur droit de vote lors des élections dans leur commune de résidence.

Pour terminer, je voudrais rappeler que notre pays non seulement applique le droit de vote actif et passif au niveau communal de la manière la plus large et la plus libérale de tous les États membres de l'UE, mais qu'il multiplie par ailleurs les démarches pour inciter les résidents non luxembourgeois à s'inscrire.

Je renvoie à toutes fins utiles à ma circulaire n°2908 du 29 mars 2011 relative à l'inscription des ressortissants non-luxembourgeois sur les listes électorales dans laquelle j'ai entre autres invité les autorités communales «à favoriser les inscriptions sur les listes électorales des nouveaux résidents de nationalité étrangère en donnant instruction aux services communaux d'informer de manière systématique tous les ressortissants étrangers, au moment de leur inscription sur les registres de la population, sur les conditions de l'exercice du droit de vote».

Question 2109 (16.5.2012) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant la **nomenclature des actes et services médicaux**:

La nomenclature des actes et services médicaux date de 1992 et comporte 52 pages. Les mises à jour de la nomenclature luxembourgeoise concernent presque exclusivement les tarifs. Or, la médecine a évolué. Ainsi en France, notamment, cette même nomenclature est mise à jour annuellement et comporte un multiple de pages (selon mes informations près de 500 pages).

Les médecins et autres prestataires de services sont dès lors obligés de procéder par analogie, c'est-à-dire de se référer à la nomenclature officielle pour qualifier un acte médical basé sur une technique nouvelle ne figurant pas dans la nomenclature officielle. Il en résulte que selon l'interprétation donnée par le médecin ou prestataire de service, le client se voit rembourser une part plus ou moins importante du service médical facturé. Tout ceci met mal à l'aise les praticiens. Ceci a bien entendu aussi des répercussions sur le bilan de la Gesundheitskeess.

J'estime qu'une mise à jour de la nomenclature de 1992 s'impose et que la nouvelle nomenclature devrait être mise à disposition du public ensemble avec les mises à jour ponctuelles. Ces mises à jour devraient avoir lieu sur demande et les adaptations être arrêtées dans un délai assez court, ce qui n'est le cas actuellement pour les rares adaptations.

Aussi je pose les questions suivantes au Gouvernement:

1) Le Gouvernement entend-il mettre à jour la nomenclature des actes et services médicaux de 1992 en procédant à une révision générale adaptant la nomenclature à celle des actes médicaux pratiqués en 2012 et à la fixation des tarifs pour les actes nouveaux?

2) Si oui, dans quel délai?

3) La nomenclature ne devrait-elle pas être revue annuellement?

Réponse (13.6.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Les nomenclatures des actes et services des médecins ainsi que celles des autres prestataires de soins visés par l'article 61, alinéa 2, points 2 à 7 et 12 du Code de la sécurité sociale sont établies conformément à l'article 65 du même Code.

Cet article détermine les mécanismes destinés à assurer le maintien et l'adaptation des nomenclatures existantes sans pour autant contenir les instruments de base nécessaires à la mise en place d'une nouvelle nomenclature d'envergure.

L'introduction d'une nouvelle nomenclature devra en principe rester une opération financièrement neutre. Elle ne devra ni générer une activité médicale supplémentaire excessive, ni conduire à une réduction globale des revenus du corps médical. Certes, des redistributions entre les différentes spécialités médicales s'imposent, mais le but primaire d'une réforme de la nomenclature existante devrait être d'assurer plus de transparence et d'efficacité et une meilleure adaptation des actes professionnels au progrès médical en apportant ainsi un gain de qualité par rapport à la situation actuelle.

Or, le risque du coût supplémentaire est toujours sous-jacent et la tâche de devoir combiner un renforcement de la qualité et de l'efficacité dans un contexte budgétaire plus difficile n'est pas aisée.

Par ailleurs, malgré la création par la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé, d'une Cellule d'expertise médicale assistant la Commission de nomenclature dans ses travaux, le Grand-Duché ne dispose pas des ressources nécessaires pour pouvoir recourir à tout moment au savoir-faire scientifique et l'expertise médicale requise pour mettre en place et maintenir à jour une nomenclature à la hauteur des technologies de pointe dans toutes les spécialités.

La nomenclature doit permettre une prise en compte de la durée, de l'effort et de la technicité de l'acte. Or, l'appréciation de ces critères n'est pas immuable et nécessite une évaluation permanente des actes et, le cas échéant, une adaptation rapide et conséquente.

Malheureusement, le Grand-Duché ne peut pas prendre recours de façon systématique à des groupes d'experts à l'instar de la Commission d'évaluation des actes professionnels des médecins de la Haute Autorité de la Santé en France.

Les failles de la nomenclature médicale ne sauraient être niées, ni d'ailleurs les besoins de son adaptation.

Toutefois, avant d'entamer le projet visant à la mise en place d'une nouvelle nomenclature médicale, la CNS a commencé les négociations conventionnelles avec l'association des médecins, négociations pour lesquelles la loi prévoit qu'elles devront se dérouler dans un délai de dix-huit mois à partir de la convocation faite par la CNS.

Parallèlement, la nouvelle Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé, qui a pour missions, entre autres, la mise en place d'une plateforme permettant une meilleure coordination au moyen d'un partage des données du patient est poursuivie. Le réseau envisagé permettra une meilleure qualité

de la prise en charge, notamment par un partage d'informations et la prescription électronique ou encore un accès direct du prescripteur, du prestataire ou du pharmacien à certaines données du dossier de soins partagé, avec accord du patient.

Tant les dispositions éventuellement insérées dans la nouvelle convention médicale que les données collectées au niveau de l'Agence pourront servir lors de la mise en place de la nouvelle nomenclature. Dès que ces instruments seront disponibles, les travaux en vue de la nouvelle nomenclature pourront être entamés.

Question 2110 (16.5.2012) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant le **projet «Wickrange»**:

Il me revient à travers les médias que le promoteur du projet «Shopping center» à Wickrange aurait reçu un prêt de 16 millions d'euros de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État pour lequel il aurait obtenu «un coup de pouce du Gouvernement». En réponse à ma question orale en date du 15 mai 2012, Monsieur le Ministre de l'Intérieur avait cependant nié toute prise d'influence en faveur ou en défaveur des promoteurs des projets de Livange et de Wickrange auprès des banques. Dans le cadre de la réunion jointe des Commissions des Finances et du Budget et du Contrôle de l'exécution budgétaire du 10 octobre 2011, Monsieur le Ministre des Finances avait également nié toute intervention dans les affaires courantes de la BCEE.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de l'Intérieur ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Plus précisément, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sous quelle forme ils sont intervenus auprès de la BCEE?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer qui était l'interlocuteur côté du Gouvernement lors de cette intervention? Qui était l'interlocuteur auprès de la BCEE?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les termes et conditions sous lesquels la BCEE a accordé le prêt au promoteur du projet de «Wickrange»?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si le promoteur a reçu un traitement privilégié?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si le Gouvernement a fait valoir son influence dans d'autres dossiers auprès d'autres banques?

Réponse commune (25.5.2012) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre*, *Ministre d'État*, de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Aucun ministre n'est intervenu en faveur de l'octroi d'un crédit à un promoteur dans le cadre du projet Wickrange.

Plusieurs mois après l'octroi du crédit visé par la question parlementaire, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région s'est renseigné auprès du directeur général de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État sur les modalités du prêt, et cela suite aux doléances lui exprimées par le promoteur au sujet des conditions du crédit.

La banque a confirmé au Ministre que le dossier avait été traité dans les conditions usuelles de la banque pour ce type d'opérations. Les conditions n'ont pas été modifiées par la suite.

Dans le cadre de leur politique économique et sociale, les Gouvernements successifs ont toujours eu des contacts réguliers avec les établissements bancaires au sujet, d'une part, de projets d'implantation ou de restructuration d'entreprises et, d'autre part, de projets de soutien aux entreprises en difficultés.

Question 2111 (18.5.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'**évolution du commerce électronique**:

E-Commerce scheint ein neues Standbein geworden zu sein, nachdem multinationale Unternehmen unser Land als Gewerbelplattform gekürt haben, als es darum ging, in Europa einen attraktiven Standort ausfindig zu machen. Im Jahre 2015 wird sich ein Paradigmenwech-

sel einstellen mit einem revidierten Verteilungsschlüssel für die Einnahmen aus der Mehrwertsteuer, die erwirtschaftet wurden. Dann muss der E-Commerce eine breitere Basis erhalten, damit möglichst viele Unternehmen hierzulande ab Luxemburg elektronischen Handel betreiben können, unter den bestmöglichen Bedingungen fiskalischer, logistischer und kosten-spezifischer Natur.

Bei einer Suche auf dem Internet nach schnell auffindbaren Quellen der Information und Referenz für E-Commerce-Aktivitäten ergibt sich allerdings ein sicherlich noch verbesserungsbedürftiges Bild. Es fehlt ein einheitliches Gebilde und es ist zeitaufwendig, die benötigten Informationen zusammenzutragen.

Fragen:

1) Gibt es eine strategische Zielvorgabe für die luxemburgische Regierung, den E-Commerce weiterzuentwickeln und neben den ganz Großen des Wirtschaftssektors auch Klein- und mittelständische Betriebe, die unter anderem den nationalen und regionalen Markt bedienen könnten, in diesem Bereich hier anzusiedeln?

2) Welche Maßnahmen und Anreize hat die Regierung für Start-ups im E-Commerce hierzulande vorgesehen? Wo können die aktuellen Maßnahmen im Internet nachgelesen werden?

3) Hat die Regierung eine Internet-Site, in der in einem Klick alle benötigten Informationen abgerufen werden können, für jene Interessierten, die einen Start-up im E-Commerce einrichten möchten und sich in Luxemburg ansiedeln wollen?

4) Wie viele E-Commerce-Gesellschaften sind zurzeit in Luxemburg angesiedelt?

5) Wie viel macht ihr Umsatz aus?

6) Wie viele Arbeitsplätze hängen zurzeit direkt am Bereich E-Commerce in Luxemburg?

Réponse (22.6.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

La question parlementaire n°2111 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- En ce qui concerne la première question, il convient de relever qu'à la fois le plan gouvernemental ainsi que les propositions «65 points en faveur de la compétitivité» soumises par le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur au Comité de coordination tripartite mettent en évidence les objectifs stratégiques du Gouvernement en ce qui concerne le développement du secteur des TIC en général et du commerce électronique en particulier. Eu égard à une excellente infrastructure et un environnement réglementaire favorable, le Luxembourg se positionne comme localisation de choix pour les entreprises pour distribuer du contenu électronique vers le marché européen. Pour rappel, le Luxembourg a été le premier pays dans l'Union européenne à avoir transposé la directive commerce électronique (2000/31) dans la loi du 14 août 2000. En 2011/2012 plusieurs entreprises dans la distribution de contenu, soit de jeux en ligne, soit de livres électroniques se sont implantées au Luxembourg. À noter qu'il s'agit à la fois de grandes entreprises et de PME. À ne citer que des entreprises comme Onlive, Kabam, Nexon, Innova, Bigfishgames ou encore Sony. Les grandes entreprises qui viennent s'installer à Luxembourg incitent toujours indirectement des PME à les suivre et les efforts du Gouvernement pour convaincre des PME à venir s'installer à Luxembourg sont les mêmes que pour convaincre des entreprises de taille plus importante.

- En ce qui concerne la deuxième question, il convient tout d'abord de souligner la présence d'un écosystème qui est très favorable au développement des entreprises du secteur des TIC. En fait, le Luxembourg met à disposition de ces entreprises une connectivité ultra rapide vers les grands hubs européens avec des taux de latences très courts ainsi que des centres de données offrant un niveau de sécurité très élevé et ceci grâce à une politique active d'investissement du Gouvernement luxembourgeois depuis plus de huit ans déjà dans le développement et la modernisation des réseaux internationaux et de création d'espaces pour centres de données.

Le Gouvernement s'attache par ailleurs depuis une dizaine d'années à promouvoir et à développer une culture de la prévention et de la sécurité informatique au Luxembourg, ceci notamment à travers les projets CASES, la constitution de l'initiative SMILE, avec le CERT (Computer Emergency Response Team) national, CIRCL, et plus récemment la mise en place d'un CERT gouvernemental. Cette politique



visé tant à sensibiliser les entreprises et les citoyens aux risques liés à l'utilisation d'Internet et donc de facto à les rassurer dans leurs opérations de e-commerce, respectivement à les rendre attentifs aux risques à prendre en compte lors de la création de sites de commerce électronique, qu'à aider les entreprises de commerce électronique une fois qu'un incident a eu lieu. Ces mesures ont pour résultat qu'un climat de confiance s'est établi dans le domaine du commerce électronique et que cet environnement favorable attire des sociétés de toutes tailles actives dans le commerce électronique.

Concernant plus directement les mesures ou incitants pour encourager le financement de start-ups, il convient de rappeler que la Commission européenne interdit toute aide sectorielle. De ceci découle qu'il n'existe pas d'aides spécifiques pour les sociétés du commerce électronique, puisqu'elles ne sont pas autorisées par Bruxelles. En revanche, il existe différentes mesures dites horizontales. Pour n'en citer que quelques-unes, les aides à l'investissement aux PME, les aides pour jeunes entreprises innovantes (JEI), les aides aux petites entreprises nouvelles créées dans les régions dites assistées, des aides à la recherche au développement et à l'innovation avec des intensités d'aides plus élevées pour les PME. Il existe en outre des facilités de financement de la SNCI et de la CD-PME. Des centres d'incubateurs publics ou privés mettent par ailleurs de l'espace-bureau à disposition des start-ups.

- Pour répondre à la troisième question, des informations détaillées sont mises à disposition des entreprises et des start-ups sur les sites ci-après:

- guichet.lu (guichet entreprises)
- investinluxembourg.lu/ict
- innovation.public.lu/fr/index.html
- www.cases.public.lu

- Pour les questions 4, 5 et 6, veuillez trouver les données récentes (05/2012) du Statec ci-après:

Le commerce électronique peut être analysé suivant plusieurs angles. D'un côté, on considère les entreprises qui ont le commerce électronique comme activité principale (cf. point a) ci-dessous). De l'autre côté, de nombreuses entreprises luxembourgeoises d'autres branches d'activités économiques commercialisent leurs biens et services via Internet (cf. point b) ci-dessous).

a) Les entreprises du commerce électronique

La nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE Rev. 2), qui est utilisée pour la présentation des statistiques d'entreprises, ne permet pas d'identifier telles quelles les entreprises du commerce électronique. Néanmoins, la branche d'activité «Vente à distance [dans le commerce de détail]» concentre une grande partie de ces entreprises.

Vente à distance (NACE Rev. 2 - 47.910), situation au 1 ^{er} janvier				
	2011	2010	2009	2008
Nombre d'entreprises	141	141	110	96

Source: Statec - Répertoire systématique des entreprises luxembourgeoises 2008/2009/2010/2011

Pour des raisons de confidentialité statistique, le Statec ne peut pas diffuser le chiffre d'affaires et l'emploi de cette branche prise isolément.

La branche d'activité «Vente à distance» regroupe les entreprises dont l'activité principale est le commerce de détail par correspondance ou par Internet ainsi que les ventes aux enchères au détail sur Internet. Toutefois, cette branche d'activité englobe également les entreprises qui commercialisent leurs produits par catalogue ou par téléphone.

b) Le commerce électronique par les entreprises

Du fait que le classement des entreprises dans la NACE s'effectue par rapport à l'activité principale, l'analyse de la seule branche d'activité «Vente à distance» ne couvre pas l'entièreté des entreprises qui commercialisent leurs biens et services par Internet. Pour avoir une vue plus complète, il faut également tenir compte du commerce électronique réalisé par les entreprises appartenant à d'autres branches d'activités. Dans le cadre de l'enquête 2011 relative à l'usage des TIC, 18% des entreprises déclarent avoir effectué des ventes en ligne.

Entreprises ayant effectué des ventes en ligne, situation janvier 2011			
Activité économique de la NACE Rév. 2	entreprises ayant effectué des ventes en ligne (en %)	entreprises ayant réalisé plus de 25% de leur chiffre d'affaires en ligne (en %)	entreprises ayant réalisé plus de 50% de leur chiffre d'affaires en ligne (en %)
Industrie manufacturière	21	6	5
Production et distribution d'électricité [...];	15	0	0
Production et distribution d'eau [...]			
Construction	10	2	1
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	24	6	5
Transports et entreposage	23	13	9
Hébergement et restauration	27	12	8
Information et communication	25	4	4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	8	1	1
Activités de services administratifs et de soutien; Activités	18	9	5
Immobilières; Autres activités de services			
Ensemble des branches d'activités économiques	18	5	4

Source: Statec - Enquête relative à l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les entreprises

Pour la période de référence janvier 2011, les résultats de l'enquête TIC représentent une population-cible de 3.367 entreprises occupant au moins dix personnes et fondent sur un taux de réponse de 76%.

Question 2112 (18.5.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le paquet fiscal de l'Union européenne:

A senger Ried iwwert d'Lag vun der Natioun huet den Här Statsminister enner anerem dëst

gesot: «Den europäesche Fiskalvertrag muss a senger Substanz ratifizéiert ginn, well e gëtt der europäescher Konsolidéierungspolitik eng frësch Kredibilitéit. Dëse Vertrag muss duerch eng europäesch Wuesstemsstrategie konsolidéiert ginn.»

No de politeschen Entwécklung vum deene leschten Deeg, besonnesch a Griichenland, a Spuenien an a Frankräich, stellt sech awer d'Fro, ob de Fiskalpakt iwwerhaupt nach genuch politesch an ekonomesch Iwwerzeugungskraaft a sech dréit, fir nach ratifizéiert ze ginn.

Dowéinst wollt ech dës Froen un den Här Statsminister an un den Här Finanzminister stellen:

1) Ass d'Regierung der Meenung, datt den europäesche Fiskalvertrag, an där Form wéi en ennerschriwwwe gouf, nach dauerhaft iwwerliewensfäeg ass?

2) Wat mengt den Här Statsminister mat «a senger Substanz» ratifizéieren? Sollen Dealer vun dem Vertrag ewechfalen? A wéi enger textueller Fassung wëllt d'Regierung dem Parla-

ment d'ratifizéierung vun dem Fiskalvertrag da proposéieren?

3) Wéi ass der Regierung hir Meenung iwwert d'Opportunitéit vun enger weiderer finanzieller Ennerstëtzung fir Griichenland? Enner wéi enge Konditiounen a fir wéi laang soll dat Land weider finanziell Ennerstëtzung kriéien?

4) Wéi eng Konsequenzen hätt den Austréit vu Griichenland aus der Eurozon op Lëtzebuerg, inklusiv op d'Lëtzebuurger Zentralbank (besonnesch och duerch de System Target2)?

5) Bezilt Griichenland zurzäit nach seng Zësen op dee bilaterale Prêt, dee Lëtzebuerg dem Land ginn huet?

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les **lundis** entre 20.00 et 22.00 heures les **moments forts** de l'actualité parlementaire.

L'émission est **rediffusée** du **mardi au vendredi** de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.

Réponse commune (19.6.2012) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, et de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

1) Le Gouvernement estime que les raisons qui ont amené les États à adopter le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG), signé à Bruxelles en date du 2 mars 2012 restent d'actualité et que donc ce traité garde toute sa pertinence. Le Gouvernement estime également que les revendications pour une stratégie européenne de la croissance sont pertinentes et légitimes. À ses yeux, l'assainissement des finances publiques et la mise en œuvre d'une stratégie pour une croissance durable ne sont pas des objectifs contradictoires mais des politiques dont les effets se renforcent mutuellement. Le Gouvernement participe donc activement à l'élaboration d'une stratégie européenne pour une croissance durable. Or, il n'est pas de l'avis qu'une éventuelle «codification» de cette stratégie devrait passer par le biais d'une modification du TSCG.

2) Par «substance» du TSCG, il convient d'entendre la transposition en droit national de la règle budgétaire et du mécanisme de correction automatique tels que spécifiés à l'article 3 du TSCG. Dans ce contexte, il convient de rappeler que les États signataires du TSCG se sont engagés à ratifier le traité par le biais d'une loi d'approbation pour ensuite transposer en droit national la règle budgétaire et le mécanisme de correction automatique.

3) Le Gouvernement estime que l'octroi d'une assistance financière conditionnelle à la Grèce est justifié afin de préserver la cohésion de la zone euro et de l'Union européenne dans son ensemble, ainsi que la stabilité du système financier européen et international.

4) Le Gouvernement estime que la question d'un départ de la Grèce de la zone euro - forcé ou sur une base volontaire - ne se pose pas à l'heure actuelle et par conséquent, il ne souhaite pas alimenter des spéculations qui génèrent de réels effets pervers pour le bien-être des citoyens en Grèce, en Europe et ailleurs dans le monde.

5) Le Gouvernement peut confirmer que la République hellénique continue à payer les intérêts sur le prêt bilatéral accordé à la Grèce dans le cadre de la «Greek Loan Facility». Au 15 mai 2012, le Luxembourg a ainsi perçu des intérêts et commissions à hauteur de 7,9 millions d'euros.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

